

# Regards croisés sur la question migratoire au Maroc et dans l'espace euro-méditerranéen

COORDINATION SCIENTIFIQUE :

REDA EL FELLAH

LAHOUCINE ERRAMI



CEMAP

المركز المغربي للدراسات وتحليل السياسات

المركز المغربي للدراسات وتحليل السياسات

Centre Marocain d'Études et de l'Analyse des Politiques

REGARDS CROISÉS SUR LA QUESTION  
MIGRATOIRE AU MAROC  
ET DANS L'ESPACE EURO-MÉDITERRANÉEN



# REGARDS CROISÉS SUR LA QUESTION MIGRATOIRE AU MAROC ET DANS L'ESPACE EURO-MÉDITERRANÉEN

---

COORDINATION SCIENTIFIQUE :

REDA EL FELLAH

LAHOUCINE ERRAMI



المركز المغربي للدراسات وتحليل السياسات  
المركز المغربي للدراسات وتحليل السياسات  
Centre Marocain d'Études et de l'Analyse des Politiques



*Publié par  
Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.*

*© 2021, Konrad-Adenauer-Stiftung e.V., Bureau du Maroc.  
Tous droits réservés.*

*Toute reproduction intégrale ou partielle ainsi que la diffusion électronique  
de cet ouvrage sont interdites sans la permission formelle de l'éditeur.*

*Les opinions exprimées dans la présente publication sont propres à leurs auteurs.*

*Coordination : Abir Ibourk*

*Maquette de couverture : Babel com, Rabat, Maroc  
Mise en pages : Babel com*

*Impression : Lawne, Rabat, Maroc*

*Dépôt Légal : 2021 MO 0755  
ISBN : 978-9920-9391-3-3*

*Édition 2021*

## Sommaire

- 7** | PRÉFACE  
*El Arbi Mrabet*
- 11** | INTRODUCTION  
*Reda El Fellah*
- 17** | MIGRATION AS AN ILL STRUCTURED PROBLEM IN THE  
MEDITERRANEAN, A MODEL FOR PROBLEM STRUCTURING  
*Reda El Fellah*
- 41** | DEMOCRACY AND THE NEW MIGRATION POLICY IN MOROCCO  
*Abir Ibourk*
- 51** | ÉDUCATION ET MIGRATION DE RETOUR : UNE ÉQUATION  
COMPLEXE AVEC DIFFÉRENTES VARIABLES  
*Aïcha El Alaoui*
- 71** | L'IMPACT DU PHÉNOMÈNE MIGRATOIRE SUR LE PARTENARIAT  
STRATÉGIQUE ENTRE LE MAROC ET L'UNION EUROPÉENNE  
*Elhabib Ezzeroual*
- 93** | L'EUROPE DU DROIT D'ASILE AU-DELÀ DE L'EUROPE ET LA  
QUESTION DE L'EXTERNALISATION AU SUD DE LA MÉDITERRANEE  
*Isabelle Lendrevie*
- 109** | DE LA QUESTION MIGRATOIRE DANS L'AGENDA AFRICAÏN DU  
MAROC : ENTRE DÉFIS INTERNES ET ENJEUX EXTERNES  
*M'hammed Belarbi*
- 137** | LE MAROC ET L'UNION EUROPÉENNE : VERS UN PARTENARIAT  
MIGRATOIRE  
*Rafik Naimi*

- 149** | LA QUESTION DE LA MIGRATION DANS LA POLITIQUE  
ÉTRANGÈRE MAROCAINE  
*Abdoullah Dzaguiss*
- 161** | LES ENJEUX DE LA CRISE MIGRATOIRE DANS L'ESPACE EURO-  
MÉDITERRANÉEN  
*Mohammed Lemouden*
- 185** | FACTEURS DE BLOCAGE DE L'INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE  
DES IMMIGRÉS RÉSIDANT EN ESPAGNE EN TEMPS DE CRISE : LE  
CAS DES MAROCAINS DE LA CATALOGNE  
*Hajar El Moukhi*
- 217** | ANALYSE MULTIDIMENSIONNELLE DU PHÉNOMÈNE DE  
L'OCCUPATION DE L'ESPACE PUBLIC PAR LES MIGRANTS  
SUBSAHARIENS : LE CAS DE LA VILLE D'AGADIR  
*Hicham Irifi et Mohamed Assebane*

# Préface

---

*El Arbi Mrabet*

Les migrations sont un phénomène évolutif, multidimensionnel et pérenne. Pérenne, ce phénomène est présent depuis l'aube de l'humanité, comme il ne disparaîtra pas de sitôt. S'il connaît des flux et des reflux, sur le long terme il est promis à « un bel avenir », si l'on peut dire. Partout où des êtres humains se sentent à l'étroit, n'ont pas la reconnaissance qui leur est due, ont des ambitions, des aspirations ou des rêves qu'ils pensent ne pas pouvoir réaliser « chez eux », ils migrent vers d'autres cieux où nait à leurs yeux une lueur d'espoir, nonobstant les incertitudes, les risques, les dangers mêmes. Le rapport 2020 du département des Affaires économiques et sociales de l'ONU montre clairement que, malgré un ralentissement dû à la pandémie de la Covid-19, la migration internationale a continué d'augmenter, et les pays de destination restent toujours ceux aux revenus les plus élevés, suivis de ceux aux revenus élevés – selon la classification de la Banque mondiale... Cette tendance semble être là pour durer, car les efforts des États et de la « Communauté internationale » dans la lutte contre les effets néfastes et dévastateurs du changement climatique et pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris – dépassés par les événements de « mère nature » – et ceux du développement durable (ODD) suivant l'Agenda 2030 et en vue de concrétiser LA transition écologique adéquate, ces efforts se sont révélés insuffisants jusqu'à présent. Preuve en est, parmi d'autres, le dernier appel du Secrétaire général de l'ONU pour atteindre la neutralité carbone d'ici à la fin du siècle. Tout, ou presque, semble indiquer que les migrants « climatiques » viendront s'ajouter à toujours plus de migrants, réfugiés compris. On peut saluer l'adoption du Pacte de Marrakech pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, aux fins de les limiter étant donné l'état de l'économie mondiale. Cependant, il est tout aussi légitime de se poser quelques questions sur ses chances de réussite. Réussite n'a



pas été au rendez-vous dans de nombreux accords internationaux ces dernières décennies.

Ainsi, la problématique migratoire reste d'actualité, et elle le restera d'autant plus qu'elle est aussi multidimensionnelle. La migration, dans le sens le plus large, a été l'un des principaux facteurs à l'origine de la civilisation. Mais la civilisation n'a pas que de bons côtés. Elle a aussi ses côtés moins brillants. Combien d'œuvres grandioses ont été bâties au prix de souffrances, d'injustices ? A certains égards, dans certains pays et sous certaines conditions, c'est ce que l'expression moderne « participation des migrants au développement » veut dire quand on regarde bien la réalité. Et les migrants participent au développement dans toutes ses dimensions, directement et indirectement. Et comme ce dernier, bien qu'il revête des significations différentes, parfois antinomiques, est et restera l'ultime objectif de tout pays (d'envoi, de transit ou de destination), les migrants continueront d'y participer, quelles qu'en soient les conséquences et les retombées... pour eux, leurs familles, leurs pays...

La problématique restera d'actualité, évoluera selon les constantes et les variables, les hauts et les bas de cette actualité changeante et évolutive. Hier encore, les migrants aux États-Unis ont subi la politique de l'ex-président Trump. Aujourd'hui, ils commencent à entrevoir les grandes lignes de celle du président Biden. Plus proches de nous, ils se sont pliés aux fluctuations, aux dépassements, aux insuffisances des politiques migratoires de l'Union européenne et ses membres, sans omettre celles des États dont ils sont ressortissants, ou ceux dont ils traversent les territoires ou ceux où ils ont élu domicile. Ces fluctuations seront toujours là, au rythme des avancées technoscientifiques – la robotisation en particulier, avec la suppression de nombreux métiers –, des conjonctures économiques, des situations sociales, des enjeux politiques et aussi au rythme des revendications, des luttes pour les droits humains et le droit humanitaire... Et selon bien d'autres considérations, événements et faits que l'on ne peut prévoir.

Si la problématique migratoire est et restera d'actualité, le présent ouvrage, fruit du travail de nombreux chercheurs, venus d'horizons divers et complémentaires, l'est également. Il ajoutera une pierre à l'édifice important des publications sur la question, qu'il enrichira sans aucun doute. Sa lecture apportera des éclairages nouveaux et sera utile tant pour les universitaires (étudiants et chercheurs) que pour les praticiens.

Espérons qu'il encouragera d'autres à « creuser » cette problématique pour faire avancer encore plus la connaissance dans le domaine des migrations.



# Introduction

---

*Reda El Fellah*

La question de la migration soulève une question préalable et primordiale sur la définition même du problème, définition qui est tendue entre deux points de vue. Le premier définit le phénomène à travers les défis qu'il lance et les politiques publiques conçues et mises en œuvre pour les relever. Le second considère que la migration n'est pas le problème en soi, car il s'agit d'un mouvement naturel qui trouve son origine et son prolongement régulier à travers l'histoire humaine, et que la recherche de solutions devrait se fonder sur une structuration du problème et l'identification de ses dimensions et de ses frontières en prenant en considération les variables politiques et économiques, les contextes sociaux et culturels et l'environnement au sein duquel il prend forme et se développe.

Les tendances actuelles de la migration internationale font aujourd'hui l'objet d'une attention particulière de la part de tous les États, des instances internationales gouvernementales et non gouvernementales, des sociétés civiles, des *think tanks* et des médias. Le débat sur ce phénomène transfrontalier et global questionne tout d'abord les facteurs qui poussent à son amplification, ainsi que les tensions qu'il est susceptible d'engendrer.

Une réflexion s'impose au sujet de la révision de ses modes de gouvernance à l'échelon national et international, de même quand il s'agit d'apporter des réponses adéquates pour concilier les considérations liées à la protection des droits humains des réfugiés, d'une part, et les exigences légitimes de sécurisation des frontières et de la lutte contre l'immigration illégale, d'autre part. Le phénomène migratoire interpelle également l'évolution et l'effectivité du droit international du travail ; il confronte la communauté internationale aux déficits du multilatéralisme. A ce niveau, le Pacte mondial pour les migrations, négocié entre 192 États et adopté à Marrakech en

décembre 2018, illustre le choix d'un modèle de gouvernance adapté à la complexité du phénomène migratoire dans la mesure où la priorité est accordée à la mise en place d'un pilier normatif souple et non contraignant vis-à-vis des États pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.

Au niveau régional de l'espace euro-méditerranéen, la question de la migration se conjugue avec des considérations géopolitiques, économiques et démographiques complexes qui accentuent la dialectique des risques et des enjeux d'ordre sécuritaire et humanitaire auxquels les pays du bassin méditerranéen et de l'Union européenne doivent faire face.

Le Maroc, pays qui est historiquement un carrefour de civilisations et un point de jonction entre les continents africain et européen, s'est engagé depuis une décennie dans une politique migratoire volontariste qui vise à réguler les flux migratoires venus notamment d'Afrique subsaharienne et dont la destination est principalement le continent européen. L'approche adoptée par le Maroc face à l'accélération remarquable des flux migratoires est reconnue par certains observateurs comme étant humaine et durable, mais elle est critiquée par d'autres comme étant laxiste et ouverte. Cela dit, on ne peut véritablement saisir la complexité des enjeux et comprendre les risques et opportunités en termes de paix et de sécurité, et de développement que si l'on situe la politique migratoire marocaine dans le contexte plus large de ses relations extérieures avec l'Union européenne et dans le cadre de son ancrage stratégique dans le continent africain, et tout particulièrement dans l'espace de l'Afrique de l'Ouest, du Sahel et du Sahara.

Cet ouvrage collectif cherche à approfondir la recherche et à fournir des lectures académiques croisées sur les migrations dans le contexte des relations maroco-européennes et africaines. A cet égard, une meilleure compréhension des enjeux connexes est servie par le choix de cet ouvrage de replacer le contexte de ce phénomène dans sa dimension géographique, en l'occurrence celle de la région euro-méditerranéenne. Les articles ont permis de réunir et confronter plusieurs approches

afin de cerner ce phénomène humain et social à partir des variables historiques, géopolitiques, juridiques, économiques et sécuritaires.

Il réunit principalement les contributions qui ont été apportées lors du colloque international tenu les 6 et 7 décembre 2019 à la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales d'Agadir, et qui a porté sur « La migration dans l'espace méditerranéen dans le cadre des relations Maroc-Afrique-Europe ». Les communications présentées et discutées lors de ce colloque international ont permis de nourrir le débat et d'approfondir l'analyse sur les enjeux sécuritaires, géopolitiques et socio-économiques auxquels le Maroc est confronté à travers les effets engendrés par le phénomène de la migration dans l'espace euro-méditerranéen. Un éclairage particulier a été porté sur les contraintes et les lacunes de la politique migratoire du Maroc ainsi que sur son interaction avec les questions de gouvernance multilatérale avec les partenaires européens et l'évolution des paramètres géopolitiques, économiques et démographiques à l'échelle régionale et continentale.

Tout d'abord, il fallait s'arrêter sur les risques d'erreur dans la caractérisation du problème de la migration, ce qui réduirait la pertinence des politiques conçues pour y faire face ; cela est dû notamment au fait que la migration en tant que problème de politique publique est souvent considérée comme un problème indépendant, non connecté à un système complexe de problèmes et de questions multidimensionnelles.

Les axes principaux de cet ouvrage collectif répondent à cet objectif, ce qui impose une analyse scientifique rigoureuse, loin des idées préconçues ou des stéréotypes et des considérations liées aux agendas politiques. Cette analyse repose sur l'exploration des variables-pivots qui composent ce système complexe de problèmes, censé encadrer l'agenda de recherche sur le thème des migrations dans l'espace euro-méditerranéen.

La première variable est une variable indépendante, qui se réfère à la dimension historique et civilisationnelle. Il s'agit d'un champ de recherche fondamental pour comprendre les racines historiques du phénomène et ses dimensions culturelles. Sous cet angle, des

articles aborderont les vagues de migration et les grands mouvements humains à travers l'histoire. Cet axe traitera également de l'histoire des migrations au Maroc en tant que modèle des migrations dans l'espace euro-méditerranéen et présentera une lecture dans un ouvrage qui plonge dans l'histoire de la migration à partir d'une des régions du Maroc (Guelmim Oued Noun) vers l'Europe.

La deuxième variable concerne la dimension juridique et celle liée aux droits de l'homme, notamment en se penchant sur le cadre juridique de la nouvelle politique d'immigration et d'asile du Maroc et son lien avec la démocratie, et sur un autre sujet, en traitant l'évolution du droit européen dans le domaine de la migration et de l'asile compte tenu du nombre croissant de migrants et de demandeurs d'asile en Europe. De plus, cet axe abordera la situation des droits humains des étrangers au Maroc, y compris la réalité et les perspectives de santé de ces migrants à la lumière du dépeçage de la politique migratoire. Dans ce cadre, un des articles abordera la question de la protection des droits des migrants à la lumière de l'interaction du Maroc avec le système des Nations Unies pour la protection des droits de l'homme.

La troisième variable est liée aux dimensions sécuritaires et aux défis internes et régionaux dans le contexte de l'augmentation du nombre d'immigrants au Maroc et de l'adoption par le Maroc de la nouvelle politique d'immigration et d'asile.

La quatrième variable concerne les dimensions de la coopération internationale dans le domaine de la régulation et de la sécurité des migrations. Elle analyse la relation dialectique entre les migrations à travers la Méditerranée et le développement du partenariat entre le Maroc et l'Union européenne, d'une part, et les relations de coopération entre le Maroc et les pays africains, d'autre part.

La cinquième variable concerne les dimensions sociale et économique qui touchent plusieurs aspects tels que l'intégration des migrants de retour d'Europe et l'impact économique de la migration internationale marocaine sur les régions d'origine. Une étude a également abordé la situation des Marocains vivant dans la région de la Catalogne en Espagne dans le contexte de la crise économique actuelle, tandis

qu'une autre étude s'est focalisée sur l'analyse du phénomène de la présence dans l'espace public de migrants d'Afrique subsaharienne dans une grande ville marocaine.

S'appuyant sur une approche d'analyse intégrée, cet ouvrage collectif entend saisir toutes les variables précédemment évoquées, ce qui contribuera à construire une perspective multidimensionnelle du phénomène migratoire dans le contexte géopolitique et économique de l'espace euro-méditerranéen. Cet ouvrage s'adresse à tous les chercheurs dans le domaine de la migration en général et à tous ceux qui s'intéressent aux politiques migratoires au Maroc et en Europe en particulier, et ambitionne de contribuer à l'état du savoir relatif à ce thème, ce qui est susceptible d'intéresser les décideurs, les praticiens et les acteurs de la société civile dans le but d'arriver à une meilleure compréhension des questions posées par l'immigration et l'asile et à améliorer les politiques publiques qui y sont dédiées.





# Migration as an ill structured problem in the Mediterranean, a model for problem structuring

---

*Reda El Fellah*

## **Abstract**

The rationale behind my article is to construct a theoretical framing of migration from the perspective of a policy analyst of the emerging international governance.

The present paper starts from the assumption that history is accelerating throughout the world due to the globalization of migration. Policies are always late, often ineffective and when it comes to security threats, the reaction is usually distorted and tends to reflect the exaggerated psychological perception of threats rather than the real threats.

The wave of current trend of migration is still in the beginning of a long dynamic which might take some decades taking into consideration the evidence based equation that development, widening socio economic gaps and climate change are drivers for more migration.

The present study will consider the problem of migration in the mediterranean as encompassing situations of refugees, irregular and regular migration, and asylum seeker as well as the evolving path to reach Europe. These situations are connected in one dynamic and could not be dissociated if one need to understand the migration problem in the mediterranean area.

This study argues that migration problem is ill defined and ill structured making the situation regarding migrants, and performance of state action even worse because migration as a policy problem is conceived as independent and viewed without considering its links to the whole complex system of problems.

It is easier “to solve ten interlocking problems simultaneously than to solve one by itself”.

The rationale behind labelling migration as a policy problem is first to recognize its faltering ill management as a transboundary issue. It is admitted that migration produces benefits for both host and origin countries. But, the discourse during the last three decades has turned out into a tougher stance with the recurrence of economic crisis in western countries and significance of push factors in sending countries.

From this perspective, this article will be divided into 3 sections. **The first section** will explore the set of problems which are linked to the migration issue in the mediterranean. The exploration of the complex system of problems as a meta problem is a necessary milestone in the reconceptualization and redefinition of the issue. More steps will follow as a structuring process is unfolding.

**The second section** will scrutinize the reasons why migration is an ill structured problem regarding decision makers, alternatives values and outcomes conflict among competing agendas and goals.

**The third section** will suggest a tentative of problem structuring based on a holistic, multidimensional approach aimed at connecting the phenomenon of migration with all its interlinked factors. The structuring will use a policy model in order to formulate the migration problem. A model of structuring will be formulated in the end as a conclusion.

This policy model could be used in the process of decision making, helping to forecast policies outcomes and to make future policies more consistent at national bilateral and multilateral levels. It is also aimed to provide recommendations for relatively optimal better off situation (Pareto equilibrium).

My contribution pertains to epistemology rather than to the state of art of knowledge. It will builds on the richness of current literature and different theoretic lenses explaining and predicting international migration.

**Key-words** : Migration, Policy analysis, ill structured Problem, Problem structuring, Mediterranean space

## Introduction

Marcel Merle defines international relations as the flows which trespass the national frontiers or trying to do so, while Bertrand Badie analyzes the international relations from sociologist perspective as the science of the human suffering (Badie, 2017).

These two perspectives recall us that migration is at the heart of the discipline of international relations. It's one of the most debated issues which catalyze the human condition in the realm of international relations. This sounds more accurate in the context of globalization and the surge of transboundaries networks of illegal traffics making the irregular migration a XXI century Dilemma (Duvell, 2006).<sup>1</sup>

There are two main approaches to study migration as a global phenomenon. The first would put more emphasis on normative, institutional and administrative categories which differentiate regular from irregular migration for example. The second would explore the social rationale behind this issue through analyzing the socio historical and political international context since it is admitted its important

role in forging the dynamics of international migration specially in the mediterranean routes linking Africa to Europe.

Migration as a symptom of the human suffering becomes a component of the transformative nature of the international system, and since then this issue is often discussed and analyzed from a state perspective, and more accurately through security lenses, and more often with military means when migration becomes intertwined with smuggling, human trafficking and so on (for instance operation Sophia),<sup>2</sup> or when it is coupled with political instrumentalisation of popular fears and resentment towards immigrants.

This is the case today after the human waves of migrants and asylum seekers many of them fleeing protracted conflicts in Africa and the Middle East, particularly the war in Syria. Some authors )Matthew Metzel and Lorenzen, 2017)<sup>3</sup> even highlighted « the use of the military arm of national power to help address » the crisis of migration from east and southern mediterranean sea during 2015 and 2016 It is now observed that Europe tends to use military capabilities to deal with the real and potential risks linked to migration from the south east Mediterranean shores. The United Nations issued a resolution authorizing member states to intercept and inspect vessels on the high seas off the coast of Libya, and the seizure of vessels suspected of involvement in people smuggling and the use of 'all necessary measures' to confront the smuggling (UN SC resolution 2240, 9 october 2015).<sup>4</sup>

Most security strategies in Europe and in other developed countries in the world identify migration as a potential risk. two contradictory concepts may clash with each other, which are the right of freedom of movement in on hand, and the security against large scale migration in the other hand. New changes occurring in the structure of actors and interactions within the world pushes analysts and think tanks to widen the window through which the phenomenon is apprehended and conceptualized. The big question was how to conciliate the divergent considerations derived from the two concepts.

## 1. The set of problems

A set of problems could be defined as a system of interconnected problems that reinforce each other. The public policy analyst has to explain the cascade effects linking each problem with the others. Without considering these interactions, and without structuring problems, it might lead to the definition of the wrong problem even if decisions or solutions are seemingly right.

Migration as any social phenomenon is socially constructed. It is not a single problem, it is a set of a complex interconnected problems. Migration is a very dynamic issue which is situated in a system of interactions between various actors some of them are state actors and some others are non state actors. It is intertwined with a constellation of problems such as : North South relations, capitalistic economic system security threats (civil wars, famine, drought, terrorism, failed states...), Geopolitical tensions, development policies, demographic and political changes and even Climatic changes...

Beyond the fact that the routes of migration are global in an interconnected world, emphasis will be put on the three mediterranean routes (eastern, central and western), so the analysis will be multifaceted and focused on the set of problems that emerge from the historical context of Euro-Mediterranean-African relations. So the aim is to balance geographically the perspective of study between three spaces: States of origin, states of transit and the receiving states. The literature review suggests that the «receiving countries» perspective is widely dominant in comparison with the two other perspectives.

Thus, the first widening vision is situated in space insofar that the problem concerns both Europe, Africa and the Middle East (from Syria to Afghanistan). It is highly critical to explore the drivers and consequences of migration in the countries of origin, and to match or correlate them with causes and consequences in destination countries. For example, why economic crisis in Europe hasn't decrease the flow of sub-saharan or north African migrants even from countries with a very

high growth rates such as Guinea which is the first origin country of migrants arriving in Spain through the western mediterranean route<sup>5</sup>?

Another level of analysis has to grasp the benefits and harmful effects of migration for developing countries and also to correlate them with those in developed countries. In this respect, the issue is organically linked with the issue of development. From which quantitative and qualitative threshold migration become an obstacle to development or a factor of increased imbalances between North and South.

Some key figures will help us to grasp the evolution of migration, the stock of migrants by «region of origin». According to Frontex,<sup>6</sup> about 2 million migrants have arrived in Europe by crossing the Mediterranean Sea since 2009, more than half of them (1.2 million) arrived through the eastern way moving from conflicts in Syria, IRAQ (PEW RESEARCH center, 2018).<sup>7</sup>

These figures show that the main driver for migration in the mediterranean area is the state of war including the violence, hunger, and extreme poverty associated consequences. This situation had an impact on the number of refugees and asylum seekers. The most affected of recent migratory trends on demographic and social scales are families, large communities, men and women and children. According to a policy paper study titled : «Who Are They? Two Profiles of Syrian Refugees, middle class, educated people»,<sup>8</sup> the Syrian migrants who reached Europe are among the middle and upper class, more skilled, educated, and hence, more liberal part of Syrian population.

In analyzing the timeframe of migration drivers, the question is to find the linkage between conflicts in origin countries and the structural nature of migration from south east mediterranean to Europe. Is the trend structural meaning that it will take a long term path due to the aftermath repercussions of many years of war and instability? Or will we see a mass return to Syria once conditions will permit it?

In recent years, an important upsurge in migration to Europe has originated from Libya after the NATO intervention against Khaddafi. Between 2014 and 2016, the number of migrants which arrived to Europe through the central corridor has reached more than 500 000 people. The CMR<sup>9</sup> saw its largest arrival numbers in 2016, with 181,436 migrants, refugees and asylum seekers arriving to Italy by sea, but the tightening of Italian immigration policy and EU operations has constrained migrants to stay in Libya in very tough conditions marked by human rights violations. The Libyan case proves that a failing state accelerates the migration problem in a very negative way and also brings serious violations of human rights (human trafficking, smuggling, abuse). The phenomenon of failed states is a long term pattern and a fertile ground for new waves of migration.

Another issue related to space dimension is the fact that southern mediterranean countries become countries of origin, transit and destination in the same time. European policy is oriented towards the practice of outsourcing migration control.<sup>10</sup>

The issue of border externalization raises serious concerns related to human rights when the outsourcing is performed by authoritarian regimes or by some violent non state actors. In this respect, migration is closely linked to the issue of human rights and the question becomes how to make migration regulatory policies compatible with the minimum standards of Human rights and the key principles regarding protection of migrants?The problem of migration in the mediterranean is embedded in a very serious problem of human rights. In this respect, the drop in the number of migrants arrivals to Italy following tight control on Italian shores and close cooperation with Libyan coastguards couldn't hide the humanitarian disaster affecting the situation of migration exploited and abused by militias and warlords in Libya.

Moreover, The UN refugee agency (UNHCR) says that routes used by human traffickers are constantly changing and it is quiet evident that changing route trip is an opportunity for smugglers and human traffickers to increase their activities. In the same time, the divergence



of regulations between European countries and lack of EU coordinated policy of migration and asylum is responsible for the rise in numbers of deaths as a proportion of arrivals.<sup>11</sup>

Migration in the Mediterranean area triggers serious security concerns both for states and people, for home societies of migrants and for host societies. This is an emotionally problematized issue making difficult to have a balanced and sound debate about the question. Political polarization about migration mainly focused on economic and identity questions occurring in developed countries and most of the time the debate intensifies during electoral campaigns while its depth and clarity are hindered by short term perspectives and fragmented views on risks and benefits. Under the influence and Media fabric of taught, people in receiving countries are expressing deep fear from migration, and a growing resentment towards the migrant as a security threat.

This increased polarization driven by short term debates makes the human perspective of security a missing point. The analytical framework shifts quickly to emergency politics which requires extraordinary measures of securitization (forced return, expel, restrictions, administrative and criminal measures...). Instead of pushing away the veil of crisis and starting to assess the perception of security threats against the security benefits in both sides, and from multiple dimensions. The debate overwhelmed by the given assumption that migration trends are unprecedented raging up the fear of the so called "grand replacement" or "Big demographic replacement".<sup>12</sup> Such debate suffers from lack of theorization of migration processes, and seems to be mainly focused on migration restrictions, border control and cultural integration.

According to a recent academic study from King's College London "When not associated with rape, murder or violence, migrants were often characterized as job stealers or benefit tourists".<sup>13</sup> There is a need to replace the debate in the biggest picture where the relation between migration and security is rethink in the light of real facts rather than perceived ones.

Regarding the link between migration and development, it has to be scientifically reframed as suggested by Hein de Haas. According to him, most of migrants are not coming from underdeveloped low income and low Human development countries. On the contrary, more development and more income and better education and health trigger more mobility and more emigration. "The majority of migrants from developing countries are better off than those who are forced to stay behind"<sup>14</sup> (De Haas, 2011).

Concerning the nexus Migration - democracy or democratic transition. Migration poses a challenge to democracy in two ways: How host countries will encourage political participation of migrants, and the threat to democracy coming from right wing parties and movements. According to just and Anderson (2012),<sup>15</sup> and to Street (2016),<sup>16</sup> citizenship increases political participation. The example of political careers of Moroccan migrants in Netherlands reaffirms these findings.

One could not understand why migration policies has failed without questioning the understanding of this phenomenon as a system of problems.

## **2. Migration problem in the mediterranean area. An ill structured problem**

Problem structuration is about the assumptions underlying the definition of problems at the *agenda-setting* phase of policy making (Dunn, 2012).<sup>17</sup>

The migration problem in the mediterranean is not well formulated because it is wrongly defined as a categories of flows that could be organized through fragmented measures. Policies pursued by EU countries couldn't solve definitely the migration problem for an obvious reason that the right problem is embedded in dynamics which influence and feed the migration in both sending and receiving countries.

For instance, there is unintended or counterproductive effects of restrictive policies of borders entry when it triggers permanent settlement of migrants (the case of migration to Spain after introduction of Schengen VISA restrictions in 1991). Another example shows that when borders become restrictively closed smuggling and human trafficking and Sea deaths rose.

The analysis should start by formulating the right problem. The first step is to be engaged in a holistic approach that views the whole picture of interlocked problems. For instance, there is a myth that migration is more endured than selected, but the academic based evidence assert that irregular migration accounts for only more or less 10% of total inflows. Economic studies has evidenced that migration is economically beneficial for the host country (Clemens, 2016).<sup>18</sup> As it is affirmed by an analysis of 30 years of data from 15 countries in Western Europe.<sup>19</sup> The model suggests that within two years of an influx of migrants, unemployment rates drop significantly and economic health increases.

Countries like Germany are threatened by shortages in workers especially the skilled ones. Migration incorporates a young, active and fertile population to countries which suffer from lack of workforce in many sectors.

Migration problem as all policy problems are subjectively and socially constructed. For instance, Statistics show that 9 out of 10 migrants are regular migrants since they enter legally to host countries. Despite this real fact, discourse about migration turns to be focused on irregular migration which in turn rage up the anti-immigration sentiment across Europe. The subjective, artificial and unstable nature of migration as a problem must lead the policy makers to take into consideration two parameters: first that managing migration requires an understanding of relations, implications and side effects that might have on a wider system of problems. For instance, more monitoring policies fueled by the invasion metaphor lead to more undocumented immigrants and arrestations which triggers more restrictive policies (Massey, 2015).<sup>20</sup>

As a consequence, the dynamic of flows shifts from a circular to one way or permanent residence pattern. Second, migration is an issue crossed by diverse and opposed assumptions between countries, parties, civil societies and national public opinions. There is no easy answer to the question whether migration is beneficial to the economic welfare of sending and receiving states? it depends on changing and mixed variables regarding complex relations between migration and other issues such as population growth, pressure on resources, job opportunities, the flows of capital, the level of education and the proportion of skilled workers. It involves many variables both in host and home countries.

Migration problem is obviously and typically an ill structured problem for many reasons: First, Political responses to migration issues from authorities in Europe are embedded in singled approaches legitimized by competing values and interests between many stakeholders and decision makers. The alternatives of policy choice are unlimited with a high degree of uncertainty in outcomes. For instance, the german immigration law to attract non-EU skilled workers could encourage low-skilled workers and give incentives to immigrants to come to Germany.

As European Union has began to figure out EU coordinated policies of migration, the number of involved decision makers at the national levels whose utilities (values) are different, unpredictable and sometimes polarized. The dilemma is to make the most preferred choice because all alternatives are equally ranked.

In such problem situation, the objective is to understand what makes migration ill structured, and to understand the nature of the illness structure of this problem.

The first milestone is to pose the meta problem of migration in the mediterranean or the problem of problems which involve opposed representations. For some standpoints, migration is an opportunity insofar it benefits to the economic growth and fill in vacant jobs, fuel entrepreneurship, etc. According to Mckinsey, From 2000 to 2014,

immigrants contributed 40 to 80 percent of labor-force growth in major destination countries.<sup>21</sup> A recent resolution adopted by parliamentary assembly of Council of Europe Resolution 2175 (2017) titled Migration as an opportunity for European development. Such vision favors liberal migration policies in countries such as Sweden. But for others, migration is viewed as a threat to national security and conceived as a factor of pressure on public services and jobs. Misconceptions about the decrease of domestic wages and a burden on public welfare state. The recent world economic crisis and the refugees flows from east and south mediterranean has led to an increase in anti immigration attitudes which in turn has been politically channeled by right wing and nationalist parties. The securitization of migration issue legitimize extraordinary responses. In a study conducted by Andrew Pitt and Kathleen Boyle (Goldin et al., 2018) I. Goldin, A. Pitt, B. Nabarro and K. Boyle (2018),<sup>22</sup> the power of perceived economic and cultural threat is disproportionate and triggers more restrictive immigration policies. But, the report argue that economies lose from the implementation of anti-immigration policies.

The economic and social impact of migration on sending countries is equally important to measure with regard to the brain drain problem in a socio economic context when developing countries are needing the most their skilled workers notably doctors, engineers.. resulting in a net loss in human capital, the performance of social services and growth opportunities.<sup>23</sup> The main gain for sending countries is the increase in remittances flows from migrants abroad, but this has to be proportionated to the amount of resources flowing from the developing countries in Africa for example to the European countries. In the same time, The encouragement of selected migration of highly skilled workers sustains the international division of labor and reinforce the concentration of capital in the already wealthiest countries. The changes occurring in the global economic system has a significant effect on how migration trends will likely evolve in the coming years and decades. This lead us to investigate how migration is linked to two major issues of international relations: Development and security

## **2.1. Migration and development interactions**

The relation between Migration and development is framed in two opposed narratives. The first sees migration as a consequence of lack of development. The second considers the rise of migration movements as a consequence of the improvement of socio economic conditions hence reflecting a natural dynamic when people become more empowered economically and in skillfulness.

In the mediterranean area, the nexus development/migration is complex due to the interlinks between factors and outcomes of each one on the other. As put by Taylor (2006),<sup>24</sup> the developmental factors influencing migration decisions are also likely to shape the developmental outcomes in sending countries and communities. From neoclassical optimistic view, migration has a development role through factor price equalization. If we look at migration outcomes for development in the Maghreb countries, we can see that development choices has influenced on state policies towards migration. For Morocco, liberal economic model has pushed for political encouragement of migration expected to increase remittances, reduce unemployment burden on the economy and provokes material and immaterial gains from the return of migrants (investments, social networks, brain gain...). Algeria a rentier state pushed for a less emigration policy choice (Natter, 2014).<sup>25</sup> This explained why emigration from Algeria didn't grow as fast as emigration from Morocco. If we use the historical structuralist paradigm lenses, the explanation will be different as the dependency theory stresses the increasing disparities factor played by migration contextualized in an equal and unfair global economic system and as a colonial heritage. From this perspective, consequences of migration on developing countries are brain drain, a vicious cycle of poverty, a loss in labor force and so on. This is expressed through the concept of «migration syndrome» designed by Reichert (1981).<sup>26</sup> When underlying such harmful consequences, state behavior of socialist sending countries tends to deter population from migration. When we compare the current economic situation of both Algeria and Morocco taking into consideration the differentiated emigration policy choices, the migration syndrome could not be

corroborated in this case. Moreover, the increase of spatial inequalities in sending countries as a consequence of migration is reversed in the case of Morocco where the origin regions with a large number of migrants (Rif, South east for example) are those who are among the least privileged regions in Morocco.

This is a proof that the pessimistic view has inherent logical inconsistency.

## ***2.2. Migration and security interactions***

The refugees migration crisis in 2015 raises fears in Europe about security challenges. The dominant policy discourse is all about reducing number of migrants coming to Europe through harsh legislation, and thinking that forced migration is an important scheme of mobility. The interlinkages between migration and security require reconceptualisation of the whole issue. People from southern neighborhood of Europe will continue to move north to have more opportunities and a better life. Is this challenging the security of Europe ? The perception of insecurity is rising as more walls are built and more security oriented policies and legislations are made. this kind of securitization is imprisoned in a political games (Bigo, 2003)<sup>27</sup> which tends to stigmatize migrants as the «other », and easily connect migration to crime, terrorism, mafia...Moreover, it is now empirically evidenced that anti-migration policies are only efficient against the wrong targets and do not affect clandestine networks (Bigo, 2014).<sup>28</sup> This vision is obviously incongruent with other policies regarding economic globalization, international trade, spread of western culture. One could argue that during a long period after cold war, policies didn't has the same pace to reflect the growing moral stigmatization of a new migrants tide. But, this is changing as signs of borders militarization are showing up through deliberate choice to reinforce Border security and border control built upon prolonged lobbying by the European military and security industry (Akkerman, 2018).<sup>29</sup>

On the bilateral cooperation with neighboring countries, EU has adopted a security oriented relationship with Morocco, Bulgaria, Turkey. EU funds and incentives were exchanged against tighter measures of their border control. This is clearly in odds with the need for multilateral engagement in order to make migration safer and ordered in the interest of both states and migrants.

The impact of these policies is disastrous from humanitarian and human rights and freedoms perspective if we look at the rise of sea deaths which proves that migrants routes become more risky and dangerous, and in the same time favoring migrant smuggling and human trafficking industries. The externalization of European borders might be efficient in terms of reducing the number of people who cross borders but it facilitates for European countries to be disengaged from international law duties, and indirectly could provoke infringements on migrants or would be migrants human rights.

### **3. Tentative of problem restructuring**

Before looking to make policies targeting the phenomenon of migration, and before talking about diagnostics, it is extremely fundamental to elaborate on the problem restructuring. It concerns some important nexus related to migration.

#### ***Migration and development***

Deterministic approaches guided by optimistic neoclassical or pessimistic structural and dependency theory must be nuanced through the introduction of empirical case studies and by considering the explanatory value of various circumstances. Migration and development has heterogenous mechanisms of interaction (De Haas, 2010).<sup>30</sup> The theoretical framework of an international policy analysis is enshrined in the two complementary questions: How migration would create development and how migration is shaped by development ? Agency and structural factors are playing each one a certain role in the



migration/development interactions. One should not underestimate the influence of state policies from both the receiving and sending countries in Europe Mediterranean African regional area. The policies of migration in these countries lack coordination in addressing the development related aspects of migration in a long term prospective. It is a myth that development will end migration as pointed out by hein de Haas, on the contrary, people with better income and education are those with higher aspirations and willingness to move abroad. In this perspective, Development strategies should include the growing value of remittances in order to channel them through social and human development of local communities and villages (Mexican example) and to encourage the productive and sustainable investments. Migration policies in Europe are not going to deter low skilled migrants by selective immigration policies but it would cause a rise in irregular migration and in the same time it harms the developing southern countries who suffer from a lack of high skilled workers. Policies from both sides have to sustain what is called the « transnationalization of migrants » (Schiller and Faist, 2010)<sup>31</sup> in a strategy that enables the circular mobility of migrants allowing the best environment to make knowledge and experience gained by origin migrants abroad beneficial and added value for the development of sending countries. European policies on migration are dominated by issues of isolationism and repatriation (Schraven, Benjamin, 2018)<sup>32</sup> which could be politically instrumented, ignoring the fact that migration opportunities should be the core driver of a «migdev » policies. A pragmatic stance should not neglect that migration also contributes positively to development, and that development brings bright talents who are the most desired migrants to Europe.

Development Aid is used as border control instrument as it is clearly conditioned on the cooperation of third countries in the hard restrictive component of the migration management. This is problematic since it reduces migration coordination to readmission issues instead of tackling the root causes of migration notably from Africa and poor regions. So it looks rather a «return to home cooperation» which put emphasis on short term objectives such as private investments (Migration Partnership Framework, 2017).<sup>33</sup>

Concerning the interlinkages between migration and security in the mediterranean area, Restructuration of the problem could be done only through combining legitimate sovereignty considerations and the rights of migrants to be humanly treated. If states has the right to control their borders, yet such right has to be reconciled by the duty to protect human rights.

It is also important to bring different stakeholders around the table in order to shrink their divergences and give sense to a mutual understanding of how best migration should be managed. Another dilemma resides in the evidence based gap between perception and reality. Mass migration is perceived as an unquestionable truth. Most migration is regular and data on migration to Europe should be placed in its context. While the security perspective is put forward, one cannot delink it from the economic rationale with regard to the use of irregular migration by some sectors of the economy demanding low and semi skilled workers.

When linking security to Migration, the debate and analysis overlooked the human security situation in the south including the rise of climate change which in some cases push migrants to endanger their lives. It is also relevant not to neglect the immense threat to their human security during their journey with a large proportion of them composed by vulnerable women and children which could face exploitation and new forms of enslavement. The real challenge in this situation is to incorporate human security considerations into state security traditional paradigm. Some policies such as strengthened physical borders are quite ineffective (case of Ceuta and Melilla fences and electronic surveillance). Detention measures of asylum seekers are rising and infringements to human rights of non citizens also on the rise. Meanwhile, long term trends are expected to bring medium to high migratory pressures (Global Security Pulse, May 2018).<sup>34</sup>

In this context, the solution lies in more cooperation between states on norms and rules which balance security concerns with human rights duties and economic considerations. The root causes of migration and

the self-perpetuating dynamics of migration are of much interest in any normative setting up on national, European, Euro-Mediterranean and international levels.

Policies of partnership must be more dedicated to improve the social and economic conditions in sending regions. A win-win situation could be reached if the countries of origin, transit and destination balance development, security and human rights considerations against each other taking into account the foreseeable trends of migration in a long-term and sustainable perspective. Migration policies should be linked with other policies like trade, investments, economic liberalization, human development, partnership policies...).

Migration problem involves many stakeholders and conflicting values and utilities. It is uneasy to come up with rational collective responses due to the fact that unilateral policies are dominant. Conciliation of competing goals is possible to the extent that the nature of the problem is well understood which is critical for its least-worse possible formulation.

Practically, policy analysts belonging to various disciplines have to draw the boundaries of the problem and the mutual and dynamic interactions between its parts. The sociological perspective of migration is very insightful on the dynamics of migration viewed as an integral part of social system and social change. Economic and political science perspectives are important to complement the sociological perspectives as the first emphasizes the way economic cycles interact with mobility and the latter describes how state intervention shapes the process in short and long terms.

The mixture of all these perspectives is important in order to define a substantive problem which represents the complexity of the issue (complex system of problems).

This reflexion leads us to build a policy model which could be used in the process of decision making, helping to forecast policies outcomes and to make future policies more consistent at national, bilateral and

multilateral levels. It is also aimed to provide recommendations for relatively optimal better off situation (Pareto equilibrium).

**The Model**

<b>Interlinkages Nexus</b>	<b>Conflicting perspectives</b>	<b>Boundary limitations</b>	<b>Opportunities for improvements (National policies, Bilateral and Multilateral Governance)</b>
Migration and Development	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Migration stems from underdevelopment and sustains underdevelopment</li> <li>- High Migration is triggered by more development, more wealth and more educated people</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Empirical cases when and through which mechanisms Migration generate a vertuous circle of development.</li> <li>- Under which circumstances Migration irrevocably jeopardizes development efforts</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Development oriented policies as a core component of migration policies</li> <li>- Proactive policies in sending countries to deal with Migration externalities such as social and economic and territorial inequalities</li> </ul>
Migration and Economic growth	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sustained Economic growth in sending countries reduces out migration</li> <li>- Successful EU economies need more flows of migration</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Migration fluctuations come along with Economic cycles</li> <li>- From which treshold Economic growth in sending countries turns to reduce out migration</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Transdisciplinary academic and empirical studies on the benefits and costs of migration for origin and host countries</li> <li>- Policies of selective migration balanced by more investments, better fair trade with sending countries</li> </ul>
Migration/ Security/ Human Rights	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Migration is a security threat in receiving Countries</li> <li>- Insecurity in Sending Countries push to Migrate into Safe countries</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Downgrade misperceptions Extreme</li> <li>- Securitization of Migration affects the security of migration patterns</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Taking the human rights standards in consideration</li> <li>Integration policies</li> </ul>
Migration and Human Capital	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Brain Gain policies</li> <li>- Selective High skilled Magnet policies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Through which mechanisms Social capital enables a continuation of more out migration</li> <li>- Through which conditions Brain drain could be offset</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Policies to generate Social Remittances</li> <li>Policies to channel remittances through social and human development of local communities and villages and to encourage the productive and sustainable investments</li> </ul>

## NOTES

- 1 F. Düvell (2008), «Clandestine migration in Europe», Special issue: Migrants and clandestinity, Sage Publications, 2008.
- 2 <https://www.consilium.europa.eu/en/policies/migratory-pressures/history-migratory-pressures/>
- 3 N. Metzger, M. Lorenzen (2017), *Military Force and Mass Migration in Europe*, Vol. 47, No. 3.
- 4 <https://www.un.org/press/en/2015/sc12072.doc.htm>
- 5 Guinea has registered in 2016 and 2017 exponential growth rate reaching 10.5 and 12.7 respectively.
- 6 <https://frontex.europa.eu>
- 7 <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2018/09/18/the-most-common-mediterranean-migration-paths-into-europe-have-changed-since-2009/>
- 8 P. Sasnal (2015), Who Are They? Two Profiles of Syrian Refugees, The Polish Institute for International Affairs, No. 36 (138), October. [https://www.pism.pl/files/?id\\_plik=20798](https://www.pism.pl/files/?id_plik=20798) accessed on 8, Feb, 2020.
- 9 Central Mediterranean Road.
- 10 It was one of the conclusions of European Council summit in June 2018: to tighten the EU's external border; set up processing centers in countries such as Algeria, Egypt, Libya, Morocco, Niger and Tunisia. <https://www.consilium.europa.eu/en/policies/strengthening-external-borders/>
- 11 1 death in every 269 arrivals in 2015. In 2016, this went up to one death in 72 arrivals and in 2017 to one in 57 arrivals. In 2018, it rose to one death for every 49 people.
- 12 the term «Grand Replacement» is conceived by the French author Renaud Camus in his 2011 book «Le Grand Remplacement».
- 13 M. Moore and G. Ramsay (2017), *UK media coverage of the 2016 EU referendum campaign*, Centre for the Study of Media, Communication and Power, King's College London. <https://www.kcl.ac.uk/policy-institute/assets/cmcp/uk-media-coverage-of-the-2016-eu-referendum-campaign.pdf>
- 14 Development leads to more migration. <http://heindehaas.blogspot.com/2011/05/development-leads-to-more-migration.html>  
De Haas H. (2011), «Migration and Development: A Theoretical Perspective», *International Migration Review* (IMR), Vol. 44, No. 1 (Spring 2010), p. 227-264.
- 15 A. Just, C.J. Anderson (2012), «Immigrants: citizenship and political action in Europe», *British Journal of Political Science*, 42(3), 481-509.
- 16 A. Street (2016), «The Political Effects of Immigrant Naturalization», *International Migration Review*. [http://www.mwpweb.eu/1/129/resources/document\\_905\\_1.pdf](http://www.mwpweb.eu/1/129/resources/document_905_1.pdf). Accessed on 12 Jan 2020.

- 17 W. Dunn (2012), *Public Policy Analysis*, Routledge.
- 18 A. Clemens Michael, L. Pritchett (2016), «The New Economic Case for Migration Restrictions: An Assessment», IZA Discussion Papers, No. 9730, Institute for the Study of Labor (IZA), Bonn.
- 19 A. Maxmen, «Migrants and refugees are good for economies», <https://www.nature.com/articles/d41586-018-05507-0>
- 20 D. Massey (2015), *A Missing Element in Migration Theories*, *Migrat Lett. Sep.*, 12(3): 279-299.
- 21 McKinsey Global Institute (2016), *Global migration's impact and opportunity*, Report, November. <https://www.mckinsey.com/featured-insights/employment-and-growth/global-migrations-impact-and-opportunity>.
- 22 I. Goldin, A. Pitt, B. Nabarro, K. Boyle (2018), «Migration and the Economy: Economic Realities», *Social Impacts & Political Choices*, Citi and Oxford Martin report.
- 23 M. Kouni (2016), *High skilled emigration and human capital: A theoretical and empirical essay for the case of Middle-Income Countries*, Higher Institute of Business Administration, University of Gafsa, Tunisia.
- 24 J. Edward Taylor (2006), *International Migration And Economic Development*, UN/POP/MIG/SYMP/2006/09, 26 June 2006.
- 258 K. Natter (2014), *Fifty Years of Maghreb Emigration: How States Shaped Algerian, Moroccan and Tunisian Emigration*, International Migration Institute, University of Oxford.
- 26 J. Reichert (1981), «The Migrant Syndrome: Seasonal U.S. Wage Labor and Rural Development in Central Mexico», *Human Organization*, Spring 1981, Vol. 40, No. 1, p. 56-66.
- 27 D. Bigo (2003), «Migration and Security in Controlling a New Migration World», Virginie Guiraudon, Christian Joppke, Routledge
- 28 D. Bigo (2001), «The (in)securitization practices of the three universes of EU border control: Military/Navy – border guards/police – database analysts», *Security Dialogue*, Vol. 45, Issue 3, p. 209-225.
- 27 M. Akkerman (2018), *Expanding the fortress: The policies, the profiteers and the people shaped by EU's border externalisation programme*, The Transnational Institute. <https://www.tni.org/en/publication/expanding-the-fortress>
- 30 Hein de Haas (2010), «Migration and Development: A Theoretical Perspective», In *IMR*, Vol. 44, No. 1, (Spring 2010), 227-264.
- 31 N. Glick Schiller, T. Faist (2010), *Migration, Development and Transnationalization: A Critical Stance*, Berghahn Books.
- 32 «Regional Migration Governance: Contributions to a Sustainable International Migration Architecture», Dick Eva, Anne Koch, Benjamin Schraven, Benjamin Etzold, Briefing Paper 1/2018, German Development Institute/Deutsches Institut für

- Entwicklungspolitik (DIE). <https://www.die-gdi.de/en/the-current-column/article/is-migration-the-better-form-of-development-aid/>
- 33 Migration Trust Fund (2107), «Development aid cannot serve as migration control». <https://www.caritas.eu/development-aid-cannot-serve-the-purpose-of-migration-control/>
- 34 [https://hcss.nl/sites/default/files/files/reports/GlobalSecurityPulse\\_Migration\\_May2018.pdf](https://hcss.nl/sites/default/files/files/reports/GlobalSecurityPulse_Migration_May2018.pdf)

## BIBLIOGRAPHIE

- Akkerman M. (2018), *Expanding the fortress: The policies, the profiteers and the people shaped by EU's border externalisation programme*, The Transnational Institute, <https://www.tni.org/en/publication/expanding-the-fortress>.
- Badie B. (2017), *Humiliation in International Relations: a Pathology of Contemporary International Systems*, Hart Publishing.
- Bigo D. (2003), «Migration and Security in Controlling a New Migration World», Virginie Guiraudon, Christian Joppke, Routledge.
- Bigo D. (2001), «The (in)securitization practices of the three universes of EU border control: Military/Navy – border guards/police – database analysts», Vol. 45, Issue 3, p. 209-225.
- Clemens M.A., Pritchett L. (2016), «The New Economic Case for Migration Restrictions: An Assessment», IZA Discussion Papers, No. 9730, Institute for the Study of Labor (IZA), Bonn.
- De Haas H. (2011), «Migration and Development: A Theoretical Perspective», *International Migration Review*, Vol. 44 No. 1 (Spring 2010), 227-264.
- Dick E., Koch A., Schraven B., Etzold B. (2018), Briefing Paper 1/2018, «Regional Migration Governance: Contributions to a Sustainable International Migration Architecture», German Development Institute/Deutsches Institut für Entwicklungspolitik (DIE). <https://www.die-gdi.de/en/the-current-column/article/is-migration-the-better-form-of-development-aid/>
- Dunn W. (2012), *Public Policy Analysis*, Routledge.

- Düvell F. (2008), «Clandestine migration in Europe», Special issue: Migrants and clandestinity, Sage Publications.
- Goldin I., Pitt A., Nabarro B., Boyle K. (2018), «Migration and the Economy: Economic Realities», *Social Impacts & Political Choices*, Citi and Oxford Martin report.
- Just A., Anderson C.J. (2012), «Immigrants, citizenship and political action in Europe», *British Journal of Political Science*, 42(3), 481-509.
- Kouni M. (2016), «High skilled emigration and human capital: A theoretical and empirical essay for the case of Middle-Income Countries», Higher Institute of Business Administration, University of Gafsa, Tunisia.
- Massey D. (2015), «A Missing Element in Migration Theories», *Migration Letters*, Sep., 12(3), 279-299.
- Maxmen A., «Migrants and refugees are good for economies», <https://www.nature.com/articles/d41586-018-05507-0>
- Metzel Matthew N., Lorenzen J.M. (2017), «Military Force and Mass Migration in Europe», *Parameters*, Vol. 47, No. 3.
- Moore M., Ramsay G. (2017), *UK Media Coverage of the 2016 EU Referendum Campaign*, King's College, Policy Institute. <https://www.kcl.ac.uk/policy-institute/assets/cmcp/uk-media-coverage-of-the-2016-eu-referendum-campaign.pdf>
- Natter K. (2014), «Fifty Years of Maghreb Emigration: How States Shaped Algerian, Moroccan and Tunisian Emigration», International Migration Institute, University of Oxford.
- Reichert J. (1981), «The Migrant Syndrome: Seasonal U.S. Wage Labor and Rural Development in Central Mexico», *Human Organization*, Spring 1981, Vol. 40, No. 1, p. 56-66.
- Sasnal P. (2015), «Who Are They? Two Profiles of Syrian Refugees», The Polish Institute for International Affairs, No. 36 (138). [https://www.pism.pl/files/?id\\_plik=20798](https://www.pism.pl/files/?id_plik=20798)
- Schiller N.G., Faist T. (2010), *Migration: Development and Transnationalization: A Critical Stance*, Berghahn Books.



Street A. (2016), «The Political Effects of Immigrant Naturalization», *International Migration Review*. [http://www.mwpweb.eu/1/129/resources/document\\_905\\_1.pdf](http://www.mwpweb.eu/1/129/resources/document_905_1.pdf)

Taylor J. Edward (2006), *International Migration And Economic Development*, UN/POP/MIG/SYMP/2006/09.

## REPORTS

European Council, Council of the European Union (2019), *Timeline - response to migratory pressures*. <https://www.consilium.europa.eu/en/policies/migratory-powers/history-migratory-powers/>

United Nations (2015), «Adopting Resolution 2240 (2015), Security Council Authorizes Member States to Intercept Vessels off Libyan Coast Suspected of Migrant Smuggling». <https://www.un.org/press/en/2015/sc12072.doc.htm>

Pew Research Center, Phillip Connor (2018), «The most common Mediterranean migration paths into Europe have changed since 2009». <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2018/09/18/the-most-common-mediterranean-migration-paths-into-europe-have-changed-since-2009/>

The Hague Center for Strategic Studies (2018), *Global Security Pulse: Migration and Security*. [https://hcss.nl/sites/default/files/files/reports/GlobalSecurityPulse\\_Migration\\_May2018.pdf](https://hcss.nl/sites/default/files/files/reports/GlobalSecurityPulse_Migration_May2018.pdf)

European Council Summit (2018), «To tighten the EU's external border; set up processing centers in countries such as Algeria, Egypt, Libya, Morocco, Niger and Tunisia», June.

McKinsey Global Institute (2016), *Global Migration's Impact and Opportunity*, Report, November. <https://www.mckinsey.com/featured-insights/employment-and-growth/global-migrations-impact-and-opportunity>

Migration Trust Fund (2017), «Development aid cannot serve as migration control». <https://www.caritas.eu/development-aid-cannot-serve-the-purpose-of-migration-control/>

# Democracy and the new migration policy in Morocco

---

*Abir Ibourk*

## Abstract

The aim of this article is to investigate the linkage between migration and democratization while using Morocco as a case study. The article is first going to flash out the gradual transformation of Morocco from a transit country to a country of settlement. It will explore the new migration policy which is not only considered as a public policy that aims to support Morocco's foreign policy but also as a major paradigm shift. It will also investigate the socio-economic integration of Sub-Saharan Migrants in Morocco. The conclusion will find out whether the new migration policy is likely to support the democratization process and enhance the human rights of migrants in the country.

## Introduction

The issue of migration has grown significantly in the past decade due to a series of economic, political and security transformations. This article attempts to shed new light on the question relating to the link between migration and democratization. Most of the studies conducted so far have long been interested in the economic remittances of migrants and their impact on the development of the countries of departure.<sup>1</sup> Interest was then focused on the consequences of social habits and democratic conceptions acquired by migrants in the countries of immigration and transferred to the home country.<sup>2</sup> This last hypothesis suggests, concerning at least the European area in its relations with the emigration countries of its periphery, that migration flows are a source of influence and of transmission of the values promoted by Europe.

Another question that is worth being investigated is: Are there any democratic consequences on countries that need to manage migration flows?

The article at hand will examine the case of Morocco which is no longer a Migration passage to Europe but a destination country for migrants from Africa. The management of a large migratory flow with more or less temporary installations has, in fact, led Morocco to have to set up a regularization policy. These are democratic benefits, thus, this work is part of another logic which starts from the principle that migration may lead state authorities and those involved in public life to increase human rights of migrants and to discuss and redefine the concept of welcoming foreigners and national identity which will eventually have an impact on the democratization process in the country. The article will therefore focus on the democratic consequences of the migration flows, not on the country of departure, but on the country of destination (i.e. Morocco).

## **1. From a transit country to a country of settlement**

The problem of irregular immigration has become apparent in Morocco since the mid-1990s, due to the remarkable entry of sub-Saharan migrants in transit to Europe.<sup>3</sup> The political crises in Mali, Libya and Tunisia have had a considerable effect on the reorientation of traditional migrant routes in the Sahelian and sub-Saharan areas, spreading to the northwest of the continent (Morocco, Algeria) instead of the northeast.

After having stagnated or even weakened in Morocco since 2005, the migratory flow has revitalized in the past years. Indeed, several dozen immigrants cross the Moroccan border every month, mainly Sub-Saharan and Syrian migrants.<sup>4</sup> On the one hand, Morocco is led to control its Mediterranean and Atlantic borders in order to stop irregular immigration and consequently to adopt a security approach. On the other hand, the substantial change in Morocco's foreign policy defined

by the opening up to Africa as a priority axis, pushes it to set up a policy of welcoming sub-Saharan migrants.

From the 2000s, we are witnessing the arrival of a new generation of Sub-Saharan migrants with different profiles and projects divided between the idea of using Morocco as a transit point or rather a settlement country (this is the case of sportspeople, entrepreneurs, micro-entrepreneurs). This idea was emphasized by Lahlou who argued that Morocco “continues to be a transit area, but to a lesser extent than at the beginning of the twenty-first century, and has become a default destination for Africans”<sup>5</sup> who are looking for job opportunities and better living conditions. All in all, and as several studies show, Morocco seems gradually to transform itself into a de facto settlement country.

## **2. The new Migration policy**

Morocco embarked on the path of democratization of its institutions, embodied in the 2011 constitution. This process has resulted in reforms such as advanced regionalization and the creation of new institutions such as the National Council of Human Rights, which in particular recommended the new migration policy. This was well emphasized in the executive summary of the CNDH which demonstrated that “the CNDH calls on public authorities, all social actors and state partners of Morocco to take note of these new realities and to act together to develop and implement a genuine public policy that protects human rights”.<sup>6</sup> The recommendations emanating from the CNDH were welcomed by the Head of State, King Mohammed VI, on September 10, 2013. The royal decision led to the policy relating to the regularization of immigrants in an irregular situation. The press release from the royal cabinet stressed that Morocco has become a welcoming land for migrants. It also emphasized the need to regularize the situation of these people in terms of residence and the activities they carry out. It has launched the implementation of the new immigration policy.<sup>7</sup> The latter materialized

through the establishment of a set of mechanisms and institutions responsible for its realization.

The new migration policy is the product of the Moroccan state despite the constraining national, regional and global context. This humanitarian policy is the result of the substantial evolution of the partnership framework governing Morocco-Africa relations. This policy reflects Morocco's awareness of the need for a policy based on forecast and anticipation. The new migration policy aims to be autonomous given that Morocco has, since 2014, adopted laws in three areas closely linked to the migration issue: asylum, migration and human trafficking.<sup>8</sup>

### **3. Sub-Saharan migrants and their socio-economic integration in Morocco**

#### **Economic Integration**

The economic integration of sub-Saharan migrants constitutes one of the major challenges of the new migration policy. Indeed, the question relating to the economic integration of sub-Saharan migrants is an acute one. It is about Morocco's ability to absorb migrants who are mostly young, of working age and with a level of education above secondary school. Additionally, the diversity of sub-Saharan profiles on the Moroccan territory demonstrates the need to multiply the channels of integration. With regard to the profiles of qualified migrants, like executives in multinationals or those affiliated to international institutions, journalists and even entrepreneurs, integration seems to be carried out automatically. This ease of integration is no doubt due to their professional and personal qualifications which directly gives them a social status. For the other less qualified profiles, it is more difficult for them to integrate the formal economy. Indeed, the lack of mastery of the languages used in Morocco and their academic qualifications constitute real barriers to access to the labor market.

It is in this context that Morocco has envisaged the establishment of certain specific mechanisms with a view to better integration into the economic fabric, like the program initiated by the Jiber association for development in Séfrou.<sup>9</sup> and supervised by the Ministry in charge of Moroccans living Abroad. A training program for professional integration in the agricultural sector has been initiated on an experimental basis. The aim was to train 60 Sub-Saharan in two groups, with experience in poultry farming, arboriculture and livestock farming. These efforts, although still minimal, demonstrate Morocco's genuine will to economically integrate sub-Saharan Migrants in Morocco.

### **Social integration**

Morocco has undertaken a step to educate migrant children in public schools. In October 2013, the Ministry of National Education announced that its educational services were going to integrate foreign students from Sahel and sub-Saharan countries into the Moroccan school system.<sup>10</sup> In sober fact, the opening of the Moroccan education system to migrant children is a major step in the implementation of the principle of education for all. Education is one of the fundamental rights of every child, including the migrant child.

An educational integration system for migrant and refugee children, which determines the stages and procedures for identifying, welcoming, orienting and registering these children has been developed. As a result of the measures undertaken, 5,545 migrant children have been registered in the twelve regional education and training academies.<sup>11</sup> 1,500 of them at primary level.<sup>12</sup> Finally, 1,615 migrants and refugees have benefited from Moroccan language and culture courses provided by associations and supported by the Moroccan ministry of education.<sup>13</sup>

Along with employment and education, access to health services is one of the main measures promoting the socio-economic integration of

migrants. In sober fact, the right to health is a fundamental human right that flows from the right to life. Access to health care must therefore be guaranteed, regardless of the administrative situation of the persons concerned. The Moroccan government aims to integrate regular immigrants and refugees into the medical cover program for the most disadvantaged. The government continues to guarantee free access to health facilities as part of public health programs. In most areas of the cities of the Kingdom, health centers guarantee free access for migrants.<sup>14</sup>

#### **4. Migration as a driver of political and social change**

The new migration policy adopted by Morocco illustrates the Kingdom's constant involvement in the protection of human rights, in accordance with constitutional provisions, the requirements of the rule of law, and in accordance with the country's international commitments.

In September 2013, Morocco's migration policy underwent a major turning point in favor of the Royal orientation aiming to establish a new global policy on the matter. The Kingdom has apprehended the question of immigration, as a cross-border phenomenon, from three complementary angles and responsibilities: national, regional and international. Morocco has a long tradition of immigration and reception, due in particular to its relations with sub-Saharan Africa, governed by the Constitution which guarantees the principle of non-discrimination, the right of asylum and the equality of rights between nationals and foreigners.

The King Mohammed VI had reiterated his conviction that the migration problem should be approached in a global and humanitarian manner. On the occasion of the 63<sup>rd</sup> anniversary of the Revolution of the King and the People, the Sovereign had emphasized that Morocco has become a welcoming land for migrants. The decision was taken to regularize the situation of immigrants in terms of residence and activities they exercise, including in particular sub-Saharan immigrants. To date, no less than 50,000 people have benefited from the regularization with all the positive implications for beneficiaries in terms of access to public

education, health and even social security services, not to mention the job opportunities and businesses in the private sector.<sup>15</sup>

On the African level, at its 28th Summit, held in January 2017, the African Union (AU) entrusted to the King the leadership of the reflection on the management of the migration crisis in Africa. At the 30th AU Summit, the King proposed the creation of an African Migration Observatory and a position of African Union Special Envoy in charge with migration.<sup>16</sup> The two Kingdom proposals were validated by the Pan-African organization at the end of its 31st summit.<sup>17</sup>

Morocco is regarded as a benchmark model of good practice as it is one of the few countries to have established a National Strategy to deal with the migration issue. The new migration policy has made it possible to achieve four main objectives: to facilitate the integration of regular immigrants, to upgrade the regulatory framework, to set up an appropriate institutional framework and to manage migratory flows while respecting human rights.

The main trust of this article was to show that the new migration strategy is likely to support the democratic transition in the country. Morocco continues to persevere on the path of democracy, rights and progress by implementing an efficient public policy capable of enabling immigrants to enjoy their rights but also to fulfill their duties. Indeed, the new migration strategy is a fundamental step for Morocco in its process of building the rule of law, a democratic and modern state.

## NOTES

- 1 E. Robert, B. Lucas (2005), "International migration regimes and economic development", [https://www.un.org/en/development/desa/population/events/pdf/3/P22\\_AnnexIII.pdf](https://www.un.org/en/development/desa/population/events/pdf/3/P22_AnnexIII.pdf) (accessed December 19, 2019).
- 2 S. Rother, "Changed in Migration? Philippine Return Migrants and Democratic Remittances", 2009 [http://essays.ssrc.org/remittances\\_anthology/wp-content/uploads/2012/06/Topic\\_21\\_Rother.pdf](http://essays.ssrc.org/remittances_anthology/wp-content/uploads/2012/06/Topic_21_Rother.pdf) (accessed December 19, 2019).
- 3 Migration Policy Institute (2014), "Morocco: Setting the Stage for Becoming a Migration Transition Country?", Migration policy Institute, <https://www.migrationpolicy.org/>



- article/morocco-setting-stage-becoming-migration-transition-country (accessed December 20,2019).
- 4 *Ibid.*
  - 5 M. Lahlou (2015), "Morocco's Experience of Migration as a Sending, Transit and Receiving Country," Instituto Affari Internazionali,19: 2, <https://www.iai.it/sites/default/files/iaiw1530.pdf> (accessed December 20,2019).
  - 6 CNDH Executive summary (2013), "Foreigners and Human Rights in Morocco for a radically new asylum and migration policy", 9, 3. [https://www.cndh.ma/sites/default/files/foreigners\\_and\\_human\\_rights\\_-\\_summary.pdf](https://www.cndh.ma/sites/default/files/foreigners_and_human_rights_-_summary.pdf) (accessed December 23,2019).
  - 7 Communiqués du Cabinet Royal, <https://www.diplomatie.ma/Portals/0/Communiqu%C3%A9%202013/Communiqu%C3%A9snew.pdf> (accessed December 25, 2019).
  - 8 M. Lahlou (2018), "Migration dynamics in play in morocco: trafficking and political relationships and their implications at the regional level", Menara Working Papers, 17, 7. [https://www.iai.it/sites/default/files/menara\\_wp\\_26.pdf](https://www.iai.it/sites/default/files/menara_wp_26.pdf) (accessed December 25, 2019).
  - 9 Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (2016), Remise des diplômes à des migrants africains au terme d'une formation agricole, <https://www.ccme.org.ma/fr/medias-et-migration/47313> (accessed February 19,2020).
  - 10 A. Ben Saga (2018), "UNESCO: 7,500 Undocumented Migrant Children Enrolled in Moroccan Schools", <https://www.moroccoworldnews.com/2018/11/258458/unesco-undocumented-migrant-children-moroccan-schools/> (accessed February 20, 2020).
  - 11 Thomas Reuters Foundation News (2019), "Determined to reach Europe, migrants defy Morocco's crackdown", <https://news.trust.org/item/20190709131546-tbvjw> (accessed February 20, 2020).
  - 12 Politique nationale d'immigration et d'asile (2018), "Education, culture, jeunesse et loisirs", 36, 27 <http://marocainsdumonde.gov.ma/wp-content/uploads/2019/01/Education-et-culture.pdf> (accessed February 20, 2020).
  - 13 *Ibid.*, 35.
  - 14 G. Benslimane (2016), "Moroccan Ministry of Health Extends Medical Coverage to Migrants", <https://www.moroccoworldnews.com/2016/12/204249/moroccan-ministry-health-extends-medical-coverage-migrants/> (accessed February 20, 2020).
  - 15 Morocco World News (2018), "Interior Ministry: 50,000 Migrants Regularized in Morocco in 4 Years", *Morocco word news*, <https://www.moroccoworldnews.com/2018/11/257295/interior-ministry-migrants-morocco/> (accessed February 24, 2020).
  - 16 MAP Agence marocaine de presse (2020), "Morocco Presents its New Immigration and Asylum Policy in Quito", <https://www.mapnews.ma/en/actualites/social/morocco-presents-its-new-immigration-and-asylum-policy-quito> (accessed February 24, 2020).
  - 17 A. Ben Saga (2019), "AU Welcomes Morocco's African Agenda on Migration", Morocco World News, <https://www.moroccoworldnews.com/2019/02/265848/au-morocco-african-migration/> (accessed February 24, 2020).

## BIBLIOGRAPHIE

- Benslimane G. (2016), "Moroccan Ministry of Health Extends Medical Coverage to Migrants". <https://www.moroccoworldnews.com/2016/12/204249/moroccan-ministry-health-extends-medical-coverage-migrants/> (accessed February 20, 2020).
- Ben Saga A. (2019), "AU Welcomes Morocco's African Agenda on Migration", *Morocco World News*. <https://www.moroccoworldnews.com/2019/02/265848/au-morocco-african-migration/> (accessed February 24, 2020).
- Ben Saga A. (2018), "UNESCO: 7,500 Undocumented Migrant Children Enrolled in Moroccan Schools". <https://www.moroccoworldnews.com/2018/11/258458/unesco-undocumented-migrant-children-moroccan-schools/> (accessed February 20, 2020).
- Lahlou M. (2015), "Morocco's Experience of Migration as a Sending, Transit and Receiving Country," *Instituto Affari Internazionali*, 19, 2. <https://www.iai.it/sites/default/files/iaiw1530.pdf> (accessed December 20, 2019).
- Lahlou M. (2018), "Migration dynamics in play in morocco: trafficking and political relationships and their implications at the regional level", *Menara Working Papers*, 17, 7. [https://www.iai.it/sites/default/files/menara\\_wp\\_26.pdf](https://www.iai.it/sites/default/files/menara_wp_26.pdf) (accessed December 25, 2019).
- Lucas Robert E.B. (2005), "International migration regimes and economic development". [https://www.un.org/en/development/desa/population/events/pdf/3/P22\\_AnnexIII.pdf](https://www.un.org/en/development/desa/population/events/pdf/3/P22_AnnexIII.pdf) (accessed December 19, 2019).
- Migration Policy Institute (2014), "Morocco: Setting the Stage for Becoming a Migration Transition Country?", *Migration policy Institute*. <https://www.migrationpolicy.org/article/morocco-setting-stage-becoming-migration-transition-country> (accessed December 20, 2019).
- Rother S. (2009), "Changed in Migration? Philippine Return Migrants and Democratic Remittances". [http://essays.ssrc.org/remittances\\_anthology/wp-content/uploads/2012/06/Topic\\_21\\_Rother.pdf](http://essays.ssrc.org/remittances_anthology/wp-content/uploads/2012/06/Topic_21_Rother.pdf) (accessed December 19, 2019).



# Education et migration de retour : une équation complexe avec différentes variables

---

*Aïcha El Alaoui*

## Résumé

L'incidence réciproque de la migration de retour sur l'éducation est complexe. Le moment de leur vie où des personnes songent à retourner dans leurs pays d'origine joue un rôle déterminant, spécialement dans l'investissement, l'interruption, l'expérience et les résultats de l'éducation. L'éducation doit permettre aux populations de faire face aux différentes situations de migration et de déplacement en les préparant à diverses formes d'avenir possibles. Elle est l'axe transversal qui instaure l'inclusion sociale et construit l'économie de savoir. Ce travail de recherche a pour objectif de répondre à la problématique suivante : **Est-ce que les enfants retournés dans la région de Béni Mellal-Khénifra réussissent à intégrer ou réintégrer les écoles ?** A partir des données analysées du questionnaire qui a été administré auprès de 30 personnes ayant migré du Maroc vers l'étranger et qui sont y revenus et se sont installés à Béni Mellal, la plupart des répondant-e-s ont trouvé des difficultés à se réintégrer. Ces difficultés sont classées par ordre d'importance comme suit : **1)** difficultés de réinsertion des enfants (56,7 %) ; **2)** difficultés de la communauté, à savoir l'inégalité sociale et économique entre les individus au Maroc et le niveau sous-développé du système scolaire marocain (26,7 %) ; **3)** manque de liberté (6,7 %) et **4)** manque de tolérance, société trop conservatrice et système de santé insatisfaisant, à savoir que ces difficultés ont la même fréquence de réponse, soit 3,3 %. Pour les difficultés rencontrées par les enfants retournés, les données révèlent que 40 % d'entre eux ont des difficultés concernant la langue de communication avec les pairs à l'école, selon les dires de leurs parents,

et 36,7% des répondant-e-s ont des difficultés d'insertion sociale. Ils ont déclaré aussi que le système éducatif néglige souvent les besoins éducatifs des enfants revenus, ajoutant aussi qu'ils sont eux-mêmes mal préparés à ces situations qui renforcent la complexité de leur tâche, qu'il s'agisse du manque de moyens matériels et de motivations ou de la nécessité d'apporter un appui psychosocial aux élèves qui en ont besoin.

**Mots-clés :** migration de retour, éducation, difficultés d'insertion, droits des enfants, région de Béni Mellal-Khénifra.

## **Abstract**

The reciprocal impact of return migration on education is complex. The moment in their lives when people think of returning to their countries of origin plays a decisive role especially in the investment, interruption, experience and results of education. Education must enable people to cope with different situations of migration and displacement by preparing them for various possible forms of the future. It is the transversal axis that establishes social inclusion and builds the knowledge economy. The objective of this research is to answer the following problem: Do the children returned to the Béni Mellal-Khénifra region succeed in integrating or reintegrating the schools? Based on the data analyzed from the questionnaire which was administered to 30 people who migrated from Morocco abroad and who returned there and settled in Béni Mellal, most of the respondents found it difficult to reintegrate. These difficulties are ranked in order of importance as follows: **(1)** Difficulties in the reintegration of children (56.7%); **(2)** Difficulties in the community, namely the social and economic inequality between individuals in Morocco and the underdeveloped level of the Moroccan school system (26.7%); **(3)** Lack of Freedom (6.7%), and **(4)** Lack of tolerance, society that is too conservative and the health system is unsatisfactory, namely that these difficulties have the same frequency of response (3.3%). For the difficulties encountered by returned children, the data reveal that 40% of returned children have difficulties concerning the language of communication with peers at school according to the revelation of their parents and 36.7% of respondents have difficulties concerning social

integration. Moreover, they stated that the education system often neglects the educational needs of returning children, adding that they are themselves hard prepared for these situations which add to the complexity of their task, whether it is a lack of material and motivational means or to provide psychosocial support to students who need it.

**Keywords:** Return migration, Education, Integration difficulties, Children's rights, Béni Mellal-Khénifra region.

## 1. Introduction

La migration de retour peut être accélérée ou limitée ou retardée ou annulée, dépendant des convictions individuelles du migrant, de sa situation individuelle et familiale vis-à-vis du pays d'accueil ou du pays d'origine. N.A. Benhaddad et N.E. Hammoud (2015) ont signalé que si le retour est l'aboutissement logique d'un parcours migratoire pour les premières générations migrantes, « il peut devenir une alternative lointaine pour les nouvelles générations, surtout après la constitution d'une famille et/ou l'acquisition de la citoyenneté du pays d'accueil. Parfois même, l'objectif recherché est beaucoup plus l'acquisition de la nationalité du pays d'accueil qui permet plus de mobilité même après un retour ». Pourtant, ce qui apparaît évident est que les enjeux économiques et politiques jouent un facteur motivant pour les immigrés en dépit du manque de données statistiques et d'études approfondies sur les mouvements de retour, notamment dans les pays maghrébins.

Avant le retour, il est indispensable de déterminer l'intérêt supérieur de l'enfant<sup>1</sup> pour pouvoir évaluer la faisabilité du retour et garantir une bonne réintégration. C'est ainsi, conformément à la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE)<sup>2</sup>, qu'il faut prendre en considération certains facteurs, entre autres : « la situation en matière de sûreté, de sécurité et de conditions socio-économiques attendant l'enfant à son retour, les possibilités de prise en charge de l'enfant, l'opinion exprimée par l'enfant, le degré d'intégration de l'enfant dans le pays d'accueil et la durée de l'éloignement ». Selon cette convention,

l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale dans toutes les décisions qui le concernent, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs (CIDE, 1989, article 3). Ajoutons aussi que l'intérêt supérieur d'un enfant suppose d'avoir « une idée précise et complète de son identité, notamment de sa nationalité, de son éducation, de son origine ethnique, culturelle et linguistique, de ses éléments particuliers de vulnérabilité et de ses besoins en termes de protection. Il faut garantir le bien-être physique, psychologique et social de l'enfant tout au long du processus de retour et de réintégration » (Organisation internationale pour les migrations (OIM), 2015).

La crise financière de 2008 déclenchée aux États-Unis, puis qui s'est propagée dans plusieurs pays dont notamment les pays européens, a eu des impacts socio-économiques divers et multiples, spécialement sur les Maghrébins résidant en Europe. Dans le cas du Maroc, la population émigrante marocaine dans les pays d'accueil (surtout en France, en Italie et en Espagne) a été la plus touchée. Les retours ont peu affecté les émigrants âgés de 30 à 45 ans, lesquels auraient pu normalement rentrer au pays (CERED-HCP, 2015 : 10). Ainsi, « les années 2011-2013 ont été marquées par des retours fréquents des plus jeunes de moins de 30 ans et surtout des hommes, ceux qui n'avaient pu résider suffisamment à l'étranger et donc plus vulnérables que les autres » (CERED-HCP, 2015, p. 10).

En plus, la structure du marché du travail dans les pays européens a tendance à changer et à se transformer. Celui-ci ressent déjà les effets de la quatrième révolution industrielle de différentes manières, à des vitesses différentes et à des degrés divers. Il est déjà clair que de nombreux emplois disparaissent ou sont redessinés. Cela soulève de nouvelles problématiques économiques, juridiques, éthiques et sociales. L'un des problèmes structurels de ce nouveau contexte est le retour des migrants vers leurs pays d'origine. En effet, malgré les politiques de codéveloppement menées par les gouvernements européens pour soutenir le retour des migrants, des difficultés empêchent une « facile » réintégration économique et une adaptation au changement social de leurs pays d'origine. Les enfants de ces migrants sont les plus touchés

par la décision de retour de leurs parents. Ce travail essaye d'analyser l'intégration des enfants de migrants de retour dans le système scolaire marocain, qui est sûrement différent de celui (ou de ceux) des pays européens. Cette étude est menée dans la région de Béni Mellal-Khénifra (province de Béni Mellal)<sup>3</sup>, considérée comme un des grands foyers d'émigration du Maroc surtout à destination de l'Italie.

Selon MIREM (2008), plus de 43 % des Marocains du monde (MDM) retournés viennent de l'Italie, puis de la France (28,5 %). La plupart de ces migrant-e-s sont âgés de 31 à 60 ans, soit presque 54,6 % ; et plus de 44 % ont des enfants. L'objectif principal de cette communication est d'essayer de répondre à la problématique suivante : **les enfants retournés dans la région de Béni Mellal-Khénifra réussissent-ils à intégrer ou réintégrer les écoles ?** Pour y répondre, d'autres sous-questions ont été posées : quelles sont leurs difficultés en relation notamment avec le milieu scolaire, le curriculum, les pairs et la langue d'enseignement ? Quel est l'impact psychologique de la décision de retour des parents sur leurs enfants ? Quels sont les programmes d'accompagnement pour faciliter leur intégration dans le système scolaire ? Les enfants retournés sont-ils plus menacés de décrochage scolaire ou de quitter l'école ?

La suite de cette communication se présente comme suit : la deuxième section présente les définitions des concepts liés à ce travail de recherche ; la troisième section essaye de présenter les différentes difficultés rencontrées par les enfants revenus ; la quatrième section analyse le système éducatif en relation avec l'intégration des enfants retournés ; la cinquième section analyse les données tirées du questionnaire et du guide d'entretien adressé aux professeur-e-s/ enseignant-e-s, la dernière section est la conclusion.

## 2. Concepts, définitions et distinctions

Selon le dictionnaire français *Larousse*, l'immigration est l'action d'entrée dans un pays d'un individu ou d'un groupe d'individus originaires d'un autre pays pour s'y installer<sup>4</sup>. Par contre, l'émigration est l'action de quitter son pays ou sa région ; cette action d'abandonner

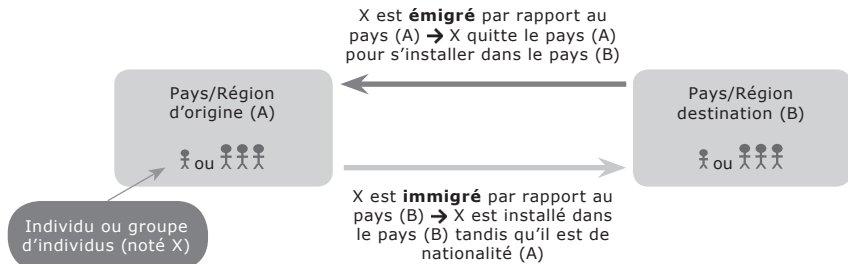


son pays d'origine en vue d'une installation plus ou moins durable dans un pays étranger (...) peut être due à des raisons d'ordre politique, religieux ou économique (Conférence sociale de Madrid, mars 1924, p. 50, cité par CNRTL, 2019)<sup>5</sup>.

L'émigration et l'immigration sont tous les deux des éléments du déplacement ou du mouvement migratoire. Ils ont plus ou moins la même définition, il suffit de se déplacer (action) par rapport au pays ou à la région. Cependant, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) donne, dans son glossaire 9, les mêmes définitions de l'immigration et l'émigration que le dictionnaire *Larousse*, mais elle s'étend sur les précisions.

L'OIM présente l'émigration comme une « action de quitter son État de résidence pour s'installer dans un État étranger » (OIM, p. 28). Elle précise encore que « le droit international reconnaît à chacun le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et n'admet sa restriction que dans des circonstances exceptionnelles » (OIM, p. 28). Elle définit l'immigration dans son glossaire comme une « action de se rendre dans un État dont on ne possède pas la nationalité avec l'intention de s'y installer » (OIM, p. 40).

La distinction entre le terme *immigration* et le terme *émigration* se fait toujours en se situant par rapport du pays. On doit toujours définir l'individu ou le groupe d'individus à partir au pays dont on parle (s'agit-il d'un pays d'origine ou d'un pays de destination ?) pour pouvoir utiliser le terme adéquat, le schéma suivant illustre la distinction :



Source : Elaboré par l'auteur.

## **Qu'en est-il de la migration ?**

Si l'émigration et l'immigration sont assez spécifiques, elles sont liées aux mouvements des êtres humains. Tandis que la migration est plutôt la catégorie parente. Elle englobe en plus des deux termes l'ensemble des mouvements de la population (humaine ou animale) peu importe leurs causes, moyens et durées.

D'ailleurs, l'OIM définit la migration comme le « déplacement d'une personne ou d'un groupe de personnes soit entre pays, soit dans un pays entre deux lieux situés sur son territoire. La notion de migration englobe tous les types de mouvement de population impliquant un changement du lieu de résidence habituel, quelles que soient leur cause, leur composition, leur durée, incluant ainsi notamment les mouvements des travailleurs, des réfugiés, des personnes déplacées ou déracinées » (l'OIM, p. 47). Elle fait la distinction entre plusieurs catégories de migration : migration assistée ; migration clandestine ; migration de masse/collective ; migration de travail ; migration facilitée ; migration forcée ; migration illégale ; migration individuelle ; migration internationale ; migration interne et migration irrégulière. Elle ajoute aussi la migration de retour qui est l'objet de la présente recherche.

La migration de retour est la « migration ramenant une personne à son lieu de départ – pays d'origine ou lieu de résidence habituel – généralement après un séjour d'une année au moins à l'étranger » (l'OIM, p. 48). Elle peut être volontaire ou forcée en incluant ainsi le rapatriement librement consenti.

## **3. Difficultés des enfants revenus**

Le CERED (2015) a constaté que généralement « les émigrants de retour se sont bien adaptés à leur nouvelle situation, ce qui est légèrement moins le cas de leurs enfants, notamment pour les questions liées à l'enseignement. Pourtant, leur niveau de vie s'est plutôt dégradé par rapport à ce qu'il était à l'étranger, mais ce critère ne semble pas décisif

dans la hiérarchie des valeurs » (CERED, 2015, p. 16). Plus l'enfant passe des années dans son pays d'accueil plus les difficultés de réinsertion dans son pays d'origine sont complexes et pénibles.

Les difficultés que rencontrent les enfants et les adolescents au moment du retour sont globalement les mêmes dans tous les pays d'origine. Yves Charbit et Catherine Bertrand (1985) ont signalé que les enfants trouvent des difficultés dans leurs pays d'origine surtout au niveau de : **1)** la mauvaise connaissance de la langue de leurs pays d'origine ; **2)** la perte des valeurs traditionnelles du pays d'origine ; **3)** la méconnaissance de la réalité du pays d'origine ; **4)** le sentiment d'être étranger dans leurs pays d'origine ; **5)** la difficulté à y nouer des relations et **6)** la nostalgie du pays d'émigration.

Les enfants revenus sont ainsi considérés comme des individus « différents, suffisants, supérieurs, dépensiers, refusant de se plier au mode de vie et de respecter des valeurs différentes ». Charbit et Bertrand (1985) ajoutent que généralement ils sont appelés par le nom du pays d'où ils viennent : « Allemand », « Suisse », « Français » (Charbit et Bertrand, 1985, p. 95). En effet, les enfants revenus ne partagent pas les systèmes de valeur et les représentations du pays d'origine, surtout ceux qui sont nés et qui ont vécu dans les pays d'accueil, et ils ne connaissent leur pays d'origine qu'à travers la nostalgie de leurs parents ou de leurs familles proches ou pendant les courtes périodes de vacances passées dans ce pays. Par contre, les parents et les adultes émigrés essayent de conserver les valeurs de leurs pays d'origine comme un symbole de l'appartenance à une culture et à une communauté. Charbit et Bertrand (1985) ont signalé que malgré les efforts déployés par les parents pour « transmettre la langue, la culture, les coutumes, ils n'ont jamais vécu dans le contexte permettant d'accéder à la symbolique sociale de ces pratiques » (Charbit et Bertrand, 1985, p. 97). Si le pays d'origine demeure un système de référence pour les parents, il se situe, comme le notent M. Catani et R. Berthelie, au niveau à la fois de l'imaginaire, « en tant que désir de retrouvailles avec un paradis perdu », et de la symbolique de la famille et de ses relations (Charbit et Bertrand, 1985, p. 97).

Les parents essaient de vivre selon le système de valeurs de leur pays d'origine et sont tentés d'adhérer aux valeurs du pays d'accueil. Au contraire, les enfants d'immigrés nés dans ces pays n'apportent pas les mêmes confusions ou ambivalences internes que celles de leurs parents. Ils vivent selon les valeurs de ces sociétés qui les ont accueillis. Dans les pays européens, les valeurs sont basées sur l'individualisme et la laïcité. Alors, lorsqu'ils reviennent dans leur pays d'origine, ces enfants n'acceptent pas de devoir sacrifier leur « devenir personnel » au nom des valeurs ou des nécessités d'un pays dont presque tout les sépare ; ce qui entraîne que leur réinsertion va se faire au prix d'un compromis personnel entre les racines de leur prime enfance et leur personnalité qui s'est construite à l'étranger, sur des valeurs différentes » (Charbit et Bertrand, 1985, p. 97). En plus de ces difficultés, les enfants du pays d'origine non-migrants éprouvent envers ceux qui sont revenus certains sentiments d'envie pour leur réussite sociale et économique.

#### **4. Système éducatif et migration**

Quelle que soit la raison de la migration de retour, le système éducatif doit prendre en considération la situation des enfants qui se déplacent et ceux qui restent. « L'éducation n'est pas seulement une obligation morale pour ceux qui en sont responsables, mais elle est aussi une solution concrète aux multiples problèmes induits par les déplacements de populations. L'éducation doit être, comme elle aurait toujours dû l'être, un volet essentiel de la réponse à la question des migrations et des déplacements<sup>6</sup>, et [...] le temps est venu d'en faire une réalité » (UNESCO, Rapport GEM, 2018, p. 6).

L'incidence réciproque de la migration de retour sur l'éducation est complexe. Elle touche les personnes qui se déplacent, celles qui restent et celles qui ont accueilli ou sont susceptibles d'accueillir les émigré-e-s. Le moment de leur vie où des personnes songent à retourner dans leurs pays d'origine joue un rôle déterminant, spécialement dans l'investissement, l'interruption, l'expérience et les résultats de l'éducation. Les enfants revenus avec, généralement, leur famille au

Maroc peuvent voir entravées les possibilités de réussite qui leur étaient offertes dans le pays d'accueil alors qu'elles sont inaccessibles dans leur pays d'origine puisque le système éducatif de ce dernier est moins développé et plein de dysfonctionnements. De ce fait, le niveau d'études et les résultats scolaires de ces élèves seront en forte baisse et risqueront de déboucher sur un décrochage scolaire.

La migration et le retour sont garantis par les lois et les chartes internationales. Mais ils peuvent avoir de profondes répercussions notamment sur l'éducation des enfants en obligeant le système éducatif marocain à prendre en compte les individus migrants (émigrants et immigrants), les individus réfugiés et ceux qui restent. Chaque pays doit reconnaître le droit des migrant-e-s et des réfugié-e-s dans son système éducatif en offrant une éducation adaptée aux différentes situations socio-économiques et politiques de ces personnes, à savoir celles vivant dans les bidonvilles, dans les campagnes, dans les montagnes ou celles menant une vie de nomade ou les migrant-e-s ayant le statut de réfugié.

Le système éducatif doit être inclusif et conforme aux impératifs d'équité et de justice, thèmes transversaux de l'État de droit et de la démocratie. Les enseignant-e-s doivent être formé-e-s pour gérer la diversité et les traumatismes associés aux différents types de migration, en particulier la migration de retour. Les enfants nés dans les pays d'accueil et ayant vécu une longue période hors du territoire culturel et social de leur pays d'origine, en dépit de courtes visites, trouvent des difficultés pour s'adapter à un système scolaire totalement différent de celui de leur pays d'accueil ou de destination. Ils seront obligés de réajuster leurs connaissances et leurs acquis antérieurs afin de pouvoir poursuivre pleinement le programme scolaire marocain. Ce problème s'aggraverait, d'une part, avec l'âge de l'enfant et son niveau scolaire et, d'autre part, avec la situation socio-économique de ses parents.

Les raisons du retour des Marocain-e-s sont nombreuses, mais le manque de travail reste la principale motivation, surtout chez les

travailleur-se-s non qualifié-e-s, ceux et celles ayant un niveau scolaire élémentaire, ou ceux et celles à risque de marginalisation et de précarité dans leurs pays de destination. Malgré les avantages sociaux reçus dans leurs pays, les migrant-e-s n'arrivent pas à subvenir à leurs besoins et à préserver leurs situations favorables telles qu'elles étaient avant la crise économique mondiale de 2008, qui se sont détériorées suite aux discours de discrimination et de racisme et aux guerres déclenchées dans plusieurs pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA). Toutefois, le système éducatif doit s'adapter aux différentes catégories de migrant-e-s en garantissant le respect de leurs droits à une éducation de qualité. Quelles que soient les raisons du retour des Marocain-e-s, leurs enfants doivent trouver une infrastructure éducative adéquate qui facilite leur réinsertion et garantisse leur bien-être et celui de leur famille.

## **5. Situation des enfants revenus dans les établissements scolaires**

D'après l'étude du CERED (2015), la plupart des migrant-e-s de retour après la crise de 2008 sont des ruraux, moins instruits que ceux restés à l'étranger. Le CERED constate que « l'acquisition d'un bagage éducatif augmente les possibilités de rester à l'étranger, mais celui-ci ne peut s'acquérir dans de courts délais » (CERED, 2015, p. 11).

Par ailleurs, le nombre moyen d'enfants est « de 4,3 par émigrant à l'étranger et varie de 3,0 enfants chez les émigrants de moins de 30 ans à 6,5 enfants chez les plus âgés » (CERED, 2015, p. 12). Pour la région Tadla-Azilal<sup>7</sup>, la fécondité des femmes originaires de cette région est très élevée. Bien que les migrants de retour penchent pour la famille « moderne » de deux enfants, avec quelques rares préférences pour l'enfant unique, les émigran-e-s de la région du Tadla-Azilal<sup>8</sup>, actuels ou de retour, apparaissent moins modernes au plan démographique (CERED, 2015, p. 12).

Selon l'enquête réalisée par HCP-CERED, presque 80 % des migrant-e-s de retour sont mariés, seulement 15,6 % sont célibataire et 3,5 %

sont divorcés (CERED, 2015, tableau n° 4.10, p. 52). La plupart de ces migrants ont au moins deux enfants, soit presque 66 %. Cependant, la plupart des migrant-e-s de retour ont engendré leurs enfants au Maroc, sauf parmi les plus jeunes de 15-29 ans, dont une majorité a eu ses enfants à l'étranger. De là les moyennes faibles d'enfants nés à l'étranger : 0,6 % pour l'ensemble des migrant-e-s de retour, avec une pointe à 0,9 % pour les plus jeunes (CERED, 2015, p. 55).

La fragilité éducative et le nombre élevé des enfants des migrant-e-s retournés augmentent le risque des difficultés de réinsertion de ces enfants ; notamment, ils n'encourageront chez les parents ni l'utilité de suivre les résultats scolaires de leurs enfants ni l'intérêt de suivre leurs changements comportementaux ou leurs troubles psychologiques.

Dans la plupart des cas, la décision de revenir est prise par l'individu lui-même : 71 % des cas avec de fortes différences par sexe masculin (84 % pour les hommes et 17 % seulement pour les femmes). En outre, chez les plus jeunes, ce sont les parents majoritairement qui ont pris pour leur enfant la décision d'émigrer (CERED, 2015, tableau n° 5.14, p. 70).

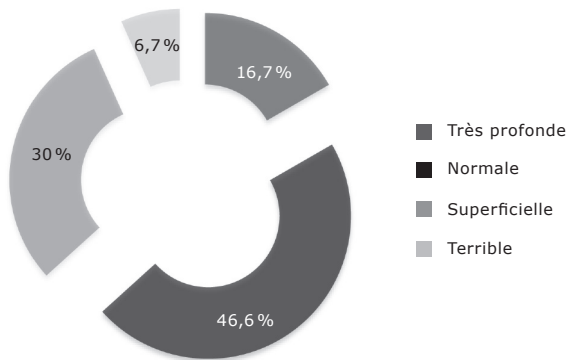
L'étude présentée dans ce travail a été menée dans la province de Béni Mellal. Elle se base sur des informations obtenues à partir d'un questionnaire administré auprès de 30 personnes ayant émigré du Maroc vers l'étranger et qui sont revenus. Le but est d'explorer les effets du retour sur leurs enfants et leur réintégration dans le système éducatif. Les résultats révèlent que (i) 70 % de la population sont des hommes ; (ii) l'âge de la population varie entre 25 et 66 ans dont presque la moitié a plus de 40 ans ; (iii) la majorité des répondant-e-s sont mariés (60 %), 30 % sont célibataires, 6,7 % sont séparés et seulement 3,3 % sont veuf-ve-s, et (iv) la plupart des répondant-e-s ont une famille composée de 3 personnes (26,7 %) ou 4 personnes (16,7 %).

Le retour est facilité par plusieurs critères dont les relations familiales et amicales. A cet effet, l'une des questions traitées dans notre

questionnaire est celle de la réintégration sociale qui évoque, d'une part, la relation familiale entre le-la migrant-e retourné-e et sa famille installée au Maroc et, d'autre part, sa relation avec ses ami-e-s non migrant-e-s (installé-e-s au Maroc).

**Relation familiale :** presque 47 % des répondant-e-s ont une relation normale avec leurs familles du pays d'origine après leur retour, 30 % ont une relation superficielle, tandis que 16,7 % et 6,7 % ont des relations profondes et terribles avec leurs familles, respectivement (figure 1).

Figure n° 1 : Relation familiale du migrant retourné avec sa famille installée au Maroc

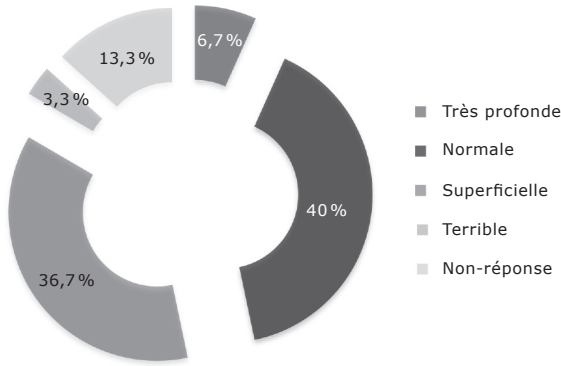


Source : Elaborée à partir des données du questionnaire, avril-mai 2019.

**Relation avec les ami-e-s :** la relation reste normale pour 40 % des répondant-e-s et superficielle pour 36,7 %, alors qu'elle est très profonde pour 6,7 % et terrible chez seulement 3,3 % des répondant-e-s (figure 2). Il faut noter que 11 répondant-e-s ont préféré de ne pas répondre à cette question pour des raisons non déclarées.



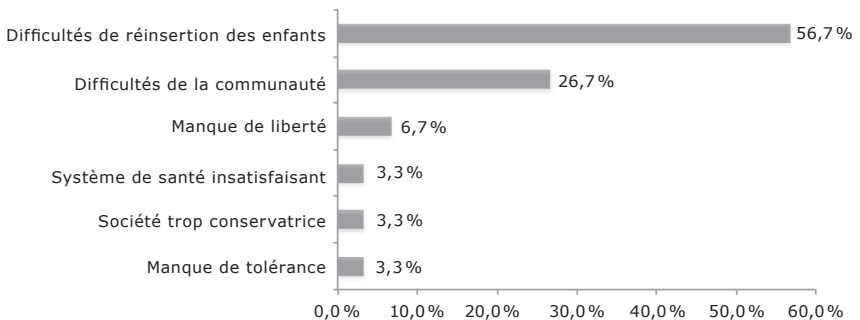
Figure n° 2 : Relation du migrant retourné avec ses ami-e-s du Maroc



Source : Elaborée à partir des données du questionnaire, avril-mai 2019.

La plupart des répondant-e-s ont trouvé des difficultés sociales (figure 3). Ces difficultés sont classées par ordre d'importance comme suit : 1) difficultés de réinsertion des enfants (56,7 %) ; 2) difficultés de la communauté à savoir l'inégalité sociale et économique entre les individus au Maroc et le niveau sous-développé du système scolaire marocain (26,7 %) ; 3) manque de liberté (6,7 %) et 4) manque de tolérance, société trop conservatrice et système de santé insatisfaisant, à savoir que ces difficultés ont la même fréquence de réponse, soit 3,3 %.

Figure n° 3 : Difficultés sociales pour les migrants retournés adultes

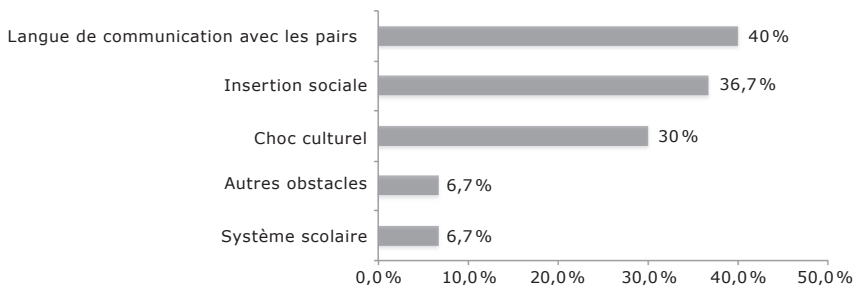


Source : Élaborée à partir des données du questionnaire, avril-mai 2019.

Plus de 33 % des répondant-e-s ont des enfants âgés entre 15 ans et 18 ans, 29 % ont des enfants âgés entre 10 ans et 15 ans et 15,6 % ont des enfants âgés de moins de 10 ans contre presque 22 % qui ont des enfants âgés plus de 18 ans (cette catégorie a été exclue de l'analyse).

Parmi les difficultés rencontrées par les enfants retournés, les données révèlent que 40 % des enfants ont des difficultés concernant la langue de communication avec les pairs à l'école selon les dires de leurs parents, 36,7 % des répondant-e-s ont déclaré que leurs enfants ont des difficultés relatives à l'insertion sociale, 30 % des répondant-e-s déclarent que leurs enfants ont un choc culturel et 6,7 % ont constaté que le système scolaire constitue un obstacle pour leurs enfants.

Figure n°4 : Difficultés rencontrées par les enfants retournés



Source : Elaborée à partir des données du questionnaire, avril-mai 2019.

Dans cette étude, on a constaté que plus l'âge de l'enfant est avancé plus les problèmes sont importants. La plupart des enfants retournés dont l'âge varie entre 10 et 18 ans rencontrent des difficultés de réinsertion dans leur école, soit 82 % de la population enquêtée. Pour les enfants de moins de 10 ans, seulement 18,2 % ont des problèmes à l'école.

Pour compléter notre étude, on a demandé leur avis à certains professeur-e-s<sup>9</sup>. Ils déclarent que le système éducatif néglige souvent les besoins éducatifs des enfants revenus en ajoutant qu'ils sont mal préparés à ces situations qui renforcent la complexité de leur tâche,

qu'il s'agisse du manque de moyens matériels et de motivation pour apporter un appui psychosocial aux élèves qui en ont besoin.

Cependant, les réponses des enseignant-e-s interviewé-e-s sont différentes selon le niveau scolaire. Pour le cycle du primaire, des symptômes d'isolation sont au départ enregistrés chez les élèves (d'après une enseignante), mais après les élèves sont bien intégrés et suivent correctement leurs études. Cette enseignante a même signalé qu'elle est très contente des résultats scolaires d'un élève (une fille) émanant d'une famille de migrant-e-s retourné-e-s. Aucun problème scolaire n'a été soulevé, sauf que les élèves ressentent parfois le manque de leurs ami-e-s des pays d'accueil.

Pour le cycle du collège et lycée, les enfants revenus ont du mal à suivre le programme scolaire et pensent à abandonner. Ils désirent émigrer à nouveau vers leurs pays d'accueil. On a constaté qu'ils s'absentent de l'école et trouvent des difficultés avec les autres élèves, d'après les déclarations de leurs enseignants (un enseignant du collège et un autre du lycée). Les interviewé-e-s ajoutent que ces enfants montrent des symptômes d'isolement et de mécontentement. Certains pensent que la décision de leurs parents est irrationnelle, bien qu'ils comprennent les raisons de leur retour : « Notre situation là-bas est plus avantageuse que celle d'ici, j'aime retourner chez moi, je me sens étranger ici » (déclaration d'un élève d'une famille de migrant-e-s retourné-e-s).

Certains enseignants ont raconté que des élèves émanant de familles de migrant-e-s retourné-e-s ont témoigné de sentiments d'attachement à leurs pays d'accueil en dépit de leurs sentiments d'appartenance à leurs pays d'origine (Maroc). Ces élèves n'écartent pas la possibilité de revenir dans leurs pays d'accueil pour y travailler ou poursuivre leurs études. Ces déclarations coïncident avec le résultat du questionnaire, à savoir que presque 67 % des répondant-e-s ont dans l'idée de re-émigrer (retourner) dans leur pays d'accueil.

## 6. Conclusion

L'intégration des enfants issus de la migration de retour est un problème que tous les intervenant-e-s, à l'échelon local et national, ont intérêt à résoudre. Il s'agit d'un domaine complexe et ardu, car l'intégration met en jeu plusieurs aspects interdépendants, mais elle n'est en aucun cas irréalisable. La réussite d'un système éducatif inclusif dépend de la qualité et de l'efficacité des mécanismes utilisés.

Pour éviter que les enfants de migrants de retour ne soient ultérieurement exclus du système scolaire, il faut leur assurer l'égalité d'accès à une bonne qualité d'éducation pour pouvoir bénéficier d'une accumulation de capital humain et de capital social et contribuer ainsi à la réalisation du développement régional et national souhaité.

L'éducation doit permettre aux populations de faire face aux différentes situations de migration et de déplacement en les préparant à diverses formes d'avenir possibles. Elle est l'axe transversal qui instaure l'inclusion sociale et construit l'économie du savoir.

### NOTES

- 1 « Un enfant s'entend de tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable », (Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) 1989, article 1).
- 2 La Convention internationale des droits de l'enfant, ou Convention relative aux droits de l'enfant, est un traité international adopté par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies en 1989 dans le but de reconnaître et protéger les droits spécifiques des enfants, <https://www.ohchr.org/fr/professionalinterest/pages/crc.aspx>.
- 3 Il faut noter que cette étude est réalisée dans un cadre d'une étude générale sur la région Béni Mellal-Khénifra. La première enquête a été réalisée dans la ville de Béni Mellal dont les premiers résultats ont été présentés lors d'un colloque international pluridisciplinaire : « Migration(s) de retour : enjeux, débats et perspectives », organisé les 28-29 novembre 2019 à Béni Mellal dans le cadre du Programme Ibn Khaldoun, financé par le CNRST, pour l'appui à la recherche dans le domaine des sciences humaines et sociales.
- 4 <https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/immigration/60005>, consulté le 6 avril 2019.

- 5 <https://www.cnrtl.fr/definition/%C3%A9migration>, consulté le 6 avril 2019.
- 6 Dans son glossaire, l'UNESCO (2019) définit le déplacement comme un départ/fuite forcée du domicile ou du pays, souvent en raison d'un conflit armé ou de catastrophes naturelles, p. 382.
- 7 Selon le CERED (2015), la région du Tadla-Azilal est constituée des deux provinces de Béni Mellal et d'Azilal au recensement de septembre 2014.
- 8 Ancienne répartition territoriale (16 régions).
- 9 On a rencontré des difficultés pour mener cette étude, surtout pour localiser les migrants revenus et obtenir leur collaboration.

## BIBLIOGRAPHIE

- Benhaddad N.A. et Hammoud N.E. (2015), « Contribution des migrants de retour au développement de leurs pays d'origine : étude comparative entre les pays du Maghreb, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc », *Insaniyat, Revue algérienne d'anthropologie et de science sociales*, n° 69-70, p. 83-110.
- Centre d'études et de recherches démographiques (CERED) (2015), *La Migration internationale au Maroc : cas de la région de Tadla-Azilal : analyse des résultats de l'Enquête-pilote sur la migration internationale (Maroc-HIMS) de 2013-2014*, Haut-Commissariat au Plan (HCP), <https://www.hcp.ma/file/192528/>
- Charbit Y. et Bertrand C. (1985), « Les enfants de migrants restés ou revenus dans les pays d'origine du bassin méditerranéen », in *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 1, n° 1, p. 81-102, doi. <https://doi.org/10.3406/remi.1985.967>. [https://www.persee.fr/doc/remi\\_0765-0752\\_1985\\_num\\_1\\_1\\_967](https://www.persee.fr/doc/remi_0765-0752_1985_num_1_1_967)
- Convention relative aux droits de l'enfant, A.G. res. 44/25, annexe 44 U.N. GAOR Supp. No. 49, à 167, U.N. Doc. A/44/49, 1989.
- Glossaire de la migration, *Droit international de la migration*, n° 9, Organisation internationale pour la migration (OIM). [https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml\\_9\\_fr.pdf](https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_9_fr.pdf)
- MIREM (2008), « Collective Action to Support the Reintegration of Return Migrants in their Country of Origin Global Report », *Return migrants to the*

*Maghreb countries reintegration and development challenges*, Jean-Pierre Cassarino (ed.), General Report 2008.

Organisation internationale pour les migrations (2015), *Réintégration-Approches efficaces*, www.iom.int, 44 pages.

Portes A., Luis E. Guarnizo and Landolt P. (1999), "The study of transnationalism: Pitfalls and promise of an emergent research field", *Ethnic and Racial Studies*, Vol. 22, No. 2, March 1999, © Routledge 1999 0141-9870.

Pries L. (2008), «Transnational Societal Spaces: Which Units of Analysis, Reference, and Measurement?», In: ders. (Ed.), *Rethinking Transnationalism*, The Meso-link of organizations, London: Routledge, S. 1-20.

Rea et Tripier (2003), *Sociologie de l'immigration*, La découverte, Paris.

UNESCO (2018), «Global Education Monitoring Report, 2019. Migration, Displacement and Education: Building Bridges, not Walls», Published in 2018 by the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.



# L'impact du phénomène migratoire sur le partenariat stratégique entre le Maroc et l'Union européenne

---

*Elhabib Ezzeroual*

## Résumé

Le Maroc était traditionnellement considéré comme un pays d'émigration, avant de devenir simultanément une terre de transit et un pays d'immigration et d'accueil. Face à cette situation, les autorités marocaines sont appelées à réagir afin de gérer de manière cohérente et efficace ces flux migratoires. Il faut rappeler qu'une bonne gestion ne peut se faire uniquement avec des réformes législatives et institutionnelles, mais qu'elle nécessite aussi la coopération régionale dans un cadre du partage des responsabilités. Une coopération qui implique des partenariats avec les pays d'origine, de transit et de destination.

De son côté, l'Union européenne (UE) exerce un contrôle de plus en plus fort sur ses frontières extérieures et cherche, en même temps, à contraindre le Maroc à participer à cet effort en instaurant une logique du « donnant-donnant ». C'est ainsi que la coopération économique est déjà fortement conditionnée par les mesures prises pour gérer les flux migratoires. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que l'UE place au premier plan de ses préoccupations la sécurité et le contrôle de ses frontières. C'est pourquoi le Maroc doit définir de manière précise les conditions de sa propre sécurité. Il est vrai qu'il a peu de moyens pour résister aux multiples pressions qu'exerce sur lui l'UE afin de coopérer en matière de contrôle. Mais grâce à la carte d'immigration, il pourrait faire pression sur l'UE lors des négociations où il aspire à tirer des profits aussi bien économiques, financiers que politiques.



Toutefois, il faut que ce partenariat instauré entre le Maroc et l'UE afin de gérer les flux migratoires ne doive pas être guidé uniquement par des soucis purement sécuritaires, le volet humanitaire doit être pris en considération. Ainsi le respect des droits fondamentaux des migrants doit transcender toute approche visant à gérer ces flux migratoires.

## **Abstract**

For so long, Morocco had been considered as a country of immigration before becoming on the one hand a hosting country as well as a country of immigration and of transit on the other. With this situation in mind, the Moroccan authorities are urged to take action to effectively and consistently manage these migratory flows. It is mention-worthy that any management of such situation is right and extensive only if taps into legislative and institutional reforms and calls for regional cooperation permeated by a true sense of shared responsibility. This cooperation implies partnerships with countries of transit, of origin and of destination.

The EU has been increasingly exerting immense control over its external borders while restraining any Moroccan contribution to set forth a win-win policy. This way, economic cooperation has already been highly driven by the measures taken to manage migratory flows. However, this is not meant to understate how the EU places security and border control as the most prioritized of its own preoccupations; which is why Morocco must set its own security conditions. It is undeniable that Morocco's potential is too limited to measure against the several pressures exerted by the EU, thanks to the right use of the immigration card while negotiating with the EU, Morocco can indeed take advantage of the bargain economically, financially and politically.

However, in order to manage migratory flows, the partnership made between Morocco and the EU should not be only guided by concerns that are merely security-related; the humanitarian aspect must be taken into account. Thus, respect of the basic rights of migrants must transcend any approach aimed at managing these migratory flows.

## Introduction

L'Espagne se situe à seulement 14 kilomètres de la côte marocaine, et les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla sur la côte septentrionale du Maroc représentent littéralement « l'Europe en Afrique ». Cette situation géographique ainsi que la présence de migrants subsahariens au Maroc sont autant de facteurs qui obligent les deux partenaires à s'asseoir à la table de négociation pour mieux gérer les flux migratoires.

En guise de rappel, le Maroc et l'Union européenne sont liés par un accord d'association signé en 1996 et entré en vigueur en 2000. En octobre 2008, le Maroc s'est vu octroyer le « statut avancé ». Ce statut, qui s'inscrit dans le cadre de l'accord d'association de 2000, vise un approfondissement des relations politiques, une intégration au marché intérieur par un rapprochement réglementaire, une coopération sectorielle et une dimension humaine.

Le Maroc est le premier bénéficiaire de la politique européenne de voisinage et de l'aide financière (près de 200 millions d'euros par an). Des négociations sur un accord de libre-échange complet et approfondi (ALECA) ont été lancées en mars 2013. L'UE est également le premier partenaire commercial du Maroc. De même, la part des investissements directs européens au Maroc est très importante puisqu'elle représente 70 % des investissements directs étrangers (4 346 millions de dirhams). Par ailleurs, près de 90 % des recettes de l'émigration proviennent des MRE résidant en Europe (Fellat, 2002).

D'autres relations étroites existent entre le Maroc et l'Europe à travers d'autres créneaux, au premier rang desquels figure la gestion des flux migratoires qui est au cœur d'un partenariat entre les deux parties.

Le Maroc subit actuellement une forte pression de la part de l'Europe en matière de gouvernance migratoire, compte tenu de sa position stratégique sur le plan géopolitique. L'Europe a, ces dernières années, intensifié ses efforts pour restreindre les migrations, en particulier en provenance d'Afrique. Certaines statistiques laissent à penser que le

Maroc est actuellement le deuxième itinéraire de migration clandestine le plus emprunté vers l'Europe, et les mesures prises pour empêcher les Africains – y compris les Marocains – d'atteindre l'Europe ont donné lieu à une situation extrêmement préoccupante sur le plan des droits de l'homme au Maroc. De son côté le Maroc est appelé à bien utiliser la question migratoire pour défendre ses intérêts aussi bien politiques qu'économiques, en tentant de maximaliser les profits tirés de ce partenariat.

Ma communication comprendra deux grandes parties :

- tout d'abord je présenterai dans les grandes lignes les intérêts de chaque partie aux négociations, des intérêts qui semblent parfois conflictuels dans un rapport de force déséquilibré (partie 1) ;
- puis, je m'intéresserai à analyser la coopération entre le Maroc et l'Union européenne dans une logique « gagnant-gagnant » (partie 2).

## **1. Des intérêts conflictuels dans un rapport de force déséquilibré**

La collaboration sur les questions migratoires donne lieu à des négociations entre le Maroc et l'Union européenne. Ainsi seront successivement envisagées les motivations de chaque partie aux négociations, puis l'accent sera mis sur la stratégie menée par le Maroc, pour savoir jusqu'à quel point il a pu se servir de ses atouts dans ce rapport de force asymétrique.

### ***1.1. Les motivations de l'Union européenne***

Dans son volet réservé à la « coopération » avec le Maroc, la politique migratoire européenne de voisinage, lancée en 2003, visait quatre objectifs : d'abord, déléguer au Maroc le contrôle des flux migratoires et des frontières, puis sous-traiter les procédures liées à l'asile, ensuite presser le Maroc à réadmettre ses ressortissants expulsés d'Europe ainsi que les migrants illégaux ayant transité par son territoire et, enfin, travailler sur les causes des migrations pour réduire les départs.

### **A. Déléguer le contrôle des flux migratoires et des frontières**

La fermeture des frontières européennes s'est accompagnée d'une intensification de la coopération avec les « pays tiers » pour les transformer en gardes-frontières de l'UE.

Dans cette perspective, et afin de réduire l'immigration en provenance du Maroc, l'UE cherche à presser le Maroc à consentir davantage d'efforts pour décourager, freiner et juguler les flux de clandestins. En échange, elle offre une contribution financière et logistique. Dans ce contexte, l'UE a mis en place un projet de contrôle frontalier, « la lutte contre l'immigration illégale », intégré dans le programme indicatif national, MEDA 2002-2004, ayant un double objectif : d'une part, établir une plus grande sécurité des frontières internationales afin de diminuer la criminalité transfrontalière et la migration illégale – ceci concerne les points de passage terrestres ainsi que les frontières maritimes et aériennes –, d'autre part, renforcer la capacité de recherche et d'investigation pour lutter contre le trafic des êtres humains, en y incluant le matériel et l'entraînement adéquats (Belguendouz, 2005).

Une enveloppe de 40 millions d'euros a été arrêtée pour financer ce projet qui s'articule autour de quatre composantes : l'appui institutionnel, la formation, la sensibilisation et l'équipement. À travers ce projet, l'UE vise à sous-traiter le contrôle de ses frontières extérieures et transférer la charge de l'accueil et de la « gestion » des flux migratoires aux pays voisins et surtout le Maroc, pays limitrophe (Ceuta et Melilla).

En instrumentalisant l'aide au développement, l'UE attend du Maroc qu'il joue le rôle de gendarme et participe efficacement à la gestion de ces flux provenant de l'Afrique subsaharienne. L'objectif est donc de déplacer la frontière vers les pays limitrophes. La maîtrise des frontières est alors devenue la préoccupation essentielle et un dossier hautement prioritaire et des plus sensibles quant aux relations des pays européens avec le Maroc.

### ***B. Sous-traitance des procédures d'asile***

L'Union européenne vise à externaliser sa politique d'asile, se dédouanant de sa responsabilité de l'asile en déléguant au Maroc et aux autres pays de transit le rôle d'examiner les demandes d'asile, et ce en échange de fonds d'aide au développement. Cette politique d'externalisation a commencé au Maroc en 2000. Selon El Qadim, l'UE cherche en adaptant cette politique de voisinage à exercer un « contrôle à distance » des migrations en enrôlant les pays du Maghreb dans la lutte contre les migrations irrégulières, le plus souvent à travers la conclusion d'accords spécifiques avec les pays de transit et de départ des migrants (El Qadim, 2010).

Reste à dire que l'objectif stratégique de l'UE, surtout après le déclenchement de la crise syrienne, consiste à externaliser le problème des réfugiés, en cherchant à créer sur la rive sud de la Méditerranée des postes avancés de traitement des demandes d'asile pour alléger la pression sur les pays du Nord qui sont la véritable destination de ces migrants, en réalité des migrants économiques à 99 % (Sghir, 2008).

### ***C. Rendre le Maroc complice des expulsions de ses citoyens***

L'UE entend impliquer le Maroc en le poussant à accepter un accord en vertu duquel il sera tenu de réadmettre non seulement ses propres citoyens résidant de manière illégale ou s'introduisant clandestinement dans l'UE, mais également les étrangers ayant transité par le Maroc. Pour ce faire, elle instrumentalise la carte d'aide au développement, c'est ce qui s'est passé avec l'Allemagne. Cet exemple est très significatif car il révèle clairement la manipulation des aides au développement. L'Allemagne a, au cours de la crise des réfugiés syriens, brandi la carte des aides au développement pour pousser le Maroc à coopérer pour reprendre ses ressortissants dont les demandes d'asile ont été refusées. Pour ce faire, elle a menacé de suspendre l'aide au développement accordée au Maroc s'il ne coopérait pas pour récupérer ses ressortissants qui se sont introduits en Allemagne en compagnie de réfugiés syriens.

Des accords bilatéraux ont été signés avec certains États, entre autres l'Espagne en 1992 et l'Italie en 1998. Mais la conclusion d'un accord de réadmission avec l'UE, initiée déjà en 1992, bute encore sur de sérieux obstacles.

Le Maroc a toujours refusé le contenu du projet d'accord de réadmission. Et ce à plusieurs égards. Tout d'abord, si le Maroc accepte l'accord de réadmission, il risque de se confronter à des problématiques humanitaires, mais aussi à des enjeux stratégiques très importants. Du point de vue humanitaire, l'accord de réadmission reste très impopulaire auprès de l'opinion publique marocaine et largement critiqué par la société civile qui a toujours interpellé le gouvernement pour arrêter définitivement les négociations d'un accord ne respectant pas les droits fondamentaux des migrants en situation irrégulière.

De plus, la conclusion d'un accord de réadmission pousserait sans doute le Royaume à accepter la mise en place de camps de rétention et de transit pour les étrangers réadmis en attendant leur expulsion définitive vers leur pays d'origine. Cette situation pourrait, par conséquent, nuire à l'image du Royaume comme défenseur des droits humains et protecteur des droits fondamentaux des migrants, fondement même de sa nouvelle politique migratoire.

Outre l'enjeu humanitaire, le Maroc pourrait être confronté à un risque stratégique très complexe. La signature d'un accord de réadmission prévoyant la réadmission des étrangers transitant par son territoire, qui sont en majorité des ressortissants des pays d'Afrique subsaharienne, porterait atteinte aux relations stratégiques du Royaume avec ses partenaires africains. Ces derniers n'hésiteront pas à considérer la position du Maroc comme une volonté de se rapprocher de l'UE en dépit de son appartenance africaine, ce qui serait, par conséquent, susceptible d'affecter la crédibilité de la politique africaine du Maroc. Une situation que ce dernier ne peut certainement pas accepter (Rais, 2015).

De tous ces éléments il paraît évident que l'accord de réadmission ne s'accorde pas avec les intérêts du Maroc. De plus, il ne constitue guère une solution efficace pour la gestion des flux migratoires clandestins. Toutefois, il convient de signaler que si le Maroc est toujours réticent à l'idée de conclure un accord général de réadmission avec l'UE, il s'est engagé à réadmettre ses citoyens irréguliers par le biais d'accords bilatéraux. Ainsi le Maroc se déclare prêt à réadmettre ses ressortissants mineurs parvenus en Espagne de façon irrégulière, il exige la garantie qu'une aide leur soit apportée après leur retour, qu'un niveau de vie minimum leur soit assuré, ainsi qu'une formation.

Le Maroc a donc obtenu de l'Espagne le financement de la formation des mineurs réadmis par le Maroc.

#### ***D. Instrumentalisation de l'aide au développement au service de la gestion des flux migratoires***

Lier l'aide au développement et politique migratoire mène tout droit à une instrumentalisation de l'aide, utilisée comme moyen de chantage pour forcer le Maroc à appliquer la politique migratoire européenne (contrôle des frontières, accords de réadmission) ou détournée pour servir la lutte contre l'immigration clandestine.

Selon Charles, la coopération européenne avec le Maroc dans le domaine des migrations est donc particulièrement représentative de l'incohérence et de l'hypocrisie de l'UE qui entend donner l'image d'institutions engagées pour protéger la vie et les droits des migrants tout en coopérant avec tous les régimes sécuritaires voisins, préserver ses intérêts économiques et stratégiques tout en repoussant les victimes de cette politique (Charles, 2009). Les accords conclus entre le Maroc et l'UE dans le cadre de la politique de voisinage visent majoritairement le renforcement des moyens de contrôle des flux migratoires : amélioration du cadre légal de répression de l'immigration irrégulière, sécurisation des aéroports, surveillance des frontières. Avec ces accords, la politique de coopération au développement est détournée de ses objectifs pour répondre à ceux de la politique

migratoire répressive de l'UE, en contradiction avec les objectifs du développement.

## **1.2. Les motivations du Maroc**

La gestion des flux migratoires reste une arme dans les mains du Maroc, qui entend en profiter au maximum en marchandant des privilèges de la part de l'UE. La question migratoire constitue également une carte pour défendre ses intérêts stratégiques, notamment son intégrité territoriale. Après avoir analysé les motivations du Maroc dans les négociations menées avec l'UE, il serait judicieux de mettre l'accent sur la stratégie adoptée par le Maroc afin préserver ses intérêts et tirer profit du rapport asymétrique.

### **1.2.1. La migration, une source de diplomatie pour le Maroc**

Avant de voir comment le Maroc manipule la question migratoire pour recevoir de l'aide au développement, il y a lieu de d'abord comment le Maroc protège ses intérêts à travers une instrumentalisation intelligente de la carte des flux migratoires.

#### **A. La défense de ses intérêts politiques : son intégrité territoriale**

Le Maroc n'a pas hésité une seconde à jouer la carte explosive de la question migratoire pour défendre son intégrité territoriale. Ainsi, suite à l'annulation partielle de l'accord commercial agricole de 2012 entre l'UE et le Maroc, ce dernier a manifesté son mécontentement et a menacé à demi-mot de relâcher la surveillance de ses frontières. Cette menace a été exprimée par le ministère marocain de l'Agriculture, qui a prévenu le 6 février que l'Europe s'exposait à un « véritable risque de reprise des flux migratoires que le Maroc, au prix d'un effort soutenu, a réussi à gérer » (Taillac, 2017). Par peur de voir déferler le flux migratoire et en désaccord avec cette décision, le Conseil de l'Union européenne a réagi rapidement en introduisant un pourvoi devant la



Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) le 19 février 2016. L'appel a été examiné le jeudi 19 juillet 2016 par la CJUE. Le 13 septembre 2016, l'avocat général a rendu publique sa décision : il est en faveur du rétablissement de l'accord, car le recours en annulation du Polisario est irrecevable. Selon lui, le Front Polisario n'a aucune légitimité ou qualité pour représenter les intérêts économiques de la population, mais il souligne que les États-membres n'ont jamais reconnu le Sahara occidental comme faisant partie du Maroc.

Le Maroc utilise ainsi l'immigration comme arme pour faire pression sur l'UE. Dans le même sens, Khadija Mohsen Finan affirme : « Toute la politique extérieure du Maroc est conditionnée par l'affaire du Sahara occidental. Si l'UE n'appuie pas le Maroc sur le contrôle du Sahara occidental et ne ferme pas les yeux sur les produits venant de cette région, alors le pays ouvrira et fermera les frontières à sa guise » (Carretero, 2017).

### ***B. L'instrumentalisation de la migration pour l'aide au développement***

Grâce aux développements de la théorie des négociations sur les situations d'asymétrie et la notion de « contre-stratégie » et sur la diversité des types de négociations, notamment sur l'évitement de la signature d'un accord, le Maroc a pu instrumentaliser les négociations avec les pays européens et l'UE sur le thème des migrations. S'il n'est pas question de nier que l'UE constitue un partenaire puissant face au Maroc, cela n'exclut pas que le gouvernement marocain ait une marge de manœuvre (El Qadim, 2010).

Le Maroc a intelligemment fait recours aux diverses techniques, entre autres, les hésitations dans les négociations (accord de réadmission), les aléas de la mise en œuvre et les délais de signature des accords. Ce qui prouve que le Maroc est loin d'être un simple récepteur des politiques migratoires. Ainsi il a pu retirer plusieurs avantages de différentes natures, allant de l'aide au développement (qui se chiffre en millions d'euros accordés par l'UE) au statut avancé qui donnera au Maroc de nombreux privilèges, sans oublier d'autres avantages d'ordre

immatériel. Du point de vue marocain, la question migratoire constitue pour le pays une ressource de développement vitale non seulement grâce aux transferts des fonds des Marocains résidant à l'étranger, mais également grâce à l'aide au développement accordée par l'UE.

Ces acquis réalisés nous poussent à nous interroger sur la stratégie adoptée par le gouvernement marocain dans ses négociations avec l'UE pour tenter de maximaliser les bénéfices de sa participation aux politiques migratoires européennes.

### **1.2.2. La stratégie marocaine lors des négociations avec l'UE**

La présence de migrants subsahariens ainsi que sa position géographique stratégique aux frontières de l'UE sont des atouts dont le Maroc a su se servir dans les négociations avec l'UE afin de maximaliser ses profits en échange d'une participation active à la lutte contre les migrations irrégulières, surtout dans un rapport de force déséquilibré.

La stratégie adoptée par le Maroc face à l'UE consiste à lier la négociation de la gestion des flux migratoires et surtout le contrôle frontalier avec d'autres questions aussi bien politiques qu'économiques. Ainsi cet emboîtement entre enjeux migratoires et enjeux économiques a permis au gouvernement marocain de négocier certains avantages économiques : aides au développement, accord sur le libre-échange, capacitation des institutions...

D'après El Qadim, les stratégies de *linkage* permettent à la partie la plus vulnérable d'obtenir un accord minimal de la part de l'acteur le plus puissant, en opérant un emboîtement entre les enjeux directs et indirects de la négociation. Le processus de négociation n'est pas linéaire, il se caractérise par un recours au dialogue, mais aussi par des phases de résistance, d'obstruction ou d'abstention (El Qadim, 2010).

M'Chichi souligne que dans les négociations avec l'UE le Maroc développe un discours fondé sur la réciprocité dans les relations

internationales et sur les principes universels d'équilibre, de solidarité et de respect des droits humains. Cette orientation récuse les explications strictement sécuritaires et revendique une vision globale, une responsabilité commune et le respect des droits des migrants (M'Chichi, 2005).

Au regard de ce qui précède, il apparaît que chaque partie aux négociations a des motivations qui lui sont propres et qui s'avèrent parfois contradictoires ; mais tant que le phénomène migratoire ne peut être géré efficacement que dans un cadre bilatéral voire multilatéral, un partenariat entre les deux parties doit être institué pour une gestion optimale en abordant, dans une perspective globale et équilibrée, les différents aspects et les diverses phases du processus migratoire dans sa globalité.

## **2. L'UE et le Maroc : vers une coopération concertée « gagnant-gagnant »**

Dans les lignes qui suivent nous verrons comment le Maroc n'a pas seulement saisi ce que A. Marchetti appelle les « opportunités » de la politique européenne de voisinage, mais il a aussi activement participé à créer ces opportunités à travers ses modes de négociation et de mise en œuvre des accords.

Seront examinés successivement les avantages obtenus par le Maroc suite à un emploi très pragmatique de la politique de *linkage* et les concessions faites par le Maroc dans ce rapport de force asymétrique.

### **2.1. Les profits tirés dans un rapport déséquilibré entre l'UE et le Maroc**

La stratégie du Maroc consistant à se positionner comme le bon élève maghrébin dans la lutte contre les migrations irrégulières semble donc porter ses fruits.

Le Maroc a pu négocier plusieurs avantages économiques, par exemple les accords sur la pêche ou le projet de créer une zone de libre-échange. Le Maroc a également bénéficié d'aides financières importantes en vertu du programme MEDA de financement des mesures d'ajustement, principal instrument de mise en œuvre du partenariat euro-méditerranéen.

### ***2.1.1. Les avantages matériels obtenus par le Maroc***

On ne prétend pas les aborder tous ; mais, l'accent sera mis uniquement sur ceux ayant une importance capitale, allusion faite aux subventions prévues par les deux programmes « MEDA » et « AENEAS ».

#### ***A. Le Programme MEDA***

La principale source d'aide au développement était le programme MEDA (mesures d'accompagnement). Dans ce cadre, les financements prévus pour le Maroc concernent en grande partie les migrations : un programme de 40 millions d'euros était prévu pour la gestion des contrôles frontaliers en vue de combattre les migrations irrégulières, et 5 millions d'euros étaient destinés à l'appui institutionnel à la circulation des personnes (création de centres d'information et d'orientation pour les travailleurs désireux d'émigrer). De plus, un financement pour le développement des provinces du Nord, principale région d'émigration marocaine, était également inclus sur le thème de la « gestion des migrations ». Les régions marocaines à fort taux d'émigration auraient ainsi bénéficié de l'octroi de 70 millions d'euros à travers le programme MEDA.

Au total, le budget de MEDA alloué au Maroc pour 2000-2006 a atteint 426 millions d'euros, dont 115 millions, soit 27 %, devaient être consacrés à la lutte contre le chômage, la pauvreté et les migrations. Ce qui semble suggérer que le Maroc a su faire usage de sa situation stratégique dans la configuration euro-méditerranéenne pour négocier ses avantages.

Toutefois, il est important de souligner que MEDA est en fait utilisé non pas pour des besoins socio-économiques de développement ou de renforcement de l'État de droit, mais dans une problématique ou une optique de plus en plus sécuritaire.

### ***B. Le programme AENEAS***

Le Maroc est aussi l'un des principaux bénéficiaires du « Programme d'assistance financière et technique aux pays tiers dans les secteurs de l'immigration et de l'asile ». Créé en 2004, ce programme AENEAS, un cadre financier pour 2004-2008, remplace la ligne budgétaire B7-667 qui avait été créée par la Commission afin de soutenir la coopération avec les pays tiers dans le domaine des migrations. Pour cette période, le programme AENEAS prévoyait un total de 250 millions d'euros de dépenses. Par ailleurs, ce programme, en se concentrant sur la question des migrations, a offert au Maroc certaines opportunités dans ce domaine, parmi lesquelles il convient de mentionner le recrutement des travailleurs saisonniers pour le secteur agricole espagnol. Cette opération a été supervisée par l'ANAPEC, Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences, à compter de 2007.

Outre les transferts des Marocains résidant à l'étranger, le Maroc a pu négocier des montants considérables à travers ces deux programmes. Vue sous cet angle, la migration constitue pour le Maroc une source financière d'une importance extrême. À côté de ces avantages matériels, le Maroc a également bénéficié d'avantages d'ordre immatériel.

#### ***2.1.2. Les avantages immatériels obtenus par le Maroc***

Plus que des financements, le Maroc a demandé d'autres avantages qui vont de l'octroi du « statut avancé » à l'accord de libre-échange, en passant par la facilitation des visas, le recrutement de travailleurs saisonniers...

### **A. Le statut avancé : la récompense tant attendue**

En 2008, le Maroc a accédé à un statut particulier vis-à-vis de l'UE, le « statut avancé », qui est le fruit d'une longue histoire politique et économique commune. Les objectifs de ce statut sont principalement le renforcement du dialogue et de la coopération sur les plans politique et sécuritaire et l'intégration progressive du Maroc dans le marché intérieur de l'UE *via* la convergence législative et réglementaire.

Selon les analystes des flux migratoires (Belguendouz, 2005 ; Morice, 2010), la bonne gestion de l'immigration par le Maroc a été bien récompensée par l'UE : « le statut avancé obtenu par le Maroc auprès de l'UE en 2008 récompense un pays qui n'a pas ménagé ses efforts pour jouer le rôle qu'on attend de lui dans la gestion des migrants ». L'expérience marocaine en matière de lutte contre la migration clandestine et le trafic d'être humains est considérée comme une expérience à promouvoir et à encourager dans la région.

### **B. Recrutement de travailleurs saisonniers**

Un autre profit tiré lors des négociations avec l'UE, c'est le recrutement de travailleurs saisonniers. Cette technique a été conçue non seulement pour réglementer l'émigration et la rationaliser mais également pour lutter contre l'émigration clandestine.

Dans cette perspective, l'ANAPEC a commencé à recruter des travailleurs saisonniers pour le secteur agricole espagnol en 2007. Ainsi dans la région de Huelva, lors de la campagne agricole provinciale de janvier à mai 2016, 20 944 ouvriers marocains ont été recrutés. C'est pour cela que le programme AENEAS a été qualifié par l'UE de « projet éthique adéquat pour combattre la mafia de l'émigration clandestine et les réseaux des passeurs » et a pu obtenir un encouragement plus concret sous la forme d'une subvention de près de 1,2 million d'euros (environ 13 millions de dirhams). Cette somme est destinée à améliorer

le quotidien des travailleurs marocains lors de leur séjour en Espagne (Merroun, 2007).

### ***C. Le partenariat pour la mobilité entre l'UE et le Maroc***

En juin 2013, le Maroc et l'UE ont signé un partenariat de mobilité qui définit les objectifs politiques d'une « gestion » plus efficace de la migration. Ce partenariat fixe un ensemble d'objectifs politiques et prévoit des initiatives à mettre en place pour garantir une bonne gestion de la circulation des personnes. Parmi ces initiatives, l'UE et le Maroc vont entamer des négociations sur un accord pour faciliter les procédures d'octroi des visas pour certaines catégories de personnes, notamment les étudiants, les chercheurs et les hommes et femmes d'affaires, et reprendront les négociations sur un accord de réadmission des migrants irréguliers.

En matière de migration irrégulière, l'UE et le Maroc vont coopérer pour mieux lutter contre les réseaux de trafic de migrants et de traite d'êtres humains et assister les victimes. Ils travailleront de manière étroite pour assister le Maroc dans la mise en place un système national d'asile et de protection internationale.

En guise de conclusion, le thème des migrations apparaît donc comme une ressource pour le Maroc dans ses négociations avec l'Europe, grâce à l'emboîtement de différents enjeux. Il a ainsi pu monnayer sa participation à cette politique afin d'atteindre ses propres objectifs politiques et financiers. Mais tant qu'il s'agit d'un rapport de forces déséquilibré entre l'UE et le Maroc, celui-ci est contraint de faire des concessions sous la pression aussi bien politique que financière.

### ***2.2. Les concessions consenties par le Maroc dans les négociations avec l'UE***

Une grande partie de la littérature sur les politiques migratoires a tendance à considérer que l'attitude du Maroc est purement et

simplement le résultat des pressions européennes (Belguendouz, 2003, 2005 ; Boubakri, 2006 ; Elmadmad, 2005 ; Lahlou, 2005). Ainsi, certaines décisions ou actions du gouvernement marocain sont perçues comme des concessions aux demandes européennes ou des preuves de bonne volonté pour les négociations. S'inscrivent dans cette perspective les actions musclées de reconduite à la frontière de migrants subsahariens et les accord de réadmission bilatéraux surtout avec l'Espagne. Rentrent également dans cette optique la participation du Maroc au programme SIVE en tant que gendarme de l'UE et la modification de la législation sur la migration.

### **2.2.1. La participation au programme SIVE**

Le Maroc participe activement au contrôle des frontières de l'UE, notamment avec des patrouilles conjointes avec l'Espagne dans le cadre du programme Sive (Système intégré de vigilance électronique) et ce afin de bloquer la sortie du territoire marocain aux candidats à l'exil, qu'ils soient étrangers ou ses ressortissants. D'après Merroun, ce dispositif de contrôle très sophistiqué s'étend sur toute la frontière méridionale de l'Espagne, des îles Canaries à Almeria en passant par Ceuta et Melilla (Merroun, 2007).

Un an après l'adoption de la loi n° 02-03, l'UE annonçait le déblocage de 40 millions d'euros pour la « gestion des contrôles frontaliers » dans le cadre du programme Meda II, finalement versés en 2006 avec une enveloppe supplémentaire de 30 millions d'euros. Le Maroc répond ainsi aux exigences de l'UE et accepte de devenir une « vaste zone d'attente » (Kitmun, 2011). Le Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme parle de « logique donateur-bénéficiaire » selon laquelle « l'aide économique et l'octroi de visas dépendent de la capacité du Maroc à contrôler efficacement les flux de migration ».

Le Maroc ne se contente pas de contrôler la frontière de l'UE, il a mis en place une législation répressive qui criminalise l'émigration irrégulière.



### **2.2.2. La modification de la législation marocaine sur les migrations**

Pour certains spécialistes de la migration, l'adoption de la loi relative à l'entrée et au séjour des étrangers au Maroc, à l'émigration et à l'immigration irrégulières, s'est faite sous la pression de l'UE qui souhaiterait que le Maroc devienne son « gendarme » en Afrique du Nord. D'ailleurs, il ne s'agit que d'un « copier-coller » de l'Ordonnance française de 1945 telle que modifiée par les lois Sarkozy de 2003.

La loi 02-03 instaure notamment un délit d'émigration irrégulière. D'après le GADEM, cette loi pose ainsi un cadre légal permettant au Maroc d'arrêter les migrants ou ses ressortissants qui tentent de quitter son territoire pour se rendre en Europe « de façon clandestine », et ce, en violation du droit de « quitter n'importe quel pays, y compris le sien » énoncé par la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 (GADEM, 2009).

Pour le professeur Abdelkrim Belguendouz, cette loi « consiste en fait à « schengéniser » la législation marocaine en matière de migration, lui conférant ainsi le rôle de gendarme de l'Europe en Afrique du Nord » (Belguendouz, 2003).

Force est de constater que malgré les pressions exercées par l'UE sur le Maroc afin qu'il durcisse son arsenal juridique et renforce le contrôle de ses frontières, celui-ci s'accroche pleinement à sa souveraineté. Ainsi, à travers les deux opérations de régularisation des étrangers en situation administrative irrégulière, le Maroc semble vouloir envoyer un message à l'UE dont le contenu confirme que le Maroc reste maître de ses décisions et que ces dernières sont prises pour servir ses intérêts tant politiques qu'économiques, surtout après les réticences constatées dans l'application des accords passés entre le Maroc et l'UE ; et l'annulation partielle de l'accord agricole de 2012 est très significative à cet égard.

Le caractère de plus en plus indépendant de l'orientation politique du Maroc a été confirmé par l'annonce d'une importante réforme de la politique migratoire couplée avec certains accords bilatéraux

passés avec certains pays africains exonérant les ressortissants de ces derniers de l'obligation du visa pour se rendre au Maroc (Gabon, Tanzanie...).

Ces décisions peuvent également être interprétées comme l'affirmation de l'indépendance du pays et de son refus de se soumettre aux désirs de l'UE. Ces réformes pourraient aussi s'avérer bénéfiques car renforçant les relations stratégiques du Maroc avec les pays subsahariens et lui donnant plus de poids et de crédibilité lors des négociations avec l'UE, par exemple au sujet des réadmissions.

## Conclusion

De ce qui précède on peut conclure que le Maroc a pu, à travers son partenariat avec l'UE, capitaliser bien des avantages aussi bien financiers que politiques et ce grâce à une stratégie basée sur l'emboîtement. Toutefois, il ne faut pas nier que le Maroc a cédé aux pressions exercées par l'UE, et du coup il a fait des concessions telles que l'adoption d'une loi dominée par une approche sécuritaire au détriment des droits des migrants. Le Maroc a aussi été contraint de jouer le rôle du gendarme et du gardien des frontières extérieures de l'UE. Ce partenariat gagnant-gagnant doit cependant être orienté plus vers le respect de la dignité des migrants et des réfugiés, loin du souci sécuritaire qui hante le partenaire européen.

## BIBLIOGRAPHIE

- Alioua M. (2005), « La migration transnationale des Africains subsahariens au Maghreb : l'exemple de l'étape marocaine », *in Machrek*, n° 185, automne, p. 37-58.
- Bazin M. (2015), « Quand l'Europe sous-traite le contrôle des migrations », *Survie*, 27 juillet, consulté le 5-06-2019, *in* <http://survie.org>
- Belguendouz A. (2003), « Immigration : le Maroc gendarme de l'Union européenne », *L'Économiste*, n° 1475, 13 mars, consulté

le 4-05-2019 sur <http://www.leconomiste.com/article/immigration-le-maroc-gendarme-de-lunion-europeenne>

Belguendouz A. (2005), « Expansion et sous-traitance des logiques d'enfermement de l'Union européenne : l'exemple du Maroc », *Cultures & Conflicts*, 57, p. 155-219.

Belguendouz A. (2005), *Union européenne – Maroc – Afrique migrante : politique européenne de voisinage – barrage aux sudistes*, Beni Snassen.

Carretero L. (2017), « Sahara occidental : comment le Maroc utilise l'immigration comme moyen de pression sur l'UE », *France 24*, 21 février, consulté le 28-04-2019 sur <http://www.france24.com/fr/20170221-maroc-immigration-sahara-occidental-moyen-pression-union-europeenne>

Charles C. (2009), « Accords de réadmission, « liaisons dangereuses » entre aide au développement et gestion des flux migratoires », consulté le 25-04-2019 in « [www.migreurop.org/IMG/doc/CR\\_reunion\\_accords\\_readmission\\_040409.doc](http://www.migreurop.org/IMG/doc/CR_reunion_accords_readmission_040409.doc)

El Qadim N. (2010/2), « Les effets de l'eupéanisation des politiques d'immigration », *Politique européenne*, n° 31, L'Harmattan.

El Qadim N. (2010/2), « La politique migratoire européenne vue du Maroc : contraintes et opportunités », in *Politique européenne*, n° 31.

Fellat F.M. (2002), « La dimension migratoire entre le Maroc, l'Italie et l'Union européenne », consulté le 14-05-2019 sur <https://web.uniroma1.it/cde/sites/default/files/fellat.doc>

GADEM (2009), « Rapport relatif à l'application par le Maroc de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille », consulté le 19-09-2019, in <http://www.migreurop.org/article1395.html>

Jouhari B. (2013), *Rapport relatif à l'application par le Maroc de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille*, GADEM.

- Khachani M. (2006), *L'Émigration subsaharienne : le Maroc comme espace de transit*, Publications de l'AMERM, Rabat.
- Kitmun D. (2011), « Le Maroc gère les flux des indésirables », *Plein droit*, 88(1).
- M'chichi H. (2002), « La migration dans la coopération UE-Maroc entre tentative de gestion institutionnelle et pragmatisme », in M'chichi (dir.), *Le Maroc et les migrations*, Rabat, Fondation Friedrich Ebert.
- Merroun R. (2007), « Les Espagnols recrutent pour l'agriculture », *L'Économiste*, édition n° 2547, consulté le 14-02-2019 sur <http://www.leconomiste.com/article/les-espagnols-recrutent-pour-l-agriculture>
- Morice C. (2010), « Les contrôles migratoires sous-traités aux pays extérieurs », *Le Monde diplomatique*, juin. Consulté le 17-03-2019 sur <https://www.monde-diplomatique.fr/2010/06/MORICE/19190> ».
- Rais M. (2016), « Les accords de réadmission de l'Union européenne : les enjeux d'une éventuelle conclusion pour le Maroc », *RMF*, janvier.
- Rodier C. (2010), « Frontex : l'agence tout risque », *Plein droit*, n° 87.
- Sghir J. (2008), « Stratégie nationale de lutte contre le trafic des êtres humains : les victimes au cœur du dispositif de protection et de prévention », Publications du CNDH.
- Taillac M. (2017), « Le Maroc joue les migrants contre l'UE », *Le Figaro*, 20 février, consulté le 11-01-2019 sur <http://www.lefigaro.fr/international/2017/02/20/01003-20170220ARTFIG00238-le-maroc-joue-les-migrants-contre-l-ue.php>
- Wender A.S. (2004), *La Situation alarmante des migrants subsahariens en transit au Maroc et les conséquences des politiques de l'Union européenne*, CIMADE, octobre.



# L'Europe du droit d'asile au-delà de l'Europe et la question de l'externalisation au sud de la Méditerranée

---

**De la « crise des réfugiés » de 2015 avec la création du hotspot de Lesbos en Grèce et la déclaration UE-Turquie de 2016 au Pacte mondial des migrations de Marrakech de décembre 2018**

*Isabelle Lendrevie*

## Résumé

Depuis ce que l'on a appelé à tort la « crise des réfugiés » de 2015, l'Union européenne transgresse elle-même son propre droit d'asile, et les réfugiés dits « dublinés » deviennent la cible des nouvelles politiques migratoires européennes. En tant qu'avocate française spécialisée en droit d'asile et en droit des étrangers, je constate dans ma pratique un contraste énorme entre les restrictions apportées à la libre circulation des demandeurs d'asile dans le cadre du système dit du Règlement Dublin III de 2013 et la mobilité dont les citoyens de l'Union européenne bénéficient au nom du principe fondamental de la liberté de circulation. Il conviendra, à partir de notre expérience du terrain, de revenir sur les facteurs actuels qui expliquent une aggravation de la crise migratoire dans l'espace euro-méditerranéen et notamment les facteurs politiques et juridiques (I) et les facteurs culturels (II).

**Mots-clés :** politiques migratoires européennes, sociétés du Sud, droit d'asile, externalisation, crise.

## Abstract

This paper argues that the high level of migrations and the flow of refugees in Europe since 2015 has to do with the policy of ambivalence of the European Union with the MENA Region and specially with the north of Africa which could become the new « hotspot of Europe ». The European Union doesn't respect its own asylum laws and what we call « the crisis of the refugees » is the « crisis of the European union policy » with the Global South and the confusion of what is a migrant or a refugee.

## Introduction

Depuis la « crise des réfugiés » de 2015, l'Union européenne transgresse elle-même son propre droit d'asile et les règles du droit international comme le droit international humanitaire. Les demandeurs d'asile et plus particulièrement ceux que l'on appelle les « dublinés » deviennent la cible des nouvelles politiques migratoires européennes. Ces politiques se caractérisent par « la volonté de mise à distance des demandeurs d'asile » en provenance des pays du Sud, notamment de la rive Sud de la Méditerranée, et le traitement des demandes d'asile « s'opère de plus en plus en périphérie et même en dehors des territoires européens ». Cela prend selon une étude récente de janvier 2019 du GISTI et de l'IRIDIES des formes telles que les *hotspots* dans les îles grecques ou italiennes, des missions de l'OFPRA en Afrique ou des accords nouveaux avec les pays du Sud comme l'accord de 2016 entre l'Union européenne et la Turquie<sup>1</sup>. C'est donc la question de « l'Europe du droit d'asile au-delà de l'Europe » que l'on traitera dans cet article. Quant à l'espace étudié, il s'agit de l'espace qui met en contact l'Union européenne et ses voisins méditerranéens de la région MENA (Middle East and North Africa) et de l'Afrique subsaharienne.

Ce colloque me donne l'opportunité de faire le lien entre mon expérience de terrain, puisque je suis avocate en France, spécialisée en droit des étrangers et en droit d'asile<sup>2</sup>, et mon expérience d'universitaire, puisque durant mon doctorat j'ai travaillé sur une

autre forme de migration, celle des migrations du droit et des juristes dans l'espace méditerranéen cette fois colonial<sup>3</sup>. Utiliser le droit mais également les outils des sciences sociales comme l'histoire, la sociologie et l'anthropologie du droit ou la science politique est primordial si l'on veut analyser et questionner cette « crise migratoire » méditerranéenne.

Il est tout aussi nécessaire de revenir sur les facteurs qui expliquent une aggravation depuis 2015 de cette « crise migratoire » méditerranéenne et notamment les facteurs politiques et juridiques (I) ainsi que les facteurs culturels (II).

## **I. Les facteurs politiques et juridiques qui accentuent « la crise migratoire » dans l'espace « euro-méditerranéen »**

On ne parle plus aujourd'hui de « partenariat euro-méditerranéen<sup>4</sup> » ni « d'union méditerranéenne<sup>5</sup> », ni de « Méditerranée » mais « d'espace euro-méditerranéen » en « crise ».

Cette « crise migratoire » semble s'être aggravée dans les années 2011-2015. L'année 2015 apparaissant comme une année « charnière » dans la politique migratoire européenne qui s'est durcie à l'égard des demandeurs d'asile en provenance des pays dit tiers à l'Union européenne.

Ainsi, on est passé progressivement d'une volonté politique européenne de coopérer avec les pays de la rive Sud de la Méditerranée à une politique de méfiance, de sécurisation des frontières européennes et de mise à distance (prenant diverses formes comme les hotspots, les centres de rétention...) des personnes qui fuient les persécutions et les guerres et qui viennent aussi de cette même rive Sud de la Méditerranée.



## **De l'élargissement de l'Union européenne à l'est et « de l'Union méditerranéenne » aux politiques sécuritaires et de mise à distance des citoyens non européens, notamment les demandeurs d'asile**

La perspective de l'élargissement à l'est (« la région des Balkans ») a, selon de nombreux experts, « conduit l'Union européenne à repenser, sur le long terme, sa stratégie<sup>6</sup> » et sa politique étrangère dont fait partie la politique migratoire.

Un nouvel espace s'est aussi créé – l'espace « euro-méditerranéen » – que certains universitaires comme Manon-Nour Tannous, spécialiste de la Syrie contemporaine, comparent à un empire en s'appuyant sur les réflexions d'historiens comme Frédérik Cooper et Jane Burbank sur les empires et leurs marges<sup>7</sup>.

Dans un article publié en 2017, « De Barcelone à Tunis : l'idée de Méditerranée en quête d'elle-même », Manon-Nour Tannous rappelle une chronologie politique que nous avons tendance à vite oublier : « De l'Union pour la Méditerranée (UPM), projet politique porté par Nicolas Sarkozy, l'imaginaire collectif retient la présence à Paris des dirigeants du pourtour méditerranéen, lors des cérémonies du 14 juillet 2008. Ce moment devait célébrer une nouvelle ère des présidents présents sur les Champs-Élysées. Quelques années plus tard, la majorité des présidents présents sur les Champs-Élysées sont mis en difficulté ou chassés par des manifestations dans leur pays. » L'auteur de l'article parle « d'union (méditerranéenne) sans lendemain » et se demande également s'il ne faut pas « y voir une vision erronée des rapports d'Orient et d'Occident ou l'expression d'autres héritages ». Elle souligne aussi que « la construction européenne se produit en parallèle avec l'établissement d'une barrière au sud de la Méditerranée<sup>8</sup> ».

En effet, ce processus de l'élargissement à l'est de l'Union européenne mène à « une approche nouvelle de l'espace méditerranéen par les dirigeants des rives Nord et Sud... L'Union européenne faisant des terres arabes et turques un espace de projection d'une puissance

d'influence, une zone géographique à arrimer à un destin et des valeurs communes, ou encore le lieu d'émergence de dangers potentiels à endiguer<sup>9</sup> ».

Les questions de sécurisation des frontières extérieures de l'Union européenne et la lutte contre le terrorisme se sont dès lors retrouvés mêlées aux questions sur les migrations et la libre circulation des individus, questions occupant vite le devant de la scène politique et médiatique européenne.

### **Les différentes formes de l'externalisation du droit d'asile par l'Union européenne**

Cette coopération euro-méditerranéenne ne semble donc plus d'actualité dans la mesure où l'on note une asymétrie politique, militaire et économique dans les rapports entre le nord et le sud de la Méditerranée. On assiste plutôt à un accroissement des politiques sécuritaires qui se traduisent par la réintroduction de certaines frontières intérieures dans l'Union européenne (voir le cas de la France depuis 2015 suite aux attentats notamment de *Charlie Hebdo* et du *Bataclan*), le développement de politiques d'enfermement et d'expulsion à l'égard des citoyens non-européens et notamment des demandeurs d'asile, le renforcement des moyens attribués à Frontex et l'externalisation de l'asile à la périphérie de l'Union européenne (*hotspots*) ou même au-delà de l'Europe (centres de tri au Niger et idée de créer des *hotspots* au Maroc ou en Tunisie...).

Une autre forme d'externalisation de l'asile est par exemple l'accord du 20 mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie qui a eu pour conséquence la fermeture de l'une des principales portes d'entrée vers l'Europe. Auparavant, les *hotspots* (camps de réfugiés) servaient seulement à l'enregistrement des empreintes digitales des demandeurs d'asile. Ceux-ci pouvaient rejoindre le pays européen de leur choix. Depuis 2016, ils sont bloqués en Grèce et plus particulièrement dans les îles grecques de la mer Égée (exemple du camp de Moria à Lesbos) dans des *hotspots* devenus des camps de tri et des « prisons à ciel ouvert ».

Revenue d'une mission juridique et humanitaire à Lesbos fin 2016 dans le cadre d'un programme européen financé par les Barreaux européens – « European Lawyers in Lesvos », je me suis interrogée dans un article (« Migrants : comment l'Union européenne transgresse le droit », publié en 2017 dans le magazine en ligne *Orient XXI*<sup>10</sup>) sur le fait que l'Union européenne s'arrange avec son propre droit d'asile et le transgresse dans la pratique juridique et politique.

Un autre exemple de l'externalisation du droit d'asile est, selon une étude en 2019 du GISTI et de l'IRDIES, l'extension des missions de protection de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) à l'Afrique. Ainsi « en 2017, l'OFPRA a conduit 13 missions de réinstallation à l'étranger pour l'accueil des réfugiés en France. La majorité d'entre elles ont eu lieu au Moyen-Orient, dont 8 en Turquie dans le cadre de l'accord du 18 mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie (...), 3 au Liban durant les mois de février, juillet et novembre (...) et 2 sur le continent africain, au Tchad et au Niger<sup>11</sup> ».

### **Le Règlement européen dit « Dublin III » de 2013<sup>12</sup> ou la « fabrication de réfugiés forcés à l'errance », « ces réfugiés dont l'Europe ne veut pas » et qu'elle criminalise**

Dans un autre article publié en juillet 2017 dans le magazine en ligne *Orient XXI* et intitulé « Voyage au bout de l'enfer pour les dublinés, « ces réfugiés » dont l'Europe ne veut pas<sup>13</sup> », je soulignais qu'un contentieux de masse avait explosé en France et dans le reste de l'Union européenne, celui de la défense des demandeurs d'asile que l'on appelle dans notre jargon juridique « les dublinés ».

Pour rappel, conformément au règlement européen dit « Dublin III » de 2013, grâce à la prise d'empreintes (système d'information Eurodac), il est possible de déterminer l'État responsable de la demande d'asile, c'est-à-dire le premier pays par lequel les migrants sont entrés dans l'espace Schengen. Cette crise des réfugiés est en fait une crise européenne.

La crise européenne des réfugiés, avec l'Italie qui avait menacé le 28 juin 2017 de fermer ses ports, est une histoire de contradictions politiques et juridiques et de violences administratives et policières. Chaque État prétend appliquer le droit d'asile européen et le droit international, mais la réalité constatée est la même partout : un manque de volonté politique dans l'accueil des réfugiés et un imbroglio administratif et juridique qui permettent de décourager et d'expulser le maximum de demandeurs d'asile des territoires nationaux ou du territoire européen<sup>14</sup>.

La situation s'est aggravée les derniers mois de l'année 2019 avec notamment la criminalisation des ONG comme l'ONG allemande See-Watch qui était venue au secours des demandeurs d'asile en Méditerranée en juin 2019 et dont l'Italie avait refusé le débarquement sur son sol.

Les législateurs européens ont également durci leur législation nationale en matière d'accueil des demandeurs d'asile et d'accès à la procédure d'asile. On peut même affirmer que « La politique d'asile européenne se dirige tout simplement vers une politique xénophobe qui criminalise les demandeurs d'asile. En France, avec la loi « asile et immigration » adoptée le 1<sup>er</sup> août 2018, promulguée le 10 septembre 2018 et entrée en vigueur en janvier 2019, les demandeurs d'asile rencontrent de plus en plus de difficultés pour accéder à la procédure d'asile (...) Aujourd'hui, même en passant plus d'un week-end devant la préfecture (par exemple dans l'Essonne), les chances pour obtenir un ticket sont très minces (...)»<sup>15</sup>. »

De nombreux demandeurs d'asile qui n'ont pas pu obtenir un rendez-vous peuvent ensuite être contrôlés par la police dans la rue ou dans les gares et placés en centre de rétention afin d'être éloignés du territoire national, cela sans jamais avoir pu accéder au guichet de demande d'asile ou même à un avocat ! C'est ce que j'appellerai « le nouveau droit du guichet ». Une pratique administrative de découragement d'accès à la procédure d'asile qui est aussi liée à la dématérialisation des procédures et à une certaine fracture numérique.

Ces nouvelles pratiques juridiques sont pourtant contraires aux normes du droit d'asile européen mais également souvent à des instruments juridiques internationaux dont les principaux sont les suivants :

- la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 ;
- la Convention de Genève sur les réfugiés de 1951 que tous les États-membres de l'Union européenne ont signée ;
- la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, communément appelée Convention européenne des droits de l'homme, qui est un traité international signé par les États membres du Conseil de l'Europe le 4 novembre 1950 et entré en vigueur le 3 septembre 1953 ;
- la Constitution française de 1958 pour le droit d'asile constitutionnel français<sup>16</sup> ;
- la Convention internationale des droits de l'enfant de New-York de 1999 entrée en application en France le 6 septembre 1990<sup>17</sup> ;
- la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne de 2000 ;
- le Règlement du Parlement européen et du Conseil européen n° 604-2013 du 26 juin 2013 dit « Règlement Dublin III », qui est un texte normatif de l'Union européenne, de 49 articles, consacré au règlement juridique du droit d'asile en vertu de la Convention de Genève ;
- les Directives européennes dites « Accueil » et « Retour » de 2013 ;
- la Charte des droits fondamentaux qui est une déclaration des droits fondamentaux adoptée le 7 décembre 2000 par l'Union européenne et mise en œuvre par le traité de Nice. Le traité de Lisbonne de 2007 fait mention de la Charte à l'article 6 du TUE et lui donne une valeur juridiquement contraignante.

Une partie de ces règles juridiques ont été transposées dans les droits nationaux, par exemple en France dans le Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA).

Cette nouvelle attitude politique et juridique européenne vis-à-vis des demandeurs d'asile est liée, enfin, à de nouvelles pratiques politiques de voisinage avec les pays du sud de la Méditerranée. Lors d'un colloque sur les réfugiés que nous avons organisé en France en janvier 2018 au Barreau de la Seine-Saint-Denis (93) avec le soutien de la Commission « Asile » du Barreau<sup>18</sup>, Bahey Eldin Hassan, militant égyptien des droits de l'homme et directeur du CIHRS, a tenu à souligner : « L'Union européenne est responsable de la crise des réfugiés en soutenant les dictatures du sud de la Méditerranée. Un soutien justifié par le fait que les régimes autoritaires seraient un rempart contre le terrorisme et contre l'immigration clandestine<sup>19</sup>. »

## **II. Les facteurs culturels qui accentuent « la crise » migratoire dans l'espace euro-méditerranéen : retour sur les discours médiatiques et juridiques sur « cette crise migratoire »**

Amnesty International, dans un rapport publié le 24 janvier 2019, souligne que « le nombre de personnes arrivant aux frontières extérieures de l'Europe est descendu en 2018 à son niveau le plus bas en cinq ans, selon Frontex, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes. Pourtant, certains responsables politiques maintiennent que la Méditerranée connaît actuellement une « crise » migratoire alors que seules quelque 114 000 personnes réfugiées et migrantes ont traversé la Méditerranée en 2018, atteignant pour la plupart les côtes espagnoles (58 569), grecques (32 497) et italiennes (23 370). Sachant que l'Union européenne compte plus de 500 millions d'habitants et au regard du nombre de personnes en mouvement à l'intérieur de l'Afrique et de l'Asie, on est loin de la « déferlante » décrite parfois (...). Ces politiques exploitent le sujet à des fins politiques<sup>20</sup>.

Aujourd'hui, le vocable le plus utilisé pour décrire les phénomènes politiques et mêmes culturels qui touchent les sociétés du sud de la Méditerranée et ceux qui migrent vers le nord de la Méditerranée pour échapper aux persécutions ou aux guerres est celui de « crise » et de « migrants ».

La Méditerranée peut-elle être encore un carrefour des civilisations qui dialoguent ou doit-elle se réduire à « un cimetière » et une frontière séparant de plus en plus le nord du sud de la Méditerranée ? Quels sont les acteurs de la société civile qui s'engagent contre cette vision erronée de la migration considérée comme un fléau ?

### **Des discours médiatiques malveillants dans un contexte européen politique en tension depuis 2015**

De quelle crise migratoire parle-t-on ? Quel est le langage politique et juridique utilisé pour parler de ces nouveaux dynamismes migratoires dans l'espace euro-méditerranéen ? Derrière les discours, quelle réalité ?

Quand les juristes européens traitent de la question migratoire, ils entendent montrer qu'il y a *une crise* – c'est le terme le plus utilisé. C'est aussi le vocable le plus utilisé par les politiques et les médias européens pour décrire cette nouvelle vague migratoire depuis 2015.

Pourtant, les spécialistes des questions migratoires comme François Héran ou Catherine Wihtol de Wenden avancent que cette crise migratoire est en fait une crise des politiques européennes et une crise de l'accueil.

L'Assemblée du Collège de France a créé une chaire sur les migrations et a décidé de la confier à François Héran, directeur de recherche à l'INED, Institut national d'études démographiques. Une « création qui reconnaît non seulement la nécessité d'étudier ces phénomènes de façon aussi scientifique que possible mais qui met en avant les interactions entre migrations et sociétés : il n'y a pas de sociétés sans migrations et les migrations modifient durablement les sociétés... ». Dans sa séance inaugurale du 5 avril 2018 que l'on peut réécouter en ligne sur le site du Collège de France, François Héran rappelle : « Selon le dernier bilan de l'ONU, 244 millions de personnes vivaient à l'étranger en 2015, dont près de 20 millions de réfugiés. Au-delà d'une

actualité brûlante, révélatrice de tensions majeures dans nos sociétés, la question des migrations internationales doit être abordée par le biais de méthodes sérieuses prenant en compte la diversité des phénomènes migratoires et des questions qu'ils soulèvent. Dans ce domaine, plus que dans tout autre, les idées reçues circulent, parfois imperméables aux faits. »

Face à l'omniprésence du champ lexical de la « crise » dans les analyses du système migratoire méditerranéen, d'autres scientifiques « proposent d'inscrire leur analyse dans une temporalité longue, en opposition au registre de la « rupture » couramment adopté ». C'est le cas aussi de Camille Schmoll, Hélène Thiollet ou Catherine Wihtol de Wenden qui ont codirigé en 2015 un ouvrage collectif (*Migrations en Méditerranée : permanences et mutations à l'heure des révolutions et des crises*). Les spécialistes s'interrogent sur les catégories qui sont utilisées aujourd'hui. Leur réflexion « concerne notamment les catégories qui désignent les individus qui circulent : remise en question des distinctions entre « réfugiés » et « migrants » économiques (chapitre 5), entre « bons » et « mauvais » migrants (chapitre 2), discussion autour de la notion de « passeur » (chapitre 6), etc. La réflexion porte également sur les catégories utilisées pour qualifier les mesures adoptées qui, en matière d'accueil et d'enfermement, oscillent entre registre sécuritaire et humanitaire (chapitre 8) et tendent à « illégaliser » l'émigration des nationaux (chapitre 9). « Dans la continuité, le choix de rassembler des contributions qui pensent indistinctement les pays des rives nord et sud de la Méditerranée comme des États de départ et d'arrivée s'inscrit dans une démarche épistémologique plus large de mise à distance et d'interrogation du regard eurocentré sur les migrations dans cet espace<sup>21</sup>. »

## CONCLUSION

**Quelles solutions ? Celle des États contre celle de la société civile et des juristes praticiens du droit et défenseurs des droits humains et du droit d'asile ?**



### ***Des réponses non adaptées et contradictoires des États***

Depuis décembre 2018, on entre, avec le « pacte de Marrakech », dans une nouvelle phase du droit d'asile. Le Pacte mondial sur les Migrations, piloté par l'ONU approuvé à Marrakech en décembre 2018, est destiné à renforcer la coopération internationale pour une « migration sûre, ordonnée et régulière ». Des représentants de plus de 150 pays se sont réunis pour approuver ce Pacte mondial sur les migrations. C'est la première fois dans l'histoire que la question migratoire est discutée au sein des Nations Unies.

Si on ne veut pas faire de la Méditerranée uniquement un cimetière marin et une frontière infranchissable entre le Nord et le Sud, il faudrait repenser complètement la politique migratoire européenne pour éviter que « la polarité demeure dans les thématiques de l'échange » entre le nord et le sud de la Méditerranée<sup>22</sup>. Il faudrait refaire de la Méditerranée un espace d'échanges pas seulement économiques, militaires et sécuritaires mais également culturels et humains. Il faudrait enfin repenser la politique des visas et ouvrir davantage les frontières. Cela permettrait aussi que le droit d'asile ne soit pas utilisé à des fins autres que la protection internationale.

Certains juristes français et européens – souvent des théoriciens du droit et non des praticiens – pensent aujourd'hui que la seule solution pour sauver le droit d'asile européen est de créer des *hotspots* fermés en Europe et en Afrique. Faire endosser aux pays du sud de la Méditerranée « le rôle de barrières sécuritaires » de l'Union européenne, construire au sud « une zone-tampon, une marge d'empire dans toute son épaisseur<sup>23</sup> » n'est pas non plus une solution. De nombreux chercheurs suggèrent comme Colette Alcaraz de « repenser les dynamiques migratoires pour la coopération euro-méditerranéenne<sup>24</sup> ». D'autres comme Catherine Wihtol de Wenden appellent aussi à l'émergence d'un droit à la mobilité et rappellent que « La difficile gestion des flux migratoires par les États amène à un constat sévère : la fermeture des frontières ne fonctionne pas de manière satisfaisante, elle viole souvent les droits de l'homme, et le coût du contrôle est considérable au regard des résultats. Un coût humain,

financier, diplomatique, dont l'effet de dissuasion annoncé ne s'est pas vérifié au cours des trente dernières années : les migrations progressent selon un processus lent et continu et vont se poursuivre car elles sont structurellement liées aux situations des pays de départ et d'arrivée<sup>25</sup>. »

***Le rôle joué par les avocats défenseurs des droits humains : entre solidarité et nouveaux combats juridiques collectifs nationaux et transnationaux***

De très nombreux acteurs de la société civile du Nord et du Sud se mobilisent autour de la question migratoire et tentent d'apporter des réponses différentes aux politiques sécuritaires qui deviennent la norme. Les avocats européens font partie de ces acteurs actifs de la société civile. Ils défendent les droits des demandeurs d'asile et participent de plus en plus à des actions collectives inter-européennes et parfois internationales.

En Europe, l'association « European lawyers in Lesvos » (ELIL)<sup>26</sup>, financée notamment par les barreaux européens, témoigne de l'engagement des avocats européens spécialisés en droit d'asile qui apportent depuis 2015 une assistance gratuite aux demandeurs d'asile dans le camp de réfugiés de Moria sur l'île grecque de Lesbos. La plupart des demandeurs d'asile dans le camp de Moria sont Syriens et Irakiens mais également en provenance d'Asie (Afghans...) et d'Afrique subsaharienne (Soudanais, Éthiopiens, Maliens, Ivoiriens, Nigériens ou Congolais...).

Depuis 2016, les avocats volontaires européens ont assisté plus de 9 000 personnes 74,5 % ont obtenu le statut de réfugié. Le rôle des avocats et leur solidarité au niveau européen sont aussi de rappeler que les demandeurs d'asile ont des droits. Le premier d'entre eux étant de pouvoir bénéficier d'un médecin, d'un interprète et d'une assistance juridique.

D'autres initiatives d'envergure entre avocats et associations européennes fleurissent depuis plusieurs années. Ainsi, pendant deux

jours, les 17 et 18 février 2018, des associations et des avocats français comme l'A.D.D.E (Avocats pour la défense des droits des étrangers) sont intervenus à la frontière entre la France et l'Italie pour permettre aux personnes se présentant à la frontière française d'exercer leurs droits, conformément à ce que prévoient le droit français, le droit européen et le droit international<sup>27</sup>.

On assiste aujourd'hui à un conflit de normes juridiques et à des divergences d'interprétation du droit d'asile dont les textes fondamentaux ont été rédigés au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Les États l'ont bien compris, et ils essaient parfois de passer outre le droit quand ils perdent. Ils préfèrent faire passer en force, sans concertation avec les professions juridiques, des lois qui se durcissent dans le domaine de l'asile<sup>28</sup>. Des États qui transgressent leur propre droit. Sur ce point, on pourra se référer à la revue *Hommes et Migrations* du Musée français de l'histoire de l'immigration (n° 1328, janvier-mars 2020), *Les Réfugiés dans l'impasse*, et au dossier que nous avons coordonné pour ladite revue et qui s'intitule « La route des réfugiés est-elle une voie sans issue ? ».

## NOTES

- 1 Voir sur le site de l'IRDIES les interventions concernant la journée d'étude et de réflexion organisée par le GISTI et l'IRDIES sur « le droit d'asile à l'épreuve de l'externalisation des politiques migratoires », 18 janvier 2019.
- 2 Avocate au Barreau de Paris entre 2011 et 2016 et au Barreau de la Seine-Saint-Denis depuis 2016 jusqu'à ce jour, membre de l'ADDE (Avocats pour la défense des droits des étrangers), avocate volontaire dans le camp de réfugiés de Moria en Grèce fin 2016 dans le cadre du projet européen soutenu par les Barreaux européens ; « European lawyers in Lesbos » ou ELIL, membre de l'association des juristes franco-colombiens et membre de l'association IDEF (International du droit d'expression et d'inspiration françaises).
- 3 Doctorat en droit obtenu en 2008 à l'université Paris-Panthéon-Sorbonne sur la question de la réception notamment du droit français dans l'Égypte ottomane islamique puis coloniale à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et jusque dans les années 50 (« Les transferts juridiques en Égypte, l'héritage des années 1875-1949 »).
- 4 Sur ce thème lire l'ouvrage collectif (2005), *Le Partenariat euro-méditerranéen à l'heure de l'élargissement de l'Union européenne*, A. Berramdane (s. dir.), Paris, Khartala, 430 p.

- 5 M.N. Tannous (2017), « De Barcelone à Tunis : l'idée de Méditerranée en quête d'elle-même », in Matthieu Rey et Henry Laurens (dir.), *Méditerranées politiques*, Paris, PUF, La vie des idées, p. 57-75.
- 6 G. Feuer (2005), préface de l'ouvrage collectif, *Le Partenariat euro-méditerranéen à l'heure de l'élargissement de l'Union européenne*, A. Berramdane (dir.), Paris, Karthala, 430 p.
- 7 F. Cooper et J. Burbank (2011), *Empires : de la Chine ancienne à nos jours*, Paris, Payot, 688 p.
- 8 M.N. Tannous (2017), article précité, p. 57-75 ; lire aussi de cette auteure : *Chirac, Assad et les autres : les relations franco-syriennes depuis 1946*, PUF, 400 p.
- 9 M.N. Tannous, article précité.
- 10 I. Lendrevie (2017), « Migrants : comment l'Union européenne transgresse le droit », in *Orient XXI*, 17 janvier, source : <https://orientxxi.info/magazine/migrants-comment-l-union-europeenne-transgresse-le-droit,1662>.
- 11 Voir sur le site de l'IRDIES les interventions concernant la journée d'étude et de réflexion organisée par le GISTI et l'IRDIES sur « Le droit d'asile à l'épreuve de l'externalisation des politiques migratoires », 18 janvier 2019.
- 12 Règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013, source : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32013R0604>
- 13 I. Lendrevie (2017), « Voyage au bout de l'enfer pour les dublinés, ces réfugiés dont l'Europe ne veut pas », in *Orient XXI*, 12 juillet. Source : <https://orientxxi.info/magazine/voyage-au-bout-de-l-enfer-pour-les-dublins-ces-refugies-dont-l-europe-ne-veut,1946>
- 14 I. Lendrevie (2017), article précité.
- 15 Voir article à paraître d'I. Lendrevie et de H. Codandaramane (étudiant en droit), « Des milliers de voyages vers un désespoir complet ou la fin d'une politique française et européenne d'accueil des réfugiés et d'accès à la procédure d'asile en 2019 ? ».
- 16 Voir sur ce point la Constitution française de 1958, source : <https://www.conseil-constitutionnel.fr/le-bloc-de-constitutionnalite/texte-integral-de-la-constitution-du-4-octobre-1958-en-vigueur>
- 17 Lire cette Convention : <https://www.unicef.fr/sites/default/files/convention-des-droits-de-lenfant.pdf>
- 18 Colloque du Barreau de la Seine-Saint-Denis (93) en France, janvier 2018 : « La route des réfugiés est-elle une voie sans issue ? », actes du colloque publiés en janvier-mars 2020 dans le dossier « Les réfugiés dans l'impasse ? », coordonné par Isabelle Lendrevie pour la revue française *Hommes et migrations* du Musée de l'histoire de l'immigration, source : <https://www.histoire-immigration.fr/hommes-migrations/numeros/les-refugies-dans-l-impasse>
- 19 Voir l'article « L'Union européenne est responsable de la crise des réfugiés ! » de Bahey Eldin Hassan, dans *Orient XXI*, 3 mai 2018, source : <https://orientxxi.info/magazine/l-union-europeenne-est-responsable-de-la-crise-des-refugies,2434>.

- 20 Rapport d'Amnesty International de janvier 2019, « La « crise des réfugiés », une crise des politiques européennes », source : <https://www.amnesty.fr/refugies-et-migrants/actualites/la-crise-des-refugies-une-crise-de-politiques>
- 21 C. Schmoll, H. Thiollet, C. Wihtol de Wenden (2015), *Migrations en Méditerranée : permanence et mutations à l'heure de révolutions et des crises*, Paris, CNRS Éditions, 282 p. Référence électronique, Sara Casella Colombeau, Schmoll Camille, Thiollet Hélène, Wihtol de Wenden Catherine (2015), *Migrations en Méditerranée : permanence et mutations à l'heure de révolutions et des crises*, Paris, CNRS Éditions, 282 p., *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [en ligne], 145 | septembre 2019, mis en ligne le 19 mars 2018, consulté le 31 août 2019. URL : <http://journals.openedition.org/remmm/10192>
- 22 M.N. Tannous, article précité.
- 23 M. N. Tannous, article précité.
- 24 C. Alcaraz (2015/4), « Repenser les dynamiques migratoires pour la coopération euro-méditerranéenne », in *Confluences Méditerranée*, n° 95, p. 167 à 178, L'Harmattan, source : <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2015-4-page-167.htm>
- 25 Catherine Wihtol de Wenden (2014), *Faut-il ouvrir les frontières ?*, Paris, La Bibliothèque du citoyen, Presses de Science Po, 100 p.
- 26 Sur cette association, « European lawyers in Lesvos », voir le site : <https://www.europeanlawyersinlesvos.eu>
- 27 Ces avocats étaient Français et Italiens et venaient de Nice, Lyon, Paris ou Toulouse..., Milan, Gênes ou Turin... et ont observé la situation à la frontière et assisté des personnes illégalement refoulées de France, pour qu'elles fassent valoir leurs droits devant le tribunal administratif de Nice. Ce dernier a été saisi de 20 cas de refoulements d'enfants non-accompagnés. Cette opération d'envergure a été rendue nécessaire car les autorités françaises continuent de bafouer les droits des personnes qui franchissent la frontière pour rejoindre le territoire français. La préfecture, à la suite de cette opération franco-italienne, a été condamnée par le tribunal administratif de Nice et n'a pourtant pas souhaité faire appel. Sur cette opération qui a eu lieu en février 2018, voir le rapport de la CIMADE, « Frontière franco-italienne : associations et avocat-e-s se mobilisent pour le respect du droit d'asile et la protection des enfants étrangers », source : <https://www.lacimade.org/presse/frontiere-franco-italienne-associations-avocat-e-s-se-mobilisent-respect-dasile-protection-enfants-etrangers/>
- 28 I. Lendrevie (2020), « Les avocats et le droit d'asile depuis la crise dite des réfugiés de 2015 », dans *Hommes et Migrations*, n° 1328, janvier-mars, source : <https://www.histoire-immigration.fr/hommes-migrations/article/les-avocats-et-le-droit-d-asile-europeen-depuis-la-crise-dite-des-refugiés>. Extrait : « Le droit européen actuel en matière d'asile se trouve aujourd'hui en tension avec les juridictions nationales de pays comme, par exemple, la France, la Hongrie ou l'Italie. Devant cette crise du droit d'asile, les avocats se mobilisent car le développement de politiques sécuritaires et répressives est le signe d'une crise politique, juridique et judiciaire qui a transformé les dispositions prévues par le droit d'asile européen en véritable parcours du combattant pour les migrants. En cause, parmi d'autres, le règlement dit « Dublin III » de 2013 imposant l'instruction des dossiers de demande d'asile dans le premier pays par lequel les migrants sont entrés dans l'espace Schengen... »

# De la question migratoire dans l'agenda africain du Maroc : entre défis internes et enjeux externes

---

*M'hammed Belarbi*

## Résumé

En 2013, le Maroc a été le premier pays en Afrique à prendre la décision de changer de politique migratoire. Plus de cinq ans après l'adoption de sa nouvelle stratégie nationale pour l'immigration et l'asile, le constat est celui d'une lenteur certaine dans l'opérationnalisation des mesures prévues. Si la phase de régularisation des migrants est à mettre au crédit de cette politique, la phase de leur intégration effective apparaît plus problématique. Instrument de sa politique étrangère africaine, la diplomatie migratoire s'ajoute aux défis internes du Royaume. En prenant le contrepied de l'attitude européenne et en cherchant à constituer un exemple de bonnes pratiques pour tout ce qui a trait au dossier migratoire, il est nécessaire de recadrer positivement le discours sur les migrations et d'éclairer le débat sur les réalités migratoires pour être en phase avec les objectifs du Pacte mondial sur les migrations.

**Mots-clés** : politique d'immigration, politique africaine, intégration, migrants subsahariens, régularisation, Pacte mondial sur les migrations.

## Abstract

In 2013, Morocco was the first country in Africa to take the decision to change its migration policy. More than five years after the adoption of its

new national strategy for immigration and asylum, the observation is that of a visible slowness in the operationalization of the planned measures. If the regularization phase of migrants has benefited from this policy, the phase of their effective integration appears more problematic. As an instrument of its African foreign policy, migration diplomacy adds to the internal challenges of the Kingdom. By taking the opposite view of the European attitude and seeking to constitute an example of good practice for everything related to the migration issue, there is a need to positively review the discourse on migration and clarify the debate on the realities to be in line with the objectives of the Global Compact on Migration.

**Keywords:** Immigration policy, African policy, Integration, Sub-Saharan migrants, Regularization, Global Compact on Migration.

## Introduction

Les politiques migratoires sont analysées par un grand nombre de disciplines : les sciences politiques, le droit, l'économie, la démographie, l'anthropologie, la sociologie et, de plus en plus, les relations internationales. Les processus d'élaboration et de transformation des politiques migratoires peuvent être analysés à l'aune de différents modèles explicatifs. On distingue notamment les approches structurelles de travaux plus axés sur les acteurs. Les premières mettent l'accent sur les déterminants historiques ou sur des contraintes institutionnelles plus récentes. Les secondes s'intéressent davantage au rôle des réseaux et des intérêts constitués dans l'élaboration de ces politiques. Toutefois, la production des politiques de l'immigration s'effectue également au stade de leur mise en œuvre.

Il en résulte que les politiques de l'immigration constituent, en ce sens, l'ensemble des objectifs visés et des moyens déployés par l'État afin d'encadrer, contrôler et réguler la présence des migrants et les flux migratoires sur son territoire. Elles peuvent encourager l'immigration comme elles peuvent chercher à la limiter, voire la supprimer<sup>1</sup>. L'action publique en matière d'immigration s'en trouve donc complexifiée et se produit dans des contextes d'interactions complexes avec

d'autres éléments : des législations et des politiques, des sociétés, un système de relations internationales, des systèmes économiques, des représentations, des systèmes de valeurs et de vie.

La perception négative de l'immigration impulse des politiques publiques restrictives. Elle fournit une légitimation aux politiques sécuritaires et policières dans le domaine migratoire, en termes de répression, d'ordre, de fermeté et de fermeture, d'enfermement, d'expulsion, d'atteinte aux droits humains fondamentaux<sup>2</sup>. Ainsi, dans les pays occidentaux, cette vision en est venue à dominer les élections. Les populations s'inquiètent de l'impact de la migration internationale sur leur société et leur identité, tandis que les dirigeants politiques, préoccupés par les conséquences sécuritaires, continuent d'instaurer des politiques migratoires de plus en plus restrictives<sup>3</sup>. Une seconde vision, totalement opposée à la précédente, conçoit l'immigration comme une opportunité, une chance, un apport bénéfique multiforme (aux plans économique, social et culturel). Elle donne lieu à de véritables politiques de coopération et à un partenariat bilatéral ou multilatéral, réel au plan migratoire<sup>4</sup>.

Dans le cas particulier du Maroc, la politique migratoire paraît tenter de répondre à une situation nouvelle et à de nouveaux défis suivant une approche cherchant à être plus en harmonie avec les engagements internationaux du pays et sa constitution actuelle, mettant l'accent sur le respect des droits humains et la primauté des conventions internationales. Le Maroc étant d'abord un pays d'émigration, sa préoccupation a été principalement orientée vers la situation de ses ressortissants à l'étranger, grands contributeurs au développement du pays et eux-mêmes confrontés à des problèmes liés à leur intégration dans les pays d'accueil. Ce n'est qu'entre 2006 et 2013 que le Maroc va passer progressivement d'un pays de transit à un pays d'accueil des migrants, notamment les Subsahariens.

En ce sens, un tournant important s'est imposé depuis septembre 2013 avec le rapport du Conseil national des droits de l'homme (CNDH) nommé « Étrangers et droits de l'homme au Maroc : pour une politique



d'asile et immigration radicalement nouvelle » qui a déclenché un processus de réforme législative et une nouvelle stratégie nationale pour l'immigration et l'asile, qui inclut des campagnes de régularisation. La politique nationale de l'immigration et de l'asile engagée en 2014 puise ses origines dans cette fondamentale mutation. Inscrite en faveur d'une gouvernance mondiale de la migration, la politique migratoire marocaine s'illustre également par l'opération exceptionnelle de régularisation de la situation de milliers de migrants irréguliers en vue de leur assurer une meilleure intégration et, par conséquent, d'instaurer une meilleure gestion des flux migratoires.

Toutefois, entre les discours entourant la ou les migration(s) au Maroc, l'opacité de certaines « réalités » et procédures, un contexte économique difficile, le Royaume doit aujourd'hui faire face à des défis majeurs concomitants et souvent perçus comme antagonistes. Tout en continuant d'opposer son refus aux nombreuses demandes européennes (création de centres de rétention, débarquement des migrants sauvés en mer, étude des demandes d'asile en Europe depuis le sol marocain, entre autres), les récents déplacements forcés de migrants subsahariens du nord vers le sud du Maroc sont en contradiction avec la nouvelle politique migratoire basée sur une démarche humaniste et solidaire. Cela devrait conduire à réorienter les discours autour de la migration et des différentes populations migrantes qui s'expriment régulièrement en indexant l'étranger davantage que s'attachant aux différentes cohérences ou incohérences, visibles ou moins visibles, liées aux politiques de l'emploi et de l'immigration au Maroc, découlant de règles et de pratiques des acteurs dont les déterminants en action sont bien plus diversifiés que ceux que renferme le cadre du droit positif.

Or, en plus des défis liés à l'intégration socio-économique des migrants subsahariens, les menaces soulevées par l'imbrication entre les réseaux de migration clandestine et les groupes criminels et terroristes imposent aux pouvoirs publics marocains de revoir conséquemment les modalités de leurs actions. Tout en considérant que la récente campagne de régularisation est une étape importante dans la mise en place d'une politique d'immigration au Maroc, nous nous demandons

si celle-ci s'insère dans la politique africaine du Maroc ou si elle n'est qu'une réponse à la pression de l'Union européenne (pour lutter contre l'émigration irrégulière) ?

La compréhension donc du contexte dans lequel a émergé cette politique migratoire du Maroc, ayant trait aux migrants subsahariens et leur insertion économique et sociale au Maroc, passe nécessairement par la corrélation entre la politique migratoire et la politique africaine du Maroc. En effet, la réorientation de sa diplomatie économique en direction du continent africain n'est pas sans influence sur sa politique migratoire. C'est pourquoi la façon dont ces leviers et ces moyens ont été intégrés à la politique africaine du Maroc demeure un objet faiblement étudié.

De toute évidence, l'État marocain est sommé de faire face à deux volontés contradictoires : la volonté des migrants attachés à leur « droit » à la mobilité et la volonté européenne d'empêcher leur entrée par tous les moyens dont elle dispose. En ce sens, la récente reconfiguration des fonctions de l'État marocain comme un pays à la fois d'émigration et d'immigration explique en quelque sorte les difficultés à redéfinir le statut du Maroc dans le système migratoire régional et mondial. Celle-ci modifie même les schémas d'analyse. En fait, outre que le tournant pour le Maroc de devenir terre d'accueil est relativement récent, les recherches et les enquêtes en sont à leurs débuts<sup>5</sup>. Toutefois, les premiers résultats permettent surtout de souligner les questionnements les plus récurrents, autour de la question de l'intégration multidimensionnelle des migrants<sup>6</sup>. Les récentes « crises » de l'immigration dans l'Union européenne et aux États-Unis d'Amérique ont recentré l'attention des chercheurs sur les processus contestés de la gouvernance des migrations. D'où il découle que la thématique de la migration est l'objet de nombreuses rencontres internationales<sup>7</sup>.

En partant de l'hypothèse que la politique migratoire mise en place par le Maroc envers les migrants subsahariens est l'aboutissement de sa politique africaine, nous souhaitons explorer les questions qui lui sont connexes en termes d'enjeux et de défis d'intégration des

migrants régularisés. Utilisé de plus en plus comme allant de soi dans les discours publics, le terme « intégration » concernant l'installation des Subsahariens au Maroc devrait pourtant être systématiquement redéfini dans le contexte politique et historique marocain<sup>8</sup>. Il s'inscrit aussi dans un contexte de transition d'un pays d'origine et de transit de la migration en un pays de destination et de résidence.

Nous essaierons au vu du contexte national, régional et mondial de mettre en évidence la possible convergence des politiques africaine et migratoire du Maroc. Pour ce faire, nous mobiliserons des sources documentaires (textes juridiques, rapports des institutions et des documents divers en relation avec la thématique) et des données qualitatives et quantitatives.

## **I. Valorisation stratégique et défis de l'accueil des migrants subsahariens**

Le déploiement d'une politique africaine par le Maroc a effectivement accentué le phénomène migratoire observé dès le début des années 2000. La fermeture des frontières européennes et les crises politiques, économiques et sociales dans certains pays africains provoquent des départs de populations jeunes vers le Maroc et partant pour l'Europe<sup>9</sup>. Ces départs alimentent le développement de nouveaux courants migratoires, principalement à partir de l'Afrique de l'Ouest. Face aux pressions qui s'exercent sur les frontières sud, est et nord du Maroc, les pouvoirs publics ont multiplié les initiatives politiques pour s'adapter à cette nouvelle donne tout en tentant de limiter le nombre d'entrées des immigrés illégaux sur le territoire et de réduire leur volonté d'en sortir en direction de l'Europe<sup>10</sup>. Depuis 2005, les conditions de vie des migrants subsahariens et le traitement accordé à la migration subsaharienne au Maroc ont été mis en lumière et dénoncés. Cette catégorie de migrants, rendue plus visible, est devenue une préoccupation affichée tant par des organisations de la société civile que par des institutions nationales et supranationales.

La pression des flux de population en partance ou transitant par le Maroc vers l'Europe a été à l'origine de la prise en compte du volet immigration dans l'agenda politique de l'État marocain à partir de 2013<sup>11</sup>. Ainsi, les pouvoirs publics marocains ont lancé une vaste opération de régularisation des populations subsahariennes (irrégulières). Les mobilités sud-sud commencent de ce fait à être considérées « autrement<sup>12</sup> ». Si la tendance à la complexification du phénomène migratoire continue et si les aspects mobilitaires sud-sud deviennent plus saillants, le flux le plus visible pour le Maroc est celui constitué par les migrations d'origine subsaharienne.

Durant la décennie 2000, des citoyens d'Afrique subsaharienne font le voyage jusqu'au Maroc avec l'espoir de passer en Europe. Entrées de façons régulière ou clandestine, ces populations ont comme motif principal de transiter par le Maroc pour atteindre la rive nord de la Méditerranée, *via* les enclaves occupées de Sebta et Mellilia. Or, en 2005, avec les événements de Sebta et Mellilia, le Maroc se découvre un pays de transit<sup>13</sup>.

Alors que les pays européens préoccupés par les conséquences sécuritaires continuent d'instaurer des politiques migratoires de plus en plus restrictives, le Maroc va passer progressivement d'un pays de transit à un pays d'accueil de ces migrants. Dès lors, dix ans après la loi sécuritaire 02-03 et notamment grâce à l'activité des associations de migrants, la nouvelle politique migratoire est lancée au Maroc en 2013. Le Maroc a consenti à cette démarche à un moment où la gestion des migrants clandestins aux portes de l'Europe est de plus en plus critiquée. Cependant, la présence subsaharienne révèle aussi d'autres aspects de l'immigration, occultés par les préoccupations sécuritaires, que la « nouvelle politique migratoire » tente d'humaniser. Celle-ci est susceptible de contribuer à changer le paradigme de la migration, caractérisé par des relations « asymétriques<sup>14</sup> ». À l'heure où le Maroc renforce sa coopération en Afrique par le biais de plusieurs accords économiques, commerciaux et diplomatiques, il est difficile pour le chercheur de ne pas voir dans cette démarche un positionnement stratégique visant à participer à la reconfiguration de la géopolitique africaine.

## 1. L'esquisse d'une politique marocaine d'immigration

En 2013, le Maroc a été le premier pays de la région à prendre la décision de changer de politique migratoire. Devenu une terre d'accueil et de passage, il a dû mettre en œuvre une stratégie d'action publique, une politique d'immigration radicalement nouvelle. Les prémices de la nécessité d'adopter une approche axée sur les droits humains en matière de migration apparaissent dans la Constitution de 2011<sup>15</sup>. En ce sens, dans sa note de synthèse datée du juillet 2013, le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) a recommandé la mise en place d'une panoplie de mesures en faveur des migrants et notamment des Subsahariens pour l'amélioration de leurs conditions de vie et la lutte contre toute forme de discrimination à leur égard<sup>16</sup>. La démarche du CNDH s'est voulue ambitieuse en ce qu'elle a donné au Maroc la capacité de pouvoir devenir un pays d'accueil. En septembre 2013, les recommandations émanant du CNDH ont été favorablement accueillies par le chef de l'État. Désormais, la feuille de route royale expose la nouvelle politique migratoire du pays, qui s'appuiera sur quatre volets : « la situation des réfugiés et des demandes d'asile, les étrangers en situation administrative irrégulière, les étrangers en situation régulière et la lutte contre la traite des personnes ».

En novembre 2013, dans son discours à l'occasion du 38<sup>e</sup> anniversaire de la Marche verte, le Roi appelle le gouvernement à mettre en place une politique migratoire globale fondée sur « une approche humanitaire conforme aux engagements internationaux du Maroc et respectueuse des droits des immigrés ». La décision royale a débouché sur une nouvelle politique publique d'immigration et d'asile. Cette dernière s'est matérialisée par la mise en place d'un ensemble de mécanismes et d'institutions chargées de sa concrétisation. C'est ainsi que, dans la foulée, le ministère délégué chargé des Marocains résidant à l'étranger a été rebaptisé « Ministère délégué chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration<sup>17</sup> ». Ce ministère est l'instance chargée de la coordination globale de la mise en œuvre de la politique migratoire<sup>18</sup>.

La stratégie nationale d'immigration et d'asile prend forme avec le lancement des premières campagnes de régularisation. Par la suite, le Maroc ambitionne de proposer un modèle d'intégration et de protection plus diffus sur le continent africain. Désormais, le royaume est le premier pays du sud de la Méditerranée à adopter une politique migratoire inclusive. Le Maroc lança alors une vaste campagne de régularisation et s'engagea à mieux élaborer une politique d'intégration et à y associer la société civile. Celle-ci, très critique, n'a jamais hésité à faire état de la situation désastreuse des migrants subsahariens, des violences racistes et des discriminations dont ils étaient victimes. En répondant aux doléances de la société civile, on a fait de celle-ci un des acteurs impliqués dans la mise en place de cette nouvelle politique migratoire. Ainsi, les associations de la société civile, nationales et internationales, qui œuvrent dans le domaine de la migration et des droits fondamentaux individuels et collectifs ont été, depuis le début, considérées comme partenaires et « parties prenantes » de ce processus<sup>19</sup>.

La première phase de ce dispositif a été initiée en décembre 2014, la seconde en 2016-2017. Le royaume a également mis à niveau son cadre réglementaire et ouvert l'accès des services de base aux migrants et aux réfugiés (éducation, santé, logement, formation professionnelle, emploi...).

## **2. La régularisation des migrants subsahariens à l'épreuve de leur intégration**

En 2013, le Maroc a connu un véritable tournant dans la conception qu'il se fait des migrations et de son rôle en la matière. Le traitement de la question migratoire s'était fait jusque-là par touches successives, et très souvent dans le sens de l'évolution des « politiques migratoires européennes<sup>20</sup> ».

La campagne de régularisation des migrants en situation irrégulière est l'une des recommandations-phares contenues dans le rapport du CNDH déjà cité. Celui-ci a estimé « qu'il est temps que le gouvernement

considère officiellement l'élaboration et la mise en place d'une opération de régularisation exceptionnelle de certaines catégories de migrants en situation administrative irrégulière ». En novembre 2013, les critères d'éligibilité à l'opération de régularisation qui se tiendra tout au long de l'année 2014 ont été arrêtés. Six catégories d'immigrés irréguliers sont concernées : les étrangers conjoints de ressortissants marocains, les conjoints d'autres étrangers en résidence régulière au Maroc, les enfants issus des deux catégories d'immigrés précédentes, les étrangers disposant de contrats de travail effectifs, ceux justifiant de cinq ans de résidence continue au Maroc et enfin les étrangers atteints de maladies graves.

Au terme de la première opération de régularisation, ce sont donc près de 23 096 personnes qui ont été régularisées sur un total de 27 649 demandes<sup>21</sup>. Les demandes déposées ont émané de 116 nationalités. Pourtant, cette campagne de régularisation a été caractérisée par la forte présence des migrants subsahariens qui ont déposé plus de 13 000 dossiers de régularisation, soit environ 50 % du total des dossiers déposés. Les Sénégalais viennent en tête : 24 % du total des demandes déposées, suivis par les Nigériens (8,7 %), les Camerounais (8,90 %), les Ivoiriens (8,30 %), les Guinéens (5 %), les Congolais (4,90 %) et les Maliens (4 %).

En décembre 2016, les bureaux des étrangers ont donc été ré-ouverts pour mener à bien une deuxième opération de régularisation des étrangers en situation irrégulière. Le même dispositif a été redéployé que lors de la première phase. Cette deuxième opération a abouti à la régularisation de plus de 20 000 étrangers sur un total de plus de 28 400 demandes représentant 113 nationalités<sup>22</sup>. Ces demandes ont été déposées principalement par des ressortissants du Sénégal (24 %), de Côte d'Ivoire (18 %), de Guinée-Conakry (6 %) et du Cameroun (6 %)<sup>23</sup>. Avec des critères assez souples, c'est près de 90 % des demandes qui ont été satisfaites. Bien entendu, la majorité des migrants subsahariens présents au Maroc sont originaires des pays avec lesquels le Maroc a établi des relations institutionnelles, commerciales et financières, à savoir le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Conakry, le Cameroun, le Mali et le Congo-Brazzaville.

Toutefois, il semble pertinent de relever par ailleurs la nouvelle terminologie utilisée. Il n'est désormais plus question d'« opération de régularisation des étrangers en situation irrégulière » mais d'une « deuxième phase d'intégration des personnes en situation irrégulière ». En remplaçant « régularisation » par « intégration », on comprend que l'acte administratif de régularisation est le processus par lequel l'intégration s'opère. Donc, il ne suffit pas de régulariser les personnes, encore faut-il savoir leur assurer les conditions de leur intégration.

Si la régularisation est la recommandation de base, permettant aux migrants d'accéder au droit au séjour en règle, la réussite d'une telle politique nécessite l'intégration et l'insertion des migrants au sein de la société marocaine. En ce sens, l'intégration économique des migrants subsahariens constitue un des défis majeurs de la nouvelle politique de migration. Cette question se pose avec acuité. Il s'agit de s'intéresser au marché du travail et, partant, à sa capacité d'absorber les migrants qui sont dans la majeure partie des jeunes en âge de travailler et ayant un niveau scolaire dépassant le secondaire. De plus, la diversité des profils des Subsahariens sur le territoire marocain renseigne sur la nécessité de multiplier les canaux d'insertion<sup>24</sup>.

La Stratégie nationale d'immigration et d'asile (SNIA), pensée et adoptée en décembre 2014, ambitionne la pleine intégration des migrants et des réfugiés. Ces différentes actions visent à faire bénéficier les étrangers de certains droits au même titre que les Marocains. Pour se faire, la SNIA s'est fixé pour objectifs stratégiques la gestion des flux migratoires dans le respect des droits humains, la mise en place d'un cadre institutionnel efficient, la facilitation de l'intégration des immigrés réguliers et, enfin, la mise à niveau du cadre réglementaire.

Pour répondre aux quatre objectifs fixés, la SNIA est soutenue par 6 principes directeurs et se décline en 11 principaux programmes d'action sectoriels et transverses avec 27 objectifs spécifiques et 81 actions, touchant des domaines fondamentaux, à savoir



l'éducation, la santé, le logement, l'assistance sociale et humanitaire, la formation professionnelle et l'emploi, la gestion des flux migratoires et la lutte contre la traite des êtres humains, la coopération et les partenariats internationaux, le cadre réglementaire et conventionnel, la gouvernance et la communication.

Présentée comme étant la pierre angulaire de l'intégration des étrangers à travers leur accès au système éducatif, l'une des mesures importantes de la Stratégie est contenue dans son premier programme consacré à l'éducation et à la culture. Son but est de faire bénéficier les étrangers des mêmes droits que ceux des Marocains en la matière et de se conformer ainsi aux engagements constitutionnels et internationaux du Maroc. Certes, l'ouverture de l'école aux étrangers (notamment subsahariens) constitue un premier pas vers l'intégration des immigrés au Maroc<sup>25</sup>. En effet, les efforts marocains pour inclure les enfants des migrants subsahariens dans le système éducatif ont été salués dans le rapport de suivi sur l'éducation 2019 de l'UNESCO. Il n'en demeure pas moins que les mesures en matière d'éducation constituent davantage des effets d'annonce. Ce constat pour le moins mitigé s'applique également à d'autres mesures entreprises dans les domaines de l'emploi, de la santé ou encore de l'accès au logement.

Dans le domaine de la santé, plutôt que de les inclure dans le Régime d'assistance médicale (RAMED), c'est un régime spécifique qui a été monté pour les étrangers. En matière d'accès au logement, la Stratégie prévoit l'intégration des immigrés et des réfugiés dans les programmes de logements sociaux subventionnés par l'État. Quant à l'emploi, si des amendements ont été apportés à certains textes de loi pour faciliter l'accès des étrangers au marché de l'emploi, ils demeurent toutefois limités. Bien que le principe de la préférence nationale ait été levé pour les migrants régularisés, il n'en demeure pas moins qu'ils ne sont pas autorisés à exercer certains métiers (avocat ou notaire, par exemple).

Bien entendu, la territorialisation de la stratégie figure parmi les priorités sur lesquelles se penche le Maroc. L'objectif étant de garantir l'opérationnalité de ce dispositif et de maîtriser son impact sur les

bénéficiaires. A cet égard, des efforts sont déployés pour renforcer la sensibilisation et la formation des acteurs territoriaux en matière de gestion migratoire et pour favoriser la mise en réseau et la mutualisation des expériences dans ce domaine. La planification et la coordination de l'ensemble des interventions permettraient par ailleurs de développer des axes de partenariat pour le déploiement territorial de la Stratégie nationale d'immigration et d'asile.

Ceci dit, en dépit du volontarisme présidant à l'élaboration de la nouvelle politique migratoire et malgré sa cohérence apparente, celle-ci est l'émanation d'une approche *top-down* s'appuyant dans sa mise en œuvre sur une autre approche, *bottom-up*, visant son appropriation par les différents acteurs.

Néanmoins, en prônant une *dé-sécurisation* du fait migratoire subsaharien au niveau national et en aspirant à un rôle accru du royaume dans la mise en œuvre d'un agenda africain sur les migrations, la diplomatie migratoire est un objectif ambitieux. En somme, les deux opérations de régularisation des étrangers en situation irrégulière ont été menées de manière à régulariser le plus grand nombre de migrants, conformément aux instructions qui ont été données, dans le but de faire aboutir la politique africaine initiée par le Roi.

## **II. La nouvelle politique migratoire marocaine comme instrument diplomatique**

Les migrations internationales et les politiques étrangères des États étaient habituellement considérées comme deux phénomènes séparés. Cette séparation s'exprime dans le fait que les questions migratoires sont perçues dans les pays d'immigration comme des affaires intérieures, à l'exception notable des pays constitués sur la base de l'immigration (les États-Unis, le Canada, la Nouvelle Zélande ou l'Australie<sup>26</sup>) dont la gestion est souvent confiée aux ministères de l'Intérieur<sup>27</sup>. Or, comme enjeu des relations internationales, la question migratoire est devenue un des instruments des politiques étrangères aussi bien des pays d'immigration que des pays de départ<sup>28</sup>. En ce

sens, la politique migratoire volontariste du Maroc est susceptible d'être interprétée comme un virage anti-occidental contre une politique européenne protectionniste en échange d'une coopération plus agissante avec les pays africains, qui force l'admiration des acteurs internationaux et régionaux.

Depuis son lancement, la promotion à l'étranger de la nouvelle politique migratoire jouit d'une place prépondérante dans la communication officielle<sup>29</sup>. Le discours officiel est en premier lieu porté par le Roi, qui définit les grandes orientations de la politique étrangère. En effet, les discours prononcés à l'occasion du 38<sup>e</sup> anniversaire de la Marche verte (6 novembre 2013) et du 63<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple (20 août 2016) sont à cet égard centraux lorsque l'on cherche à étudier le sens que le Maroc souhaite donner à sa politique migratoire. Désormais, le royaume se positionne en tant que médiateur euro-africain d'un système de gouvernement des migrations<sup>30</sup>.

Durant ces dernières années, l'engagement du Royaume dans la gouvernance de la migration s'est concrétisé dans plusieurs dynamiques, internationales et nationales. La coopération avancée avec l'Union européenne, la facilitation des dynamiques de dialogue comme le Processus de Rabat ou la co-présidence du Forum global pour la migration et le développement, mais aussi la désignation du Roi comme « leader de l'Union africaine pour la migration » et sa proposition d'un Observatoire africain des migrations mettent en avant la volonté du Maroc d'être parmi les protagonistes du débat international sur les migrations.

En bref, la stratégie de coopération consiste à renforcer la position géopolitique du Maroc dans la gestion internationale des problématiques migratoires et, partant, à saisir les opportunités offertes par la migration pour stimuler une coopération du développement sud-sud et de fructueux partenariats avec les pays africains. Mais les questions migratoires, en particulier, constituent à la fois un sujet sensible et un levier stratégique de cette coopération.

En effet, l'accueil des migrants subsahariens au Maroc est à la fois une conséquence de son agenda africain et une condition de sa réussite.

## **1. La politique migratoire marocaine ou le *soft power* d'une stratégie diplomatique**

La politique étrangère du Maroc sous le règne de Mohammed VI se précise de plus en plus, et l'on voit se dessiner les contours d'une véritable stratégie africaine dont l'une des finalités a été le retour du Maroc dans l'Union africaine (UA), « sa famille institutionnelle<sup>31</sup> ». La réintégration en 2017 dans l'UA en 2017 a eu lieu après une intense activité diplomatique conduite par le roi Mohammed VI à destination de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique de l'Est. Se tournant résolument vers l'Afrique, le Maroc a mobilisé plusieurs outils diplomatiques relevant du *soft power*. Ainsi, la diplomatie migratoire n'est que le dernier-né de la stratégie africaine du Royaume qui mise déjà beaucoup sur l'économie et la diplomatie religieuse. Il semble, toutefois, utile de rappeler que, dès 2006, la politique migratoire marocaine, restrictive jusqu'alors, avait commencé à s'infléchir dans une perspective sud-sud. Travaillant à promouvoir une approche équilibrée Union européenne-Maroc-Afrique de l'Ouest, le Royaume ne peut, en effet, envisager de s'extraire de son contexte régional, notamment lorsqu'il vise à y retrouver pleinement sa place.

La nouvelle stratégie marocaine a donc consisté à occuper la position de chef de file dans des domaines variés en mobilisant les outils du *soft power*, notamment les questions migratoires. Le discours tenu au Maroc devant un public marocain et étranger (organisations internationales, services de coopération étrangère, diplomates africains et européens...) et à l'international démontre que la question migratoire est une ressource utilisée par le Maroc pour mieux affirmer son rôle sur la scène internationale et en particulier dans la région euro-africaine. Promouvant une solidarité sud-sud, le Maroc ne pouvait traiter les migrants irréguliers comme les traitent les pays du nord. De ce point de vue, il devait faire valoir un « avantage comparatif ». Pour autant, le traitement des migrants subsahariens est davantage conditionné

par les intérêts et les impératifs du Royaume en matière de politique étrangère. Comment admettre l'insoutenable écart entre, d'un côté, revendiquer le respect des droits et la dignité des émigrés marocains, notamment en Europe, et, de l'autre, le refuser à ses immigrés subsahariens ?

Au-delà d'interrogations légitimes sur la possible dimension instrumentale de cette diplomatie migratoire, la reconnaissance de la question de l'immigration subsaharienne est un geste symbolique fort à destination des pays d'origine des migrants subsahariens dont le soutien est un enjeu pour le Maroc dans le dossier des provinces sahariennes.

Par ailleurs, le Maroc se pense comme le moteur et le garant d'une nouvelle approche concertée et inclusive de la migration, en particulier en ce qui concerne son traitement régional. Il s'agit de considérer la migration comme un facteur de développement économique et de traiter les migrants à travers le paradigme de la sécurité humaine et non de la seule sécurité de l'État. Il s'agit surtout de défendre les intérêts africains sur les questions migratoires et d'être à l'initiative d'un nouveau mode de gouvernance régional. Cette posture est clairement établie dans le discours du monarque à propos de l'Initiative africaine pour la migration et le développement portée par le Maroc, « une initiative axée sur une vision africaine commune et des principes humanitaires devant présider aux questions migratoires. Elle s'appuie également sur la responsabilité partagée entre les pays d'origine, de transit et d'accueil et sur le lien étroit entre immigration et développement<sup>32</sup> ».

La question migratoire constitue, dès lors, une ressource politique, qui permet au Maroc de négocier des contreparties conséquentes, en tentant ainsi de se positionner en tant que médiateur entre l'Europe et l'Afrique occidentale au sein d'un système de gouvernement régional des migrations. De cette manière, les mesures prises par le Maroc dans le domaine ne sauraient être interprétées comme étant le résultat exclusif de pressions européennes. A travers sa diplomatie proactive,

Le Maroc est déterminé à s'imposer en modèle de la gouvernance migratoire. Il ne manque pas de vanter les mérites d'une approche humaniste, responsable et respectueuse des droits de l'homme aux différents sommets et forums internationaux. La communication marocaine insiste sur les opérations de régularisation des migrants en situation irrégulière et sur la stratégie nationale multidimensionnelle pensée pour leur intégration.

Par ailleurs, les contraintes du jeu politique régional et international et leurs récents développements introduisent la question des droits des migrants comme une de ses importantes variables et imposent de la prendre en compte, notamment comme une de ses nouvelles ressources.

## **2. Le modèle migratoire marocain au prisme du Pacte mondial de la migration**

**Le Pacte mondial a été** adopté à Marrakech les 10 et 11 décembre 2018, à l'issue de dix-huit mois de consultations et de négociations. Les représentants de 160 pays (sur les 193) membres des Nations Unies se sont retrouvés au Maroc pour la signature du pacte pour « des migrations sûres, ordonnées et régulières<sup>33</sup> ». Il est présenté comme le premier accord des Nations Unies sur une approche globale des migrations internationales dans toutes ses dimensions. S'il vise à devenir la pierre angulaire d'une gouvernance mondiale des migrations, souhaitée par la communauté internationale, il se heurte pourtant à des priorités nationales contradictoires en fonction des enjeux de chaque État. Dès lors, le Pacte mondial sur les migrations poursuit une démarche plus pragmatique. Il reflète une préférence pour des instruments de *soft law*, capables de répondre à des problématiques de manière plus ciblée et flexible. C'est-à-dire qu'il s'agit d'un texte qui ne s'accompagne pas de contraintes juridiques<sup>34</sup> mais qui a une valeur symbolique qui invite les États à coopérer pour mieux gérer les flux migratoires. La dynamique du Pacte mondial est donc en train de revoir et de consolider les cadres de la gouvernance globale des migrations.

Mais cette révision va-t-elle avoir un impact concret sur le modèle migratoire marocain ?

D'emblée, en l'absence de toute contrainte, il est clair que ce Pacte fait de la coopération internationale la clé de la gestion des migrations internationales. Les engagements des États signataires seront organisés autour de trois piliers (une *compréhension commune*, des *responsabilités partagées* et une *unité de la cause*<sup>35</sup>). Ensuite, pour la mise en place d'un système de gouvernance globale des migrations, 23 objectifs sont présentés et complétés par une série de mesures qui visent leur implémentation. Des mécanismes de suivi et de monitoring sont envisagés selon les objectifs à atteindre. De plus, le suivi du processus d'implémentation des objectifs se traduit dans l'établissement d'un forum global de révision et de suivi<sup>36</sup>, responsable des discussions intergouvernementales relatives à l'implémentation des objectifs. Cependant, l'efficacité de ce mécanisme de suivi dépendra fortement de la volonté des États-membres de le mettre en pratique. Trois exemples seront ainsi présentés en vue de mettre en évidence certains points de convergence et les divergences entre les options politiques prévues dans cet accord et la gouvernance marocaine en la matière.

Premièrement, les deux campagnes de régularisation qui ont été menées au Maroc, en 2014 et en 2017, s'alignent sur trois objectifs du Pacte pour les migrations. En premier lieu, la situation administrative des personnes migrantes qui ont bénéficié de cette campagne a été régularisée (objectif 4). Ensuite, les bénéficiaires de la régularisation jouissent d'une palette de droits plus large comparée à celle des personnes en situation irrégulière et ont désormais le droit d'accéder à une gamme plus complète de services (objectif 15) – y compris l'accès au système de santé (RAMED) et à l'Agence nationale de la promotion de l'emploi (ANAPEC) (objectif 6).

La coordination et le dialogue entre les institutions nationales et les acteurs de la société civile a entraîné des changements positifs entre la première campagne et la seconde<sup>37</sup>. Ainsi, les critères de

la deuxième campagne ont été assouplis en incluant les mineurs non accompagnés et en acceptant une justification de l'activité professionnelle ne faisant pas l'objet d'un contrat de travail. Sur ce, le Pacte pourrait accentuer une synergie déjà positive, en fournissant un appui ultérieur et un cadre global d'action dans lequel les campagnes de régularisation pourraient s'inscrire comme bonne pratique. Cependant, l'amélioration de l'accès des migrants aux services de base reste un pas nécessaire pour le Maroc. Comme il a été déjà souligné, l'insuffisance de l'accès au système éducatif, au logement et aux soins entraîne souvent une marginalisation des individus au lieu d'encourager leur intégration.

Par ailleurs, le retour et la réadmission des migrants sont souvent l'objet de débats dans les accords bilatéraux du Royaume, surtout avec l'Union européenne. Notamment, l'accord de réadmission avec l'Union européenne n'a toujours pas été conclu, même si les premières négociations datent de 2000. En réponse à cet échec, plusieurs accords bilatéraux ont été conclus entre le Maroc et certains pays européens (Espagne, Italie, France et Allemagne)<sup>38</sup>. La raison de l'absence d'accord avec l'UE est en grande partie attribuée à la question de la réadmission des ressortissants des pays tiers qui ont traversé le Maroc pour rejoindre un pays de l'UE. Au niveau des relations avec les pays de l'Afrique subsaharienne, le Maroc ne peut être perçu comme un collaborateur dans la déportation des nationaux des pays africains. Cette clause très délicate présente aussi des difficultés techniques, comme le coût économique très élevé (et qui souvent est objet d'une demande de soutien financier à l'UE) ou encore la difficulté de déterminer avec exactitude le parcours de la personne à expulser.

Considérant que l'objectif 21 du Pacte mondial ne fait pas de référence directe aux problématiques des ressortissants des pays tiers, il risque de ne pas impacter considérablement les politiques marocaines. Il n'est pas exclu que le Maroc poursuive sa politique africaine et signe des autres accords bilatéraux qui entraîneront la réadmission, mais il n'est pas apte à donner un nouvel élan politique à l'accord de réadmission avec l'UE. Cependant, l'impact du Pacte dans ce domaine est à chercher dans la réaffirmation de l'importance du principe de non-refoulement,



qui est réaffirmé comme principe fondamental du droit international. Le respect absolu de ce principe est essentiel pour assurer l'intégrité des droits des personnes migrantes, et il serait important de le renforcer avant l'adoption du texte, notamment en prévoyant des mécanismes et mesures concrètes. Une liaison avec l'objectif 11, qui plaide pour une meilleure gestion des frontières, serait envisageable particulièrement pour ce qui concerne la garantie du respect des droits humains des migrants, quel que soit leur statut.

Par ailleurs, concernant l'exemple de la lutte contre la traite des humains, les trafiquants et l'approche sécuritaire, les objectifs 9, 10 et 11 visent la prévention de la traite des personnes migrantes et le renforcement de la lutte contre les trafiquants et leurs réseaux, ainsi que la gestion coordonnée des frontières. La proximité géographique de l'UE, avec le détroit de Gibraltar et les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, a toujours fait du Maroc un pays de transit des migrations vers l'Europe. Ces frontières sont parmi les plus contrôlées au monde.

Pourtant, la coopération sécuritaire entre l'Europe et le Royaume a toujours été concrète, et, notamment en ce qui concerne les frontières des villes espagnoles sur le territoire marocain – Ceuta et Melilla –, la collaboration entre les forces de police marocaines et espagnoles est continue. Malgré cela, la seule sécurisation des frontières n'est pas suffisante pour l'élimination du trafic des personnes migrantes. Le franchissement des frontières est influencé par des facteurs exogènes au contrôle frontalier, et des études montrent comment la fermeture complète de cette frontière est loin d'être possible<sup>39</sup>. En revanche, les tensions entre le Maroc et l'Algérie constituent un obstacle signifiant pour la coopération dans le cadre de la lutte contre la traite. Ceci dit, en cas d'implémentation des dispositions du Pacte, le renforcement du volet sécuritaire peut entraîner une répression des réseaux de traite à court terme, mais sur le long terme, c'est le développement des voies garanties d'émigration régulière et la promotion de la liberté de circulation qui aideront considérablement à combattre ce phénomène.

En définitive, dans l'impossibilité de prévoir le futur, le positionnement actuel du Maroc à l'international et ses engagements en termes de politique migratoire rendent improbable un rejet à la dernière minute de ces accords. De cette mise au point des confluences et divergences entre les politiques publiques migratoires du Maroc et les lignes directrices de la gouvernance internationale de la migration il ressort que la gestion marocaine des politiques migratoires s'aligne sur les prescriptions du Pacte, mais plusieurs défis sont encore à relever : le renforcement du respect des droits humains des migrants (notamment aux frontières et dans les campements, où ils sont exposés à des violences et à des discriminations majeures) et l'amélioration de l'accès aux services de base.

## **Conclusion**

Nous pouvons affirmer que le Maroc a initié en septembre 2013 une véritable refonte de sa politique migratoire. Celle-ci adopte une approche soucieuse du respect des droits humains, rompant ainsi avec la situation profondément marquée par la dimension sécuritaire qui prévalait jusque-là. Cette démarche répond à des besoins divers tels qu'une meilleure gestion des flux migratoires, la construction de l'État de droit, le respect des engagements internationaux ou encore l'ambition d'occuper le rôle de médiateur régional entre l'Europe et l'Afrique en la matière.

En dépit des intentions affichées, pour permettre l'intégration des immigrés (notamment les Subsahariens), la SNIA n'assure pas la protection des migrants. Elle ne favorise leur accès ni à l'emploi ni au logement. La valorisation du capital humain, culturel, économique et social des migrants est quasi absente. En somme, les nouvelles options de la politique migratoire marocaine restent peu efficaces pour garantir une véritable intégration des migrants. Cette situation est due principalement non pas au manque de volonté politique mais à la difficulté pour le Maroc de mettre en place des politiques publiques sociales au bénéfice de l'ensemble de la population et donc, par conséquent, au bénéfice des migrants. En même temps, l'État

marocain ne peut échapper aux contraintes qui le lient à l'UE, tout particulièrement la question du contrôle de ses frontières. Il en découle que la politique migratoire nationale demeure entravée<sup>40</sup>.

Par ailleurs, si le positionnement des acteurs internationaux glisse vers la priorisation de la bonne coopération entre les États (souvent motivée par des préoccupations sécuritaires), l'intégration des personnes migrantes restera le moteur de tout changement positif. En interne, les véritables éléments d'appréciation de la réussite ou de l'échec de cette politique publique sont l'intégration socio-politique et l'insertion économique des immigrés au sein de la société marocaine. Cette politique publique, incontestablement juste et fondée, dépendra du degré d'ouverture et d'acceptation de ces populations par la société marocaine. Sur le plan externe, l'Afrique est un acteur central dans la question migratoire. Il importe de mesurer à l'avenir le degré d'implication de l'Europe dans l'aide à l'auto-développement de l'Afrique, car tant qu'une partie de sa jeunesse sera sans perspective d'avenir au sein du continent elle sera attirée par l'Eldorado européen, tout proche.

Pour toutes ces raisons, le Maroc doit être un exemple de bonnes pratiques pour tout ce qui a trait au dossier migratoire. Voilà pourquoi cette responsabilité prise par le Maroc en ce domaine devrait amener tous les acteurs, gouvernementaux et non gouvernementaux, à mettre à niveau toutes les composantes de la politique migratoire nationale. Aussi y a-t-il la nécessité de recadrer positivement le discours sur les migrations, de reconnaître et de faire connaître les contributions multidimensionnelles de la migration.

## NOTES

- 1 N. Fischer, C. Hamidi (2016), *Les Politiques migratoires*, Paris, la Découverte, p. 9-28.
- 2 J. Costa-Lascoux, P. Weil (dir.) (1992), *Logiques d'État et immigrations*, Paris, Kime Editions.
- 3 D. Bigo (1998), « Sécurité et immigration: vers une gouvernementalité par l'inquiétude ? », *Culture et Conflits*, n° 31-32, p. 13-38.

- 4 F. Channac (2006), « Vers une politique publique internationale des migrations ? Réseaux politiques et processus de transfert de modèles », *Revue française de science politique*, vol. 56, n° 3, juin, p. 393-408.
- 5 R. Benlabbah (2015), *Migrants d'Afrique de l'Ouest au Maroc : établissement des Subsahariens et gestion étatique du phénomène migratoire*, L'Harmattan, p. 28-33.
- 6 F. Ait Ben Lmadani, Z. Chattou (2014), *Migrations sénégalaises au Maroc*, Rapport de recherche, Rabat, Programme MIM-AMERM ; AMERM (2008), *L'Immigration subsaharienne au Maroc : analyse socio-économique*, Rabat.
- 7 L'intérêt porté au Maroc sur cette question et sa responsabilité sont d'autant plus grands qu'il a co-présidé avec l'Allemagne du 5 au 7 décembre 2018 à Marrakech le Forum mondial migration et développement et qu'il a abrité à la même période (10 et 11 décembre 2018) la réunion intergouvernementale de haut niveau devant donner lieu à l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, suite à la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrations adoptée le 19 septembre 2016 par l'Assemblée générale de l'ONU et des consultations en la matière à travers le monde.
- 8 P. De Cuyper, M. González Garibay (2013), *The Evaluation of integration policies across the OECD*, Louvain.
- 9 A. Antill (2003), « Le Royaume du Maroc et sa politique envers l'Afrique subsaharienne », étude réalisé par l'Institut français des relations internationales (IFRI), novembre.
- 10 La loi 02-03 relative à l'entrée et au séjour des étrangers et à l'émigration et l'immigration irrégulières – adoptée en 2003 – est caractérisée par sa forte orientation sécuritaire au détriment de la garantie du respect des droits internationalement reconnus aux étrangers.
- 11 R. Benlabbah, *op. cit.*
- 12 H. Alami Mchichi (dir.) (2018), *Un autre regard sur les migrations : expériences du Maroc*, Paris, L'Harmattan.
- 13 En 2005, suite à plusieurs tentatives de franchissement des frontières qui séparent le Maroc des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, 11 ressortissants subsahariens sont tués par balles par la police aux frontières. Ces événements attirent une attention médiatique importante – de la presse marocaine et internationale – sur la question des « migrants aux portes de l'Europe », bloqués au Maroc.
- 14 N. El Qadim (2015), *Le Gouvernement asymétrique des migrations : Maroc/Union européenne*, Paris, Dalloz.
- 15 Dans son préambule, il est réaffirmé : « son attachement aux droits de l'homme tels qu'ils sont universellement reconnus ». L'article 30 garantit pour sa part aux étrangers les « [...] libertés fondamentales reconnues aux citoyennes et citoyens marocains [...] ».
- 16 Le CNDH a réclamé, entre autres, la reconnaissance du statut de réfugié, la délivrance de titres de séjour, le renforcement du principe de non-refoulement arbitraire et l'encadrement des procédures administratives par un dispositif juridique. Il a incité

également à un traitement juste et équilibré des individus en présence non régulière sur le sol marocain, en fonction de la durée du séjour et de la situation matrimoniale. Cf. Résumé exécutif d'un rapport thématique du CNDH : « Etrangers et droits de l'homme au Maroc : pour une politique d'asile et d'émigration radicalement nouvelle ». <http://www.cndh.org.ma/fr/rapports-thematiques/conclusions-et-recommandations-du-rapport-etrangers-et-droits-de-lhomme>.

- 17 Il est à souligner qu'à la suite du remaniement ministériel et de la nouvelle architecture gouvernementale d'octobre 2019, ce département, qui avait en charge (jusqu'ici) à la fois les Marocains résidant à l'étranger et les Affaires de la migration, n'inclut plus les « affaires migratoires » dans sa nouvelle appellation. Alors que ces dernières années, cette direction reste stratégique pour un pays ayant fait de la migration un levier diplomatique, c'est le ministère des Affaires étrangères, de la Coopération africaine (auparavant dénommée Coopération internationale) et des MRE, qui est désormais également chargé des Affaires de la migration.
- 18 Parmi les autres acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la nouvelle politique d'immigration figurent : le ministère de l'Intérieur, la Délégation interministérielle des droits de l'homme (DIDH), le CNDH ; les autres ministères sont associés selon leurs attributions et domaines de compétence (ministère de l'Éducation, ministère de la Santé), etc.
- 19 On peut citer à cet égard : le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR), le Groupe antiraciste de défense et d'accompagnement des étrangers et migrants (GADEM), l'Association Lumière sur l'émigration clandestine au Maghreb (ALECMA), Caritas Maroc, etc.
- 20 N. El-Qadim (2010), « La politique migratoire européenne vue du Maroc : contraintes et opportunités », *Politique européenne*, vol. 31, n° 2, p. 91-118.
- 21 Politique nationale d'immigration et d'asile, Ministère délégué chargé des Marocains résidant à l'étranger et des Affaires de la migration, Rapport 2018, p. 72-73.
- 22 *Idem*.
- 23 Politique nationale d'immigration et d'asile, Ministère délégué chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration, Rapport 2017, p. 98.
- 24 F. Ait Ben Lmadani, « La nouvelle politique migratoire du Maroc : constats et défis », dans H. Alami Mchichi (dir.), *Un autre regard sur les migrations*, op. cit., p. 133-149.
- 25 Il semble important de relever que la circulaire n° 13-487 du ministère de l'Éducation nationale a été adressée aux directeurs des établissements scolaires publics et privés le 9 octobre 2013, soit après le lancement de la nouvelle politique migratoire mais avant celui de la SNIA. Celle-ci acte la décision « d'inscrire les élèves étrangers [notamment les élèves étrangers issus des pays du Sahel et des pays subsahariens] dans les établissements de l'éducation et de l'enseignement public et privé et aussi de leur permettre de bénéficier des cours de l'éducation non formelle ».
- 26 Ces pays ont chacun un ministère spécifiquement dédié aux questions migratoires.
- 27 C'est le cas des pays comme la France, la Belgique, l'Espagne, l'Italie...

- 28 P. Milza (2012), « Chapitre 14. Migrations et relations internationales », F. Robert (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 329-343 ; H. Thiollet (2010), « Migrations et relations internationales », *Transcontinentales* [en ligne], 8/9, document 2, mis en ligne le 31 décembre 2010, consulté le 16 août 2019.  
<http://journals.openedition.org/transcontinentales/787>
- 29 A cet égard, il semble pertinent de noter que sur les 11 programmes de la SNIA, un programme a été consacré à la coopération et aux partenariats internationaux, tandis qu'un autre a été entièrement dédié à la gouvernance et à la communication.
- 30 N. El Qadim, *Le Gouvernement asymétrique des migrations : Maroc/Union européenne*, op. cit.
- 31 Cette expression a été employée par le Roi Mohammed VI dans son discours à l'occasion du 17<sup>e</sup> anniversaire de la Fête du Trône, le 30 juillet 2016. L'expression a largement été reprise par la suite pour faire référence à l'Union africaine.
- 32 Discours de S.M. le Roi à l'occasion du 38<sup>e</sup> anniversaire de la Marche verte, 6 novembre 2013.
- 33 Le pacte ne s'est pas fait sans réticences, ce qui prouve encore une fois que les modalités de gestion de la question migratoire ne font pas l'unanimité. Ainsi, l'adoption officielle du pacte a eu lieu lors de la réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies du 18 décembre 2018 : 152 pays ont voté en faveur du texte, cinq (5) contre (États-Unis, Hongrie, République tchèque, Pologne et Israël), douze (12) se sont abstenus.
- 34 Comme écrit dans la dernière version disponible en ligne : « Ce Pacte mondial présente un cadre de coopération, non contraignant, basé sur les engagements agrégés par les États-membres dans la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants. Il encourage la coopération internationale parmi tous les acteurs pertinents sur la migration, en reconnaissant qu'aucun État ne peut adresser la migration seul, tout en maintenant la souveraineté des États et leurs obligations découlant du droit international. » Cf. Pacte mondial pour la migration, art. 6, disponible au : <https://refugeesmigrants.un.org/migration-compact>.
- 35 Cf. article 8 du Pacte mondial pour la migration.
- 36 Nommé « International Migration Review Forum ».
- 37 Pour la première campagne, nous nous permettons de renvoyer à : « Maroc : entre raffles et régularisations, bilan d'une politique migratoire incertaine », FIDH et GADEM, 30/03/2015.
- 38 Le Maroc a signé des accords de réadmission avec l'Allemagne (1998), l'Espagne (1992), la France (1983), l'Italie (1998) et le Portugal (1999).
- 39 S. Carrera, J.P. Cassarino, N. El Qadim, M. Lahlou et L. der Hertog (2016), « EU-Morocco Cooperation on Readmission, Borders and Protection : a model to follow ? », *CEPS Paper in Liberty and Security*, CEPS, n° 87.

- 40 J.N. Ferrié (2020), « Contraintes et limites de la politique migratoire marocaine », *Migrations Société*, vol. 179, n° 1, p. 109-113.

## BIBLIOGRAPHIE

- Ait Ben Lmadani F., Chattou Z. (2014), *Migrations sénégalaises au Maroc*, Rapport de recherche, Rabat, Programme MIM-AMERM.
- Alami Mchichi H. (dir.) (2018), *Un autre regard sur les migrations : expériences du Maroc*, Paris, L'Harmattan.
- AMERM (2008), *L'immigration subsaharienne au Maroc : analyse socio-économique*, Rabat.
- Antill A. (2003), « Le Royaume du Maroc et sa politique envers l'Afrique subsaharienne », étude réalisé par l'Institut français des relations internationales (IFRI), novembre.
- Benlabbah R. (2015), *Migrants d'Afrique de l'Ouest au Maroc : établissements des Subsahariens et gestion étatique du phénomène migratoire*, Paris, L'Harmattan.
- Bigo D. (1998), « Sécurité et immigration : vers une gouvernementalité par l'inquiétude ? », *Culture et Conflits*, n° 31-32.
- Carrera S., Cassarino J.P., El Qadim N., Mehdi Lahlou M. et den Hertog L. (2016), « EU-Morocco Cooperation on Readmission, Borders and Protection : a model to follow ? », *CEPS Paper in Liberty and Security*, CEPS, n° 87.
- Channac F. (2006), « Vers une politique publique internationale des migrations ? Réseaux politiques et processus de transfert de modèles », *Revue française de science politique*, vol. 56, n° 3.
- Conseil national des droits de l'homme (2013), *Etrangers et droits de l'homme au Maroc : pour une politique d'asile et d'émigration radicalement nouvelle*, Rapport thématique, Rabat.
- Costa-Lascoux J., Weil P., (dir.) (1992), *Logiques d'État et immigrations*, Paris, Kime Editions.

- De Cuyper P., González Garibay M. (2013), *The Evaluation of integration policies across the OECD*, Louvain.
- El Qadim N. (2015), *Le Gouvernement asymétrique des migrations: Maroc/ Union européenne*, Paris, Dalloz.
- El Qadim N. (2010), « La politique migratoire européenne vue du Maroc : contraintes et opportunités », *Politique européenne*, vol. 31, n° 2.
- Ferrié J.N. (2020), « Contraintes et limites de la politique migratoire marocaine », *Migrations Société*, vol. 179, n° 1.
- Fischer N., Hamidi C. (2016), *Les Politiques migratoires*, Paris, La Découverte.
- Milza P. (2012), « Chapitre 14. Migrations et relations internationales », dans F. Robert (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Ministère délégué chargé des Marocains résidant à l'étranger et des Affaires de la migration, *Politique nationale d'immigration et d'asile*, Rabat, Rapports de 2017 et de 2018.
- Pacte mondial pour la Migration, <https://refugeesmigrants.un.org/migration-compact>.
- Thiollet H. (2010), « Migrations et relations internationales », *Transcontinentales* [en ligne], 8/9, document 2, mis en ligne le 31 décembre 2010, consulté le 16 août 2019. URL : <http://journals.openedition.org/transcontinentales/787>.





# Le Maroc et l'Union européenne : vers un partenariat migratoire

---

*Rafik Naimi*

## Résumé

Le Maroc est un pays historiquement ouvert aux échanges internationaux, notamment avec l'Union européenne (UE). Des considérations principalement historiques (le Protectorat français sur le Maroc) mais aussi géographiques ont présidé à ce choix. Ainsi, les deux partenaires signent à Rabat leur premier accord le 31 mars 1969. Depuis cette date, les accords entre le Maroc et l'UE se sont multipliés pour créer, au bout de l'analyse, le terreau d'un véritable partenariat. Dans cette perspective, et pour la première fois de son histoire, le Maroc s'est vu attribuer le statut avancé en octobre 2008. Mieux encore, le 7 juin 2013, le Maroc signe avec l'UE un accord baptisé « Partenariat pour la mobilité (PMM) ». Comment la question migratoire a-t-elle été traitée dans le cadre de ce partenariat Maroc-UE ? Peut-on faire de l'immigration un levier de développement local ?

## Introduction

La migration peut être définie comme le déplacement de personnes généralement pour des raisons professionnelles, politiques ou même personnelles, afin de pouvoir s'établir dans un autre pays, soit de façon provisoire, soit de façon définitive.

A vrai dire, c'est un phénomène ancien. Dans l'histoire de la civilisation musulmane, on se souvient de la migration du prophète Mohammed, après qu'il ait été persécuté par les Mecquois.

Dans la tradition judéo-chrétienne, Moïse subit le même sort. Après avoir constaté l'état d'esclavagisme institutionnalisé infligé par pharaon aux juifs d'Égypte, il décida de quitter ce pays à bord d'un bateau avec une minorité de juifs ayant cru en sa prophétie. Pharaon et ses soldats apprirent la nouvelle, les poursuivirent et se noyèrent.

Autrement dit, la migration est un phénomène à la fois ancien et récent. C'est-à-dire que le mouvement migratoire continue de se pérenniser dans le temps, tant que les facteurs responsables du mouvement migratoire restent les mêmes, à savoir les facteurs économiques, politiques, professionnels ou, tout simplement, personnels.

Le Maroc, à l'image de beaucoup de pays en développement (PED), n'a pas échappé à la règle. Il a connu à son tour une migration à un rythme accéléré en direction de l'Union européenne (UE), notamment durant les dix dernières décennies.

Il aurait donc fallu assurer par les pays de l'UE, en collaboration étroite avec leurs partenaires, une gestion efficace des flux migratoires, à travers un instrument juridique pertinent, en l'occurrence le partenariat.

Dans cette perspective, il y a lieu de préciser que le Maroc est le partenaire par excellence de l'UE. Des considérations historiques, cristallisées notamment par le protectorat français sur le Maroc, mais aussi des considérations géographiques, voire même géopolitiques, ont présidé à ce choix. Celui d'instaurer un partenariat principalement avec les pays de l'Union.

Il convient de rappeler à cet égard que les deux partenaires, le Maroc et l'UE, signent à Rabat leur premier accord le 31 mars 1969. Depuis cette date, les accords entre le Maroc et l'UE se sont multipliés pour créer *in fine* le terreau d'un véritable partenariat.

En effet, pour la première fois de son histoire, le Maroc s'est vu attribuer, le Statut avancé, en octobre 2008<sup>1</sup>. Le 7 juin 2013, le Maroc

et l'UE franchissent un nouveau palier en matière de migration en inaugurant un nouveau partenariat baptisé « Partenariat pour la mobilité » (PPM<sup>2</sup>).

La problématique qui nous interpelle en tant que chercheur est de savoir comment la question migratoire a été traitée dans le cadre de ce partenariat pour la mobilité. Comment le Maroc peut-il en tirer profit en faisant de la question migratoire un véritable levier de développement économique et social ?

Pour répondre à cette problématique, nous avons adopté respectivement une approche analytique et une approche comparative. Nous allons développer dans une première partie le partenariat pour la mobilité afin de pouvoir parler, dans une deuxième partie, des mécanismes ou dispositifs que le Maroc est en mesure de mobiliser, afin de pouvoir profiter pleinement des perspectives qu'offre le partenariat.

## **Première partie : le partenariat pour la mobilité**

Ce qu'il faut d'abord préciser, c'est que le partenariat pour la mobilité (PPM) est un accord qui a été signé le 7 juin 2013 entre, d'une part, le Maroc et, d'autre part, certains pays de l'UE : l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, les Pays-Bas, la Suède, le Royaume-Uni, la France, l'Italie, le Portugal.

C'est un accord qui s'inscrit dans le cadre de la prolongation des accords de partenariat précédents signés entre le Maroc et l'UE. Il s'agit principalement de l'accord euro-méditerranéen d'association de 1996, entré en vigueur en 2000, du Plan d'action Maroc-UE de 2005, établi dans le cadre de la Politique européenne de voisinage (PEV), du Statut avancé octroyé par l'UE au Maroc en 2008 et du plan d'action pour la mise en œuvre du statut avancé couvrant la période 2013 à 2017.

L'actuel PPM a été élaboré en parfaite cohérence avec les recommandations et les orientations du Dialogue euro-africain sur la migration et le développement (Processus de Rabat), le Dialogue UE-Afrique, le Dialogue 5+5 et le Forum mondial sur la migration et le développement.

La particularité de cet accord – ou de cette déclaration – est que les pays de l'UE constatent avec force qu'une bonne gestion de la migration ne peut se faire seulement avec le renforcement des mesures de contrôle mais nécessite un travail en amont, un travail en profondeur sur les causes profondes de la migration, à savoir la pauvreté et les déséquilibres économiques et sociaux.

Plus concrètement, le PPM est basé sur quatre priorités. La première priorité consiste à assurer une bonne gestion de la migration régulière ; la deuxième est centrée sur la lutte contre l'immigration irrégulière ; la troisième est focalisée sur la promotion du couple migration-développement, et la quatrième est limitée au respect des conventions internationales relatives à la protection des réfugiés.

En ce qui concerne la première priorité, c'est-à-dire mobilité et migration régulière et intégration, elle s'est traduite notamment par l'adoption d'un certain nombre de mesures afin de pouvoir favoriser une migration légale, conforme aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers dans l'espace européen.

Parmi les mesures prises dans ce sens on peut citer, entre autres, l'amélioration des prestations consulaires et des conditions de délivrance des visas Schengen, une bonne sensibilisation des Marocains possédant des qualifications professionnelles sur les offres d'emploi, d'études et de formation dans les pays de l'UE, la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles et universitaires et la promotion du rôle des associations issues de l'immigration pour lutter contre les stéréotypes et la xénophobie<sup>3</sup>.

S'agissant de la deuxième priorité du PPM, à savoir la lutte contre l'immigration irrégulière et la gestion des frontières<sup>4</sup>, il faut souligner que la réadmission et le retour forcé de migrants en situation irrégulière dans les pays de l'UE constituent la mesure-phare de cette priorité<sup>5</sup>.

Il faut dans ce contexte rappeler que les négociations entre le Maroc et l'UE sur les accords de réadmission ont débuté en 2003. Ils n'ont repris qu'en 2014<sup>6</sup>, une année après la mise en œuvre du PPM. En d'autres termes, le PPM a permis la reprise des négociations sur l'accord de réadmission entre le Maroc et l'UE.

Or, cet accord de réadmission présente la particularité de prévoir le retour et le départ forcés aussi bien des migrants marocains se trouvant en Europe dans une situation irrégulière que des ressortissants des pays tiers, principalement les migrants subsahariens<sup>7</sup>.

L'accord de réadmission est en cours de négociation entre les partenaires. Pour l'heure, le Maroc refuse de le signer, sans pouvoir pour autant en négocier le contenu, d'autant qu'il a changé de posture depuis sa réintégration au sein de l'Union africaine, le 30 janvier 2017.

En parallèle, d'autres dispositifs favorisant la lutte contre l'immigration clandestine ont été pris dans le cadre du PPM. Il s'agit principalement de l'échange d'informations entre le Maroc et les pays signataires sur la détection et le démantèlement des réseaux de trafiquants de migrants, la prévention de la migration des mineurs non accompagnés et la réinsertion socio-économique des migrants en situation irrégulière au Maroc.

La troisième priorité sur laquelle est fondé le PPM est le renforcement de la coopération entre le Maroc et l'UE. Le but est de promouvoir le développement économique et social des régions à fort potentiel migratoire dans la perspective de créer des emplois. Pour ce faire, les partenaires comptent aussi bien sur l'appui de la société civile

marocaine que sur les compétences marocaines installées dans les pays de l'UE.

D'autres politiques de développement économique et social sont prévues dans le cadre du PPM, comme le soutien apporté par les pays de l'UE aux migrants marocains séjournant légalement dans l'UE souhaitant développer des activités économiques dans leur pays d'origine.

La quatrième priorité du PPM porte sur la protection internationale des migrants des États tiers. A cet égard, le partenariat pour la mobilité prévoit notamment le renforcement du cadre législatif marocain en matière de droit d'asile, conformément à la Convention de Genève de 1951 et de son protocole de 1967<sup>8</sup>.

Il est vrai que les efforts consentis par l'UE, en collaboration avec le Maroc dans le cadre du PPM, ont fini par payer. Ils ont débouché sur une réduction considérable du nombre d'arrivées irrégulières.

Selon le rapport de la Commission européenne<sup>9</sup> du 6 mars 2019, 150 000 franchissements irréguliers des frontières de l'UE ont été détectés, soit le chiffre le plus bas enregistré depuis 2015, date à laquelle l'UE a connu un véritable pic migratoire<sup>10</sup>.

Or, la question qui nous interpelle dans ce cadre est de savoir dans quelles conditions le Maroc peut faire du PPM un levier de développement économique et social. C'est ce que l'on va essayer d'analyser dans la deuxième partie de ce travail.

## **Deuxième partie : le partenariat comme moteur de développement économique et social**

Il faut rappeler de prime abord que le phénomène migratoire a débuté au Maroc en 1960. Il a concerné un public bien particulier, à savoir les hommes. Ce n'est qu'à partir de 1976 que les femmes marocaines ont

commencé à émigrer pour rejoindre leurs conjoints dans le cadre de la politique de regroupement familial. A partir des années 80, l'émigration touche une catégorie nouvelle de Marocains, les intellectuels<sup>11</sup>.

Nul ne peut nier que le développement économique et social occupe aujourd'hui une place importante dans les débats publics et cristallisent relativement les politiques publiques amorcées par les autorités marocaines. On peut citer, à titre d'exemple, l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH)<sup>12</sup>.

Nous pouvons dire sans ambages que le PPM pourrait accélérer le processus de développement enclenché par le Maroc, à condition que celui-ci puisse négocier pleinement, librement et surtout intelligemment le troisième pilier du PPM, celui dédié au volet immigration développement.

En d'autres termes, pour un partenariat profitable et avantageux (gagnant-gagnant), le Maroc devrait focaliser son attention sur le développement et la promotion d'un certain nombre d'axes prioritaires<sup>13</sup>. Le premier axe porte sur la problématique de la création d'entreprises, le deuxième sur le transfert de fonds de l'étranger vers le Maroc, le troisième sur la diaspora marocaine établie dans les pays de l'UE, le quatrième sur le transfert de technologie.

### **Premier axe : la création d'entreprise**

La création d'entreprise au Maroc relève aujourd'hui du parcours du combattant malgré la mise en place du guichet unique<sup>14</sup>. Les porteurs de projets qui se heurtent souvent à la problématique de la sous-capitalisation sont orientés vers des banques conventionnées mais qui proposent des prêts à des taux d'intérêt exorbitants ce qui démotive en définitive le porteur de projet<sup>15</sup>.

Or, comme le PPM a prévu la mise en place de projets générateurs de revenus, en particulier dans les régions à fort potentiel d'immigration,



il serait judicieux de créer un Fonds mixte de développement (FMD) qui proposerait des avances remboursables<sup>16</sup> en fonction de la situation financière des porteurs de projet marocains et dont l'accès serait facile.

Les porteurs de projets sélectionnés<sup>17</sup> peuvent ensuite suivre une formation intensive sur les techniques de gestion de l'entreprise, dans des centres de formation indépendants, de préférence *via* des associations, au Maroc comme dans les pays de l'UE.

L'acte d'entreprendre ne devrait donc plus être le monopole des centres régionaux d'investissement placés sous la tutelle du ministère de l'Intérieur<sup>18</sup>, comme c'est le cas actuellement.

Dans le même ordre d'idées, permettre, par l'instrument du partenariat, aux entreprises opérationnelles sur le marché marocain qui sont créées par des Marocains résidant à l'étranger (MRE) un suivi et un accompagnement pour leur pérennisation<sup>19</sup>.

## **Deuxième axe : le transfert de fonds des pays de l'UE vers le Maroc**

Par transfert de fonds, nous entendons les fonds envoyés par les ressortissants marocains à destination de leurs familles. Même si nous ne disposons pas actuellement de données statistiques précises relatives à ces transferts d'argent, le flux des sommes envoyées reste important, sans compter les transferts d'argent opérés de façon informelle.

La Banque mondiale évalue les transferts de fonds en 2006 à 206 milliards de dollars, alors que l'aide publique au développement des pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) se monte à 104 milliards de dollars.

La question qui nous interpelle dans ce cadre est de savoir dans quelle mesure les transferts de fonds permettent de lutter contre la pauvreté. Il faut reconnaître que les transferts de fonds à destination du Maroc

font vivre des familles, si ce n'est des villes entières. Ce que l'on peut remarquer, c'est que les dépenses des familles de migrants sont principalement des dépenses de consommation.

Orienter ces transferts de fonds<sup>20</sup> vers des projets d'investissement est de nature à contribuer au développement économique du pays, à l'image du programme Tres Por Uno (trois pour un), mis en œuvre au Mexique et au Salvador. Pour chaque dollar investi par les migrants dans des projets d'intérêt public, 3 dollars sont systématiquement alloués par l'administration centrale (État), fédérale et régionale.

Nous estimons que la mise en place de projets d'investissement de ce genre est possible au Maroc à condition de rétablir la confiance<sup>21</sup> entre l'État et les particuliers et de prendre des mesures incitatives touchant en particulier le foncier, la fiscalité et les sources de financement.

### **Troisième axe : le rôle des compétences marocaines établies à l'étranger (rôle de la diaspora)**

La fuite des cerveaux vers les pays du Nord est une réalité indéniable. Les compétences marocaines de l'étranger sont souvent organisées dans des associations. Ces acteurs de la société civile peuvent servir aussi bien leur pays d'origine que leur pays d'accueil.

En effet, ces réseaux de ce savoir sont en mesure de réaliser des projets de développement au Maroc, d'accompagner le processus de développement enclenché par le Royaume, de mettre leurs expertises à la disposition du Maroc et de conduire des tutorats pour les étudiants marocains installés dans les pays de l'UE<sup>22</sup>. La diaspora irakienne utilise la revue *Mesopotamia* et le café virtuel pour débattre de la reconstruction de l'État irakien.

Le PMM a prévu le renforcement du rôle de la diaspora marocaine, sans fixer pour autant les modalités de mise en œuvre. A ce propos, nous estimons que les compétences marocaines de l'étranger devraient

trouver pleinement leur place au Maroc si elles étaient intégrées d'office dans les cercles de décision, en particulier dans les hautes instances étatiques travaillant sur la problématique migratoire.

### **Quatrième axe : le transfert de technologie**

La plupart des travaux réalisés sur les transferts de technologie se sont focalisés sur les problèmes de transfert entre pays développés et pays en développement<sup>23</sup>.

Le transfert de technologie est la méthode par laquelle une connaissance, un savoir-faire ou un processus industriel de fabrication arrivent à un autre pays. Le protocole de Kyoto a rendu possibles des transferts de technologies « vertes » dans l'objectif de préserver l'environnement dans les pays du Sud.

Il est vrai que les pays industrialisés ont atteint un niveau de développement responsable de la dégradation de l'environnement. Innover dans ce sens reste logique et légitime. Cependant, les pays du Sud en voie de développement ont plutôt besoin d'un transfert de connaissances industrielles, scientifiques, organisationnelles, etc.

En Chine, pour pénétrer le marché de certains secteurs, tels la construction automobile ou la construction de matériel ferroviaire, les entreprises étrangères doivent créer des coentreprises avec les entreprises chinoises. Dans certains cas, le transfert de technologie peut se concrétiser par la création d'un centre de recherche et développement local.

### **Conclusion**

En guise de conclusion, nous pouvons dire que le PMM répond à un besoin urgent des pays de l'UE qui consiste à sécuriser ses frontières extérieures, notamment après la montée en puissance dans ces pays des partis politiques hostiles à l'immigration. C'est un partenariat qui

reflète sans ambiguïté l'agenda de l'UE s'inscrivant dans le cadre de la Politique européenne de voisinage.

Le PPM serait bénéfique pour le Maroc et contribuerait à son développement économique s'il arrivait à bien négocier les termes de ce partenariat, en particulier le volet relatif à l'aspect migration et développement, d'autant qu'il est devenu un acteur incontournable au niveau africain.

## NOTES

1. Le statut avancé se résume à l'approfondissement effectif des relations économiques, politiques et sécuritaires entre le Maroc et l'Union européenne. C'est la possibilité de bénéficier de tous les avantages qu'offre l'adhésion à l'Union européenne, sans l'intégrer réellement. Voir Rafik Naimi (2012), *Le Partenariat euro-marocain : le statut avancé accordé par l'Union européenne au Maroc*, thèse de doctorat en droit public, Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales d'Oujda, juillet.
2. Les clauses et les dispositions du Partenariat pour la mobilité (PPM) n'ont pas pour objectif de créer des droits ou obligations relevant du droit international. Ce qui porte à dire que le PPM reste une déclaration d'intention.
3. Le phénomène de la xénophobie est beaucoup plus fréquent en France.
4. C'est la pierre angulaire du partenariat pour la mobilité.
5. Le Programme de Stockholm était l'occasion de procéder à l'évaluation des accords de réadmission établis entre l'Union européenne et les pays tiers.
6. Cette date marque aussi la fin des régularisations administratives des migrants subsahariens, ouvertes par les autorités marocaines.
7. Le Maroc devrait donc faire face à flux migratoire important et surtout s'adapter à cette nouvelle donne tant sur le plan législatif que sécuritaire.
8. Elle a été publiée au *Bulletin officiel*, n° 2237, le 9 septembre 1955.
9. COM (2019) 126 final. Rapport d'avancement sur la mise en œuvre de l'agenda européen en matière de migration.
10. En 2018, les Marocains ont été le plus fort contingent d'arrivants en Espagne, suivis par les ressortissants d'Afrique de l'Ouest (Guinée, Mali, Côte d'Ivoire et Gambie et les Algériens.
11. Au niveau mondial, on estime à près de 200 millions le nombre de personnes ne vivant pas dans le pays de leur naissance pendant plus d'une année.
12. Projet d'envergure nationale visant à élever le niveau de vie des citoyens.

13. Le Maroc vient de constituer une commission pour l'élaboration d'un modèle de développement. Les axes de développement proposés dans le cadre de cet article pourraient servir de référence dans le cadre du travail initié par la Commission en question.
14. Il s'agit d'un guichet qui centralise les principales administrations qui interviennent en matière de création d'entreprise. Chaque administration dispose d'une représentation, ou antenne, au sein du guichet unique hébergé au sein des Centres régionaux d'investissement pour permettre aux porteurs de projet de ne pas se déplacer pour la constitution de leurs entreprises. Or, la lourdeur de l'administration marocaine, outre le phénomène du favoritisme, poussent généralement les porteurs de projet à abandonner. Ce qui constitue un manque à gagner conséquent pour l'État en termes de recettes fiscales.
15. Cette démotivation débouche sur l'abandon du projet.
16. Par avance remboursable nous entendons une somme d'argent allouée au porteur de projet par des organismes publics (État ou administrations locales) qui pourrait être restituée à la collectivité ou non, tout dépendra de la situation financière du porteur de projet.
17. La commission chargée de sélectionner les porteurs de projet devrait être neutre et impartiale et devrait vérifier chez le porteur de projet ses véritables motivations. L'expérience a révélé que certains porteurs de projet marocains choisissent d'entreprendre un investissement dans la perspective d'avoir un financement qui, généralement, servira à financer d'autres projets, comme celui de migrer, par exemple.
18. Il serait souhaitable de placer les centres régionaux d'investissement sous la tutelle du ministère de l'Economie et des Finances eu égard à la forte corrélation entre les deux entités. D'autre part, faire savoir à un porteur de projet que le ministère de l'Intérieur supervise les centres régionaux d'investissement est de nature à le démotiver en raison notamment des représentations sociales de ce ministère chez les Marocains.
19. Généralement, les entreprises créées sont négligées. On pense notamment qu'elles sont devenues indépendantes. Or, leur besoins en termes de formation, d'innovation... sont de nature à renforcer leur compétitivité tant à l'échelle nationale qu'internationale.
20. Il faut rappeler que le PPM prévoit une réduction sur les transferts d'argent des migrants.
21. Voir les travaux réalisés par Debannes et Lechevallier.
22. L'Inde et la Chine figurent en tête des pays qui œuvrent au développement de leur pays.
23. Voir Z. Griliches (1957) et E. Mansfield (1961 et 1968).

# La question de la migration dans la politique étrangère marocaine

---

*Abdoullah Dzaguiss*

## Résumé

La question de la migration dans la politique étrangère marocaine a connu un tournant important ces dernières années. La situation géographique du Maroc le place à mi-chemin entre les pays africains émetteurs d'immigrés et l'Union européenne destinataire privilégiée de cette migration. Le Maroc a opté pour l'élaboration d'une nouvelle stratégie dans la gestion de la politique migratoire en la rendant plus humanitaire. Cette vision nouvelle vise la réalisation d'un consensus équilibré entre les pays africains, le Maroc et l'Europe. C'est ainsi que le Royaume s'est transformé en un pays de résidence d'immigrés dont la situation devient de plus en plus réglementaire. Ceci a permis à notre pays de garder de bonnes relations avec l'Afrique en participant à son développement, et, en même temps, le Maroc contribue à la sécurité de l'Europe.

**Mots-clés :** politique étrangère, politique migratoire, immigration clandestine, migration subsaharienne.

## Introduction

La question de l'immigration occupe une place importante dans la politique étrangère du Maroc, car elle influence ses relations extérieures, que ce soit avec l'Union européenne ou avec les pays africains, qu'il cherche à renforcer à travers le développement de mécanismes de coopération.

Ces dernières années, les crises politiques qui s'aggravent dans certains pays africains ou arabes (la guerre en Syrie, au Yémen, en Libye...) ont fait du Maroc, proche de l'Union européenne, une destination privilégiée pour de nombreux migrants désireux de rejoindre l'Europe<sup>1</sup>. Devant les nombreuses mesures prises par cette dernière pour protéger ses frontières contre l'immigration clandestine, le Maroc a changé sa politique migratoire et est devenu un pays stable pour les migrants. Le Maroc s'est trouvé confronté à de nombreux problèmes soulevés par la question de l'immigration, que ce soit sur le plan juridique, politique, économique ou culturel.

Dans ce contexte, de nombreuses directives royales reconnaissent la nécessité d'adopter une politique migratoire nationale qui prenne en compte non seulement la dimension sécuritaire mais aussi l'aspect humain et qui place la dimension humaine au cœur de la politique nationale, conformément aux exigences de la Constitution de 2011, du droit international et des obligations internationales du Maroc.

**Quel est le cadre juridique de la politique d'immigration au Maroc ? Quelles sont les références majeures de la Politique nationale d'immigration et d'asile ? Quel est l'impact du dossier migratoire sur les relations régionales marocaines, que ce soit les relations maroco-africaines ou les relations du Maroc avec l'UE ?**

## **1. Le Maroc face à l'immigration clandestine**

Le thème de la migration est au cœur des préoccupations et des discussions dans de nombreux pays, considérant que ce phénomène n'est plus une question de circonstance, mais plutôt une composante structurelle, du fait que les mécanismes utilisés sont encore incapables de le gérer de manière à limiter ses répercussions. Le Maroc fait partie des pays qui souffrent du phénomène de la migration : sa situation géographique et sa proximité avec l'Europe ont fait de lui une destination pour les réseaux clandestins d'immigration, que ce soit à travers la migration des citoyens des pays subsahariens ou le déplacement de ses propres citoyens vers d'autres pays<sup>2</sup>.

Face à l'action de l'UE visant à limiter l'immigration, le Maroc s'est transformé de pays de transit en pays de séjour. Ce qui a conduit l'État marocain à adopter une stratégie nationale dans le domaine de la migration et de l'asile, basée sur la gestion du flux des immigrés clandestins et la facilitation de l'intégration des migrants légaux, en plus de la lutte contre la traite des êtres humains. À cet égard, il existe des conventions des Nations Unies telles que la Convention internationale pour la protection des travailleurs migrants et des membres de leur famille, des conventions régionales telles que la Convention européenne des droits de l'homme, la Charte sociale européenne et la Convention américaine relative aux droits de l'homme, qui vise à respecter les droits humains des migrants<sup>3</sup>.

Compte tenu de l'inadéquation de certaines législations nationales, la protection juridique des migrants repose sur le principe de la souveraineté nationale, qui donne à chaque État le droit unilatéral de déterminer le statut juridique des étrangers et les droits auxquels ils peuvent prétendre, en plus de l'émergence de nouveaux droits civils et politiques. Quelles sont donc les procédures juridiques adoptées par le Maroc pour réglementer l'entrée et le séjour des étrangers ?

### **A. Approche juridique du phénomène de l'immigration clandestine selon le droit marocain**

Face aux pressions internationales et régionales croissantes liées à l'immigration clandestine et aux problèmes humains et juridiques qu'elle pose, le Maroc a apporté des modifications à l'arsenal juridique réglementant l'établissement des étrangers sur son territoire en apportant d'importantes modifications aux lois qui ont été établies pendant la période du Protectorat, notamment le dahir de novembre 1934 concernant « le contrôle des affaires de l'immigration dans la région occidentale du Maroc » qui a pris fin avec la promulgation en novembre 2003 de la loi n° 02-03 relative à l'entrée et au séjour des étrangers dans le Royaume du Maroc, à l'immigration et à l'émigration irrégulières. Ladite loi comprend 58 articles relatifs, d'une part, aux normes juridiques qui organisent l'entrée, le séjour, l'établissement et la



sortie du territoire et, d'autre part, les sanctions et mesures répressives liées au non-respect de ces règles<sup>4</sup>.

Cependant, malgré les évolutions de la loi 02-03 dans le domaine de la migration, ces exigences ne suivent plus les transformations définies dans le domaine de la migration au Maroc, en particulier la prédominance de la préoccupation de sécurité et la non-prise en considération des aspects sociaux, culturels et humanitaires des migrants ou des résidents étrangers. Ce qui a incité les autorités marocaines à envisager l'adoption d'une stratégie nationale de la migration à travers une approche globale qui ne se limite pas à la sécurité, mais qui s'étend à l'organisation des aspects humanitaires des migrants, conformément aux principes contenus dans le texte de la Constitution marocaine de 2011<sup>5</sup> et en conformité avec les conventions internationales ratifiées par le Maroc, en particulier celles relatives aux droits humains.

## **B. La politique nationale de la migration**

Le Conseil national des droits de l'homme du Maroc a soumis un rapport au Roi Mohammed VI sur la situation des migrants et des réfugiés au Maroc<sup>6</sup>, appelant les pouvoirs publics, les acteurs sociaux et les pays partenaires du Maroc à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique publique efficace en matière de migration qui garantisse la protection des droits et qui soit basée sur la coopération internationale et sur l'intégration dans la société civile.

Dans ce contexte et en réponse aux propositions du rapport, le Roi a appelé en 2013 à traiter ce phénomène en élaborant une nouvelle politique globale sur les questions de la migration et de l'asile selon une approche humanitaire respectueuse des obligations internationales du Maroc, qui de pays de transit est devenu un pays d'accueil, en tenant compte des droits des migrants<sup>7</sup>.

En même temps, le Roi a appelé le gouvernement marocain à formuler une politique d'asile et d'immigration radicalement nouvelle qui prenne en compte les droits des migrants, qu'ils viennent de pays subsahariens ou de certains pays européens. Ainsi, le gouvernement a adopté en 2014 le projet de la Stratégie nationale de l'immigration et de l'asile (SNIA)<sup>8</sup>, qui s'appuie sur quatre objectifs majeurs, à savoir :

– La gestion des flux de migrants dans le respect des droits de l'homme : des progrès notables ont été constatés depuis l'annonce de la SNIA, mais des problèmes importants existent encore. Cependant, les migrants en situation irrégulière ont accès à certains services sociaux en dépit de leur situation administrative (exemple : soins d'urgence dans les hôpitaux, accès à l'école pour les enfants).

– La mise en place d'un cadre institutionnel approprié : en 2013, le ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger a vu son mandat s'élargir à l'intégration des migrations et son nom devenir : ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger et des Affaires de la migration.

– La facilitation de l'intégration des immigrants régularisés : la SNIA fonde l'intégration sur le principe de l'égalité d'accès aux services publics entre Marocains et migrants régularisés.

– La réhabilitation du cadre réglementaire : la SNIA prévoit l'adoption de trois lois :

- la loi 27-14 relative à la lutte contre la traite des êtres humains, entrée en vigueur le 17 septembre 2016 ;
- la loi 26-14 relative à l'asile, dont le projet est prêt à être examiné en conseil de gouvernement et à entamer son processus d'adoption législatif ;
- la loi 95-14 relative à l'immigration remplaçant la loi 02-03 relative à l'entrée et au séjour des étrangers dans le Royaume du Maroc considérée comme partiellement obsolète dans le contexte des Hautes Orientations Royales. Le projet de loi 95-14 n'a pas encore été finalisé.

La stratégie comprend également 11 programmes gouvernementaux, notamment la facilitation de l'intégration des migrants au Maroc dans le système éducatif, la formation professionnelle et la culture marocaine. Les programmes comprennent l'accès des immigrés et réfugiés aux soins dans les hôpitaux marocains, l'assistance juridique et humanitaire et l'accès à l'emploi.

Il convient également de noter que le Maroc reste l'un des premiers pays actifs dans ce domaine de l'immigration, aux niveaux arabe et africain : les relations entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne ainsi que les accords régionaux avec l'Union européenne ont conduit le Maroc à adopter une stratégie migratoire nationale.

## **2. La migration clandestine et son impact sur les relations extérieures du Maroc**

Dans quelle mesure le problème de la migration affecte-t-il les relations régionales marocaines, qu'il s'agisse des relations maroco-africaines ou de ses relations avec l'UE ?

### **A. La migration illégale dans les relations maroco-européennes**

Le dossier de l'immigration clandestine occupe une place importante dans les relations maroco-européennes, compte tenu des défis sécuritaires particuliers que posent la criminalité organisée et le terrorisme, ce qui a conduit les pays de l'UE à rechercher des mécanismes, des stratégies et des solutions de sécurité à travers la coopération avec le Maroc en tant que pays sujet de ce fléau.

La gestion de ce phénomène dans le cadre du partenariat euro-marocain s'est concrétisée par une série de conventions et l'organisation de nombreux forums. On peut citer notamment :

- le dialogue euro-africain sur la migration et le développement (processus de Rabat) ;

- le plan d'action UE-Maroc de 2005 (dans le cadre de la politique européenne de voisinage) ;
- le plan d'action pour la mise en œuvre du statut avancé (pour la période 2013-2017) ;
- le traité de Lisbonne qui a consacré la PEV ;
- le partenariat pour la mobilité : dans la perspective de signer un accord de réadmission, en échange d'une facilitation des visas ;
- la création de l'agence européenne pour la gestion des frontières extérieures des États membres de l'UE (Frontex).

Nous en concluons que le phénomène de la migration a été un thème central dans les relations maroco-européennes, étant donné le rôle important du Maroc à cet égard, en particulier avec le renforcement des mesures de sécurité du côté européen, chose qui a forcé le Maroc à faire face à une nouvelle réalité en adoptant une nouvelle stratégie de l'immigration et de l'asile pour gérer ses relations avec l'UE et imposer ses propres options pour lier migration, développement et responsabilité partagée, rejetant ainsi toute proposition qui ferait du Maroc un agent de la politique européenne de sécurité.

Dans ce contexte, le roi Mohammed VI a déclaré que l'immigration clandestine nécessite une approche globale qui ne se limite pas à la sécurité, car elle n'est pas suffisante si les motivations économiques et sociales des pays exportateurs ne sont pas prises en compte, en apportant le soutien nécessaire au développement local des populations africaines<sup>9</sup>, afin de leur permettre de s'installer et de vivre dans leurs pays d'origine dans une prospérité commune et une sécurité globale.

## **B. Le dossier de l'immigration clandestine dans les relations maroco-africaines**

La dimension africaine a été présente dans la politique étrangère marocaine, et vu la nouvelle orientation du Maroc vers le continent africain et les relations particulières qu'il a nouées avec un certain

nombre de pays subsahariens, il était nécessaire pour lui de s'accorder avec les immigrés de cette région, sur la base d'une approche globale prenant en compte les dimensions économique, politique et culturelle. Les relations particulières qui lient le Maroc aux pays de l'Afrique subsaharienne sont non seulement politiques et économiques, mais profondes dans l'humanité et la spiritualité. Les problèmes et conditions de certains de ces pays ont incité un certain nombre de leurs citoyens à émigrer vers le Maroc, légalement ou illégalement, qui de pays de transit vers l'Europe est devenu une destination de résidence.

Dans ce contexte, le roi du Maroc a appelé le gouvernement marocain à formuler une nouvelle politique globale sur les questions de migration et d'asile, conformément à une approche humanitaire qui respecte les obligations internationales du pays et les droits des migrants. Dans le prolongement de cette tendance, le Maroc a présenté à l'Assemblée générale des Nations Unies en 2013 « **l'Initiative de l'alliance africaine pour la migration et le développement**<sup>10</sup> », qui est basée sur une perspective africaine commune et des principes humanitaires pour les questions de migration, une responsabilité commune entre les pays d'origine, de transit et d'accueil, ainsi qu'un lien étroit entre migration et développement.

Par conséquent, cette vision renforce la nouvelle politique envers le continent africain initiée par le Roi Mohammed VI, qui se consacre à l'orientation du Maroc comme terre d'accueil et au renforcement de ses relations de longue date avec l'Afrique et son engagement constant en faveur du développement humain, de la paix et de la sécurité.

Ainsi, la vision royale est une référence pour le travail diplomatique concernant les questions de la migration, consacrant ainsi le rôle du Maroc en tant que force pratique et efficace aux niveaux régional et multilatéral.

On peut donc dire que toutes les mesures adoptées par le Maroc pour contenir le phénomène de l'immigration clandestine restent

insuffisantes en l'absence d'une stratégie euro-africaine qui combine la dimension sécurité et développement et l'adoption de mesures collectives pour soutenir la croissance économique et sociale des pays exportateurs de migrants, en s'attaquant aux causes profondes de la migration illégale.

## Conclusion

Les défis posés par le problème de l'immigration clandestine imposent aux pays concernés, qu'ils soient exportateurs, récepteurs ou même pays de transit, de développer une approche humaine et proactive du retour volontaire des immigrés clandestins dans leur pays, reconnaissant que le traitement de la migration implique nécessairement la prise en compte des droits de l'homme, en rappelant la dimension humaine dans son contexte universel, car tous ceux concernés par la question de la migration sont convaincus que l'approche sécuritaire est insuffisante pour traiter les questions de la migration dans son cadre général.

La diplomatie marocaine est donc obligée aujourd'hui de traiter avec souplesse la question migratoire dans son agenda étranger en conciliant les dispositions des instruments internationaux ratifiés par le Maroc concernant la protection des droits des migrants sur son territoire et ses lois nationales sans affecter ses relations régionales avec l'Union européenne – qui est un partenaire-clé dans la lutte contre l'immigration clandestine – et ses défis sécuritaires, en particulier la croissance du terrorisme et du crime organisé, tout en préservant ses relations particulières avec les pays africains impliqués dans le phénomène dans la nouvelle direction de sa politique étrangère.

## NOTES

1. R. Barroux (2014), « 230 millions de migrants dans le monde : des flux qui ne cessent d'augmenter », *Le Monde*, mai.
2. A. Saber (2009), « Immigration et développement : le défi mondial du troisième millénaire », revue *Droit et Économie*, n° 24, décembre, p. 64.

3. A. Laghrissi (2014), « Les droits fondamentaux des migrants en situation irrégulière au Maroc », actes du colloque international sur la gestion des flux migratoires au Maroc : dimensions sociopolitiques et juridiques, novembre, p. 37.
4. Voir les chapitres III « De la reconduite à la frontière » et IV « De l'expulsion », loi 02-03 relatifs à l'entrée et au séjour des étrangers au Royaume du Maroc, à l'immigration et à l'immigration clandestine.
5. La Constitution de 2011 stipule dans son Préambule que les étrangers jouissent des libertés fondamentales reconnues aux citoyens marocains conformément à la loi.
6. Rapport du Conseil national des droits de l'homme (CNDH) (2013), « Étrangers et droit de l'Homme au Maroc : pour une politique d'asile et d'immigration radicalement nouvelle », septembre.
7. Discours royal à l'occasion du 38<sup>e</sup> anniversaire de la Marche verte, 6 novembre 2013.
8. La stratégie comprend 11 programmes gouvernementaux qui ciblent les domaines suivants : éducation et culture, jeunesse et loisirs, santé, logement, assistance sociale et humanitaire, formation professionnelle, emploi, gestion des flux et lutte contre la traite, coopération et partenariats internationaux, cadre réglementaire et conventionnel, gouvernance et communication.
9. Discours royal à l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire de la Marche verte, 6 novembre 2005.
10. Le Royaume du Maroc a organisé cet événement parallèle à l'occasion du Deuxième dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement, les 3 et 4 octobre 2013 à la 68<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

## **BIBLIOGRAPHIE**

### ***Ouvrages***

- Belguendouz A. (2011), *Gestion migratoire au Maroc et projet de réforme constitutionnelle*, Imprimerie Béni-Snassen, Salé.
- Berramdane A., Rossetto J. (2009), *La Politique européenne d'immigration*, Karthala.
- Duez D. (2008), *L'Union européenne et l'immigration clandestine*, Ed. de l'Université de Bruxelles.
- El Qadim N. (2014), *Le Gouvernement asymétrique des migrations : Maroc/ Union européenne*, Dalloz.

Khachani M. (2006), *L'Émigration subsaharienne au Maroc : le Maroc comme espace de transit*, 1<sup>re</sup> édition, Imprimerie Dar Al Qalam, novembre.

Lahlou M. (2002), *L'Immigration irrégulière subsaharienne à travers et vers le Maroc*, BIT, Genève, août.

### **Articles**

Jdaini B. (2013), « L'émigration clandestine : quelles politiques ? Quel droit ? Le cas du Maroc », *Revue marocaine d'administration locale et de développement*, n° 99-100 juillet/octobre.

Revue marocaine d'administration locale et de développement (REMALD) (2005), *La Condition des étrangers au Maroc*, n° 123, Rabat.

### **Colloques**

Belgourch A. (2014), *La Gestion des flux migratoires au Maroc : dimensions sociopolitiques et juridiques*, Actes du colloque international, Marrakech, 28 et 29 novembre.

### **Rapports et études**

Cassarino J.P. (2010), *La Politique de réadmission dans l'Union européenne*, rapport soumis au Parlement européen, septembre.

Conseil national des droits de l'homme (2013), *Étrangers et droit de l'Homme au Maroc : pour une politique d'asile et d'immigration radicalement nouvelle*, septembre.

Khachani M. (2010), *Maroc : migration, marché du travail et développement*, Rapport de l'Institut international d'études sociales, Genève.





# Les enjeux de la crise migratoire dans l'espace euro-méditerranéen

---

*Mohammed Lemouden*

## Résumé

Le phénomène de la migration est l'un des sujets cruciaux des débats publics et politiques de nos jours. Les mouvements de populations et leurs conséquences sur la sécurité des États font l'objet de plusieurs études à la fois dans le domaine de la migration et sur les questions sécuritaires. En effet, la crise produite par la migration de masse – en particulier depuis 2015 – a créé des discordes sur la manière de la gérer. L'accepter ou non, ses implications, etc. sont toutes des préoccupations qui dominent la réflexion notamment en Europe. Néanmoins, les politiques migratoires restrictives sont jusqu'à présent la réponse la plus apparente réservée aux afflux, plus particulièrement ceux émanant d'Afrique et du Moyen-Orient. Ces politiques se traduisent par la réduction des droits des migrants et la fermeture des frontières terrestres ou maritimes, menant à des crises humanitaires comme celle en cours en Méditerranée. Cet article examine donc la question migratoire en prenant en considération la trajectoire sud-nord. Il donne également un aperçu sur la littérature portant sur le lien entre la migration internationale et la sécurité des États en vue de comprendre le drame en Méditerranée qui tient notamment au changement de perception des migrants considérés comme une menace plutôt que comme un atout. Les résultats de cet article sont basés sur les données collectées dans les rapports et les analyses des institutions officielles internationales ou les données produites par les pays d'accueil.

**Mots-clés** : migration, sécurité, Méditerranée, Europe, crise.

## Abstract

Nowadays, the phenomenon of migration has become one of the most crucial subjects in public and political debates. Population movements and their consequences on States' security are the subject of several studies both in the field of migration or security studies. Indeed, the crisis produced by mass migration - particularly since 2015 - has created discord over how to manage it. Accepting immigrants or not, their implications etc. are all concerns that dominate the thinking, especially in Europe. Nevertheless, restrictive migration policies have so far been the most apparent response to inflows, particularly those from third countries, namely Africa and the Middle East. These policies have result in the narrowing of migrants' rights and the closure of land or sea borders, leading to humanitarian crises such as the one ongoing in the Mediterranean. This article therefore examines the migration issue by taking into consideration the "South-North" trajectory. An overview is also given of the literature on the link between international migration and state's security in order to understand the Mediterranean tragedy, which is due in particular to the change in persuasion of migrants who are considered a threat rather than an asset. The results of this article are based on data collected from reports and data provided by host countries.

**Keywords :** Migration, security, Mediterranean, Europe, crisis.

## Introduction

« L'Europe est confrontée à une crise des réfugiés par voie maritime qui atteint des proportions historiques. »

*Antonio Guterres*<sup>1</sup>

Depuis la crise des migrants et réfugiés en Europe en 2015, la question des défis que représentent les flux migratoires en Méditerranée fait l'objet de beaucoup de controverses dans les débats publics et politiques aussi bien en Europe que dans le reste du monde. En effet, la trajectoire

des migrants vers l'Europe suit principalement deux voies : celle des Balkans et celle de la Méditerranée. Bien évidemment, si la clôture des frontières par plusieurs pays de l'Union européenne « de l'est », au lendemain de la crise de 2015 a causé des crises humanitaires du côté des migrants qui aspirent atteindre l'Union par voie terrestre, la trajectoire maritime reste pourtant la plus désastreuse. La hausse de la mortalité entre les deux rives de la Méditerranée est alarmante : depuis les années 2000, le nombre de morts est passé de presque 800 personnes à plus de 2 000, avec un pic en 2016 (5 096) (HCR, n.d (a) ; Steinhilper E. et Gruijters R. (2017)).

Bien évidemment, ce désastre peut être attribué quelque part aux politiques migratoires restrictives adoptées dans certains pays de l'Union européenne, lesquelles sont propulsées par les leaders des partis de l'extrême-droite et de la droite radicale (plus précisément dans les pays du sud de l'Europe), tout en étant approuvées par une partie de plus en plus grande de la population. Ces politiques prônent donc le refoulement massif, ce qui va à l'encontre des principes du droit international.

En effet, les images qui ont fait le tour des médias et des réseaux sociaux ont placé ce sujet au centre des préoccupations de la communauté internationale<sup>2</sup>. Toutefois, aucun des mécanismes instaurés par ladite communauté ne parvient à dissuader les migrants de s'engager dans la traversée de ce qui est désormais appelé « le cimetière migratoire » (C. Fouteau, 2015). En outre, les organisations non gouvernementales (ONG) font encore face à des contraintes qui entravent leurs missions de recherche et de sauvetage au profit des migrants en détresse<sup>3</sup>.

Bien évidemment, l'intérêt d'analyser les enjeux de la crise migratoire en Méditerranée réside non seulement dans le fait que le sujet est d'actualité, mais aussi et surtout dans la compréhension des paramètres complexes à prendre en considération lors de l'analyse de ce phénomène qu'est la migration. En Méditerranée plus particulièrement, la perte des migrants n'est autre que le reflet des

défaillances des politiques européennes de gestion des flux, dues principalement au changement de perception des migrants. Elles sont aussi le reflet d'une situation désastreuse dans les pays du sud où les conflits armés ne sont plus le seul motif de déplacement des populations, mais auxquels s'ajoute l'insécurité économique et climatique.

Face à ce constat, il sied donc de s'interroger :

### **Dans quelle mesure les flux migratoires en Europe représentent-ils un défi pour les pays méditerranéens ?**

Afin de répondre à cette problématique, il convient tout d'abord de passer en revue le cadre théorique et conceptuel afin de comprendre les confusions qui mènent aux différentes interprétations des chiffres tout en alimentant les craintes vis-à-vis des migrants qui finissent par périr en Méditerranée (première partie), avant de passer en revue les origines des politiques restrictives européennes à cet égard ainsi que leurs implications sur la condition des migrants, notamment dans les pays de la rive sud de la Méditerranée (deuxième partie).

Notre méthodologie consiste en une approche historique afin de retracer l'évolution du changement de la perception des migrants par les Européens, ainsi qu'en une approche analytique permettant de mettre en exergue les défaillances des politiques européennes de la migration et de l'asile. Les données statistiques sont prises en compte afin d'étayer les propos présentés dans le présent article, elles viennent donc en appui à un raisonnement et ne sont pas prises hors contexte.

## **1. Cadre théorique et conceptuel de la migration**

Cette partie permet d'éclairer le débat existant d'abord sur la définition de ce qu'est un migrant du point de vue du droit international (section 1), puis le cadre théorique ayant permis de créer un lien direct entre migration et menace sécuritaire (section 2). L'objectif de cette partie est

donc de comprendre comment les transformations se sont opérées dans les pays d'accueil, notamment en Europe, et qui ont conduit au rejet des immigrés qui se retrouvent obligés de s'engager dans des traversées risquées, notamment celle de la Méditerranée.

## **Section 1 : Définition des concepts**

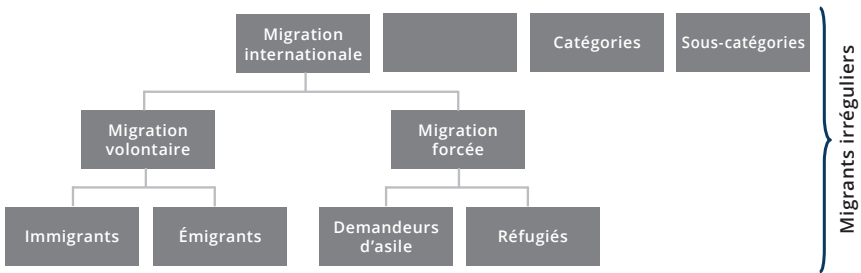
Bien évidemment, par migration on désigne « tous les types de mouvements de population impliquant un changement du lieu de résidence habituelle, quelles que soient leur cause, leur composition, leur durée, incluant ainsi notamment les mouvements des travailleurs, des réfugiés, des personnes déplacées ou déracinées » (OIM, 2007, p. 47). Il s'agit donc d'un terme générique qui varie selon les motivations du migrant<sup>4</sup>. Ainsi, si le migrant choisit de manière volontaire de s'établir dans un pays, généralement pour des conditions économiques, les termes employés sont donc « immigrant » (pour le pays de destination) et « émigrant » (pour le pays d'origine). Par contre, si ce déplacement est forcé, on parle de « réfugié » ou de « demandeur d'asile ». Le terme réfugié renvoyant donc à toute personne « craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, (qui) se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner » (HCR, n.d (b)). Alors que les demandeurs d'asile sont une sous-catégorie de migrants forcés, obéissant à la même définition du réfugié précité, sauf que leur statut n'est pas encore octroyé dans le pays d'accueil.

Cependant, une autre catégorie, la plus emblématique, nécessite d'être mise en relief, celle des migrations illégales, clandestines ou irrégulières. Cette catégorie, qui est source de préoccupation dans la majorité des pays occidentaux, et en Europe plus particulièrement, est difficile à situer et prête donc à confusion puisqu'elle peut

« éventuellement comporter des nuances » (OIM, 2007, p. 3). S'agit-il de migrants volontaires ou forcés ?

En effet, on parle de migrant irrégulier ou illégal<sup>5</sup> si l'entrée ou le séjour du migrant sont non conformes à la législation du pays où il est repéré. D'ailleurs, il convient de préciser que cette catégorie de migrants revêt un caractère transversal puisque les migrants volontaires ou involontaires peuvent traverser les frontières des États de manière illégale, comme c'est le cas des réfugiés de conflits armés (la crise de 2015 étant l'exemple). En outre, si les procédures internes d'octroi du statut de réfugié, ou de légalisation du migrant de manière générale, sont dominées par la lenteur bureaucratique, des migrants réguliers peuvent donc se transformer en migrants irréguliers, chose qui soulève également un débat autour de la distinction entre ces deux catégories (HCDH, n.d).

Figure n° 1 : Typologie des migrants



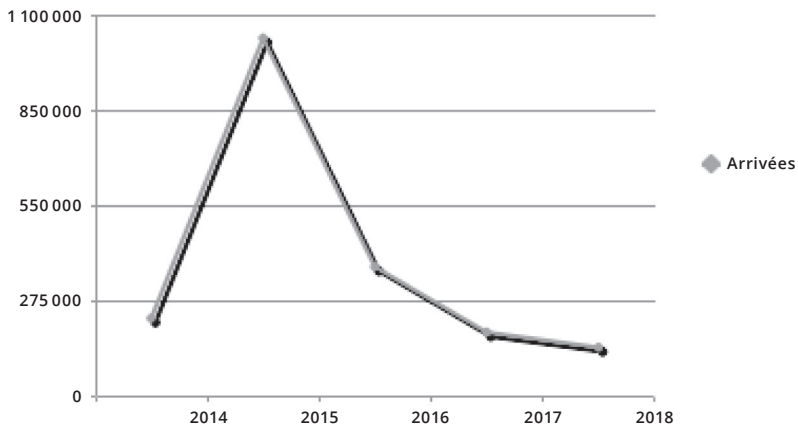
Source : Schéma élaboré sur la base du glossaire de l'OIM (2007) et de la Convention de Genève de 1951 (HCR, n.d (b)).

Le schéma ci-dessus permet de saisir les différentes catégories de migrants. Dans notre étude, les mouvements de populations vers l'Europe à travers la Méditerranée s'inscrivent dans la catégorie des migrations internationales, puisque ces mouvements traversent des frontières internationalement reconnues. L'aspect transversal des migrations irrégulières est donc un facteur qui crée la confusion entre les différentes catégories et sous-catégories des migrations

internationales, chose qui permet l'instrumentalisation des chiffres et leur usage à l'encontre des réalités.

En effet, la crise des migrants et des réfugiés de 2015 a conduit à l'arrivée de plus d'un million de personnes sur le continent européen que ça soit à travers la mer Méditerranée ou la route des Balkans. Ce mouvement de populations, le plus important depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, a été ressenti comme une invasion du fait du nombre massif des déplacés.

Figure n° 2 : Arrivées des migrants et des réfugiés eu Europe depuis 2014



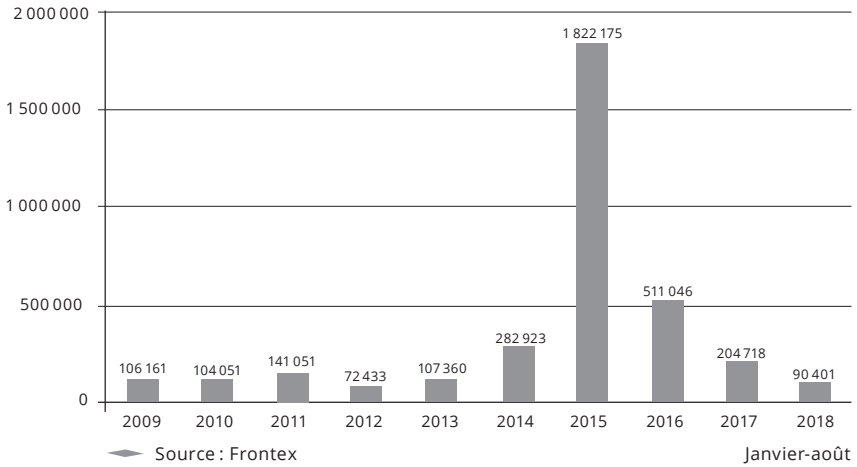
Source : Représentation graphique élaborée sur la base des données du Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR, n.d (a)).

Le graphique ci-dessus permet de saisir l'ampleur des déplacements vers l'Europe en 2015. Cependant, ces migrants, dont la majorité sont des déplacés forcés fuyant les conflits armés (notamment en Syrie), se sont heurtés à une attitude défensive (sinon offensive) de la part des États européens. Cela est dû quelque part à la confusion autour des migrants qui a alimenté le rejet également dans une grande partie de la population. Pour cause, ces migrants ont traversé les frontières européennes de manière considérée comme étant illégale et ont été perçus comme un danger, car cette notion d'« illégal » est généralement



péjorative et présente même « un caractère stigmatisant et entre en contradiction avec l'esprit des instruments internationaux de protection des droits de l'homme » (OIM, 2007, p. 30).

Figure n° 3 : Franchissement illégal de la frontière de l'Union européenne depuis 2009



Source : Guillot J. (2018).

Il est donc évident, comme le montre le diagramme ci-dessus, que l'augmentation des traversées illégales en Europe en 2015 va de pair avec l'arrivée massive des migrants fuyant les conflits. Ainsi, il semble évident que la catégorie des migrants irréguliers ou illégaux revêt un caractère transversal qui prête à confusion.

## Section 2 : Cadre théorique favorisant le rejet des immigrés en Europe

Avant de mettre en exergue le cadre théorique ayant favorisé le rejet des immigrés en Europe, tout en permettant à certains politiciens de bénéficier de la confusion existant autour de la catégorisation des migrants, il convient de souligner que l'histoire de l'humanité peut

être présentée comme un processus continu de déplacements et d'adaptation pour de nombreuses raisons (Centre tricontinental, 2004, p. 7). En effet, depuis la genèse de l'humanité, les populations ont été toujours en mouvement, traversant le monde par des modes divers (par terre, à travers les forêts, les lacs, les océans...) afin de s'adapter à de nouveaux espaces différents de leur lieu de résidence habituel. De nos jours, la migration a été intimement liée au développement de la mondialisation qui a facilité la mobilité tout en changeant la conception classique des frontières et des territoires.

En effet, bien que les grands mouvements de population aient eu lieu depuis la conquête des territoires outre-Atlantique par les Européens et la déportation des esclaves africains dans le cadre du commerce triangulaire, la préoccupation quant à l'ouverture des frontières et la libre circulation des migrants n'est apparue en Europe que lors du siècle précédent, ce qui s'est traduit par la fermeture des frontières externes, notamment pour des préoccupations sécuritaires liées à la multiplication des flux migratoires illégaux. Ainsi, on parle d'« immigration sélective » (Vie-publique, 2015) en fonction des besoins de l'économie. Cette militarisation ou « sécurisation » des frontières européennes a conduit à un blocage des migrants plus particulièrement en Méditerranée avec pour résultat des crises humanitaires. Plus encore, les gouvernements européens comptent des partis d'extrême-droite qui, comme la Ligue du Nord en Italie, sont le reflet d'une préoccupation croissante des populations européennes quant à la « montée » des flux migratoires en Europe. L'impact de ces partis, lorsqu'ils accèdent aux coalitions gouvernementales, est plus apparent en termes de politiques migratoires individualistes plus restrictives prônant le refoulement massif, ce qui va à l'encontre des principes du droit international.

Cela étant, les flux migratoires sont devenus un enjeu international majeur dont les retombées dépassent les seuls pays de l'Union européenne pour constituer un défi aussi pour les États voisins, notamment la Turquie et la Libye. Ces derniers subissent les revers de l'externalisation de la politique migratoire européenne en échange de l'aide au développement. Ils sont parfois contraints d'exécuter

ces politiques qui conduisent même à des violations des droits fondamentaux des migrants.

De ce fait, les enjeux migratoires constituent un facteur important dans la compréhension des aspects sécuritaires en Méditerranée en ce XXI<sup>e</sup> siècle. Les retombées humanitaires sont préoccupantes et nécessitent une analyse qui permettra de comprendre les racines ainsi que l'évolution de cette crise. Ces racines remontent aux années 80 avec le développement d'une pensée dans le cadre de l'École de Copenhague, qui a étendu le domaine de la sécurité internationale à des paramètres qui vont au-delà des guerres entre les États ; parmi ces paramètres, on retrouve notamment les mouvements migratoires.

Bien évidemment, la Guerre froide, caractérisée par l'ordre bipolaire et la préoccupation de la menace nucléaire, ne permettait pas de saisir l'ampleur de certaines questions comme l'augmentation des migrations internationales (N.A. Abell, 1996, p. 83). En effet, les théoriciens de l'École de Copenhague considèrent que la définition de la sécurité centrée sur l'État est étroite et que les aspects non militaires de la sécurité doivent être soulignés afin d'expliquer la complexité des menaces internationales.

En effet, cet élargissement de la conception de la sécurité a également ouvert la voie à l'émergence de nouveaux concepts tels que la « sécurité sociétale ». Ce concept fait référence à la capacité de la société à préserver ses caractéristiques identitaires contre les pressions externes. En fait, cette préoccupation identitaire est l'un des éléments-clés de l'analyse des réticences vis-à-vis de l'immigration dans les pays occidentaux, ce qui façonne les attitudes des gouvernements et des populations à l'égard de cette dernière.

## **2. Les implications des politiques restrictives sur les conditions des migrants en Méditerranée**

La traversée de la Méditerranée vers l'Europe par les migrants est un parcours « désespéré » (HCR, 2018) de plus en plus confronté, d'une part, aux dangers que représentent les trafiquants, à la traite et à tout

autre traitement inhumain (comme en témoignent les cas recensés en Libye), et aux instruments de refoulement mis en place par les pays de l'UE qui violent également les droits de migrants, de l'autre. En dépit de ces contraintes, les flux continuent vers le continent européen. Chose qui permet de comprendre que l'engagement dans une telle entreprise risquée, que ça soit pour des raisons économiques, environnementales, politiques, etc., tient à des facteurs plus profonds comme les inégalités de développement, les interférences dans les affaires internes, les défaillances du système capitaliste, de la mondialisation, etc. Ainsi, les réponses apportées à ce phénomène doivent tendre vers la pluridisciplinarité car les chiffres seuls ne permettent pas d'en saisir la complexité.

Cela dit, nous allons essayer dans les sections suivantes d'exposer l'État des lieux des migrations en Méditerranée (section 1) avant de passer à l'analyse du changement de perception des migrants en Europe, tout en retraçant l'évolution des politiques migratoires qui impactent directement la trajectoire méditerranéenne (section 2).

## **Section 1 : État des lieux des migrations en Méditerranée**

Avant d'analyser les transformations de la perception des migrants par les Européens, que nous considérons comme intimement liées à la crise en Méditerranée, il convient de dresser un bilan général de la situation des migrants dans cet espace.

En 2015, lors de la crise des migrants et des réfugiés, les traversées en Méditerranée se sont élevées à 1 032 408 personnes (HCR, n.d (a)). Ainsi la Méditerranée s'impose-t-elle comme le passage principal vers le continent européen. En outre, ces traversées se sont concentrées principalement vers trois États membres de l'Union européenne : l'Espagne, l'Italie et la Grèce.

Bien évidemment, du fait que le nombre des arrivées dans ces trois pays soit le plus important d'Europe, il ont opté pour des mesures

de réduction des flux. Certes, ces mesures ont permis la réduction drastique des taux de migrants qui parviennent à traverser la Méditerranée, comme on peut le constater sur le tableau ci-dessous. Parmi ces mesures figurent l'expulsion des migrants « irréguliers » arrêtés sur le sol de ces États et également l'interception en mer afin de les empêcher d'atteindre les côtes. Ces interceptions sont considérées comme non conformes au droit maritime, ni même aux droits de l'homme.

*Figure n° 5 : Evolution des arrivées par mer dans trois pays de la Méditerranée (Espagne, Italie, Grèce)*

	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>
<b>Espagne</b>	4 552	5 312	8 162	22 103	58 569
<b>Italie</b>	170 100	153 842	181 436	119 369	23 370
<b>Grèce</b>	41 038	856 723	173 450	29 718	32 494

Source : Tableau élaboré selon les données de l'HCR (HCR., n.d (a)).

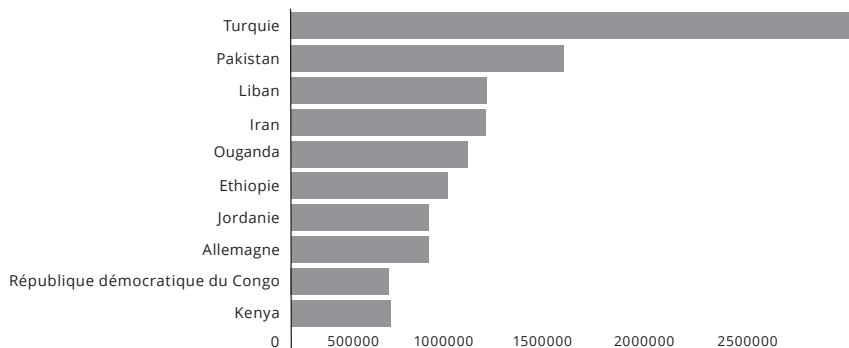
Pour ce qui est des statistiques, en Italie par exemple, les arrivées entre 2014 et 2017 ont atteint des chiffres compris entre 100 000 et 200 000, mais elles ont chuté à moins de 25 000 en 2018. La même tendance est valable pour les deux autres pays (Grèce et Espagne).

De manière générale, les Européens se considèrent comme les plus touchés par les flux migratoires. Ainsi, au lendemain de la crise de 2015, les médias et certains politiciens ont mis en avant un million d'arrivées sur le territoire de l'UE. Cependant, il faut préciser que la majorité des flux, à partir de cette date et même bien avant, sont peu importants par rapport à la réalité des migrations dans d'autres pays et continents. Plus encore, à l'échelle internationale et en dépit des variations des chiffres, la proportion des migrants n'a pas changé (ce phénomène concerne uniquement 3 % de la population du monde).

Concernant la situation en Europe, on pourrait dire que certains États ont accueilli plus de migrants que l'UE dans son ensemble. Et même si l'UE en a accueilli un million, ses États n'ont pas été concernés à la même échelle. En d'autres termes, ce sont les États situés au nord de la rive méditerranéenne (Espagne, Italie et Grèce) qui ont connu les flux les plus importants. A ces États on pourrait également ajouter l'Allemagne qui, suite à la politique de bras ouverts lancée par la chancelière Angela Merkel, a accueilli à elle seule quelque 1 million de migrants.

Concernant les migrations volontaires, les immigrés les plus nombreux se trouvent aux États-Unis (46 millions), suivis par l'Allemagne (12 millions). Le deuxième pays européen derrière l'Allemagne est la France avec 7 millions d'immigrés, ce qui la place en huitième position dans le monde, derrière la Russie, l'Arabie saoudite, le Royaume-Uni et les Emirats Arabes Unis (Lequeux V., 2019). Concernant les migrations forcées, elles sont plus importantes dans les pays avoisinant les pays de départ. Le HCR souligne que 85 % des populations déplacées contre leur gré se trouvent dans les pays en développement (HCR, n.d (c)).

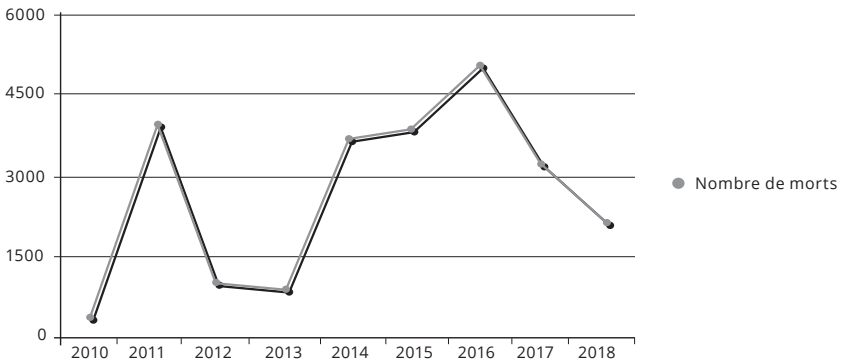
*Figure n° 6 : Nombre de réfugiés par pays au lendemain de la crise des migrants et réfugiés de 2015.*



Source : (Lequeux V., 2019).

De manière générale, il faut souligner que les migrations restent un phénomène beaucoup plus régional.

Figure n° 7 : Mortalité des migrants en Méditerranée depuis 2010



Sources : Représentation graphique élaborée sur la base des données du Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR, n. d(a)).

En effet, bien que la proportion des migrants perdus en Méditerranée semble diminuer depuis la crise de 2015, cette dernière reste tout de même très importante si l'on prend en considération que les traversées de la Méditerranée ont également diminué (voir figure n° 5). Ce qui veut dire que la crise de 2015 n'a fait que mettre en relief un phénomène qui s'accroît au fur et à mesure, loin des attentions des médias et donc du grand public.

## Section 2 : Le changement de la perception des migrants par les Européens

Bien évidemment, la confusion autour des migrants permet, comme nous l'avons déjà dit, à plusieurs politiciens, principalement de la droite radicale et de l'extrême-droite, d'instrumentaliser les chiffres selon leurs intérêts en vue de créer une atmosphère dominée par la peur vis-à-vis des nouveaux arrivants. Ceci mène donc vers une pression populaire pour la diminution des accueils et donc l'adoption

de politiques restrictives. Les retombées humanitaires sont en effet la dernière préoccupation de l'électorat qui considère le repli sur soi comme le seul moyen de se protéger des « menaces » que représentent les migrants, perçus pour l'ensemble comme « illégaux ».

Cependant, il faut souligner que l'arrivée massive de migrants lors de la crise de 2015 n'est pas le seul motif du rejet européen. Il existe d'autres facteurs inhérents à l'Union européenne, à son fonctionnement et à ses institutions, ainsi que d'autres facteurs externes qui doivent être exposés.

### • ***De la politique d'accueil à la fermeture de l'itinéraire méditerranéen***

L'histoire des migrations vers l'Europe de l'Ouest, et par la suite vers l'UE, est dominée par deux phases principales. La première est marquée par l'ouverture des frontières et l'accueil massif de migrants pour des raisons principalement économiques, et la deuxième est dominée par une attitude réservée vis-à-vis des flux, particulièrement ceux en provenance du sud à travers la Méditerranée. Ce changement d'attitude est dû à des facteurs aussi bien externes qu'internes.

#### ***a. Les facteurs externes***

Parmi les facteurs externes qui marquent le plus l'attitude des Européens vis-à-vis des migrants, on retrouve tout d'abord la Seconde Guerre mondiale. Suite à la dévastation de l'Europe et aux pertes humaines et matérielles causées par cette guerre, les pays européens, principalement ceux de l'Ouest, afin de reconstruire leurs nations ont opté pour une politique d'accueil dans le cadre d'un programme ouvert aux travailleurs étrangers. Les raisons de cet accueil étaient donc économiques car la main-d'œuvre locale ne permettait pas de répondre au besoin de l'essor économique de l'Europe de l'Ouest durant les Trente Glorieuses.



Le deuxième facteur externe est le fameux premier choc pétrolier de 1973. Cet événement a provoqué la montée du chômage dans les États européens réunis dans le cadre de la Communauté économique européenne (CEE). Ainsi, les travailleurs « invités » qui avaient déjà un emploi ont été perçus comme une menace pour la main-d'œuvre locale. Depuis ce choc pétrolier, les politiques européennes sont devenues restrictives, induisant une montée des flux dits irréguliers puisque les itinéraires traditionnels devenaient de plus en plus contrôlés.

Cette même attitude européenne a été reproduite au lendemain de la crise économique de 2008. Ayant également provoqué une montée de la dette souveraine et du chômage de manière inédite, plus particulièrement dans les pays situés au sud de l'UE (la Grèce, l'Espagne et l'Italie), cette crise va transformer le champ politique des gouvernements de plusieurs pays européens. De manière générale, on constate la montée des discours eurosceptiques, mais également anti-immigration (les pays qui se trouvent sur la route des Balkans sont aussi concernés, notamment le groupe de Višegrad). Ainsi, la montée des partis xénophobes et anti-immigration a débouché sur leur entrée dans les formations gouvernementales, chose qui leur a permis d'exercer un impact direct sur les politiques de leurs pays mais également sur la tendance générale de l'UE.

Le troisième facteur de l'attitude réservée vis-à-vis des flux migratoires en Europe est bien évidemment le terrorisme. Les immigrés sont considérés en Europe, depuis les attentats de 2001 aux États-Unis, comme une menace sécuritaire. Cette perception était déjà présente en Europe bien avant ces attentats, mais cet événement dramatique va opérer un changement radical vis-à-vis des immigrés qui sont associés dès lors aux politiques sécuritaires.

Cela a conduit à la sécurisation des frontières internes, qui s'est traduite dans certains cas par la fermeture des frontières à l'intérieur de l'espace Schengen ainsi que par le rejet des migrants.

En ce qui concerne la fermeture des frontières internes, l'arrivée massive des migrants a mené à la fermeture des frontières aussi bien terrestres que maritimes. La fermeture des frontières terrestres s'est opérée dans les pays du groupe de Visegrad, le cas le plus marquant étant celui de la Hongrie dont le Premier ministre, Viktor Orban, s'est ouvertement opposé à l'élite de Bruxelles qui ne tiendrait pas compte de la réalité du peuple hongrois. Ainsi, suite à la déclaration du président de la Commission européenne pour la répartition des réfugiés, le Premier ministre hongrois a organisé un référendum afin de mobiliser son peuple contre cette décision qui, selon lui, doit d'abord passer par l'approbation de son parlement national. Certes, ce référendum fut un échec pour le Premier ministre, vu que le nombre des votants n'a pas dépassé 50 % ; néanmoins ; parmi les 39,8 % qui se sont rendus aux urnes, plus de 89 % ont voté contre les quotas de la Commission européenne. Ceci dit, il existe encore des résistances vis-à-vis de l'Union européenne de la part d'une bonne partie de la population. Or, le principe de l'espace Schengen stipule que les frontières extérieures doivent rester ouvertes devant les personnes fuyant les persécutions et les guerres. En effet, l'article 28 de la convention de l'application de l'accord de Schengen<sup>6</sup> du 19 juin 1990 stipule que « les Parties contractantes réaffirment leurs obligations aux termes de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés telle qu'amendée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967, sans aucune restriction géographique du champ d'application de ces textes ». Tous les États-membres sont tenus de respecter les principes de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés, laquelle souligne clairement dans son article 33 qu'« aucun des États contractants n'expulsera ou ne refoulera, de quelque manière que ce soit, un réfugié sur les frontières des territoires où sa vie ou sa liberté seraient menacées en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques ». Il est donc clair que la politique hongroise ne respecte pas les principes de l'Union européenne, tout en convergeant vers ceux de l'extrême-droite. Néanmoins, 71 % des Européens<sup>7</sup> sont favorables à ce contrôle, au nom de la sécurité, et accusent les actions inefficaces de l'Union européenne en matière de protection des frontières externes.

Les frontières maritimes, quant à elles, ont été renforcées par la militarisation de l'Agence Frontex et l'externalisation des frontières dans le cadre des accords avec les pays de la rive sud de la Méditerranée (notamment la Libye).

Pour ce qui est du refus de l'accueil des migrants, un « bras de fer » entre l'Union européenne et ses États-membres a eu lieu suite au rejet des quotas de la Commission européenne, imposés en 2015 afin de répartir les migrants présents sur le sol européen selon le PIB et le nombre d'habitants de chaque État-membre. Parmi les États qui se sont opposés à cette répartition on retrouve la Hongrie. Le Premier ministre hongrois a même organisé un référendum en vue de rendre inconstitutionnelle l'entrée des migrants sur son sol. Dans d'autres pays, notamment l'Italie, les demandeurs d'asile qui, selon la procédure édictée par le règlement de Dublin, devaient être établis dans ce pays qui constitue l'une des principales entrées de l'Europe sur la Méditerranée, ont été autorisés à se déplacer dans d'autres États-membres sans être enregistrés dans la base de données Eurodac.

### ***b. Les facteurs internes***

Concernant les facteurs internes, on pourrait en recenser principalement quatre, qui sont dus notamment à la non-cohésion entre les pays de l'Union européenne et entre ces derniers et les institutions de l'Union.

A vrai dire, c'est la crise économique de 2008 qui est la première à avoir levé le voile sur cet aspect. En effet, lorsque les soubresauts économiques sont arrivés à l'Union européenne, les États du sud, où les économies sont les moins solides, ont été durement affectés. En Espagne comme en Italie mais surtout en Grèce, les taux de chômage et les dettes souveraines se sont aggravés, tandis que dans d'autres pays de l'UE, la crise a été moins ressentie (notamment en Allemagne et en France à un moindre degré). Il convient de souligner que cette crise a permis aux États affectés de prendre conscience du manque de solidarité au niveau européen puisque le couple franco-allemand,

au lieu de prendre des mesures d'aide, notamment *via* le transfert de fonds, s'est contenté de critiquer la non-conformité de ces États avec les critères de convergence de la zone euro. Rappelons que contrairement à un État fédéral où les transferts peuvent se faire entre États riches et États pauvres afin d'affronter les crises, l'intégration non achevée de l'UE ne permet pas une telle solidarité.

Ce constat nous amène donc au deuxième facteur interne du changement de perception des migrants en Europe, à savoir la défaillance des institutions de l'UE. Car ni la Banque centrale européenne, ni la Commission européenne n'ont pu préserver les pays affectés des effets de la crise économique de 2008. C'est le Fonds monétaire international qui s'est occupé de la situation, notamment en Grèce, en imposant des mesures d'austérité drastiques dans le cadre de trois mémorandums impitoyables, ce qui a été perçu comme une sorte de « punition » (Coriat B. et Lantenois C., 2011, p. 5). Cette carence des institutions de l'UE a entraîné une baisse de confiance des populations européennes vis-à-vis de ces dernières.

Le troisième facteur issu de ce désaccord entre les pays de l'UE est donc l'absence d'une politique européenne commune de migration et d'asile. En réalité, l'UE est régie par des mécanismes que les États-membres considèrent comme pénalisant les uns et soulageant les autres. Les accords de Dublin sont le motif sur lequel s'appuient les États qui se sentent plus concernés par les flux migratoires, ceux de l'Europe du sud. De plus, la mauvaise répartition des flux au lendemain de la crise de 2015 est due justement aux règles de Dublin qui imposent que les demandeurs d'asile doivent être enregistrés dans le premier pays où ils arrivent. Autrement dit, si un demandeur d'asile arrive en Italie ou en Grèce, principales portes d'entrée aujourd'hui en Europe, il sera enregistré sur une base de données dite Eurodac, laquelle permettra d'identifier son pays d'entrée en Europe. Ainsi, si le réfugié entend faire une demande d'asile en France, par exemple, il sera renvoyé par les autorités françaises car il n'y a pas été enregistré. Sa demande doit être déposée soit en Italie soit en Grèce. Ceci a pour but d'éviter la multiplication des demandes d'asile et de permettre le contrôle des déplacements dans l'espace Schengen. Or, au

lendemain de la crise qui a frappé dès 2011, les règles de Dublin font en sorte que les flux migratoires soient plus ressentis dans les pays périphériques. En 2015, l'entrée de plus d'un million de réfugiés dans l'Union européenne s'est faite principalement *via* l'Italie (153 000) et la Grèce (850 000). Les règles de Dublin semblent donc être bénéfiques pour le reste des pays de l'espace Schengen plutôt que pour les pays périphériques lesquels, submergés par le poids des réfugiés et dénonçant le manque de solidarité européenne<sup>8</sup>, n'enregistrent que partiellement les demandes de ces derniers permettant donc leur déplacement dans le reste de l'espace Schengen.

Ainsi, les réfugiés qui réussissent à sortir de Grèce, par exemple, empruntent la route des Balkans pour s'introduire dans l'Union européenne principalement *via* la Hongrie puis l'Autriche avant d'arriver en Allemagne. Ce qui a provoqué des réticences chez les habitants de ce pays se trouvant sur le chemin des réfugiés et qui revendiquent la restauration de leurs frontières vu que l'Union en tant qu'institution n'a ni armée ni police pour contrôler les frontières. Les États-membres adoptent donc des solutions individuelles ou unilatérales en remettant même en cause le principe de l'espace Schengen.

En fait, au lendemain de la crise des réfugiés et des migrants, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a détaillé la répartition par pays des nouveaux arrivés sur le sol européen en précisant que cela doit être « obligatoire » (Mével J., 2015). Certains pays ont donc accepté ces quotas, tandis que d'autres, plus particulièrement le groupe de Visegrád<sup>9</sup> et le Royaume-Uni, ont refusé.

Le quatrième aspect que l'on pourrait ajouter aux trois points détaillés ci-dessus tient au fait que d'un point de vue intra-européen, l'espace Schengen a dévoilé ses limites au lendemain des attentats terroristes. Certes, la libre circulation a été bien accueillie au départ par les populations car elle représentait un progrès considérable pour l'intégration européenne ; cependant, les attaques terroristes ont remis en question ce principe car en réalité la libre circulation des personnes facilite aussi celle du terrorisme au sein de l'Union<sup>10</sup>.

## NOTES

- 1 Ces préoccupations de la communauté internationale tiennent à deux facteurs. D'une part, la presse européenne a présenté l'arrivée des migrants et réfugiés comme une crise pour le continent. D'autre part, l'apparition d'images choquantes sur les réseaux sociaux (comme celle publiée en septembre 2015 de l'enfant syrien Aylan Kurdi, retrouvé mort noyé sur une plage turque) a dévoilé l'ampleur ainsi que l'aspect humanitaire de ladite crise.
- 2 Cette difficulté tient au fait que certains États européens considèrent le déploiement des navires humanitaires comme illégitime et comme un empiètement sur leur souveraineté. Dans cette perspective, des navires appartenant notamment à SOS-Méditerranée, à Sea Watch et à Médecins Sans Frontières ont fait l'objet de perquisitions et de poursuites judiciaires par certains gouvernements européens. De ce fait, les missions en Méditerranée sont de moins en moins nombreuses bien que la condition des migrants demeure la même.
- 3 *Le Monde* (2015). « L'Europe confrontée à un afflux inédit de migrants traversant la Méditerranée, selon l'ONU », [https://www.lemonde.fr/europe/article/2015/07/01/l-europe-confrontee-a-une-vague-inedite-de-migrants-traversant-la-mediterranee-selon-l-onu\\_4665565\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2015/07/01/l-europe-confrontee-a-une-vague-inedite-de-migrants-traversant-la-mediterranee-selon-l-onu_4665565_3214.html)
- 4 Le terme « migrant » est difficile à définir car il n'existe pas de consensus international à ce sujet. « Ce terme s'applique habituellement lorsque la décision d'émigrer est prise librement par l'individu concerné, pour des raisons « de convenance personnelle » et sans intervention d'un facteur contraignant externe. Ce terme s'applique donc aux personnes se déplaçant vers un autre pays ou une autre région aux fins d'améliorer leurs conditions matérielles et sociales, leurs perspectives d'avenir ou celles de leur famille » (OIM, 2007, p. 45).
- 5 Illégal : terme parfois employé comme synonyme de migrant en situation irrégulière. L'expression « migrant illégal », qui présente un caractère stigmatisant et entre en contradiction avec l'esprit des instruments internationaux de protection des droits de l'homme, est à éviter.
- 6 Ayant été signé le 14 juin 1985, l'accord de Schengen n'entre en vigueur qu'en 1995, après la signature de la convention d'application en 1990.
- 7 Selon le sondage du parlement européen du 12 août 2016, consulté sur [www.europarl.europa.eu](http://www.europarl.europa.eu) le 9 mai 2017 à 19h20.
- 8 Selon l'article « Immigration : l'Italie dénonce le manque de solidarité européenne » publié le 12 avril 2011 dans la revue de presse électronique du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME) : <http://www.ccme.org.ma/fr/medias-et-migration/8325/> consulté le 7 mai 2017 à 12 :14.
- 9 Créé en 1991 ce groupe comprend la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie.
- 10 Lors des attentats de Paris de 13 avril 2015, l'assaillant Salah Abdessalam a pu fuir en Belgique sans pour autant être contrôlé aux frontières.

## BIBLIOGRAPHIE

- Abell, Nazaré Albuquerque (1996), « The impact of international migration on security and stability », *Canadian Foreign Policy Journal*, 4(1), 83-109.
- Centre tricontinental (2004), *Genèse et enjeux des migrations internationales : points de vue du Sud* : Syllepse, coll. Alternatives sud.
- Coriat B. et Lantenois C. (2011), « L'imbroglie grec : la dette souveraine grecque prise au piège de la zone euro ». <http://atterres.org/sites/default/files/L'imbroglie%20grec.pdf>
- Fouteau C. (2015), « La Méditerranée, cimetière migratoire », consulté le 1<sup>er</sup> avril 2019, sur <https://www.mediapart.fr/journal/dossier/international/la-mediterranee-cimetiere-migratoire>
- Guillot J. (2018), « Europe : le nombre de migrants décroît fortement », consulté le 6 février 2019 sur [https://www.liberation.fr/planete/2018/10/03/europe-le-nombre-de-migrants-decroit-fortement\\_1682713](https://www.liberation.fr/planete/2018/10/03/europe-le-nombre-de-migrants-decroit-fortement_1682713)
- HCDC (n.d), « Differentiation between regular and irregular », consulté le 16 mars 2019 sur <https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Migration/GlobalCompactMigration/RegularAndIrregular.pdf>
- HCR (n.d. (a)), « Mediterranean situation », consulté le 6 mars 2019 sur [https://data2.unhcr.org/en/situations/mediterranean#\\_ga=2.130313679.1942061418.1551036946-619700883.1551036946](https://data2.unhcr.org/en/situations/mediterranean#_ga=2.130313679.1942061418.1551036946-619700883.1551036946)
- HCR (n.d. (b)), « Convention et protocoles relatifs au statut des réfugiés », UNHC, Genève, consulté le 20 février 2019 sur <https://www.unhcr.org/fr/4b14f4a62>
- HCR (n.d. (c)), « Figures at glance: Statistical Yearbooks », consulté le 5 mars 2019 sur <https://www.unhcr.org/figures-at-a-glance.html>
- HCR (2018), « Desperate journeys: Refugees and migrants arriving in Europe and at Europe's borders », January-december, consulté le 25 janvier 2019 sur <https://www.unhcr.org/desperatejourneys/>
- Lequeux V. (2019), « Asile et migrations dans l'Union européenne », consulté le 17 mars 2019 sur <https://www.touteleurope.eu/actualite/asile-et-migrations-dans-l-union-europeenne.html>

Mével J. (2015), « L'Union européenne détaille ses «quotas» de migrants par pays », consulté le 14 février 2019 sur <http://www.lefigaro.fr/international/2015/09/07/01003-20150907ARTFIG00339-migrants-l-union-europeenne-detaille-son-plan.php>

OIM (2007), *Droit international de la migration : glossaire de la migration*, n° 9, Genève, consulté le 2 mars 2019 sur [https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml\\_9\\_fr.pdf](https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_9_fr.pdf)

Steinhilper E. and Gruijters R. (2017), « Border Deaths in the Mediterranean: What We Can Learn from the Latest Data », consulté le 10 mars 2019 sur <https://www.law.ox.ac.uk/research-subject-groups/centre-criminology/centreborder-criminologies/blog/2017/03/border-deaths>

*Vie-publique* (2016), « La politique d'immigration dans contexte européen », consulté le 5 avril 2019 sur <https://www.vie-publique.fr/politiques-publiques/politique-immigration/contexte-europeen/>





# **Facteurs de blocage de l'insertion socio-professionnelle des immigrés résidant en Espagne en temps de crise : le cas des Marocains de Catalogne**

---

*Hajar El Moukhi*

## **Résumé**

Toute crise, quelle que soit sa nature, a des répercussions directes et indirectes sur les migrants et qui peuvent dans de nombreuses circonstances aggraver leur situation, notamment les plus vulnérables.

Notre article mettra l'accent sur les facteurs ayant accentué l'impact de la crise économique et de l'emploi qu'a connue l'Espagne à la fin des années 2000. Puis seront étudiés ceux ayant le plus influencé la situation socio-économique des migrants, d'une manière générale, et des Marocains enquêtés dans la Communauté autonome de la Catalogne (C.A.C.), en particulier.

Les problèmes structurels du marché du travail espagnol conjugués à la segmentation du marché de l'emploi (ou marché du travail dual) expliqueraient dans une large mesure la vulnérabilité latente des travailleurs immigrés, surtout en Espagne où coexistent un secteur formel et un secteur informel. Les immigrés occupent généralement des emplois temporaires qui se situent en bas de la hiérarchie sociale et/ou dans les branches qui connaissent le plus de fluctuations économiques et sont donc instables. Cette vulnérabilité s'accroît en période de crise, multipliant et diversifiant par conséquent les problèmes pour les migrants et les membres de leurs familles. La situation sur le marché de l'emploi est aussi impactée par le principe de

préférence nationale qui s'applique de manière remarquable en période de crise, et par les caractéristiques de l'immigration dans ce pays.

Pour ce qui est de l'enquête de terrain, elle met en relief l'importance des déterminants suivants dans l'explication de la gravité de la crise : la faiblesse de la qualification, la sensibilité des postes occupés suivant la branche d'activité, la temporalité, la politique d'ajustement des entreprises, la situation juridique des immigrés et l'ancienneté.

**Mots-clés :** crise économique et de l'emploi, Catalogne, immigrés marocains, marché du travail dual.

## Introduction

La crise économique et financière mondiale qui a débuté à la fin des années 2000 a touché de plein fouet l'économie espagnole, plus que les autres pays de l'OCDE, ce qui a eu des répercussions négatives sur la population, notamment la population immigrée. Cette crise s'est manifestée d'une manière plus prononcée sur le marché du travail, ce qui a eu des répercussions négatives sur les ressources, le niveau de vie et l'intégration des immigrés et leurs familles en Espagne et dans le pays d'origine (Maroc), tout en aggravant les inégalités.

Le niveau élevé du chômage constitue un facteur de vulnérabilité de la population active et place l'Espagne au deuxième rang des pays de l'OCDE par ordre décroissant même si la croissance ces trois dernières années continue à être vigoureuse et équilibrée avec un taux supérieur à la majorité des autres pays de la zone euro<sup>1</sup>. Cette situation est attribuable aux difficultés consécutives à la crise ainsi qu'aux déséquilibres qui se sont manifestés avec acuité.

Notre article mettra l'accent sur les facteurs qui ont aggravé l'impact de la crise économique et de l'emploi en Espagne à la fin des années 2000 ainsi que sur ceux ayant le plus influencé la situation socio-économique des migrants, en général, et des Marocains enquêtés

dans la Communauté autonome de la Catalogne (C.A.C.), en particulier, notamment les facteurs ayant aggravé leur vécu durant la crise économique.

Ce travail se base sur une abondante revue de la littérature empirique ainsi que sur les résultats d'une enquête de terrain menée en 2014 par nos soins auprès de 300 Marocains résidant dans la C.A.C.

Au niveau théorique, notre analyse s'inscrit dans le cadre de la théorie de la segmentation du marché de l'emploi (ou marché du travail dual) développée par M. Piore<sup>2</sup>, qui expliquerait dans une large mesure la vulnérabilité latente des travailleurs immigrés, surtout en Espagne où coexistent un secteur formel en parallèle avec un secteur informel et des problèmes structurels du marché du travail espagnol qui ont amplifié la situation.

Dans cette quête de compréhension et d'explication des déterminants ayant influencé négativement l'insertion des immigrés, notamment marocains, il serait opportun de traiter les facteurs qui ont aggravé la crise d'un point de vue macro-économique, en se référant au marché du travail espagnol dans son ensemble. Il s'agit des facteurs structurels de l'économie espagnole, le principe de la préférence nationale et les spécificités de l'immigration en Espagne. Puis, la lumière sera faite sur le facteur migration pour mieux comprendre l'insertion économique des immigrés sur le marché de travail et les défaillances de ce secteur. Ensuite, une démarche micro-économique sera adoptée, se référant aux résultats de l'enquête que nous avons menée, afin d'apprécier l'importance de plusieurs éléments dans l'explication de la gravité de la crise : faiblesse de la qualification, sensibilité des postes occupés suivant la branche d'activité, temporalité, politique d'ajustement des entreprises, situation juridique des immigrés et leur ancienneté.

## **I. Facteurs relatifs au marché du travail espagnol**

Plusieurs facteurs ont accentué la crise de la fin des années 2000 pour l'ensemble de la population active en Espagne et plus particulièrement

pour la population immigrée, principalement les problèmes structurels de l'économie espagnole, le principe de la préférence nationale et les spécificités relatives à l'emploi des immigrés en Espagne.

## **1. Problèmes structurels de l'économie espagnole**

Différents rapports économiques de l'OCDE<sup>3</sup> soulignent que le niveau élevé du chômage, lors de la crise de la fin des années 2000, résulte non seulement de l'atonie de la demande mais aussi de problèmes structurels, ce qui a pesé sur la croissance de la productivité. Parmi ces problèmes figurent : le dualisme des contrats de travail, la faiblesse de la performance des entreprises et les nécessités du marché du travail vis-à-vis de l'immigration.

### **1.1. Dualisme des contrats de travail**

Un des traits spécifiques qui distingue le marché de l'emploi espagnol de celui de la moyenne des pays de l'UE-15 est la part plus élevée de l'emploi temporaire<sup>4</sup> et la réticence des entrepreneurs à convertir les CDD en CDI. Cette situation est expliquée par la protection élevée dont bénéficient les travailleurs titulaires d'un CDI<sup>5</sup> et les indemnités de licenciement très élevées obtenues *de facto* par ceux-ci.

Cette situation a abouti à la rigidité et au dualisme du marché du travail en ce qui concerne les contrats, pesant ainsi sur la réactivité des salaires aux conditions du marché du travail et rendant l'intégration des jeunes sur le marché plus difficile. En outre, elle nuit à la productivité du travail en réduisant la mobilité professionnelle des travailleurs permanents, et, dans le cas des emplois temporaires, elle réduit l'incitation des individus et des entreprises à investir dans la formation, d'autant plus que la structure productive est constituée principalement de petites entreprises.

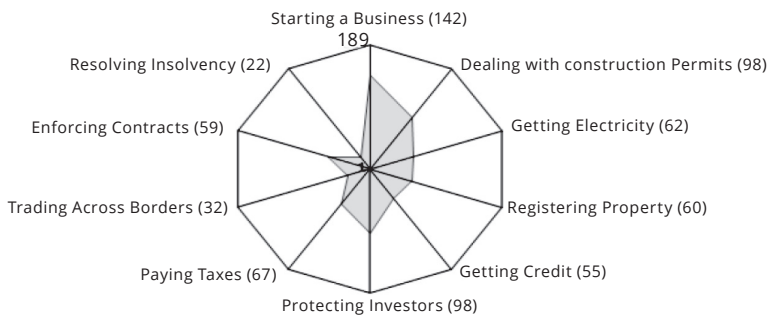
Pour faire face à la crise, il était opportun pour les entreprises de licencier les travailleurs temporaires, un des principaux mécanismes

d'ajustement, aggravant ainsi le chômage. En fait, il y a eu une des plus fortes réactions de l'emploi à l'activité économique espagnole au cours de la récession à double creux. Pendant la récession de 2008-2009, la productivité avait augmenté, car la réduction des effectifs avait été forte par rapport au recul du produit intérieur brut (PIB) tandis que le nombre moyen d'heures travaillées avait augmenté. Par contre, durant la période récessive 2011-2013, le rapport entre la baisse de l'emploi et celle de la croissance économique a été plus élevé.

## 1.2. Faiblesse de la performance des entreprises

En comparaison avec les autres pays de l'OCDE, les entreprises en Espagne souffrent de plusieurs handicaps parmi lesquels la difficulté de créer une entreprise et le manque de performance de l'entreprise. L'Espagne a été classée en 2013 par la Banque mondiale<sup>6</sup> à la 142<sup>e</sup> position (sur 189) quant à la facilité de créer une entreprise et 98<sup>e</sup> position pour l'obtention des permis et autorisations de construction (figure 1). Elle est aussi le 2<sup>e</sup> pays de l'OCDE où les obstacles à l'entrepreneuriat sont les plus élevés<sup>7</sup>.

Figure 1 : Classement de l'Espagne vis-à-vis des thèmes du Doing Business de 2013



Source : World Bank (2013), Doing Business 2014.

Il est vrai que la croissance des marges bénéficiaires des entreprises en Espagne est plus rapide<sup>8</sup> que dans la plupart des autres pays de la zone

euro, mais elles demeurent peu performantes. La faible performance des entreprises est expliquée principalement par la fragmentation du secteur et par l'inadaptation du cadre réglementaire.

En effet, ce secteur est dominé par les très petites entreprises locales à faible productivité, qui représentaient plus de 90 % en 2010. Quant aux grandes entreprises productives et présentes à l'international, elles représentaient moins de 1 %. Outre la fragmentation du cadre réglementaire au niveau régional et local, les entreprises souffrent de la déficience des solutions de remplacement du crédit bancaire, entravant ainsi leur développement.

Plusieurs rapports de l'OCDE<sup>9</sup> remettent en cause les mesures d'activation du marché de l'emploi qui s'appuient sur le principe d'obligation réciproque : les autorités garantissent un revenu aux demandeurs de travail et les aident à trouver un emploi ; en contrepartie, ces personnes doivent rechercher activement un emploi, ou suivre une formation et, par-dessus tout, accepter toute offre d'emploi valable. Or, un certain flou entoure la définition d'une offre d'emploi valable ou convenable et l'obligation de rechercher un emploi n'est pas systématique. Ces mesures sont considérées comme inadaptées et difficiles à appliquer par les régions qui restent dépendantes de l'administration centrale en ce qui concerne le versement des allocations de chômage. Elles sont aussi insuffisantes car leur budget ne permet pas de répondre aux besoins croissants des demandeurs d'emploi. À titre indicatif, le nombre des chômeurs a plus que doublé depuis 2007, tandis que les dépenses d'activation n'ont augmenté que de 10 %.

### ***1.3. Nécessités du marché du travail et de l'immigration***

D'autres problèmes structurels sont relatifs aux nécessités du marché du travail et à l'immigration vu l'inadéquation entre l'offre et la demande de main-d'œuvre autochtone et l'importance du secteur informel.

Avant la crise, l'économie espagnole connaissait une dynamique économique remarquable qui a généré de nombreux emplois. Mais la croissance de l'offre de travail était supérieure à la croissance de la population active d'origine espagnole. De plus, les Espagnols sont rebutés par certaines activités, ce qui a constitué un effet d'appel à la population immigrée<sup>10</sup>.

D'autres rigidités signalées traditionnellement par les entreprises ont été résolues par l'immigration, puisque les immigrés – plus mobiles –, ont répondu à la demande de travail quel que soit le secteur d'activité ou la zone géographique. La forte mobilité de la main-d'œuvre immigrée s'accompagnait de mauvaises conditions de travail (faible promotion dans l'emploi, promotion dans la hiérarchie non déclarée dans le contrat, plus d'heures de travail non déclarées, inadéquation entre le travail accompli et le salaire touché), voire de la précarité dans l'emploi puisque certaines petites entreprises échappaient au contrôle des conditions de travail tout en alimentant la croissance du secteur informel<sup>11</sup>.

La contribution de l'immigration à l'économie espagnole est indéniable pendant la période d'expansion économique et demeure nécessaire même lors de la période post-crise, malgré le plus dur impact sur l'insertion professionnelle des immigrés. Lors de la crise, la destruction des emplois a été importante, touchant aussi bien les travailleurs autochtones que les immigrés, ces derniers constituant le quart des travailleurs au chômage. Cette catégorie de travailleurs pourrait être désavantagée dans la phase de récupération pour d'autres motifs tels l'expérience, le niveau d'éducation, l'adéquation de la formation, la langue et le capital social. Les projections par rapport à la santé économique du pays révèlent la fragilité de leur situation et les difficultés à absorber le niveau de chômage qui est resté élevé même lors de la période post-crise<sup>12</sup>.

Un autre facteur structurel et qui influencerait l'insertion des immigrés mérite d'être souligné, c'est le risque du développement de l'économie souterraine, d'autant plus que ce secteur tient une place prépondérante



dans l'économie espagnole en comparaison avec d'autres pays de l'OCDE. En temps de crise, les entreprises chercheront la baisse des coûts de la main-d'œuvre, en faisant travailler les personnes d'une manière illégale, surtout qu'il est difficile de contrôler le travail légal car la structure productive en Espagne est caractérisée par la prédominance des petites et micro-entreprises dans des secteurs tels que la construction et l'hôtellerie qui créent et détruisent des centaines d'entreprises chaque année<sup>13</sup>.

Selon Médina *et al.*<sup>14</sup>, lors de la crise, la situation des immigrés quant au type d'emploi occupé a empiré en Espagne. L'indicateur de l'évolution de l'emploi irrégulier dans la population immigrée dans ce pays a affiché une augmentation de 14 points pendant la période de la crise, se situant à des niveaux très élevés (35,4 % pour les hommes et 40 % pour les femmes). De même, des travaux de l'OCDE<sup>15</sup> estiment que la taille de l'économie informelle peut grandir au cours d'une forte récession, ce qui favorise encore plus l'emploi illégal des étrangers<sup>16</sup>. Selon Carpión et Serrano, le nombre des étrangers occupés dans l'économie souterraine espagnole est estimé à un million<sup>17</sup>.

Ceci étant, à moyen ou à long terme, les perspectives d'une très faible croissance démographique avec une absence d'immigration montrent que, dans une nouvelle phase expansive du cycle économique, la main-d'œuvre immigrée pourrait jouer un rôle principal. Les perspectives futures de l'immigration en Espagne sont fortement conditionnées par l'évolution de l'économie<sup>18</sup>.

## **2. Principe de la préférence nationale**

En théorie, l'expansion de la croissance économique induit un déplacement de la main-d'œuvre autochtone vers les emplois les mieux rémunérés et les plus prestigieux, ce qui cause une pénurie de main-d'œuvre dans les emplois peu rémunérés, de courte durée et de faible statut. Pour remédier à cette situation, les industriels peuvent offrir des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail, ou bien substituer du capital au travail. Mais une telle décision

est coûteuse. L'alternative est de recruter des travailleurs étrangers, d'autant plus que la nationalité pourrait donner une sorte de monopole sur le marché du travail autochtone. Son rôle serait plus influent qu'un syndicat si le critère de la préférence nationale était adopté pour exclure les étrangers même les plus productifs et les plus compétents, de certains emplois. Selon Piore, *“Nationality is, in other words, like union membership, but a national group is a much more powerful, cohesive unit than a union. Hence, national restrictions are used to reserve good jobs for natives and to exclude foreigners even when the foreigners are, in fact, more skilled and more productive”*<sup>19</sup>.

Ainsi, les immigrés tardent à trouver un emploi à cause de l'exclusion ou des discriminations à l'embauche fondée sur des critères raciaux et ethniques, de langue et de culture. Les études que l'OIT dirige sur les discriminations dans ses pays-membres montrent que « les personnes d'origine étrangère doivent en général postuler à au moins trois fois plus d'emplois avant d'obtenir un entretien d'embauche<sup>20</sup> ». Cette situation s'aggrave au cours des récessions car la protection de l'emploi local gagne en importance, les recrutements se font de manière plus sélective, et le principe de la préférence nationale est appliqué<sup>21</sup>. C'est ce qui explique en partie seulement l'asymétrie de la crise de l'emploi dans la population active en fonction de l'origine, puisque la documentation disponible sur l'Espagne n'incrimine pas directement l'adoption de ce principe et s'efforce d'expliquer la meilleure insertion professionnelle des autochtones en période de crise et post-crise avec d'autres critères.

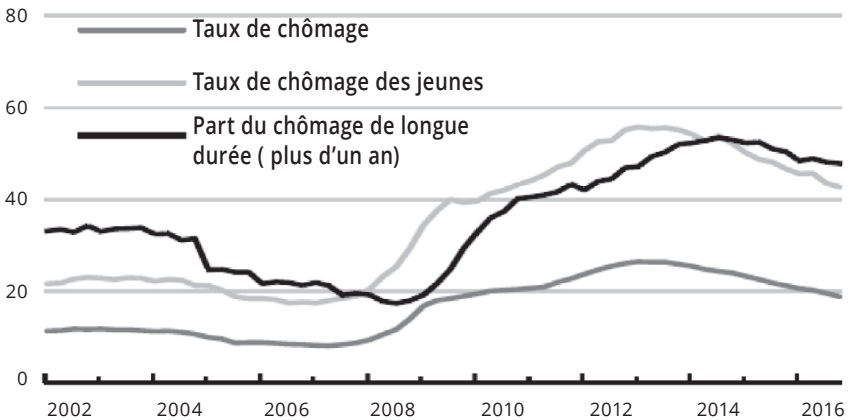
### **3. Spécificités relatives à l'emploi des immigrés en Espagne**

En période de récession, les immigrés en Espagne ont été beaucoup plus affectés par les effets de la crise pour quatre raisons principales. Il s'agit de : la sévérité de la crise en termes de chômage ; l'importance exceptionnelle en volume et en intensité des flux migratoires vers l'Espagne au début des années 2000 ; le fait que l'immigration de travail en Espagne prend plus d'importance ; et l'asymétrie de la crise selon les secteurs touchés<sup>22</sup>.

### 3.1. Sévérité de la crise en termes de chômage

Selon les données de l'OCDE, le taux de chômage se situait en dessous de 10 % en 2007, et il a atteint 26,1 % en 2013, son niveau le plus élevé. Ce chômage a touché durement les jeunes et a amplifié le taux de chômage de longue durée. La sévérité de la crise est manifeste, puisque même lors de la période de la reprise le taux de chômage reste élevé, même s'il régresse graduellement.

Figure 2 : Évolution du taux de chômage en Espagne entre 2002 et 2016



Source : OCDE, *Études économiques de l'OCDE, Espagne 2017* (version abrégée), Paris, Editions OCDE, 2018.

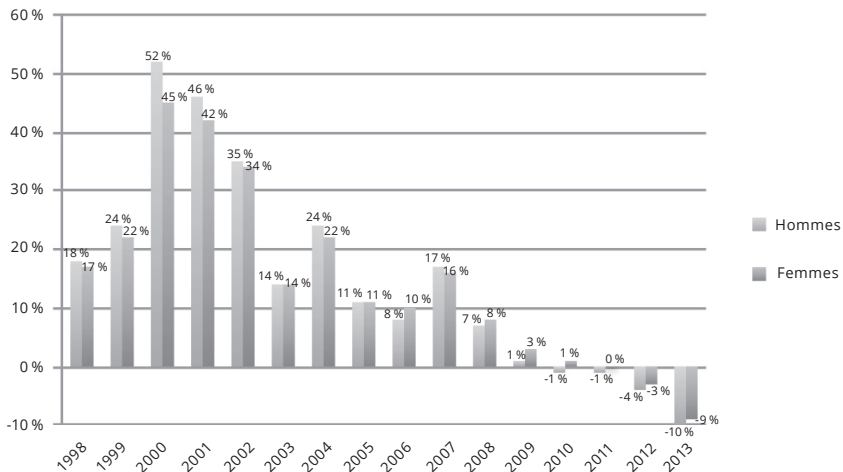
Plus particulièrement, la crise a eu un impact asymétrique sur la population active en termes de nationalité et de genre. L'augmentation du taux de chômage a été plus prononcée chez les hommes et chez ceux nés à l'étranger encore plus. A titre indicatif, en 2013, le chômage des hommes nés en Espagne était de 23,5 % contre 37,4 % chez ceux nés à l'étranger, et le chômage des femmes nées en Espagne était de 25,2 % contre 34,1 % chez celles nées à l'étranger.

### 3.2. Importance exceptionnelle en volume et en intensité des flux migratoires vers l'Espagne entre 2000 et 2007

Au début des années 2000, l'Espagne était considérée comme le deuxième pays de l'OCDE récepteur d'immigration en chiffres absolus (après le Royaume-Uni) et le premier relativement à la population du pays<sup>23</sup>. La part de la population étrangère dans la population totale a augmenté, passant de 4,9 % en 2001 à 12,3 % en 2010 ; néanmoins, elle a baissé durant la crise pour atteindre 10,7 % en 2013.

L'effectif des étrangers en Espagne a connu une augmentation soutenue entre 1997 et 2010, passant de 637 085 à 5 736 258. Les femmes en représentent environ la moitié. A partir de 2011, l'effectif total commence à baisser pour arriver à 5 023 487 au 1<sup>er</sup> janvier 2014. La figure suivante montre l'évolution de l'effectif des étranger.e.s en Espagne.

Figure 3 : Évolution de la croissance des effectifs des étranger.e.s en Espagne (selon le genre)



Source : Calcul et élaboration faits à partir des données de l'INE.

### **3.3. Plus grande importance de l'immigration de travail en Espagne**

La migration de travail représentait en 2007 48,25 % du total des permis de résidence, cette part étant plus importante chez les hommes, 58,26 %. Quant au regroupement familial, il représentait 35,31 %, une proportion qui importante chez les femmes (41,98 %).

La prépondérance de la migration économique est expliquée par certains déséquilibres de l'économie espagnole. L'Espagne a connu, avant la crise économique, une croissance économique importante dont le moteur était la dynamique soutenue de secteurs qui sont fortement demandeurs de main-d'œuvre. Il s'agit principalement du secteur de la construction et de certaines activités du secteur des services relatives au tourisme. Cet effet d'appel a été conjugué au manque de travailleurs espagnols capables de répondre aux offres d'emploi dans certaines activités et/ou certaines zones géographiques caractérisées par des conditions de travail peu favorables, comme précisé plus haut<sup>24</sup>.

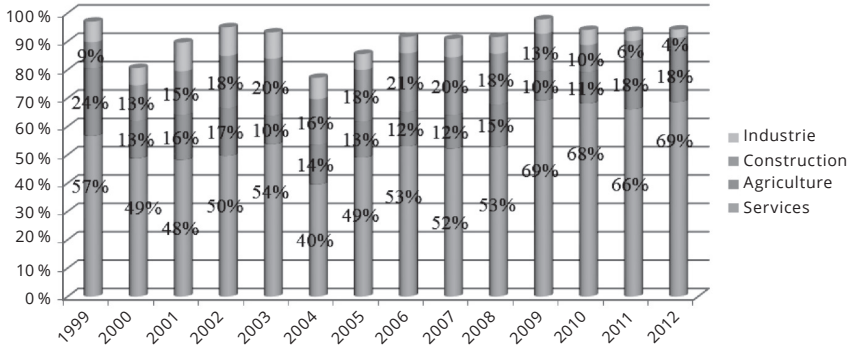
Cette tendance s'est inversée lors des années antérieures à la crise, rendant le solde migratoire négatif jusqu'en 2015, impactant les migrations de travail qui sont devenues relativement modestes<sup>25</sup>.

### **4. Asymétrie de la crise par rapport aux secteurs touchés**

La récession a touché avec force principalement le secteur de construction, qui a un poids considérable en matière de croissance économique et d'emploi direct et indirect. Ce secteur a compté 750 000 chômeurs sur près de 6 millions, à cause de la destruction massive des emplois qui avaient été créés dans ce secteur durant la flambée immobilière<sup>26</sup>.

La figure ci-dessous atteste de cette ampleur : ce secteur faisait travailler 20 % des nouveaux étrangers avant la crise (2006-2007), or, en 2012, il n'en faisait plus travailler que 4 %.

Figure 4 : Évolution de la part des autorisations de travail octroyées aux étrangers selon les principaux secteurs d'activités



Source : Elaboration personnelle à partir des données \_Autorizaciones de Trabajo a Extranjeros : <http://www.empleo.gob.es/estadisticas/pte/welcome.htm>

## II. Spécificités du travail des immigrés : zoom sur les Marocains enquêtés

Dans ce qui précède nous avons traité les déterminants macro-économiques ayant impacté sévèrement le marché de l'emploi espagnol. Dans ce qui suit, nous allons prolonger notre analyse en spécifiant dans un premier temps comment s'est produite l'insertion des Marocains sur le marché de l'emploi par rapport aux autres immigrés lors de la période de la crise. Dans un deuxième temps, nous allons détailler les facteurs ayant influencé l'insertion des Marocains enquêtés dans la Communauté autonome de Catalogne.

### 1. Vue d'ensemble sur l'insertion des immigrés sur le marché du travail : le cas des Marocains

Dans ce point, nous allons situer les déterminants ayant rendu l'accès au marché de l'emploi difficile pour les Marocains par rapport au contexte général ayant influencé l'insertion économique de l'ensemble des immigrés des pays tiers.

### **1.1. Insertion économique des immigrés des pays tiers**

Outre la proportion plus élevée de l'emploi temporaire, le marché de l'emploi espagnol se distingue de celui de la moyenne des pays de la région par une part moins élevée de l'emploi qualifié. La combinaison de ces deux facteurs suppose un degré plus élevé de précarité dans l'emploi du moment où il y aurait de faibles possibilités de promotions dans l'emploi<sup>27</sup> (Colectivo Ioé (2012), *Crisis e inmigracion marroqui en espana*, 2007-2011, éd. CCME).

Généralement, en Espagne, la population immigrée occupe un emploi manuel, temporaire et peu qualifié, dans des petites entreprises qui opèrent dans les secteurs économiques intensifs en main-d'œuvre : la construction, le commerce, l'hôtellerie, l'agriculture, ainsi que les services ménagers à domicile et les services aux personnes. Ce type d'emploi de faible statut social, de moindre prestige, avec des conditions de travail peu favorables (pénibilité, faible niveau de rémunération, plus d'efforts) et avec de faibles possibilités d'ascension est dominé par les Indiens, les Africains et les ressortissants des pays de l'Europe de l'Est.

Par conséquent, il existerait une certaine relation de complémentarité entre les immigrés et les travailleurs espagnols et une vive concurrence entre les immigrés. La complémentarité est moins évidente dans des professions ou secteurs tels l'hôtellerie et la restauration, les services domestiques extérieurs et les emplois qualifiés de la construction et l'agriculture, où même les Espagnols travaillent. Les postes occupés ne sont basés ni sur le niveau de qualification ni sur l'expérience des immigrés et ne répondent pas à leurs perspectives professionnelles, ce qui trouve son explication en partie dans les restrictions sectorielles ou régionales dont certains permis sont assortis<sup>28</sup>.

En outre, les immigrés des pays tiers affichent des niveaux de qualification supérieurs, un salaire moyen inférieur au barème contractuel, une plus faible participation à la formation continue en

comparaison avec la population espagnole et avec des journées de travail plus longues (supérieures à 40 heures par semaine)<sup>29</sup>.

La nature des emplois occupés par les immigrés n'est pas facilement attribuable à une discrimination basée sur l'origine, mais plutôt sur le « principe de la queue » : les personnes qui ne bénéficient pas d'un avancement ou sont déclassées sont celles qui ont rejoint récemment le marché du travail. L'ancienneté permettrait la convergence dans les statuts, mais ce fait est très retardé et incomplet. Les différences se réduisent énormément chez les immigrés qui sont présents depuis vingt ans sur le marché du travail. Outre l'ancienneté, d'autres facteurs sont pris en compte pour obtenir une promotion : principalement le niveau d'études, la maîtrise de la langue, le secteur d'activité mais aussi l'effort fourni par l'employé. Ceci étant, chez les immigrés domine l'image de la stagnation dans le statut, vu que les autochtones bénéficient plus et plus facilement de l'ascension dans l'emploi<sup>30</sup>.

### ***1.2. Insertion économique des immigrés marocains***

La majorité des Marocains trouvent du travail dans les emplois peu valorisants et avec certaines possibilités d'amélioration des conditions de travail avec l'ancienneté. Pendant le cycle de croissance économique, l'insertion professionnelle des Marocains s'est produite, en général, sur des postes qui se situent dans les plus bas niveaux de la pyramide professionnelle, nécessitant peu voire aucune qualification et caractérisés par une grande instabilité de l'emploi, la temporalité et un taux de chômage supérieur aussi bien à celui de la population autochtone qu'à celui de la majeure partie de l'immigration étrangère<sup>31</sup>. Cette situation peu favorable et qui accentue le risque de précarité en cas de mauvaise conjoncture est relative à la structure productive du pays et donc à la demande de travail<sup>32</sup>.

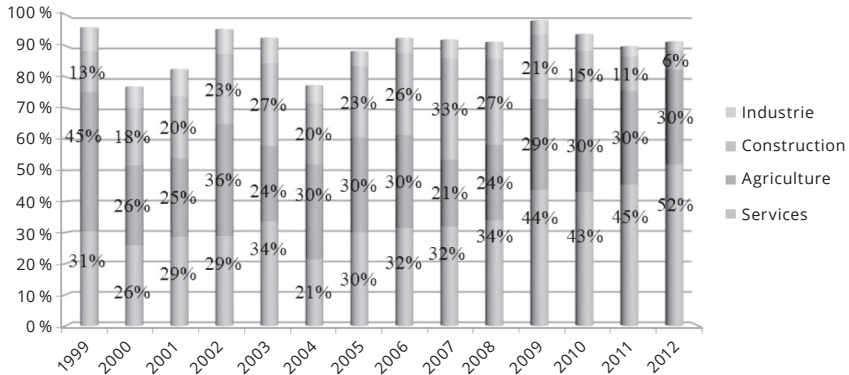
Durant la crise, les immigrés n'ont pas été affectés de la même manière. Il y a eu une asymétrie relative à leur origine. En effet, le taux de chômage des Européens et des Latino-Américains se situait autour de la moyenne de l'ensemble des étrangers. Néanmoins, le groupe appelé



« reste du monde » s'éloigna grandement, dont la communauté la plus important est celle des Marocains. A titre indicatif, au dernier trimestre de 2008, le taux de chômage des Marocains était de 35 % suivi par celui des immigrés originaires de Cuba (27,5 %) et de la Bulgarie (27,5 %). Ce qui n'est pas le cas des Chinois qui connaissaient un taux de chômage de 3,8 %<sup>33</sup>. Une des explications de l'accroissement du taux de chômage des immigrés réside dans l'accroissement de la population active immigrée à la recherche d'un emploi à partir de 2008, mais ce n'est pas le cas des Marocains pour qui ce taux est expliqué principalement par les nouvelles pertes d'emploi. Les Marocains ont été largement affectés depuis le déclenchement de la crise à cause de la chute de l'activité dans la construction, la faiblesse de leur qualification et les possibilités limitées de leur reconversion vers d'autres activités<sup>34</sup>.

Par secteurs d'activité, un changement notable a eu lieu, en matière d'autorisations de travail octroyées aux travailleurs marocains, entre le début de la crise et la période de l'enquête. Généralement, le secteur de la construction était classé troisième dans l'octroi des autorisations de travail, avec une proportion en baisse entre 2007 et 2012, passant de 33 % à 6 %. Le secteur des services n'a pris la première place de manière continue qu'à partir de 2008 (34,1 %), pour passer à 52 % en 2012. Pour ce qui est de l'agriculture, sa part a connu une certaine stabilité, environ 30 % à partir de 2004, mais en baisse par rapport à 1999 où elle représentait 44,5 %<sup>35</sup>. Ces caractéristiques ont influencé négativement l'insertion socio-professionnelle des Marocains en période de crise.

Figure 5 : Evolution des autorisations de travail octroyées au Marocains selon les principaux secteurs d'activité



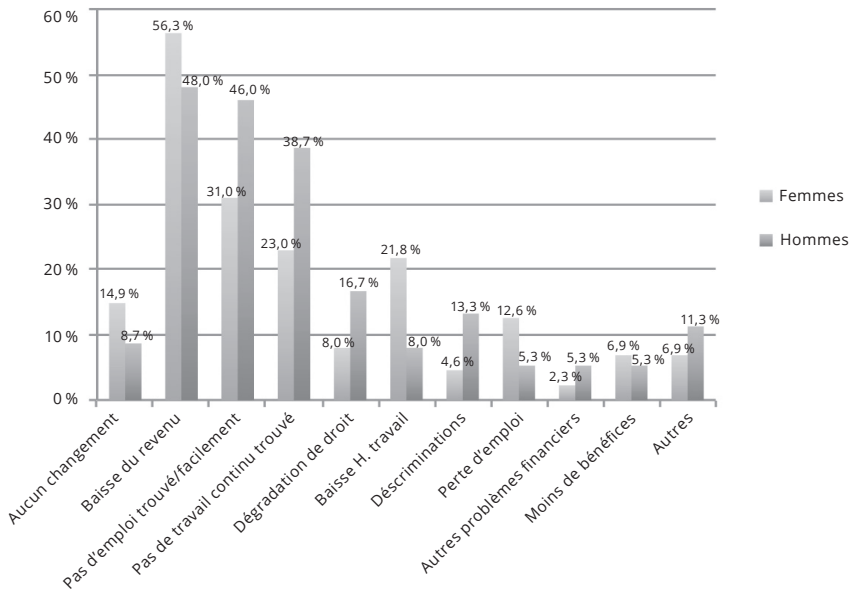
Source : Elaboration à partir des données \_Autorizaciones de Trabajo a Extranjeros <http://www.empleo.gob.es/estadisticas/pte/welcome.htm>

## 2. Spécificités du travail des immigrés marocains enquêtés

La crise économique et de l'emploi en Espagne a eu des répercussions négatives sur nos répondants. Les principaux problèmes cités sont d'ordre financier et socio-économique relatifs au marché du travail, au revenu, au niveau de vie et à l'insertion économique (figure 6).

Des différences en fonction du genre ont été soulignées, notamment par rapport à l'emploi, ce qui met en relief l'importance relative de l'activité des hommes (1 % des hommes sont inactifs contre 34 % des femmes<sup>36</sup>) aussi bien avant qu'après la crise. L'inactivité du tiers des femmes s'explique par la perception de leur rôle principal de mère, épouse et femme au foyer dont le mari est le principal pourvoyeur de revenu. C'est aussi l'idée qui a été développée par Piore qui souligne à propos des femmes : « *Their major social and economic activity is as a wife and a mother, and they define themselves in these terms. The job is a source of income to supplement other family earnings*<sup>37</sup>. » D'ailleurs, c'est le cas de l'ensemble de la communauté marocaine en Espagne pour qui le taux d'activité des hommes est nettement supérieur à celui des femmes.

Figure 6 : Impact de la crise sur l'emploi des ménages des répondants



Source : Notre enquête réalisée en Espagne en 2014.

La compréhension de la gravité de la situation des Marocains enquêtés nécessite la confirmation des éléments analysés plus haut. Notre enquête de terrain, d'une part, atteste de l'importance des facteurs influents suivants : la faiblesse de la qualification, la précarité des postes occupés dans la branche d'activité ainsi que la temporalité, d'autre part, elle fait ressortir la particularité du rôle de la politique d'ajustement des entreprises et de la situation juridique des immigrés dans l'aggravation de la situation des immigrés sur le marché du travail, tout en soulignant que le facteur de l'ancienneté est non négligeable pour une réinsertion économique.

### 2.1. Faiblesse de la qualification

Comme souligné auparavant, les emplois créés par l'économie espagnole sont en majorité faiblement qualifiés. Nos enquêtés ont

répondu à cette offre aussi bien avant qu'au moment de la crise. En effet, ils occupaient principalement des emplois salariés peu ou pas qualifiés. Néanmoins, avant la crise, ils ne faisaient pas d'effort pour obtenir un emploi non qualifié et ne faisaient pas appel aux réseaux sociaux. Ce qui n'est plus le cas en temps de crise où il est devenu difficile de décrocher un emploi. Selon eux, les Espagnols commencent à accepter des emplois qu'ils refusaient auparavant pour faire face à la nouvelle situation.

Un élément-clef pourrait expliquer pourquoi les Marocains sont défavorisés en ce qui se rapporte aux emplois même peu qualifiés, c'est leur faible niveau d'éducation et le moindre effort fourni pour améliorer leurs compétences, notamment les hommes. Notre recherche a souligné un impact positif chez les femmes, en baissant beaucoup la part des analphabètes et en élevant la part de celle qui parlent la langue officielle du pays « castellan » pour converger vers celle des hommes. Cependant, plus d'une personne sur dix ne parlait pas castellan au moment de l'enquête. La situation est pire en ce qui concerne le catalan, langue de communication de la région, qui est déclarée être parlée par moins d'un répondant sur cinq.

Ce manque d'intérêt pour le catalan est expliqué par les répondants par le fait qu'une grande attention n'a été accordée à cette langue par les autorités et les institutions dans la Communauté de la Catalogne qu'en temps de crise. En effet, les autorités n'ont donné de valeur à cette langue que dans le statut de la Catalogne de 2006, et même si le catalan est la langue habituelle de communication et de travail, plus de la moitié des mairies catalanes et six comarques n'avaient pas encore, en 2007, approuvé les règlements correspondants. En outre, on a noté la tendance des catalanophones à ne pas employer leur propre langue devant un inconnu ou une personne identifiée comme étrangère<sup>38</sup>.

Il est admis que les formations professionnelles facilitent la reconversion dans les secteurs créateurs d'emplois. Or, nos répondants manquent d'intérêt pour les formations, notamment en période de crise. La proportion de ceux ayant effectué une/des formation(s) a

baissé lors de la deuxième période de 12 points chez les hommes et de 17 points chez les femmes, représentant 45 % des femmes et 40 % des hommes, avec une faible diversification des domaines et un intérêt particulier pour les langues notamment chez les femmes. Les personnes interrogées ont expliqué leur désintérêt vis-à-vis de la poursuite des formations entre autres par l'inadéquation de l'horaire, l'inutilité, le manque de perspective de trouver un emploi correspondant aux formations proposées dans les centres de formation.

## ***2.2. Sensibilité des emplois occupés par rapport à la branche d'activité***

En Espagne, lors de la crise, la destruction des emplois a été massive dans le secteur de la construction, ce qui a réduit sa part dans les postes créés, renforçant la part des autorisations octroyées aux étrangers dans le secteur des services, puis de l'agriculture. Cette situation a obligé des travailleurs à se reconvertir. Ce fut le cas de nos répondants, en temps de crise, quatre hommes sur cinq et une femme sur deux ont changé de branche d'activité, s'adaptant aux offres du marché.

Néanmoins, s'agissant du principal emploi occupé<sup>39</sup>, pour la grande majorité, le travail exercé était déclaré et il n'y a pas eu de changement très important dans la structure des emplois. Nos répondants hommes trouvaient du travail principalement dans le bâtiment et l'industrie puis le commerce ; quant aux femmes, elles travaillaient principalement dans les services domestiques ou du nettoyage et dans l'hôtellerie/ restauration. Ceci cache une vulnérabilité latente due principalement à la segmentation du marché du travail. Ces travailleurs sont employés dans les secteurs les plus sensibles aux fluctuations économiques.

Un autre élément ressort de la littérature existante et explique l'accentuation des répercussions négatives de la crise, c'est la croissance de l'économie souterraine. Il est vrai que la part des répondants ayant exercé leur principal emploi de manière informelle n'a pas connu de changements notables lors du retournement de la conjoncture (une femme sur cinq contre un homme sur dix). Or, les répondants qui se sont installés dans ce pays au moment de la crise

étaient embauchés principalement dans le secteur informel, ce qui est le signe de leur plus grande vulnérabilité et de la difficulté de leur insertion socio-économique.

### **2.3. Temporalité**

La temporalité est un autre déterminant de l'aggravation des conditions des immigrés en Espagne. Le segment « travail temporaire » occupe une place primordiale sur le marché du travail espagnol. Plus précisément, le taux de temporalité de l'ensemble des Marocains en Espagne représente le double du taux des autochtones, une situation partagée par tous les immigrés en Espagne et qui s'accroît chez les hommes<sup>40</sup>. En effet, le travail temporaire touche environ 56 % des immigrés, contre 31 % des Espagnols<sup>41</sup>.

Le contrat de travail temporaire ne garantit pas la continuité de la sécurité dans le travail, et le fait de passer plusieurs années dans le même secteur avec des contrats CDD pourrait permettre l'augmentation du salaire mais ne permettrait ni la conversion des contrats en CDI, ni une importante promotion dans le travail<sup>42</sup>.

Pour ce qui est de nos enquêtés, même si la proportion des travailleurs dont l'installation est ancienne et qui ont un contrat à durée indéterminée dans le principal emploi occupé pendant la période d'expansion économique est supérieure à celle des travailleurs ayant un contrat à durée déterminée, le taux de temporalité<sup>43</sup> était élevé chez les hommes (deux hommes sur cinq, contre une femme sur cinq) et s'est creusé avec la crise. Cette temporalité traduit l'importance de l'instabilité dans l'emploi occupé par une bonne partie des immigrés enquêtés et l'apparition de nouveaux problèmes connexes qui n'étaient pas déclarés auparavant. Il s'agit de l'irrégularité du salaire, la dégradation des droits et des conditions du travail, la difficulté en période de crise de garantir la continuité de l'affiliation à la sécurité sociale et le prolongement de la période de recherche d'un emploi.

Cette situation est due à diverses raisons, qui tiennent, d'une part, aux « mauvais » emplois qu'ils occupent dans les secteurs les plus vulnérables aux variations économiques et qui perdent des emplois lors d'une récession (la construction, le commerce de gros, l'hôtellerie et la restauration) et, d'autre part, aux conditions dans lesquelles travaillent les salariés et les indépendants. Le travail des salariés est caractérisé par la précarité de leurs contrats et leur faible ancienneté qui font que les coûts de remplacement du personnel sont souvent considérablement moins élevés pour les travailleurs nés à l'étranger.

Le travail indépendant reste une solution de dernier recours en vue de renouveler les documents de résidence. Ainsi, en période de récession, les employeurs qui doivent réduire leurs effectifs ciblent en premier lieu les travailleurs temporaires. En Espagne, ils représentent 85 % des pertes d'emplois dues au ralentissement économique actuel. Même quand les immigrés travaillent d'une manière permanente, les entreprises peuvent se défaire de leurs employés en licenciant les salariés les plus récemment embauchés, lesquels comptent souvent en leur sein un effectif disproportionné de migrants. En outre, ils peuvent être victimes de discriminations ou faire l'objet de licenciements sélectifs<sup>44</sup>.

En temps de crise, la plupart de nos répondantes ont pu conserver un contrat à durée indéterminée (CDI). Toutefois, la proportion de celles ayant un contrat à durée déterminée (CDD) a augmenté de 10 points. Chez les hommes, avant 2007, la proportion des travailleurs ayant un CDI était égale à celle des travailleurs ayant un CDD (plus de deux sur cinq). Mais dans la deuxième période, ce sont les personnes ayant des contrats à durée déterminée qui dominent, soit près de la moitié. La proportion de ceux ayant un CDI a baissé de 10 points et la proportion de ceux n'ayant pas un contrat de travail et travaillant en tant qu'indépendants a doublé.

#### ***2.4. Politique d'ajustement des entreprises***

La politique choisie par les entreprises pour faire face au retournement de la conjoncture influence grandement la situation des travailleurs. Il a été remarqué que les entreprises ont opté pour une politique

d'austérité en diminuant les heures de travail ou le salaire, en licenciant les employés les plus récents à travers le non-renouvellement des contrats de travail ou en recourant à l'embauche irrégulière ou à une fausse déclaration des heures travaillées, ce qui a impacté négativement le vécu des travailleurs et celui de leur famille.

Parmi nos répondants, la moitié ont déclaré la baisse de leur revenu ; en outre un homme sur cinq et environ une femme sur dix ont déclaré la réduction du temps de travail. Par rapport à la perte de l'emploi, les facteurs relatifs à la crise sont beaucoup plus présents chez les hommes au moment du déclenchement de la crise (fermeture de la société, licenciement) et ont été constatés avec retard chez les femmes et à un moindre degré. Ajoutons qu'une bonne partie des heures travaillées ne sont pas déclarées. Avant la crise, 68 % des femmes et 86 % des hommes occupaient un emploi à plein temps avec un minimum 40 heures de travail déclarées. En temps de crise, cette proportion a baissé à respectivement 47 % et 76 %.

*Tableau 1 : Les causes de l'arrêt du principal travail occupé par les répondants d'installation ancienne avant et à partir de 2007 (par genre) (en %)*

Avant 2007			A partir de 2007		
	Femme	Homme		Femme	Homme
N.A	30,4	22,6	N.A	39,5	25,2
Fermeture de la société	6,5	19,2	Fermeture de la société	5,3	18,9
Fin du chantier/contrat	0	21,2	Fin du chantier/contrat	18,4	27,3
Conditions/Problèmes au travail	23,9	7,5	Conditions/ Problèmes au travail	13,2	4,2
Licenciement	4,3	12,3	Licenciement	10,5	18,2
Crise	4,3	9,6	Crise	5,3	12,6
Absence de droits	2,2	7,5	Absence de droits	0,0	4,9
Meilleur emploi trouvé	4,3	8,2	Autres	15,8	7,7
Accouchement/grossesse	21,7	0			
Facteurs personnels	6,5	4,8			
Autres	4,3	2,7			

Source : Notre enquête réalisée en Espagne en 2014.



## **2.5. La situation juridique des immigrés**

La situation juridique est un facteur-clé qui explique les différences qui existent entre la situation des immigrés ayant un statut régulier et ceux en situation irrégulière, notamment en temps de crise. Ces derniers sont obligés de travailler dans le secteur informel dans des conditions de travail qui laissent à désirer. Ils sont surexploités, sans droits et ne peuvent pas protester. Certains sont victimes du chantage à la régularisation de leur situation. Outre les difficultés d'insertion sur le marché du travail, ils rencontrent souvent des difficultés d'insertion dans la société du fait de leur non-maîtrise de la langue et de la peur d'être identifiés par les autorités et refoulés.

## **2.6. L'ancienneté**

Les résultats de notre recherche mettent en exergue l'importance de l'ancienneté comme facilitateur de l'insertion socio-économique. C'est ainsi que les répondants récemment installés pâtissent de la précarité dans l'emploi occupé. Leur travail est principalement non qualifié, temporaire, informel et à plein temps. Ils sont privés d'avantages et de droits, les problèmes sont plus récurrents et la satisfaction est particulièrement faible chez les hommes. Par contre, la majorité de ceux dont l'installation est ancienne – notamment les hommes – occupent un travail salarié, peu ou pas qualifié, à plein temps, formel et avec la sécurité sociale.

Le travail dans le secteur informel apparaît comme un passage obligé pour une grande majorité qui émigre sans contrat de travail avant de s'insérer sur le marché de l'emploi et avoir une première expérience professionnelle.

D'une manière beaucoup plus générale, les taux d'emploi temporaire ont tendance à baisser au fur et à mesure que les années de résidence augmentent en Espagne, mais sans que les immigrés n'arrivent à s'intégrer dans la société espagnole<sup>45</sup>. En outre, notre investigation

a souligné l'importance de l'insertion économique et de l'ancienneté comme facilitateur de l'ouverture sur l'Espagne et sa société.

## Conclusion

Plusieurs facteurs relatifs au marché de l'emploi aux niveaux macro-économique et micro-économique rendent compte de l'aggravation du vécu des immigrés en temps de crise et particulièrement les immigrés marocains. Toutefois, d'autres facteurs sociaux s'ajoutent à ceux détaillés dans cet article pour les rendre beaucoup plus insatisfaits de leur situation. Il s'agit du changement de la perception de certains Espagnols à leur égard, ce qui n'est pas le cas d'autres nationalités, et du changement de la perception des Marocains vivant au Maroc à leur égard.

La modération reste la qualité dominante quant à la perception des Espagnols. Et les résultats de l'enquête que nous avons menée ne révèlent pas un lien étroit entre la crise et l'augmentation des discriminations, car l'augmentation de la part des répondants ayant ressenti une perception négative ne s'est pas traduite par une importance conséquente des déclarations d'actes discriminants et/ou racistes. Pourtant, la perception négative est présente dans la société et a été soulignée dans des enquêtes réalisées à différentes dates par le Centre d'investigations sociologiques<sup>46</sup> auprès d'Espagnols. Ceux-ci pensent dans leur majorité que les étrangers sont plus favorisés que d'autres groupes vulnérables de la société espagnole ; pire encore, avant la crise, les étrangers étaient considérés comme l'un des trois principaux problèmes pour la société espagnole.

D'autre part, il y avait un consensus des répondantes et des répondants sur le fait que le changement de leur situation financière durant la crise a eu un impact négatif sur la perception de la société marocaine à leur égard<sup>47</sup>. La majorité des répondants (86 %) ont déclaré qu'avant la crise les Marocains – résidant au Maroc – avaient d'eux une perception positive et les accueillait avec une immense joie. Les Marocains résidant à l'étranger étaient signes de richesse, perçus comme ayant un

niveau de vie meilleur et participant à l'économie du Maroc à travers les transferts de fonds. L'Espagne était perçue comme un paradis prisé par les jeunes qui voulaient rejoindre l'autre rive.

En temps de crise, d'après les répondants, la perception qui domine dans la société marocaine est une perception négative. Elle est déclarée par près de trois répondants sur cinq. Outre le terme de *harragas*<sup>48</sup> – utilisé aussi par les fonctionnaires des administrations marocaines –, les répondants évoquent la malveillance ou *chmata*, des moqueries, la haine, des critiques, des insultes, un mépris voire même la *hogra*<sup>49</sup>. Les dires se multiplient en cas de non-visite au pays ou de séjour prolongé en supposant l'irrégularité de la situation, la confiscation des documents, le refus du renouvellement des titres de séjour.

Durant leur séjour au Maroc, les répondants déclarent qu'en temps de crise ils se sentent au Maroc comme des invités voire même des citoyens de deuxième degré. Certains ont même remis en cause leur attachement au Maroc. Pour eux, le fait de venir au Maroc n'a plus le même sens : « venir au Maroc ou rester en Espagne revient au même », surtout quand la famille au Maroc est exigeante. En effet, des répondants déclarent que leurs familles ne prennent pas en compte le changement de la situation et/ou n'admettent pas leur changement de comportement quant aux dépenses lors du séjour au pays et/ou ne comprennent pas que l'immigré soit affecté par la crise, notamment s'il est encore actif.

## NOTES

- 1 OCDE (2019), *Études économiques de l'OCDE : Espagne 2018* (version abrégée), Paris, Editions OCDE.
- 2 Piore M.J. (1979), *Birds of passage: Migrant labor and industrial societies*, Cambridge, University Press.
- 3 OCDE (2011), *Études économiques de l'OCDE : Espagne 2010*, Paris, Ed. OCDE ; OCDE (2013), *Études économiques de l'OCDE : Espagne 2012*, Paris, Éd. OCDE ; OCDE (2015), *Études économiques de l'OCDE : Espagne 2014*, Paris, Éd. OCDE.
- 4 Centre d'Estudis Sociològics sobre la Vida Quotidiana i el Treball (2011), *Trayectorias laborales de los inmigrantes en España*, Barcelona, edición, Obra Social «la Caixa », p. 334.

- 5 Entre autres, le système de négociation collective des salaires ne permet pas aux entreprises de s'adapter aux chocs macro-économiques.
- 6 World Bank, International Finance Corporation, *Doing Business 2014: Spain- Understanding Regulations for small and Medium-Size Enterprises* (English), Washington DC: World Bank Group, 2013, World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/16204/19984.pdf?sequence=1&isAllowed=y>
- 7 OCDE, « Economy-wide regulation (Edition 2014) », OECD, « Product Market Regulation Statistics » (base de données), 2015, <https://doi.org/10.1787/936aea3a-en>
- 8 Ce phénomène tient en partie à la nécessité qu'ont les entreprises de reconstituer leurs liquidités au vu du resserrement des conditions de crédit, mais il témoigne aussi d'une concurrence inefficace sur certains marchés.
- 9 OCDE (2011), *op. cit.* ; OCDE (2013), *op. cit.* ; OCDE (2015), *op. cit.*
- 10 Pajares M. (2009), *Inmigración y mercado de trabajo : Informe 2009*, Madrid, Ed. Ministerio de Trabajo e Inmigración, Documentos del Observatorio Permanente de la Inmigración, p. 25-28 et 34.
- 11 Centre d'Estudis Sociològics sobre la Vida Quotidiana i el Treball (2011), *op. cit.*, p. 341.
- 12 Elias J. (2011), *Inmigración y mercado laboral : antes y después de la recesión*, documentos de economía, N°20, Barcelona, Ed. La Caixa, Estudios y Análisis Económico, p. 29.
- 13 Red Europea de Migraciones (2010), *Satisfacción de la demanda laboral a través de la inmigración en España*, Madrid, Ed. EMN, p. 9.
- 14 Medina J.A., Poza A.M., Aguilera J.C., Sánchez F.R. (2010), « La Integración laboral de las personas inmigrantes en España : Una aproximación al empleo y las condiciones de trabajo », Informes de la Fundación, 1° de Mayo, N 20, Madrid, Centro Sindical de Estudios.
- 15 OCDE (2000), *Combattre l'emploi illégal d'étrangers*, Paris, Éditions OCDE ; OCDE (2004), « L'emploi informel : promouvoir la transition vers une économie salariée », dans *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2004*, Paris, Éditions OCDE.
- 16 OCDE (2009), *Perspectives des migrations internationales 2009*, Paris, Éditions OCDE, p. 28.
- 17 Carpion C., Serrano C.G. (dir.) (2012), *Inmigración y mercado de trabajo, Informe 2011*, Ed. Ministerio de Empleo y Seguridad Social, documentos del Observatorio Permanente de la Inmigración, p. 15 et 157.
- 18 Elias J. (2011), *op. cit.*, p. 27-29.
- 19 Piore M. (1979), *op. cit.*
- 20 Keely B. (2009), *Les Migrations internationales : le visage humain de la mondialisation*, Paris, Editions OCDE, Les essentiels de l'OCDE, p. 115.
- 21 OCDE (2009), *op. cit.* ; OCDE (2010), *Perspectives des migrations internationales*, Paris, Editions OCDE.

- 22 Arrango J. et Quinones F.G. (2009), « The impacts of the current financial and economic crisis on migration in the Spain-Morocco corridor », San Domenico di Fiesole, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, European University Institute, CARIM AS 2009/39, p. 11 ; OCDE (2020), *Profils statistiques par pays : tableaux-clés de l'OCDE*, Paris, Ed. OCDE, p. 64.
- 23 Pajares M. (2009), *op. cit.*, p. 24.
- 24 Pajares M. (2009), *op. cit.*, p. 25-28 et 34.
- 25 OCDE (2019), *op. cit.*
- 26 OCDE (2011), *op. cit.*
- 27 Centre d'Estudis Sociològics sobre la Vida Quotidiana i el Treball ( 2011), *op. cit.*, p. 334.
- 28 OCDE (2003), « L'impact économique des migrations », dans *Études économiques de l'OCDE : Espagne 2003*, Paris, Éd. OCDE, p. 158-162, disponible sur le lien : [http://dx.doi.org/10.1787/eco\\_surveys-esp-2003-6-fr](http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-esp-2003-6-fr),
- 29 Medina J.A., Poza A.M., Aguilera J.C., Sánchez F.R. (2010), *op. cit.*, p. 141-143.
- 30 Centre d'Estudis Sociològics sobre la Vida Quotidiana i el Treball (2011), *op. cit.*, p. 342-347.
- 31 Colectivo Ioé (dir.) (2012), *Crisis e inmigracion marroqui en espana, 2007-2011*, Ed CCME, <https://www.ccme.org.ma/fr/publications/52647>.
- 32 Centre d'Estudis Sociològics sobre la Vida Quotidiana i el Treball (2011), *op. cit.*, p. 335.
- 33 Enquête de la population active, [www.ine.es](http://www.ine.es)
- 34 Pajares M. (2009), *op. cit.*, p. 55.
- 35 <http://www.empleo.gob.es/estadisticas/pte/welcome.htm>
- 36 Ces proportions concernent les répondants qui se sont installés avant la crise économique.
- 37 Piore M. (1979), *op. cit.*
- 38 [www.gencat.cat](http://www.gencat.cat)
- 39 Vu la multiplicité des emplois occupés, il nous est difficile de suivre l'ensemble des emplois exercés par les répondants, d'où le choix de traiter le principal emploi occupé avant et en temps de la crise en termes de durée.
- 40 Medina J.A., Poza A.M., Aguilera J.C., Sánchez F.R. (2010), *op. cit.*, p. 141, 149.
- 41 Keely B. (2009), *op. cit.*, p. 101.
- 42 Centre d'Estudis Sociològics sobre la Vida Quotidiana i el Treball, 2011, *op. cit.*, p. 340.
- 43 La proportion des travailleurs ayant un contrat à durée déterminée dans l'ensemble des travailleurs salariés.

- 44 Keely B. (2009), *op. cit.*, p. 110 et 115 ; OCDE (2010), *op. cit.*, p. 110 ; Keely B. et Love P. (2010), *De la crise à la reprise : causes, déroulement et conséquences de la grande récession*, Paris, Éditions OCDE, Les essentiels de l'OCDE, p. 60-65.
- 45 Carpion C., Serrano C.G. (dir.) (2012), *op. cit.*, p. 156, NIPO : 270-12-108-8.
- 46 [http://www.cis.es/cis/opencm/ES/11\\_barometros/index.jsp](http://www.cis.es/cis/opencm/ES/11_barometros/index.jsp)
- 47 El Moukhi H., *L'Impact de la crise sur les Marocain(e)s en Espagne : cas de la Communauté autonome de Catalogne*, thèse de doctorat en sciences économique, Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Agdal, Rabat, 2017.
- 48 *Harragas* en arabe dialectal signifie les immigrés irréguliers, littéralement, ce terme désigne la personne qui a brûlé quelque chose, pour exprimer le fait qu'ils ont cherché à franchir les frontières notamment maritimes sans avoir de documents officiels.
- 49 Terme en arabe dialectal qui exprime un sentiment plus fort que le mépris.

## BIBLIOGRAPHIE

- Arrango J. et Quinones F.G. (2009), «*The impacts of the current financial and economic crisis on migration in the Spain-Morocco corridor*», San Domenico di Fiesole, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, European University Institute, CARIM AS 2009/39.
- Carpion C., Serrano C.G. (dir.) (2012), *Inmigración y mercado de trabajo*, Informe 2011, Ed. Ministerio de Empleo y Seguridad Social, documentos del Observatorio Permanente de la Inmigración.
- Centre d'Estudis Sociològics sobre la Vida Quotidiana i el Treball (2011), *Trayectorias laborales de los inmigrantes en España*, Barcelona, édition, Obra Social "la Caixa".
- Colectivo Ioé (dir.) (2012), *Crisis e inmigracion marroqui en espana, 2007-2011*, Ed. CCME, <https://www.ccme.org.ma/fr/publications/52647>.
- El Moukhi H. (2017), *L'Impact de la crise sur les Marocain(e)s en Espagne : cas de la Communauté autonome de Catalogne*, thèse de doctorat en sciences économiques, Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Agdal, Rabat.

- Elias J. (2011), *Inmigración y mercado laboral : antes y después de la recesión*, documentos de economía, la Caixa, N°20, Barcelona, Ed. La Caixa, Estudios y Análisis Económico.
- Keely B. (2009), *Les Migrations internationales : le visage humain de la mondialisation*, Paris, Éditions OCDE, Les essentiels de l'OCDE.
- Keely B., Love P. (2010), *De la crise à la reprise : causes, déroulement et conséquences de la grande récession*, Paris, Éditions OCDE, Les essentiels de l'OCDE.
- Medina J.A., Poza A.M., Aguilera J.C., Sánchez F.R. (2010), *La Integración laboral de las personas inmigrantes en España : Una aproximación al empleo y las condiciones de trabajo*, Informes de la Fundación 1° de Mayo, N° 20, Madrid, Centro Sindical de Estudios, Fundación 1° de Mayo.
- OCDE (2003), « L'impact économique des migrations », dans *Études économiques de l'OCDE : Espagne 2003*, Paris, Éd. OCDE.
- OCDE (2020), *Profils statistiques par pays : tableaux-clés de l'OCDE*, Paris, Éd. OCDE.
- OCDE (2000), *Combattre l'emploi illégal d'étrangers*, Paris, Éd. OCDE.
- OCDE, *Economy-wide regulation (Edition 2014)*, (2015), OECD, Product Market Regulation Statistics (base de données), , <https://doi.org/10.1787/936aea3a-en>
- OCDE (2011), *Études économiques de l'OCDE : Espagne 2010*, Paris, Éd. OCDE.
- OCDE (2013), *Études économiques de l'OCDE : Espagne 2012*, Paris, Éd. OCDE.
- OCDE (2015), *Études économiques de l'OCDE : Espagne 2014*, Paris, Éd. OCDE.
- OCDE (2018), *Études économiques de l'OCDE : Espagne 2017*, Paris, Éd. OCDE.
- OCDE (2019), *Études économiques de l'OCDE : Espagne 2018*, Paris, Éd. OCDE.
- OCDE (2009), *Perspectives des migrations internationales 2009*, Paris, éd. OCDE.

- OCDE (2010), *Perspectives des migrations internationales 2010*, Paris, éd. OCDE.
- OCDE (2004), « L'emploi informel : promouvoir la transition vers une économie salariée », dans *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2004*, Paris, Éd. OCDE.
- Pajares M. (2009), *Inmigración y mercado de trabajo : Informe 2009*, Madrid, Ed. Ministerio de Trabajo e Inmigración, Documentos del Observatorio Permanente de la Inmigración.
- Piore M.J. (1979), *Birds of passage: Migrant labor and industrial societies*, Cambridge, University Press.
- Red Europea de Migraciones (2010), *Satisfacción de la demanda laboral a través de la inmigración en España*, Madrid, Ed. EMN.
- World Bank, International Finance Corporation (2013), *Doing Business 2014: Spain-Understanding Regulations for small and Medium-Size Enterprises (English)*, Washington DC: World Bank Group, World Bank.

## WEBOGRAPHIE

Enquête de la population active, [www.ine.es](http://www.ine.es)

<http://www.empleo.gob.es/estadisticas/pte/welcome.htm>

[www.gencat.cat](http://www.gencat.cat)

[http://www.cis.es/cis/opencm/ES/11\\_barometros/index.jsp](http://www.cis.es/cis/opencm/ES/11_barometros/index.jsp)

<https://data.oecd.org/fr/>

<http://www.oecd.org/fr/>





# Analyse multidimensionnelle du phénomène d'occupation de l'espace public par les migrants subsahariens : le cas de la ville d'Agadir

---

*Hicham Irifi et Mohamed Assebane*

## Résumé

Depuis bien longtemps déjà, le territoire national, en général, et le Sud-Ouest marocain, en particulier, sont un espace d'échange et de flux migratoires entre le sud et le nord. Les migrants venant du sud, du sud-est et du sud-ouest de l'Afrique vers l'Europe franchissent généralement cette porte vers le nord. Récemment, comme Fès, Tanger et Casablanca, la ville d'Agadir est devenue une ville convoitée par les migrants subsahariens. Son espace public connaît aujourd'hui de nombreuses transformations d'ordre social, spatial et économique, où le flux des migrants subsahariens engendre une forte occupation spontanée et anarchique, marquée essentiellement par la mendicité. Les migrants subsahariens génèrent des dynamiques socio-économiques dans la zone urbaine d'Agadir, qui méritent d'être discutées pour une bonne gestion de l'espace public.

Cette contribution scientifique porte sur la problématique de la mendicité comme type d'occupation anarchique de l'espace public par les migrants subsahariens dans la ville d'Agadir, en appliquant une analyse multidimensionnelle et une approche socio-spatiale, dans laquelle nous avons recours à différentes techniques et méthodes de terrain (observation directe, enquête, photographie et cartographie). Cette migration transfrontalière et illégale et l'occupation spontanée

de l'espace public qu'elle provoque posent de vrais problèmes d'ordre social, environnemental, sécuritaire et organisationnel à l'échelle de la ville.

## **Abstract**

Many years ago, the national territory in general and the southwest of Morocco in particular, was a migratory space between the South and the North. Migrants from South, South East and South West Africa, cross this obligatory passage to the North to reach Europe. Recently, as well as, Fez, Tangier and Casablanca, Also Agadir city's has become coveted by the sub-Saharan migrants. Its public space knows nowadays many social, spatial and economic transformations, generated by sub-Saharan migratory flows, which results in a strong spontaneous and anarchic occupation of the gadiiri public space, marked especially by begging. The sub-Saharan migrants generate a socio-economic dynamic in the urban area of Agadir, and which deserves to be discussed in a perspective of the management of public spaces.

This scientific contribution addressed the problem of begging as a type of anarchic occupation of public space by sub-Saharan migrants in the city of Agadir, by applying a multidimensional analysis and a socio-spatial approach, in which we use different technics and methods such as (direct observation, surveys, photography and cartography). This cross-border and illegal migration and the spontaneous occupation of the public space which it associated, generate a real social, environmental, security and organizational problems in Agadir city.

**Mots-clés :** mendicité, immigration transfrontalière, migrants subsahariens, espace public, Agadir.

**Keywords:** Begging, cross-border immigration, sub-saharan migrants, public space, Agadir.

## 1. Introduction

La migration en tant que phénomène social revêt une dimension à la fois spatiale et temporelle. Depuis presque une décennie, les personnes originaires d'Afrique subsaharienne arrivent en nombre croissant au Maroc, en général, et dans la ville d'Agadir, en particulier. Pour la plupart d'entre eux, le Maroc est le dernier pays d'Afrique du Nord avant d'atteindre l'« Eldorado », l'Europe. Ils sont originaires de différents pays africains et de différentes cultures et confessions religieuses. Ils ont des raisons différentes de quitter leur pays d'origine, mais leur objectif est sûrement le même : des conditions de vie à la fois favorables et dignes. Avant de rejoindre le Maroc, ces migrants subsahariens ont traversé les frontières de plusieurs pays, au cours d'un voyage qui peut avoir duré plusieurs mois. Quand ils ont atteint le Maroc, c'est tout un réseau de déplacements et parfois une sédentarisation, temporaire, d'une ville à l'autre, qui peuvent avoir lieu.

Pour certains migrants subsahariens, la ville d'Agadir sera un séjour temporaire. Clandestins, ils occuperont de ce fait l'espace public de cette ville touristique de renommée internationale. Cette occupation de l'espace public peut se faire sous plusieurs formes souvent illégales et dominées principalement par la mendicité. Avec ce nombre assez important de migrants arrivant à Agadir, cette occupation illégale de l'espace public (trottoirs, boulevards, souks, etc.) prend de l'ampleur, notamment lors de la période estivale, avec l'arrivée de nombreux autres migrants, surtout dans un contexte de mauvaise gestion récurrente des espaces publics.

Dans ce cadre, cet article vise à présenter les résultats d'une étude effectuée en 2017 et 2019 dans la ville d'Agadir, point de passage de la majorité des migrants subsahariens, étant donné sa situation géographique comme carrefour de deux routes nationales entre le sud et le nord. Dernièrement, elle abrite une grande concentration de Subsahariens qui occupent l'espace public de la ville d'une manière informelle et spontanée. Cette enquête a concerné un échantillon de quelques ressortissants subsahariens interrogés sur certains grands

boulevards de la ville, en prenant en compte les différentes nationalités et leurs situations.

## **2. Méthode et matériel**

Depuis plusieurs décennies, la question de la migration a suscité l'intérêt de nombreux chercheurs en sciences sociales et humaines, celui des politiciens et des aménageurs aussi. Les géographes s'intéressent beaucoup plus aux déplacements, à la mobilité des migrants, à la question sociodémographique, aux retombées spatio-temporelles de la migration sur le milieu et aux mutations que peut induire ce phénomène sur le paysage. Tandis que les sociologues et les anthropologues analysent tout ce qui touche aux représentations sociales, à l'intégration socio-économique et à l'étude de la visibilité du migrant dans l'espace public en tant que personne marginalisée.

Cette contribution porte sur la relation entre la migration des Subsahariens et l'occupation de l'espace public de la ville d'Agadir. Elle a pour objectif de montrer comment les migrants subsahariens occupent les boulevards et les rues d'Agadir, en dévoilant les aspects sociodémographiques, leurs mécanismes et les stratégies utilisées dans la mendicité, les causes et en essayant de présenter certains effets et impacts négatifs sur l'espace public de la ville.

Pour atteindre ces objectifs, on a utilisé certains moyens et outils de la géographie et de la sociologie, tels que l'observation directe sur le terrain et des enquêtes menées auprès des migrants subsahariens, la photographie et la cartographie.

## **3. Résultats et discussion**

### **3.1. Agadir : une nouvelle grande ville du Sud marocain**

Le grand Agadir occupe aujourd'hui une superficie très étendue dans la partie extrême nord-ouest de la plaine du Souss. C'est une nouvelle

grande agglomération urbaine au pied du Haut Atlas atlantique. Elle est bordée à l'ouest par l'océan Atlantique, et son extension urbaine est contrainte au nord et au nord-est par le massif montagneux du Haut Atlas. Cette agglomération constitue un passage obligé entre le nord et le sud du Maroc (figure 1).

Figure 1 : La situation géographique de l'agglomération d'Agadir



Source : OSM (H. Irifi et M. Assebane).

Elle constitue le pôle économique de la région du Souss-Massa, dotée d'un équipement opportun (port, industries, infrastructures

touristiques, aéroport international...) et bénéficie des énormes richesses de la région. Elle joue le rôle de distributeur et d'exportateur des produits de consommation courante fournis par l'arrière-pays et tout le pays du Souss. Elle constitue également la capitale administrative et le pôle financier de la région, du fait de ses équipements bancaires. Tout cela lui donne un pouvoir d'attraction à l'échelle régionale, nationale et internationale. Agadir est l'objet d'une grande convoitise. Dans ce contexte, la migration transfrontalière, même si elle est clandestine, génère une dynamique sociodémographique et socio-spatiale qui mérite d'être discutée dans le cadre de la gestion des espaces publics urbains.

### **3.2. Caractéristiques de l'immigration clandestine des Subsahariens à Agadir**

La notion d'espace public est à considérer ici dans sa matérialité spatiale, en tant que support de l'interaction sociale<sup>1</sup>, et pour mettre en évidence les stratégies et les pratiques sociales existantes. L'espace public et urbain gadiri se perçoit désormais comme un organisme de relations complexes et d'interactions qui s'enchaînent et ont de multiples fonctions (politique, pouvoir, production, organisation...). S'agissant d'un produit social, l'espace public apparaît comme un lieu d'échange, de production, de pouvoir, de domination, de vie et de conflits spatiaux, ethniques et socio-économiques.

La ville d'Agadir abrite un nombre considérable de migrants subsahariens de différentes nationalités, dont le but essentiel pour la plupart d'entre eux est de traverser les frontières marocaines vers l'Europe. En attendant l'occasion d'atteindre cet objectif, ils se positionnent sur les différents sites de l'espace public et pratiquent essentiellement la mendicité. Leur problème est que c'est la seule façon de survivre pour un migrant sans papiers. Cela pose bien évidemment le problème de la configuration et de la gestion de l'espace public gadiri, mais aussi celui de son occupation illégale qui réduit par conséquent la qualité du produit touristique et esthétique de la ville.

La migration clandestine des Subsahariens à Agadir est principalement jeune et à la fois masculine et féminine, les plus âgés ne dépassent pas les 35 ans. Ces migrants sont généralement Camerounais, puis il y a les Ivoiriens et les Maliens (figure 2). L'âge joue un rôle important dans la migration, car la réalisation d'un tel projet nécessite un esprit d'aventure et l'envie de quitter la situation de « mal vivre » en Afrique subsaharienne. Les difficultés et les risques d'un parcours aussi long que difficile ne peuvent être envisagés par les plus âgés. Leur situation familiale est diverse : célibataires (très nombreux) ou mariés avec femmes et enfants. Une situation très inquiétante avec ces flux migratoires de plus en plus importants, notamment pour les femmes et les enfants sans abri, sachant que certains couples ont des enfants par concubinage.

Figure 2 : Carte des flux migratoires des ressortissants subsahariens



Source : H. Irifi et M. Assebane.



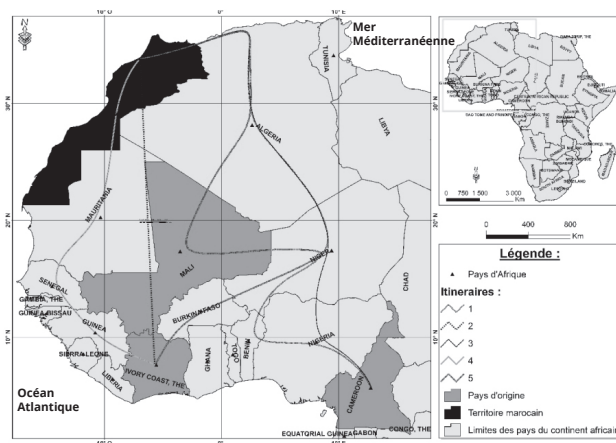
Les enquêtes que nous avons effectuées, que ce soit en 2017 ou en 2019, révèlent la difficulté de collecter des informations sûres sur le nombre des migrants subsahariens, en général, ou sur leurs caractéristiques socio-démographiques, en particulier. Cela met en évidence la diversité des situations de la population des clandestins en transit par le Maroc et leur fluctuation dans l'espace et dans le temps, suite aux refoulements et à leur recherche de bonnes conditions de vie d'une ville à l'autre. Cette migration des Subsahariens est la conséquence de la conjonction de l'ensemble des facteurs d'ordre politique (guerres, révolutions, invasion de terroristes tels Boko Haram, etc.) ou économique (exubérance démographique, précarité socio-économique et accentuation de la pauvreté). Ce sont principalement les pays qui connaissent actuellement une instabilité politique qui fournissent ces ressortissants. Selon un des enquêtés camerounais :

« On est ici car on a tenté une aventure dangereuse du fait de la précarité politique que connaît le pays. Au Cameroun il y a un conflit pour le pouvoir, les anglophones de leur part réclament aussi le pouvoir contre les francophones, et ce conflit se poursuit encore. »

Ainsi, l'économique rejoint le politique pour durcir cette situation difficile qui pousse une partie de la jeunesse subsaharienne qualifiée (peintre, chaudronnier, commerçant, sportif et footballeur) à quitter son pays natal pour rejoindre le territoire marocain. Ces ressortissants subsahariens ont parcouru un long itinéraire essentiellement terrestre en transitant par les frontières de plusieurs pays africains (figure 3). C'est un voyage qui peut durer plusieurs mois.

Les migrants ont accédé au Maroc par voie terrestre, notamment par la région de l'Oriental à travers la frontière maroco-algérienne. Ce résultat est comparable avec l'étude de M. Lahlou (2006) et de A. Faleh *et al.* (2009). Plusieurs migrants ont déclaré avoir traversé le Sahara après être passés par le Nigéria, le Bénin, le Burkina-Faso, le Mali et/ou le Niger, puis l'Algérie avant d'accéder enfin au Maroc. Puis il y a un autre itinéraire suivi notamment par les Ivoiriens, qui passe par la Guinée, le Sénégal et la Mauritanie. Cependant, les migrants qui ont plus de moyens (peu nombreux) entrent au Maroc par voie aérienne.

Figure 3 : Itinéraires de l'émigration subsaharienne vers le territoire marocain



Source : H. Irifi et M. Assebane.

Bien que les migrants refusent souvent de l'avouer, il semble que le transit d'une frontière à l'autre se fasse à l'aide de réseaux de guides (les passeurs<sup>2</sup>). Les migrants arrivent en petits groupes pour des raisons de sécurité. Selon A. Faleh : « Les passeurs accompagnent également les migrants pour entamer la traversée entre l'Algérie et le Maroc. Ce passage se fait pendant la nuit entre la ville algérienne de Maghnia et la ville marocaine d'Oujda. Dans ce cas les passeurs sont de nationalité algérienne ou marocaine, et parfois même appartiennent aux communautés nationales des Subsahariens. »

Quand ils arrivent au Maroc, les migrants subsahariens se positionnent en premier lieu dans les villes principales comme Tanger, du fait de sa proximité des frontières espagnoles, à Casablanca pour son importance économique, à Rabat, Fès, Nador, Oujda, Dakhla, Agadir, Tiznit, Inezgane et Marrakech, tout en gardant un certain contact avec la famille et les camarades positionnés ici et ailleurs. Leur durée de séjour au Maroc varie d'un mois à plus de quatre ans, la plupart y ont passé entre un an et trois ans. A Agadir, la durée de séjour varie entre deux semaines pour les nouveaux arrivés et trois ans pour les anciens.

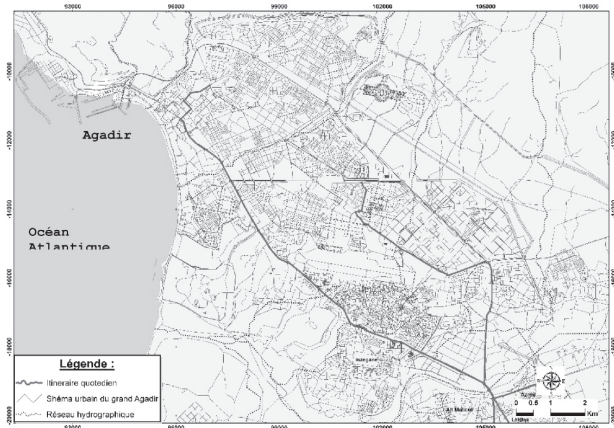
La plupart d'entre eux pensent que le Maroc est un pays de transit, ce qui veut dire qu'ils ont toujours l'envie de continuer leur migration vers l'Europe.

La grande majorité des migrants rencontrés sont arrivés récemment ou ont été refoulés d'autres villes marocaines. Ils s'installent dans les quartiers urbains périphériques du grand Agadir, notamment à Lakliaa, Tarast, Ait Melloul, Tikiouine... Le choix de ces endroits n'est pas dû au hasard : ce sont des quartiers populaires qui abritent souvent une population solidaire, mais aussi protégée de toute intrusion de la police. Quotidiennement ou au moins quatre jours par semaine, les Subsahariens prennent les transports publics ou vont à pied depuis les quartiers périphériques vers les grands boulevards et ronds-points du centre-ville d'Agadir pour pratiquer la mendicité (la carte ci-dessous schématise plus ou moins l'itinéraire quotidien (figure 4)).

Généralement, la plupart des migrants sont très pauvres et vivent dans des conditions de précarité extrême. La majorité ne disposant pas de papiers et de statut juridique régulier, ils sentent qu'ils sont loin d'une intégration socio-économique au sein de la société gadirie, en particulier, et marocaine, en général. L'activité informelle qu'ils pratiquent leur permet seulement de survivre et de louer mensuellement en groupes des petites chambres. Pour survivre, presque 90 % des Subsahariens pratiquent la mendicité, alors que 10 % d'entre eux travaillent clandestinement dans des fermes, des magasins à la journée ou à l'heure pour des salaires faibles ou vendent des bijoux et des produits artisanaux africains.

L'occupation de l'espace public par les Subsahariens à Agadir se présente sous différentes formes, dont le commerce et la mendicité sont les plus importantes. Le commerce des bijoux et des objets artisanaux des cultures subsahariennes est souvent pratiqué, surtout par les Sénégalais hommes et femmes qui ont des papiers. On les trouve dans les souks (Souk El Had, Inezgane, Ait Melloul...) dans les *souika*, sur certains boulevards, etc. Les migrants pratiquent le commerce en portant une tenue vestimentaire qui montre leur origine africaine, les distinguant des commerçants marocains.

Figure 4 : Itinéraire fréquenté quotidiennement par les migrants subsahariens dans le grand Agadir

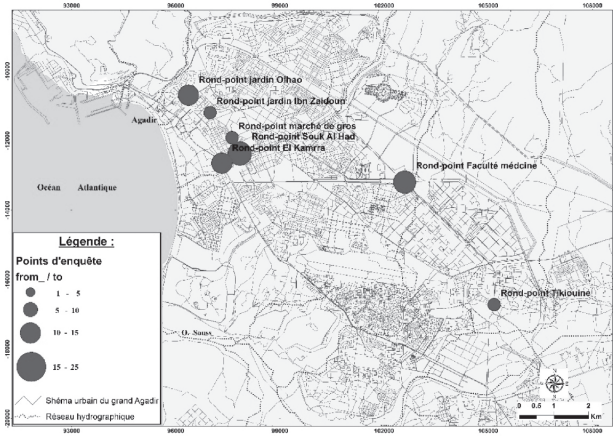


Source: H. Irifi et M. Assebane.

Le langage utilisé est souvent mêlé entre le français et le dialecte marocain pour communiquer avec le maximum de Marocains et d'étrangers. La manière dont ils occupent l'espace public et exposent leur marchandise révèle une certaine organisation, puisqu'on les trouve regroupés deux par deux et un par un en s'éloignant des commerçants marocains. On note que les femmes sont souvent au milieu. Le problème lié à cette appropriation de l'espace public est l'anarchie qui la caractérise en occupant les quais, les trottoirs et les ruelles, cela provoque un blocage de la circulation des clients, comme c'est le cas du Souk Inezgane. Parfois cette occupation spontanée génère des conflits entre les deux types de commerçants (marocains et subsahariens), créant ainsi une sorte de concurrence illégale.

L'autre type d'occupation de l'espace public, cette fois-ci plus important, c'est la mendicité, aux ronds-points des grands boulevards 42 %, dans les rues, les souks et devant les portes des mosquées 26 % (figure 5). Les facteurs qui expliquent ce type d'occupation de l'espace public sont souvent liés au statut juridique des migrants : 90 % n'ont pas de papiers.

Figure 5 : Répartition géographique du nombre de migrants subsahariens dans la ville d'Agadir au niveau des points d'enquête



Source : H. Irifi et M. Assebane.

La carte est un moyen incontournable pour la spatialisation et l'analyse. Dans notre travail, elle nous a permis de comprendre comment les Subsahariens s'installent dans les différents points de la ville. On remarque que les cercles les plus grands correspondent à une concentration importante des migrants, surtout au niveau de la route nationale n° 1 et dans le centre-ville. Le choix de se concentrer sur certains ronds-points n'est pas dû au hasard (rond-point de la Faculté de médecine, rond-point El Kamra et du jardin Olhao) ; il est dû en premier lieu au nombre important de véhicules qui y transitent chaque jour vers les différentes zones et quartiers fonctionnels de la ville (zone touristique, quartier administratif, souk El Had, arrière-pays, quartiers de culte et de détente (jardins), etc.).

En effet, les problèmes que ce type d'occupation de l'espace public génère se trouvent dans la difficulté de circulation des véhicules, surtout aux heures de pointe. Le deuxième effet de cette occupation spontanée, anarchique, voire même mal prévue par les autorités locales, consiste dans la réduction de la qualité du produit touristique.

Un autre effet de cette occupation de l'espace public gadiri est la dégradation de l'environnement (déchets sur les quais et dans les coins qu'ils habitent) et sur le couvert buissonnant des ronds-points et des quais des boulevards sous l'effet du piétinement continu.

Il est important, avant d'étudier les principales stratégies de l'occupation de l'espace public gadiri par les Subsahariens, de poser la question suivante : comment et quelles stratégies mobilisées pour pratiquer la mendicité ?

### **3.3. Stratégies d'occupation de l'espace public gadiri**

#### ***A. Langage du corps pour susciter l'émotion***

Le corps-migrant renvoie à la figure de l'étranger de Simmel (1908) qui, incarnant à la fois la distance et la proximité, occupe une place ambiguë – entre acceptation et répulsion – à l'intérieur et à l'extérieur des frontières du groupe sociologiquement majoritaire. Pour Simona Tersigni (2011) le « corps-pieux » fait référence, d'une part, à l'image de soi extériorisée (et qui peut être « captée » ou observée aussi bien par la population marocaine que par le chercheur) et, d'autre part, à une expérience sensorielle et subjective<sup>3</sup>.

Dans le cadre de notre objectif, la présence du corps sur la route et sa présence dans les sites les plus dynamiques de la mobilité quotidienne de la ville révèlent des comportements qui sont difficiles à identifier dans un mode particulier, mais ce corps semble emprunter des rituels spéciaux pour demander de l'aide, soit par la parole, soit par le langage corporel, plus puissant. Ce symbolisme, qui apparaît avec la courbure du haut du corps puis avec la main sur le cœur ou tendue, reste un rituel qui semble très fréquent. D'après A. Pian (2012), « ce « corps-pieux », tel qu'il est mobilisé dans la relation au corps-mendiant, participe également d'un instrument de débrouille économique face à une situation de précarité ».

Le refus d'aide dans de nombreux cas met en évidence une sorte d'indifférence de la part des conducteurs, selon l'expression de l'un des migrants interrogés. À l'inverse, lorsque la réponse à la demande d'argent est positive, les personnes interrogées essaient d'exprimer leur bonheur et leur grande gratitude envers les personnes qui ont été sympathiques avec eux. En les observant, nous avons constaté qu'ils sourient, en faisant des gestes du pouce ou en dansant, pour faire rire les passagers.

Ce corps qui porte une langue non verbale joue un rôle stratégique important, même après l'achèvement de la demande d'aumône. Ceci est évident quand les migrants quittent les endroits où ils mendient, en se positionnant sur les côtés du trottoir, loin du groupe où la misère, le désespoir et la frustration dominent après de nombreuses tentatives pour la recherche de l'aumône. Ici, par exemple : ils soulèvent leur chapeau plusieurs fois au-dessus de la tête, en mettant la main dans la poche et en baissant la tête. « Dans les villes marocaines, il n'est pas rare de voir ces derniers tendre la main, assis sur le bord d'un trottoir ou debout dans une artère passante<sup>4</sup>. »

Les Subsahariennes amènent leurs enfants sur les lieux de la mendicité, un geste qui peut être interprété comme une stratégie sociale ayant pour objectif de susciter l'émotion chez les gens et leur envoyer des messages sans avoir besoin de parler. D'autre part, cela peut contribuer à façonner plusieurs images dans l'esprit des conducteurs.

La réponse des passagers se présente sous la forme d'une réaction positive ou négative, comme la fermeture des vitres ou le fait de se déplacer légèrement du lieu d'arrêt, expression du refus. En outre, ces migrants sont parfois l'objet d'insultes.

En revanche, bien que les membres de différents groupes travaillant dans un seul endroit semblent beaucoup plus cohérents, tels une communauté, le travail se fait individuellement. Il semble de ce fait qu'il est difficile dans ce cas de parler de la formation d'un véritable réseau social ; parce que les stratégies ici sont multiples. Mais l'expérience montre une certaine communautarisation entre les migrants de

confession religieuse ou de nationalité communes. Leur stratégie consiste essentiellement à se regrouper approximativement par 2 à 8 migrants. A la tête de chaque groupe, il y a un migrant dans lequel les autres ont confiance et qui s'occupe de gérer les revenus quotidiens, et c'est souvent une sorte d'organisation au sein d'une communauté de migrants de différentes origines habitant presque le même logement. Par rapport aux migrants syriens, les Subsahariens n'affichent pas les papiers qui montrent leur origine et leur statut juridique. Par contre, ils ont un discours qui tend vers la sympathie, en utilisant des mots arabes qui montrent déjà leur confession musulmane. Il est très significatif que les Subsahariens, à Agadir ou ailleurs, ont réussi à créer une structure organisationnelle et une solidarité entre eux.

### ***B. Discours religieux et langue locale de la ville***

La façon dont ces corps s'exposent de manière ethnicisée – en mobilisant notamment le registre du religieux – a retenu notre attention. On admet que la plupart des migrants sont de différentes confessions religieuses (islam, christianisme), dont les mots les plus fréquemment utilisés pour demander de l'aide sont principalement d'origine islamique. « Des migrants de confession chrétienne interpellent les passants marocains à travers des expressions faisant référence à des versets du Coran [...]. Cette mise en saillance d'indices perceptifs et informationnels, qui agissent comme marqueurs identitaires, montre comment des identifications peuvent agir en tant que ressource symbolique pour obtenir des avantages matériels, si maigres soient-ils<sup>5</sup>. »

L'un des enquêtés a confirmé l'utilisation des mots *bismillah*, qui signifie « au nom de Dieu » ou de l'expression *fi sabili Allah*, qui signifie « pour Dieu », des mots parmi les plus puissants et les plus influents sur les émotions des Marocains. Ces mots donnent une certaine sainteté à la parole et à la pensée de l'autre et renvoient à la culture commune.

Le discours quotidien ou de routine n'est pas seulement focalisé sur le discours religieux pour stimuler la sympathie des gens, Marocains ou



étrangers ; mais il existe aussi un usage de la langue locale, tel que : *Imik, Imik*, en tamazight *tassosit* et *chwia, chwia* en dialecte marocain. À cet égard, nous avons constaté que certains d'entre eux utilisent parfois ces mots sans connaître leur signification.

### ***C. Présence de la police qui disperse le groupe***

Les migrants subsahariens se cachent loin de la route quand ils voient les patrouilles de police. Au cours de nos entretiens, la plupart des immigrants clandestins ont déclaré qu'ils avaient mendié dans plusieurs villes et que la police les poursuivait et les chassait sur les routes de façon permanente. D'ailleurs, les principales interventions des patrouilles de police pour disperser ces immigrés ont lieu à l'occasion des embouteillages.

Nous pouvons expliquer la dynamique de la mendicité dans la ville d'Agadir par la conjonction de deux mécanismes interdépendants : le premier est que ces immigrés sont venus de villes plus dynamiques sur le plan socioéconomique, suggérant que la mendicité est un choix. Le deuxième est la manière dont la police gère ce genre d'appropriation illégale de l'espace public, différente des interventions dures de la police dans les autres villes marocaines.

« Agadir n'est pas la destination préférée des Subsahariens pour pratiquer la mendicité ou chercher du travail ou penser à émigrer vers l'Europe ; mais cette ville est devenue maintenant le seul choix pour nous de pratiquer la mendicité sans connaître notre avenir, malgré la faible densité démographique dans cette ville (un enquêté). »

Malgré toutes les contraintes qui peuvent être associées à la police sur les routes, par rapport aux autres lieux où la police est absente, tels que les mosquées et les marchés par exemple, le choix du lieu de mendicité est, à leur avis, le suivant : « C'est parce que les routes rassemblent tous les catégories sociales de la ville (un enquêté). » Ces routes restent également les plus efficaces, malgré les effets

néfastes des échappements de gaz des véhicules et des conditions météorologiques insupportables et malgré les risques d'accident.

#### ***D. Apparence extérieure et opportunités d'emploi***

La tenue vestimentaire la plus courante dans l'espace public gadiri est le vêtement occidental et non le vêtement traditionnel, et il est rare de rencontrer des gens portant des vêtements marocains, comme la *Jellaba* ou la *Foqia* pour les hommes. Cependant, nous avons constaté que la plupart de ces immigrés ne portent pas de vêtements neufs, peut-être par inadvertance, ou peut être pour stimuler les émotions des conducteurs. Pourtant, quand ils arrivent dans les quartiers où ils habitent, ils portent un autre tenue, cette-fois ci neuve, signe d'intégration.

Dans son étude sur la société de favela marginale, Janis Perlman a souligné : « Il existe des contraintes dans l'environnement extérieur qui empêchent l'intégration sociale de l'individu marginal. Malgré les tentatives de ce dernier d'utiliser les services urbains, il éprouve souvent de la honte et de la frustration car il trouve un système fermé vis-à-vis de lui et qui ne répond pas nécessairement à ses intérêts et préoccupations. Le marginal est réprouvé et stigmatisé aux yeux de la société, ce qui le rend anonyme du point de vue identité et lieu de résidence lorsqu'il essaie d'obtenir un emploi, il souffre également de la privation économique et de l'exploitation du fait des faibles revenus qu'il gagne<sup>6</sup>. »

En effet, on a observé que certains migrants ont essayé de travailler dans des fermes à Chtouka, Khmis Ait Amerra, etc. pendant un mois ou deux, puis ils ont renoncé à ce travail pour de nombreuses raisons : « les faibles revenus, le retard de paiement des salaires et l'inégalité de salaire entre eux et les Marocains ». Le problème de l'emploi peut s'expliquer aussi par le fait qu'ils ne sont pas en mesure de régulariser leur statut juridique au Maroc qui leur faciliterait la recherche d'un emploi.

## 4. Conclusion

La migration clandestine des Subsahariens au Maroc comme pays de transit et à Agadir comme ville de court séjour est certes une problématique difficile à cerner tant au niveau qualitatif que quantitatif, vu son caractère dynamique et instable, et notamment quand il s'agit de la gestion urbaine et des espaces publics. C'est un phénomène complexe qui prend de plus en plus d'importance des deux côtés de la Méditerranée, sachant que 100 % des migrants enquêtés souhaitent rejoindre l'Europe. Ceux qui ont déposé leur demande d'asile à la Wilaya d'Agadir déclarent que cette dernière refuse d'en accuser réception. Alors ils abandonnent cette idée de régularisation juridique, car finalement le Maroc est pour eux un pays de transit, devenu aussi un pays de blocage lors des dernières décennies.

Dans cette contribution scientifique, nous avons essayé d'interroger et d'analyser les formes et les stratégies d'occupation de l'espace public par les migrants subsahariens à Agadir. On retient que certains ronds-points sont devenus le domaine des Subsahariens et une réalité urbaine dans la ville d'Agadir. Le phénomène de la mendicité s'applique ici non seulement à la migration de dizaines et de centaines de personnes, mais aussi à la migration des mentalités, des modes d'appropriation de l'espace public des villes subsahariennes, des coutumes et d'un mode de vie tout à fait différent de celui du pays d'accueil.

De ce fait, on peut considérer les espaces publics où les migrants pratiquent la mendicité comme des lieux de rencontre et des lieux de mixité, dans lesquels une sorte de communautarisation se façonne entre les ressortissants de différentes nationalités. L'individualisme est toujours présent, mais d'une façon qui n'empêche pas la formation d'un réseau de relations sociales.

### NOTES

- 1 K. Karibi (2015), « Migrants subsahariens à Rabat, une entrée spatiale : l'épreuve des espaces publics », in *Migrants au Maroc : cosmopolitisme, présence d'étrangers*

*et transformations sociales* [en ligne], Rabat, Centre Jacques-Berque (généré le 4 décembre 2018). Disponible sur Internet : [http:// books.openedition.org/cjb/910](http://books.openedition.org/cjb/910) (consulté le 7 juin 2019).

- 2 A. Faleh, M. Bokbot et M. Derkaoui Alaoui (2009), « Les Subsahariens entre transit au Maroc et immigration clandestine en Espagne », *Papeles de Geografía*, Espagne, vol. 49-50, p. 7.
- 3 A. Pian (2012/1), « Le corps-mendiant des migrant-e-s subsaharien-ne-s au Maroc : contourner la racisation par l'affichage de la foi musulmane », *in Corps*, n° 10, p. 163 à 171. <https://www.cairn.info/revue-corps-2012-1-page-163.htm?contenu=article> (consulté le 10 juin 2019).
- 4 A. Pian (2012), *op. cit.*
- 5 A. Pian (2012), *op. cit.*

6 علام إبتسام، الجماعات الهامشية: دراسة أنثربولوجية لجماعات المتسولين بمدينة القاهرة، تقديم فاروق محمد العادلي، مركز البحوث والدراسات الاجتماعية، القاهرة، 2002.

## BIBLIOGRAPHIE

علام إبتسام، الجماعات الهامشية: دراسة أنثربولوجية لجماعات المتسولين بمدينة القاهرة، تقديم فاروق محمد العادلي، مركز البحوث والدراسات الاجتماعية، القاهرة، 2002.

Faleh A., Bokbot M. et Derkaoui Alaoui M. (2009), « Les subsahariens entre transit au Maroc et immigration clandestine en Espagne », *Papeles de Geografía*, Espagne, vol. 49-50.

Karibi K. (2015), « Migrants subsahariens à Rabat, une entrée spatiale : l'épreuve des espaces publics », *in Migrants au Maroc : cosmopolitisme, présence d'étrangers et transformations sociales* [en ligne], Rabat, Centre Jacques-Berque, Fondation Konrad Adenauer Stiftung, coll. Description du Maghreb.

Pian A. (2012/1), « Le corps-mendiant des migrant-e-s subsaharien-ne-s au Maroc : contourner la racisation par l'affichage de la foi musulmane », dans *Corps*, n° 10. <https://www.cairn.info/revue-corps-2012-1-page-163.htm?contenu=article>.



## Liste des auteurs

**Aïcha El Alaoui** est professeure-chercheure en économie. Elle est présidente du Centre Dihiya pour les droits de l'homme, la démocratie et le développement, Rabat. Elle est chef du groupe de recherche Économie solidaire et justice sociale, FP, Université Sultan Moulay Slimane, Béni Mellal, et membre associée de l'équipe de recherche Migration et développement régional, FLSH, Université Sultan Moulay Slimane, Béni Mellal. Ses domaines de recherche et d'expertise sont l'environnement, le développement économique et social, la migration, l'éducation et la justice sociale, ainsi les applications de l'analyse *input-output*, de MEGC et des méthodes économétriques.

**Mohamed Assebane** est bachelier du lycée Al Amal à Agadir en sciences humaines, 2012, Il est doctorant-chercheur en sociologie à FLSH de l'Université Ibn Zohr d'Agadir. Il a obtenu son master en sociologie et anthropologie de la ville à la FLSH de l'Université Hassan II de Mohammedia en 2017. Il a obtenu une licence en sociologie en 2015 à la FLSH d'Agadir. Il est l'auteur de plusieurs articles scientifiques publiés dans des revues scientifiques telles que *Idafat* et dans des ouvrages collectifs universitaires.

**Mhammed Belarbi** est actuellement enseignant-chercheur en sciences politiques à l'Université Cadi Ayyad. Il est chercheur associé au Centre des recherches en sciences sociales de Rabat. Ses recherches actuelles portent sur les thématiques relatives à la démocratisation, à l'analyse des mutations de l'action publique et aux mobilisations dans le contexte marocain et dans une perspective comparatiste à l'échelle du Maghreb.

**Abdoullah Dzaguiss** est né le 3 avril 1979 à Ouarzazate. Lauréat de l'École nationale d'administration, spécialité : partenariat et coopération internationale. Titulaire d'un master en migrations et développement durable à la Faculté des lettres et des sciences humaines Ibn Zohr d'Agadir et d'un master en géopolitique et relations internationales à la Faculté de droit Cadi Ayyad de Marrakech. Actuellement doctorant dans

l'équipe de recherche sur le droit public et la gouvernance à la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales Ibn Zohr, Agadir.

**Reda El Fellah** holds a PhD degree in International Law. He is currently an Associate Professor at the Faculty of Law, Economics and Social Sciences, Ibn Zohr University of Agadir, Morocco. Reda El Fellah is a founding member and a Vice-President of the Research Center of Studies and policy analysis (CEMAP). Since September 2018, He is the Director of a Research Unit on Public Law and Governance (ERDG) in the Faculty of Law, Economics and Social Sciences, Ibn Zohr University of Agadir. Reda El Fellah presented his academic work in several national and international conferences and has published several articles related to international law and global governance and human security in the following three languages: Arabic, English and French.

**Elhabib Ezzeroual** est doctorant en migration et prépare une thèse sur le droit international et la politique migratoire marocaine. Il est titulaire de deux masters : un master en droit international et européen des droits fondamentaux, Université de Nantes, et un master en droits de l'homme et libertés publiques. Il est membre du Centre des études sur les migrations, la mémoire et le développement.

**Hajar El Moukhi** est enseignante-chercheure en économie et gestion, Université Ibn Zohr Agadir ; chercheure traitant des questions relatives à la migration ; membre du comité national marocain du Réseau académique nord-africain sur la migration (NAMAN).

**Abir Ibourk** holds a Master's degree in International Studies and Diplomacy with a focus on North Africa and the Middle East from Al Akhawayn University in Ifrane. She is currently a program manager at the Konrad Adenauer Stiftung in Morocco. She is leading the democracy promotion program. Promoting youth political participation, Human rights, peace and security and conflict resolution are Abir's areas of focus.

**Hicham Irifi** est bachelier du lycée Al Amal à Tikiouine, Agadir, en sciences humaines, 2012. Il a obtenu la licence en géographie à la FLSH d'Agadir en 2015 et un master en géographie physique à la FLSH de Sais-Fès en 2017. Il prépare une thèse sur la dynamique des paysages de montagne dans le bassin versant de l'oued Tamri.

**Mohammed Lemouden** est chercheur en relations internationales au sein du Laboratoire des études et recherches juridiques et politiques de la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Souissi, Université Mohammed V de Rabat. Ses travaux de recherche portent essentiellement sur la sécurité dans l'espace euro-méditerranéen.

**Isabelle Lendrevie** est docteure en droit, avocate au barreau de la Seine-Saint-Denis, spécialisée en droit d'asile et en droit des étrangers.

**El Arbi Mrabet** est docteur d'État en droit de l'Université de Paris II, titulaire d'une licence d'anglais, professeur de droit public et relations internationales (1981-2006), doyen de la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales d'Oujda (1994-2006) et gouverneur chargé de la coordination avec la MINURSO (2006-2014). Il est l'auteur de plusieurs ouvrages généraux, études et articles portant notamment sur les migrations. Il est actuellement chercheur-associé à l'IRES.

**Rafik Naimi** est un enseignant-chercheur à l'Université Moulay Ismail de Meknès. Auteur de plusieurs articles sur des thématiques brûlantes, comme « Peut-on parler d'un nouveau désordre international ? » ou « La carte géopolitique à l'heure de la pandémie de Covid19 », il s'est notamment spécialisé sur les problématiques qui touchent l'immigration, le développement et la transition démocratique dans les pays en voie de développement.



**زهير اباحمو**، أستاذ علم الاجتماع بجامعة السلطان مولاي سليمان، ونائب مدير فريق البحث «الهجرة الدولية والتنمية الجهوية» في كلية الآداب والعلوم الإنسانية، بني ملال.

**نورالدين حجي**، أستاذ علم الاجتماع بكلية الآداب والعلوم الإنسانية، جامعة شعيب الدكالي بالجديدة، متخصص في سوسيولوجيا الصحة، عضو مشارك بمختبر المجتمع المغربي: الديناميات والقيم بنفس الكلية، ساهم سابقا في المؤلفين الجماعيين: تدبير المدن وتحديات الحكامة، والشراكة بين القطاعين العام والخاص وآفاق التنمية الترابية المستدامة بجامعة ابن زهر بأكادير.

**عبد اللطيف الركيك**، عبد اللطيف الركيك، باحث في التاريخ القديم وعلم الآثار، يشتغل حاليا أستاذا للتعليم الثانوي التأهيلي بالمديرية الإقليمية بسلا، تخصص التاريخ والجغرافيا، حاصل على الدكتوراه الوطنية في التاريخ القديم وعلم الآثار منذ 2007. أصدر الباحث عدة مقالات علمية نُشرت في مجلات ودوريات علمية محكمة، كما شارك في فعاليات عدد من المؤتمرات والندوات العلمية ذات الصلة بمجال التخصص.

الهجرة، مكلف بملف حقوق الإنسان، ورئيس مصلحة التعاون مع الدول العربية والأسبوية، باحث في قضايا الهجرة واللجوء وحقوق الإنسان، له مقالات ودراسات متخصصة حول الهجرة الدولية واللجوء وحقوق الإنسان، وساهم في ندوات دولية ووطنية مختلفة حول نفس الموضوع.

**يوسف كريم**، من مواليد مدينة خنيفرة سنة 1979، اشتغل بمجال التدريس والإدارة بوزارة التربية الوطنية منذ سنة 2001، حاصل على الإجازة في العلوم السياسية من جامعة القاضي عياض بمراكش سنة 2005، حاصل على الماستر في الدراسات السياسية والدولية من جامعة الحسن الأول بسطات سنة 2010، حاصل على شهادة الدكتوراه في التاريخ الراهن من جامعة محمد الخامس بالرباط سنة 2019، باحث مهتم بقضايا الهجرة مشارك في ندوات وطنية ودولية، له العديد من المساهمات والدراسات منشورات في مجالات علمية محكمة وطنية عربية ودولية.

**الحسين حديدي**، من مواليد 25 نونبر 1982 بمدينة آسا إقليم آسا الزاك، حاصل على شهادة الدكتوراه في التاريخ بكلية الآداب والعلوم الإنسانية ظهر المهرز بفاص 2012، أستاذ مادة التاريخ والجغرافيا بالثانوية التأهيلية مولاي عبد الله، بسبدي إفني. للباحث عدة إنتاجات فكرية عبارة عن كتب ومقالات شارك بها في عدة ندوات وطنية ودولية، طبع الكثير منها في عدة مجلات، وبعضها قيد الطبع.

**بدر الدين الطلحاوي**، حاصل على شهادة الدكتوراه في القانون العام سنة 2018/2019، ناقش أطروحته في موضوع: «إعمال المغرب لحقوق المهاجرين في ضوء السياسة الجديدة للهجرة»، جامعة ابن زهر، أكادير، حاصل على دبلوم الدراسات العليا المعمقة (DESA) في القانون العام سنة 2007-2008، وحدة التكوين والبحث: الدبلوماسية المغربية، بجامعة محمد الخامس، السويسي، الرباط، أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية، آيت ملول، جامعة ابن زهر أكادير، خلال الموسم الجامعي: 2015-2016. شارك في عدة ندوات وطنية ودولية، وله مجموعة من المقالات العلمية، إطار بوزارة العدل، وخضع لعدة تداريب في إطار التكوين المستمر في مجال التدبير الإداري والمالي.

**عبد المجيد أزمو**، أستاذ التعليم العالي في شعبة الجغرافيا بكلية الآداب والعلوم الإنسانية، ومدير فريق البحث «الهجرة الدولية والتنمية الجهوية» بجامعة السلطان مولاي سليمان، بني ملال.

## المؤلفون

**محمد لكريني**، أستاذ القانون والعلاقات الدوليين بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية، آيت ملول، جامعة ابن زهر، المغرب، عضو المركز المغربي للدراسات وتحليل السياسات، المغرب، نشرت للباحث مقالات في بعض المجلات العربية المحكمة (مجلة الديمقراطية، مجلة شؤون الأوسط، مجلة الدراسات الإيرانية، مجلة دراسات أمنية استراتيجية، مجلة اتجاهات الأحداث...)، كما شارك الباحث أيضا في بعض الندوات الوطنية والدولية.

**محسن الندوي**، من مواليد مدينة تطوان، أستاذ زائر العلاقات الدولية بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بتطوان، حاصل على الدكتوراه في القانون العام تخصص علاقات دولية، كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بطنجة، رئيس المركز المغربي للدراسات الاستراتيجية والعلاقات الدولية، مدير مجلة شؤون استراتيجية، له مساهمات في كتب جماعية ومجلات محكمة وطنيا ودوليا.

**إبراهيم المرابط**، حاصل على شهادة الدكتوراه في وحدة التمدين والتهيئة الحضرية، في موضوع «آثار الهجرة الدولية على تنوع وتعدد الأنشطة الحضرية بمدن الدوائر السقوية»، بجامعة السلطان مولاي سليمان، باحث في قضايا التنمية والهجرة، شارك في عدة ندوات وطنية ودولية، عضو مختبر الأبحاث «الجغرافيا، التهيئة، الديموغرافيا، التنمية» التابع لكلية الآداب والعلوم الإنسانية، جامعة ابن زهر، صحفي إعلامي، مُعد ومقدم لعدة برنامج تلفزيونية بثت بالشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة المغربية.

**حافظ بكور**، أستاذ مؤهل بكلية الحقوق بالدار البيضاء، حاصل على الدكتوراه في القانون الخاص، منسق ماستر قانون وأعمال البنوك التشاركية، رئيس مركز الأبحاث في قضايا الأسرة والهجرة.

**سعید مشاك**، أستاذ القانون العام بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس، إطار سابق بالوزارة المنتدبة لدى وزير الشؤون الخارجية المكلفة بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون

ازمو عبد المجيد (2006)، «التوسع الحضري واستهلاك المجال الفلاحي بسهل تادلة: حالات بني ملال والفقير بن صالح والسبت أولاد النمة»، أطروحة دكتوراه الدولة، كلية الآداب والعلوم الانسانية بني ملال.

بول كولير (2016)، الهجرة كيف تؤثر في عالمنا، ترجمة مصطفى ناصر، عالم المعرفة، العدد 439، الكويت.

مداد محمد (1990)، «الجهاز الحضري بتادلة : الفقير بن صالح وسوق السبت مدينتان في توسع مفرط»، بحث الدراسات العليا، كلية الآداب والعلوم الانسانية، الرباط.

منير صالح (1996)، «من الفقير بن صالح إلى ميلانو: الهجرة الدولية المغربية إلى إيطاليا وتأثيرها على مناطق الانطلاق»، بحث لنيل دبلوم الدراسات العليا، كلية الآداب والعلوم الإنسانية بالرباط.

ضايف حسن (2012)، عائدات الهجرة الدولية بمنطقة سوس، عامل مركزي في توسع المدن، الهجرة في الثقافة الأمازيغية، إصدار المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية.

- 6 بالنسبة لتجارة المتلاشيات، نتحدث هنا عن محلات تجارية محددة، لها عنوان قار، دائمة العمل، ولا نقصد بيع المتلاشيات بالتجوال في الأسواق وغيرها.
- 7 نقصد بالفلاحة الحضرية هنا جميع الأنشطة الفلاحية المزاولة داخل المجال الحضري.
- 8 المصطفى طوكي، «الهجرة الدولية وآثارها على التنمية المحلية بمنطقة بني مسكين : إقليم سطات»، رسالة لنيل دبلوم الدراسات العليا، جامعة محمد الخامس، الرباط، 1996، ص. 271.
- 9 «أشارت دراسة حول أثر تحويلات المهاجرين في التقليل من الفقر، أن 1,2% مليون مغربي تخلصوا من الفقر بفضل المغاربة المقيمين في الخارج. وفي نفس السياق، «واستنادا إلى بحث حول مستوى المعيشة للأسر أجري سنة 1998-1999، أدت تحويلات المغاربة المقيمين في الخارج إلى تخفيض نسبة الفقر من 23,2% إلى 19% على المستوى الوطني. وسيتسبب غياب هذه التحويلات في ارتفاع نسبة الفقر من 12% إلى 16,6% في المجال الحضري، ومن 27,2% إلى 31% في المجال القروي. وهذا يعني أن حوالي 200.000 أسرة كانت ستصبح فقيرة في حالة عدم استفادتها من التحويلات المالية للمهاجرين، وعلى هذا الأساس، فإن ما يقرب من 1.200.000 شخص ينفذون من الفقر بسبب هذه التحويلات المالية. هذا دون احتساب عدد المهاجرين المغاربة بالخارج الذين يفوق عددهم الخمسة ملايين مهاجر»: خالد سوي وعبد القادر تيتو، «مساهمة تحويلات المغاربة المقيمين في الخارج في خفض الفقر: مقارنة تحليلية بين مختلف مصادر التحويلات: حالة المغرب»، المؤتمر الإقليمي عن الهجرة العربية في ظل العولمة، القاهرة، 2-4 سبتمبر 2003.
- 10 المصطفى طوكي، «الهجرة الدولية وآثارها على التنمية المحلية بمنطقة بني مسكين : إقليم سطات»، مرجع سابق، ص. 301.
- 11 ضايض حسن، عائدات الهجرة الدولية بمنطقة سوس، عامل مركزي في توسع المدن، الهجرة في الثقافة الأمازيغية، إصدار المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية، 2012.

## المراجع

- إبراهيم المرابط (2018)، «آثار الهجرة الدولية على تنوع وتعدد الأنشطة الحضرية بمدن الدوائر السقوية، حالة مدينتي أولاد تايمة والسبت أولاد النمة»، أطروحة الدكتوراه، كلية الآداب والعلوم الإنسانية، جامعة المولى سليمان، بني ملال.
- المصطفى طوكي (1996)، «الهجرة الدولية وآثارها على التنمية المحلية بمنطقة بني مسكين : إقليم سطات»، رسالة نيل دبلوم الدراسات العليا، جامعة محمد الخامس، الرباط.
- أزير الحسين، (1988)، «أثر السقي العصري على التمدين بسهل تادلة: حالة الفقيه بن صالح»، أطروحة السلك الثالث، كلية الآداب والعلوم الإنسانية بالرباط.

ولذلك يمكن القول إن الهجرة الدولية ساهمت في تنشيط الهجرة الداخلية بشكل مباشر وغير مباشر. فإذا كان فقر الريفيين هو الذي يفسر توجههم إلى المدينة، فإن الإمكانيات التي يتوفر عليها الريفي المهاجر إلى أوربا هي عامل جديد في تفسير توافده على المدينة من أجل الاستقرار بها<sup>11</sup>.

لقد أسهمت الهجرة الدولية في تغيير نمط الاستهلاك بالمراكز الحضرية، وفي التخلي عن مجموعة من العادات وتعويضها بسلوكات جديدة على المجتمع الريفي/الحضري. لكنها لم تتمكن من زرع ثقافة الغرب الاستثمارية، ولم تتمكن من نشر خبرتها في مجال المقاوله، خصوصا والبيئة المحلية لا تساعد على انتشار تلك الثقافة، هذه الوضعية المأزومة تتحمل مسؤوليتها الدولة عبر مختلف أجهزتها ويتحمل مسؤوليتها المهاجر نفسه الذي ظل حبيس النموذج الأول من المهاجرين الذين انطلقوا صوب المستعمرات الفرنسية أواخر القرن التاسع عشر.

## الهوامش

- 1 المقال جزء من أطروحة الدكتوراه «آثار الهجرة الدولية على تنوع وتعدد الأنشطة الحضرية بمدن الدوائر السقوية، حالة مدينتي أولاد تايمة والسبت أولاد النمة»، كلية الآداب والعلوم الانسانية، جامعة المولى سليمان، بني ملال، 2018، للباحث إبراهيم المرابط، وإشراف ن. عبد المجيد أزمو.
- 2 بول كولير، الهجرة كيف تؤثر في عالمنا؟ ترجمة مصطفى ناصر، عالم المعرفة، العدد 439، 2016، الكويت.
- 3 المرجع نفسه .
- 4 تم تسجيل حالات نصب واحتيال كثيرة راح ضحيتها مهاجرون مغاربة كانوا بصد إنجاز مشاريع لهم بالمغرب بملايين الدراهم.
- 5 انطلاقا من التطور التاريخي لانطلاق مهاجري السبت أولاد النمة، ومن مبيان التطور الزمني لاستثماراتهم حصلنا على ثلاث فترات زمنية كبرى لاستثمارات المهاجرين بالسبت أولاد النمة:
  - فترة ما قبل سنة 2000: أي تسعينيات وثمانينيات القرن الماضي. وهي الفترة التي عرفت تنامي وتزايد الهجرة الدولية بتدالة وضمنها مدينة السبت أولاد النمة.
  - الفترة المحصورة بين سنتي 2000 و2008؛ وهي الفترة التي من المفروض أن تعرف بعض الإنتاجية وخلق المشاريع الاستثمارية. كما أن سنة 2008 هي سنة بداية الأزمة الاقتصادية بأوروبا وعودة مجموعة من المهاجرين إلى بلدانهم.
  - فترة بداية الأزمة الاقتصادية إلى الآن؛ وهذه الفترة ستمكنا من التعرف على الكيفية التي تعامل بها المهاجرون النماويون مع الأزمة؟ وهل أسهمت في إحداثهم لمشاريع استثمارية ببلدانهم قصد الاستقرار أم لا؟

## خاتمة

تنوعت الانعكاسات المباشرة لاستثمارات المهاجرين الدوليين على مجال الدراسة، انعكاسات اتخذت أشكالاً مختلفة، فقد همت الاقتصادية منها خلق فرص شغل جديدة، سواء بطريقة مباشرة أو غير مباشرة. كما أسهمت الاستثمارات في تراجع الفلاحة الحضرية داخل المدينة، ولم تعد تشكل النشاط الأول للسكان المحلية، وأدت إلى تطوير مشاريع العائلة واستمرارها. بينما تجلت الانعكاسات الثقافية والاجتماعية في تغير نمط عيش ساكنة المدينة، وفي تغير نمط الاستهلاك والسلوك الحضريين.

أدت استثمارات المهاجرين الدوليين بالسبت أولاد النمة إلى تنوع وتعدد الأنشطة الحضرية بها، ورغم قلة حجم هذه الأنشطة بالمقارنة مع إجمالي الأنشطة الحضرية بالمدينة إلا أنها أنشطة نوعية يظهر تميزها بالمجال. هذه الأنشطة كان لها إشعاع مهم بمجال الدراسة، استقطبت هجرة عمالية جديدة وهجرة قروية وافدة، أدت إلى ظهور مشاريع حضرية كثيرة لغير المهاجرين أصبحت فيما بعد هي الغالبة بالمجال.

لكنها لم تمكن من إرساء أسس التنمية الاقتصادية المثبتة بالشكل الذي يجعلها آلية من الآليات التي تقلل من تنامي الهجرة إلى الخارج. فعند انطلاق الهجرة بشكل مهم من سوس خلال الستينات والسبعينات، ومن تادلة خلال الثمانينات والتسعينات، اعتبرت الهجرة من طرف المخططين أهم الوسائل التي ستمكن من نقل التكنولوجيا إلى الدول المتخلفة ومن تحقيق الإقلاع الاقتصادي بها، غير أنه بعد مرور أكثر من 40 سنة على انطلاقها الحقيقية، لم تتمكن الهجرة من تحقيق الإقلاع المنشود، ولم تسهم أساساً إلا في ظهور الأنشطة الحضرية وتوسع المجال المبني الذي تم ببعض المناطق على حساب أراضي فلاحية جد هامة.

فالدولة لم تواكب تطور عائدات الهجرة الدولية، ولم توجه المستثمرين المهاجرين نحو القطاعات الأكثر مردودية والمنسجمة وتوجهها الاقتصادي.

كذلك أسهمت الهجرة إلى الخارج في إفراغ البوادي، لأنها لم تستفد من عائدات المهاجرين الذين فضلوا استثمار معظمها في الأنشطة بالمدن. فالبوادي تفتقر إلى شروط الاستقرار وظروفه على مستوى البنيات التحتية والاجتماعية، وهي بذلك لا توفر للمهاجر إمكانيات الارتقاء الاجتماعي.

هذا الإشعاع الحضري للمدينة جراء استثمارات المهاجرين أدى إلى توافد عدد مهم من سكان المناطق المجاورة إليها، بعدما كانوا يتوافدون على مدن مثل بني ملال والفيقيه بن صالح للترؤد ببعض المواد كالألبسة والمعدات المنزلية. وقد أحدث هذا هجرة وافدة مباشرة عن طريق الطلب المتزايد على اليد العاملة، وهجرة وافدة غير مباشرة عن طريق الإشعاع الحضري الذي خلقتة مشاريعهم الاستثمارية.

## خلاصة

تميزت استثمارات المهاجرين بكونها قليلة (حوالي 33% من مهاجري مدينة أولاد النمة أقدموا على الاستثمار بالمغرب) وبكونها مشاريع ذاتية، أغلبها معروف بالمنطقة، لا تتوفر على أصالة معينة ويصعب التمييز بينها وبين مشاريع غير المهاجرين، ومن جهة أخرى فإنها مشاريع صغيرة ومتوسطة، محدودة النمو والتطور، تتمتع باستقلالية كبيرة. مشاريع غير مرتبطة بقروض بنكية ولا بشركاء متعددين، وغير مثقلة بديون خاصة أو بمصاريف الكراء وأجور الموظفين والعمال.

فقد اعتمد معظم المهاجرين على عائدات الهجرة في تمويل مشاريعهم بالمناطق الأصلية. كما أن صفة حيازة محل الاستثمار عاد في ملكية أغلب المهاجرين المستثمرين بنسبة قاربت 70%.

هذه المؤشرات جعلت التأثير الاقتصادي والمجالي لمشاريع المهاجرين محدودا للغاية، لا يكاد يتجاوز حدود العائلة كصمام أمان لها من التقلبات الاقتصادية، لا ترقى بالمهاجر لأن يكون فاعلا مشاركا في صنع القرار المحلي والجهوي.

إن ضعف رأسمال مشاريع المهاجرين، وعدم جدتها وضعف أصلاتها ما يزال يكرس الصورة النمطية عن المهاجر، صورة تختزل قيمته فيما يقوم به من تحويلات لا فيما قام به من مشاريع. لم ينتقل المهاجرون الدوليون بعد من مصدر للعملة الصعبة إلى منتجين للقرار الاقتصادي المحلي، ومواكبين للسياسة الاقتصادية للبلاد. فما يزال عندنا، خصوصا في مخيال الإدارة المغربية، المهاجر الجيد هو الذي يقوم بتحويل أكبر قدر من العملة الصعبة، هذا المهاجر هو الذي يتم استقباله سنويا، وتنظم له عملية «مرحبا».



إذا كان للهجرة الدولية بعض الانعكاسات الإيجابية على القطاع الزراعي وتربية الماشية بالدايرتين السقويتين السبت أولاد النمة وأولاد تايمه، من خلال تجهيز الاستغلاليات العائلية بالآلات والمعدات الفلاحية، وتزايد استعمال الأسمدة والبذور المنتقاة، واقتناء الأراضي وتوسيع الاستغلاليات العائلية، واقتناء الصنف الأصيل من الأبقار الحلوب، فإن الاقتصاد الحضري عرف هو الآخر انتعاشا لا بأس به بفضل المشاريع الاقتصادية التي أحدثها المهاجرون.

إن تطور الأنشطة الحضرية بمدينة السبت أولاد النمة يعزى أساسا إلى عاملين اثنين: لتطور القطاع الفلاحي والهجرة الدولية، لكن تطور بنية الأنشطة الحضرية بها ارتبط بشكل كبير بتدفق عائدات الهجرة الدولية.

لقد ارتفع عدد الأنشطة الحضرية بشكل كبير، كمّاً وكيفا، في العقود الأخيرة، أسهمت بانتقال المدينة من سوق أسبوعي إلى مركز حضري يستجيب لحاجيات الساكنة المحلية، وساكنة المناطق المجاورة. هذه الأنشطة كان للمهاجرين الدوليين جزء متوسط بها، يتميز بعضها بنوعيتها وجدّتها، وهو ما أعطاها حضورا متميزا.

## ب - أثر استثمارات المهاجرين على الإشعاع الحضري

تعتبر الاستثمارات التي قام بها المهاجرون، في حالات كثيرة، ضعيفة الأثر على النسيج الاقتصادي، غير أنه يجب التأكيد على أن استثمارات المهاجرين المغاربة أحدثت دينامية عمرانية بالمناطق الأصلية، وأسهمت في ظهور أنشطة حضرية متعددة ومتنوعة بمراكز حضرية كان يغلب عليها الطابع الريفي. فقد كانت مشاريعهم على قلتها بمثابة الشرارة التي عجلت بظهور استثمارات لفاعلين مختلفين، محليين وجوهيين ووطنيين.

لقد أدت استثمارات المهاجرين بالسبت أولاد النمة إلى إضفاء بعض الحركية على الاقتصاد المحلي، حيث أدت إلى انتعاش الأنشطة المرتبطة بقطاع البناء والتجهيز (مواد البناء، النجارة، الحدادة، إلخ...)، وإلى ظهور مشاريع اقتصادية صغيرة تجاوزت خدماتها حدود المدينة (تحويل الأموال، المقاهي العصرية، صرف العملات، غسل السيارات، وكالات الأسفار...) ما زاد بالتالي من نفوذ وإشعاع المركز الحضري.

## ب - استثمارات المهاجرين: تغير في نمط العيش والعادات المحلية

أدت استثمارات المهاجرين الدوليين إلى إحداث تحولات اجتماعية واقتصادية ملموسة تجلت في انتشار نمط استهلاكي جديد، وفي ظهور علاقات جديدة داخل المدينتين انتقل معها المهاجرون من أشخاص يقومون بالتحويلات المالية لمواطنهم الأصلية إلى فاعلين اجتماعيين واقتصاديين بالمجال. لقد اكتسب هؤلاء مكانة اجتماعية جديدة، أصبح بعضهم من الأعيان ومن المؤثرين في صنع الرأي المحلي. إن ثروة المهاجرين اليوم لا تقاس فقط بما يملكون من أموال وعقار بل أيضا بالكفاءة والخبرة التي اكتسبوها بالمهجر. هذه الأخيرة تلعب دورا مهما في نقل التكنولوجيات والمعارف المؤسساتية والأفكار التنموية بين الدول، وفي جلب وتبني طرق تفكير جديدة سواء على الصعيدين التنموي والسياسي.

ساعدت استثمارات المهاجرين في إحداث تغيرات في أنماط العيش، وفي ثقافة الاستهلاك. فإذا كانت عائدات الهجرة الدولية أدت إلى ارتفاع وتيرة الاستهلاك كماً وكيفاً في صفوف عائلات المهاجرين الدوليين، وكان اللباس المستورد حكراً فقط على أبنائهم، فإن الأمر لم يعد كذلك بفعل انتشار محلات المهاجرين لبيع المنتجات والسلع المستوردة.

فبعد أن كانت مجموعة من مظاهر الاستهلاك وأنماط العيش حكراً على المهاجرين وعائلاتهم أصبحت اليوم مشتركة بين جميع سكان المنطقة بفضل عائدات واستثمارات المهاجرين. أضحت المقاهي المجهزة بالإنترنت نافذة شباب المنطقة على العالم، يترددون عليها من أجل الدخول إلى مواقع التواصل الاجتماعي (الفايس بوك، اليوتوب)، وكذلك لمتابعة مباريات كرة القدم الوطنية والدولية. أدت هذه المقاهي بشباب المدينة للجلوس لساعات طويلة عوض البحث عن العمل، فقد أسهمت فرص الشغل النوعية التي أحدثتها مشاريع المهاجرين وغيرهم إلى نفور شباب المدينتين من العمل في الفلاحة وغيرها من المهن والحرف الشاقة.

### 3.3.3. انعكاسات استثمارات المهاجرين على الاقتصاد الحضري

#### أ - أسهمت استثمارات المهاجرين في تنوع وتعدد الأنشطة الحضرية

تعتبر الأنشطة الحضرية الاقتصادية إحدى المؤشرات التي يقاس بها حجم تطور المدن والمراكز الحضرية. كما تبرز بنيتها ونوعيتها نسيج العلاقات الاقتصادية والاجتماعية داخل المجال الحضري نفسه، أو مع الأرياف المجاورة في إطار علاقات المدينة بالريف. وبالتالي يظهر مدى ثقلها داخل مجال قد تتجاوزه أقطاب جهوية مجاورة<sup>10</sup>.

### 2.3.3. الانعكاسات الثقافية والاجتماعية لاستثمارات المهاجرين على المجال-المجتمع

#### أ - استثمارات المهاجرين: تطوير لمشاريع العائلة، وتمتين للتماسك العائلي

أرسلت مجموعة من الأسر أبناءها نحو الخارج للرفع من دخلها وتحسين وضعها الاجتماعي أو لتحسين مشاريعها العائلية عن طريق تعدد المداخيل، وبالفعل فقد أسهمت عائدات الهجرة في توفير دخل شبه قار لعدد من أسر المنطقة، وهو ما انعكس على حياتها اليومية<sup>9</sup>.

لقد اقترحت مجموعة من الأسر على أبنائها الاستثمار بالمغرب (20% من المهاجرين المستثمرين بمدينة السبت أولاد النمة)، وهناك من عرض عليه نوع المشروع للاستثمار فيه، (منهم 12% من المهاجرين المستثمرين بالسبت أولاد النمة).

أصبحت بعض العائلات شريكا في مشاريع أبنائها المهاجرين، فحوالي 70% من الاستثمارات التي أنجزت تعود للمهاجر وعائلته، كما أن حوالي 10% من الاستثمارات المنجزة يسيرها بعض أفراد عائلة المهاجر.

إن للعائلة دورا أساسيا في المسار الهجري لعدد مهم من المهاجرين الدوليين؛ من التفكير والتحضير للهجرة، إلى الاستقرار والعمل بالمهجر، وصولا للعودة والاستثمار بالموطن الأصلي. عدد مهم من العائلات خصوصا بمنطقة السبت أولاد النمة مولت هجرة أبنائها للخارج، وواكبت مساهمهم بالمهجر، ثم وجهت وأطرت استثمار عائداتهم من الهجرة بالموطن الأصلي، حفاظا منها على مشاريع العائلة وتطورها وضمانا لمداخيل أخرى متنوعة.

تنقسم المشاريع العائلية للمهاجرين المستثمرين إلى قسمين:

- مشاريع تستهدف تطوير المشروع العائلي الفلاحي (14% من مشاريع المهاجرين بالسبت أولاد النمة)، حيث يعمل المهاجر على تجهيز الاستغلالية العائلية عبر حفر الآبار وتجهيزها بالمضخات، وأيضا باقتناء الأراضي وتوسيع الاستغلالية واقتناء الأبقار الحلوب.

- مشاريع جديدة أسهمت العائلة في إنجازها بهدف خلق فرص عمل لأحد أبنائها، كما هو الحال بالنسبة لحوالي 12% من المهاجرين المستثمرين بمدينة السبت أولاد النمة.

### ج - الفلاحة الحضرية<sup>7</sup>: استفادة ضعيفة من مشاريع المهاجرين

لم تحظ الفلاحة الحضرية باهتمام المهاجرين المستثمرين بالمدينة، فلم تتجاوز المشاريع الفلاحية بكل أنواعها 13% من مجموع استثمارات المهاجرين بالسبت وأولاد النمة. نسبة وإن ظهرت مهمة إلا أنها ضعيفة جدا في مجال هام للفلاحة السقوية العصرية بالمغرب.

إن هذا العزوف المسجل للمهاجرين المستثمرين على الاستثمار في المشاريع الفلاحية يُعزى حسب بحثنا إلى أسباب موضوعية وأخرى نفسية وثقافية. فقد أدى توالي سنوات الجفاف وقلة المياه واستمرار التقلبات المناخية إلى خلق نوع من الإستياء لدى السكان، إستياء ولد عزوفا واضحا عن الاستثمار في المجال الزراعي وفي تربية الماشية رغم استمرار اقتناء الأراضي الفلاحية بشكل كبير. فالمتاجرة في العقار والاستثمار في الأنشطة الحضرية أسرع ربحا وأكثر مردودية من غيره، وهو ما جعل أغلب المهاجرين المستثمرين يختارون المجال الحضري لمزاولة أنشطتهم الاقتصادية والاكتماء باقتناء العقار الفلاحي في هوامش المدينة كنوع من إثبات الذات دون الاهتمام باستغلاله بشكل مهم.

لقد أسهمت الهجرة - إلى حد ما - في تراجع النشاط الفلاحي بشكل متفاوت لدى أسر المهاجرين بالدوائر السقوية. ظهر ذلك من خلال تراجع اليد العاملة المؤهلة لمزاولة مختلف الأنشطة الفلاحية، ثم في ظهور شعور خاص بدونية هذا النشاط عند فئة الشباب الذين لم تتح لهم فرصة الهجرة. كما أن توافد عائدات الهجرة على المنطقة قلص كذلك من اهتمام أفراد أسر المهاجرين بالعمل الفلاحي الذي أضحى في تصورهم مدخولا ثانويا. من جهة ثانية، أسهمت الهجرة الدولية في تحفيز أسر المهاجرين المستثمرين على الهجرة نحو مركز المدينة والاستثمار في الأنشطة الحضرية هناك والكف عن التعاطي للنشاط الفلاحي<sup>8</sup>.

من جهة ثالثة، أدت الأنشطة الحضرية التي استثمر فيها المهاجرون إلى تراجع النشاط الفلاحي لأسر المهاجرين. فهذه الأسر التي أرسلت أبناءها للخارج قصد تطوير مشاريعها الفلاحية غيرت رأيها وتفكيرها بعد أن اكتشفت العائد الاستثماري المهم للمشاريع الحضرية سواء في العقار أو في قطاع الخدمات أو في قطاع التجارة أو في الحرف.

إذا كانت تحويلات المهاجرين الدوليين قد أسهمت في الرفع من دخل الأسر بالموطن الأصلي، وفي تنشيط الاقتصاد الوطني والمحلي، وفي سد عجز الميزان التجاري، فإن لتحويلات المهاجرين المستثمرين في المدن المغربية أدوات اقتصادية هامة.

عادة لا يشرع المهاجر في إنجاز مشروعه إلا عندما يوفر الرأسمال الكافي لذلك، فما يفوق 70% من المهاجرين المستثمرين بالسبت أولاد النمة مولوا مشاريعهم من عائدات الهجرة الدولية فقط، أي أن هناك مبالغ مهمة من العملة الصعبة ضخها المهاجر المستثمر بموطنه الأصلي. وأثناء إنجاز المشروع تنشط حركة اقتصادية بالمدينة، ويزداد الطلب على اليد العاملة وعلى شراء مواد البناء والتجهيزات وغيرها.

#### ب - استثمارات المهاجرين: دينامية اقتصادية عبر إحداث فرص شغل جديدة

لقد أسهمت المشاريع الاقتصادية التي أنجزها المهاجرون، بمدينة السبت أولاد النمة، في إحداث انتعاش اقتصادي محلي، عبر خلق رواج تجاري وتنشيط سوق الشغل من خلال تزايد الطلب على اليد العاملة.

فأشغال إنجاز مشروع معين تحتاج ليد عاملة مؤقتة، مباشرة وغير مباشرة، وبعد انتهاء الأشغال وانطلاق العمل بالمشروع يتم إحداث مناصب شغل جديدة، قد تكون مؤقتة وقد تكون دائمة حسب طبيعة المشروع وفترات انتعاشه الاقتصادي.

لقد وفرت 70% من مشاريع المهاجرين المستثمرين بالمدينة ما بين منصب شغل واحد وخمسة مناصب. فرص الشغل هاته لا تكمن أهميتها في عددها فقط، بل أيضا في نوعيتها. فهناك من المشاريع، على قلتها، ما يتميز بالجدة والأصالة، ويستقطب خبرة جديدة للمنطقة من قبيل مشاريع وكالات الأسفار، ومكاتب صرف العملات، والضيعات العصرية، وإدارة المشاريع، والخدمات وغيرها من المشاريع التي يستطيع العاملون بها الانتقال والعمل بالمدن الكبرى في شركات ومؤسسات اقتصادية أكبر.

عموما، فقد أدت استثمارات المهاجرين إلى خلق دينامية مجالية-اقتصادية بالمنطقة وإلى تشكل سوق استهلاكية حضرية تزداد اتساعا بها، ذلك بما أحدثته من فرص شغل جديدة ومتنوعة حفزت ولو بشكل ضعيف الهجرة القروية إليها.

عادت أصول 71% من المشتغلين في مشاريع المهاجرين إلى الأرياف المجاورة وإلى باقي سهل تادلة. ولا يشكل العمال المنحدرون من المدينة سوى 19% من إجمالي تلك اليد العاملة. أما 10% المتبقية من هؤلاء العمال فهم من عائلة المهاجر المستثمر، وعادة ما يكونون إخوته أو أبويه.

نستنتج، مما سبق، أن استثمارات المهاجرين بالسبت أولاد النمة هي في مجملها مشاريع بسيطة لا تحتاج ليد عاملة مؤهلة، ولا إلى مستوى تعليمي معين. أيضا هي مشاريع غير مميزة مجاليا ولا تسهم كثيرا في نقل الخبرة، ولا تساعد على تنمية قدرات ومعارف العمال، على الرغم من أنها كانت وقتها مشاريع رائدة لم يسبق أن أنجزت من قبل، سواء من حيث نوعيتها أو من حيث تجهيزها. لكن هذه الاستثمارات شكلت المنطلق لمشاريع أخرى لمستثمرين آخرين من غير المهاجرين، وكانت محفزا استقطب مشاريع جديدة وعمالا من المدن المجاورة كالفقيه بن صالح وبني ملال.

### 3.3. انعكاسات استثمارات المهاجرين على البنية السوسيو مجالية والاقتصادية للمدينة

إن الحديث عن انعكاسات استثمارات المهاجرين على البنية السوسيو مجالية والاقتصادية يجعلنا نستحضر منظومة مجالية شبكية، منظومة تنبني على عملية رصد لمختلف الآثار الناجمة عن استثمارات المهاجرين، ومدى إسهامها في بلورة البنية المجالية للمنطقة. تختلف هذه الاستثمارات حسب حجمها وتأثيرها الاقتصادي والاجتماعي، وتتجلى انعكاساتها عبر شكلين متناقضين أحدهما إيجابي والآخر سلبي. لقد همت انعكاسات استثمارات المهاجرين الدوليين مختلف الجوانب الاجتماعية والثقافية والاقتصادية بالمجال الحضري للسبت أولاد النمة.

#### 1.3.3. الانعكاسات الاقتصادية لاستثمارات المهاجرين بالمجال الحضري

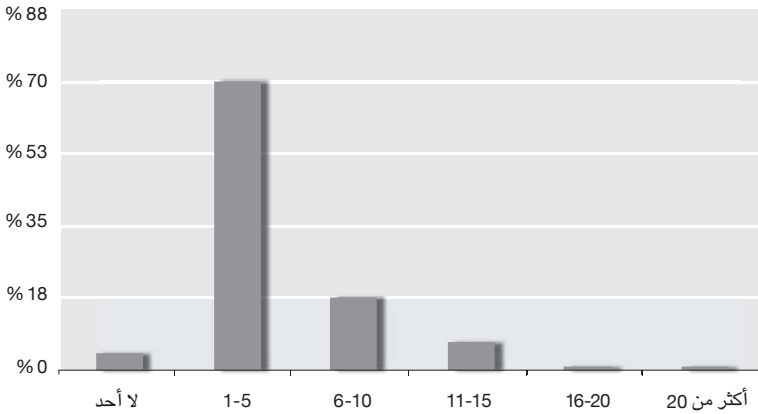
##### أ - أي وقع اقتصادي-مجالى لتحويلات المهاجرين المستثمرين؟

شكلت عائدات الهجرة الدولية بتادلة أحد الموارد الأساسية بالنسبة للعديد من الأسر بالمنطقة، كان لآثارها تجليات واضحة على مستوى الدخل وما عكسه من طاقة استهلاكية وإعالة أسرية متميزة. كما أسهمت عائدات الهجرة في بث نفس جديد داخل البنية الاقتصادية المحلية بتنشيط الأسواق الأسبوعية، وإنعاش ما يسمى بحلقة التوزيع الاجتماعي للمداخيل.

الوقع الاقتصادي للهجرة الدولية المغربية على مناطق الانطلاق : حالة مدينة السبت أولاد النمة بسهل تادلة

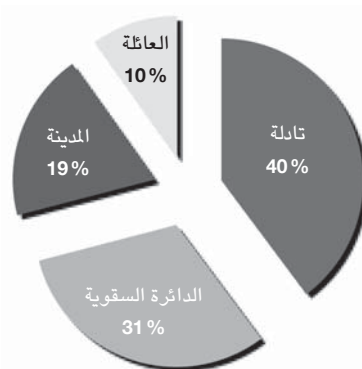
اختلفت أصول العمال المشتغلين بمشاريع المهاجرين، فمنهم أفراد عائلة المستثمر، ومنهم أبناء المدينة، والجزء الكبير منهم ينحدرون من مناطق ريفية مجاورة، كما هو مبين في البيانان أدناه. هذا الأمر يؤشر على مدى مساهمة استثمارات المهاجرين في تنشيط الهجرة الداخلية، واستقطاب مهاجري الأرياف إلى المدن والمراكز الحضرية.

#### مبيان رقم 18: اليد العاملة المشغلة بالأنشطة الحضرية للمهاجرين المستثمرين



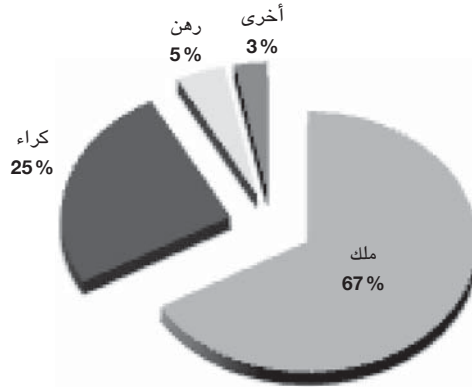
المصدر: بحث ميداني 2013، إنجاز الباحث.

#### مبيان رقم 19: أصل اليد العاملة المشغلة من طرف المهاجرين المستثمرين بالسبت أولاد النمة



المصدر: بحث ميداني 2013، إنجاز الباحث.

## مبيان رقم 17: صفة حيازة محل مزاولة المشروع عند مهاجري أولاد النمة



المصدر: بحث ميداني 2013، إنجاز الباحث.

### 2.3. وفرت استثمارات المهاجرين فرص عمل بمناطق الانطلاق، واستقطبت يدا عاملة من خارج المدينة

تعتبر الكلفة المادية من أهم معايير اختيار نوع المشروع المستثمر فيه لدى المهاجرين، سواء من ناحية قيمة الرأسمال أو من ناحية حجم اليد العاملة المشغلة. فالمهاجرون يفضلون الاستثمار في مشاريع لا تتطلب رأسمالا كبيرا ولا يدا عاملة كثيرة ولا حتى مؤهلة.

لقد أدى إحداث فرص شغل جديدة من طرف المهاجرين إلى زيادة استقطاب اليد العاملة للمنطقة. فكما هو مبين في المبيان أدناه، يتضح لنا أن 70% من مشاريع المهاجرين المستثمرين بمدينة أولاد النمة تُشغّل ما بين عامل إلى خمسة عمال بشكل دائم. يرجع السبب في ذلك إلى أن جزء كبيرا من المشاريع المنجزة من طرف مهاجري المدينة هي مشاريع صغيرة، بل هناك مشاريع لا تشغل سوى عامل واحد هو المهاجر نفسه كما هو الحال لدى 4% من المشاريع المنجزة.

وعن مشاريع المهاجرين التي وفرت أكثر من 5 مناصب شغل دائمة، فيلاحظ ما يلي:

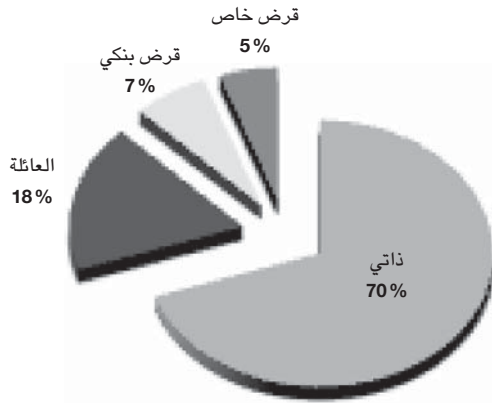
- 18% من مجموع مشاريع المهاجرين وفرت ما بين 6 و10 مناصب شغل دائمة؛
- هناك مشاريع شغلت يدا عاملة يتراوح عددها ما بين 11 و15 عاملا، كما هو الحال بالنسبة لحوالي 7% من مجموع المشاريع المنجزة.



### 1.3. اعتمد معظم المهاجرين على عائدات الهجرة في تمويل مشاريعهم

مول جزء مهم من المهاجرين المستثمرين بأولاد النمة مشاريعهم الاقتصادية. فقد وجدنا أن نسبة المهاجرين الذين اعتمدوا في تمويل مشاريعهم على تحويلاتهم المالية بلغت حوالي 70 %، كما يشير إلى ذلك المبيان أدناه.

مبيان رقم 16: مصادر تمويل استثمارات مهاجري أولاد النمة



المصدر: بحث ميداني 2013، إنجاز الباحث.

لاحظنا وجود نسبة مهمة من المهاجرين الذين اعتمدوا في تمويل استثماراتهم على مبالغ مالية سلمت لهم من طرف عائلاتهم، نسبة هؤلاء المهاجرين تبقى مهمة بمدينة السبت أولاد النمة (حوالي 18 %)، ولم تتعد نسبة المهاجرين المستثمرين الذين اعتمدوا في تمويل جزء من مشاريعهم على القروض البنكية 7 %، وهذا ومول 5 % من المهاجرين استثماراتهم عن طريق قروض حصلوا عليها من علاقاتهم الاجتماعية الخاصة.

تجدر الإشارة إلى أن امتلاك عدد من المهاجرين لمحات تجارية تشكل الطابق السفلي لسكنهم يشجعهم على إحداث مشاريع اقتصادية، حيث سيخفف ذلك من كلفة إنجاز المشروع. بينما يضطر البعض الآخر إلى كراء محلات تحتضن مشاريعهم الاقتصادية، وهذا الأمر يؤكد المبيان أدناه، حيث أن 67 % من المهاجرين المستثمرين يزاولون أنشطتهم الاقتصادية في محلات توجد في ملكيتهم.

لم تكن استثمارات المهاجرين الدوليين نوعية أو أصلية بشكل كبير، فأهم المشاريع التي حظيت باهتمامهم مشاريع معروفة بالمنطقة، من قبيل المقاهي، ومحلات البقالة، والتجهيزات المنزلية، ومحلات الوجبات السريعة، ومحلات بيع الملابس، والزراعة وغيرها. لكنهم قاموا بتطويرها وتجويدها وإظهارها بشكل جديد غير مألوف بالمنطقة.

ربط 28% من المهاجرين المستثمرين اختيارهم لمشروع الاستثمار بمدى توفرهم على الخبرة المهنية، خبرة راكمها أغلبهم بالمقاهي ومحلات البقالة والتجارة، وهي نفسها تقريبا المشاريع التي استثمروا فيها جزء من عائلاتهم، فأبي تأثير مجالي تنموي لهذه المشاريع على مناطق الانطلاق؛ وأي وقع سوسيو اقتصادي لهذه المشاريع على ساكنة هذه الأحواض الهجرية؟

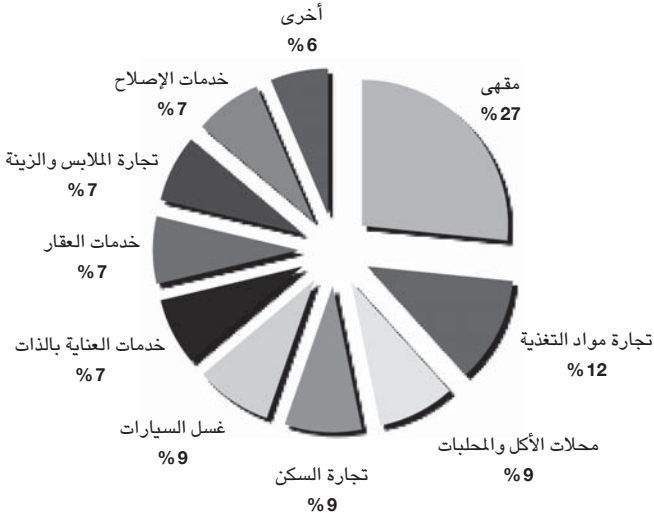
### 3. وضعية استثمارات المهاجرين، ومصادر تمويلها وإسهامها الاقتصادي

لا تكمن الأهمية الاقتصادية للمشاريع في حجمها وعددها ونوعيتها فقط، بل تتعداها إلى مصادر التمويل. فكلما تنوعت وتعددت مصادر تمويل المشاريع إلا وأشرف ذلك على جودة مناخ الاستثمار. وبالمقابل حينما تقل مصادر التمويل وتتعدد سبل الحصول عليه دل ذلك على ضعف الاستثمار وتباطؤ العجلة الاقتصادية.

كما أن الوضعية القانونية للمشاريع لها أهميتها الخاصة، فمن شأن التعرف على الوضعية القانونية إبراز الأسس التي قامت عليها تلك المشاريع؛ هل هي مشاريع خاصة بمستثمر واحد؟ أم أنها مشاريع مشتركة بين أكثر من مستثمر؟ وهل الشركاء كلهم مهاجرون أم لا؟ ثم أيضا تمييز المشاريع التي تتوفر على وثائق إنجاز رسمية كاملة ومرقمة بالسجل التجاري من المشاريع الأخرى العشوائية.

لذلك، وزيادة في تعميق دراسة الفعل الاستثماري لدى المهاجرين المغاربة، كان لابد من دراسة مصادر تمويل المهاجرين لمشاريعهم المنجزة. أي الوقوف عند نوعية التمويل وشكله وحجمه، فعلى نتائج ذلك سنكتشف ما إذا كان استثمار المهاجرين بمجالي الدراسة قد بني على دراسة مسبقة؟ وهل هو فعلا مؤطر من الدولة؟ وهل هو فعل مبني على وعي اقتصادي من أساسه؟

### مبيان رقم 15: أهم المشاريع المستقطبة للمهاجرين المستثمرين بالسبب أولاد النمة



المصدر: بحث ميداني 2013، إنجاز الباحث.

### خلاصة

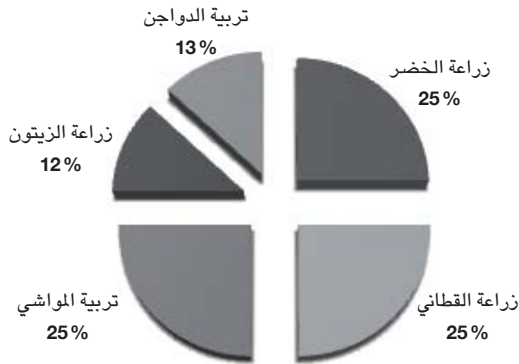
كانت الرغبة في الاستثمار والاستقرار بالمغرب ولنتائج الأزمة الاقتصادية بأوروبا الدافع الأول الذي جعل مهاجري أولاد النمة يستثمرون بالموطن الأصلي، هم هذا الاستثمار أساسا قطاعي الخدمات والتجارة. وتعد المقاهي أهم مشروع استثمر فيه المهاجرون الدوليون بحوالي 27% من مجموع الاستثمارات المنجزة، ويرجع السبب إلى أن هذا النوع من الاستثمار لا يتطلب خبرة كبيرة وأرباحه تكون مهمة.

بعد المقاهي جاءت تجارة المواد الغذائية والمأكولات في المرتبة الثانية بنسبة 21% من إجمالي مشاريع المهاجرين. في حين ظل الاستثمار في قطاعات صناعية أكثر إنتاجية ضعيفا جدا، حيث سجل غياب تام لأي مشروع خاص بالمهاجرين الدوليين بالحي الصناعي للمدينة.

### • الأنشطة الفلاحية خارج المدينة

استثمر المهاجرون خارج السبب أولاد النمة في مجال الزراعة أساسا، همت، كما هو موضح في المبيان أدناه : زراعة القطناني (25%)، وزراعة الخضر (25%)، وزراعة الزيتون (12%).

#### مبيان رقم 14: الأنشطة الفلاحية التي تم تمويلها من طرف المهاجرين خارج السبب أولاد النمة



المصدر: بحث ميداني 2013، إنجاز الباحث.

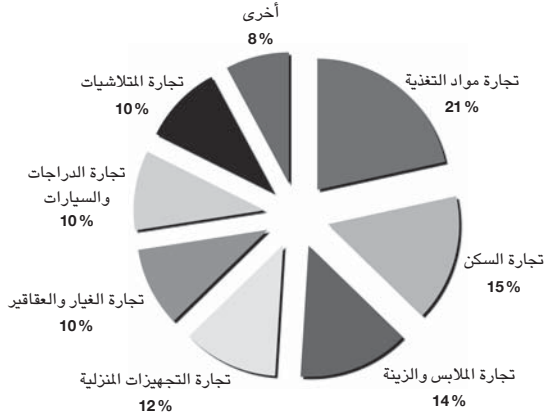
### • أنشطة الحرف والصناعة

لم تسترع أنشطة الحرف والصناعة اهتمام المهاجرين المستثمرين بمدينة السبب أولاد النمة. فلم تتعد مشاريع الصناعة 1%، والحرف 3%. تضم مشاريع الحرف ورشات النجارة، والحدادة، وورشات صناعة التجهيزات الخاصة بالخيول.

لقد أحدث المهاجرون عددا هاما من المشاريع الاقتصادية، فساهموا بشكل كبير في تطوير بعضها، وفي ظهور أخرى جديدة لم تكن معروفة من ذي قبل؛ من قبيل وكالات صرف العملات، والتأمين، ووكالات تحويل الأموال، ووكالات الأسفار وغيرها.

خلاصة لما ذكر، يوضح المبيان أدناه أهم المشاريع المستتعبة للمهاجرين المستثمرين، والتي يطغى عليها قطاعا الخدمات والتجارة.

### مبيان رقم 12: الأنشطة التجارية التي تم تمويلها من طرف المهاجرين بمدينة السبت أولاد النمة

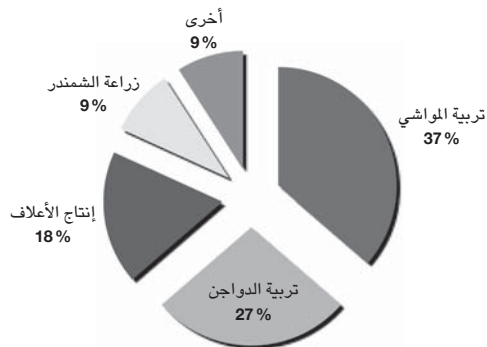


المصدر: بحث ميداني 2013، إنجاز الباحث.

### • الأنشطة الفلاحية داخل المدينة

مثل النشاط الفلاحي للمهاجرين المستثمرين بالسبت أولاد النمة حوالي 13% من مجموع المشاريع. توزعت بين تربية الماشية (37%)، وتربية الدواجن (27%)، وإنتاج الأعلاف الحيوانية (18%)، وزراعة الشمندر السكري (9%)، كما يبين ذلك المبيان رقم 13.

### مبيان رقم 13: الأنشطة الفلاحية التي تم تمويلها من طرف المهاجرين داخل السبت أولاد النمة



المصدر: بحث ميداني 2013، إنجاز الباحث.

استقرت أغلب أنشطة الخدمات وسط مدينة السبت أولاد النمة، فقد احتضن الحي الإداري لوحده 17 مشروعاً خدمتياً أي 27% من مجموع أنشطة المهاجرين بقطاع الخدمات، تليه أحياء التقدم وسيدي الحضري والياسمين بخمسة مشاريع لكل منها، ثم أحياء النجاة والانبعاث والنخلة بأربعة مشاريع لكل منها.

### • الأنشطة التجارية

استأثرت تجارة مواد التغذية (البقالة) بحوالي 21% من مجموع الأنشطة التجارية التي استثمر فيها مهاجرو السبت أولاد النمة. تأتي بعدها، حسب المبيان أدناه، مشاريع بيع وشراء الدور السكنية والعقار بنسبة 15%. ثم بيع الملابس والزينة بنسبة 14%. ثم بيع التجهيزات المنزلية بنسبة 12%. وسجلت 10% لكل من تجارة الغيار والعقاقير، وتجارة الدراجات والسيارات المستعملة، وتجارة المتلاشيات<sup>6</sup>.

ومن الأنشطة التجارية الأخرى قليلة الحضور ضمن استثمارات مهاجري السبت أولاد النمة نجد محلات بيع الدواجن والمحلبات والمخابز، ومحلات بيع الخشب، ومحلات بيع مواد التنظيف، ومحلات بيع الزيت والزيتون، ومحلات بيع المواد الفلاحية، وأخرى لبيع مواد الألمنيوم والمكتبات وغيرها.

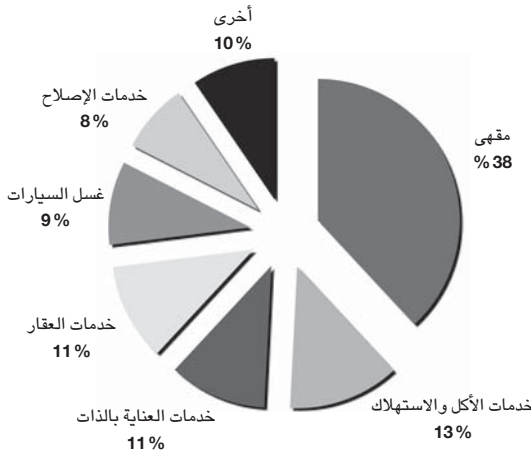
استقرت الأنشطة التجارية التي أنشأها المهاجرون بجميع أحياء مدينة السبت أولاد النمة، ما عدا حي الدرانحة. هذا الاستقرار اختلف حجمه من حي لآخر، فقد ضم حي الداخلة عشرة مشاريع تجارية بنسبة 20% من إجمالي الأنشطة التجارية للمهاجرين بالمدينة، ويعود ذلك لقرب الحي من السوق الأسبوعي ولاحظنا مراكز تجارية يومية. يليه الحي الإداري وحي بام بستة مشاريع لكل منهما، ثم حي الرياض بخمس مشاريع، وحي الياسمين بأربع مشاريع، كما يبين ذلك المبيان أدناه.

العناية بالجسم بنسبة 11%، ثم مشاريع خدمات غسل السيارات وخدمات إصلاح التجهيزات المنزلية، كما هو موضح في المبيان أدناه.

أثارت مقاهي السبت أولاد النمة انتباهنا، فحجم تجهيزاتها لا ينسجم ومستوى العيش بالمدينة وحجم تجهيزاتها العمومية، فمستواها يكاد يعادل مستوى مقاهي المدن الكبرى. فالمقاهي التي أحدثها المهاجرون بمدينة السبت أولاد النمة جهزت بشكل جيد، تتوفر على شاشات عرض كبيرة لنقل البث المباشر للبطولات الكروية الأوروبية، ومزودة بشبكة الأنترنت (wifi)، وبطاوات وكراسي مريحة.

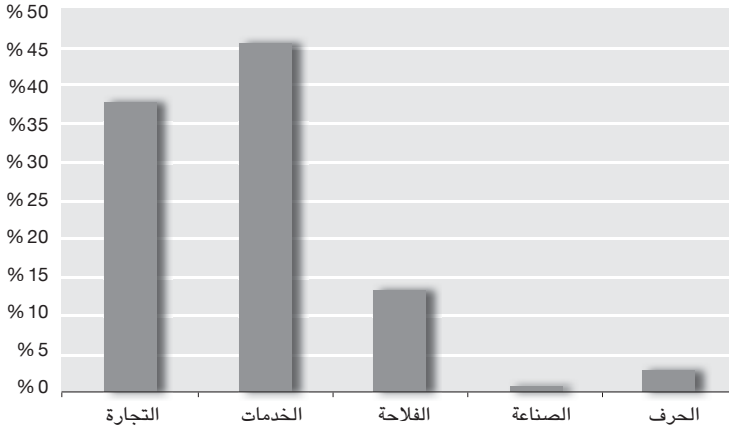
الغاية الاقتصادية ليست السبب الوحيد وراء إحداث هذه المقاهي، بل إنها على غرار السيارة والمسكن والعقار أصبحت شكلا من أشكال التفاخر والظهور بالمدينة، وإلا كيف يمكن تفسير وجود مقاهي عالية الخدمة بمنطقة ريفية. فالاستثمار هنا أصبح نوعا من أنواع التباهي بالمنطقة ولا يكاد المهاجر يهتم لمردوده المالي.

### مبيان رقم 11: الأنشطة الخدماتية التي تم تمويلها من قبل المهاجرين بمدينة السبت أولاد النمة



المصدر: بحث ميداني 2013، إنجاز الباحث.

### مبيان رقم 10: تصنيف استثمارات المهاجرين داخل وخارج أولاد تايمية والسبت أولاد النمة



المصدر: بحث ميداني 2013، إنجاز الباحث.

عموما، يفضل المهاجرون، الاستثمار في قطاعي التجارة والخدمات، حيث استحوذ هاذين النشاطين على 85% من مجموع الاستثمارات. لقد لفت انتباهنا، كما هو موضح في المبيان أدناه، عدم تجاوز الأنشطة الفلاحية 13% من مجموع استثمارات النماويين، في منطقة معروفة أساسا بالفلاحة السقوية.

#### 2.2.2. طبيعة مشاريع المهاجرين المستثمرين

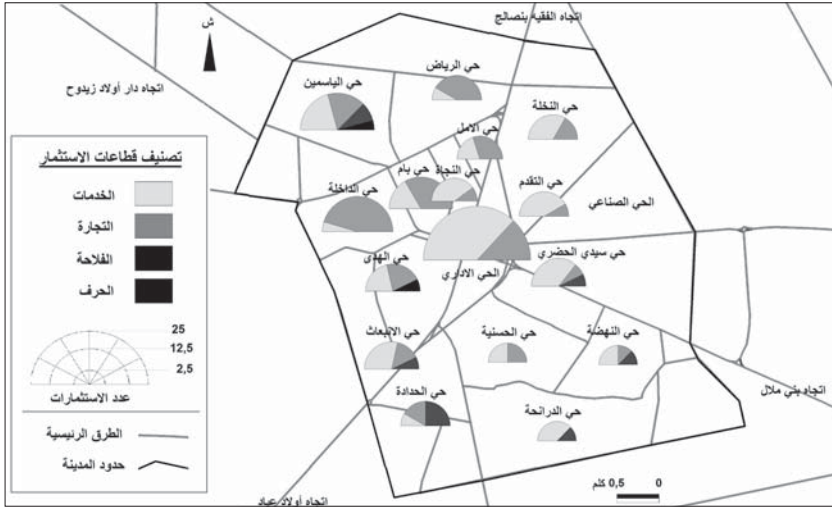
سنعمل هنا على تحديد طبيعة المشاريع التي استثمر فيها المهاجرون بدقة، كي نتوصل إلى النشاط الاقتصادي الأكثر استقطابا لعائلات المهاجرين، والوقوف أيضا على مدى تأثير هذه الأنشطة في البنية الحضرية للمركز المدروس.

#### • أنشطة الخدمات

استحوذت المقاهي على حوالي 38% من مجموع مشاريع المهاجرين بمدينة السبت أولاد النمة، تلتها المطاعم والمحلات وبع الوجبات السريعة بنسبة 13%، بعدها أتت مشاريع خدمات



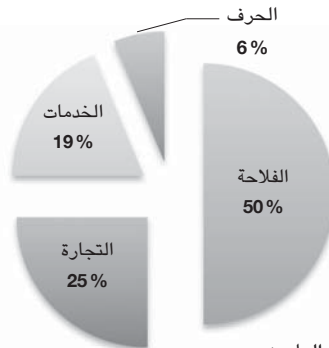
## خريطة رقم 1: حجم استثمارات المهاجرين الدوليين بأحياء السبت أولاد النمة حسب القطاعات



المصدر: بحث ميداني 2013، إنجاز الباحث.

إلى جانب الاستثمار داخل المدينة، فقد استثمر بعض المهاجرين جزء من عائلات الهجرة خارج المدينة، حيث هيمن القطاع الفلاحي على تلك الاستثمارات. فحوالي 50% من استثمارات المهاجرين خارج أولاد النمة كانت في القطاع الفلاحي، أتت بعده الأنشطة التجارية بنسبة 25%، ثم قطاع الخدمات بنسبة 19%، كما هو مبين في المبيان أدناه.

## مبيان رقم 9: استثمارات المهاجرين خارج السبت أولاد النمة

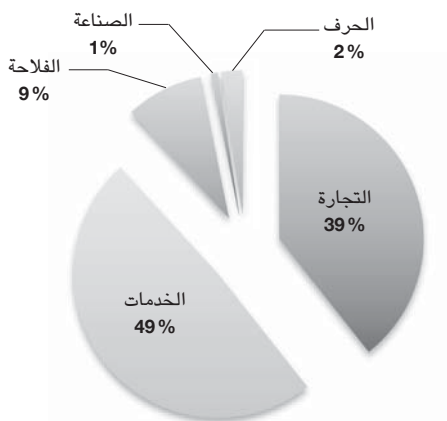


المصدر: بحث ميداني 2013، إنجاز الباحث.

### 1.2.2. تصنيف الأنشطة الحضرية للمهاجرين المستثمرين

تتوزع استثمارات المهاجرين داخل مدينة السبب أولاد النمة بطريقة غير متساوية بين مختلف قطاعات الأنشطة الحضرية. احتل قطاع الخدمات الرتبة الأولى كأول قطاع استثمار فيه المهاجرون بنسبة بلغت حوالي 49%، أتى بعده قطاع التجارة بنسبة 39%، مما يعني أن 88% من الأنشطة الحضرية للمهاجرين بالمدينة تتوزع أساسا بين قطاعي الخدمات والتجارة، على اعتبار أن هناك من التصنيفات ما يجمع التجارة والخدمات في صنف واحد. أما باقي الاستثمارات فقد همت قطاع الفلاحة (9%) وقطاع الحرف (2%) وقطاع الصناعة (1%) كما يشير إلى ذلك المبيان الآتي.

مبيان رقم 8: تصنيف استثمارات المهاجرين داخل السبب أولاد النمة حسب القطاعات الاقتصادية



المصدر: بحث ميداني 2013، إنجاز الباحث.

فعلى الرغم من أن أولى مشاريع المهاجرين بمدينة السبت أولاد النمة كانت في سنة 1990 لأحد مهاجري فرنسا، فما لبث أن بدأت استثمارات مهاجري إيطاليا وإسبانيا في الظهور والتزايد خصوصا بعد سنة 2008. ثم بعدها عرفت استثمارات مهاجري إيطاليا ارتفاعا مهما وزيادة سنوية فاقت استثمارات مهاجري إسبانيا وفرنسا مجتمعتين.

## 2.2. التوزيع الكمي والنوعي لمشاريع المهاجرين حسب مجالات الأنشطة الحضرية

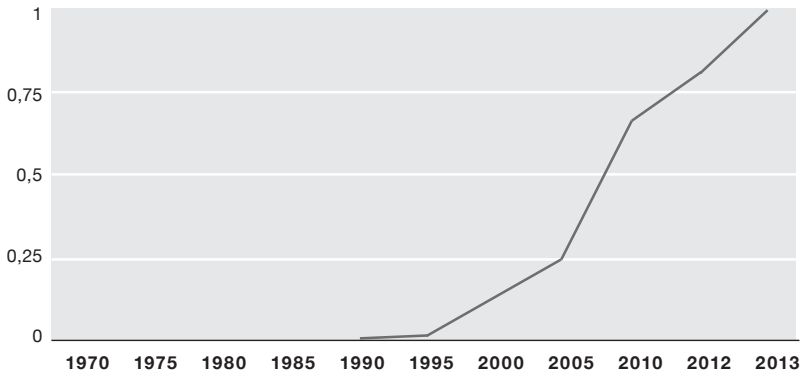
تندرج استثمارات المهاجرين بالمجال الحضري ضمن ما يطلق عليه بالأنشطة الحضرية. هاته الأنشطة تعد من المرافق الأساسية للسكان الحضرية، نظرا لكونها:

- توفر فرص عمل لعدد كبير من السكان؛
- تلبي الحاجيات المتنوعة والمتزايدة للسكان المحلية؛
- تلعب دورا رئيسا في التهيئة المجالية للمدن والمراكز الحضرية، وموجها لتطورها المستقبلي؛
- تعكس مستوى وإمكانيات عيش السكان.

لذلك، وانطلاقا من مجال بحثنا، صار التعرف على الأنشطة الحضرية التي قام المهاجرون الدوليون بإحداثها بشكل مباشر وغير مباشر أمرا مهما، لكونه سيمكنا من التعرف على :

- حجم الاستثمار الذي قام به المهاجرون الدوليون؛
- حجم إسهام أنشطة المهاجرين الدوليين في هيكلة وتهيئ مدنهم ومراكزهم الحضرية؛
- مدى إسهام أنشطة المهاجرين في تحريك وتطور الاقتصاد المحلي؛
- أهم القطاعات الاقتصادية الحضرية التي استثمر فيها المهاجرون وساهموا في ظهورها أو تطورها؛
- حجم إسهام المهاجرين عن طريق استثماراتهم في تغيير الثقافة المحلية، ونمط العيش والاستهلاك المحلي.

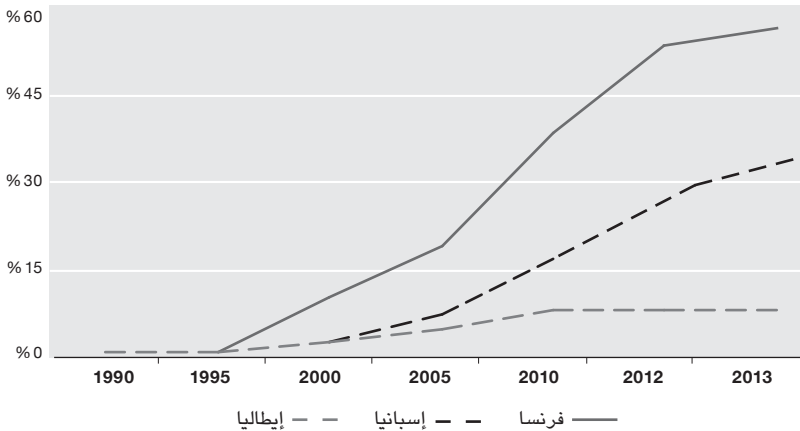
## مبيان رقم 6 : منحى تطور استثمارات المهاجرين



المصدر: بحث ميداني 2013، إنجاز الباحث.

وتجدر الإشارة إلى أن المشاريع المنجزة بالسبب أولاد النمة من طرف مهاجري إيطاليا وإسبانيا تكتسي أهمية بالغة بالمقارنة مع استثمارات المهاجرين المتواجدين بدول أخرى، حسب ما يوضحه المبيان رقم 7.

## مبيان رقم 7 : منحى تطور استثمارات المهاجرين النماويين حسب بلد المهجر



المصدر: بحث ميداني 2013، إنجاز الباحث.

من هنا يمكن أن نتساءل كيف أن منطقتين فلاحيتين غنيتين مثل سهلي تادلة وسوس لم ينخرط مهاجروها في المخططات القطاعية للدولة، في الوقت الذي يحاول فيه المغرب جلب المزيد من المستثمرين الأجانب؟ لماذا لم ينخرط المهاجرون المستثمرون بمدينة السبت أولاد النمة وأولاد تايمة في مخططات الدولة التي همت الفلاحة والصناعة والسياحة وغيرها؟

## 2. استثمارات المهاجرين: نوعها، حجمها، وتوزيعها المجالي

إن قياس الأهمية المجالية والاقتصادية لاستثمارات المهاجرين يستدعي منا الإحاطة بعدة مؤشرات مجالية، ووجد مجموعة من المعطيات الكمية المتعلقة بها. فمن المهم معرفة نوع المشاريع المنجزة وشكلها وأحجامها، ومسارها، وميادينها الاقتصادية.

إن من شأن الإحاطة بكل المعطيات الكمية والكيفية المتعلقة باستثمارات المهاجرين الخروج بتحليل عن حجم تأثيرها الاقتصادي والاجتماعي والثقافي بمجال الدراسة.

### 1.2. استثمارات المهاجرين حسب سنة إنجاز المشروع وبلد المهجر

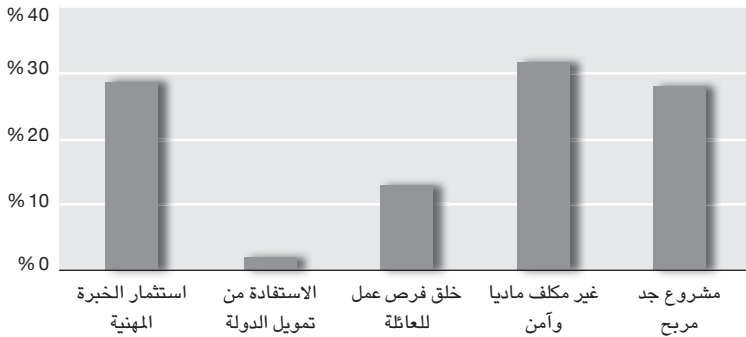
تجدر الإشارة إلى أن إحداث المشاريع الاقتصادية من طرف المهاجرين بدأ منذ بداية سبعينات القرن الماضي، أي مع انطلاق الهجرة الدولية المرتبطة بالعمل. لكن وتيرة إحداثها ظلت تختلف من فترة إلى أخرى حسب ما هو مبين في المبيان 6.

لم تظهر استثمارات المهاجرين المستثمرين بمدينة السبت أولاد النمة إلا بداية عقد التسعينات<sup>5</sup>. لكن الجزء الأكبر من تلك الاستثمارات لم يحدث إلا في الفترة الممتدة بين سنتي 2009 و2013 بنسبة بلغت 45% من إجمالي المشاريع. وشهدت سنة 2010 إحداث أكبر عدد من المشاريع بنسبة 13%.

وجاءت الفترة الممتدة من 2000 إلى 2008 في المرتبة الثانية من ناحية عدد المشاريع المنجزة بنسبة 39%. تلتها فترة ما قبل سنة 2000 التي لم تتجاوز فيها نسبة المشاريع التي أحدثها المهاجرون النماويون 6% من إجمالي المشاريع المنجزة.

اقتصادية. هذا الأمر لمسناه بشكل واضح في صفوف المهاجرين المستثمرين. فقد كان لتوفر المهاجرين النمايين على خبرة في أنشطة اقتصادية زاولوها بالمهجر الدافع الأول لحوالي 28% منهم للاستثمار في قطاعات اقتصادية بعينها.

### مبيان رقم 5: دوافع اختيار قطاع الاستثمار لدى المهاجرين المستثمرين



المصدر: بحث ميداني 2013، إنجاز الباحث.

• **خلق فرص عمل للعائلة:** إن ما دفع بحوالي 12% من المهاجرين المستثمرين بالسبب أولاد النمة لإحداث مشاريعهم هو الرغبة في تشغيل أحد أفراد عائلتهم، وفي بعض الأحيان تقترح العائلة على ابنها المهاجر الاستثمار في مشروع معين لتوفير عمل لأحد إخوته العاطلين عن العمل. فالمهاجر هو صاحب المشروع والتسيير يؤول للعائلة أو لأحد أفرادها.

إن غاية المهاجر المستثمر هنا في إيجاد عمل لأحد أفراد أسرته هو ضمان استقرار أقاربه بموطنه الأصلي لرعاية مصالح العائلة، وتلبية طلبات الصغار والنساء وكبار السن.

• **الاستفادة من تمويل الدولة:** لقد اختار حوالي 98% من المهاجرين المستثمرين بالسبب أولاد النمة قطاعات استثمارهم إما نظرا لكونهم راكموا خبرة لا بأس بها في ذاك القطاع، أو لأن المشروع لا يحتاج لرأس مال كبير في مقابل مردوديته الجيدة. بينما نجد أن الذين اختاروا مشروعهم الاستثماري نظرا للدعم الذي ستوفره لهم الدولة عبر التسهيلات والتحفيزات المالية لا يمثلون سوى 2% من المهاجرين المستثمرين.

يمكن هنا، في حالة مدينتي السبت أولاد النمة، وبناء على مخرجات البحث الميداني، تصنيف الدوافع التي جعلت المهاجر يغامر بمجهود سنوات من الغربية، ويوجه مدخراته المالية صوب الاستثمار، إلى خمس فئات كبرى، يوضحها المبيان رقم 5، وهي:

• **غير مكلف ماديا وآمن اقتصاديا:** من الاعتبارات المهمة التي وضعها المهاجرون المستثمرون نصب أعينهم عند اختيار مشروع الاستثمار هي الكلفة والمخاطر. فغالبا ما يقع الاختيار على مشروع ما بناء على كلفة إنجازه وحجم المخاطر المحيطة به. لذلك نجد نسبة مهمة من المهاجرين يستثمرون في مشاريع معروفة من قبل، ومضمونة المردودية منذ الشهور الأولى لانطلاقها، في حدود كلفة لا تتجاوز المليون درهم.

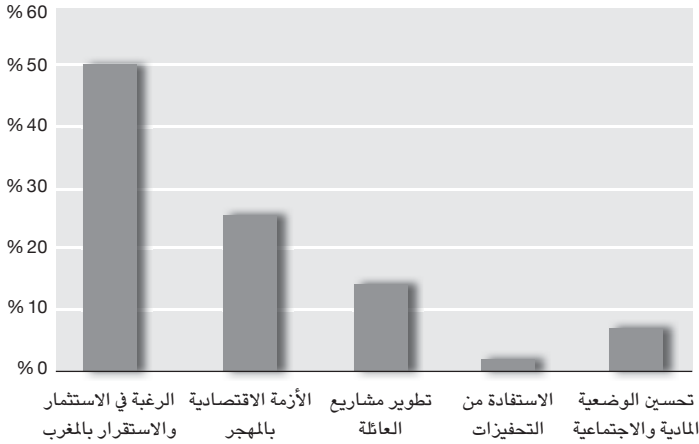
فقد توصلنا إلى أن 31% من المهاجرين المستثمرين بالسبت أولاد النمة اختاروا مشروعهم الاستثماري انطلاقا من مؤشري: كلفة الإنجاز، ودرجة الأمان الاقتصادي، لذلك وجدنا بالمنطقة مشاريع صغيرة ومتوسطة لا تحتاج لرأس مال كبير وتتمتع بدرجة أمان اقتصادي معتبرة كالمقاهي ومحلات البقالة وغيرها.

• **مشروع جد مريح:** عادة ما يفضل المستثمر مشروعا مربحا يستثمر فيه أمواله وخبرته، حيث يبحث منذ الوهلة الأولى عن المشروع المناسب في منطقة معينة، هذا البحث عادة ما تراعى فيه الخصوصيات الجغرافية والبشرية للمنطقة، فما قد يصلح لمنطقة ما قد لا يناسب أخرى ولو تجاوزتا.

لقد اهتم المهاجرون المستثمرون بمؤشر «المردودية وحجم الأرباح» عند اختيارهم لمشروع الاستثمار. فقد بُني اختيار 27% من المهاجرين المستثمرين بالسبت أولاد النمة لمشروعهم الاستثماري على مردوديته، وحجم أرباحه المتوقعة، وفق ما سمعوه أو عاينوه من مشاريع مربحة أحدثت بمناطقهم الأصلية. على سبيل المثال فلم يكن بالسبت أولاد النمة قبل عشرين سنة غير محل واحد لغسل السيارات وبعض المقاهي البسيطة إلا أنه وبعد أن ظهرت مردودية هذه المشاريع أصبحت في العقد الأخير من أهم المشاريع التي استثمر فيها المهاجرون وعملوا على تطويرها وتجهيزها لتصبح جاذبة للزبناء.

• **استثمار الخبرة المهنية:** راكم بعض المهاجرين المغاربة خبرة مهنية مهمة في عدة قطاعات اقتصادية بالمهجر. خبرة حاول العديد منهم نقلها لموطنهم الأصلي عبر إحداث مشاريع

## مبيان رقم 4: دوافع الاستثمار لدى المهاجرين المستثمرين



المصدر: بحث ميداني 2013، إنجاز الباحث.

• **الاستفادة من التحفيزات:** تعتبر التحفيزات التي قدمتها الدولة للمهاجرين المستثمرين واحدة من الأمور التي دفعت عددا محدودا من المهاجرين للاستثمار بالمغرب. فأهمية هذا الإجراء ظلت ضعيفة جدا لا تتعدى 2% من مجموع المهاجرين المستثمرين بمدينة السبت أو لاد النمة، هذا الأمر قد نرجعه إلى ثلاثة أمور هي:

- غياب تام لبرامج تقدم الدعم للمهاجرين المستثمرين؛
- عدم وجود برامج توجه وتشجع المهاجرين غير المستثمرين على الاستثمار بمناطقهم الأصلية؛
- هناك فعلا برامج خاصة بالتوجيه والدعم لكنها تظل غير معروفة نظرا لغياب أو ضعف التواصل.

### 3.3.1. لم يكن اختيار القطاع المُستثمر فيه أمرا عشوائيا لدى المهاجرين

إن اختيار قطاع الاستثمار لم يكن بالأمر السهل، فهو مرتبط بعدة دوافع. فالمهاجر الذي قرر الاستثمار يعرف أنه سيصرف أموالا كثيرة على المشروع، مبالغ مالية سعى طيلة مدة هجرته على جمعها، وقد تضيع إذا لم يكن اختياره مبنيا على أسس ودوافع سليمة.



الاقتصادية، خصوصا المهاجرين الذين هاجروا في العقود الأخيرة نحو إسبانيا وإيطاليا. هذه الأزمة أتت إلى عودة عدد مهم من المهاجرين وجعلت العديد منهم يستثمرون عائدات الهجرة في مشاريع اقتصادية بمناطقهم الأصلية. فقد استثمر حوالي 26% من المهاجرين الفاعلين بالسبت أولاد النمة مدخراتهم بعد عودتهم من أوروبا بعدما توقفت أنشطتهم الاقتصادية هناك، حيث أكد لنا السيد (ر) ذلك بالقول؛ وهو مهاجر عاد مؤخرا من إيطاليا: «آلاف المغاربة عادوا بعد أزمة أوروبا، منهم من تأزم نفسيا ومنهم من يصارع الزمان في صمت، من جمع قليلا من المال عاد وأنشأ استثمارا مؤقتا بالسبت أولاد النمة ريثما تتحسن الأوضاع مجددا بالمهجر، أعرف عددا مهما من المغاربة بإيطاليا لا يجدون مسكنا ولا مأوى وتمنعهم كبرياؤهم وأقوال الناس من العودة للمغرب، ماذا سيقول الناس عنهم، إنها مأساة»

• **تطوير مشاريع العائلة:** شكلت الرغبة في إدارة وتطوير مشاريع العائلة الدافع الرئيسي الذي جعل بعض المهاجرين يفضلون العودة إلى مواطنهم الأصلية. هذا العامل دفع بحوالي 14% من المهاجرين إلى الاستثمار بمدينة السبت أولاد النمة.

لقد وجدنا أن التدخل الذي قام به المهاجرون سواء لتمويل أو لتطوير المشاريع العائلية الفلاحية بمناطقهم الأصلية انحصر أساسا في:

- اقتناء الآلات الفلاحية الحديثة: الجرارات، وسائل النقل، آلات الحصاد،...
- تجهيز الأراضي بتقنيات السقي: المضخات، وسائل السقي الحديث،...
- توسيع المساحات المزروعة: مد القنوات، استصلاح الأراضي، زراعة الأشجار المثمرة، استعمال البذور المنتقاة،...
- استعمال المبيدات الفلاحية والأسمدة،
- اقتناء أراضي فلاحية،
- الاهتمام بتربية الأبقار الحلوب من خلال اقتناء أبقار من الصنف الأصيل والمهجن.

هذا الاهتمام بمشاريع العائلة كان ضمن اهتمامات المهاجرين الأوائل فقط. كما سجلنا تأثره بتوالي سنوات الجفاف وميول الأسر إلى التخلي التدريجي عن مزاولة الأنشطة الفلاحية وتعويضها بأخرى أسرع مردودية.

ناحية التوجيه أو الدعم يتخذون قرار الاستثمار بشكل فردي، بينما الذين هاجروا بإيعاز أو دعم من العائلة تكون قراراتهم الاستثمارية مرتبطة بموافقة العائلة أو بمشورتها.

### 2.3.1. الرغبة في العودة للمغرب والاستقرار به كانت أهم دافع لاستثمار المهاجرين

تنوعت دوافع الاستثمار لدى المهاجرين الدوليين تبعا لعدة اعتبارات تختلف من مهاجر لآخر. استطعنا أن نجملها في خمس متغيرات رئيسة يوضحها المبيان رقم 4، وهي:

• **الرغبة في الاستثمار والاستقرار بالمغرب:** قرر حوالي 50% من المهاجرين الاستثمار بالمدينة رغبة منهم في العودة والاستقرار نهائيا بالمغرب. فقد صرح جزء مهم من المهاجرين المستثمرين بعدم رغبتهم في تلقي أبنائهم تعليما أوليا بالمهجر كي لا يتشبعوا بثقافة بلد المهجر، ولهذا ظل هؤلاء المهاجرون يتحنون الفرصة للعودة مع أبنائهم إلى المغرب. لقد صرح أحد مهاجري السبت أولاد النمة أن من أسباب عودته واستثماره أمواله بالمدينة توجسه وخوفه من هامش الحرية الكبير الذي تتمتع به المرأة والطفل بأوروبا، وهو ما قد يقوض أسس الأسرة وتماسكها حسب رأيه، وهذا ما أكده لنا السيد (ع.): مستثمر بالسبت أولاد النمة، وهو مهاجر عائد من إيطاليا رفقة زوجته وأبنائه بصفة نهائية، بالقول: «تلك ثقافة غريبة عنا، نحن مسلمون ولا نرضى بذلك الانفتاح. أولادك لن يعودوا أولادك هناك، قد تسجن إن قمت بتربيتهم كما تريد... المرأة أيضا تصير خارج السيطرة هناك... قد تتنكر لك في أية لحظة... عالم آخر يعيشه المغاربة هناك... مساكين!!».

كما أكد جزء آخر من المهاجرين الفاعلين أنهم عادوا واستثمروا بالمغرب لكي يظلوا قريبين من آبائهم وعائلاتهم، ليعيشوا الجو العائلي الغائب عن المجتمعات الغربية. هذا الميل العاطفي للعيش بالقرب من العائلة نجده حاضرا بقوة لدى المهاجرين الأوائل والجيل الأول منهم، لكنه أخذ في النقصان مع تقدم الاجيال. فقد صرح السيد (ج): أحد المهاجرين المستثمرين بأولاد تايمه، بالقول: «تلك بلاد باردة في كل شيء... نحن هنا اعتدنا على الجو العائلي والأصدقاء والجيران... أبوابنا مفتوحة دائما... كبرنا وسط أعمامنا وأخوالنا وجداتنا. هناك لا وجود لشيء اسمه العائلة... لا شيء هناك يعوضك عن جلسة مع الوالدين والإخوة... أما أن تجلس رفقة الأصدقاء وأنتم ترتشفون كؤوس الشاي كما اعتدنا على ذلك في هوارة فذاك من المستحيلات هناك».

• **الأزمة الاقتصادية:** أدت الأزمة الاقتصادية الأخيرة التي عرفتها أوروبا إلى عودة عدد كبير من المهاجرين لبلدانهم الأصلية. المغرب كان من بين الدول التي تأثرت جاليتها بالأزمة

### 1.3.1. قناعة المهاجر الذاتية كانت حافزا له على «الاستثمار»

إن الاقتناع «بفكرة الاستثمار» لدى المهاجرين المستثمرين بمدينة السبت أولاد النمة جاء نتيجة لأربع متغيرات رئيسية. متغيرات تمثلت إما في اقتناع المهاجر نفسه بالاستثمار، أو بإلحاح من عائلته، أو من خلال تأثير شريك الاستثمار عليه، أو من جراء توجيه الدولة وتحفيزها للمهاجر على استثمار عائدات الهجرة، متغيرات توزعت كما يلي وكما يوضحها المبيان رقم 3.

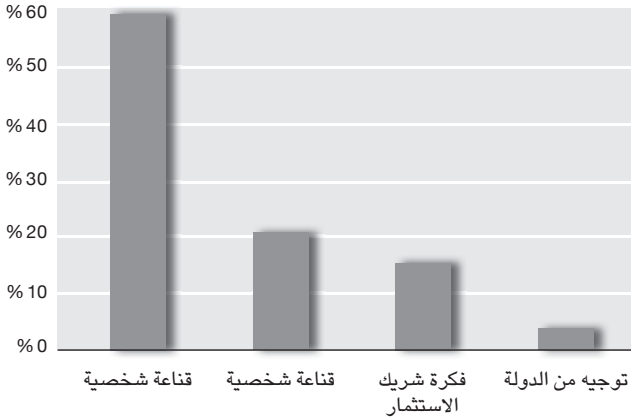
- اقتناع شخصي؛

- العائلة؛

- شريك الاستثمار؛

- توجيه من الدولة.

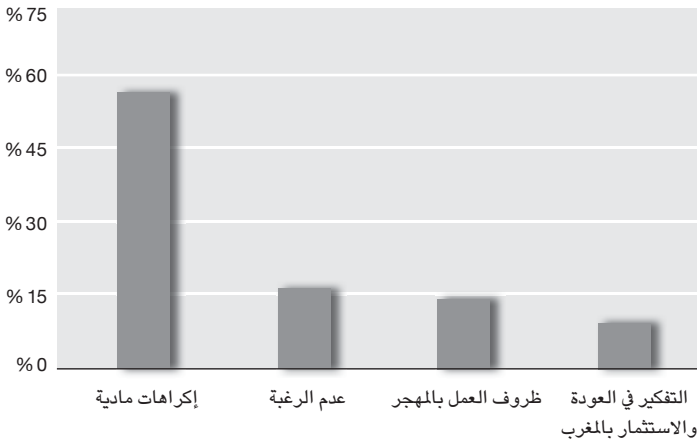
مبيان رقم 3: أصل فكرة الاستثمار لدى المهاجرين المستثمرين



المصدر: بحث ميداني 2013، إنجاز الباحث.

يتضح أن محددات الاستثمار لدى مهاجري أولاد النمة رغم تنوعها إلا أن الاقتناع الشخصي يظل أهم محفز لهم على الاستثمار، «الاقتناع الشخصي» هو بصيغة أخرى «الفردانية في اتخاذ القرار»، فالمهاجر ورغم احتكاكه بالثقافة الغربية لا يزال متأثرا بمجتمعه ذي الثقافة الذكورية المتسمة بأحادية اتخاذ القرار. لذلك نجد أن المهاجرين الذين لم تتدخل العائلة في هجرتهم لا من

## مبيان رقم 2: أسباب عدم الاستثمار بالمهجر لدى مهاجري أولاد النمة



المصدر: بحث ميداني 2013، إنجاز الباحث.

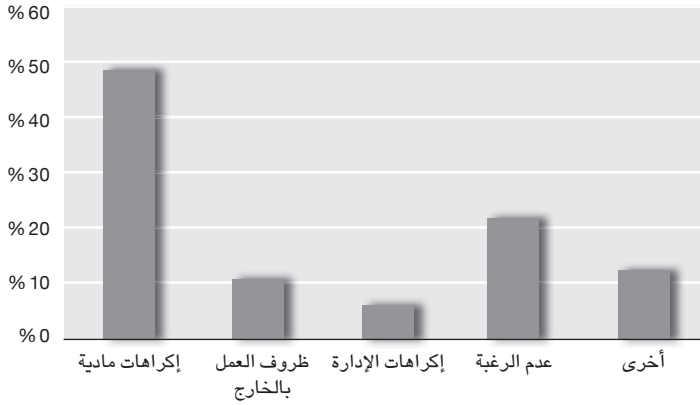
وتظل الأسباب الأخرى لعدم الاستثمار بالمهجر متعددة ومختلفة كما يوضحها المبيان رقم 2؛ منها ما هو مرتبط بعدم نية بعض المهاجرين في الاستقرار بالمهجر، ومنها ما هو مرتبط بظروف العمل بالمهجر التي لا تسمح بالاستثمار ومزاولة أعمال أخرى، ومنها ما هو مرتبط بعدم الرغبة صراحة في خوض غمار الاستثمار بغض النظر عن الاستقرار بالمهجر أو عدمه.

### 3.1. استثمارات المهاجرين: الدوافع وأصل الفكرة

إن الاستثمار في بعده الاجتماعي هو مجموعة قرارات تفاعلت فيها الدوافع الذاتية مع المحفزات الخارجية، تبلورت وتشكلت لإحداث مشروع اقتصادي. فالدوافع التي تحفز المستثمر على تبني فكرة مشروع ما وتجعله يتشبث بتنفيذه كثيرة ومتنوعة: منها ما هو وجداني، ومنها ما هو مرتبط بدوافع اقتصادية ربحية مبنية على دراسة السوق وقانون العرض والطلب. فهل تنطبق هذه القاعدة على المهاجرين المستثمرين أيضا؟

تختلف دوافع الاستثمار لدى المهاجرين من مستثمر لآخر، تماما كما اختلفت دوافع الهجرة من مهاجر لآخر.

### مبيان رقم 1: أسباب عدم الاستثمار في المغرب لدى مهاجري مدينة السبت أولاد النمة



المصدر: بحث ميداني 2013، إنجاز الباحث.

لقد أبدى 22% من المهاجرين الذين شملتهم الدراسة عدم رغبتهم في الاستثمار بالمغرب، ولا يفكرون في القيام بذلك حالياً. في حين عزی 6% منهم عدم استثمارهم بالمغرب لإكراهات الإدارة المغربية ولتعقيدها ولعدم مساعدتها للمهاجر في إعداد ملفه الاستثماري، خصوصاً وأن مدة عودته للمغرب تكون جد محدودة ومصحوبة بأنشطة عائلية مكثفة.

كما صرح مهاجرون آخرون من غير المستثمرين بأن هناك أسباباً أخرى حالت بينهم وبين الاستثمار، منها: الخوف من الفشل، والمرض، وضعف الخبرة، والخوف من الوقوع في النصب والاحتيال<sup>4</sup>، وبالتالي اكتفوا بالاستثمار في قطاع السكن والعقار لكونه أكثر أمناً.

#### 2.2.1. إكراهات الاستثمار بالمهجر

بخصوص إكراهات الاستثمار بالمهجر، فإن 58% من المهاجرين غير المستثمرين بمدينة السبت أولاد النمة يرجعون سبب عدم استثمارهم لعائدات الهجرة إلى الأزمة الاقتصادية، وإلى غياب الرأسمال الكافي.

فقد اتسمت الهجرة الدولية بالسبب أولاد النمة، على غرار مراكز سهل تادلة، بنوع من اللاستقرار وبالفضوى وبالسرعة. اتخذت شكلا عنيفا مياغتا يُحرکه الجانب النفسي والخوف من ضياع فرصة العمر. تمت في عمومها بعقود عمل موسمية وبطرق غير قانونية. اتجهت أساسا نحو إسبانيا وإيطاليا حيث توجد التغطية الاجتماعية الأضعف، بالتالي فقد وفرت عملا غير قار في قطاعات هشة كالزراعة والبناء والتجارة بالتجوال. كما جعلت مدة الإقامة بالمهجر في عمومها قصيرة ومتقطعة، والعودة للمناطق الأصلية متكررة وغير خاضعة لبرنامج محدد.

## 2.1. لا يتجاوز المهاجرون المستثمرون الثلث، ويعتبر الإكراه المادي أكبر عائق في وجه الاستثمار

لقد وجدنا أن حوالي 67% من مهاجري مدينة السبب أولاد النمة لم يقوموا بأي استثمار بالمدينة وبالغرب عموما. وتبلغ هذه النسبة حوالي 79% عند مهاجري مدينة أولاد تايمة.

### 1.2.1. إكراهات الاستثمار على الصعيد الوطني

أرجع حوالي 48% من المهاجرين النماويين عزوفهم عن الاستثمار إلى عدة عوامل أهمها: الإكراه المادي المتمثل في غياب الرأس المال الكافي، وصعوبة الحصول على قروض بنكية مشجعة. إن البنوك حسب اعتقاد المهاجرين لا تهتم إلا بتحويلاتهم المالية، ولا تملك أي مشروع موجه لهم يشجعهم على استثمار مدخراتهم وتوجيهها. فقد أشار أحد المهاجرين (أ) إلى أن: «البنوك المغربية لها وجهان، وجه يقابلوننا به في أوروبا حين يشجعوننا على فتح حسابات بنكية لديهم. فتحويلاتنا هي كل مهمهم. ووجه آخر مختلف يقابلوننا به بالمغرب عند طلب قرض الاستثمار أو عند الاستفسار عن عروضهم التشجيعية لاستثمار مدخراتنا، وعادة ما نصدم بلا شيء... مجرد كلام في كلام. فنحن عملة صعبة في نظرهم ليس إلا».

هناك أيضا عامل «ظروف العمل بالمهجر» التي لا تسمح لحوالي 11% من مهاجري السبب أولاد النمة بالاستثمار، كما يوضحه المبيان أدناه.

لا يكون الشباب في العادة في موقف يتيح لهم تمويل هجرتهم بأنفسهم، فأغلب مواردهم المالية تأتي من عائلاتهم، غير أن العائلة لا بد أن تتوقع منهم شيئا بالمقابل. يتمثل التعويض في إرسال حوالات مالية، فالصفقة هي: «نحن نمول هجرتك الآن، ولكن عليك أن ترسل إلينا حصة مما تكسبه هناك لاحقا»<sup>3</sup>.

إذا كانت العائلة هي من دفع تكاليف الهجرة، وهي من تستفيد لاحقا من حوالاتها التي ترسل إليها، فمن الممكن أن يكون قرار الهجرة من أصله قرارا عائليا لا يعود إلى المهاجر لوحده. إن العائلة تعد هنا فاعلا أساسيا قبل عملية الهجرة وأثناءها وبعدها. وقد يكون لها دور في قرار العودة وفي الاستثمار في الوطن الأصلي.

سنقف في هذا المقال على الخصائص المرتبطة باستثمارات المهاجرين المغاربة، مهاجري مدينة السبت أولاد النمة نموذجا، حيث سنقوم بتحديد دوافع الاستثمارات وأصل فكرتها لدى المهاجرين، والوقوف عند قطاعاتها وحجمها، وتوزيعها المجالي حسب قطاعات الأنشطة الحضرية، ثم وقعها على المجال والمجتمع.

وقد وقع اختيارنا على نموذج مدينة السبت أولاد النمة لكونها توجد بأحد أغنى السهول السقوية بالمغرب، ومركزا للدائرة السقوية بني عمير، عرفت كغيرها من مراكز سهل تادلة أكبر عملية نزوح للمهاجرين عرفها المغرب صوب جنوب أوربا منذ ثمانينات القرن الماضي، ما زالت نتائجها وتفاعلاتها مستمرة إلى الآن.

## 1. الخصائص الاقتصادية للمهاجرين المستثمرين بعد الهجرة

### 1.1. الهجرة الدولية بمدينة أولاد النمة تمت بشكل مفاجئ

انطلاقا من أبحاث ميدانية همت المهاجرين المستثمرين بمدينة أولاد تايمة، المدينة التي تقع وسط سهل مسقي غني يعد الأهم بالمغرب، تم تسجيل وجود عدة خصائص للهجرة وللمهاجرين بالمنطقة، خصائص اختلفت عن مثيلاتها المسجلة بالأحواض الهجرية المتقدمة بكل من سوس والريف وغيرهما، بدء بأسباب ودوافع الهجرة، وصولا إلى طرقها ووجهاتها.

*field of urban activities, the development of the urban phenomenon. Housing and real estate remain the most important sectors in which many immigrants have invested their money.*

*In this article, we will focus on the study of the characteristics of immigrants who have invested their savings and their revenues in the investment projects in the areas of origin, and we will also try to know the quantitative and qualitative characteristics of these investments. The phenomenon of international migration is surrounded by several characteristics, some of which are linked to the immigrant and his family environment as the main side in the phenomenon, and others linked to the social and economic environment of migration, and some among them are linked to migration itself. By understanding these characteristics, we will have formed an integrated picture of the international migration system and its impact on any migratory basin we wish to study. We chose the city of SABT Awlad Al-Nama, because it is located in one of the most important international migration basins and in the middle of one of the most important irrigated plains in Morocco, The TADLA Basin has experienced advanced international migration in the recent decades, the results and interactions of which continue to this day.*

## مقدمة

استهوت الهجرة الدولية سكان البلدان الفقيرة وغير المستقرة بشكل جد كبير، فعدد المهاجرين الذين أبدوا مشاعر الندم وقرروا الرجوع إلى بلدانهم الأصلية محدود جدا. فالمكاسب الكبيرة للهجرة جعلتها أهم ظاهرة بشرية نعيشها في الزمن الحاضر.

صنفت الهجرة، في حد ذاتها، بأنها شكل من أشكال الاستثمار، استثمار قد يكون فرديا وقد يكون جماعيا. ومثل سائر أنواع الاستثمارات فالتكاليف ينبغي أن تدفع مقدما، بينما الأرباح تتحقق تدريجيا بمرور الزمن. وأفضل وقت مناسب للقيام بالاستثمار/الهجرة هو عندما يكون المرء شابا، لا تثقل كاهله تكاليف إعالة أفراد آخرين، غير أن الشباب يواجهون أكثر المشكلات تعقيدا وهي تمويل الهجرة/الاستثمار<sup>2</sup>.

لا تتطلب الهجرة تكاليف أولية عالية جدا لتحقيق تحصيل تدريجيا للفوائد فحسب، وإنما يكون التحصيل غير مضمون أحيانا. في الأحوال الاعتيادية لا يعرف المهاجر إن كان سيحصل على عمل بالمهجر أم لا؟ وإذا اتضح أن قراره بالهجرة كان خاطئا فمن الصعب عليه التراجع عنه، لأن الأمر يحتاج إلى تكاليف أخرى، تكاليف مادية وخسائر نفسية.



# الوقع الاقتصادي للهجرة الدولية المغربية على مناطق الانطلاق: حالة مدينة السبت أولاد النمة

بسمل تادلة<sup>1</sup>

إبراهيم المرابط

## الملخص

كان للهجرة الدولية بفعل التحويلات المالية للمهاجرين تأثيرات اجتماعية واقتصادية ومجالية هامة بمناطق النزوح، حيث أسهمت في تحسين الحالة الاجتماعية والاقتصادية لأسر المهاجرين، كما ساعدت استثمارات المهاجرين في المجال الفلاحي على تحسين ظروف الإنتاج، وفي مجال الأنشطة الحضرية على تطور الظاهرة الحضرية، ويبقى السكن والعقار من أهم القطاعات التي استثمر بها العديد من المهاجرين أموالهم.

سنركز في هذا المقال على دراسة خصائص المهاجرين الذين استثمروا مدخراتهم وعائداتهم الهجرة في مشاريع استثمارية بمناطق الانطلاق، كما سنحاول الوقوف على الخصائص الكمية والكيفية لتلك الاستثمارات. فظاهرة الهجرة الدولية تحيط بها عدة خصائص، منها ما هو مرتبط بالمهاجر ومحيطه العائلي بكونه طرفاً رئيساً في الظاهرة، ومنها ما هو مرتبط بالوسط الاجتماعي والاقتصادي للهجرة، ومنها ما هو مرتبط بالهجرة نفسها. وبفهمنا لهذه الخصائص نكون قد كونا صورة متكاملة عن منظومة الهجرة الدولية وتأثيرها على أي حوض هجري نريد دراسته.

وقد وقع اختيارنا على نموذج مدينة السبت أولاد النمة لكونها توجد بأحد أهم أحواض الهجرة الدولية ووسط واحد من أهم السهول المسقية بالمغرب، فقد عرف حوض تادلة هجرة دولية متقدمة في العقود الأخيرة ما زالت نتائجها وتفاعلاتها مستمرة إلى الآن.

## Abstract

*International migration, as a result of immigrant remittances, has had significant social, economic and spatial impacts in the areas of displacement, as it contributes in improving the social and economic situation of immigrant families. The investments of immigrants in the agricultural field have also contributed in the improvement of the conditions of production and in the*

- Haut Commissariat au Plan (HCP), *la Migration internationale dans la région de Tadla-Azilal-analyse des résultats de l'enquête pilote sur la migration internationale (Maroc-HIMS) de 2013-2014*, Rabat, CERED, 2015.
- Khalki (Y.) et autres, « Immigration internationale dans la région de Tadla-Azilal: diagnostic socio-économique et spatial », Béni Mellal, étude réalisée pour le compte de la wilaya de Béni Mellal, 2009.
- Lakhouite (M.), « Le migrazioni di ritorno forzato ai tempi della crisi economica mondiale analisi delle problematiche nelle esperienze di Beni Mellal, Fquih Ben Salah », Italie, Università di Bologna, Laurea in Economia Dei Paesi del Medio Oriente e del nord Africa, 2015.
- Mghari (M.), « La réinsertion des migrants de retour au Maroc : analyse des résultats de l'enquête sur la Migration de retour des marocains résidant à l'étranger de 2003-2004 », Rabat, HCP, 2011.
- Bouron (Y.) et Ould Aoudia (J.), « Des migrants marocains acteurs du développement: un nouveau regard sur la migration et sur le développement », Paris, *Revue Hommes et Migrations*, n° 1303, 2013.

## الهوامش

- 1 Khalki et autres, *Immigration internationale dans la région de Tadla-Azilal : diagnostic socio-économique et spatial*, Beni Mellal, Wilya de la région Tadla-Azilal, année 2009, p.22.
- 2 الأنصاري ابراهيم، تأثير الهجرة الدولية على تنوع وتعدد الأنشطة الحضرية بكل من مدينتي بني ملال والفقيه بن صالح، أطروحة الدكتوراه، تخصص جغرافيا، 2017، ص. 157.
- 3 الأنصاري ابراهيم، المرجع السابق، ص. 160.
- 4 HCP, *la Migration internationale dans la région de Tadla-Azilal : analyse des résultats de l'enquête pilote sur la migration internationale (Maroc-HIMS) de 2013-2014*, Rabat, p. 106.
- 5 الأنصاري ابراهيم، مرجع سابق، ص. 202.

## المراجع

### • بالعربية

- الأنصاري ابراهيم، تأثير الهجرة الدولية على تنوع وتعدد الأنشطة الحضرية بكل من مدينتي بني ملال والفقيه بن صالح، أطروحة الدكتوراه، تخصص جغرافيا، كلية الآداب والعلوم الإنسانية، بني ملال، 2017.
- المرباط ابراهيم، آثار الهجرة الدولية على تنوع وتعدد الأنشطة الحضرية لمدن الدوائر المسقية، حالة مدينتي أولاد تايمة والسبت أولاد النمة، أطروحة الدكتوراه، تخصص جغرافيا، كلية الآداب والعلوم الإنسانية، بني ملال، 2018.
- منير صالح، من الفقيه بن صالح إلى ميلانو: الهجرة الدولية المغربية إلى إيطاليا وتأثيرها على مناطق الإنطلاق، أطروحة، السلك الثالث، الرباط، 1995.

### • بالفرنسية

- CASSARINO J.P., « Migrants de retour au Maghreb : réintégration et enjeux de développement », *Rapport général de 2007*, Domenico di Fiesole. Itay. European university, Institute Robert Schuman, Centre for Advanced Studies, 2007.
- Hamdouch (B.) et Mghari (M.), « Impact de la migration internationale sur le développement au Maroc », Résultats de l'enquête de 2013. Rabat, Association Migration Internationale, 2013. file:///C:/Users/Admin/Downloads/Impact%20de%20la%20Migration%20sur%20le%20De%CC%81veloppement%20du%20Maroc%20r%CC%99sultats%20de%20l'enqu%CC%81tats%20de%202013.pdf

نلاحظ من خلال الجدول أعلاه أن قطاعي التجارة والخدمات قد جلب نحوهما جزء كبيراً من استثمارات المهاجرين بالمدن الثلاث. وهكذا نجد أن حوالي 85% من المهاجرين قد استثمروا أموالهم في هذين القطاعين. بينما الباقي وظف عائدات الهجرة في إقامة مشاريع صناعية وحرفية وفلاحية. من بين الأنشطة التجارية والخدماتية التي استثمر فيها المهاجرون بشكل كبير نجد تجارة المواد الغذائية والملابس والأحذية وبيع التجهيزات المنزلية وقطع الغيار وكذلك المقاهي والمطاعم والمخابز والنقل، إلخ.

اعتمد أغلب المهاجرين العائدين من أجل تمويل إحداث مشاريعهم الاقتصادية بالمدن الثلاث على عائدات الهجرة. بمدينة بني ملال مثلاً نجد أن حوالي 70% من المهاجرين المستثمرين بها قد وظفوا فقط ما جلبوه من مال من الخارج في تمويل إقامة مشاريعهم الاقتصادية<sup>5</sup>. بينما اعتمد الباقي منهم على قروض بنكية وعلى بعض المساعدات المالية المقدمة لهم من طرف عائلاتهم.

## خاتمة

شكلت عودة المهاجرين الدوليين المنحدرين من سهل تادلة نحو مدينة بني ملال والفقهي بن صالح والسبت وأولاد النمة حدثاً بارزاً خلال السنوات التي تلت حدوث الأزمة الاقتصادية لسنة 2008. قدم أغلب هؤلاء المهاجرين من إيطاليا ومن إسبانيا بعدما فقدوا عملهم هناك ولم يعد بإمكانهم تحمل ارتفاع تكلفة المعيشة.

استطاع عدد من المهاجرين العائدين وخاصة الذين هم في سن العمل ممارسة مهن مختلفة بغية الحصول على مداخيل تمكنهم من مواجهة متطلبات العيش. بعضهم اشتغل أجيلاً في الوقت الذي تمكن فيه آخرون من استثمار عائدات الهجرة وإحداث مشاريع اقتصادية وخاصة منها التجارية والخدماتية.

لقد ساهم المهاجرون من خلال استثماراتهم في تنشيط الحركة الاقتصادية بالمدن الثلاث. كما تمكنوا من خلال مشاريعهم من ربط علاقات مع مستثمرين غير مهاجرين وكذلك زبائنهم. استثمر هؤلاء المهاجرون أموالهم في مشاريع اقتصادية غير منتجة أحياناً. ثم إن إحداث هذه المشاريع الاقتصادية لم يكن بالأمر السهل فقد صادف عدد من المهاجرين المستثمرين عدة صعوبات نذكر منها على سبيل المثال تعقد المساطر الإدارية والمؤسسية وغياب التوجيه والإرشاد والتحفيز وصعوبة الحصول على قروض بنكية، مما شكل تحدياً كبيراً أمام إعادة إدماجهم الاقتصادي بالمدن الثلاث.

العيش. فقد زوال عدد منهم مهنا مختلفة. بعضهم عاد ليمارس مهنته السابقة ومنهم من زاول مهنة جديدة لا تمت بصلة للمهنة التي كان يمارسها بالمهجر. وتعتبر الفلاحة النشاط الذي تعاطاه عدد من المهاجرين العائدين بالإضافة إلى التجارة والبناء وبعض الحرف كالحدادة والنجارة والخيطة. بعض المهاجرين اشتغل أجيرا في الوقت الذي تمكن فيه آخرون من خلق مشاريع اقتصادية متنوعة ساعدتهم على الاستقرار وعلى إعادة إدماجهم اقتصاديا في المجتمع الحضري لمدن سهل تادلة.

#### 1.4. استثمارات المهاجرين بالمدن الثلاث: أداة لإعادة إدماجهم اقتصاديا

استقطبت مدينة بني ملال والفقيه بن صالح والسبت أولاد النمة عددا مهما من استثمارات المهاجرين المنحدرين منها ومن المناطق المجاورة لها. وقد تزايد عدد هذه الاستثمارات بشكل ملحوظ خلال الفترة التي تلت حدوث الأزمة الاقتصادية لسنة 2008 بحيث بلغت نسبة المهاجرين الذين استثمروا بمدينة بني ملال خلال هذه الفترة على سبيل المثال حوالي 61% من مجموع المهاجرين المستثمرين بها.

تجدر الإشارة إلى أن الأنشطة الاقتصادية التي مولها المهاجرون لا تختلف كثيرا عن تلك التي يديرها مستثمرون غير مهاجرين ماعدا بعض الأنشطة التي ساهمت الهجرة الدولية في ظهورها مثل النقل الدولي للمسافرين عبر الطرقات وتحويل الأموال.

الجدول رقم 2: مجالات استثمار المهاجرين لعائدة الهجرة  
بكل من بني ملال والفقيه بن صالح والسبت أولاد النمة (%)

المجال الاستثمار	بني ملال **	الفقيه بن صالح **	السبت أولاد النمة *
التجارة	50	69,9	39
الخدمات	39,5	21,3	49
الصناعة و الحرف	7,2	5,1	3
الفلاحة	3,3	3,7	9
المجموع	100	100	100

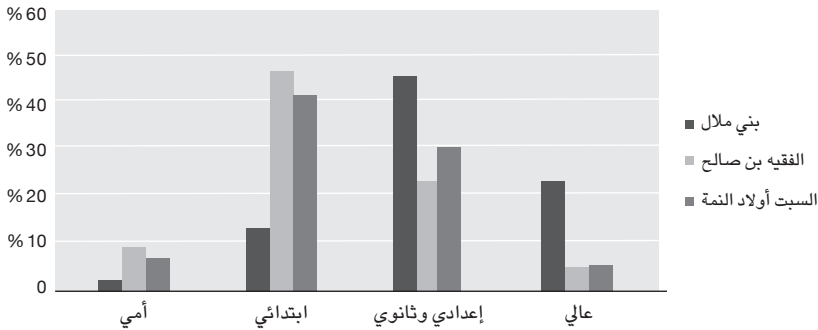
المصدر: \*\* الأنصاري ابراهيم، مرجع سابق، ص. 138-139.

\* المرابط ابراهيم، مرجع سابق، ص. 128.

### 3.3. المستوى التعليمي للمهاجرين العائدين

تجدر الإشارة إلى أن معظم المهاجرين العائدين، لم يتمكنوا من تحسين مستواهم الدراسي المحصل قبل الهجرة وأن القليل منهم من سمحت له ظروفه بإتمام دراسته أو تلقي تكوين معين.

#### المبيان رقم 3 : توزيع للمهاجرين العائدين حسب مستواهم الدراسي



المصدر: الأنصاري ابراهيم، مرجع سابق، ص. 128.

المرابط ابراهيم، مرجع سابق، ص. 139.

يلاحظ من خلال المبيان أن المهاجرين العائدين بالمدن الثلاث الذين لهم مستوى تعليم جامعي لا تتعدى نسبتهم حوالي 7% ما عدا بمدينة بني ملال حيث يمثل هؤلاء حوالي 28%. أيضا نجد أن نسبة المهاجرين الذين لا يتجاوز مستواهم الابتدائي مهمة بكل من مدينة السبت أولاد النمة (حوالي 55%) وبمدينة الفقيه بن صالح (حوالي 50%) وضعيفة بمدينة بني ملال. أما المهاجرون العائدون الذين بلغوا مستوى التعليم الإعدادي والثانوي التأهيلي والتقني، فنسبتهم مهمة بكل من مدينة بني ملال (حوالي 54%) والفقيه بن صالح (حوالي 37%) وضعيفة بمدينة السبت أولاد النمة (حوالي 28%).

### 4. إعادة الإدماج الاقتصادي للمهاجرين العائدين

رغم ظروف عودتهم الصعبة ورغم قلة فرص الشغل بالمنطقة، فقد حرص عدد من المهاجرين على ممارسة بعض الأنشطة الاقتصادية من أجل توفير مدخول مالي يمكنهم من مواجهة متطلبات

يلاحظ من خلال المبيان أن المتزوجين من المهاجرين العائدين يمثلون ما يزيد عن 75% على صعيد المدن الثلاث، مع وجود فارق ضئيل حيث تصل نسبتهم حوالي 84% بالسبت وأولاد النمة وحوالي 75,2% بمدينة الفقيه بن صالح، بينما لا يشكل العزاب سوى نسبة تقل عن 20% من مجموع المهاجرين العائدين بكل مدينة.

مما لا شك فيه أن تكوين أسر قد يساعد عددا من المهاجرين على تحقيق نوع من الاستقرار النفسي والاجتماعي، كما قد يدفع بهم إلى البحث عن عمل قصد الحصول على مدخول يمكنهم من تغطية مصاريف الحياة المعيشية والأعباء الأسرية.

### البنية العمرية: سيادة الفئة القادرة على العمل

لعل ما يميز المهاجرين الدوليين العائدين بالمدن الثلاث كون نسبة لا بأس بها منهم لازالت في سن العمل. كما يوضح ذلك الجدول التالي:

الجدول رقم 1: توزيع المهاجرين العائدين والمستثمرين بالمدن الثلاث حسب السن (%)

المدينة	30 سنة فأقل	31-40	41-50	أكثر من 50	المجموع
بني ملال**	24	44	22	10	100
الفقيه بن صالح**	17	48	22	13	100
السبت أولاد النمة*	25	37	25	13	100

المصدر: \* المرابط ابراهيم، المرجع السابق، ص. 132.

\*\* الأنصاري ابراهيم، المرجع السابق، ص. 117.

يلاحظ من خلال الجدول أن نسبة مهمة من المهاجرين العائدين لازالت صغيرة السن. فالفئة التي لا يفوق سنها 40 سنة تمثل أكثر من 60% من المهاجرين المستثمرين العائدين إلى المدن الثلاث، حوالي 68% بمدينة بني ملال وحوالي 65% بمدينة الفقيه بن صالح و62% تقريبا بالسبت وأولاد النمة. ثم إن حوالي ثلث هذه الفئة لا يتجاوز سنها 30 سنة على صعيد كل مدينة. يشكل هؤلاء المهاجرون عنصرا بشريا مهما إذا ما وظف تجربته المهنية المكتسبة بالمهجر واستثمر عادات الهجرة في تنشيط الحركة الاقتصادية بالمدن الثلاث.

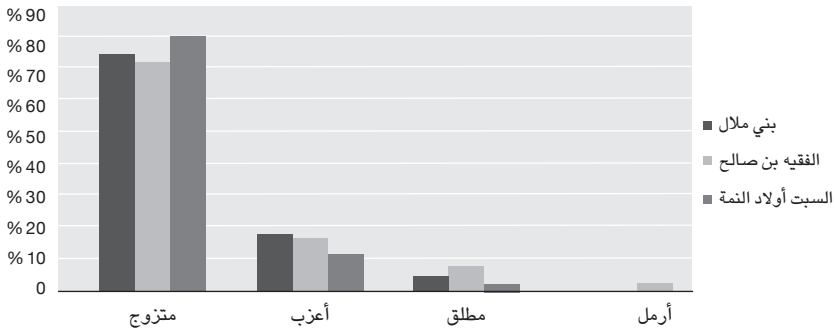
### 1.3. بنية جنسية يغلب عليها الذكور

على صعيد المدن الثلاث يلاحظ أن نسبة العائدين من الذكور تفوق بكثير نسبة العائدات من الإناث. تصل هذه النسبة إلى حوالي 97,9% بمدينة بني ملال وحوالي 96% بمدينة الفقيه بن صالح وحوالي 98% بمدينة السبت أولاد النمة. ويرجع السبب في ذلك من جهة إلى كون الهجرة الدولية بالمنطقة قد مارسها الذكور أكثر من النساء ومن جهة ثانية إلى أن عددا من النساء بقين بالمهجر ولم يعدن إلى المنطقة مع أزواجهن إما بسبب العمل أو لمكوتهن إلى جانب الأطفال الذين يتابعون دراستهم هناك<sup>4</sup>.

### 2.3. الحالة العائلية للمهاجرين العائدين

عرفت الوضعية العائلية للمهاجرين تغيرات مهمة بعد هجرتهم نحو الخارج وكذلك بعد عودتهم إلى المدن الثلاث. فقد تراجعت نسبة العزاب في الوقت الذي ارتفعت فيه نسبة المتزوجين. كما يشير إلى ذلك المبيان التالي.

#### المبيان رقم 2 : الحالة العائلية للمهاجرين العائدين



المصدر: الأنصاري ابراهيم، المرجع السابق، ص. 124.

لمرابط ابراهيم، آثار الهجرة الدولية على تنوع وتعدد الأنشطة الحضرية لمدن الدوائر المسقية: حالة مدينتي أولاد تايمية والسبت أولاد النمة، أطروحة الدكتوراه، تخصص جغرافيا، كلية الآداب والعلوم الإنسانية، بني ملال،

2018، ص. 146.



## 1.2. تباين فترات عودة المهاجرين إلى المدن الثالث

يلاحظ أن عودة المهاجرين إلى المراكز الحضرية الثلاثة لم تتم بالوتيرة نفسها. ويرجع السبب في ذلك إلى كون هذه المدن لم تعرف الهجرة الدولية خلال الفترة نفسها. فعلى صعيد مدينة بني ملال والتي هاجر عدد سكانها منذ الستينيات نجد أن هجرة العودة ظهرت بها منذ السبعينات. وهكذا فقد عاد حوالي 13% من المهاجرين المستثمرين بها قبل سنة 1981 وحوالي 12% منهم ما بين 1981 و1990. أغلب العائدين خلال هذه الفترة كانوا يقيمون بفرنسا وبلجيكا. بينما ارتفعت نسبة العائدين ما بين سنتي 1991 و2000 حيث بلغت حوالي 22% وحوالي 53% ما بين 2001 و2012. معظم العائدين خلال هاتين الفترتين قدموا من إيطاليا ومن إسبانيا. قضى هؤلاء المهاجرون العائدون سنوات عدة بالمهجر بحيث نجد أن حوالي 52% منهم لم تتعد مدة إقامتهم هناك 10 سنوات بينما استقر حوالي 48% ببلدان المهجر لفترة فاقت 10 سنوات<sup>2</sup>.

بمدينة الفقيه بن صالح، تبقى هجرة العودة ظاهرة حديثة لكون المدينة لم تعرف الهجرة الدولية إلا انطلاقا من أواسط الثمانينيات. حتى حدود سنة 2000 لم يعد من الخارج سوى حوالي 2,2% من مجموع المهاجرين المستثمرين بالمدينة، بينما رجع حوالي 97,8% منهم ما بين سنتي 2001 و2012. أكثر من ذلك نجد أن حوالي 63% منهم عادوا فقط ما بين سنتي 2011 و2012، أغلب هؤلاء العائدين من الباعة المتجولين الذين تضررت تجارتهم من جراء انخفاض القدرة الشرائية لزبائنهم من الإيطاليين والإسبانيين بفعل الأزمة الاقتصادية. بعض هؤلاء العائدين حوالي 39% لم تتجاوز مدة إقامتهم بالمهجر 10 سنوات بينما قضى حوالي 61% منهم ما يفوق 10 سنوات<sup>3</sup>.

على صعيد مدينة السبت أولاد النمة نجد أن هجرة العودة لم تكتس أهمية بالغة إلا بعد سنة 2007، أي بعد حدوث الأزمة الاقتصادية العالمية. وتعتبر الفترة الفاصلة ما بين 2008 و2013 المدة التي عاد خلالها حوالي 93% من مجموع المهاجرين المستثمرين بالمدينة. كما أن حوالي 71% من العائدين خلال هذه الفترة أتوا فقط ما بين 2011 و2013. استقر معظم هؤلاء العائدين (حوالي 70%) ببلدان إقامتهم لفترة تجاوزت 10 سنوات.

## 3. خصائص المهاجرين العائدين

يتميز المهاجرون الدوليون العائدون إلى المدن الثالث بخصائص ديموغرافية واجتماعية تختلف كثيرا عن تلك التي نجدها عند المهاجرين العائدين إلى المدن الموجودة بالأحواض الهجرية التقليدية مثل سوس أو الريف أو الشرق.

لكن تدفق المهاجرين نحو الخارج سوف تتراجع وتيرته مع بداية الألفية الثالثة ومع اندلاع الأزمة الاقتصادية التي تسببت في ركود اقتصادي لبلدان المهجر وفي انتشار البطالة في صفوف المهاجرين. وقد دفع ارتفاع تكاليف المعيشة وفقدان الشغل بعدد من المهاجرين إلى العودة إلى المنطقة.

## 2. تراجع عدد المهاجرين نحو الخارج وتزايد وتيرة هجرة العودة

تجدد الإشارة إلى أن عدد المهاجرين العائدين إلى المدن الثلاث غير معروف. فهجرة العودة تبقى ضعيفة في صفوف مهاجري الموجة الأولى وتهم بالدرجة الأولى المتقاعدين. بينما نجدها كانت مهمة عند مهاجري الموجة الثانية الذين استقروا بكل من إيطاليا وإسبانيا.

بعض هؤلاء المهاجرين عاد بشكل نهائي إما مجبرا على ذلك أولم يعد يرغب في البقاء ببلد المهجر والبعض الآخر فضل العودة مؤقتا إلى موطنه الأصلي في انتظار أن تتحسن الأوضاع الاقتصادية بإيطاليا أو بإسبانيا ليهاجر إليها مرة أخرى. بعض المهاجرين والمهاجرات عادوا بمفردهم والبعض الآخر رجع مصحوبا بكافة أفراد أسرته.

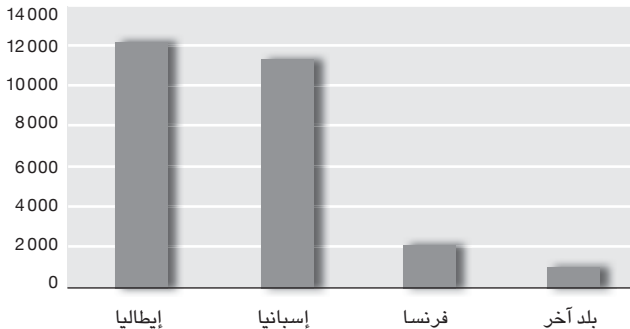
من بين العوامل التي أدت إلى عودة عدد من المهاجرين نذكر:

- الأزمة الاقتصادية لسنة 2008 التي شهدتها عدة بلدان أوروبية والتي تسببت في فقدان عدد من المهاجرين لعملهم؛
- ارتفاع تكاليف المعيشة بالبلدان المهجر وصعوبة توفير متطلبات الحياة لكافة أفراد الأسرة؛
- صعوبة الاندماج في مجتمع بلدان الإقامة؛
- رغبة عدد من المهاجرين في تدبير المشاريع الاقتصادية التي أنجزوها بمواطنهم الأصلية؛
- أسباب اجتماعية كالتكفل بأحد أفراد الأسرة أو السهر على تربية وتعليم الأبناء الذين مكثوا بالمنطقة؛
- عدم احترام القوانين المعمول بها ببلدان الاستقبال.

استفحال ظاهرة الهجرة خلال هذه الفترة ساهمت فيه عوامل عدة منها:

- ارتفاع نسبة البطالة وخاصة في صفوف الشباب.
  - غياب صناعة فلاحية قادرة على توفير فرص الشغل للشباب الذي يصل سنويا إلى سن العمل.
  - ظاهرة الجفاف التي عرفتها المنطقة خلال الثمانينات
  - تطبيق برنامج التقويم الهيكلي في المجال الفلاحي وما ترتب عنه من ارتفاع في تكاليف الإنتاج الفلاحي بفعل إلغاء الدولة للدعم الذي كانت تستفيد منه بعض الزراعات وكذلك بعض وسائل الإنتاج (الأسمدة والبذور المنتقاة والمعدات والآلات الفلاحية وماء السقي، إلخ).
  - إمكانية الحصول على عمل بإيطاليا وإسبانيا في قطاع البناء وفي الفلاحة والتجارة والخدمات.
- استقر أغلب المهاجرين بإيطاليا وإسبانيا كما يبين ذلك المبيان أسفله والقليل منهم هاجر نحو بلدان أخرى كفرنسا وبعض الدول الأوروبية الأخرى.

المبيان رقم 1 : توزيع مهاجري إقليم بني ملال حسب بلد الهجرة سنة 2007



Source : Khalki et autres, op. cit.

ظلت عودة المهاجرين الدوليين إلى مناطقهم الأصلية بسهل تادلة محدودة جدا طيلة العقود الماضية. من بين العائدين أنذاك نجد بعض المتقاعدين وكذلك بعض الأشخاص الذين لم يتمكنوا من تسوية وضعيتهم القانونية أو من الحصول على عقد عمل أو لم يستطيعوا الاندماج في بلد المهجر. لكن مع حدوث الأزمة الاقتصادية العالمية سنة 2008 والتي تضررت منها اقتصاديات البلدان الأوروبية التي يقيم بها عدد مهم من المهاجرين المنحدرين من السهل، ارتفع عدد العائدين بشكل لم يسبق له مثيل. مع عودة هؤلاء، أصبحت مسألة إعادة إدماجهم على المستوى الاقتصادي والاجتماعي تكتسي أهمية بالغة، خاصة في ظل غياب سياسة وطنية تهدف إلى تسهيل هذه العملية وتجعل من المهاجر فاعلا تنمويا يوظف ماله وخبرته في خدمة المنطقة.

نحاول من خلال هذه المقال إبراز أهمية ظاهرة هجرة العودة بمدينة بني ملال والفقير بن صالح والسبت أولاد النمة ومعرفة بعض الخصائص الديمغرافية والاجتماعية للمهاجرين العائدين. كما سنحاول كذلك الوقوف عند أهمية الاستثمارات التي أقامها هؤلاء المهاجرون بالمدن الثلاث.

## 1. يعتبر سهل تادلة من الأحواض الهجرية على الصعيد الوطني

رغم التطور الاقتصادي الذي ساهم فيه انتشار الزراعة المسقية والمتعددة المحاصيل بالسهل، فقد تحولت المنطقة إلى مجال ظل يغذي تيارات هجرة نحو الخارج. فحسب بعض التقديرات بلغ عدد المهاجرين المنحدرين من جهة تادلة-أزيلال حوالي 33 ألف نسمة سنة 2007<sup>1</sup>. يتواجد أغلب هؤلاء بكل من إيطاليا وإسبانيا والبعض الآخر بفرنسا وبدول أوروبية أخرى. هاجر هؤلاء الأشخاص خلال فترتين متباينتين.

• **فترة أولى** امتدت من عقد الستينيات حتى نهاية السبعينيات. يتعلق الأمر بهجرة منظمة تمت في إطار عقود عمل وشملت عددا محدودا من المهاجرين الذين ينتمون إلى منطقة الدير (القصيبة، أغباله، تاكزيرت، زاوية الشيخ، قم العنصر، أفورار، آيت عياض، إلخ). توجه هؤلاء نحو فرنسا بالدرجة الأولى للعمل بعدة قطاعات اقتصادية كالزراعة والبناء والصناعة.

• **فترة ثانية** بدأت منذ أواسط الثمانينيات حتى بداية الألفية الثالثة. هاجر خلالها عدد مهم من أبناء المنطقة نحو بلدان حديثة العهد بالهجرة مثل إيطاليا وإسبانيا. بعض هؤلاء عبر الحدود بشكل قانوني والبعض سلك بطرق غير شرعية.

# إعادة الإندماج السوسيو-اقتصادي للمهاجرين العائدين إلى مدن سهل تادلة : حالة بني ملال والفقيه بن صالح والسبت أولاد النمة

زهير ابا حمو وعبد المجيد أزمو

## ملخص

أدى حدوث الأزمة الاقتصادية العالمية لسنة 2008 إلى عودة عدد من المهاجرين الدوليين من بلدان أوروبية وخاصة من إيطاليا وإسبانيا إلى موطنهم الأصلي سهل تادلة. استقر عدد من العائدين الذين يتكونون في أغلبهم من الذكور والذين لازال معظمهم في سن العمل بالمراكز الحضرية مثل بني ملال والفقيه بن صالح وسوق السبت أولاد النمة. ومن أجل الحصول على موارد مالية لمواجهة متطلبات عيش أفراد أسرهم لجأ بعض المهاجرين العائدين إلى ممارسة عدد من المهن. كما تمكن آخرون من استثمار عائدات الهجرة لإقامة مشاريع اقتصادية.

**الكلمات المفتاحية :** الهجرة الدولية - هجرة العودة - إعادة الاندماج الاقتصادي والاجتماعي - إستثمارات المهاجرين.

## Abstract

*The global economic crisis of 2008 led to the return of a number of international migrants from European countries, especially from Italy and Spain, to their original homeland, Tadla region. A number of returnees, who are mostly males, and most of whom are still of working age, settled in urban centers such as Beni Mellal, Fkih Ben Saleh, and Souk Sebt Oulad Nemma. In order to obtain financial resources to meet the needs of their family members, some returning migrants have resorted to a number of occupations. Others have also been able to invest immigration revenues to establish economic projects.*

**Key words:** international migration - return migration - economic and social reintegration - migrant investments.

Accord Euro-méditerranéen entre les Communautés Européennes et le Maroc, sur le site électronique: [http://www.wipo.int/edocs/trtdocs/fr/ec-ma/trt\\_ec\\_ma.pdf](http://www.wipo.int/edocs/trtdocs/fr/ec-ma/trt_ec_ma.pdf), consulté le 11/02/2016.

## • المواقع الإلكترونية

الأمم المتحدة: أكثر من 5 ملايين شخص في جنوب السودان يعانون من انعدام الأمن الغذائي،  
أنظر الموقع الإلكتروني:

- [www.un.org/arabic/news/story.asp?NewsID=30046#.WmsktKigK00](http://www.un.org/arabic/news/story.asp?NewsID=30046#.WmsktKigK00),  
consulté le 26/01/2018.

الرطيمات ليلي، «الاتفاق الفلاحي بين المغرب والاتحاد الأوروبي: تحديات السياسة والاقتصاد»،  
أنظر الموقع الإلكتروني:

- [www.hespress.com/writers/338811.htm](http://www.hespress.com/writers/338811.htm), consulté le 14/02/2017.

اليحياوي يحي، «عن الوضع المتقدم مع أوروبا»، أنظر الموقع الإلكتروني:

- [www.aljazeera.net/knowledgegate/opinions/2014/4/17/%](http://www.aljazeera.net/knowledgegate/opinions/2014/4/17/%), consulté le  
17/05/2016.

بيان الفريق العالمي المعني بالهجرة بشأن أثر التغير المناخي على الهجرة لـ 15 نونبر 2011 على  
موقع المفوضية السامية لشؤون اللاجئين:

- <http://www.unhcr.org/ar/538700416.pdf>. Consulté le 27/09/2016.

«ديموغرافيا متحركة: لماذا ترفض بعض الدول العربية إقامة مراكز إيواء اللاجئين؟»، أنظر  
الموقع الإلكتروني:

- <https://futureuae.com/ar/Mainpage/Item/3233/>, consulté le 23/11/2017.

فني كنزة، الهجرة البيئية بين الدواعي الإنسانية والتداعيات الأمنية في إفريقيا: إقليم دارفور  
نموذجاً، المركز الديمقراطي العربي. أنظر الموقع الإلكتروني:

- <http://democraticac.de/?p=44540>, consulté le 20/03/2017.

كولبو سيلفيا، سياسة الاتحاد الأوروبي تجاه الهجرة الخارجية وتداعياتها على منطقة الشرق  
الأوسط وشمال أفريقيا: نظرة تحليلية، أكاديمية الإمارات الدبلوماسية، ديسمبر 2016،  
ص. 1. أنظر المقال على الموقع الإلكتروني:

- <http://www.eda.ac.ae/ar/research/research-analysis-overview/peace-and-security-in-the-mena-region>,  
consulté le 15/02/2017.

نص الخطاب الذي وجهه العاهل المغربي الملك محمد السادس إلى القمة 29 لقادة دول وحكومات  
الاتحاد الإفريقي بأديس أبابا بتاريخ 3 يوليوز 2017، على الموقع الإلكتروني:

- <http://www.maroc.ma>. Consulté le 06/07/2017.

محمد معوض علاء، «الأبعاد الجغرافية لمشكلة الفقر في إفريقيا»، مجلة قراءات إفريقية، العدد السابع عشر/ رجب-رمضان 1434هـ، يوليو-سبتمبر 2013م.

مزيان محمد، «المغرب والجزائر: الجوار الصعب»، سياسات عربية، العدد 13، يناير 2015.

مطاوع محمد، «الاتحاد الأوروبي وقضايا الهجرة : الإشكاليات الكبرى والاستراتيجيات والمستجدات»، مجلة المستقبل العربي، السنة 37، العدد 431، يناير 2015.

مقسط عبد الله، (الأمين العام للفريق الحكومي الدولي المكلف بتغير المناخ لدى منظمة الأمم المتحدة)، من أجل تصور جديد لتدبير المخاطر البيئية، أشغال الملتقى الدولي الرابع للجامعة المفتوحة المنظم بمدينة الداخلة ما بين 11 و14 يوليو 2016، حول موضوع: «شباب العالم والتنمية المستدامة، أية مساهمة؟» من طرف جمعية الدراسات والأبحاث والتنمية، منشورات الجامعة المفتوحة للداخلة، 2017.

ناصر عبد الواحد، النظام العالمي الجديد في مطلع القرن الحادي والعشرين، (دون نكر دار النشر)، 1999.

هلال علي الدين، «حال الأمة العربية، 2015-2016: العرب وعام جديد من المخاطر»، مجلة المستقبل العربي، السنة 39، العدد 447، ماي 2016.

هيريزا ريمي، رأسمالية أخرى غير ممكنة، ترجمة د. أحمد زوبدي، دار أبي رقرق للطباعة والنشر، 2015.

#### • المراجع باللغة الأجنبية

Audebert Cedric, *les Migrations internationales : enjeux contemporains et questions nouvelles*, Publication de l'Université de Deusto, Bilbao, Humanitariannet, 2007.

Belguendouz Adelkarim, *Enjeux migratoires, Maghreb-Europe-Afriques subsaharienne : un regard du Sud*, imprimerie Beni Znassen, 1<sup>ère</sup> édition, 2006.

Le Masque Pierre, *Mondialisation : mise en perspectives et problèmes, L'avenir de l'emploi*, l'Institut d'économie régionale et social, Orcades, les Magazines du Monde, OXFAM, 1997.



بورفيسي جمال، «خالد الزروالي: اعتمادنا إستراتيجية جديدة في محاربة الهجرة السرية»،  
جريدة الصباح، العدد 2497، بتاريخ 2019/04/20.

جمال ثابت هالة، «الفقر في إفريقيا: خصوصية واستراتيجية اختزاله»، مجلة قراءات إفريقية،  
العدد الثاني، سبتمبر 2005.

رولي كريستيان، التماسك الاجتماعي في أوروبا، أشغال الملتقى الرابع لجهة الشرق الأوسط  
وشمال إفريقيا للمجلس العالمي للعمل الاجتماعي في أوروبا، أشغال الملتقى الرابع لجهة  
الشرق الأوسط وشمال إفريقيا للمجلس العالمي للعمل الاجتماعي حول موضوع: «إشكالية  
التماسك الاجتماعي في العالم العربي: تجارب مقارنة»، منشورات جمعية الدراسات والأبحاث  
من أجل التنمية، مطبعة البيضاوي، الطبعة 2015.

سعيد الصديقي، «تشديد الرقابة على الحدود وبناء الأسوار لمحاربة الهجرة: مقارنة بين  
السياسيتين الأمريكية والإسبانية»، مجلة رؤى استراتيجية، يونيو 2013.

عبد اللطيف كمال، «انفجارات 2011 في العالم العربي: تحولات وآفاق»، منشورات دفاتر  
سياسية، سلسلة نقد السياسة (9)، الطبعة الأولى، 2017.

عباس أشواق، أزمة بناء الدولة العربية المعاصرة: مقارنة نقدية لمفهوم الإصلاح وإشكالية  
التكامل العقلاني، مركز دراسات الوحدة العربية، الطبعة الأولى، بيروت، 2016.

عبد فرج، المبشر أبو بكر، «حمى الملاريا في إفريقيا: الواقع والتشخيص والعلاج»، مجلة قراءات  
إفريقية، العدد الثاني، شعبان 1426هـ/ سبتمبر 2005م.

غربال عبد الفتاح، «المتغيرات الإقليمية والدولية وانعكاساتها على التنمية في الوطن العربي»، مجلة  
بحوث اقتصادية عربية، الجمعية العربية للبحوث الاقتصادية، السنة 23، العددان 74-75،  
ربيع-صيف 2016.

فتحي علم موسى، «سكان إفريقيا... إلى أين؟!»، مجلة قراءات، العدد التاسع، شعبان-رمضان  
1432هـ/ يوليو-أغسطس 2011م.

لكريني إدريس، إدارة الأزمات في عالم متغير: المفهوم والمقومات والوسائل والتحديات،  
دراسات سياسية نظرية، المركز العلمي للدراسات السياسية، المطبعة والوراقة الوطنية،  
الطبعة الثانية، مراكش، 2014.

- أفقيير مصطفى، «الاعتماد على الذات كمدخل للتحرر من التبعية الرأسمالية المعولة»، مجلة البحثية للعلوم الإنسانية والاجتماعية، العدد 4، 2015.
- أفهييد هورست، «اقتصاد يغدق فقرا التحول من دولة التكافل الاجتماعي الى مجتمع منقسم على نفسه»، ترجمة: عدنان عباس علي، مجلة عالم المعرفة، الكويت، 2007.
- البوبكري حسن، «تنقل الأشخاص ودوره في بناء المغرب العربي والمجموعة المتوسطة»، دراسات دولية، العدد 78، تونس، مارس 2001.
- الحارثي أحمد، «الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والحق في التنمية في ظل العولة»، مجلة نوافذ، العدد 35-36، يناير 2008.
- أوريد حسن، الإسلام والغرب والعولة، منشورات الزمن، العدد 6، 2015.
- التنير سمير، الفقر والفساد في العالم العربي، دار الساقى، الطبعة الأولى، بيروت، لبنان، 2009.
- التقرير العربي حول الفقر المتعدد الأبعاد، اللجنة الاقتصادية والاجتماعية لغربي آسيا (الإسكوا)، الأمم المتحدة، بيروت، لبنان، 2017.
- الصفرائي عمران، «الهجرة غير الشرعية: المشكلة والأبعاد»، مجلة دراسات، العدد 28، ليبيا (الربيع) 1375 و 2007 ف.
- القضاوي خالد، من أجل أمن مستدام بحوض المتوسط: دراسة نقدية للسياسات الأوروبية تجاه المنطقة، المطبعة والوراقة الوطنية، الطبعة الأولى، 2018.
- الكرابي إدريس، إشكالية التماسك الاجتماعي في العالم العربي: تجارب مقارنة، منشورات جمعية الدراسات والأبحاث من أجل التنمية، مطبعة البيضاوي، الطبعة 2015.
- بادو عبد الجليل، حقوق الإنسان وهجرة الشباب المغربي، المغرب العربي والإتحاد الأوروبي في أفق الأفقية الثالثة، أعمال الندوة الدولية التي نظمها مركز الدراسات الدستورية والسياسية بكلية الحقوق بمراكش بتعاون مع المركز الثقافي البريطاني بالرباط، مراكش يومي 26 و 27 نونبر 1999، جامعة القاضي عياض، منشورات كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية، سلسلة الندوات والأيام الدراسية، العدد 16، 1999.
- برتران بادي، ما هو عالم اللامساواة؟، ترجمة: نصير مروة، أوضاع العالم 2016، عالم اللامساواة، حضارة واحدة، سلسلة كتب مترجمة تصدرها مؤسسة الفكر العربي، دار النشر الفرنسية La Découverte، الطبعة الأولى بالعربية، 2015.

- 76 ناصر عبد الواحد، النظام العالمي الجديد في مطلع القرن الحادي والعشرين، (دون ذكر دار النشر)، 1999، ص. 209.
- 77 يفيد مرصد التفاوتات العالمي إلى أن 83% من الثروات المتراكمة في العالم هي في حيازة 8% من سكان العالم، كما أن الشمال يأوي 16% من سكان العالم، إلا أنه ينتج 70% من ثرواته. أيضاً، فالفرد الواحد من سكان البلدان الثمانية عشرة الأولى في العالم، هو أغنى بـ 33,5% مرة من نظيره من مواطني البلدان الأفقر. ويشير مؤشر جيني Gini الذي يستخدم في قياس اللامساواة في الدخل، إلى إزدياد التفاوتات واللامساواة في العالم على نحو ملحوظ. أنظر: برتران بادى، ما هو عالم اللامساواة؟ ترجمة: نصير مروة، أوضاع العالم 2016، عالم اللامساواة، حضارة واحدة، سلسلة كتب مترجمة تصدرها مؤسسة الفكر العربي، دار النشر الفرنسية La Découverte، الطبعة الأولى بالعربية، 2015، ص. 16-17.
- 78 البويكري حسن، «تنقل الأشخاص ودوره في بناء المغرب العربي والمجموعة المتوسطية»، دراسات دولية، العدد 78، تونس، مارس 2001، ص. 102-103.
- 79 الصفراني عمران، «الهجرة غير الشرعية: المشكلة والأبعاد»، مجلة دراسات، العدد 28 (الربيع) 1375 و2007 ف، ليبيا، ص. 90-91.
- 80 بادو عبد الجليل، حقوق الإنسان وهجرة الشباب المغربي، المغرب العربي والإتحاد الأوروبي في أفق الألفية الثالثة، أعمال الندوة الدولية التي نظمها مركز الدراسات الدستورية والسياسية بكلية الحقوق بمراكش بتعاون مع المركز الثقافي البريطاني بالرباط، مراكش يومي 26 و27 نونبر 1999، جامعة القاضي عياض، منشورات كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية، سلسلة الندوات والأيام الدراسية، العدد 16، ص. 13.
- 81 لكريني إدريس، «إدارة الأزمات في عالم متغير: المفهوم والمقومات والوسائل والتحديات»، دراسات سياسية نظرية، المركز العلمي للدراسات السياسية، المطبعة والوراقة الوطنية، الطبعة الثانية، مراكش، 2014، ص. 154.

## المراجع

### • المراجع باللغة العربية

- إبراهيم أحمد نصر الدين، دراسات في العلاقات الدولية الإفريقية: الحروب الأهلية في أفريقيا، نماذج أفريقية، مكتبة مدبولي، الطبعة الأولى، القاهرة، 2011.
- «اتجاه جديد: دوافع تحول مواقف الإعلام الأوروبي إزاء قضية اللاجئين، موجز سياسات، مجلة المستقبل للأبحاث والدراسات المتقدمة، العدد 152، يناير 2017.
- إسماعيل أحمد، «قراءة في ظاهرة الهجرة غير الشرعية من إفريقيا إلى الغرب»، مجلة قراءات، العدد الحادي عشر/محرم-ربيع الأول 1433هـ/يناير-مارس 2012.

- 62 Voir l'Accord Euro-méditerranéen entre les Communautés Européennes et le Maroc, sur le site électronique :  
- [http://www.wipo.int/edocs/trtdocs/fr/ec-ma/trt\\_ec\\_ma.pdf](http://www.wipo.int/edocs/trtdocs/fr/ec-ma/trt_ec_ma.pdf), consulté le : 11/02/2016.
- 63 Voir l'Accord Euro-méditerranéen entre les Communautés Européennes et le Maroc, sur le site électronique :  
- [http://www.wipo.int/edocs/trtdocs/fr/ec-ma/trt\\_ec\\_ma.pdf](http://www.wipo.int/edocs/trtdocs/fr/ec-ma/trt_ec_ma.pdf), consulté le 11/02/2016.
- 64 ديموغرافيا متحركة: لماذا ترفض بعض الدول العربية إقامة مراكز إيواء اللاجئين؟ أنظر الموقع الإلكتروني:  
- <https://futureuae.com/ar/Mainpage/Item/3233/>, consulté le 23/11/2017.
- 65 القضايوي خالد، من أجل أمن مستدام بحوض المتوسط: دراسة نقدية للسياسات الأوروبية تجاه المنطقة، المطبعة والوراقة الوطنية، الطبعة الأولى، 2018، ص. 162.
- 66 كولمبو سيلفيا، سياسة الاتحاد الأوروبي تجاه الهجرة الخارجية وتداعياتها على منطقة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا: نظرة تحليلية، أكاديمية الإمارات الدبلوماسية، ديسمبر 2016، ص. 01. أنظر المقال على الموقع الإلكتروني:  
-<http://www.eda.ac.ae/ar/research/research-analysis-overview/peace-and-security-in-the-mena-region>, consulté le 15/02/2017.
- 67 Audebert Cedric, *les Migrations internationales: enjeux contemporains et questions nouvelles*, Publication de l'Université de Deusto, Bilbao, HumanitarianNet, 2007, p. 11.
- 68 أشير إلى أنه في بداية الألفية الجديدة، اجتمع زعماء العالم في الأمم المتحدة لتشكيل رؤية عامة من أجل مكافحة الفقر بأبعاده الكثيرة، وقد ترجمت هذه الرؤية إلى ثمانية أهداف وهي: القضاء على الفقر المدقع والجوع، تعميم التعليم الابتدائي، تمكين المرأة وتعزيز المساواة، تقليل وفيات الأطفال، تحسين الصحة النفاسية، مكافحة الإيدز والملاريا وغيرها من الأمراض، كفاءة الاستدامة البيئية، إقامة شراكة عالمية من أجل التنمية، وقد بدأ تنفيذ هذه الأهداف الإنمائية منذ سنة 2000، بتضافر جهود الحكومات الوطنية، والمجتمع الدولي والمجتمع المدني والقطاع الخاص.
- 69 الحارثي أحمد، «الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والحق في التنمية في ظل العولمة»، مجلة نوافذ، العدد 35-36، يناير 2008، ص. 14.
- 70 أفهيلد هورست، «اقتصاد يقدح فقرا التحول من دولة التكافل الاجتماعي إلى مجتمع منقسم على نفسه»، ترجمة عدنان عباس علي، مجلة عالم المعرفة، الكويت، 2007، ص. 28.
- 71 هيريزا ريمي، رأسمالية أخرى غير ممكنة، ترجمة أحمد زوبدي، دار أبي رقرق للطباعة والنشر، 2015، ص. 121.
- 72 أفقير مصطفى، «الاعتماد على الذات كمدخل للتحرر من التبعية الرأسمالية المعولمة»، مجلة البحثية للعلوم الإنسانية والاجتماعية، العدد 4، 2015، ص. 65.
- 73 أوريد حسن، الإسلام والغرب والعولمة، منشورات الزمن، العدد 6، 2015، ص. 67.
- 74 أفهيلد هورست، اقتصاد يقدح فقرا، مرجع سابق، ص. 43.
- 75 Le Masque Pierre, *Mondialisation: mise en perspectives et problèmes, l'avenir de l'emploi, l'Institut d'économie régionale et social*, ORCADES, les Magazines du Monde – OXFAM, 1997, p. 15.

54 منذ انضمام إسبانيا إلى المجموعة الاقتصادية الأوروبية التي أصبحت لاحقا الاتحاد الأوروبي، تم اعتبار الثغرين المحتلين سبنة ومليبية تابعة للاتحاد الأوروبي والخط الأمامي لما يسمى « أوروبا الحصينة» أو «أوروبا القلعة». وفي عام 1993 بدأ تسييج محيط الثغرين بدعوى منع الهجرة غير النظامية وتم فيما بعد تعزيز هذه السياجات العالية والأسلاك الشائكة وباستعمال تقنيات جد متطورة من ضمنها كاميرات الأشعة ما تحت الحمراء وأجهزة الاستشعار البصري والصوتي وأبراج المراقبة وأنظمة الرادار وطاقرات الهليكوبتر وزوارق الحراس وعسكرة الحدود البرية والبحرية للاتحاد الأوروبي. كما أنشأ الإتحاد الأوروبي النظام المتكامل للمراقبة الخارجية (SIVE)، ونظام معلومات التأشيرة (SIV)، والوكالة الأوروبية لمراقبة الحدود (FRONTEX)، وقد تطلب ذلك ميزانيات ضخمة، حيث مثلا خصص للنظام المتكامل للمراقبة الخارجية 150 مليون يورو خلال الفترة ما بين 1999 إلى 2014. د. سعيد الصديقي، «تشديد الرقابة على الحدود وبناء الأسوار لمحاربة الهجرة: مقارنة بين السياستين الأمريكية والإسبانية»، مجلة رؤى استراتيجية، يونيو 2013، ص. 100-106.

55 لقد أظهرت العديد من استطلاعات الرأي العام الأوروبي، تصاعد حدة التخوفات من وجود المهاجرين واللاجئين في المجتمعات الأوروبية. فعلى سبيل المثال، أشار استطلاع للرأي أجرته مؤسسة «بيو» للأبحاث في 10 دول أوروبية، نشرت نتائجه على موقعها الإلكتروني شهر يوليوز 2016، إلى بروز التوجه المعادي للأجانب. وكشفت النتائج أيضا عن أن 59% من المستجوبين في الدول التي شملها الاستطلاع، يشعرون أن ارتفاع أعداد اللاجئين يزيد احتمال تنفيذ عمليات إرهابية. وتأتي نتائج استطلاع الرأي هذه، متسقة إلى حد كبير مع المحتوى الإعلامي الذي تقدمه كثير من وسائل الإعلام الأوروبية في الوقت الحالي. أنظر: اتجاه جديد: دوافع تحول مواقف الإعلام الأوروبي إزاء قضية اللاجئين، موجز سياسات، مجلة المستقبل للأبحاث والدراسات المتقدمة، العدد 152، يناير 2017، ص. 1-2.

56 البحاوي يحي، «عن الوضع المتقدم مع أوروبا»، أنظر الموقع الإلكتروني: [www.aljazeera.net/knowledgegate/opinions/2014/4/17/](http://www.aljazeera.net/knowledgegate/opinions/2014/4/17/)، consulté le 17/05/2016.

57 الرطيمات ليلي، «الاتفاق الفلاحي بين المغرب والاتحاد الأوروبي: تحديات السياسة والاقتصاد»، أنظر الموقع الإلكتروني: [www.hespress.com/writers/338811.htm](http://www.hespress.com/writers/338811.htm)، consulté le 14/02/2017.

58 ال PAC أو السياسة الفلاحية المشتركة، هي سياسة تعتمد على مجموعة من الأدوات تستهدف السيطرة التامة على درجة المنافسة الأجنبية المسموح بها، مقابل ضمان أسعار مرتفعة للمنتجين الزراعيين المحليين لأعضاء السوق الأوروبية المشتركة.

59 إن تحرير المنتجات الزراعية المغربية من طرف الإتحاد الأوروبي يصطلم بمصالح مجموعة من دول الإتحاد الأوروبي، خصوصا إسبانيا وإيطاليا، واليونان.

60 فعلى سبيل المثال، نجد أن الطماطم المغربية تبقى مقيدة في دخولها للسوق الأوروبية في حصص لا تتعدى 15 ألف طن، وخلال فترة زمنية تمتد من فاتح أكتوبر إلى 31 مارس.

كما تجدر الإشارة في هذا الإطار، إلا أنه بعد دخول الاتفاق الفلاحي حيز التنفيذ ابتداء من أكتوبر 2012، أقدم الاتحاد الأوروبي في أكتوبر 2014 على تعديل نظام أسعار ولوج الفواكه والخضر المغربية إلى أسواقه في خرق سافر لبنود الاتفاق السالف الذكر.

61 آلية: «أكثر لأكثر / Plus pour plus»، هي آلية يمنح بموجبها الاتحاد الأوروبي دعم أكثر للدول التي تقوم بإصلاحات أوسع على المستوى السياسي والديمقراطي والاقتصادي.

يتسبب في خسارة نحو 42 مليون دولار سنويا، إلى جانب فقدان ما يقارب 6 ملايين هكتار من الأراضي الزراعية المنتجة سنويا.

46 مقسط عبد الله، (الأمين العام للفرق الحكومي الدولي المكلف بتغيير المناخ لدى منظمة الأمم المتحدة)، من أجل تصور جديد لتدبير المخاطر البيئية، أشغال الملتقى الدولي الرابع للجامعة المفتوحة المنظم بمدينة الداخلة ما بين 11 و14 يوليوز 2016، حول موضوع: شباب العالم والتنمية المستدامة، أية مساهمة؟ من طرف جمعية الدراسات والأبحاث والتنمية، منشورات الجامعة المفتوحة للداخلة، 2017، ص. 48.

47 حسب دراسة أعدتها لجنة الإشراف للمؤتمر 22 للدول الأطراف في الاتفاقية الإطار للأمم المتحدة حول التغييرات المناخية كوب 22 بمرآكش.

48 بورفيسي جمال، «خالد الزروالي: إتمدنا إستراتيجية جديدة في محاربة الهجرة السرية»، جريدة الصباح، العدد 2497، بتاريخ 19-20/04/2008، ص. 4.

49 مطاوع محمد، «الاتحاد الأوروبي وقضايا الهجرة: الإشكاليات الكبرى والاستراتيجيات والمستجدات»، مجلة المستقبل العربي، السنة 37، العدد 431، يناير 2015، ص. 29-30.

50 جدير بالذكر أن الإتحاد الأوروبي يحاول جاهدا إقناع دول الضفة الجنوبية للمتوسط بإنشاء مراكز لإيواء المهاجرين المرشحين، وفي كل مناسبة ولقاء دبلوماسي سياسي يعيد فتح المفاوضات بشأن هذا الموضوع، لاسيما خلال هذه السنوات الأخيرة التي تميزت بارتفاع في عدد المهاجرين الذين يحاولون الوصول التراب الأوروبي والضفة الشمالية للمتوسط. وأما رفض جنوب البحر المتوسط لهذا الإقتراح ومن بينها المغرب، فقد توصل الإتحاد الأوروبي إلى مقترح آخر مفاده إقدام دول الإتحاد الأوروبي فتح مكاتب في هذه الدول ستعنى باستقبال طلبات المهاجرين الأفارقة جنوب الصحراء، طالبو اللجوء (السياسي/ الإنساني) إلى أوروبا. وهو ما يمكن اعتباره في نظري المتواضع، حلا مناسباً ووسطاً، على الأقل لأنه سيضمن عدم مخاطرة مجموعة من طالبي اللجوء من المغامرة وركوب البحر، كما سيقطع الطريق على شبكات الإتجار وتهريب البشر.

51 في هذا الصدد، فقد رفض المغرب أي مقترح لإقامة مراكز إيواء المهاجرين واللاجئين بترابه، التي تشبه معسكرات اعتقال، وذلك لتعارضها مع كل المواثيق الدولية لحقوق الإنسان ذات الصلة، فضلا عن الأبعاد الأخرى المترتبة عن هذا الأمر. وفي هذا السياق، أكد سفير المغرب بإيطاليا حسن أبو أيوب، في تصريحات صحفية لووكالة الأنباء الإيطالية «أنسا»، في 25 فبراير 2017، على أن «إمكانية إنشاء مراكز لاستقبال اللاجئين الذين ترفض طلباتهم من دول الاتحاد الأوروبي، أو يتم القبض عليهم وهم في محاولة لدخول الأراضي الأوروبية، غير ممكنة، إذ أنه من غير المقبول أخلاقياً احتواء البشر في مراكز إيواء».

52 ديمغرافيا متحركة: لماذا ترفض بعض الدول العربية إقامة مراكز إيواء اللاجئين؟ أنظر الموقع الإلكتروني: <https://futureuae.com/ar/Mainpage/Item/3233/>, consulté le 23/11/2017.

53 تنطلق نظرية الأمانة من تعريف الأمن كممارسة خطابية أو سياق تكلم. وتفترض هذه النظرية بأن أي مشكلة أو حادثة اجتماعية ستصبح قضية أمنية من خلال التكلم عنها بعبارات تعني معاني الخطر والتهديد، وذلك عندما يقوم فاعل معين بالحديث عن مشكلة اجتماعية معينة كتهديد لأمنه ورفاهيته. كأن يتكلم أي مواطن عن مشكلة الهجرة كتهديد أمني وجودي، وبالتالي يتوجب اتخاذ إجراءات استثنائية لمعالجة موضوع التهديد المؤمن.

- 33 تستورد القارة الإفريقية نحو 25% من غذائها، وقد تجاوزت الواردات الغذائية للقارة بـ 15 بليون دولار سنة 2008.
- 34 فمثلا، يعاني 5,1 مليون شخص في جنوب السودان من انعدام حاد للأمن الغذائي، 1,5 مليون منهم يواجهون حالة الطوارئ التي تسبق المجاعة فيما يتضرر نحو 20 ألفا من المجاعة بالفعل.
- الأمم المتحدة: أكثر من 5 ملايين شخص في جنوب السودان يعانون من انعدام الأمن الغذائي، أنظر الموقع الإلكتروني:
- [www.un.org/arabic/news/story.asp?NewsID=30046#.WmsktKigK00](http://www.un.org/arabic/news/story.asp?NewsID=30046#.WmsktKigK00), consulté le 26/01/2018.
- 35 فتحي علم موسى، «سكان إفريقيا... إلى أين؟»، مرجع سابق، ص. 113.
- 36 عبده فرج المبشر أبو بكر، «حمى الملاريا في إفريقيا: الواقع والتشخيص والعلاج»، مجلة قراءات إفريقية، العدد الثاني، شعبان 1426هـ/ سبتمبر 2005م، ص. 138.
- 37 بلغت نسبة وفيات الإيدز في القارة الإفريقية سنة 2005 ما يقارب 2036 شخص، وهم يمثلون 96,9% من مجموع وفيات الإيدز في العالم.
- د. فتحي علم موسى، «سكان إفريقيا... إلى أين؟»، مجلة قراءات، العدد التاسع مرجع سابق، ص. 109.
- 38 الفريق العالمي المعني بالهجرة هو مجموعة مشتركة بين الوكالات تجمع بين 16 وكالة (14 وكالة تابعة للأمم المتحدة، والبنك الدولي، والمنظمة الدولية) لتعزيز استخدام الصكوك الدولية ذات الصلة والقواعد المتعلقة بالهجرة، والتشجيع على اعتماد منهجيات أكثر تماسكا وشمولا وتنسيقا في مسألة الهجرة الدولية.
- 39 بيان الفريق العالمي المعني بالهجرة بشأن أثر التغير المناخي على الهجرة لـ 15 نونبر 2011 على موقع المفوضية السامية لشؤون اللاجئين:
- <http://www.unhcr.org/ar/538700416.pdf>, consulté le 27/09/2016.
- 40 فني كززة، «الهجرة البيئية بين الدواعي الإنسانية والتداعيات الأمنية في إفريقيا: إقليم دارفور نموذجا»، المركز الديمقراطي العربي. أنظر الموقع الإلكتروني:
- <http://democraticac.de/?p=44540>, consulté le 20/03/2017.
- 41 جدير بالذكر أن اتفاقية عام 1951 الخاصة بوضع اللاجئين، لا تعتبر العوامل البيئية في حد ذاتها أحد الأسباب التي يمكن بموجبها منح صفة اللاجئ. لذلك، يدعو الفريق العالمي المعني بالهجرة لإيجاد إطار تشريعي دولي يستجيب لأوضاع هؤلاء الذين ينتقلون بفعل عوامل ذات صلة بالتغير المناخي.
- 42 فني كززة، «الهجرة البيئية بين الدواعي الإنسانية والتداعيات الأمنية في إفريقيا: إقليم دارفور نموذجا»، المرجع السابق.
- 43 يشير تقرير التنمية في إفريقيا لسنة 2007، أنه بحلول سنة 2025 سيعاني 50% من سكان إفريقيا من ندرة المياه وتقرير التنمية الصادر عن البنك الدولي 2008-2009، ص. 82.
- 44 لقد هدد الجفاف خلال عام 2015 في القرن الإفريقي وجنوب إفريقيا أكثر من 14 مليون شخص عبر شريط من الدول، من إثيوبيا وكينيا والملاوي وزيمبابوي.
- 45 تأتي إفريقيا على رأس مناطق العالم من حيث الأراضي المتدهورة من إجمالي المساحة المزروعة بها، وحسب بعض الدراسات، فإن نصف سكان إفريقيا يتأفرون بالتصحر. كما أن تدهور الأراضي وتناقص إنتاجيتها

- 20 أشير في هذا الإطار، إلى أن عدد الصراعات والنزاعات التي شهدتها دول القارة الإفريقية في الفترة ما بين 1960 و2006، بلغ 371 صراعا، وهو ما يمثل 33% من الصراعات التي شهدها العالم في الفترة نفسها.
- 21 جمال ثابت هالة، «الفقر في إفريقيا: خصوصية واستراتيجية اختزاله»، مجلة قراءات إفريقية، العدد الثاني، سبتمبر 2005، ص. 121.
- 22 أشير أنه وفق أحد تعريفات البنك الدولي الوارد في تقرير التنمية حول العالم لسنة 1995، فالفقر هو: «عدم القدرة على تحقيق الحد الأدنى لمستوى المعيشة في مجتمع من المجتمعات خلال مدة زمنية معينة»، وحسب البرنامج الإنمائي للأمم المتحدة في تقريره حول الفقر والنمو وتوزيع الدخل في لبنان لسنة 2010، فالفقر هو: «عدم قدرة الفرد على تأمين الحد الأدنى من الغذاء، والملبس والسكن».
- ويتسع مفهوم الفقر ليشمل مجموعة من المحددات، كالفقر الاقتصادي، الذي هو عدم القدرة على كسب المال، الاستهلاك، التملك، الوصول إلى الغذاء.
- الفقر الإنساني: عدم تمكن الفرد من الصحة، التربية والتعليم، السكن، إلخ.
- الفقر السياسي: عدم الاستفادة من حقوق الإنسان.
- 23 تعتبر إفريقيا المنطقة الوحيدة في العالم التي تنامي فيها الذين يعيشون في فقر مدقع، حيث وصل في الفترة ما بين 1981 و2001 نسبة 47%.
- 24 هالة ثابت، «الفقر في إفريقيا، خصوصية واستراتيجية اختزاله»، مرجع سابق، ص. 121.
- 25 أشير إلى أن الدخل المنخفض يصل فيه نصيب الفرد من الدخل القومي الإجمالي إلى 975 دولار في السنة أو أقل.
- 26 محمد معوض علاء، «الأبعاد الجغرافية لمشكلة الفقر في إفريقيا»، مجلة قراءات إفريقية، العدد السابع عشر/ رجب-رمضان 1434هـ، يوليو-سبتمبر 2013م، ص. 89.
- 27 محمد معوض علاء، «الأبعاد الجغرافية لمشكلة الفقر في إفريقيا» المرجع السابق، ص. 89.
- 28 أنظر نص الخطاب الذي وجهه العاهل المغربي الملك محمد السادس إلى القمة 29 لقادة دول وحكومات الاتحاد الإفريقي بأديس أبابا بتاريخ 3 يوليو 2017، على الموقع الإلكتروني:  
- <http://www.maroc.ma>, consulté le 06/07/2017.
- 29 نص الخطاب الذي وجهه العاهل المغربي الملك محمد السادس إلى القمة 29 لقادة دول وحكومات الاتحاد الإفريقي بأديس أبابا بتاريخ 3 يوليو 2017، المرجع السابق.
- 30 تجدر الإشارة، إلى أنه في الوقت الذي سجل فيه معدل الزيادة الطبيعية لسكان القارة الإفريقية ما يقارب 2,4% سنة 2010، فإن المتوسط العالمي لهذا المعدل لم يتجاوز 1,2% فقط، أي أن معدل الزيادة الطبيعية في القارة الإفريقية هو ضعف المعدل العالمي.
- 31 أشير إلى أن الدول الثلاثين الأولى في العالم من حيث معدلات المواليد سنة 2010 تنتمي للقارة الإفريقية. كما أنه في الوقت الذي بلغ فيه معدل المواليد في العالم نسبة 20 في الألف، نجد أن القارة الإفريقية بلغ معدلها 37 في الألف، بزيادة قدرها 175% عن المعدل العالمي خلال سنة 2010.
- 32 فتحي علتم موسى، «سكان إفريقيا.. إلى أين؟!»، مجلة قراءات، العدد التاسع، شعبان-رمضان 1432هـ/ يوليو-أغسطس 2011م، ص. 104.



- 5 عبد اللطيف كمال، «انفجارات 2011 في العالم العربي: تحولات وأفاق»، منشورات دفاتر سياسية، سلسلة نقد السياسة (9)، الطبعة الأولى، 2017، ص. 25.
- 6 الكراوي إدريس، «إشكالية التماسك الاجتماعي في العالم العربي: تجارب مقارنة»، منشورات جمعية الدراسات والأبحاث من أجل التنمية، مطبعة البيضاوي، الطبعة 2015، ص. 9-10.
- 7 الكراوي إدريس، «إشكالية التماسك الاجتماعي في العالم العربي: تجارب مقارنة»، مرجع سابق، ص. 9-10.
- 8 الكراوي إدريس، «إشكالية التماسك الاجتماعي في العالم العربي: تجارب مقارنة»، مرجع سابق، ص. 11.
- 9 هلال علي الدين، «حال الأمة العربية 2015-2016: العرب وعام جديد من المخاطر»، مجلة المستقبل العربي، السنة 39، العدد 447، ماي 2016، ص. 21-22.
- 10 هلال علي الدين، «حال الأمة العربية، 2015-2016: العرب وعام جديد من المخاطر»، المرجع السابق، ص. 25.
- 11 وهو ما صرحته به الخبرة الاقتصادية الأولى في مكتب منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا بالبنك الدولي «إيلينا يانتشوفيتشينا» في تقريرها لسنة 2015.
- 12 غربال عبد الفتاح، «المتغيرات الإقليمية والدولية وانعكاساتها على التنمية في الوطن العربي»، مجلة بحوث اقتصادية عربية، الجمعية العربية للبحوث الاقتصادية، السنة 23، العددان 74-75، ربيع-صيف 2016، ص. 210.
- 13 مزيان محمد، «المغرب والجزائر: الجوار الصعب»، سياسات عربية، العدد 13، يناير 2015، ص. 54.
- 14 Belguendouz Adelkarim, *Enjeux migratoires, Maghreb-Europe-Afriques Subsaharenne, un regard du Sud*, Imprimerie Beni Znassen, 1<sup>ère</sup> édition, 2006, p. 297.
- 15 تجدر الإشارة إلى أن المغرب سبق أن اتهم الجزائر بتعمد إبعاد المهاجرين غير النظاميين إلى حدوده. وفي هذا الشأن، بتاريخ 2014/01/30 قام الحرس الحدودي الجزائري بطرد مجموعة من اللاجئين السوريين من بينهم أطفال وقاصرين ونساء، كانوا قد دخلوا الجزائر عبر رحلات جوية، وتم إبعادهم إلى الحدود المغربية، تطورت القضية إلى أزمة إنسانية، عندما علقوا لشهور بين الحدود الجزائرية-المغربية، نواحي مدينة فكيك جنوب شرق المغرب، قبل أن يقرر المغرب استقبالهم على أراضيهم بناء على توجيهات صدرت عن العاهل المغربي الملك محمد السادس. فاللاجئون السوريون الذين كانوا عالقين أو شبه محتجزين على الحدود المغربية الجزائرية شكّلوا ورقة تصفية حسابات بين الرباط والجزائر، طردتهم السلطات الجزائرية إلى التراب المغربي، في حين لم يسمح لهم المغرب بدخول أراضيهم إلا بعد تفاقم أوضاعهم المعيشية، واستنكار المنتظم الدولي لهذه الأزمة الإنسانية، حيث ظل كل من المغرب وجارته الشرقية يتقاذفان المسؤولية بشأنهم.
- 16 عباس أشواق، أزمة بناء الدولة العربية المعاصرة: مقارنة نقدية لمفهوم الإصلاح وإشكالية التكامل العقلاني، مركز دراسات الوحدة العربية، الطبعة الأولى، بيروت، 2016، ص. 48.
- 17 إبراهيم أحمد نصر الدين، دراسات في العلاقات الدولية الإفريقية: الحروب الأهلية في أفريقيا، نماذج إفريقية، مكتبة مدبولي، الطبعة الأولى، القاهرة، 2011، ص. 277.
- 18 إسماعيل أحمد، «قراءة في ظاهرة الهجرة غير الشرعية من إفريقيا إلى الغرب»، مجلة قراءات، العدد الحادي عشر، محرم-ربيع الأول 1433هـ/يناير-مارس 2012، ص. 71.
- 19 إسماعيل أحمد، «قراءة في ظاهرة الهجرة غير الشرعية من إفريقيا إلى الغرب»، المرجع السابق، ص. 72.

الجروح الاقتصادية للدول الفقيرة من خلال إثقالها بالديون والشروط السياسية المحففة، مما نتج عنه تباين صارخ بين شمال غني وجنوب يصرار من أجل البقاء<sup>81</sup>.

وصفوة القول، أنه رغم المجهودات الإيجابية المبذولة من طرف المغرب بغية تنزيل حقوق المهاجرين واللاجئين الوافدين وإدماجهم داخل المجتمع من خلال الإستراتيجية الوطنية للهجرة واللجوء، وعلى الرغم من التعاون الإقليمي والدولي في هذا المجال، فإن ذلك يبقى ضعيفاً أمام التحديات الخارجية الإقليمية والدولية، مما يستوجب تقوية الشراكات والتعاون والتضامن الدولي من أجل إنجاح هذه الإستراتيجية النموذجية على مستوى القارة الإفريقية، وحتى يتسنى للمغرب الوفاء بالتزاماته الدولية تجاه المهاجرين واللاجئين.

## الهوامش

- 1 السياسة المغربية الجديدة للهجرة واللجوء المعلن عنها بتاريخ 18 دجنبر 2014، هي تلك الاستراتيجية الوطنية للهجرة واللجوء (SNIA) القائمة على مقاربة إنسانية، مسؤولة وحقوقية وواقعية، التي صادق عليها المجلس الحكومي بتاريخ 18 دجنبر 2014، تهدف الى تحقيق اندماج أفضل للمهاجرين الوافدين، وتدبير أفضل لتدفقات الهجرة في إطار سياسة منسجمة، شاملة، إنسانية، ومسؤولة. وقد تمت بلورة هذه الاستراتيجية بالاعتماد على ستة مبادئ توجيهية، وهي: المقاربة الإنسانية، احترام حقوق الإنسان، الانسجام مع القانون الدولي، التعاون متعدد الأطراف، المسؤولية المشتركة. ويتمحور تفعيل هذه الاستراتيجية على سبعة برامج قطاعية، وهي: التعليم والثقافة والشباب والترفيه، والصحة، والسكن، والمساعدة الاجتماعية والإنسانية، والتكوين المهني، والتشغيل. وعلى أربعة برامج ذات بعد أفقي: تدبير تدفقات المهاجرين ومحاربة الاتجار في البشر، التعاون والشراكة الدولية، الإطار القانوني والاتفاقيات، والحكامة والتواصل وهي ترمي الى تحقيق أربعة أهداف، وهي: تدبير تدفقات الهجرة في إطار احترام حقوق الإنسان، إقامة إطار مؤسساتي ملائم، تسهيل اندماج المهاجرين النظاميين، تأهيل الإطار التنظيمي.
- 2 التنير، سمير، الفقر والفساد في العالم العربي، دار الساقي، الطبعة الأولى، 2009، بيروت، لبنان، ص. 45.
- 3 التقرير العربي حول الفقر المتعدد الأبعاد، اللجنة الاقتصادية والاجتماعية لغربي آسيا (الإسكوا)، الأمم المتحدة، 2017، بيروت، لبنان، ص. 9.
- 4 يعرف المجلس الأوروبي التماسك الاجتماعي بكونه: «قدرة مجتمع ما على ضمان رفاه كل أعضائه، وتدبير الاختلافات والانقسامات، عبر الحد من التفاوتات وتفادي التهميش، والسعي إلى توفير الوسائل الكفيلة بتأمين الحماية الاجتماعية لمجموع أعضائه، وهو مسلسل دينامي وشرط لازم لتحقيق العدالة الاجتماعية والأمن الديمقراطي والتنمية المستدامة». كريستيان رولي، التماسك الاجتماعي في أوروبا، أشغال الملتقى الرابع لجهة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا للمجلس العالمي للعمل الاجتماعي حول موضوع: «إشكالية التماسك الاجتماعي في العالم العربي: تجارب مقارنة»، منشورات جمعية الدراسات والأبحاث من أجل التنمية، مطبعة البيضاوي، الطبعة الأولى، 2015، ص. 83.

3. إقصاء وتغييب البعد الإنساني في النشاط التجاري والتنموي وتكريس مبدأ الغاية تبرر الوسيلة، مع جعل الربح هو الغاية الوحيدة والقيمة الأسمى<sup>76</sup>.

إن انقسام العالم إلى شمال/جنوب هو أمر واقع يعزز تفاقم التفاوتات الاقتصادية والاجتماعية واللامساواة والتفاوتات في حيازة الثروات وإنتاجها<sup>77</sup>.

غير أنه وإذا كانت الهجرة الخارجية وحركات الأشخاص عبر الحدود تعتبر من أهم مؤشرات انخراط الظاهرة ضمن حركة العولمة التي يشهدها العالم، على اعتبار أن الاقتصاد العالمي والعلاقات الدولية تتجه بشكل متزايد نحو تجاوز الحدود بين الدول وربط الفضاءات والمجالات الوطنية فيما بينها<sup>78</sup>، فإنه تثار في هذا الإطار مسألة الكيل بمكيالين، خصوصا فيما يتعلق بالتمييز بين تنقل البضائع والسلع ورؤوس الأموال والمعلومات وبين تنقل الأشخاص.

فالدول الداعية إلى العولمة وفتح الحدود وحرية تنقل الأموال والسلع، هي نفسها التي تدعو إلى محاربة الهجرة بدعوى السيادة الوطنية.

وبالتالي هناك تناقض منطقي وقانوني واضح في الموقف الغربي، الذي يנהج سياسة الكيل بمكيالين، حيث يتم الاعتماد على السيادة في محاربة الهجرة، وفي نفس الوقت يدعو دول العالم الثالث إلى التخلي عن السيادة في التجارة، مع العلم أن السيادة، هي واحدة من الناحية القانونية<sup>79</sup>.

لذلك، ومع تصاعد إشكالية الفقر وما يترتب عنها من هجرة تهضم فيها جميع الحقوق والقيم الإنسانية، أصبح ضروريا اليوم العمل على أنسنة الليبرالية الرأسمالية التي أصبحت تسير مسارا لا إنسانيا<sup>80</sup>.

وإذا كانت المؤسسات الدولية على اختلاف تخصصاتها وأهدافها وجدت بقصد التعاون الدولي وتحقيق الأمن والسلم والرخاء الدولي، فقد أصبحت في واقع الأمر مجرد أدوات تخدم مصالح الأقوياء بفعل تغييب البعد الديمقراطي فيها.

فالمؤسسات الاقتصادية التي تأسست باسم التنسيق الاقتصادي بين الدول ومساعدتها في تجاوز مشاكلها وأزماتها الاقتصادية والمالية الطارئة، أصبحت آلية للاستغلال الفاحش وتعميق

تفرض نفسها على الكون، فإنه من السذاجة الاعتقاد في إمكانياتها السحرية لحل المشاكل التي يتخبط فيها العالم سواء تعلق الأمر بالأفراد والجماعات والدول والشعوب، وفي قلبها مشكل التنمية بشكل واسع. فالتطور المذهل الناجم عن حركية العولمة، يواجهه توسيع فاحش للفوارق الاجتماعية، وتركيز غير مشهود للثروة على الصعيدين الدولي والمحلي<sup>69</sup>.

كما أن النظرية الليبرالية المحدثة، أكدت مبدأ حرية التجارة الخارجية، وجعلت من السوق السلطان الذي بيده قرار الحكم على سلوك الحكومات، وهذا التحرير الاقتصادي يتميز بالانسحاب التدريجي للدولة لفائدة قوى السوق حتى من القطاعات الأكثر حساسية (كالشغل، الصحة، التعليم،...)، ومن ثم، تخلي الدولة المستسلمة للسوق على الرعاية الاجتماعية، وستصبح لا قدرة لها على تحقيق توزيع أكثر عدالة للخيرات حتى وإن طالبتها بذلك الأكثرية الساحقة من المواطنين<sup>70</sup>. فالنظام الرأسمالي لم يتمكن من القضاء على الفقر والمساعدة على التنمية، وهو الآن يدفع كوكب الأرض ليصبح غير قابل للعيش حتى في ظل السلم<sup>71</sup>، بل سيعمم الفقر كنتيجة حتمية لتعميق التفاوت<sup>72</sup> بين الدول وداخل الدولة الواحدة.

وبالتالي، فالعولمة فتحت باب الأزمات المالية على مصراعيه أو على الأصح أتاحت إمكانية تفشي الأزمة<sup>73</sup>.

ومن هذا المنطلق، فالصيغة الجديدة للاقتصاد، الذي يدعي رفاهية بين البشر في العالم، لن تستطيع إشراك الفئات الموجودة في أدنى السلم الاجتماعي لقطف نمو الرفاهية، وبالتالي ستسبب التجارة العالمية الحرة في تفاقم اللاعدالة وتعميق التوترات وحالات عدم الاستقرار في المجتمع الدولي<sup>74</sup>، كما سيزداد عدد العاطلين والفقراء في العديد من الدول<sup>75</sup>.

وحسب الأستاذ محمد عابد الجابري، فللعولمة سلبيات لخصها في حدوث نتائج سلبية رئيسية، وهي:

1. اتساع الهوة بين الفقراء والأغنياء اتساعا متزايدا، سيجعل الحياة المعاصرة في كل بلد مطبوعة بالازدواجية والانشطار اقتصاديا واجتماعيا، وثقافيا.
2. اتساع الهوة بين أطفال الأغنياء وأطفال الفقراء، وظهور جيل منقسم إلى قسمين، لكل منهما عالمه الخاص، مما سيجعل التواصل داخل الجيل الواحد أصعب من التواصل بين الأجيال المتعاقبة.

كما نصت اتفاقية الشراكة الأورو-مغربية في المادة 52 على أن من بين أهدافها مساعدة المغرب على تقريب تشريعاته مع الاتحاد الأوروبي في جميع المجالات التي تشمل هذه الاتفاقية<sup>63</sup>.

فدول الاتحاد الأوروبي تحاول توظيف الاتفاقيات المالية مع دول الضفة الجنوبية للبحر الأبيض المتوسط، لإعطاء مساحة أكبر لقضية الهجرة واللجوء لتشكّل ورقة ضغط للتفاوض السياسي<sup>64</sup>.

إن التباين في الأهداف بين الشمال والجنوب هو من بين أهم أسباب التعثر في الوصول الى نتائج إيجابية وفعالة<sup>65</sup>.

إضافة إلى ما سبق من تحديات، أشير كذلك إلى تداعيات الأزمة المالية والاقتصادية العالمية التي ألقت بظلالها وأثرت بشكل كبير على مجموعة من اقتصاديات دول الاتحاد الأوروبي، وهو ما أثر بالتبعية على تنفيذ اتفاقيات التعاون والشراكة الأورو-مغربية.

على صعيد آخر، تطرح مفارقة سياسة الكيل بمكيالين، حيث أن طريقة التعامل الأوروبي مع المهاجرين واللاجئين وطالبي اللجوء على أراضي دول الاتحاد الأوروبي، ليست هي نفسها التي يتعامل بها خارج فضاء الاتحاد، والتي لا تتوافق مع القيم التي ينادي بها بصفة عامة سواء في الداخل أو الخارج<sup>66</sup>.

## الفقرة الثانية: العولمة كتحدٍ غير مباشر لتنزيل الإستراتيجية المغربية للهجرة واللجوء

لا جدال في كون العولمة الاقتصادية والثقافية وتقلص العلاقة الزمكانية، هي من السمات الرئيسية للتغيرات في العالم المعاصر، ساهمت في تحريك السكان بشكل لم يسبق له مثيل.

فعولمة أنماط الحياة ووسائل النقل وتداول المعلومات والتغيرات البيئية تضافرت بصورة متزايدة مع الاضطرابات الجيوسياسية والتفاوتات في الثروة المستمر<sup>67</sup> ساهمت في عولمة الهجرة.

وفي هذا الاتجاه، يشكل تحدي العولمة والليبرالية المحدثة من التحديات التي تواجه الدول لأجل تحقيق أهداف الألفية الثالثة<sup>68</sup>، والواقع أنه إذا كانت العولمة أصبحت تشكل صيرورة تاريخية

وإذا كان هذا الاتفاق الأورو-مغربي الجديد للتبادل الحر الفلاحي يرمي إلى تسهيل ولوج المنتجات الفلاحية المغربية إلى الأسواق الأوروبية للاتحاد، فإن واقع الحال ليس كذلك، على اعتبار أن السياسة الفلاحية المشتركة<sup>58</sup> تعطي الأولوية في هذا المجال لدول الإتحاد الأوروبي<sup>59</sup>، وهو ما له بالغ الأثر على المنتجات الفلاحية المغربية غير المؤهلة أصلاً لمواجهة تحديات منطقة التبادل الحر الأورو-مغربية، خصوصاً وأن القطاع الفلاحي يشكل قطاعاً حيويًا مهماً بالنسبة للاقتصاد وسوق الشغل المغربي حيث يشغل أكثر من 40% من اليد العاملة. بالإضافة إلى ارتباطه وتأثيراته الإيجابية على جميع الأنشطة الاقتصادية الوطنية الأخرى.

هذا، بالإضافة إلى القيود التقنية المفروضة على المنتجات الفلاحية المغربية، التي تتمثل في تطبيق نظام أثمان الدخول من طرف الشريك الأوروبي على بعض المنتجات الفلاحية<sup>60</sup> المغربية ذات الحساسية بالنسبة لسوق الإتحاد الأوروبي، حيث تبقى خاضعة للحد الأقصى للتعريف الجمركية، وكذا التقليل وتحديد الحصص وفترات الدخول للسوق الأوروبية، وهو ما يضعف من حظوظ استفادة المقاولات الفلاحية المغربية من تصدير منتجاتها لأسواق الإتحاد الأوروبي.

أيضاً، فالإتحاد الأوروبي يقيم علاقات تبادل حر مع فضاءات وتكتلات اقتصادية كبرى (كأمريكا الشمالية، والدول والتكتلات الآسيوية...)، الأمر الذي أدى إلى تطبيع التبادل الحر وأزال بالتالي كل خصوصية نوعية لمنطقة التبادل الحر الأورو-مغربية.

من جهة أخرى، يعتبر تحدي المشروطية من أبرز التحديات المطروحة منذ التوقيع على اتفاق الشراكة الأورو-مغربية سنة 1996، وحتى التوقيع على مخطط عمل المغرب في إطار السياسة الأوروبية للجوار.

فالإتحاد الأوروبي يلجأ إلى نوع من المقايضة من خلال معادلة الإصلاحات بالمساعدات، وكل ما تقدم المغرب على سبيل المثال في مسار التحديث، إلا واستحق مزيداً من المنح والإعانات من الإتحاد، لاسيما في إطار تطبيق برنامج «أكثر الأكثر» الذي دخل حيز التنفيذ مع بداية سنة 2014<sup>61</sup>.

فقد نصت اتفاقية الشراكة الأورو-مغربية في المادة الثانية منها على أن: «احترام مبادئ الديمقراطية والحقوق الأساسية للإنسان كما هي متعارف عليها في الإعلان العالمي لحقوق الإنسان... تعتبر عنصراً أساسياً في هذا الاتفاق»<sup>62</sup>.

وتهدف دول الاتحاد الأوروبي من خططها هذه، إعادة هؤلاء إلى دولهم الأصلية أو منحهم الحماية والاستقرار في دولة ثالثة آمنة خارج أوروبا<sup>50</sup>، مقابل توفير المساعدات والموارد المالية والمعدات اللوجستية والتقنية.

وفي الحقيقة، تحاول دول الإتحاد الأوروبي جاهدة تصدير أزمة المهاجرين واللاجئين إلى الدول الواقعة عند سواحل جنوب المتوسط، وبالتالي تهدف إلى إبعاد المشكلات التي تعاني منها فيما يخص تدفقات اللاجئين والمهاجرين غير الشرعيين إلى دول شمال افريقيا ومن بينها المغرب<sup>51</sup>، فيما يطلق عليه في الأدبيات «مسار الإزاحة العكسية»<sup>52</sup>.

كذلك، تطرح بقوة مسألة أمننة<sup>53</sup> الخطاب الأوروبي في التعاطي مع قضية الهجرة لاسيما في بعدها غير النظامي خصوصا بعد أحداث 11 شتنبر 2001، حيث تم ربطها بالجريمة المنظمة العابرة للحدود والإرهاب الدولي، وهو ما يتمظهر على مستوى الخطاب السياسي مع صعود اليمين المتطرف في الدول الأوروبية، أو من خلال المؤسسات الأمنية المكلفة بتشديد الرقابة على الهجرة والحدود الأوروبية<sup>54</sup> وفي الخطاب الإعلامي<sup>55</sup> الذي يعتبر الهجرة لاسيما غير القانونية كتهديد للوجود والهوية الأوروبية، وكذا للاقتصاد الاوربي بعد الأزمة المالية العالمية، وبالتالي سيطرة وطفغان الهاجس الأمني على السياسة الأوروبية في التعاطي مع قضية الهجرة.

وبالتالي، تتباين الرؤى والتطلعات والرهانات بين طرفي الشراكة، حيث أن المغرب يطمح إلى الاستفادة اقتصاديا وماليا وتجاريا، في حين أن الاتحاد الأوروبي لا يراهن إلا على الجانب الأمني، كهاجس ورهان أساسي.

وحتى على المستوى الاقتصادي فالشراكة الأورو-مغربية غير متكافئة، حيث أن البنى الاقتصادية بين الطرفين متباينة للغاية، أي بين اقتصادات متقدمة ومتطورة ومندمجة ومتكاملة فيما بينها عموديا وأفقيا، وبين اقتصاد لا تزال دورته الاقتصادية مرتكزة على الإنتاج التقليدي المتقادم وعلى التوزيع البدائي لسوق العمل، ولا تزال بناء التحتية المادية والبشرية غير متساوية بالمرّة مع بنى وأسواق الإتحاد الأوروبي<sup>56</sup>.

في نفس السياق، فإن الاتفاق الجديد الموقع بين المغرب والإتحاد الأوروبي بتاريخ 16 فبراير 2016 لأجل تحرير المنتوجات الفلاحية ومنتوجات الصناعة الغذائية والمنتوجات البحرية والسلمكية للطرفين، يطرح تحديات عديدة بالنسبة للاقتصاد المغربي<sup>57</sup>.

## الفقرة الأولى: الإكراهات المطروحة من الجانب الأوروبي لتفعيل المغرب للسياسة الجديدة للهجرة

إذا كان المغرب يراهن في علاقاته المتميزة بالجانب الأوروبي من خلال وضعه المتقدم في إطار السياسة الأوروبية للجوار، الحصول على مساعدات مالية ومادية قد تساعده في تحقيق التنمية، وكذا الاستفادة من الامتيازات الاقتصادية، من قبيل الاستثمارات المباشرة والدعم المالي والتعاون الخبراتي، والاندماج التدريجي والكامل في السوق الداخلي للاتحاد الأوروبي، فإننا بالمقابل نجد الرهان يختلف لدى الجانب الأوروبي الذي يحركه الهاجس الأمني في شراكاته مع دول جنوب المتوسط عموما والمغرب بصفة خاصة، حيث يعتبر هذه الدول مصدر مشاكله، التي تتمثل في مجموعة من التحديات الأمنية كالهجرة غير القانونية، التهريب الدولي للمخدرات، الإسلام السياسي والتطرف، والإرهاب، إلخ.

وفي هذا الإطار، يمكن فهم اتفاقات الشراكة بين الاتحاد الأوروبي ودول الشرق الأوسط وشمال إفريقيا التي عرفت بعملية برشلونة سنة 1995، حيث ركزت معظم المشروعات المشتركة على منع المهاجرين غير النظاميين من التسلل إلى أوروبا. كما سعت هذه الجهود إلى تدعيم الاتفاقيات الأمنية المشتركة الثنائية أو الجماعية بين الدول الواقعة على ضفتي المتوسط، التي تتيح الدعم المادي واللوجستيكي لحكومات شمال إفريقيا، وكذلك اتخاذ إجراءات أمنية جديدة لتشديد الرقابة على الحدود والرفع من قدرات الحراسة وتعقب المهربين والمهاجرين أنفسهم. كما يمكن كذلك فهم خطط العمل التي تم طرحها في إطار سياسة الجوار الأوروبي الجديدة تجاه دول جنوب أوروبا وشرقها. فعلى الرغم من وجود جوانب اقتصادية واجتماعية وسياسية في خطط العمل هذه، فقد كان الهدف الرئيسي لها هو خلق بيئة مناسبة اقتصاديا واجتماعيا في تلك الدول بما يقلل الهجرة إلى أوروبا، وفي الوقت نفسه الحصول على التزامات جادة من حكومات هذه الدول بمنع تدفق المهاجرين غير النظاميين إلى أوروبا<sup>49</sup>.

وفي هذا السياق، تطرح دول الاتحاد الأوروبي سواء بشكل فردي أو جماعي، اقتراحات على شاكلة بناء شراكات وثيقة مع دول شمال إفريقيا، بهدف معالجة أزمة الهجرة عبر المتوسط، حيث اقترح بعض المسؤولين الأوروبيين خطة لاعتراض المهاجرين المتدفقين عبر حدود ليبيا الجنوبية في البحر ونقلهم مباشرة إلى بعض دول الجوار التي ستقام لديها مراكز الإيواء أو الاحتجاز، ومن ثم، يستطيع اللاجئون التقدم بطلبات اللجوء.



وتجدر الإشارة في هذا الشأن، إلى اختفاء 500 مليون هكتار من الأراضي الزراعية بسبب التصحر وبسبب آثار تغيير المناخ، مما كان له تداعيات على الأمن الغذائي للسكان، حيث هاجر 48 مليون نسمة من القارة السمراء نحو أوروبا خلال العقد الماضي<sup>46</sup>.

وفي هذا الصدد، تعتبر القارة الإفريقية الضحية الأولى لظاهرة الاحتباس الحراري، كما تؤثر ظاهرة التغيرات المناخية سلبا على حياة 86 في المائة من الأفارقة<sup>47</sup>.

وكتيجة لذلك، يضطر مواطنو دول إفريقيا جنوب الصحراء المتضررين جراء هذه المشكلات البيئية للهجرة والنزوح الجماعي الى شمال إفريقيا ومنها إلى المغرب، في ظل غياب إطار قانوني واضح يحكم وضع المهاجرين البيئيين، سواء على المستوى المحلي والإقليمي أو الدولي.

انطلاقا مما سبق، فإن توقعات عدد المرشحين للهجرة من إفريقيا إلى أوروبا في غضون السنوات المقبلة وإلى حدود سنة 2023، يقدر بما يزيد عن 60 مليون مهاجر<sup>48</sup>.

وهكذا، تعاني القارة الإفريقية مجموعة من التحديات الناجمة عن التغيرات المناخية، لها انعكاسات خطيرة على الأرض والإنسان الإفريقيين.

## **المطلب الثاني: تحديات الفضاء الأوروبي لتنزيل الإستراتيجية المغربية للهجرة واللجوء**

من منطلق علاقات التعاون والشراكة الإستراتيجية للمغرب مع دول الإتحاد الأوروبي، وعلى اعتبار أن مسألة الهجرة هي إحدى المحددات الأساسية في هذه الشراكة، كأكثر الملفات تأثيرا وتأثرا، فإن مجموعة من التحديات المطروحة من الجانب الأوروبي تؤثر سلبا في تنزيل السياسة المغربية الجديدة للهجرة واللجوء، بالنظر للارتباط الوثيق ملف الهجرة بملفات أخرى للتعاون البيئي (الفقرة الأولى)، هذا إلى جانب بعض التحديات غير المباشرة المتمثلة في انعكاسات العولمة المؤثرة سلبا في هذا التنزيل (الفقرة الثانية).

وفي هذا الإطار، فالتنقل البشري عبر الحدود قد يساهم في سرعة انتشار الأوبئة، واحتمال انتقال الأمراض المعدية الناشئة والفيروسات المستجدة، خصوصا في حالة الهجرات غير القانونية الفالطة من رقابة السلطات الأمنية والإدارية والصحية لدول الاستقبال.

وإذا كان من بين أهداف الاتحاد الإفريقي كمنظمة قارية هو تحقيق الأمن الإنساني للمواطن الإفريقي، فإن هذا الأخير لازال يعاني تحديات خطيرة سواء على مستوى تحقيق السلم والأمن أو على مستوى خدمة التنمية الاقتصادية والاجتماعية.

### ثالثا: الأسباب البيئية

أصبحت الهجرة لأسباب بيئية من أهم ظواهر القرن الحادي والعشرين تطرح العديد من التهديدات الأمنية على المستوى الدولي عموما وعلى المستوى الإفريقي بصفة خاصة، وترتبط هذه الظاهرة بالعديد من العوامل أهمها التغيرات المناخية والتدهور الإيكولوجي، اللذان يدفعان إلى نزوح السكان من إقليم إلى آخر، أو هجرتهم خارج حدود دولهم بحثا عن الاحتياجات الأساسية التي تضمن بقاءهم أو هربا من تهديدات الكوارث الطبيعية.

وحسب بيان الفريق العالمي المعني بالهجرة<sup>38</sup> بشأن أثر التغير المناخي على الهجرة لـ 15 نونبر 2011، تعد البيئة إحدى العوامل الرئيسية في ديناميكيات الهجرة، سواء كان ذلك بسبب التأثير المباشر للتدهور البيئي أو الكوارث البيئية على التنقل البشري أو لتأثيرها على الأوضاع الاجتماعية والاقتصادية<sup>39</sup>.

وتتنفسى هذه الظاهرة بكثرة في القارة الإفريقية لاجتماع مجموعة من العوامل التي ساعدت على ظهورها وانتشارها<sup>40</sup>.

وفي تقرير لمؤسسة: «السلام الأخضر Green Peace»، فإن حوالي 150 إلى 200 مليون شخص سيكونون لاجئين<sup>41</sup> بسبب التغير المناخي خلال الثلاثين (30) سنة القادمة<sup>42</sup>.

ومن بين هذه المشاكل البيئية الأكثر إلحاحا التي تهدد بقاء واستقرار الإنسان الإفريقي، تطرح مشكلة المياه<sup>43</sup> بسبب قلة التساقطات والجفاف<sup>44</sup> الطويل الأمد، ومشكل التصحر وتدهور مساحات الأراضي الزراعية<sup>45</sup> وانخفاض خصوبة التربة وارتفاع درجات الحرارة.

كما أن أكثر من 11 مليون شاب إفريقي يلج سوق الشغل سنويا، في حين لا تتعدى فرص العمل المتاحة 3 ملايين فرصة عمل. كما أن ما يفوق 70 بالمائة من الشباب الأفارقة يعيشون بأقل من دولارين في اليوم.

فكيف يمكن وضع حد لظاهرة البطالة التي تضرب بقوة شباب القارة، إذ أن 60 بالمائة من المعطلين فيها هم من فئة الشباب؟<sup>29</sup>.

هذا، في الوقت الذي تشهد فيه القارة الإفريقية ارتفاعا في نسبة النمو الديمغرافي وتزايدا سكاني<sup>30</sup>، حيث يبلغ عدد سكانها 1,2 مليار نسمة، الراجع إلى ارتفاع معدل الولادات الذي بدوره يرجع إلى ارتفاع معدل الخصوبة في القارة<sup>31</sup>، حيث بلغ 4,7 طفل لكل امرأة سنة 2010، مقابل 2,5 طفل للمتوسط العالمي، وهذا المعدل الذي سجلته القارة يعد الأعلى عالميا<sup>32</sup>. ولا يحصر ما يستلزمه هذا الارتفاع في النمو الديمغرافي من إمكانيات وما يفرضه من تحديات اقتصادية واجتماعية.

لذلك، تبرز الضرورة الملحة لتوجيه هذا الرصيد الديمغرافي نحو إقلاع القارة. وهو ما سيتيح لإفريقيا فرصة غير منتظرة للاستفادة من يد عاملة شابة ومتعلمة ووافرة لتطعيم نموها الاقتصادي.

بالمقابل، تواجه القارة الإفريقية مشكلة حادة في الأمن الغذائي<sup>33</sup>، إذ أن من بين 36 دولة من دول العالم التي تواجه هذا التحدي، توجد 26 دولة إفريقية، مما يؤكد أن مشكلة الغذاء من المشكلات التي لها تداعيات خطيرة في القارة، حيث يواجه حوالي 300 مليون إفريقي يمثلون ثلث سكان القارة نقصا غذائيا حادا<sup>34</sup>. هذا، وأن الأسر الفقيرة تنفق أكثر من 50% من ميزانياتها على الغذاء في ظل ارتفاع أسعاره<sup>35</sup>.

أيضا، تعاني القارة الإفريقية من انتشار الكثير من الأمراض والأوبئة الخطيرة والتي تسبب أزمات صحية متزايدة الخطورة، كالمالريا التي تعتبر القاتل الأول للأطفال والمؤدي إلى وفاة واحدة من بين كل خمس وفيات في صفوفهم<sup>36</sup>، إلى جانب انتشار الأمراض الأخرى على الصحة العامة الإفريقية كالبهارسيا وأمراض ذبابة تسي-تسي والإيدز، إلخ<sup>37</sup>، وتلك الأمراض المرتبطة بسوء التغذية خصوصا في صفوف الأطفال.

أيضا، لازال الركود الاقتصادي وتدني وانخفاض مستويات المعيشة سائدا في أغلب دول القارة الإفريقية، حيث أخفقت معه كل المحاولات المبذولة من طرف دول القارة أو المؤسسات المالية الدولية للرفع من معدلات النمو الاقتصادي وإنجاح مشاريع التنمية وتحسين مستوى معيشة أبناء القارة<sup>21</sup>.

لقد بذلت العديد من المحاولات خلال العقود الماضية لاختزال الفقر<sup>22</sup> في إفريقيا، إلا أنها أخفقت جميعها في تحقيق أهدافها. وبالأحرى، فقد استمرت هوة الفقر<sup>23</sup> التي تفصل بين القارة الإفريقية وباقي دول العالم في الاتساع<sup>24</sup>.

كما يعتبر الدخل المنخفض السائد في أرجاء القارة السمة السائدة لاقتصاديات الدول الإفريقية، مؤثرا في الكثير من مظاهر التنمية. ففي تصنيف البنك الدولي لدول العالم لسنة 2010، صنفت 30 دولة من دول القارة ضمن الدول المنخفضة الدخل<sup>25</sup>.

كذلك، اعتماد اقتصاد معظم الدول الإفريقية على تصدير السلع الأساسية، وهو ما يجعلها عرضة للتقلبات الاقتصادية العالمية خصوصا في قيمة الدولار وفي أسعار الصرف وأسعار الذهب والبتترول<sup>26</sup>.

من جهة أخرى، تعتبر الديون المثقلة بها معظم الدول الإفريقية وعجزها عن سداد فوائد الدين وسياسة الخصخصة وتنفيذ برامج التقويم الهيكلي، أحد أهم الأسباب التي عمقت من مشكلة الفقر<sup>27</sup>.

ويتمظهر الفقر على المستوى الاجتماعي في انعدام الرعاية الاجتماعية وعدم الاستفادة من الخدمات الأساسية وتفاقم نسب البطالة داخل المجتمعات الإفريقية، لاسيما في صفوف الشباب والقادرين على العمل.

ذلك، وكما ورد في إحدى الخطب الملكية: «أن ما يقارب 600 مليون إفريقي وإفريقية هم من الشباب. كما يرتقب وصول عدد الذين تتراوح أعمارهم ما بين 15 و24 سنة، إلى 400 مليون شخص في أفق 2050»<sup>28</sup>.

وفي هذا الإطار، تضم إفريقيا أكثر من 18 دولة تعاني نزاعات داخلية، وبحسب تقرير صادر عن منظمة أمريكية غير حكومية (أنترنشينال ريسكو كوميتي)، فإن 8,3 ملايين شخص قضوا خلال السنوات الست الأخيرة، موضحاً أن 98 % من الوفيات التي حصلت أخيراً كان سببها أمراض أو سوء تغذية ناتجة عن الحرب<sup>19</sup>.

كما تعاني القارة الإفريقية من ظاهرة الإرهاب وانتشاره بالعديد من دولها (بوكو حرام نموذجاً) وتصاعده.

وبالتالي، فأوضاع عدم الاستقرار الناجمة عن هذه الصراعات والنزاعات السياسية يعيق تنفيذ السياسات الاقتصادية والاجتماعية طويلة الأمد، فتصبح في حالة تدهور وعجز اقتصادي مستمر وتضييع جهود سنوات من التنمية الاقتصادية والبشرية في العديد من دول إفريقيا.

كما تهدر ميزانيات في التسلح والإنفاق العسكري على حساب التنمية وعلى حساب أولويات هذه الدول في مجال الصحة والتعليم والأمن الغذائي<sup>20</sup>.

هذا، بالإضافة إلى تداعيات إشكالية حرمان المواطنين من المشاركة السياسية في صنع القرار، وأزمة التداول على السلطة والانقلابات الانتخابية والعسكرية وغياب حقوق الإنسان.

## ثانياً: الأسباب السوسيو-اقتصادية

على الرغم من أن القارة الإفريقية تمتلك العديد من المقومات التي تسمح لها بالخروج من دائرة الفقر، حيث تعد من أكثر قارات العالم ثراءً، بالنظر إلى ما تتمتع به من إمكانيات بشرية، وثروات معدنية وموارد طبيعية تمكنها من اللحاق بركب التنمية، فإنها تشهد في الوقت ذاته العديد من عوائق التنمية المسببة للفقر، التي تحول دون الرفع من مستوى معيشة مواطنيها.

فعدم قدرة القارة الإفريقية على تحقيق تقدم ملموس على صعيد التنمية، رغم الإمكانيات الكبيرة التي تتوفر عليها، حيث تؤكد المؤشرات الدولية أن العديد من بلدان القارة السمراء مازالت تعاني نقصاً حاداً في مختلف المجالات، مثل الرعاية الصحية، والتعليم والشغل، فضلاً عن كونها مازالت تعاني من انتشار الأمية، والفقر، الخ.

التحولات الاقتصادية والاجتماعية والسياسية التي حدثت في مرحلة ما بعد الاستقلال من جهة أخرى. ناهيك عن عجزها عن صياغة وتنفيذ سياسة واقعية وعقلانية وفاعلة لتذليل أزماتها، أزمات ازدادت حدتها وتأثيرها المتنوع على خلفية الضعف الهيكلي للدولة ومؤسساتها، وتعدد مصادر الخلافات والصراعات العربية-العربية، وزيادة الضغوط والتدخل الأجنبي في الشؤون الداخلية للدول العربية<sup>16</sup>.

### الفقرة الثانية: تحديات الفضاء الإفريقي لتنزيل الإستراتيجية المغربية للهجرة واللجوء

من منطلق أن الهجرة الدولية أو العابرة للحدود هي محصلة مجموعة من الأسباب التي تحركها، فإن تدفقات الهجرة الإفريقية باتجاه المغرب، هي نتاج كذلك لمجموعة من العوامل المتضاربة التي شكلت قوة ضاغطة لإفرازها. وأقصد بالذكر هنا، تلك الأسباب الطارئة المتعلقة بالبيئة الأصلية للمهاجرين الأفارقة من دول جنوب الصحراء.

وفي هذا الشأن، تتعدد الأسباب الدافعة للهجرة واللجوء بالقارة الإفريقية باختلاف ظروف دولها المصدرة، ويبرز منها:

#### أولاً: الأسباب الأمنية-السياسية

تعد ظاهرة الحروب الأهلية من أخطر الظواهر التي شهدتها القارة الإفريقية منذ الاستقلال وحتى الوقت الراهن، بحكم ما أدت إليه هذه الحروب من قتل لمئات الآلاف من البشر وتشريد الملايين منهم كنازحين أو لاجئين، وتدمير البنية الأساسية الاجتماعية والاقتصادية، بل ووصل الأمر إلى حد انهيار دول، فضلاً عما أسفرت عنه هذه الحروب من تدخلات دولية بصورة مباشرة أو غير مباشرة، وكل هذا وغيره جعل القارة الإفريقية من أفقر قارات العالم وأكثرها اضطراباً<sup>17</sup>.

فالنزاعات والحروب والاضطرابات السياسية شكلت واحداً من أكبر العوامل التي تصنع هجرات الأفارقة، حيث قدر عدد ضحايا الهجرة القسرية في إفريقيا بـ 25 مليون شخص، منهم 10 ملايين لاجئ، و 15 مليون نازح (حيث ينتقل الإنسان من منطقة إلى أخرى داخل وطنه)<sup>18</sup>.

على صعيد آخر، يعرف الفضاء والجوار المغربي مجموعة من الاضطرابات الأمنية والسياسية، منذ انطلاق الربيع العربي بتونس مطلع سنة 2011، لاسيما مع استمرار الأزمة الليبية التي تشكل تهديدا خطيرا لأمن واستقرار المنطقة المغربية برمتها.

بالمقابل، لزال الاتحاد المغربي لم يتقدم بصفة ملموسة منذ نشأته سنة 1989، حيث دول المنطقة لازالت مستمرة في السعي الانفرادي إلى تحقيق شراكات استراتيجية ثنائية مع أطراف أجنبية للبحث عن دعم لسياستها الداخلية والخارجية.

لذلك، يشكل جمود المشروع المغربي لأسباب سياسية جيو-استراتيجية، إحدى التحديات المطروحة في هذا الباب، فضلا عن غياب أي سياسة مغاربية مشتركة في المجال الأمني، خصوصا في مواجهة الهجرة غير النظامية، أو في مجال التكامل الاقتصادي والتنموي لمواجهة تحديات العولة الجارفة في زمن التكتلات الاقتصادية والسياسية، وهو ما يفوت على المنطقة فرصا تنموية حقيقية في زمن أصبح فيه التكتل ضرورة ملحة<sup>13</sup>؛ وهو الأمر الذي يضعف أيضا القدرة التفاوضية لدول الاتحاد المغربي عموما والمغرب بصفة خاصة، في مواجهة الإتحاد الأوروبي بشأن مسألة الهجرة في إطار العلاقات البينية<sup>14</sup>.

وبالأحرى، فإن غياب التعاون والتنسيق بين الدول المغربية يكلف الكثير من المال والجهد مقابل نتائج هزيلة، في الوقت الذي تعيش فيه المنطقة تحديات أمنية عديدة، حيث أصبحت منطقة الساحل والصحراء مرتعا خصبا للجماعات الإرهابية (تنظيم القاعدة في بلاد المغرب الإسلامي، جماعة أنصار الدين، جماعة مختار بلمختار، جماعة بوكو حرام، إلخ).

بل الأكثر من ذلك، فعلاقات الصراع بين دول المغرب العربي تطفى على علاقات التعاون. وفي هذا الإطار، أصبحت قضية الهجرة ماثرا للخلافات في العلاقات المغربية الجزائرية، حيث سبق وأن اتهمت السلطات المغربية نظيرتها الجزائرية، جراء المحاولات المتكررة لهذه الأخيرة بإبعاد المهاجرين غير القانونيين المتواجدين فوق أراضيها، إلى التراب المغربي عبر الحدود البرية البينية<sup>15</sup>.

وعموما، فالأزمة البنيوية التي تعانها الدول العربية الحديثة، هي النتيجة الطبيعية لتفاقم المشكلات التي ورثتها عن مرحلة ما قبل الاستقلال من جهة، وتزايد المشكلات التي نجمت عن

ولاريب في أن تفاقم الأزمات التي يعرفها العالم العربي حاليا بقدر ما يؤثر في التماسك الاجتماعي، يهدد مصير شعوب المنطقة برمتها. وفي هذا الإطار، فقد برزت لدى العديد من بلدان المنطقة وتطورت حركات احتجاجية عفوية تارة ومنظمة تارة أخرى، تقودها أكثر فأكثر فئات مهمشة في المجتمع وهيئات مقصية من اللعبة المؤسسية والسلطة الاقتصادية<sup>7</sup>.

ومن النتائج المدمرة لهذا كله على الصعيد العربي، اضطراب أعداد غفيرة من السكان إلى الهجرة الجماعية، وتفكك الدول الأم، والتدمير الذاتي للقدرات التنموية للبلدان موضوع هذه الصراعات، وبالتالي استمرار معاناة مجتمعاتها من التأخر التاريخي والتكنولوجي<sup>8</sup>.

وما يبعث على القلق أيضا، استمرار السمات الرئيسية لحالة الاقتصاد العربي التي تبلورت في السنوات السابقة، ليشمل ذلك استمرار الطابع الريعي للاقتصاد وانخفاض معدل النمو، واستمرار تواضع معدلات التجارة العربية البينية، والانكشاف الاقتصادي على الخارج مع تزايد حجم التكلفة الاقتصادية للحروب، واستمرار تزايد الإنفاق العسكري. كل هذا في ظل انخفاض سعر النفط بما يشير إلى استمرار حالة الأزمة الاقتصادية والمخاطر السياسية والاجتماعية المرتبة عليها<sup>9</sup>.

فقد أثرت الأوضاع السياسية المضطربة في حالة الاقتصاد العربي، ولاسيما فيما يتعلق بفقدان الإنتاجية وتراجع مستويات الاستهلاك، وتكلفة جرائم القتل والإرهاب [...] إلى جانب تأثر الاستثمارات بالمناح السياسي العدائي وغير المستقر الناشئ عن النزاعات العسكرية والسياسية<sup>10</sup>.

فالوضع مازال يتفاقم في المنطقة، حيث إن كثيرا من العوامل التي ساهمت في تعاسة المواطنين قبل «الربيع العربي» مازالت قائمة، ورغم أن المظالم وحدها لا تؤدي إلى حروب أهلية، فإن الانتفاضات التي تحركها المظالم يمكن أن تنمو وتتطور إلى حروب أهلية في المجتمعات التي تشهد استقطابا على أسس عرقية أو طائفية<sup>11</sup>، وما يزيد من مخاطر الصراع ارتفاع معدلات البطالة في صفوف الشباب<sup>12</sup>.



أفراد المجتمع الذين يمكن تصنيفهم تحت خط الفقر، ناهيك عن تطور ظواهر توصف بالاستبداد وعدم الشفافية والفساد، وهي مؤشرات دالة في قياس الفقر بصوره المختلفة<sup>2</sup>.

فالمنطقة العربية تشهد اليوم مرحلة استثنائية تكتنفها تحديات جسام على كافة الأصعدة. فقد أسفرت الصراعات المسلحة عن كلفة إنسانية وحالات لجوء ونزوح بأعداد غير مسبوقة، ضخمة داخل المنطقة وخارجها، حتى صار نحو نصف لاجئي العالم عربا. فهناك مدن دمرتها الحروب تحتاج إعادة إعمارها إلى مليارات الدولارات، ما يلقي بأعباء إضافية على جهود الإصلاح الاقتصادي وينعكس مباشرة على مستويات المعيشة، والتنمية ونوعية حياة المواطنين<sup>3</sup>.

كما يمر العالم العربي بظرفية تتميز بمجموعة من الوقائع الاقتصادية والاجتماعية والسياسية والثقافية، لها أثر كبير على التماسك الاجتماعي<sup>4</sup> بهذه المنطقة، فالدول والمجتمعات العربية ما عدا بعض الاستثناءات، تعاني اليوم من غياب ديمقراطيات حقيقية وأزمات اجتماعية حادة، وتفاقم تبعيتها الاقتصادية والمالية والتكنولوجية وخلخلة مرجعيتها الثقافية.

وما يحصل اليوم في المشرق العربي، بتواطؤ مع فاعلين من داخله وآخرين من خارجه، سواء في الجغرافية الإقليمية أو في مدارات المجتمع الدولي القريب منه والبعيد، يدعو إلى الحيرة والقلق، بل إن درجات الحيرة والاختلاط تزداد عندما نكون أمام صعوبة فرز صور التواطؤ العلنة منها والسرية، بين المنخرطين في الصراع، هذا دون التحدث عن عمليات الاستقطاب والتوظيف التي تعد اليوم جزءا من نظام الحرب القائمة وآلياتها. إن أصناف التوظيف التي تمارس في الحروب القائمة وبمحاذاتها، أو تمارس عن بعد بتوسط افراد وتنظيمات ودول ومرتزقة، تجعل ساحات الصراع غامضة وملية بالألغام. كما أن صور التآمر اختلطت، وأصبح من الصعب فرز ملامحها، وترتيب ما يجري فيها بوضوح، للتمكن من تعيين ملامحه ونظام تطوره، الأمر الذي ضاعف من خطورة ما يجري اليوم في أماكن عديدة من العالم<sup>5</sup>.

إن هذا الوضع العام، إذ يضعف الدول ويفقر شعوبها ويهمش مكونات هامة من ساكنتها، ويؤجج أزمة ثقة المواطنين في المؤسسات، ويزيد من الصعوبات الاقتصادية، ويضعف من حدة التوترات الاجتماعية، ويعمق تبعية أنظمة الحكم بها ويحد من سيادتها، ويجعلها أكثر ضعفا وهشاشة داخليا وخارجيا<sup>6</sup>.

وبالنظر للتحويلات التي عرفتها ظاهرة الهجرة بالمغرب على المستوى الكمي والنوعي، حيث انتقل المغرب تدريجيا منذ العقود الأخيرة للقرن العشرين، من بلد مصدر للمهاجرين، إلى بلد عبور واستقرار لمهاجرين ولاجئين قادمين من مناطق وجنسيات مختلفة، متأثرا بديناميات الهجرة الدولية، بسبب موقعه الجغرافي المتميز كحلقة وصل بين القارتين الإفريقية والأوروبية، وكذا بسبب استقراره السياسي وعلاقاته الإفريقية الإستراتيجية، فقد تفاعل مع هذه المتغيرات بشكل إيجابي عندما أعلن في شتنبر 2013 عن انطلاق سياسة جديدة للهجرة واللجوء<sup>1</sup>، ذات بعد إنساني وحقوقى، تسعى لتعزيز وضمان وحماية حقوق المهاجرين وصون كرامتهم، تفعيلا للالتزامات المغرب الدولية وتنزيلا لمقتضيات دستور المملكة لسنة 2011.

على أن تنزيل المغرب لهذه السياسة الجديدة للهجرة واللجوء على أرض الواقع، تعيقه مجموعة من التحديات، أهمها تلك التحديات الخارجية ذات الطبيعة الإقليمية والدولية، سواء تلك المطروحة على المستوى العربي-الإفريقي (المطلب الأول)، أو الأخرى المطروحة على المستوى الأوروبي/ الغربي (المطلب الثاني).

## **المطلب الأول: التحديات العربية-الإفريقية لتنزيل السياسة المغربية للهجرة واللجوء**

تؤثر مجموعة من التحديات الخارجية المرتبطة بالفضاء العربي في إضعاف جهود المغرب لتفعيل حقوق المهاجرين الوافدين (الفقرة الأولى)، إلى جانب إكراهات أخرى مرتبطة بالفضاء الإفريقي (الفقرة الثانية).

### **الفقرة الأولى: تحديات الفضاء العربي لتنزيل الإستراتيجية المغربية للهجرة واللجوء**

تواجه البلدان العربية في بداية القرن الحادي والعشرين جملة من المشاكل الاقتصادية والاجتماعية، التي يعد قسم منها من موروثات القرن العشرين. وفي البدء تنصدر ظاهرة الفقر المشهد الاجتماعي، وترافقها فجوة اللامساواة بين الفقراء والأغنياء التي لا تزال تتسع. والسبب الأهم لتلك الظاهرة يكمن في تخلي كثير من البلدان العربية عن دولة الرعاية الاجتماعية، تبعا لوصفات صندوق النقد الدولي والبنك الدولي التي نفذتها معظم البلدان العربية وأدت الى زيادة

# التحديات الخارجية لتنزيل الإستراتيجية المغربية للهجرة واللجوء

بدرالدين الطلحاي

## المخلص

لقد أعلن المغرب في 18 دجنبر 2014 عن انطلاق سياسة جديدة للهجرة واللجوء ذات بعد إنساني تسعى لتعزيز وحماية حقوق المهاجرين وصون كرامتهم، تفعيلا للالتزامات المغرب الدولية ولمقتضيات دستور 2011. غير أن تنزيل المغرب لهذه السياسة الجديدة للهجرة واللجوء على أرض الواقع، تواجهه مجموعة من التحديات الخارجية ذات الطبيعة الإقليمية والدولية، سواء تلك المطروحة على المستوى العربي-الإفريقي أو الأخرى المطروحة على المستوى الأوروبي. الأمر الذي يستدعي تقوية الشراكات والتعاون والتضامن الدولي من أجل إنجاح هذه الإستراتيجية النموذجية على مستوى القارة الإفريقية، وحتى يتسنى للمغرب الوفاء بالتزاماته الدولية تجاه المهاجرين واللاجئين.

## Abstract

*On 18 December 2014, Morocco announced the launch of a new humanitarian migration and asylum policy that seeks to promote and protect the rights and dignity of migrants, in order to comply with Morocco's international obligations and the requirements of the 2011 Constitution. However, Morocco's implementation of this new policy of migration and asylum on the ground faces a range of external challenges of a regional and international nature, both at the Arab-African level and at the European level. This calls for strengthening partnerships, cooperation and international solidarity in order to make this model strategy a success on the African continent, so that Morocco can meet its international obligations to migrants and refugees.*

لقد غدت ظاهرة الهجرة الدولية من الإشكالات الوازنة في العلاقات الدولية المعاصرة، وشكلت بعدا متميزا مهما من أبعاد التعاون بين دول ضفتي البحر الأبيض المتوسط، باعتباره مجالا واسعا للتناقضات بين شماله وجنوبه، كما يعد هذا الموضوع من أكثر الملفات المؤثرة في بلورة وتعزيز الشركات الأورو-متوسطية الهادفة الى تحقيق الأمن والسلم والازدهار الاقتصادي منذ سنة 1996.

• المراجع باللغة الأجنبية

- Abourabi Y. (2016), *Diplomatie et politique de puissance du Maroc en Afrique sous le règne de Mohammed VI*, Université de Lyon-Jean-Moulin, France.
- El Qadim N. (2010), «La politique migratoire européenne vue du Maroc : contraintes et opportunités», *Politique européenne*, n° 31, 2010, p. 91-118.
- Gadem (2014), «La Délivrance de la carte de résidence aux réfugiés», Note d'information [en ligne: <https://gadem-guide-juridique.info/asile/situation-refugies/dispositions-refugies-loi0203/la-delivrance-de-la-carte-de-residence-aux-refugies/>]
- Mouna (KH.) et Harami (N.) (2017), ACADEMIA, consulté le 26/05/2018, sur [https://www.academia.edu/35246787 Limmigration\\_au\\_Maroc\\_les\\_d%C3%A9fis\\_de\\_lint%C3%A9gration](https://www.academia.edu/35246787/Limmigration_au_Maroc_les_d%C3%A9fis_de_lint%C3%A9gration).
- Mrabet El. (2003), «Readmission Agreements : The Case of Morocco», *European Journal of Migratio and Law*, vol. 5, n° 3, p. 379-385.
- Saddiki (S.) (mars, 2012), «Les clotures de Ceuta et de Melila une frontière européenne multidimensionnelle», *Revue Etudes Internationales*, XLIII(1), p. 59-60.

- 16 مشروع قانون رقم 14.95 المتعلق بالهجرة، وقد تم تغييره بعد اعتماده في المخطط التشريعي لسنة 2017 بحيث أصبح يحمل رقم 17.72.
- 17 مشروع قانون رقم 14.26 المتعلق باللجوء وشروط منحه، وقد تم تغييره بعد اعتماده في المخطط التشريعي لسنة 2017 تحت رقم 17.66.
- 18 رغم أن المرسوم رقم 1256-57-2، الصادر بتاريخ 29 غشت 1957، يتناول طرائق تنفيذ اتفاقية جنيف، كما ينص على إنشاء مكتب لشؤون اللاجئين وعديمي الجنسية يختص بهذه المسائل ولجنة للطعن أو الانتصاف، بيد أن السلطات المغربية جمدت عمل مكتب شؤون اللاجئين منذ عام 2004، مما يجعل من المستحيل تنفيذ هذا المرسوم.
- 19 في مداخلة له على هامش يوم دراسي نظّمته مؤسسة علي يعنة، يوم السبت 7 أبريل 2018، حول موضوع «المغرب على ضوء المؤشرات والتقارير العالمية: أية أولويات مرحلية لتنمية وطنية متجددة؟»، قال الدكتور عبد الواحد أكميز «إن المغرب لن يربح شيئا من عملية تسوية الوضعية القانونية للمهاجرين غير النظاميين القادمين من إفريقيا جنوب الصحراء»، معتبرا أنه «ليس مستعدا لاستقبال المهاجرين الأفارقة، كما أنه ليس في حاجة إلى هذا النوع من الهجرة»، وأضاف الخبير في مجال الهجرة، أن تسوية الوضعية القانونية للمهاجرين غير النظاميين ستشجع آخرين على القدوم إلى المملكة، ضاربا المثل بإسبانيا، التي سوت وضعية 800 ألف مهاجر سنة 2005، لتجد نفسها بعد سنة فقط أمام مليون مهاجر غير نظامي، مشيرا إلى أن الاتحاد الأوروبي منع، منذ ذلك الحين، التسوية الجماعية للوضعية القانونية للمهاجرين غير النظاميين. أنظر مقالا بعنوان: «هكذا يخرق المغرب القوانين بقبول مهاجرين مطرودين من إسبانيا»، على الرابط الإلكتروني: <https://www.hespress.com/societe/387305.html> (تمت زيارة الموقع بتاريخ 2019/09/15).

## المراجع

### • المراجع باللغة العربية

- بن بيه رشيد (2016)، «الأجانب في المغرب : دراسة بلبليوغرافية وتحليلية لسياقات التوافد»، مجلة إضافات، مركز دراسات الوحدة العربية، بيروت، لبنان.
- بوخريص فوزي (2016)، «الهجرة غير الشرعية بالمغرب وإشكالية الاندماج الاجتماعي»، مجلة سياسة الهجرة، العدد الأول.
- ولد الفاضل محمد (2013)، السياسة الخارجية المغربية تجاه إفريقيا جنوب الصحراء، جامعة سيدي محمد بن عبد الله، كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية، فاس، المغرب.
- هدي هشام (2009)، الأبعاد الأمنية للسياسات الأوربية حول الهجرة: نموذج المقاربة الأمنية الهولندية للهجرة المغربية، كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية، فاس، المغرب.
- كريم، يوسف (2016)، «الثابت والمتحول في العلاقات المغربية الإسبانية»، المجلة العربية للعلوم السياسية، مركز دراسات الوحدة العربية، ص. 108-109.

الأوروبية، يشكل انخراط المغرب والاتحاد الأوروبي في مسلسل مفاوضات بهدف تعزيز التعاون في مجال الحركية والهجرة لحظة هامة في سياق توطيد العلاقات بين الشريكين. كما يعكس رغبة بروكسيل في مواصلة التعاون بفعالية مع شركائها في الجنوب بخصوص مسألة الحركية والهجرة. أنظر: [http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-13-513\\_fr.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-13-513_fr.htm) (visité le 12/12/2018)

9 في 13 فبراير 1992، تم التوقيع بين المغرب وإسبانيا على اتفاق بشأن تنقل الأشخاص والعبور وإعادة قبول الأجانب الذين دخلوا بصفة غير قانونية، وبموجب هذا الاتفاق، تقوم سلطات الحدود للدولة المطلوب منها بناء على طلب رسمي لسلطات الحدود للدولة الطالبة، بإعادة قبول رعايا دولة أخرى دخلوا بصفة غير قانونية، فوق ترابها والقادمين من الدولة المطلوب منها (المادة 1 من الباب الأول)، وأعقبها باتفاقية أخرى سنة 2007 تسمح لإسبانيا بترحيل مهاجرين مغاربة من القاصرين غير المرافقين، وأخيرا اتفاقية 2012، التي تسمح للمغرب بموجبها بعودة المهاجرين من غير مواطنيه إليه، أو ما يُسمى في الصحافة الإسبانية، بالعودة فوق المياه الدافئة (las devoluciones en agua caliente de subsaharianos).

10 رغم التزام المغرب بالشرعية الدولية لحقوق الإنسان، إلا أن العديد من مهاجري إفريقيا جنوب الصحراء قد ماتوا إما غرقا أو بفعل التدخلات الأمنية، كما تشهد على ذلك مثلا أحداث سبتة ومليلية خلال خريف 2005، والتي نتج عنها وفاة أربعة عشر مهاجرا من دول إفريقيا جنوب الصحراء إثر محاولتهم العبور الجماعي نحو المدينتين المحتلتين. ويدفع هذا الوضع بعض المنظمات الدولية إلى اتهام المغرب بانتهاك حقوق المهاجرين المدنية والسياسية والاقتصادية والاجتماعية بشكل ممنهج. لمزيد من التفاصيل حول هذه الوضع، يراجع: Migreurop, *Guerre aux migrants: le livre noir de Ceuta et Melilla*, Paris, octobre-novembre 2006. Migreurop, *les Frontières assassines de l'Europe*, Paris, Armand Collin, 2009.

11 أنظر في هذا الصدد:

تقرير هيومن رايتس واتش (Human Rights Watch) الموسوم بعنوان: «انتهاك الحقوق والطرود: معاملة للمهاجرين من إفريقيا جنوب الصحراء»، على الرابط: <https://www.hrw.org/ar/report/2014> بتاريخ: 256519/10/02

12 أنظر لمزيد من التفاصيل حول هذا الموضوع:

تقرير منظمة العفو الدولية لسنة 2015، نقلا عن موقع المنظمة على الانترنت [www.amnestymena.org](http://www.amnestymena.org)

13 في فبراير 2012، أدانت الدائرة الكبرى بالمحكمة الأوروبية الحكومة الإيطالية، مشددة على أن الدول التي تعترض الأفراد في المياه الدولية عليها احترام قانون حقوق الإنسان. وطبقا للمحكمة، فإن إيطاليا خرقت المادة 3 من الاتفاقية الأوروبية لحقوق الإنسان، وخرقت أيضا الحظر على الطرد الجماعي (المادة 4 من البروتوكول 4 الملحق بالاتفاقية الأوروبية)، والحق في التعويض الفعال ضد إجراءات الترحيل (المادة 13 من الاتفاقية الأوروبية).

14 في قمة إشبيلية سنة 2002، طالبت إسبانيا (رئيس دورة المجلس الأوروبي) بفرض عقوبات اقتصادية، والحرمان من المساعدات والمعونات المالية بالنسبة للدول التي تتهاون أو لا تتعاون بشكل كاف في مراقبة الحدود.

15 يظهر البعد الأمني القوي للتشريع في العديد من الفقرات التي تبرر فرض الجزاءات على أولئك الذين يشكلون تهديدا للنظام العام. ولتحقيق هذه الغاية فإن كلمة «تهديد» تظهر سبع مرات في الفقرات 4 و14 و16 و17 و21 و25 و35، ويظهر مصطلح «النظام العام» تسع مرات في الفقرات 4 و14 و16 و17 و21 و25 و35 و40 و42 من القانون 02-03. فضلاً عن ذلك فإن مصطلحي «أمن الدولة» و«الأمن العام» يُستخدمان في المادة 27، في نص قانوني لا يتجاوز في مجموعه 58 فصلا.

## الهوامش

- 1 جاء في بيان صادر عن الديوان الملكي أن التقرير «أبرز الرصيد العريق لبلادنا كأرض لاستقبال المهاجرين بفعل العلاقات التاريخية التي تجمع المغرب بالبلدان الأفريقية جنوب الصحراء، كما تناول الإطار القانوني والدولي الذي ينظم إقامة الأجانب في المغرب، لاسيما منه دستور المملكة الذي يضمن مبدأ عدم التمييز وحق اللجوء والمساواة في الحقوق بين المواطنين المغاربة والأجانب».
- 2 في خطابه الذي وجهه إلى القمة 29 لقادة دول وحكومات الاتحاد الإفريقي بأديس أبابا، في يوليوز 2017، أكد جلالة الملك محمد السادس على «أن إفريقيا تفقد أبنائها بسبب الهجرة الشرعية أو غير الشرعية، وهي خسارة لا مبرر لها «وأكد على ضرورة» تطوير تصور إفريقي موحد لرهانات الهجرة وتحدياتها، يكون الهدف الأول منه تغيير نظرتنا تجاه الهجرة، والتعاطي معها ليس كإكراه أو تهديد بل كمصدر قوة إيجابية».
- 3 مقتطف من كلمة بعث بها الملك محمد السادس إلى المشاركين في المؤتمر الحكومي الدولي حول الهجرة، الذي انعقد بمراكش في دجنبر 2018، وألقاها رئيس الحكومة سعد الدين العثماني.
- 4 تم إطلاق عملية تسوية ثانية بتاريخ 13 دجنبر 2016، وقالت وزارة الداخلية المغربية في بيان «بعد النجاح الذي حققته المرحلة الأولى من تسوية وضعية المهاجرين أعطى الملك محمد السادس تعليماته لإطلاق مرحلة ثانية كما كان مقررا في نهاية العام 2016».
- 5 حددت الدورية الوزارية عدد 8303 بتاريخ 16 من شهر دجنبر 2013، الفئات المشمولة بعملية التسوية في ست فئات هي: الأجانب المتزوجون بمواطنين مغاربة؛ الأجانب المتزوجون من أجانب مقيمين بصفة قانونية بالمغرب؛ الأطفال من زواج مختلط أو من زوجين أجنبيين؛ الأجانب الذين يتوفرون على عقد عمل فعلي؛ الأجانب المقيمين بالمغرب بصفة مستمرة لأكثر من خمس سنوات؛ الأجانب المصابون بأمراض خطيرة.
- 6 في إطار الفلسفة الانسانية لعملية التسوية، ومن أجل إضفاء مرونة أكبر على معايير تسوية وضعية المهاجرين بالمملكة، فقد تقرر خلال الاجتماع الثاني للجنة الوطنية للطعون في مارس 2018، أنه بالإضافة إلى الأشخاص الذين تمت تسوية وضعيتهم على مستوى اللجان الإقليمية، ستستفيد من عملية التسوية الاستثنائية الفئات التالية: النساء وأبنائهن، بغض النظر عن المعايير الأولية التي تم التنصيص عليها مسبقا؛ القاصرون غير المرافقين؛ الأجانب القادرون على إثبات قيامهم بنشاط مهني، الذين لا يتوفرون على عقد الشغل؛ الأجنبيات المتزوجات أو الأجانب المتزوجون من مغاربة أو من أجانب في وضعية إدارية قانونية، بغض النظر عن مدة الزواج؛ الأجانب الذين لم يتمكنوا من إثبات إقامتهم بالمغرب لمدة خمس سنوات، لكنهم يتوفرون على مستوى تعليمي يعادل الإعدادي.
- 7 يجب التمييز بين نوعين من هذه الاتفاقيات: اتفاقيات «الجيل الأول» التي تسهل طرد من دخلوا دون التوفر على الوثائق القانونية، في حين نجد الاتفاقيات المنتمية «للجيل الثاني» تحمل في طياتها نصوصا ترغم الدول على قبول مواطني الدول غير الذين عبروا عبر تراب دولة أخرى من أجل الوصول إلى دول الاتحاد الأوروبي، فكل دولة طرف في هذه الاتفاقيات تكون مجبرة على قبول الأشخاص الذين لا يستوفون الشروط القانونية للدخول والإقامة فوق تراب الدولة التي تمثل الطرف الآخر شرط إثبات أن الشخص الذي يتم إرجاعه إلى الحدود يحمل جنسية الدول الملزمة بقبوله وتسلمه، أو إثبات دخوله عبر ترابها.
- 8 تم توقيع هذا الاتفاق مع تسع دول أوروبية هي بلجيكا وألمانيا وإسبانيا وفرنسا وإيطاليا وهولندا والبرتغال والسويد والمملكة المتحدة، يعتبر المغرب البلد الخامس الذي يوقع مع الاتحاد الأوروبي شراكة من أجل الحركة بعد مولدوفيا والرأس الأخضر سنة (2008)، وجورجيا (2009)، وأرمينيا (2011)، وبحسب المفوضية

أساسي في هذا المجال. فالبرامج التعليمية يجب أن تبنى وفق منطق حقوقي وبشكل يبتعد عن النمطية، كما أن تأطير الأحزاب والنقابات لمنحطيتها يجب أن يساهم في الاندماج المجتمعي للأجانب وعدم استغلال وضعيتهم في مزايدات سياسية. وبالنسبة لوسائل الإعلام فدورها مركزي في نجاح العملية، حيث يجب عليها أن تمتنع عن نشر أي خطاب يحث على عدم التسامح والعنف والعنصرية إزاء الأجانب، وأن تعتمد تحليلات صحفية متوازنة لظاهرة الهجرة مع التركيز على جوانبها الإيجابية، وأن تتجنب الصور النمطية حول الهجرة، وأن تساهم بشكل فعال في تحسيس السكان حول العنصرية وكرهية الأجانب.

## خاتمة

إن التطور الذي عرفته الهجرة إلى المغرب من دول إفريقيا جنوب الصحراء، جعلت المغرب أمام معادلة صعبة، وفي موقف تاريخي لا يحسد عليه، قوامه كيف يجد الانسجام بين ملتسماته وطلباته ومرافعاته بتوفير وكفالة حقوق المهاجرين المغاربة في الدول الأوروبية التي يتم هضمها دون أن يكون ذلك أولوية دبلوماسية، وبين الضرورة القانونية والأخلاقية بضمان نفس الحقوق للمهاجرين من إفريقيا جنوب الصحراء بالمغرب، في ظل مصادقة المغرب على مجموعة من الاتفاقيات الدولية لصالح تلك الفئة، وفي ظل موارد متواضعة من جهة، وبين ضرورة الإنعان والخضوع لمجموع القواعد والإجراءات والتدابير المادية والتعاقدية، غير المطابقة لحقوق الإنسان بين المغرب والاتحاد الأوروبي ككتلة جماعية، وبين المغرب والدول أعضاء نفس الاتحاد في إطار اتفاقات ثنائية من جهة أخرى. يضاف إليه إكراه والتزام آخر، هو: كيف يحافظ المغرب على حُسن وجوده علاقته مع الدول الإفريقية أصل المهاجرين، في إطار سياسة المغرب الجديدة في إفريقيا؟

إن قضية الهجرة باعتبارها مسألة معقدة ومتشعبة لا تعني فقط المغرب، بل إن شركاء المغرب، خاصة الإتحاد الأوروبي، ودول الجوار الإفريقية والمغاربية هم أيضا معنيون في المقام الأول بالمعنى الجديد للهجرة، ومن ثم، فالدول المصدرة للهجرة كما دول الاستقبال والعبور، مطالبة بتدبير حكيم للهجرة، وتقاسم مواردها وإمكاناتها وتجاربه لإيجاد الأجوبة المنقنة للظاهرة التي تتفاقم من سنة لأخرى.



حقوق أساسية تكفلها لهم المواثيق الدولية لحقوق الإنسان وعلى رأسها الاتفاقية الدولية لحماية حقوق العمال المهاجرين وأفراد عائلاتهم، واتفاقية جنيف الخاصة باللاجئين. ففي المغرب، تشكل الإقامة المنتظمة عائقا كبيرا أمام الاستفادة من بعض الحقوق التي تكفلها هذه الاتفاقيات، ورغم اتخاذ بعض التدابير الرامية إلى رفع الحيف عن هؤلاء المهاجرين ومحاربة الإقصاء الذي يطالهم، فإن الواقع اليومي لا زال يحبل بعدة تناقضات بين الخطاب والممارسة، ويشهد على ذلك الإقصاء في مجال السكن والتعليم والعمل والحقوق الاجتماعية والثقافية. فوفقا لنتائج دراسة حول «الهجرة في المغرب: تحديات الاندماج» التي أعدتها منظمة «هيرنيش بول» (Heinrich Böll) الألمانية بشراكة مع «معهد الرباط للدراسات الاجتماعية» (Mouna, 2017) (RSSI)، فإن سياسة الهجرة الجديدة التي سنها المغرب في السنوات الأخيرة «لا تضمن الحماية للمهاجرين غير النظاميين، كما لا تسمح لهم بالولوج إلى فرص الشغل، والسكن وباقي الخدمات الاجتماعية، وأفادت ذات الدراسة، أن سياسة الهجرة لا تولي أدنى أهمية لتأهيل الرأسمال البشري والثقافي والاقتصادي والاجتماعي للمهاجرين، وضمان اندماجهم، وإسهامهم في الدينامية الاجتماعية والاقتصادية والثقافية للمغرب، مشيرة في هذا الصدد إلى أن أهداف السياسة الجديدة للهجرة لا زال يكتنفها الغموض، وعدم الوضوح سواء على المستوى الإداري أو بالنسبة للمهاجرين أنفسهم. وأظهرت هذه الدراسة، أن الخيارات الجديدة لسياسة الهجرة بالمملكة تبقى غير كافية لضمان اندماج المهاجرين، كما أن سن وتنفيذ السياسات العمومية في مجال الهجرة يقتضي تدخل مختلف الفاعلين، لافئة الانتباه إلى «تمركز الجمعيات والمنظمات التمثيلية لقضايا المهاجرين في المغرب بجهتي الدار البيضاء سطات والرباط القنيطرة، وهذا الأمر يحرم، حسب الدراسة، العديد من المهاجرين الأفارقة المتواجدين بالمغرب من حقهم في معرفة حقوقهم والإلمام بها». وحسب الدراسة نفسها، فهناك «ضعف في الجانب المتعلق باندماج أطفال المهاجرين داخل المؤسسات التعليمية على الصعيد الجهوي والمحلي، بسبب بعض الإجراءات الإدارية المعقدة، علما بأن الولوج إلى المدرسة يشكل أحد أهم العوامل التي تسهل اندماج المهاجرين داخل المجتمع المغربي».

إن الاندماج عملية تراكمية تستغرق وقتا طويلا، وسيرورة معقدة ومتشابكة، وهو أكبر من يختزل في تسوية الوضعية القانونية والإدارية للمهاجرين<sup>19</sup>، وبالتالي، فإن نجاح أي سياسة جديدة في مجال الهجرة يتوقف على ضمان احتضان المجتمع المغربي لها بمختلف شرائحه بكيفية تجعله محصنا من بروز وتطور المظاهر التي تحول دون تحقيق إدماج كامل. لذلك فدور المؤسسة التعليمية والهيئات المكلفة بالتأطير، وفي مقدمتها الأحزاب والنقابات ووسائل الإعلام

المعروفة بسياسات «Intégration, Acculturation et Assimilation»، حيث تعتمد فرنسا ما يسمى بسياسة «الانصهار» (Assimilation) والتي ترمي إلى تذويب ثقافة المنحدرين من أصول أجنبية في الثقافة الفرنسية في ظرف جيل واحد، ويقضي ذلك محو جميع الاختلافات والتخلي عن القيم الأصلية من أجل تبني عادات وتقاليده البلد المضيف التي تختلف بطبيعتها عن الأولى. من هذا المنطلق يرفض النموذج الفرنسي تعدد الثقافات في المجتمع ويعتبرها خطرا على فرنسا وهويتها، عكس النموذج البريطاني والنموذج الهولندي القائل بالتعدد الثقافي وبوجود الأقليات، أما النموذج الإسباني فهو يتأرجح بين النموذج الفرنسي والبريطاني. وهي كلها سياسات جعلت من مقاصدها الأساسية التحكم بالديناميكية السياسية والاجتماعية لمجتمعات الهجرة القابعة فوق التراب الأوربي. وبشكل عام، يرصد المراقبون أربعة أنواع من السياسات الموجهة للأقليات المهاجرة، نطرحها كالتالي:

- سياسات الإبعاد التي طالت العديد من الأقليات من أصول مهاجرة إلى البلدان الأصلية التي ينحدرون منها، في إطار ما عرف «بسياسة إعادة التوطين».

- سياسات رفض الحالة الانعزالية مثل هذه الأقليات وتقوقعها حول نفسها في محيطات مجتمعية ضيقة وهشة، التي ساعدت بدورها على استفحال أعمال العنف وارتفاع مستويات الجريمة، وتطوير النزوعات الإرهابية لدى شريحة عريضة من عناصرها.

- السياسات التي نظرت إلى المجموعات المهاجرة على أنها أقليات مؤقتة، وأنها من المتوقع على المستوى المبدي أن تعود أدرجها للبلدان الأصلية، وبالتالي عدم تمتيعها بصفة المؤهل لاستحقاقات المواطنة السياسية.

- السياسات المقررة بالتعددية الثقافية كإحدى الخصائص المميزة للمجتمعات الأوروبية، مع الاحتفاظ بمساحات واسعة في تعزيز القدرة الأمنية على مواجهة الآثار الجانبية للعناصر الأجنبية، خاصة الإسلامية منها (هدى، 2009: 74).

ورغم أن المغرب شرع، بعد إطلاق مرحلة تسوية الوضعية القانونية والإدارية، في بلورة مخطط أولي للإدماج يقوم على اعتبار المهاجر عنصرا إيجابيا لإغناء المجتمع وعاملا مساهما في التقدم الاقتصادي والاجتماعي، فما زال المهاجرون غير النظاميين القادمون من بلدان إفريقيا جنوب الصحراء يعيشون وضعية صعبة يفقدون فيها لشروط العيش الكريم، فهم محرومون من

لخصوصية وضع اللاجئين وحاجتهم إلى حماية بديلة لتلك التي فقدوها في دولهم الأصلية، لأن ذلك سيفتح طريقا نحو مسطرة وطنية للجوء تعالج نقاط الضعف التي رصدناها.

وإذا كانت الحاجة ماسة، في ضوء ما سبق ذكره، إلى إعادة تحيين مقتضيات القانونين المتعلقين بالهجرة واللجوء بما يتماشى والتوجهات الجديدة لسياسة الهجرة ومقتضيات دستور 2011، وبما يضمن كرامة المهاجرين واللاجئين والمساهمة في خلق الثروة، فإن تأهيل الإطار المؤسسي للهجرة بالمغرب يحتاج بدوره إلى تحديث آليات عمل المؤسسات التي تعمل على تعزيز حماية حقوق المهاجرين من إفريقيا جنوب الصحراء، كما يتعين إحداث مؤسسات جديدة لبلورة السياسة الجديدة في مجال الهجرة على أرض الواقع. وفي هذا الإطار يتعين على الحكومة المغربية العمل على:

- تفعيل عمل مديرية الهجرة التابعة لوزارة الداخلية من خلال تقوية تدخل مصالحها اللامركزية على مستوى العمالات والأقاليم في إطار سياسة القرب.
- تفعيل دور المرصد الوطني للهجرة الذي لم يتم استغلاله منذ إحداثه، ومنحه صلاحيات أوسع لحماية حقوق المهاجرين، وتقوية قدرات العاملين في هذا الحقل للتعامل مع الظاهرة بما تتطلبه من حزم ومسؤولية.
- إحداث مرصد للإحصاء خاص بالمهاجرين المنحدرين من إفريقيا جنوب الصحراء، مهمته الأساسية تقديم إحصائيات دقيقة سنوية وبيانات تفصيلية حول مختلف فئات المهاجرين ووضعياتهم القانونية، ووضع الاستراتيجيات العمومية حسب ظروف وخصوصيات كل جهة، والتي يمكن أن تشكل إطارا لرصد ومراقبة تدفقات الهجرة بمختلف الجهات وآلية للتعامل عن قرب مع الظاهرة.

### ثالثا: تحدي الاندماج ورهان المواطنة

يعتبر إدماج المهاجرين من التحديات الأساسية التي تواجهها دول الاستقبال، وبشكل أحد الانشغالات الجوهرية لسياساتها في مجال الهجرة. ففي مواجهة جملة التحديات التي تثيرها الهجرة في بعدها الثقافي، اعتمدت الدول الأوروبية مخططات من شأنها أن تخفف من حدة التعارض والتنازع الثقافي والعقدي بين الأغلبية (الساكنة الأصلية) والأقلية (المجموعات المهاجرة) وهي

الأجانب، كما أن هذا القانون صدر فقط لإرضاء أطراف أجنبية وعلى قائمتها إسبانيا ودول الاتحاد الأوروبي، لجعل المغرب «الدركي» الموكول له مهمة مراقبة الحدود المغربية-الأوروبية<sup>14</sup>.

شيء إيجابي أن يتضمن القانون سلسلة من المساطر القانونية التي تضبط دخول وخروج الأجانب من وإلى التراب المغربي، كما أنه من الممود أن يسطر سلسلة من العقوبات والإجراءات الردعية بما في ذلك الاقتياد إلى الحدود والطرده ورفض وسحب سندات الإقامة، بالإضافة إلى جملة من الغرامات والعقوبات السالبة للحرية شأنه شأن باقي قوانين الهجرة، لكن لم يكن من الإنصاف تضيق هذا القانون على الضمانات الحقوقية كما هي متعارف عليها في الاتفاقيات الدولية في مجال حقوق المهاجرين، ما من شأنه حفظ كرامة وإنسانية الأجنبي المغترب عن أرضه. كما أن هذا القانون جعل من الأمن والنظام العام القبلة القانونية التي تطوف حولها جميع البنود التي تضمنها<sup>15</sup>. وعليه، فإن القانون الجديد للهجرة المنتظر، والذي أعطيت بالفعل انطلاقة صياغته<sup>16</sup>، ينبغي أن يركز على المرجعية الدولية، وعلى احترام حقوق المهاجرين الموجودين في وضعية إدارية غير قانونية.

وإذا كان المغرب قد عبر عن إرادته لتكييف منظومته القانونية الداخلية مع الاتفاقيات الدولية المرتبطة بقضايا حقوق الإنسان بشكل عام، والمهاجرين بشكل خاص، فإن العمل على وضع نظام لجوء فعال لا يزال في مراحله الأولى، حيث أن المغرب لا يعرف لحد الآن وجود قانون حديث يخص الوضع القانوني للاجئين وتحديد المعايير الخاصة لطالبي اللجوء بالمغرب، اللهم ما تعلق بمشروع قانون مازال يراوح مكانه منذ إطلاق السياسة الجديدة في مجال الهجرة واللجوء<sup>17</sup>. وفي غياب نظام مغربي متكامل خاص باللجوء من حيث تحديد المساطر والشروط وتنظيم الطعون في قرارات رفض الطلبات في هذا الشأن<sup>18</sup>، فإن المفوضية السامية لشؤون اللاجئين هي التي تسد حالياً هذا الفراغ؛ من حيث تحديد صفة اللاجئ؛ وتنظيم الحلقات التدريبية لتنمية المهارات الفنية بشأن قانون اللاجئين وأوضاع حقوق الإنسان في أوطان اللاجئين. ومع ذلك فهي لا تملك سلطة إرغام الدولة المغربية على الاعتراف بصفة لاجئ للأشخاص الذين تشملهم بحمايتهم؛ كما أنها لا تستطيع بدون مساعدة دولة الإقامة وموافقتها؛ توفير الحقوق وضمان الحريات المنصوص عليها في اتفاقية جنيف لفائدة اللاجئين، حيث تنطبق عليهم نفس الشروط المطبقة على غيرهم من الأجانب. وبذلك يظل اللاجئون لفترة طويلة في فراغ قانوني شبه كامل على أمل إعادة توطينهم في النهاية في بلد ثالث. ولم يبرز حتى الآن مجال لحماية فعالة في هذا الشأن (GADEM, 2014). لذلك نؤكد على ملحاحية اعتماد المغرب لقانون خاص باللجوء، وإقرار نص تشريعي متكامل يستجيب

عناصر من الحرس المدني الإسباني على طول السياج الحدودي الفاصل بين مدينتي سبته ومليلية المحتلتين<sup>10</sup>، وهو ما يجر على البلدين انتقادات على المستوى الحقوقي بسبب ترحيل وتعنيف وسوء معاملة المهاجرين المنحدرين من بلدان الساحل ومن دول جنوب الصحراء الكبرى<sup>11</sup>.

إن استمرار انتهاك حقوق المهاجرين على الحدود ولو بشكل متفرق<sup>12</sup>، يسائل السلطات المغربية والاسبانية على حد سواء، فإذا كان من حق إسبانيا أن تحمي حدودها مع الجانب المغربي، فإن ذلك لا يعني أنها تحوز بطاقة بيضاء تخولها خرق حقوق الإنسان دون أية مساءلة، كما أن القانون العالمي للجوء والقانون الأوروبي يلزمان معا إسبانيا بعدم إعادة مهاجرين أو لاجئين إلى مكان يمكن أن يلقوا فيه معاملة سيئة، وهو ما كانت قد ضلعت فيه إيطاليا في ديسمبر 2012، حسب المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان، بعدما أعادت مهاجرين بشكل قسري نحو ليبيا<sup>13</sup>. أما بالنسبة للمغرب، فلم يعد مستساغا أن يستمر في لعب دور الدركي، في الوقت الذي تستفيد فيه إسبانيا لوحدها من الدعم المالي واللوجستيكي الذي يقدمه الاتحاد الأوروبي لمواجهة الظاهرة (Saddiki, 2012:59-60)، وأن تترسخ صورة أخرى في ذهن الطرف الإسباني قوامها أنه لا يمكن القضاء على الهجرة من خلال نظرة شوفينية وفوقية، بل يجب الإيمان بأن للمغرب كذلك أجدته الخاصة وأن عليه ضغوطات وإكراهات مفروضة عليه، ويتوجب عليه مواجهتها (كريم، 2016:109).

## ثانيا: تحدي تأهيل الإطار القانوني والمؤسستي

مع تبني المملكة المغربية لسياسة وطنية جديدة في مجال الهجرة وفق مقاربة حقوقية تراعي حقوق المهاجرين الموجودين في وضعية غير قانونية، أصبح من الضروري تأهيل الإطار القانوني والمؤسستي حتى يحقق الملاءمة مع الاتفاقيات الدولية الخاصة بحقوق المهاجرين واللاجئين التي صادقت عليها المملكة المغربية، ومع المقتضيات الدستورية الجديدة، والإلتزامات الدولية للمغرب المتعلقة باحترام حقوق الإنسان بشكل عام.

فمن أجل التفعيل الحقيقي للمقاربة الحقوقية والإنسانية التي بنيت عليها السياسة الجديدة، يتعين العمل على استصدار قانون جديد للهجرة، يلغي ويعوض القانون 02-03 الذي صدر سنة 2003، على اعتبار أن هذا القانون تحكّم في وضعه الهاجس الأمني، ما فوت عليه الأخذ بعين الاعتبار الجوانب الاجتماعية والثقافية والسياسية والإنسانية للمهاجرين أو للمقيمين

الاستراتيجية لن تكون فعالة ومثمرة دون تأهيل الإطار القانوني والمؤسساتي، ودون كسب رهان الاندماج في المجتمع المغربي، لنكون في المحصلة أمام ثلاثة تحديات أساسية تواجه هذه السياسة الجديدة.

### أولاً: تحدي إعادة هيكلة الاتفاقيات الثنائية

إذا كانت أسس السياسة الجديدة للمغرب في مجال الهجرة تقوم على مبادرة تسوية وضعية المهاجرين من بلدان إفريقيا جنوب الصحراء كأول بلد من دول الجنوب يقوم بهذه الخطوة، إلا أن هجرة هؤلاء إلى المغرب تطرح تعقيدات قانونية فرضها التعاون المغربي-الأوروبي في إطاره الاتفاقي، ومدى امتثاله للقانون الدولي ولاسيما فيما يخص الأحكام المتعلقة بحماية المهاجرين واللجوء وطالبي اللجوء، والذي أصبح بدوره هدفا لمنظمات حقوقية. إذ أنه رغم تبني هذه السياسة الجديدة للهجرة، مازالت حقوق المهاجرين تتعرض لانتهاكات وتجاوزات يتوجب معها على الحكومة المغربية أن تعيد النظر في تدبير قضية المهاجرين، وبالأخص في سياق التعاون المعلن مع إسبانيا ومجموعة الاتحاد الأوروبي ككل (EL QADIM, 2010: 103). فالمغرب شريك أساسي للسياسة الأوروبية في ميدان الهجرة، وذلك بتوقيعه على اتفاقيات إعادة القبول مع عدد من الدول الأوروبية منذ سنة 1992<sup>7</sup>، وهو بهذا المعنى ملزم سواء في إطار الاتحاد من أجل المتوسط، أو في إطار الوضع المتقدم مع الاتحاد الأوروبي (أكتوبر 2008)، أو في إطار الاتفاق من أجل الشراكة والهجرة وحركية الأشخاص (يونيو 2013) بقبول استقبال الأجانب المرشحين من لدن الاتحاد الأوروبي فوق أراضيه<sup>8</sup>. فبنودها هي نفس مواد اتفاقيات التدبير التعاوني للهجرة لسنوات 1992 و2007 و2012 مع إسبانيا<sup>9</sup>، ولا تختلف عنها في شيء سوى في كون الأولى في إطار ثنائي، بينما الأخيرة في إطار أوروبا ككتلة تفاوضية من جهة والمغرب منفردا ووحيدا من جهة أخرى. ولا تخلو هذه الاتفاقيات من التزام وواجب المغرب الصريح في الانخراط والمشاركة في الحد من الهجرة غير النظامية (Mrabet, 2003: 379-385)

وعلى الرغم من الأهمية الكبيرة التي تحتلها مثل هذه الاتفاقيات الثنائية، فإن الاعتبارات السياسية والاقتصادية للأطراف المتعاقدة تظل هي الغالبة على اعتبارات حقوق المهاجرين. فالملاحظ مثلا أن إسبانيا تنهج خطابا مزدوجا في تعاطيها مع مسألة الهجرة والمهاجرين، فهي تظهر بمظهر المدافع عن حقوق الإنسان عندما يتعلق الأمر بقضايا بعينها، لكن في سياق تعاونها مع المغرب، مازالت أسيرة الهاجس الأمني، وتتعامل بسلبية مع جميع الانتهاكات التي تقوم بها

إن ما يسعى إليه المغرب، من خلال اعتماد السياسة الجديدة في مجال الهجرة، هو البحث عن حلول في إطار استراتيجية التعاون جنوب-جنوب، ومحاولة إقناع دول القارة بنهج سياسات جديدة في موضوع الهجرة تدرجها ضمن رؤية اقتصادية أوسع، وتجعل منها قاطرة للتنمية المشتركة بدل أن تكون عبئا مكلفا.

يرى المغرب نفسه نموذجا يجب أن يحتذى به في تدبير مشكلة الهجرة، وعلى الجميع الاقتداء بتجربته في هذا المجال، لذلك حرص على تسويق سياسته الجديدة على أساس أنها مقاربة إنسانية وتضامنية، تحترم الالتزامات الدولية للمغرب في مجال حقوق الإنسان، وتراعي حقوق المهاجرين من إفريقيا جنوب الصحراء المتواجدين بالمغرب للعبور إلى أوروبا أو الإقامة بالمملكة المغربية.

ورغم أن السياسة الجديدة للمغرب في تعاملها مع المهاجرين بشكل عام، والقادمين من دول إفريقيا جنوب الصحراء بشكل خاص، قد انطلقت من إطار مرجعي ممتاز، ورغم كل الخطوات المتخذة في معالجة ملف الهجرة، فإن الكثير من التحديات مازالت تواجه هذه المبادرة رغم فرادتها في القارة الإفريقية كما سنرى في المبحث الثاني.

## المبحث الثاني: تحديات السياسة الجديدة للهجرة

حكمت ديكتاتورية الجغرافيا على المغرب بأن يغرق في قلب دوامة الهجرة، ليتحول في ظرف عقد من الزمن من بلد مصدر إلى بلد مستقبل، يعاني من تدفق آلاف المهاجرين ممن كانوا يحملون بالعبور نحو الضفة الأخرى، قبل أن يتخلى عدد مهم منهم عن هذا الحلم، ويحاولوا التأسيس لحياة جديدة بالمغرب. هذا التحول تم بشكل سريع تزامنا مع شروع أوروبا في إغلاق أبوابها بإحكام أمام تدفق المهاجرين غير النظاميين، في إطار مهمة أوكلت لإسبانيا التي عرفت كيف تفرض شروطها على الاتحاد الأوروبي، لتنهل من مساعدات سخية، قبل أن يجد المغرب نفسه مجبرا على تولي هذه المهمة، لكن وفق واقع مغاير جعله يتحمل فاتورة ثقيلة، سواء من الناحية الحقوقية أو الأمنية أو الاجتماعية. وإذا كانت السياسة الجديدة للهجرة واللجوء التي تبناها المغرب، بمثابة استراتيجية إنسانية تقوم على مبادرة تسوية وضعية هؤلاء المهاجرين كأول بلد من دول الجنوب يقوم بهذه الخطوة، إلا أن هجرة مواطني إفريقيا جنوب الصحراء إلى المغرب تطرح تعقيدات قانونية فرضها التعاون المغربي-الأوروبي في إطاره الاتفاقي، خاصة مع إسبانيا، والذي لا يرقى إلى تجسيد مضامين الحماية الدولية لحقوق المهاجرين. كما أن تفعيل وتنمية هذه

السنة	سياسة تجاه إفريقيا وبلدان القارة	سياسة تجاه المهاجرين من إفريقيا جنوب الصحراء
2014	جولة ملكية نحو دول القارة شملت كلا من تونس، الغابون، غينيا كوناكري، الكوت ديفوار ومالي. وساطة الملك محمد السادس لدى رئيس الحركة الوطنية لتحرير الأزواد (MNLA)	تسوية استثنائية للوضع الإدارية لحوالي 18000 مهاجر غير نظامي من إفريقيا جنوب الصحراء من مجموع 35000 من الطلبات المقدمة
2013	جولة ملكية نحو دول القارة شملت كلا من السنغال، مالي الكوت ديفوار والغابون. الأوضاع في مالي: برنامج تدريب الجنود المليون وتحسين قدراتهم في مجال مكافحة الإرهاب. برنامج تكوين الأئمة من جمهورية مالي بالمغرب، بناء على اتفاق التعاون بين المغرب ودولة مالي. التحضير لمطالبات هذا التكوين على المستويين اللوجستيكي والبيداغوجي بإنشاء مركز للتكوين والإيواء بالرباط. تعزيز وترسيخ السياسة الجديدة للمغرب تجاه إفريقيا	سياسة جديدة في مجال الهجرة واللجوء. تخفيف شروط الدخول وشروط الإقامة. إنشاء إدارة وزارية مكلفة بشؤون الهجرة، والمغاربة المقيمين في الخارج.

Source : Yousra Abourabi, Jean-Noël Ferrié, « La nouvelle politique migratoire comme instrument diplomatique », in *la Nouvelle politique migratoire marocaine*, Publié par Konrad-Adenauer-Stiftung E.V. Bureau du Maroc, 2017, p. 132-133.

وتعزيزا لهذا التوجه المدافع عن قضايا القارة الإفريقية، قدمت المملكة المغربية على هامش الجمعية العامة للأمم المتحدة سنة 2013، مبادرة «التحالف الإفريقي للهجرة والتنمية» وهي مبادرة تقوم على منظور إفريقي مشترك، وعلى مبادئ إنسانية لقضايا الهجرة، وعلى المسؤولية المشتركة بين دول العبور والاستقبال، وكذا على الترابط الوثيق بين الهجرة والتنمية.

وبصفته رائد الاتحاد الإفريقي في موضوع الهجرة، فقد وجه الملك محمد السادس رسالة إلى القمة الخامسة للاتحاد الإفريقي – الاتحاد الأوروبي، التي انعقدت في العاصمة الإفريقية أبيدجان (نونبر 2017)، دعا فيها إلى تصحيح المغالطات المرتبطة بقضايا الهجرة، كما قدم العاهل المغربي لقمة قادة دول الاتحاد الإفريقي الثلاثين التي انعقدت في أديس أبابا (يناير 2018)، وثيقة هي بمثابة «الأجندة الإفريقية حول الهجرة»، تروم جعل الهجرة رافعة للتنمية المشتركة وركيزة للتعاون وعاملا للتضامن، مشيرا إلى أنها تستحق مقاربة جديدة تتمحور حول أفريقيا، وتجمع بين الواقعية والتسامح، وتغليب العقل على المخاوف.



والتعاطي مع مشكلاتها، التي توجد في صدارتها مشكلة الهجرة واللجوء بسبب الأزمات الداخلية التي يعيشها عدد من البلدان الأفريقية، على خلفية الحروب والصراعات الإثنية وشح الموارد وغياب الفرص. ذلك أن المغرب أصبح خلال السنوات الأخيرة يلعب دورا رياديا لتحقيق الاندماج الأفريقي والشراكة الفاعلة في ميدان التنمية الاقتصادية، ولم يفتأ يدعو إلى حوار جنوب-جنوب من أجل إخراج القارة السمراء من مشكلاتها، واعتبار أن ذلك الحوار قطب رئيسي في القضاء على التخلف الذي يعد المدخل الطبيعي للحد من ظاهرة العنف والإرهاب. لذا لم يكن من الممكن أن يحمل المغرب خطابا سياسيا هذه طبيعته، ثم يتردد في نهج سياسة جديدة للهجرة، بالرغم من الكلفة الباهظة المترتبة على ذلك.

فإذا كانت الكلفة الاقتصادية والاجتماعية لتسوية أوضاع المهاجرين ثقيلة، في بلد يعاني من ركود اقتصادي وبطالة مرتفعة، فإن الكلفة السياسية تشكل أمرا إيجابيا وتذهب في الرصيد الدبلوماسي للمغرب الذي ما فتئ منذ عدة سنوات يسعى إلى تحسين صورته في القارة الأفريقية ويقدم نفسه كبذل قادر على تقديم خدمة إنسانية لصالح بلدانها، ويتطلع إلى لعب أدوار حيوية في منظمة الاتحاد الأفريقي التي انسحب منها عام 1984، ويبحث عن خلق رأي عام إفريقي موحد حول قضية الهجرة التي تحولت إلى موضوع ساخن على طاولة القمم الأورو-إفريقية (Abourabi, 2016, p. 513). وقد شكلت الزيارات التي قام بها العاهل المغربي إلى عدد من هذه البلدان مناسبة لإقامة مشاريع تنموية ومرافق اقتصادية، مما لقي ترحيبا من الزعماء الأفارقة، وكانت السياسة المغربية الجديدة في موضوع الهجرة إحدى القضايا الكبرى التي نالت اهتماما خاصا من لدن الدول الإفريقية التي زارها في السنوات الأخيرة :

### الجدول رقم 3: سياسة المغرب تجاه دول إفريقيا وتجاه مهاجري القارة

السنة	سياسة تجاه إفريقيا وبلدان القارة	سياسة تجاه المهاجرين من إفريقيا جنوب الصحراء
2016	المغرب يعلن نيته العودة إلى الاتحاد الإفريقي والدفاع عن مصالحه الإستراتيجية من داخل هذا التجمع القاري	تسوية حوالي 90 % من مجموع الطلبات المقدمة، والمقدرة بـ 35000 طلب.
2015	جولة ملكية نحو دول القارة شملت كلا من الكوت ديفوار، الغابون، غينيا بيساو والسنغال إحداث وتأسيس «مؤسسة محمد السادس للعلماء الأفارقة»	تسوية الوضعية القانونية لـ 5060 من النساء المهاجرات

وبالرغم من أن المبادرة المغربية بتسوية وضعية الأجانب الموجودين في وضعية إدارية غير قانونية<sup>9</sup>، تشكل نموذجا يحتذى به على مستوى دول جنوب البحر الأبيض المتوسط، بحيث لم يسبق أن قامت دولة مماثلة بهذه المبادرة، إلا أن ذلك السابق لا يلغي الإقرار بأن العملية ككل، في جوهرها وحقيقتها، هي مجرد تطبيع لأوضاع، عن طريق تنزيل التزام قانوني دولي، أخذ المغرب على عاتقه من ذي قبل، سواء في القانون الدولي لحقوق الإنسان، أو القانون الدولي للهجرة، والشرعية الدولية، بتوقيعه ونشره لمجموعة من المواثيق والاتفاقيات والمعاهدات الدولية، التي أصبحت - وفقا لمكانة المعاهدات الدولية الموقعة والمنشورة في الجريدة الرسمية المغربية - جزءا من تشريعه الوطني، تفرض عليه احترامها وتطبيقها، وكفالة الحقوق والحريات الواردة فيها، للأجانب الموجودين فوق إقليمه، تنفيذا لمقتضيات تلك الاتفاقيات، وانسجاما مع الدستور المغربي للفتح من يوليوز 2011، الذي ينص على مكانة الاتفاقيات والمعاهدات الدولية في علاقتها بالقوانين الوطنية، ويضعها في مرتبة القوانين الداخلية الواجبة التطبيق.

لقد أصبحت الهجرة ورقة ضغط ذات حساسية جيواستراتيجية على مستوى العلاقات الدولية، ومن الخطأ الاعتقاد بغير ذلك. فالثابت أن الهجرة كانت ولا زالت ورقة سياسية رابحة بشكل عام، وجميع الدول اليوم تراهن على ورقة الهجرة في خطابها السياسي. لذلك يرى البعض أن السياسة الجديدة للمغرب في مجال الهجرة، إن كانت تنطوي على أبعاد حقوقية وإنسانية وتضامنية، فإن خلفها تختفي الأبعاد السياسية، وأن المغرب كغيره من البلدان يسعى لتوظيف ملف الهجرة واستثماره في الجهود الدبلوماسية وتقوية خيار التوجه نحو العمق الإفريقي.

### ثالثا: البعد السياسي والاستراتيجي

لا يمكن فهم خلفيات سياسة المغرب في مجال الهجرة واللجوء إلا بوضعها ضمن سياقات إقليمية مخطط لها، فهي تندرج ضمن حسابات مرتبطة بمصالح اقتصادية وسياسية مع الجيران الأوروبيين في الضفة الشمالية، كما أن انضمام المغرب لعمقه الإفريقي كان من بين الأسباب التي جعلت المغرب يتعامل مع ملف الهجرة بإيجابية واعتبارها مناسبة مهمة، إذا توفرت أسباب نجاحها، للعب دور محوري في تحقيق استراتيجيته القارية، الهادفة إلى تحقيق اندماج إفريقي شامل.

تأتي هذه السياسة الجديدة في مجال الهجرة، التي نهجها المغرب قبل ست سنوات، في سياق التوجه الأفريقي الذي اختاره العاهل المغربي، الملك محمد السادس، من أجل الانفتاح على القارة

على صعيد آخر، وفي إطار متابعة تنفيذ المخطط التطبيقي حول السياسة الجديدة للهجرة واللجوء، أعلنت الوزارة المكلفة بالمغرب المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة في دورية مشتركة مع وزارة الداخلية عن تنظيم عملية استثنائية لتسوية الوضعية الإدارية للأجانب المقيمين بالمغرب وذلك ابتداء من 2 يناير إلى غاية 31 دجنبر 2014<sup>4</sup>. وقد حددت هذه الدورية معايير محددة للمعنيين بعملية تسوية الوضعية الإدارية حسب كل فئة من المهاجرين المقيمين بصفة غير شرعية، وحددت أيضا الوثائق الخاصة والهيئات الإدارية المكلفة بمتابعة طلبات تسوية الوضعية والمسطرة المتبعة، كما حددت الدورية المشتركة الفئات المشمولة بهذه العملية الاستثنائية<sup>5</sup>. ويوضح الجدول أسفله نتائج عملية التسوية الأولى التي تم إطلاقها في يناير 2014.

## الجدول رقم 2: معطيات احصائية حول عملية التسوية الاستثنائية (وضعية 9 شتنبر 2014)

نتائج عملية التسوية الاستثنائية لأوضاع الأجانب في المغرب حتى 4 سبتمبر 2014:  
إجمالي عدد الطلبات المقدمة = 17.757 (منها 5488 أنثى)

التقسيم حسب  
الفئات  
المؤهلة

- الأجانب المقيمين بالمغرب بصفة مستمرة لأكثر من خمس سنوات %64
- الأجانب الذين يتوفرون على عقد عمل فعلي %04
- الأجانب المتزوجون بمواطنين مغاربة %02
- الأجانب المتزوجون من أجانب مقيمين بصفة قانونية بالمغرب %01
- الأطفال من زواج مختلط أو من زوجين أجنبيين %01
- مواطنون أجانب يعانون من أمراض مزمنة %01
- تصريح مقدم الطلب بالانتماء إلى فئتين مؤهلتين أو أكثر %03

المتقدمون بالطلبات ينتمون  
إلى 101 دولة

المصدر: منشورات المجلس الوطني لحقوق الانسان (شتنبر 2014).

يمكن القول أن التجربة المغربية تتميز بكونها أول تجربة انطلقت من جنوب المتوسط، وحاولت أن تنصف قضية الهجرة، وأن تعتمد مقارنة تصالحية معها من خلال كسر الاعتقاد الذي يجعل الهجرة والتهديد على صعيد واحد، كما حاولت أن تقارب مسألة الهجرة بروح تضامنية، وبدون حسابات اقتصادية أو ديمغرافية، وأن المقاربة الأمنية التي كانت تروم الحد من الهجرة وطرد المهاجرين أو دفعهم إلى المغادرة بإغلاق كل أبواب الاستقرار في وجههم، ينبغي تكيفها مع التوجه الجديد في سياسة الدولة، وذلك بأن تُزاوَج بمقاربة حقوقية وإنسانية على عكس بلدان الضفة الشمالية التي تعاطت دوماً مع مسألة الهجرة بهاجس أمني مفرط ولتعويض الخصائص المسجل لديها خصوصاً في مجال اليد العاملة.

### ثانياً: البعد الإنساني والحقوقى

تحمل السياسة الوطنية الجديدة في مجال الهجرة واللجوء في طياتها أبعاداً إنسانية وحقوقية وفق ما سطرته الإعلانات الدولية لحقوق الإنسان، تقتضي اعتبار وجود مواطنين من بلدان إفريقيا جنوب الصحراء، قضية كرامة إنسانية وقضية حق الإنسان في العيش والعمل والاستقرار، ولاسيما حين يفر المواطن مكرهاً من أوضاع الفقر والبطالة والمجاعة والحرب والقمع والاستبداد (الفاضل، 2013: 150).

لذلك ربما يكون في المستقبل، من حظ هذه السياسة أنها بُصمت بالمدخل الحقوقى، وأن صياغة أدبياتها الأولية قد استلهمت فكرة مقارنة حقوق الإنسان، والطابع الإنساني المستند إلى القانون الدولي، حيث أن الأدبيات الدولية والحقوقية والدستورية، قد أخذت مكانها كمرجعيات لبناء هذه السياسة، عوضاً عن الهواجس الأمنية المتضخمة، أو «فوبيا» خطابات «صناعة الخوف المرضى» من الأجانب.

ومن أجل تمكينهم من وضعية نظامية قانونية تضمن حقوقهم المدنية والسياسية والاجتماعية، خاصة ما تعلق بحرية التنقل والحق في المساواة وعدم المساس بالكرامة الانسانية، فقد تم فتح ورش التسوية القانونية لأوضاع المهاجرين حيث أعلنت الحكومة المغربية يوم 17 شتنبر 2013 في بلاغ مشترك لوزارات الداخلية والخارجية والعدل والتشغيل والتكوين المهني عن مخطط تطبيقي لتنفيذ السياسة الجديدة في مجال الهجرة واللجوء، وذلك بعد انتهاء الاجتماعات الوزارية للوزارات المعنية بتنسيق مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان

وتهريبهم، وتقوية التعاون والشراكات الدولية لفائدتهم، وتطوير المنظومة القانونية، واعتماد سياسة تواصلية فعالة في قضايا الهجرة واللجوء. ويوضح الجدول التالي أهداف وعمليات المخطط التطبيقي لتنفيذ السياسة الجديدة في المجالات الاجتماعية:

### الجدول رقم (1): المخطط التطبيقي لتنفيذ السياسة الجديدة في مجال الهجرة

12 عملية	هدف خاص 1: إدماج المهاجرين واللاجئين في نظام التعليم النظامي وغير النظامي هدف خاص 2: تعزيز أشكال التعبير الثقافي هدف خاص 3: تكوين المهاجرين واللاجئين في اللغات والثقافات المغربية	التربية والثقافة
4 عمليات	هدف خاص 4: إدماج المهاجرين النظاميين واللاجئين في البرامج الرياضية والترفيهية الموجهة للشباب	الشباب والترفيه
7 عمليات	هدف خاص 5: ضمان ولوج المهاجرين النظاميين واللاجئين إلى العلاج، بنفس الشروط المتوفرة للمغاربة هدف خاص 6: تنسيق عمل الجمعيات في مجال الصحة	الصحة
2 عمليتان	هدف خاص 7: تشجيع الحق في السكن للمهاجرين النظاميين واللاجئين في إطار الشروط المتوفرة للمغاربة	السكن
5 عمليات	هدف خاص 8: تقديم المساعدة القانونية للمهاجرين النظاميين هدف خاص 9: إدماج المهاجرين النظاميين في برامج التضامن والتنمية الاجتماعية	المساعدة الإنسانية والاجتماعية
4 عمليات	هدف خاص 10: ضمان ولوج المهاجرين للتكوين المهني هدف خاص 11: تيسير الاندماج المهني للمهاجرين النظاميين	التكوين المهني
8 عمليات	هدف خاص 12: تيسير ولوج المهاجرين النظاميين لمناصب الشغل هدف خاص 13: تشجيع خلق المقاولات من طرف المهاجرين النظاميين هدف خاص 14: تغطية الحاجات الخاصة من اليد العاملة	التشغيل

المصدر: الوزارة المكلفة بالمغاربة القاطنين بالخارج وشؤون الهجرة.

آفة الفقر والاقصاء الاجتماعي والمساهمة في الحفاظ على السلم والأمن على الصعيدين الإقليمي والعالمي. فحركات الهجرة التي تتم داخل القارة الإفريقية يمكن أن تنعكس إيجاباً على التحول الهيكلي لبلد الاستقبال إن تم تدبيرها بشكل جيد، عكس ما يعتقد الكثير من أن استقبال أكبر عدد منهم يخفض فرص الحصول على العمل بالنسبة إلى مواطني البلد المستقبل للهجرة.

ضمن هذا السياق، فإن تدبير الهجرة في الاستراتيجية الجديدة للمغرب يتأسس وفق منظور توافقي برهانات اقتصادية واجتماعية، مبنية على مرتكزات تتمثل، على الخصوص، في اعتبار هذه الظاهرة رافعة للتنمية، وأنه لن يتم تدبيرها إلا بتعاون جنوب-جنوب، من خلال مقارنة استشرافية وإيجابية تساهم في ترسيخ منظور مغاير للهجرة، واعتماد منظور جديد يبنّي على التخلّص أولاً من مختلف الأفكار والصور النمطية التي باتت لصيقة بالمهاجرين، والعمل على بناء رؤية شاملة ومندمجة وكلية للهجرة كعامل للتضامن والتنمية المشتركة والتعاون جنوب-جنوب، والتركيز على عنصر المشاركة الاقتصادية، باعتبارها فرصة للتنوع والغنى البشري والاقتصادي والثقافي والاجتماعي ومصدر قوة إيجابية، ودعمها أساسية للتنمية المستدامة الجهوية والوطنية، ومصدراً للاستثمار في الرأسمال البشري، ولتطوير الاقتصاد وخلق الثروات، وليست كإكراه أو معضلة أو مصدر تهديد أو عائق أمام التطور الاقتصادي والاجتماعي والثقافي<sup>2</sup>، ولا ينبغي أن تصبح مسألة أمنية، فإذا «قامت على العقاب والقمع لن يكون لها أثر أو تأثير رادع بل ستؤدي إلى نتيجة عكسية بتغيير مسارات الهجرة، ولكن لن توقفها»<sup>3</sup>.

ولتأمين حسن الانتقال من مقارنة أمنية ترى في المهاجر تهديداً، تغذية صور نمطية مسيئة تملأ الإعلام وتنتشر في الأوساط الاجتماعية، إلى مقارنة ترى في المهاجر فرصة ينبغي حسن استثمارها، أقرت الإستراتيجية الوطنية للهجرة واللجوء التي اعتمدت في دجنبر 2014، أحد عشر برنامجاً للعمل، تروم في مجملها ضمان اندماج واستقرار ناجعين للمهاجرين واللاجئين بالمغرب وتمكينهم من الخدمات الاجتماعية الأساسية، وذلك بتضافر جهود مختلف المؤسسات المعنية بقضايا الهجرة، وتهم هذه البرامج مجالات أساسية، هي التربية والثقافة من خلال التنصيص على إدماج المهاجرين في النظام التعليمي والتكوين في اللغات والثقافة المغربية، والشبيبة والرياضة فيما يتعلق بالبرامج الرياضية والترفيهية، والصحة لضمان الولوج إلى العلاج، والسكن لتشجيع الحق في السكن في إطار الشروط القانونية.

وأقرت الإستراتيجية أيضاً، حق المهاجرين في المساعدات الاجتماعية والإنسانية، والمساعدة القانونية، وتسهيل الولوج إلى التكوين المهني والتشغيل، وحمايتهم من شبكات المتاجرة في البشر

وبغية تأكيد رجاحة هذه الفرضية، تفحص الدراسة في مبحث أول أسس وأبعاد السياسة الجديدة للمغرب في مجال الهجرة، في حين تسعى، في مبحث ثان، إلى تحليل التحديات التي ترهن نجاح هذه السياسة على المديين القريب والمتوسط.

## المبحث الأول: أسس وأبعاد السياسة الجديدة للهجرة

يعود ميلاد السياسة الجديدة للمغرب في مجال الهجرة إلى جلسة العمل التي ترأسها الملك محمد السادس يوم 10 شتنبر 2013 بحضور رئيس الحكومة وعدد من الوزراء وكبار المسؤولين، وذلك بعد اطلاعه على التقرير الموضوعاتي حول وضعية المهاجرين واللاجئين بالمغرب، المنجز من طرف المجلس الوطني لحقوق الإنسان<sup>1</sup>، حيث دعا ملك البلاد الحكومة من أجل الشروع في بلورة سياسة جديدة شاملة في مجال الهجرة، وفق مقاربة إنسانية، تحترم الالتزامات الدولية للمغرب في مجال حقوق الإنسان، وتراعي حقوق المهاجرين من إفريقيا جنوب الصحراء المتواجدين بالمغرب للعبور إلى أوروبا أو الإقامة بالمملكة المغربية.

والحقيقة أن سياسة المغرب في مجال الهجرة واللجوء لا يمكن فهم خلفياتها إلا بوضعها ضمن سياقات إقليمية مخطط لها، كما أن السياسة الجديدة في مجال الهجرة واللجوء، وإن كانت تحمل في طياتها أبعادا اقتصادية واجتماعية وحقوقية وفق مقاربة منسجمة ومتكاملة قائمة على البعد الإنساني في معاملة هؤلاء المهاجرين وحماية حقوقهم من أي انتهاكات محتملة بغض النظر عن وضعيتهم الإدارية، فإن ذلك لا يلغي البعد السياسي للمبادرة، باعتبار أن انضمام المغرب لعمقه الإفريقي كان من بين الأسباب التي جعلت المغرب يتعامل مع ملف الهجرة بإيجابية، واعتبارها مناسبة مهمة لإعادة تموقعه الجيو سياسي الجديد.

## أولا: البعد الاقتصادي والاجتماعي

إذا كان السعي إلى توحيد مواقف الدول الإفريقية على الصعيد الدولي في مجال الضوابط العامة للهجرة، واعتماد سياسات مشتركة بينها في هذا المجال ضرورة ملحة، فإن التعاون جنوب-جنوب يظل أكثر جوانب الموضوع أهمية وإلحاحا، حيث من المفروض أن يلعب هذا التعاون دورا استراتيجيا من أجل تعزيز التكامل الإقليمي والاستقرار السياسي والازدهار الاقتصادي والاجتماعي لبلدان القارة، وتحفيز النمو الاقتصادي الذي من شأنه مساعدتها على التغلب على

إنسانية وأمنية واقتصادية (بوخريص، 2016:45). وبحكم التحولات المتسارعة لظاهرة الهجرة، نتيجة اشتداد الأزمات والحروب الأهلية، ووضع عدم الاستقرار في العديد من دول إفريقيا جنوب الصحراء، بالموازاة مع تحديات الوضع الإقليمي وتحولاته، أضحت على المغرب التعامل مع معطى جديد، متعلق بما يسمى المهاجرين-اللاجئين. وفي ظل هذه الوضعية الجديدة التي جعلته يصنف ضمن خانة الدول المعنية بعوالة التنقلات البشرية، اختار المغرب سياسة جديدة للتعاطي مع قضية الهجرة هي الأولى من نوعها على مستوى دول جنوب البحر الأبيض المتوسط، وفي ذلك تأشير على أهمية هذا الموضوع من الناحية النظرية، لأنه يجسد نوعا من استعادة أو تملك للخطاب العلمي حول ظاهرة الهجرة، الذي اعتبر باستمرار خطاب بلدان الاستقبال، الأوروبية على الخصوص، والتي، بقدر ما تبدي حاجة متزايدة للمهاجرين، بقدر ما تحترس منهم. فإنتاج خطاب علمي حول الهجرة يمثل اليوم ضرورة وطنية، بالنسبة للمجتمعات التي شكلت تاريخيا بيئة مصدرة للهجرة أكثر منها مستقبلة لها، وذلك من أجل فهمها أولا، ثم بغاية التعامل الأمثل معها، وتحديد أخطارها واختلالاتها ثانيا.

فماهي ملامح السياسة العمومية الجديدة للمغرب في مجال الهجرة؟ وماهي أبعادها ومضامينها ومرتكزاتها الكبرى؟ وماهي مؤسسات وأجهزة بلورتها؟ وما مدى مراعاتها للمبادئ الأساسية لحقوق الإنسان؟ وماهي حدود الحماية التي توفرها للمهاجرين من إفريقيا جنوب الصحراء في ضوء الاتفاقيات التي يعد المغرب طرفا فيها مع دول الاتحاد الأوروبي؟

تنطلق هذه الدراسة من استنتاج مركزي مفاده أن المغرب إذا كان قد أعلن سنة 2013 عن سياسته الجديدة للهجرة التي تعنى بتحسين أوضاع المهاجرين واللاجئين فوق ترابه، وتسوية وضعيتهم وفق مقاربة شمولية متعددة الأبعاد، إلا أن هذه المقاربة الجديدة في تدبير أوضاع المهاجرين ستبقى محدودة الأثر والنتائج، ما لم يتم رفع التحديات التي تعترضها، وإظهار مدى احترام الدولة المغربية لالتزاماتها الدولية في مجال الهجرة.

وقصد البرهنة على هذا الاستنتاج، تعتمد الدراسة فرضية قوامها أن اعتماد المغرب سياسة جديدة في مجال الهجرة، والدينامية التي واكبتها وما خلفه ذلك من انعكاسات إيجابية على احترام وحماية حقوق المهاجرين والنهوض بأوضاعهم، لا يعني بالضرورة القطع مع جميع التجاوزات والانتهاكات التي تواجه هؤلاء المهاجرين، بقدر ما يعني تبلور مسار جديد يسعى المغرب من خلاله إلى تقعيد أسس وركائز سياسته العمومية في مجال الهجرة.



# السياسة الجديدة للمغرب في مجال الهجرة: الأبعاد والتحديات

يوسف كريم

## Résumé

Face aux différents et profonds changements des dynamiques migratoires, le Maroc a choisi de prendre sa modeste part à ce changement de paradigme en adoptant une nouvelle politique migratoire en 2013.

Les résultats des recherches montrent que les efforts déployés restent limités. L'Etat et la société se trouvent confrontés, au moins, à trois défis.

**Mots-clés :** Maroc, migration subsaharienne, nouvelle politique migratoire, défis.

## Abstract

Faced with the different and profound changes in migration dynamics, Morocco has chosen to take its modest part in this paradigm shift by adopting a new migration Policy in 2013.

Research results show that efforts are still limited. The State and the society are in confrontation, at least, with three challenges.

**Keys words:** migration, Sub-Saharan Africa, Morocco, new immigration policy, challenges.

## مقدمة

تحول المغرب في السنوات الأخيرة من بلد مصدر للهجرة وبلد عبور للمهاجرين في اتجاه أوروبا، إلى بلد استقرار مفضل لدى العديد من مواطني إفريقيا جنوب الصحراء، بحيث أصبح وجودهم ملحوظا للعيان في بعض المدن المغربية (بيه، 2016: 202)، وهو ما جعل المغرب في وضعية صعبة، وفي مرمى ضغوطات أوروبية متزايدة. إذ أنه لم يعد بلدا للهجرة، بل أصبح بلد استقبال وعبور للمهاجرين من إفريقيا جنوب الصحراء، مع ما ينجم عن دخولهم التراب الوطني من مشاكل

خالد إبراهيم حسن الكردي، «قراءة في سيكولوجية الهجرة غير المشروعة»، ورقة علمية مقدمة في الندوة العلمية بعنوان: «الهجرة غير الشرعية: الأبعاد الأمنية والإنسانية» المنعقدة في مدينة سطات بالمغرب، جامعة نايف العربية للعلوم الأمنية، المملكة العربية السعودية، 2015.

أحمد عبد العزيز الأصفر، «الهجرة غير المشروعة الانتشار والأشكال والأساليب المتبعة»، ورقة عمل مقدّمة لندوة الهجرة غير المشروعة، جامعة نايف العربية للعلوم الأمنية، الرياض.

عزت حمد الشيشيني، «المعاهدات والصكوك والمواثيق الدولية في مجال مكافحة الهجرة غير المشروعة»، ندوة علمية: «مكافحة الهجرة غير المشروعة»، جامعة نايف العربية للعلوم الأمنية، خلال الفترة من 10-8/2/2010، الرياض.

### المراجع الأجنبية

- Sandra Lavenex, «Migration and the EU's New Eastern Border: Between Realism and Liberalism», *Journal of European Public Policy*, vol. 8, n° 1, (February 20010), p. 26.
- «Athens Vows to Push for Integrated Migration Policy», EurActiv (10 January 2014), <<http://www.euractiv.com/eu-elections-2014/athens-vows-push-integrated-migr-news-532681>>, (Access Date 30/5/2014 .
- Fagrues Philippe, «Afrique du nord et moyen-orient, des migrations en quête d'une politique», n° 4/2006. [www.Cairm.info/article.php](http://www.Cairm.info/article.php).
- MAHDI Mabrouk, « Migration clandestine en Tunisie : organisations et filières », R.T.S.S, tome 47, n° 140, Tunisie, 2010.
- Veronique Lassaily Jacob, DESSE Michel, « Migration et vulnérabilités différenciées face aux sécheresses (sahel) et aux cyclones (littoraux antillais) », *Recherches Scientifique*, n° 52, Maroc, 2010.
- Platform for International Coopération on Undocumented Migrants (PICUM), *Droits fondamentaux des sans-papiers en Europe : principaux sujets de préoccupation de PICUM en 2010*, Bruxelles (Belgique), octobre 2010, p. 76.
- FRA, Fundamental Rights of Migrants in an irregular situation in the European Union, Fundamental rights at Europe's southern sea borders, November, FRA, 2013.
- Sara CASELLA, Marie CHARLES, Olivier CLOCHARD, Agence FRONTEx, « Quelles garanties pour les droits de l'homme ? », étude soutenue par le groupe des verts dans le Parlement Européen, novembre 2010.

تقرير الهجرة الدولية، «الهجرة والنزوح في منطقة عربية متغيرة»، 2015، الاسكوا، الأمم المتحدة. اتفاقية الأمم المتحدة لقانون البحار الموقعة في منتغوباي بتاريخ 10 ديسمبر 1982، وعلى الاتفاق بشأن تنفيذ الجزء الحادي عشر منها الموقع في 28 يوليو 1994، حيث تم إيداع وثائق مصادقة المملكة المغربية على الاتفاقية والاتفاق المذكورين الموقع بنيويورك في 11 يونيو 2007.

مجلس حقوق الإنسان للأمم المتحدة، تقرير المقرر الخاص المعني بحقوق الإنسان للمهاجرين، دراسة إقليمية: إدارة دود الخارجية للإتحاد الأوروبي وأثرها على حقوق الإنسان للمهاجرين، رقم المنشور A/HCR/23/46k، ص. 14.

منظمة العفو الدولية، «العيش في الظل: وثيقة تمهيدية بشأن الحقوق الإنسانية للمهاجرين»، مطبوعات منظمة العفو الدولية، الطبعة الأولى، 2006.

تقرير المقرر الخاص المعني بحقوق الإنسان للمهاجرين، فرانسوا كريبو، دراسة إقليمية: «إدارة الحدود الخارجية للاتحاد الأوروبي وأثرها على حقوق الإنسان للمهاجرين»، مجلس حقوق الإنسان، الجمعية العامة للأمم المتحدة، 2013/04/24.

الجمعية الجهوية والمحلية الأورومتوسطية، «مشروع التقرير حول دور المجتمعات المحلية والإقليمية في مجال إدارة الهجرة بمنطقة البحر المتوسط»، رقم المطبوع: COR-2014-01464-00-02-156/13 TCD-TRA (PT)، 2014.

تقرير المقرر الخاص المعني بحقوق الإنسان للمهاجرين، فرانسوا كريبو: احتجاج المهاجرين غير القانونيين وبدائل الاحتجاز.

#### • مؤتمرات وملتقيات

عبد المالك صايش، محاربة الهجرة السرية من خلال 08/11، بحث مقدم في الملتقى الوطني حول «تنظيم العلاقات الدولية الخاصة في الجزائر: واقع متطور»، يومي 22/21 أبريل 2010، مطبعة جامعة قاصدي مرباح، ورقلة.

مؤتمر العمل الدولي، «نحو نهج عادل للعمال المهاجرين في الاقتصاد العالمي»، البند السادس من جدول الأعمال، التقرير السادس، مكتب العمل الدولي بجنيف، الطبعة الأولى، 2004، رقم المطبوع 92-2-613043-4 ISBN.

دخالة مسعود، «واقع الهجرة غير الشرعية في حوض المتوسط: تداعياتها وآليات مكافحتها»،  
المجلة الجزائرية للسياسات العامة، العدد (5)، كلية العلوم السياسية والعلاقات الدولية،  
جامعة قسنطينة، 2014.

ماهر عبد موله، «التشريع الأوروبي إزاء الهجرة السرية المغاربية: آليات الردع والتحفيز»،  
المستقبل العربي، المجلد (34)، العدد (398)، لبنان، 2012.

#### • أبحاث ودراسات

بيلابري، «الهجرة النسائية بين دول البحر الأبيض المتوسط والإتحاد الأوروبي»، برنامج  
يوروميد للهجرة 2، مجموعة من مؤسسات بحثية وجامعات، تحت إشراف جون لوي فيل،  
2008-2011.

د. غربي محمد، «التحديات الأمنية للهجرة غير الشرعية في منطقة البحر الأبيض المتوسط :  
الجزائر أنموذجاً»، الأكاديمية للدراسات الاجتماعية والإنسانية، العدد 8، الجزائر، 2012.  
محمد مطاوع، «الاتحاد الأوروبي وقضايا الهجرة : الإشكاليات الكبرى والاستراتيجيات  
والمستجدات»، كلية الاقتصاد والعلوم السياسية، جامعة القاهرة، 2014.

#### • تقارير دولية

الهجرة في عالم مترابط، «اتجاهات جديدة للعمل، تقرير اللجنة العالمية للهجرة الدولية»،  
أكتوبر 2005.

المجلس الاقتصادي والاجتماعي للأمم المتحدة، الدورة المواضيعية لعام 2010، تقرير المفوضية  
السامية لحقوق الإنسان، نيويورك، من 23 إلى 28 يوليو 2010.

تقرير خورخي بوسامنتي، المقرر الخاص المعني بحقوق الإنسان للمهاجرين، «تعزيز وحماية  
جميع حقوق الإنسان المدنية والسياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية، بما في ذلك  
الحق في التنمية»، د-17، 21 مارس 2011، الوثيقة رمز A/HRC/17.

تقرير فرانسوا كريبو، المقرر الخاص المعني بحقوق الإنسان للمهاجرين، «تعزيز وحماية جميع  
حقوق الإنسان المدنية والسياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية، بما في ذلك الحق  
في التنمية»، وفق قرار مجلس حقوق الانسان 17/12، ص. 11، استغلال عمل المهاجرين  
(د-26)، 3 أبريل 2014.

بطاهر عبد القادر، حقوق المهاجرين غير النظاميين في إطار التعاون الأورومتوسطي، مذكرة للحصول على شهادة ماجستير في القانون العام، جامعة وهران 2، كلية الحقوق والعلوم السياسية، 2014-2015.

ساعد رشيد، واقع الهجرة غير الشرعية في الجزائر من منظور الأمن الإنساني، مذكرة مقدمة لنيل شهادة الماجستير في العلوم السياسية، تخصص دراسات مغربية، كلية الحقوق والعلوم السياسية، جامعة محمد خيضر، 2011-2012.

محمد بن عبد العزيز أبو عباة، حقوق المهاجرين غير الشرعيين: دراسة تأصيلية مقارنة بالقانون الدولي، أطروحة مقدمة استكمالاً لمتطلبات الحصول على درجة دكتوراه الفلسفة في العلوم الأمنية، قسم العدالة الجنائية، كلية الدراسات العليا، جامعة نايف العربية للعلوم الأمنية، الرياض، 2014.

قوسم فضيلة، مذكرة لنيل شهادة الماستر في القانون العام، الوضع القانوني للمهاجرين غير الشرعيين في الدول المستقبلية، جامعة عبد الرحمن ميرة، الجزائر، 2018، ص. 34.

غالية بن زيوش، الهجرة والتعاون أورومتوسطي منذ منتصف السبعينات، رسالة الماجستير في العلوم السياسية والعلاقات الدولية، تخصص علاقات دولية، كلية العلوم السياسية والإعلام ومعهد العلوم السياسية والعلاقات الدولية، جامعة الجزائر، 2005.

#### • مجلات

صلاح الدين فوزي، «الإطار العام لمكافحة الهجرة غير الشرعية»، العدد 63، مجلة البحوث القانونية والاقتصادية، مصر، 2017.

المفوضية السامية لحقوق الإنسان، «الاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم»، صحيفة الوقائع رقم 24، طبعة أولى منقحة، جنيف.

فريجة لديمه، «الهجرة غير الشرعية دراسة في الحركيات السببية المنتجة للظاهرة»، مجلة الاجتهاد القضائي، العدد الثامن، عدد خاص بأعمال اليوم الدراسي حول: المعالجة القانونية لظاهرة الهجرة غير الشرعية، كلية الحقوق والعلوم السياسية، مخبر الاجتهاد القضائي وأثره على حركة التشريع بالتعاون مع فرقة مكافحة الهجرة غير الشرعية، يناير 2013.

## المراجع

### 1. المراجع بالعربية

#### • الكتب

صايش عبد المالك، التعاون الأورومغاربي في مجال مكافحة الهجرة غير القانونية، مذكرة لنيل شهادة الماجستير في القانون، كلية الحقوق بجامعة باجي مختار بعنابة، الجزائر، 2007.

زكري مريم، البعد الإقتصادي للعلاقات الأوروبية المغاربية، مذكرة لنيل شهادة الماجستير في العلوم السياسية، كلية الحقوق والعلوم السياسية بجامعة أبو بكر بلقايد تلمسان، الجزائر، 2011.

عجيل الويسي وآخرون، المنجد في اللغة العربية والإعلام، دار المشرق ببيروت، 1988، ص. 35.

محمد فتحي عيد، التجارب الدولية في مكافحة الهجرة غير الشرعية، جامعة نايف العربية للعلوم الأمنية، الرياض، الطبعة الأولى، 2010.

أحمد عمي إسماعيل، أسس علم السكان، دار الثقافة والنشر والتوزيع، القاهرة، 1997، ص. 57.

هانس فان غليند وآخرون، الترجمة إلى اللغة العربية رهان راشد نادي الخوري، علاقات أصحاب العمل بالعمال المهاجرين في الشرق الأوسط: التنقل في سوق العمل استطلاع آفاق الداخلية والهجرة العادلة، منظمة العمل الدولية المكتب الإقليمي للدول العربية، فبراير 2017.

رؤوف منصور، الهجرة السرية من منظور الأمن الإنساني، مكتبة الوفاء القانونية، الإسكندرية، مصر.

عبد القادر رزيق المخادمي، الهجرة السرية واللجوء السياسي، ديوان المطبوعات الجامعية، الجزائر، 2012.

#### • أطروحات جامعية

كريم متقي، الهجرة السرية للأطفال القاصرين المغاربة نحو أوروبا، رسالة لنيل دبلوم الدراسات المعمقة في القانون الخاص، جامعة سيدي محمد بن عبد الله، المغرب، 2005.

بوعافية ليندة، برباش شهيدة، الهجرة غير الشرعية ومكافحتها، مذكرة لنيل شهادة الماستر في القانون، كلية الحقوق والعلوم السياسية، جامعة عبد الرحمان ميرة، الجزائر، 2012/2013.

- الخاص المعني بحقوق الإنسان للمهاجرين، 30 ديسمبر 2002، وثيقة الأمم المتحدة 85/2003/E/CN.4، الفقرات 17 و60 و73.
- 73 مجلس حقوق الإنسان للأمم المتحدة، تقرير المقرر الخاص المعني بحقوق الإنسان للمهاجرين، مرجع سابق، ص. 13.
- 74 توجيه المجلس الأوروبي لسنة 2002 رقم EC/90.
- 75 Sara CASELLA, Marie CHARLES, Olivier CLOCHARD, Agence FRONTEX, « Quelles garanties pour les droits de l'homme ? », étude soutenue par le groupe des verts dans le Parlement Européen, novembre 2010, p. 5-6.
- 76 الجمعية الجهوية والمحلية الأورومتوسطية، مشروع التقرير حول دور المجتمعات المحلية والإقليمية في مجال إدارة الهجرة بمنطقة البحر المتوسط، رقم المطبوع، 2014، 156/13، COR-2014-01464-00-02-TCD-TRA (PT)، ص. 14.
- 77 بطاهر عبد القادر، مرجع سابق، ص. 173.
- 78 الجمعية العامة للأمم المتحدة، تقرير الأمين العام حول الهجرة الدولية والتنمية، الدورة الخامسة والستون، البند 22 ج.
- العولمة والاعتماد المتبادل، رقم المطبوع A/65/203، بتاريخ 2 غشت 2010، ص. 15-16.
- 79 بطاهر عبد القادر، مرجع سابق، ص. 174.
- 80 تقرير المقرر الخاص المعني بحقوق الإنسان للمهاجرين، فرانسوا كريبو، احتجاجات المهاجرين غير القانونيين وبدائل الاحتجاز، مرجع سابق، ص. 5.
- 81 قرار منظمة الصحة العالمية «ج ص» عدد 61-17 بشأن صحة المهاجرين الذي أقرته جمعية الصحة العالمية الحادية والستون في عام 2008.
- 82 اتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية، اعتمدت وعرضت للتوقيع والتصديق والانضمام بموجب قرار الجمعية العامة للأمم المتحدة 25 الدورة الخامسة والخمسون المؤرخ في 15 نوفمبر 2000، ودخلت الاتفاقية حيز التنفيذ في 29 سبتمبر 2003.
- 83 بطاهر عبد القادر، مرجع سابق، ص. 179.
- 84 بطاهر عبد القادر، مرجع سابق، ص. 180.
- 85 اللجنة الاقتصادية والاجتماعية الأوروبية، اللجنة الاقتصادية والاجتماعية الأوروبية، «الهجرة غير الشرعية عبر البحر في منطقة اليوروميد»، أكتوبر 2013، رقم المطبوع REX/375 - CES2533، 2012، ص. 3.

- 58 غالية بن زيوش، الهجرة والتعاون أوروبتوسطي منذ منتصف السبعينات، رسالة الماجستير في العلوم السياسية والعلاقات الدولية، تخصص علاقات دولية، كلية العلوم السياسية والإعلام ومعهد العلوم السياسية والعلاقات الدولية، جامعة الجزائر، 2005، ص. 143.
- 59 قوسم فضيلة، مرجع سابق، ص. 43.
- 60 مجلس حقوق الإنسان للأمم المتحدة، تقرير المقرر الخاص المعني بحقوق الإنسان للمهاجرين، دراسة إقليمية: إدارة دود الخارجية للإتحاد الأوروبي وأثرها على حقوق الإنسان للمهاجرين، رقم المنشور 46k/A/HCR/23، ص. 14.
- 61 تأسس برنامج مجلس أوروبا ستوكهولم : أوروبا مفتوحة وأمنة تخدم وتحمي المواطنين عام 2010 حيث جعل هذا البرنامج من أولوياته الاحترام التام للتدابير التي من شأنها حماية الحقوق الإنسانية وقواعد القانون الدولي لحقوق الإنسان التي تحمي المهاجرين غير النظاميين وطالبي اللجوء.
- 62 Platform for International Coopération on Undocumented Migrants (PICUM), droits fondamentaux des sans-papiers en Europe : principaux sujets de préoccupation de PICUM en 2010, Bruxelles (Belgique), octobre 2010, p. 76.
- 63 منظمة العفو الدولية، العيش في الظل: وثيقة تمهيدية بشأن الحقوق الإنسانية للمهاجرين، مطبوعات منظمة العفو الدولية، الطبعة الأولى، 2006، ص. 9.
- 64 بطاهر عبد القادر، مرجع سابق، ص. 150.
- 65 محكمة العدل الأوروبية، القضية رقم c-355/10 5 سبتمبر 2012.
- 66 محمد مطاوع، الاتحاد الأوروبي وقضايا الهجرة : الإشكاليات الكبرى والاستراتيجيات والمستجدات، كلية الاقتصاد والعلوم السياسية، جامعة القاهرة، 2014، ص. 30.
- 67 FRA, *Fundamental Rights of Migrants in an irregular situation in the European Union*, Fundamental rights at Europe's southern sea borders, November, FRA, 2013.
- 68 بطاهر عبد القادر، مرجع سابق، ص. 151.
- 69 مجلس حقوق الإنسان للأمم المتحدة، تقرير المقرر الخاص المعني بحقوق الإنسان للمهاجرين، دراسة إقليمية: «إدارة الحدود الخارجية للإتحاد الأوروبي وأثرها على حقوق الإنسان للمهاجرين»، رقم : 46k/A/HCR/23، ص. 9.
- 70 تقرير المقرر الخاص المعني بحقوق الإنسان للمهاجرين، فرانسوا كريبو، دراسة إقليمية: «إدارة الحدود الخارجية للإتحاد الأوروبي وأثرها على حقوق الإنسان للمهاجرين، مجلس حقوق الإنسان، الجمعية العامة للأمم المتحدة، 2013/04/24، ص. 9.
- 71 مرجع سابق.
- 72 عموما، فإن معاملة المهاجرين غير الشرعيين كمجرمين في المجتمعات المستقبلية، تستند إلى عدة ممارسات كالاتقال والاحتجاز الإداري، والمعاملة السيئة للمهاجرين غير النظاميين، وكذا ظروف العيش السيئة في بلدان الإستقبال، إضافة إلى البعد القانوني المتعلق بتجريم الهجرة غير النظامية، وهذا استنادا لتقرير المقرر



- 41 اتفاقية الأمم المتحدة لقانون البحار الموقعة في منتغوباي بتاريخ 10 ديسمبر 1982، وعلى الاتفاق بشأن تنفيذ الجزء الحادي عشر منها الموقع في 28 يوليو 1994، حيث تم إيداع وثائق مصادقة المملكة المغربية على الاتفاقية والاتفاق المذكورين الموقع بنيويورك في 11 يونيو 2007.
- 42 استعريض عن كلمة «إشارة» بكلمة «معلومات» في سياق التعديلات التي اعتمدت في شهر 2 أيار/مايو 2004.
- 43 رؤوف منصور، مرجع سابق، ص. 21.
- 44 المواد 16 و17 و18 من اتفاقية حماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم.
- 45 قوسم فضيلة، مرجع سابق، ص. 37.
- 46 المادة 17 فقرة 3 من اتفاقية حماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم.
- 47 قوسم فضيلة، مرجع سابق، ص. 38.
- 48 الفرق بين الإبعاد والطرده: بالنسبة لأوجه التشابه كلاهما يرد على أجنبي حيث يؤدي إلى الخروج جبراً من أراضي الدولة، وأما بالنسبة لأوجه الاختلاف أن قرار الإبعاد عادة يصدر من الجهة الإدارية المختصة بينما يصدر قرار الطرد من الأجهزة الأمنية، حيث تقوم الجهة الشرطية بإبعاد الأجنبي بعد اتخاذ جميع الإجراءات اللازمة للطرد في البلد الذي يقيم فيه إلى البلد الذي يعيش فيه.
- 49 هو نقل الأجنبي بالقوة من دولة لأخرى لإساءة ارتكبتها بحق الدولة الضيفة، غير أن القانون الدولي لا يقتضي أسباباً للترحيل.
- 50 أحمد رشاد سلام، «الأخطار الظاهرة والكامنة على الأمن الوطني للهجرة غير المشروعة»، ندوة علمية حول: «مكافحة الهجرة غير المشروعة»، جامعة نايف العربية للعلوم الأمنية، الرياض، خلال الفترة من 8-10/2/2010، ص. 214.
- 51 قوسم فضيلة، مرجع سابق، ص. 39.
- 52 عزت حمد الشيشيني، «المعاهدات والصكوك والمواثيق الدولية في مجال مكافحة الهجرة غير المشروعة»، ندوة علمية «مكافحة الهجرة غير المشروعة»، جامعة نايف العربية للعلوم الأمنية، الرياض، خلال الفترة من 8-10/2/2010، ص. 151.
- 53 دخالة مسعود، «واقع الهجرة غير الشرعية في حوض المتوسط: تداعياتها وآليات مكافحتها»، المجلة الجزائرية للسياسات العامة، العدد (5)، كلية العلوم السياسية والعلاقات الدولية، جامعة قسنطينة، 2014، ص. 149.
- 54 عزت حمد الشيشيني، مرجع سابق، ص. 151.
- 55 عبد القادر رزيق المخادمي، الهجرة السرية واللجوء السياسي، ديوان المطبوعات الجامعية، الجزائر، 2012، ص. 58.
- 56 ماهر عبد مولا، «التشريع الأوروبي إزاء الهجرة السرية المغاربية: آليات الردع والتحفيز»، المستقبل العربي، المجلد (34)، العدد (398)، لبنان، 2012، ص. 41.
- 57 ماهر عبد مولا، مرجع سابق، ص. 42.

- 24 محمد بن عبد العزيز أبو عباة، حقوق المهاجرين غير الشرعيين: دراسة تأصيلية مقارنة بالقانون الدولي، أطروحة مقدمة استكمالاً لمتطلبات الحصول على درجة دكتوراه الفلسفة في العلوم الأمنية، قسم العدالة الجنائية، كلية الدراسات العليا، جامعة نايف العربية للعلوم الأمنية، الرياض، 2014، ص. 59.
- 25 أحمد عبد العزيز الأصغر، «الهجرة غير المشروعة: الانتشار والأشكال والأساليب المتبعة»، ورقة عمل مقدّمة لندوة: «الهجرة غير المشروعة»، جامعة نايف العربية للعلوم الأمنية، الرياض، ص. 8.
- 26 MAHDI Mabrouk, «Migration clandestine en Tunisie : organisations et filières», *R.T.S.S.*, tome 47, n° 140, Tunisie, 2010, p.169-202.
- 27 أحمد عبد العزيز الأصغر، «الهجرة غير المشروعة: الانتشار والأشكال والأساليب المتبعة»، مرجع سابق، ص. 8.
- 28 تقرير خورخي بوستامنتي، المقرر الخاص المعني بحقوق الإنسان للمهاجرين، تعزيز وحماية جميع حقوق الإنسان المدنية والسياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية، بما في ذلك الحق في التنمية، د17-، 21 مارس 2011، الوثيقة رمز A/HRC/17، ص. 14.
- 29 أحمد عبد العزيز الأصغر، «الهجرة غير المشروعة: الانتشار والأشكال والأساليب المتبعة»، مرجع سابق، ص. 8.
- 30 تقرير فرانسوا كريبو، المقرر الخاص المعني بحقوق الإنسان للمهاجرين، تعزيز وحماية جميع حقوق الإنسان المدنية والسياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية، بما في ذلك الحق في التنمية، وفق قرار مجلس حقوق الانسان 17/12، ص. 11، استغلال عمل المهاجرين (د 26)، 3 أبريل 2014، ص. 11.
- 31 هانس فان غليند وآخرون، الترجمة إلى اللغة العربية: رهان راشد نادي الخوري، علاقات أصحاب العمل بالعمال المهاجرين في الشرق الأوسط: التنقل في سوق العمل استطلاع آفاق الداخلية والهجرة العادلة، منظمة العمل الدولية المكتب الإقليمي للدول العربية، فبراير 2017، ص. 8.
- 32 تقرير الهجرة الدولية، الهجرة والنزوح في منطقة عربية متغيرة، 2015، الاسكوا، الأمم المتحدة، ص. 16.
- 33 مرجع سابق.
- 34 Veronique Lassaily Jacob, DESSE Michel, «Migration et vulnérabilités différenciées face aux sécheresses (sahel) et aux cyclones (littoraux antillais)», *Recherches Scientifique*, n° 52, Maroc, 2010, p. 83.
- 35 تقرير خورخي بوستامنتي، المقرر الخاص المعني بحقوق الإنسان للمهاجرين، مرجع سابق، ص. 17-19.
- 36 Veronique Lassaily Jacob, *op. cit.*, p. 85.
- 37 بروتوكول مكافحة تهريب المهاجرين عن طريق البر والبحر والجو، المكمل لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية، اعتمد وعرض للتوقيع والتصديق والانضمام بموجب قرار الجمعية العامة للأمم المتحدة 25، الدورة الخامسة والخمسون، المؤرخ في 15 تشرين الثاني/نوفمبر 2000.
- 38 رؤوف منصور، الهجرة السرية من منظور الأمن الإنساني، مكتبة الوفاء القانونية، الإسكندرية، مصر، ص. 214.
- 39 قوسم فضيلة، مذكرة لنيل شهادة الماستر في القانون العام، الوضع القانوني للمهاجرين غير الشرعيين في الدول المستقبلية، جامعة عبد الرحمن ميرة، الجزائر، 2018، ص. 34.
- 40 قوسم فضيلة، مرجع سابق، ص. 34.

- 9 مؤتمر العمل الدولي، نحو نهج عادل للعمال المهاجرين في الاقتصاد العالمي، البند السادس من جدول الأعمال، التقرير السادس، مكتب العمل الدولي جنيف، الطبعة الأولى، 2004، رقم المطبوع 4-613043-2-92، ISBN، ص. 10.
- 10 عبد المالك صايش، «محراب الهجرة السرية...»، بحث مقدم في الملتقى الوطني حول: «تنظيم العلاقات الدولية الخاصة في الجزائر واقع متطور»، يومي 22/21 أبريل 2010، مطبعة جامعة قاصدي مرباح ورقلة، ص. 237.
- 11 كريم متقي، الهجرة السرية للأطفال القاصرين المغاربة نحو أوروبا، رسالة لنيل دبلوم الدراسات المعمقة في القانون الخاص، جامعة سيدي محمد بن عبد الله، المغرب، 2005، ص. 7.
- 12 خالد إبراهيم حسن الكردي، «قراءة في سيكولوجية الهجرة غير المشروعة»، ورقة علمية مقدمة في الندوة العلمية بعنوان: «الهجرة غير الشرعية: الأبعاد الأمنية والإنسانية» المنعقدة في مدينة سطات بالمغرب، جامعة نايف العربية للعلوم الأمنية، المملكة العربية السعودية، 2015، ص. 5.
- 13 المجلس الاقتصادي والاجتماعي للأمم المتحدة، الدورة المواضيعية لعام 2010، تقرير المفوضية السامية لحقوق الإنسان، نيويورك، 23 إلى 28 يوليوز 2010، ص. 6.
- 14 عجبل الويسي وآخرون، المنجد في اللغة العربية والإعلام، دار المشرق ببيروت، 1988، ص. 35.
- 15 بوغافية ليندة، برباش شهيدة، الهجرة غير الشرعية ومكافحتها، مذكرة لنيل شهادة الماستر في القانون، كلية الحقوق والعلوم السياسية، جامعة عبد الرحمان ميرة، الجزائر، 2013/2012، ص. 6.
- 16 محمد فتحي عيد، التجارب الدولية في مكافحة الهجرة غير الشرعية، جامعة نايف العربية للعلوم الأمنية، الرياض، الطبعة الأولى، 2010، ص. 35.
- 17 احمد عمي إسماعيل، أسس علم السكان، دار الثقافة والنشر والتوزيع، القاهرة، 1997، ص. 57.
- 18 Fagrués Philippe, «Afrique du nord et moyen-orient, des migrations en quête d'une politique», n° 4/2006, www.Cairm.info/article.php.
- 19 بطاهر عبد القادر، حقوق المهاجرين غير النظاميين في إطار التعاون الأورومتوسطي، مذكرة للحصول على شهادة ماجستير في القانون العام، جامعة وهران 2، كلية الحقوق والعلوم السياسية، 2014-2015، ص. 23.
- 20 المفوضية السامية لحقوق الإنسان، «الاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم»، صحيفة الوقائع رقم 24، طبعة أولى منقحة، جنيف، ص. 7.
- 21 ساعد رشيد، واقع الهجرة غير الشرعية في الجزائر من منظور الأمن الإنساني، مذكرة مقدمة لنيل شهادة الماجستير في العلوم السياسية، تخصص دراسات مغربية، كلية الحقوق والعلوم السياسية، جامعة محمد خيضر، 2011-2012، ص. 15.
- 22 د. غربي محمد، التحديات الأمنية للهجرة غير الشرعية في منطقة البحر الأبيض المتوسط: الجزائر أمونوجا، الأكاديمية للدراسات الاجتماعية والإنسانية، العدد 8، الجزائر، 2012، ص. 12.
- 23 فريجة لديمه، «الهجرة غير الشرعية دراسة في الحركيات السببية المنتجة للظاهرة»، مجلة الاجتهاد القضائي، العدد الثامن، عدد خاص بأعمال اليوم الدراسي حول: المعالجة القانونية لظاهرة الهجرة غير الشرعية، كلية الحقوق والعلوم السياسية، مخبر الاجتهاد القضائي وأثره على حركة التشريع بالتعاون مع فرقة مكافحة الهجرة غير الشرعية، يناير 2013، ص. 69.

وختاماً، ينبغي على الاتحاد الأوروبي أن يأخذ بعين الاعتبار النقاط التالية من أجل حماية المهاجرين غير الشرعيين :

- تبني سياسة أوروبية شاملة بخصوص الهجرة غير الشرعية تعتمد تقاسم الأعباء بين جميع دول الإتحاد الأوروبي من خلال<sup>85</sup> :

- توفير الموارد المالية والمادية اللازمة لعمليات الإنقاذ البحرية الفعالة ومراقبة الحدود؛
- فحص ومعالجة طلبات اللجوء في إطار التشريع الأوروبي المشترك، لاسيما القواعد القانونية لحقوق الإنسان، انطلاقاً من فكرة فعالية النظام الأوروبي لحقوق الإنسان؛
- تنفيذ إجراءات العودة إلى الوطن والترحيل وفقاً للضمانات القانونية المتعارف عليها دولياً؛
- العمل على مكافحة الجريمة المنظمة ومكافحة الاتجار بالبشر، والتفريق بين التدفقات المختلفة للهجرة وبين المجرمين والضحايا في هذا الصدد.

## هوامش

- 1 صايش عبد المالك، التعاون الأورومغاربي في مجال مكافحة الهجرة غير القانونية، مذكرة لنيل شهادة الماجستير في القانون، كلية الحقوق بجامعة باجي مختار بعنابة، الجزائر، 2007، ص. 50.
- 2 زكري مريم، البعد الإقتصادي للعلاقات الأوروبية المغاربية، مذكرة لنيل شهادة الماجستير في العلوم السياسية، كلية الحقوق والعلوم السياسية بجامعة أبو بكر بلقايد تلمسان، الجزائر، 2011، ص. 13.
- 3 بيلاربي، «الهجرة النسائية بين دول البحر الأبيض المتوسط والإتحاد الأوروبي»، برنامج يوروميد للهجرة 2، مجموعة من مؤسسات بحثية وجامعات، تحت إشراف جون لوي فيل، 2008-2011، ص. 53.
- 4 Sandra Lavenex, «Migration and the EU's New Eastern Border: Between Realism and Liberalism», *Journal of European Public Policy*, vol. 8, n° 1, (February 20010), p. 26.
- 5 «Athens Vows to Push for Integrated Migration Policy», EurActiv (10 January 2014), <<http://www.euractiv.com/eu-elections-2014/athens-vows-push-integrated-migr-news-532681>>, (Access Date 30/5/2014 .
- 6 صلاح الدين فوزي، «الإطار العام لمكافحة الهجرة غير الشرعية»، العدد 63، مجلة البحوث القانونية والاقتصادية، مصر، 2017، ص. 49.
- 7 الهجرة في عالم مترابط، اتجاهات جديدة للعمل، تقرير اللجنة العالمية للهجرة الدولية، أكتوبر 2005، ص. 4.
- 8 بيلاربي، الهجرة النسائية بين دول البحر الأبيض المتوسط والإتحاد الأوروبي، برنامج يوروميد للهجرة 2، مجموعة من مؤسسات بحثية وجامعات، تحت إشراف جون لوي فيل، 2008-2011، ص. 39.

## خاتمة

إن سياسات التقييد ورقابة الحدود التي انتهجها الاتحاد الأوروبي لمواجهة الظاهرة والمدعومة بترسانة من التشريعات التي تضاعف قوانين الحظر قد ولدت ارتفاعا في معدل الهجرة غير الشرعية وزيادة في شبكات تهريب المهاجرين، مما أدى إلى صعوبة التحكم في الظاهرة بمراعاة كاملة لحقوق الإنسان وأصبح تحديا كبيرا للاتحاد كتنظيم دولي إقليمي، ولجميع الدول المشكلة للفضاء المتوسطي بشطريه الشمالي والجنوبي وللعالم أجمع. وقد أوجدت التطورات السياسية المتسارعة جراء الحروب والنزاعات التي تعرفها المنطقة العربية بيئة ملائمة ومجالا خصبا لزيادة تدفقات المهاجرين غير الشرعيين بوتيرة عجيبة لتخلف عددا هائلا من الضحايا فاق جميع التصورات والتوقعات<sup>83</sup>.

إن الحد من الهجرة غير الشرعية واحترام حقوق المهاجرين غير الشرعيين الأساسية في المتوسط لا يمكن التطرق إليها إلا في إطار العلاقات الأورومتوسطية، لأن النظر في الإشكالية يتمعن يجعلنا نقول أنه من غير الممكن إطلاقا أن تتمكن ضفة من حل المشكلة دون مساعدة الضفة الأخرى على اعتبار أنها مشكلة مشتركة لا تحل إلا بالشراكة بين ضفة جنوبية مصدرية للمهاجرين ومركز عبور لهم، وضفة شمالية تشكل المقصد والملاذ لهم.

ونظرا لأن الشراكة بين الدول محددة باعتبارات ومحددات سياسية تخضع لموازن القوى، نلاحظ أن هناك كتلة سياسية واقتصادية واجتماعية موحدة في الشمال تتمثل في الاتحاد الأوروبي تمتلك كل مقدرات القوة في جميع الأصعدة في مواجهة مجموعة من الدول المشتتة والمنقسمة يعمل كل منها في إطار مصالحه الضيقة في الجنوب، إضافة إلى ذلك فإن كل التجمعات واللقاءات الإقليمية التي تطرقت إلى معالجة المسألة في إطار الحوار الأورومتوسطي لم يكتب لها النجاح لنفس السبب.

وهو ما يبرز الحاجة إلى تكتل سياسي إقليمي في دول جنوب المتوسط يفاوض حول المسألة ويملك الأوراق المناسبة التي تجعل موقفه قويا في مواجهة الاتحاد الأوروبي، إذ أن اتحاد المغرب العربي كان من الممكن أن يمارس هذا الدور باعتبار جميع الأطراف فيه تعاني من الهجرة غير الشرعية<sup>84</sup>.

وعلى الصعيد الأورومتوسطي، فإن الأمر لا يتعلق بالمعايير القانونية لحقوق الإنسان ومدى مراعاتها وتطبيقها، حيث تتوفر ضمانات لا بأس بها لهذه الحقوق منها بعض الجوانب الإيجابية لسياسة الاتحاد الأوروبي في مجال الهجرة واللجوء، دون إغفال الجهود المعتبرة التي تقوم بها دول المتوسط الجنوبية باعتبارها دول عبور للمهاجرين القادمين من جنوب الصحراء من خلال العمل على تقليل الانتهاكات في حقهم، بل يتعلق الأمر أساسا بتصورات وأفكار مسبقة وهو اجس أمنية وضعت على أساسها سياسات قائمة على الحذر حتى ليخيل للمتتبع للترسانة القانونية والإجراءات والآليات الأمنية في دول الاتحاد الأوروبي لمواجهة الهجرة غير النظامية أنها استعدادات لحرب استباقية وأن المهاجر غير الشرعي ما هو إلا جندي قادم في إطار حملة غزو لدول الاتحاد.

إن الصورة النمطية التي ساهمت في تكوينها وسائل الإعلام الأوروبية عن الأجنبي ونمو التيارات اليمينية المتطرفة وتغلغلها في هيئات ومراكز صنع القرار على الصعيد الوطني أولا ثم الاتحادي انعكست في آليات وسياسات الاتحاد الأوروبي التي تهدف إلى مواجهة الهجرة غير الشرعية وأفرغتها بالتالي من بعدها الإنساني والقانوني، ليرز منها البعد الأمني كأهم بعد وهدف لها.

فإذا كان الدافع الأساسي للهجرة غير الشرعية من دول جنوب المتوسط يبقى اقتصاديا بالدرجة الأولى، على الأقل قبل أحداث الربيع العربي، فيمكن أن نصف المهاجرين إلى دول الاتحاد بطريقة غير شرعية إلى فئتين أساسيتين، وهما أولا المهاجرون الباحثون عن فرص أفضل للعيش وتحسين وضعيتهم الاقتصادية أي أولئك القادمون من دول الجنوب التي تعرف استقرارا سياسيا نسبيا، وهناك مهاجرون غير شرعيين فارون من ويلات الحرب وعدم الاستقرار السياسي والأمني في بلدانهم، وهم القادمون من دول تأثر استقرارها الأمني بأحداث الربيع العربي كليبيا، سوريا، مصر وتونس ودول أخرى تعرف حالة شبه دائمة من اللااستقرار، ينتمي هؤلاء طبقا للقانون الدولي الإنساني إلى فئة اللاجئين، الأمر الذي يجعلنا أمام ما يسمى التدفقات المختلطة.

إن سياسة الدول المستقبلية للمهاجرين لا تأخذ بعين الاعتبار هذين الدافعين الأساسيين للهجرة غير النظامية، وتواصل النظر إلى كل شخص يحاول اجتياز حدودها على أنه خطر على أمنها وأنه غير مرغوب فيه، بل إن سياسات إدماج المهاجرين في هذه الدول تواجه تحديات تتعلق بالخوف من الأجنبي وكرهيته والتمييز ضده، وهذا أكبر عائق أمام إعمال الحقوق الأساسية للمهاجرين غير الشرعيين في هذه المنطقة.

- إزالة جميع أنواع العراقيل التي تحول دون تحويل إيرادات المهاجرين وممتلكاتهم ومعاشاتهم التقاعدية إلى بلدانهم الأصلية.
- الحرص على التكفل بصحة المهاجرين، تطبيقا لقرار منظمة الصحة العالمية<sup>81</sup>، للإعمال التدريجي لحق كل إنسان في التمتع بأعلى مستوى يمكن بلوغه من الصحة البدنية والعقلية.
- توفير السبل القانونية للمهاجرين للجوء إلى السلطات القضائية في حال تعرض حقوقهم التي يكرسها القانون الدولي للانتهاك لاسيما الإعلان العالمي لحقوق الإنسان الذي ينص على أن لكل إنسان الحق في اللجوء إلى المحاكم الوطنية المختصة لإنصافه الفعلي من أي أعمال تنتهك حقوقه الأساسية.
- التأكيد على أهمية توفير الحماية للفئات الضعيفة في سياق الهجرة لاسيما النساء والأطفال، إضافة إلى التركيز على البرامج المتعلقة بإدماج المهاجرين في البلدان المستقبلية والعمل على ضمان جمع شمل الأسرة.
- حماية حقوق الإنسان للأطفال المهاجرين، بالنظر إلى ضعفهم، وخاصة الأطفال المهاجرين الذين لا يرافقهم أحد، وضمان وضع المصلحة الفضلى للطفل في المقام الأول في سياسات الإدماج، والإعادة ولم شمل الأسرة، مع العمل على منع والقضاء على السياسات التمييزية التي تحول دون وصول الأطفال المهاجرين إلى التعليم.
- تطبيق الآليات القانونية التي تسمح بإعادة المهاجرين إلى بلدانهم الأصلية وتأخذ بعين الاعتبار الأشخاص المعرضين للخطر وتوفر حماية خاصة لهم، طبقا لمبادئ القانون الدولي لحقوق الإنسان.
- وضع تشريعات على المستوى الوطني واتخاذ المزيد من التدابير الفعالة لمكافحة الاتجار بالمهاجرين وتهريبهم على الصعيد الدولي، ومحاسبة المسؤولين عن هذه الأفعال الإجرامية، وأن توفر الحماية والمساعدة اللازمة لضحايا العنف والصدمات في إطار هذه العمليات، تماشيا مع بنود اتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية<sup>82</sup> وبروتوكولها الإضافيين.
- تحقيق تعاون وتنسيق على الصعيد الدولي والإقليمي والثنائي في حماية حقوق الإنسان للمهاجرين، والأخذ في الحسبان الطابع العالمي لظاهرة الهجرة بهدف معالجة أسباب ونتائج هذه الظاهرة بطريقة شاملة، في ظل احترام الحقوق الأساسية للمهاجرين.

إن هناك فئات ضعيفة تتعرض لحقوقها في سياق الهجرة غير الشرعية إلى انتهاكات خطيرة ينبغي العمل على تعزيزها وحمايتها وهي فئة النساء والأطفال، بصرف النظر عن وضعهم من حيث الهجرة، طبقاً للإعلان العالمي لحقوق الإنسان والصكوك الدولية التي هي طرف فيها، حيث يتعرضون لاعتقال والاحتجاز التعسفيين من قبل السلطات، إضافة إلى وجود أشكال أخرى من أشكال الحرمان من الحرية من جانب أفراد أو جماعات إجرامية لغرض استغلالهم.<sup>79</sup>

وفي هذا السياق، فقد أوصى قرار الجمعية العامة للأمم المتحدة بضرورة اتخاذ الإجراءات الكفيلة باحترام حقوق المهاجرين في جميع أماكن تواجدهم كالموانئ أو المطارات والمراكز الحدودية ونقاط التفتيش التابعة لسلطات الهجرة، كما حث على تدريب الموظفين العموميين الذين يعملون في تلك المرافق وفي مناطق الحدود على معاملة المهاجرين وأسرههم معاملة محترمة، بالموازاة مع ذلك دعا القرار الدول إلى التقيد بالقانون الدولي لحقوق الإنسان بخصوص الاحتجاز التعسفي والتعذيب وانتهاكات الحق في الحياة، أثناء عبور المهاجرين غير الشرعيين من دولتهم الأصلية إلى دولة الاستقبال.

هناك كذلك تأكيد على ضرورة احترام البنود الواردة في اتفاقية فيينا للعلاقات القنصلية، ولاسيما فيما يخص حق الرعايا الأجانب، بصرف النظر عن وضعهم من حيث الهجرة، في الاتصال بمسؤول في قنصلية دولتهم في حالة احتجازهم، والتزام الدولة التي يقع الاحتجاز في إقليمها بإبلاغ المواطن الأجنبي بحقه في القيام بذلك.<sup>80</sup>

وتطرق العديد من التقارير الصادرة عن هيئات أممية مختلفة، بما في ذلك تلك المعنية بحقوق الإنسان، أو التي تعنى بقضايا الهجرة، إلى العراقيل والعقبات التي تحول دون ضمان احترام حقوق المهاجرين بشكل عام والمهاجرين غير الشرعيين بشكل خاص، كما وضعت توصيات تهدف إلى تحسين وضعيتهم، وتبرز الورقة المتضمنة لموقف المنظمة الدولية للهجرة حول الحوار الرفيع المستوى بخصوص الهجرة والتنمية، الذي تشرف عليه الجمعية العامة للأمم المتحدة، أهم العقبات القانونية والعملية وكذا التوصيات الهادفة إلى تخطيها بشكل مفصل يأخذ بعين الاعتبار جميع أبعاد الهجرة، يمكن ذكر أهمها في النقاط التالية:

- العمل على تكييف التشريعات الوطنية مع الالتزامات الواردة في الاتفاقيات الدولية التي هي طرف فيها، وكذا الوقوف في وجه الانتهاكات المرتبطة بقوانين العمل للعمال المهاجرين، والتي تشمل الأجور، الأوضاع الصحية، معايير السلامة في العمل والحق النقابي.



حيث تلعب وكالة فرونتكس دورا كبيرا من خلال عملياتها البحرية التي تميزت بثغرات كبيرة وأوجه قصور جعلتها عرضة للعديد من الانتقادات<sup>75</sup>.

من الممكن أن تشرك السفن الخاصة التي تجوب مياه البحر الأبيض المتوسط في عمليات الإنقاذ، لو توفرت إرادة حقيقية وتنسيق فعلي بين جميع الدول والهيئات المعنية في المنطقة المتوسطية، عبر تقديم معلومات إلى حرس السواحل الأقرب أو القيام بالمساعدة وانتشال الضحايا في الحالات التي يكتشف فيها غرق لقارب من القوارب التي تمر بجوارها، وفي هذا الصدد ينبغي إلزام مالكي السفن الخاصة بضرورة تقديم المساعدة، وإيجاد ميكانيزمات قانونية فعالة للمحاسبة في حالة عدم الامتثال.

رغم أهمية إجراءات الرقابة على الحدود في إطار تدابير مكافحة الهجرة غير النظامية، إلا أنه يجب النظر في الالتزامات الدولية الرامية إلى الحفاظ على الأرواح والإنقاذ في البحر ومن ضمنها اتفاقية الأمم المتحدة لقانون البحار والاتفاقية الدولية لسلامة الحياة في البحر SOLAS، واتفاقية البحث والإنقاذ خصوصا في المجال المتوسطي حيث أن البحر الأبيض المتوسط تبتلع مياهه سنويا آلاف الجثث لمهاجرين غير شرعيين، حيث أن التدابير المتخذة في هذا الصدد أثبتت عدم كفايتها لمنع الخسائر في الأرواح<sup>76</sup>.

### ثانيا : أهمية الحماية القانونية للمهاجرين غير الشرعيين في المنطقة المتوسطية

على الرغم من الحماية المقررة للحقوق الأساسية للمهاجرين غير الشرعيين في القانون الدولي لحقوق الإنسان إلا أن هناك عوائق ومحددات لهذه الحماية وعدم التزام بالقانون الدولي وتنصلا من الالتزامات الدولية في هذا الشأن، توضحه الممارسة الواقعية وتؤكد الانتهاكات المشار إليها لحقوق الإنسان لهذه الفئة في كامل المراحل التي تصاحب مغامرة الهجرة التي يقدم عليها هؤلاء الأفراد سواء في دول المنشأ أو العبور أو الاستقبال على حد سواء<sup>77</sup>.

فالدول تتخذ تشريعات وتدابير من شأنها أن تقيد حقوق الإنسان والحريات الأساسية للمهاجرين، عند ممارسة سلطتها في وضع القوانين والأنظمة المتعلقة بالدخول والإقامة في إقليمها وكذا أمن حدودها، دون التقيد بالتزاماتها بموجب القانون الدولي، بما في ذلك القانون الدولي لحقوق الإنسان، لكفالة الاحترام التام لحقوق الإنسان للمهاجرين<sup>78</sup>.

يلاحظ كذلك استخدام مصطلحات تربط الهجرة غير الشرعية بالجريمة والأمن، حيث أن وصف الافراد بعدم الشرعية يؤدي إلى تعزيز النظرة السلبية للهجرة ككل، وفي الأخير تدعيم القوالب النمطية السلبية للمهاجرين غير الشرعيين التي تعتبرهم من المجرمين، بما يساعد على زيادة العزلة والتمييز العنصري والكرهية، التي تعاني منها هذه الفئة، على الرغم من عدم تجريم الهجرة غير الشرعية صراحة، إلا أن هذا الأمر يمكن أن يؤدي إلى الإمتناع عن تقديم المساعدة للمهاجرين غير الشرعيين، بسبب العقوبات الجنائية المحتملة<sup>72</sup>.

ولعل من أبرز الجوانب السلبية في النظام الأوروبي للهجرة واللجوء هو وجود تباين بين السياسة العامة بما تمتاز به من جوانب إيجابية تم التطرق إليها والممارسة الميدانية المتضمنة إعمال الحقوق والضمانات القانونية لاحترام المهاجرين غير الشرعيين، أي عدم وجود إقتراب حقيقي قائم على الحقوق على أرض الواقع<sup>73</sup>.

ولقد ورد في تقرير المقرر الخاص المعني بحقوق الإنسان للمهاجرين فرنسوا كريبو، في سياق الزيارات التي قام بها أن «تنفيذ الاقتراب القائم على الحقوق لا يزال غائباً إلى حد كبير، حيث أن التركيز لا يزال محصوراً على مراقبة الحدود الخارجية للاتحاد الأوروبي والإشراف عليها، وتركز الأنشطة المحيطة بإدارة الهجرة في الغالب، على تحديد وتطوير وتمويل التدابير التي تركز على الجوانب الأمنية للهجرة غير النظامية، بما في ذلك إضفاء الطابع الرسمي على اتفاقات التعاون بشأن الهجرة غير النظامية<sup>74</sup>.

ومن بين الجوانب السلبية الأساسية في السياسة الأوروبية، والتي تطرقت لها العديد من الدراسات والتقارير الصادرة عن منظمات غير حكومية تعنى بحقوق الإنسان عدم وجود آلية مستقلة للرقابة يمكن تطبيقها بسهولة من أجل ضمان امتثال كافة البرامج والمؤسسات المعنية بالهجرة امتثالاً كاملاً للقانون الدولي لحقوق الإنسان.

وتبقى إشكالية القيام بعمليات الإنقاذ في البحر من أعقد الإشكاليات والتي تعتبر بمثابة الامتحان الحقيقي لمجمل السياسات والإجراءات الأوروبية في مجال الهجرة غير النظامية، فرغم كل ما قيل عن الإقتراب الحقوقي والإنساني الذي يحاول الاتحاد الأوروبي انتهاجه، إلا أن أعداد الضحايا من الغرقى في مياه البحر الأبيض المتوسط توحى بأن هناك تقصيراً خطيراً في حماية هؤلاء المهاجرين غير الشرعيين، لا تحمله أوروبا فحسب، وإنما جميع الفاعلين في المنظومة الدولية،

للاستغلال، الأمر الذي يؤدي كثيراً إلى إفلات حقوق الإنسان من خلال الفجوات: فتدعو الدول الأعضاء إلى سياسات مبهمة على الصعيد الإقليمي، ثم تستخدم هذه المعايير في تنفيذ سياسات محلية أكثر تشدداً فيما يتعلق بالهجرة، وتحاول بعد ذلك أن تعزو هذه السياسات إلى النظام الإقليمي. وثمة مثال واضح لذلك هو توجيه الاتحاد الأوروبي المتعلق بالعودة إذ بينما كان الاقتراح الأصلي المقدم من المفوضية يحدد ستة أشهر كحد أقصى للاحتجاز، زادت هذه المدة بناء على إصرار المجلس إلى 18 شهراً في حالات استثنائية، وقامت كل من إيطاليا واليونان بالتالي بزيادة الحد الأقصى لمدة الاحتجاز فيها وفقاً للحد الأقصى المسموح به في التوجيه. ومن المأمول فيه أن تساعد الإجراءات القانونية العادية الجديدة للهجرة على تجنب تسييس الهجرة على المستوى التشريعي».

#### • الجوانب السلبية

على الرغم من العناصر الإيجابية التي تتميز بها السياسة الأوروبية في مجال الهجرة واللجوء، إلا أنه لا يمكن انكار أحد أهم عيوب هذه السياسة وهي اعتبار الهجرة غير الشرعية مشكلة أمنية ينبغي التعامل معها أمنياً، أي التركيز على البعد الأمني لمواجهة الظاهرة وهو ما من شأنه التأثير على الاقتراب القائم على حقوق الإنسان.

بالإضافة إلى ذلك هناك ربط بين ظاهرتين مختلفتين بآثار خاصة بكل منهما هما: الهجرة غير النظامية والاتجار بالبشر، وهذا الربط يخفي نوايا ذات طبيعة سياسية، يتم الاعتماد عليها عند الحاجة، فنتيجة هذا الربط تقود إلى النظر إلى الهجرة غير النظامية على أنها جريمة جنائية، كالاتجار بالبشر، أو تهريب المهاجرين، والهدف الخفي من وراء ذلك هو محاولة تبرير التجاوزات والاجراءات القمعية لسياسة الاتحاد الأوروبي في مكافحة الهجرة غير النظامية.

نظرا لاستيعاب سلطات الاتحاد في بروكسل للفكرة التي مفادها استحالة القضاء النهائي على ظاهرة الهجرة غير الشرعية، تم تبني ورقة عمل بعنوان «عمل الاتحاد الأوروبي لمواجهة ضغوط الهجرة: استجابة إستراتيجية»، التي وافق عليها مجلس العدالة والشؤون الداخلية في أبريل 2012، ووفقاً لعنوانها فإن الهدف هو التخفيف وليس البحث عن الأسباب الجذرية للظاهرة<sup>71</sup>.

وبحسب السيد فرنسوا كريبو، المقرر الخاص لحقوق المهاجرين، فإن هناك تركيزاً من قبل الاتحاد الأوروبي على تدفقات الهجرة غير النظامية التي تدخل إلى الاتحاد الأوروبي من معابر حدودية بصفة غير قانونية، وهو أمر منطقي ومقبول في نفس الوقت إذا ما وضعنا في الحسبان أن أشد انتهاكات حقوق الإنسان جسامة ترتكب في هذه المعابر أو في الطرق المؤدية إليها، حيث تسجل أكبر النسب للوفيات من المهاجرين غير النظاميين الذين يحاولون العبور، إضافة إلى سوء معاملة المهاجرين على الحدود، بما في ذلك الممارسات التي تنتهك حريتهم وامنهم، ونظام الاحتجاز الإداري المطبق في كلا الجانبين من الحدود. ولكن المهاجرين غير الشرعيين أو جميع الفئات التي تنتمي إلى ما يعرف بالتدفقات المختلطة للهجرة غير الشرعية يتعرضون حتى قبل عبورهم للحدود، سواء عن طريق البحر أو البر، لانتهاكات جسيمة لحقوقهم الأساسية، بما في ذلك الحق في الحياة، وإساءة المعاملة، والاستغلال من قبل المهربين والمتاجرين بالبشر، وبصفة خاصة النساء والفتيات اللاتي يتواجدن في بلدان العبور، حيث يتعرضن للعنف الجنسي في أغلب الحالات، بشهادة العديد من المنظمات الحكومية وغير الحكومية وجمعيات المجتمع المدني المحلية التي قامت برصد هذه الممارسات<sup>68</sup>.

بالإضافة إلى التطورات التي عرفتتها سياسة الاتحاد الأوروبي للهجرة واللجوء من حيث بداية تبني الإقتراب القائم على الحقوق، هناك خصائص أخرى إيجابية تميز هذه السياسة كاستنادها على عنصر الشراكة والتعاون بين الدول الأعضاء في الاتحاد الأوروبي، مكملة للقوانين الوطنية للدول الأعضاء، والقانون الدولي لحقوق الإنسان بشكل عام، وليس من المبالغة في شيء القول أن النظام الإقليمي الأوروبي لحماية حقوق الإنسان نظام متطور وفعال، حيث أن الأجانب المقيمين بصفة نظامية في دوله يتمتعون بنفس حقوق مواطني الاتحاد الأوروبي من حيث حرية الانتقال والإقامة وظروف العمل، إلخ.

ورغم توفر نظامي قانوني للحماية، هناك عنصر هام لا ينبغي إهماله وهو الرأي العام والذي يمكن أن يؤثر على سياسات الهجرة، وقد عرفت العشرية الأخيرة على وجه الخصوص تنامي العدائية والعنصرية ضد المهاجرين في أوساط المجتمعات الأوروبية، تعكسها زيادة في الوعاء الانتخابي للحركات اليمينية المتطرفة التي ترفع شعارات مناوئة للمهاجرين، الأمر الذي يمثل تحدٍ آخر لتوجهات الاتحاد الأوروبي وسياساته في مجال الهجرة واللجوء<sup>69</sup>.

حيث يلاحظ المقرر الخاص المعني بحقوق الإنسان فرانسوا كريبو<sup>70</sup> «أنه كثيراً ما يكون التفاعل المعقد بين اختصاص الاتحاد الأوروبي والاختصاص الوطني في مجال الهجرة موضعاً

للهجرة، حيث يأخذ بعين الاعتبار حقوق الإنسان المعرضة للخطر في إطار تدفقات الهجرة غير النظامية، بما يساهم في تدعيم وترقية الهجرة النظامية هي الأخرى<sup>63</sup>.

إن هدف «النهج العالمي للهجرة والتنقل» هو الاهتمام بالمهاجرين، بمشاكلهم واهتماماتهم التي يعبرون عنها بأنفسهم، ويشار إلى حقوق الإنسان للمهاجرين في إطار عام مرتبط بأربعة أسس يقوم عليها هذا النهج، كما يولي اهتمامات خاصة لبعض الفئات من المهاجرين التي تتميز بضعفها في إطار الهجرة وكل ما يترتب عنها من صعوبات وتحديات، ومن بين هذه الفئات: الأطفال غير المصحوبين بذويهم، وملتسبو اللجوء وعديمو الجنسية وضحايا الاتجار بالبشر، كما يركز النهج على إقامة علاقة بين كل من الهجرة والتنمية<sup>64</sup>.

وعليه، ونتيجة لضغوطات المنظمات الحقوقية، فإن إدارة الحدود الخارجية للاتحاد الأوروبي عرفت تطورات هامة فيما يتعلق بإنفاذ معايير حقوق الإنسان وتعزيزها، فعلى سبيل المثال تم العمل على إيجاد آليات لضمان احترام وكالة فرونتكس للقانون الدولي لحقوق الإنسان أثناء قيامها بعملياتها، خاصة بعد الحكم الصادر من محكمة العدل الأوروبية بإلغاء قرار مجلس الاتحاد الأوروبي المنظم لعمليات الوكالة ووضع قواعد ومبادئ توجيهية جديدة للعمليات البحرية التي تقوم بها الوكالة<sup>65</sup>. وتماشيا مع هذه الإصلاحات، اقترحت المفوضية الأوروبية تعديلات على نمط وطريقة قيام فرونتكس بعملياتها يتم من خلالها احترام الحقوق الأساسية بالكامل وعدم الإعادة القسرية، كما يتضمن قواعد تتماشى مع القانون الدولي للاجئين.

من جهة أخرى، يمكن اعتبار إنشاء وكالة فرونتكس أمرا إيجابيا في حد ذاته، ذلك أن الفكرة والهدف الأساسي وراء إنشائها يكمن في تفعيل سياسة الإدارة المشتركة للحدود الخارجية، حيث جاءت لتخفيف الضغط على الدول الأعضاء التي تقع جغرافيا على الحدود الخارجية لمنطقة «شينغن»، التي تقع على عاتقها مهمة حراسة كل حدود الاتحاد بحكم موقعها، وبالتالي جاءت فرونتكس لمساعدتها في القيام بهذه المهمة الصعبة في إطار سياسة تضامنية<sup>66</sup>.

وفي نفس الصدد، لا يجب إهمال الدور الذي تقوم به وكالة الاتحاد الأوروبي للحقوق الأساسية<sup>67</sup> فيما يتعلق بحقوق المهاجرين في الاتحاد الأوروبي، ونشير كذلك إلى ميثاق الحقوق الأساسية للاتحاد الأوروبي الذي بدأ العمل به في ديسمبر 2000 الذي يعتبر من المصادر الهامة للقانون الأوروبي حاليا، والذي يشكل احترامه كمعاهدة ملزمة طبقا لنظامه الأساسي، ركنا أساسيا في سياسات الاتحاد الأوروبي بشأن الهجرة.

يلاحظ وجود تفاوت كبير وواضح في نفس الوقت بين النصوص والمعايير القانونية الموضوعية وتنفيذ الدول الأعضاء لها، وهذا ما يحتم ضرورة إدراج آليات للرقابة من طرف هيئات الإتحاد الأوروبي<sup>60</sup>.

وبصفة عامة، فإن سياسة الإتحاد الأوروبي في مجال الهجرة غير الشرعية تتميز بالعديد من النواحي والآثار الإيجابية، كما أنها لا تخلو من أوجه القصور والعيوب والآثار السلبية تؤثر على تمتع المهاجرين غير الشرعيين بالحقوق الأساسية التي تكفلها المواثيق والصكوك الدولية لحقوق الإنسان، وعلى هذا الأساس، فإن الإتحاد الأوروبي مطالب بتكييف سياساته في مجال الهجرة واللجوء بشكل عام مع المتطلبات الإنسانية والمعايير الأخلاقية، وعدم النظر إلى المهاجرين غير الشرعيين على أنهم تهديد أمني ينبغي التعامل معه أمنياً فحسب.

• **الجوانب الإيجابية:** إن السياسات الأوروبية قد جرى إدراجها في إطار عام مؤسساتي في الإتحاد الأوروبي، أي أن مهمة وضع هذه السياسات قد أسندت إلى الأجهزة الإتحادية، وهو ما يعبر عن وعي بخطورة الظاهرة من جهة، وضرورة تكاثف جهود جميع دول الإتحاد من أجل معالجة آثارها وتداعياتها من جهة أخرى، كما يلاحظ أن الإقتراب القائم على الحقوق تدعم بشكل ملحوظ، وتم توسيع نطاقه شيئاً فشيئاً، ويظهر هذا جلياً من خلال المعايير الخاصة بالهجرة في شقها النظامي.

إن برنامج ستوكهولم<sup>61</sup> قد خطى خطوات هامة بخصوص إدماج البعد القائم على حقوق الإنسان في السياسة العامة للهجرة، حيث جعل هذا البرنامج من أولوياته التطبيق الصارم للقوانين والأنظمة التي يتم تبنيها، بالإضافة كذلك إلى الاحترام التام للتدابير التي من شأنها حماية الحقوق الإنسانية وقواعد القانون الدولي لحقوق الإنسان التي تحمي المهاجرين غير الشرعيين وطالبي اللجوء، وربط برنامج ستوكهولم نجاح السياسة الأوروبية المتبعة بالالتزام بتطبيق هذين البعدين، وقد دعا البرلمان الأوروبي الدول الأوروبية إلى بذل جهود إضافية من أجل استقبال المهاجرين وطالبي اللجوء، وتمكين المهاجرين غير الشرعيين من اللجوء إلى العدالة والاستفادة من الخدمات الصحية والتربية والسكن<sup>62</sup>. وينبغي الإشارة كذلك إلى النهج العالمي للهجرة والتنقل كوثيقة مبادئ سياسية شاملة وهامة، قائمة على احترام الحق في التنقل كحق أساسي، يشكل مرجعاً ومصدراً لجميع الأعمال الرسمية التي تتخذها جميع الهيئات التابعة للإتحاد الأوروبي المعنية بوضع السياسات والبرامج، كما أن النهج مرتبط بالبعد الخارجي

سوق العمل ودعم الدول المصدرة للهجرة، وتمت الإشارة إلى إجراءات توثيق الهجرة غير الشرعية لتعزيز أفضل المعايير للعودة الطوعية للمهاجرين غير الشرعيين إلى بلدانهم، غير أنه لم يتم التركيز على حماية الحقوق الأساسية للمهاجرين.

ومن ثم تقرر إعطاء دفعة جديدة للبعد الإقليمي لمسار برشلونة بمبادرة فرنسية سنة 2008 حيث تأسس الإتحاد من أجل المتوسط تحت شعار «بناء مستقبل مشترك» يقوم على احترام المبادئ الديمقراطية وحقوق الإنسان والحريات الأساسية، وتعزيز الحقوق الاقتصادية والثقافية والمدنية والسياسية، وتعزيز دور المرأة في المجتمع، واحترام الأقليات ومكافحة العنصرية وكراهية الأجانب وإحراز تقدم في الحوار الثقافي والتفاهم المتبادل<sup>59</sup>.

غير أن هذا المشروع لم يكتب له النجاح نظرا لظروف سياسية بحتة جعلت المؤسسات والآليات التي تم إنشاؤها بموجبه تصاب بالشلل، إضافة إلى تعقيدات أخرى مختلفة جعلت من غير الممكن تجسيد أهدافها عمليا في برامج وسياسات لتحقيق الأهداف الموضوعية، حيث أن أحد الأهداف الأساسية لمشروع الشراكة الأورومتوسطية هو احتواء الهجرة والتقليل منها وهو ما يتناقض مع هدف فتح المجال لحرية تنقل الأشخاص الذي تم التأكيد عليه في نص الإعلان، كما يعرقل إقامة منطقة تبادل حر، وإلا كيف يسمح بحرية تنقل السلع والخدمات ويمنع ذلك على الأشخاص، أليس معنى ذلك أن السلع تعامل معاملة أفضل من الأشخاص.

## المبحث الثاني: آليات حماية حقوق المهاجرين غير الشرعيين في الفضاء الأورومتوسطي

### أولا: السياسات الأوروبية لمكافحة الهجرة غير النظامية وأثرها على حقوق المهاجرين غير الشرعيين

يقوم النهج الذي اتبعه الاتحاد الأوروبي للتصدي للهجرة غير الشرعية أساسا على الجانب الأمني، وهذا ما جعله لا يحقق تكريس الاهتمام الكافي بحماية حقوق المهاجرين غير الشرعيين، غير أنه من الممكن اعتباره نسبيا نهجا شاملا، فهو يأخذ بعين الاعتبار أبعادا مختلفة، حيث أنه مع مرور الوقت عرفت سياسة للهجرة واللجوء في الاتحاد الأوروبي اهتماما بحقوق الإنسان للمهاجرين من خلال تبنيها لمعايير قوية لحقوق الإنسان في هذه السياسات والقوانين، إلا أنه

فقد تم تشديد الإجراءات المفروضة على منح تأشيرات السفر إلى أي بلد أوروبي من منطقة شينغن وبالتالي أصبح يتعذر على شخص مثلا رفض طلبه من سفارة دولة ما من منطقة شينغن الحصول على التأشيرة من سفارة دولة من نفس المنطقة<sup>55</sup>.

هذه التدابير والعقود الإدارية رغم أهميتها لم تنجح في وضع حد لتدفق آلاف المهاجرين غير الشرعيين، حيث أن العديد من الأشخاص يلجأون إلى أساليب غير قانونية للحصول على التأشيرة، منها شهادات تسجيل وهمية أو صورية بأحد المعاهد أو الجامعات الأجنبية وكذلك بالنسبة للراغبين في العمل<sup>56</sup>.

إذن فإن هذه الشريحة من الشباب تدخل في إطار الهجرة غير القانونية وإن كان دخولهم إلى فضاء شينغن قانونيا ويبقى حينئذ عرضة للتهميش وإعادته إلى وطنه عبر عمليات ترحيل قسرية تنتهك فيها أبسط قواعد حقوق الإنسان، ولذا يعتمد بعض المهاجرين إلى إتلاف جميع الوثائق الشخصية المتعلقة بهويتهم عند دخولهم إحدى الدول الأوروبية حتى لا يتمكن من التعرف عليهم، وهذا يمكنهم من البقاء هناك لأنهم مجهولو الانتماء، والقانون الدولي لا يسمح بطردهم في غياب التعرف والتحقيق من جنسيتهم.

بقي أن نذكر وجود عوائق أخرى تفسر عدم نجاعة التصدي للهجرة غير الشرعية في ظل شينغن، حيث أن التوقيع على هذه الاتفاقية 1985 لم يسمح بتوحيد نظام منح التأشيرة للمهاجرين إلا عام 1996 تطبيقا لقرار المفوضية الأوروبية عدد 95/1683. لكن دول الإتحاد الأوروبي لم تبق مكتوفة الأيدي أمام تزايد المهاجرين غير الشرعيين فقامت باستنباط آليات جديدة بالتعاون مع بلدان المغرب العربي<sup>57</sup>.

## ب - اتفاق الشراكة الأورو متوسطية: مسار برشلونة

تم تبني مشروع الشراكة الأورو متوسطية من طرف دول ضفتي المتوسط الذي يهدف إلى ضمان الاستقرار وتحسين الأمن وعلى إقامة شراكة تتمحور حول جوانب سياسية، أمنية، اجتماعية، ثقافية، واقتصادية وقد أدرجت مسألة الهجرة ضمن الجوانب الاجتماعية والثقافية وليس ضمن الجوانب الاقتصادية<sup>58</sup>. وتم عقد أول اجتماع أورو متوسطي عن الهجرة في نوفمبر 2007 بالبرتغال وتم التركيز فيه على وجوب التقليل من الهجرة غير الشرعية وذلك من خلال تحسين



## ج - الإبعاد والترحيل

يعني إخراج الأجانب من الدولة جبرا عن طريق الإبعاد<sup>48</sup> وقد نتج الترحيل<sup>49</sup> من الواقع العملي للهجرة غير المشروعة حيث تمارسه الإدارة لمواجهة تواجد المهاجرين في أوضاع غير قانونية<sup>50</sup>.

تجدر الإشارة إلى أنه يتعين توفير كافة الضمانات القانونية للأجنبي أثناء إبعاده وعدم إهدار أدميته أو تعريضه للإيذاء، لأنه يتنافى مع حقوق الإنسان، وللدولة أن تتخذ ما تشاء من الإجراءات في حدود القانون، حيث نصّت المادة 3 على أنه «يحق للدولة أن تطرد أجنبيا من إقليمها، ويجب أن يتم الطرد وفق مشاريع المواد هذه، دون الإخلال بقواعد القانون الدولي الأخرى الواجبة التطبيق، وبخاصة القواعد المتعلقة بحقوق الإنسان<sup>51</sup>».

## 2. تأثير الاتفاقيات على المهاجرين

### أ - اتفاقيات شينغن

تم التوقيع على اتفاقية شينغن في دولة ليكسونبورغ سنة 1985 من قبل 30 دولة ويرجع الهدف من توقيع هذه الاتفاقية إلى تنامي تحقيق حلم الوحدة الأوروبية وظهور الحاجة إلى إزالة الحدود وتنظيم حركة مرور السيارات والمواطنين بين الدول المجاورة<sup>52</sup>، فضلا عن تبادل المعلومات الشخصية والأمنية. وقد أفاد نظام شينغن المعلوماتي دول الأعضاء على التصدي للمهاجرين غير الشرعيين، الذين كانوا يتحايلون بالدخول من دول أخرى غير الدول المستقبلية التي رفضت طلبهم بالسفر إليها من قبل، وذلك بالحصول على تأشيرة السفر لدولة أخرى للسياحة ثم السفر منها إلى دولة المقصد<sup>53</sup>.

فقد اعتمدت منظمة الشرطة الأوروبية اليوروبول وهي الجهاز المسؤول عن الشرطة في أوروبا هذا النظام المعلوماتي، ومن ثم تبادل المعلومات بين أجهزة الأمن الوطنية الأوروبية في مجال مكافحة الهجرة غير الشرعية<sup>54</sup>. هذا يعني أن هذه الدول قامت بخطوة جدية في التعاون بينها لمراقبة فضاء شينغن، أما تمكين بعض الأشخاص من التأشيرة للدخول إلى إقليم شينغن فهو يعتمد على عناصر موضوعية ومشتركة بين جميع الدول الأعضاء.

فأماكن الاحتجاز هي نموذج براغماتي للسجون من أجل تقييد حرية التنقل، وكنتيجة للسياسات الأمنية للدول التي تمارسها في مواجهة الهجرة غير الشرعية»<sup>43</sup>.

تواجد شخص في وضع غير قانوني في إقليم دولة ما لا يعني أن هذا الشخص غير محمي بالمعايير الدولية لحقوق الإنسان، حيث ينص الإعلان العالمي لحقوق الإنسان في المادة 9 على أنه «لا يجوز القبض على أي إنسان أو حجزه أو نفيه تعسفا»، وتضمنت اتفاقية حماية حقوق العمال المهاجرين وأفراد أسرهم مجموعة من المواد توفر ضمانات لحماية المهاجرين خلال عملية الاحتجاز<sup>44</sup>.

غير أن المهاجرين يتعرضون بصورة خاصة للاحتجاز أو لتقييد حريتهم في التنقل، عن طريق الحبس القسري في غالب الأحيان، إما في الدول المستقبلية أو أثناء العبور برا أو بحرا، وعند اعتراض سبيل مهاجرين غر حاملين لوثائق رسمية، تلجأ الكثير من الدول إلى الاحتجاز الإداري للمهاجرين غير الشرعيين بتهمة انتهاك قوانين الهجرة ولوائحها، الذي لا يعتبر جرما، وهناك في بعض الحالات حين تتحول اللوائح الوطنية المتعلقة بالهجرة إلى تدابير تجرم الأشخاص ويصبحون عرضة لإجراءات جنائية. كما أن الاحتجاز لدوافع أمنية له مخاطر على المهاجرين من الناحية القانونية فقد لا يفهمون سبب احتجازهم أو لا يعلمون سبل الطعن في شرعية احتجازهم، قد لا يمكنون من الاستعانة بخدمات الترجمة اللازمة ووسائل الاتصال بأسرهم، وقد يتعرضون إلى احتجاز لفترات طويلة أو لأجل غير مسمى<sup>45</sup>.

أما بالنسبة لمآكن احتجاز المهاجرين فقد نصّت الاتفاقية الدولية لحماية العمال المهاجرين وأفراد أسرهم على ضرورة تخصيص أماكن احتجاز المهاجرين وأفراد أسرهم الموقوفين بسبب خرق القوانين المتعلقة بالهجرة وأن لا يحتجزوا في نفس السجون المخصصة للأشخاص المدانين بعقوبة جنائية<sup>46</sup>.

غير أن الواقع الذي يعيشه المهاجر غير الشرعي المحتجز يفتقر إلى ظروف الإنسانية في بعض الدول، إذ تستعمل بعض السجون ومخافر الشرطة، والقواعد العسكرية ومستودعات مهجورة، ومراكز الاحتجاز للمهاجرين غير الرسمية ومآكن العبور في المطارات بحيث تنعدم الشروط الأدنى للاحتجاز، هذا ما أقرت به المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان في منطوق حكمها، بوجود انتهاك للمادة 3 من اتفاقية حقوق الطفل عندما وضعت بلجيكا طفلا في الاحتجاز بسبب الوضعية غير الشرعية للوالدين مما أثر على صحته ومصالحته الفضلى بسبب ظروف الاحتجاز الصعبة<sup>47</sup>.

من طرف دول الاستقبال حث تقوم وكالة فرونتكس بدور كبير من خلال عملياتها البحرية، غير أنها تميزت بثغرات كبيرة وأوجه قصور، حيث أنه لو توفرت إرادة حقيقية وتنسيق فعلي بين جميع الدول والهيئات المعنية لتجنبنا أعداد الضحايا من الغرقى وهذا كله يدل على أن هناك تقصيرا خطيرا وفادحا في حماية المهاجرين غير الشرعيين؛ أي أنه من الممكن أن تشترك السفن الخاصة التي تجوب مياه البحر في عمليات الإنقاذ عبر تقديم المساعدة حين يكتشف غرق لقارب يمر بجوارها، وفي هذا الصدد ينبغي إلزام مالكي السفن الخاصة بضرورة تقديم المساعدة، وإيجاد ميكانيزمات قانونية فعالة للمحاسبة في حالة عدم الامتثال، وتبقى إشكالية القيام بعمليات الإنقاذ في البحر من أعتى الإشكاليات<sup>40</sup>.

حيث أنه يجب النظر في الالتزامات الدولية الرامية إلى الحفاظ على الأرواح والإنقاذ في البحر، ومن ضمنها اتفاقية الأمم المتحدة لقانون البحار<sup>41</sup> التي وردت في المادة 18 بخصوص مرور السفن خلال البحر الإقليمي وذكرت هذه المادة حالات التوقف والرسو منها لغرض تقديم المساعدة إلى أشخاص أو سفن أو طائرات في حالة خطر أو شدة، كما وردت في المادة 98 على أنه «تطالب كل دولة ربان السفينة التي ترفع علمها بأن يقوم، قدر وسعه دون تعريض السفينة أو طاقمها أو ربانها لخطر جدي، بما يلي: (أ) تقديم المساعدة لأي شخص وجد في البحار معرضا لخطر الضياع ؛ (ب) التوجه بكل ما يمكن من السرعة لإنقاذ أي أشخاص في حالة استغاثة إذا أخطر بحاجتهم إلى المساعدة، وفي حدود ما يكون هذا العمل متوقعا منه بصورة معقولة».

بالإضافة لاتفاقية الدولية لسلامة الحياة في البحر لعام 1974 تحتم على ربان السفينة المبحرة والتي تستطيع أن تمد يد المساعدة عند استقبال معلومات<sup>42</sup> من أي مصدر بوجود أشخاص مكروبين، أن يتوجه بأقصى سرعة لمساعدتهم، مبلغا إياهم أو خدمة البحث والإنقاذ بذلك... (اللائحة 33 (1) من الفصل 7).

## ب - الاحتجاز الإداري

بعد طول العناء في اجتياز الحدود والوصول إلى الدول المستقبلية للمهاجرين غير الشرعيين، يقتاد المهاجر غير الشرعي ويوضع في مراكز الاحتجاز، حيث يقول Michel Foucault: «كل البشر يعيشون في سجن كبير داخل مجتمعات متعددة، وهي بمثابة أماكن انتظار كبيرة في إطار العوالة،

لا يستجيبون لمعايير اتفاقية جنيف المتعلقة بمركز اللاجئ، وعند عدم الامتثال لقوانين الهجرة وطلبات اللجوء يصبحون في وضع غير قانوني<sup>36</sup>.

#### رابعاً: عوامل هشاشة مركز المهاجرين غير الشرعيين

##### 1. تأثير الأساليب الأمنية على مركز المهاجرين

تؤثر الأساليب الأمنية التي تتخذها الدول المستقبلية على حقوق الإنسان للمهاجرين في مختلف مراحل الهجرة بداية من اجتياز الحدود والقبض عليهم واحتجازهم لحقوقهم خلال العمليات التي تقوم بها لإبعادهم عن إقليمها.

#### أ - الاعتراض الحدودي

جاء بروتوكول باليرمو عام 2000<sup>37</sup> على ضرورة التعاون بين الدول الأطراف لمنع تهريب المهاجرين غير الشرعيين عن طريق البحر، بحيث يجوز لأي دولة طرف أن تقمع استعمال السفن لغرض تهريب المهاجرين، وتعمل على اعتلاء السفن وتفتيشها واتخاذ التدابير اللازمة إزاء السفينة<sup>38</sup>.

نصت المادة 8 من البروتوكول على «...اتخاذ التدابير المناسبة إزاء السفينة لإزالة خطر وشيك على حياة الأشخاص...» ونصت المادة 9 على أنه «عندما تتخذ إحدى الدول الأطراف تدابير ضد سفينة ما، يتعين على تلك الدولة الطرف، أن تكفل سلامة الأشخاص الموجودين على متنها ومعاملتهم معاملة إنسانية، وأن تأخذ بعين الاعتبار ضرورة عدم تعريض أمن السفينة أو حمولتها للخطر...»، وتضمنت اتفاقية جنيف الرابعة بشأن حماية المدنيين في حالة الحرب في المادة 21 على أنه «يجب حماية عمليات نقل الجرحى والمرضى المدنيين والعجزة والنساء النفاس التي تجري في البر أو في البحر»<sup>39</sup>.

غير أن المهاجر غير الشرعي يبقى بسبب وضعه الهش عرضة للأخطار والتهديدات عند محاولته لاجتياز الحدود إما من طرف المهرب الذي يمارس عليه شتى أنواع المعاملة اللاإنسانية كالتعرض للرمي في البحر في حالة الحمولة الزائدة، والتعرض لخطر الموت غرقاً في البحر بسبب الإبحار في ظروف صعبة وتحت تهديد الموت جوعاً أو عطشاً. وهذا كله بسبب السياسات الأمنية المتخذة

إقامته أو لا يمارس أي عمل، فالتغير الحاصل بالنسبة للمقيم يتعلق بالوضع القانوني للإقامة، كأن تكون غايات دخوله للمرة الأولى السياحة أو زيارة الأقارب ثم المكوث والاستقرار في الدولة المستقبلية<sup>29</sup>. وهناك حالات مثل مصادرة جوازات السفر أو وثائق تثبت هويتهم من قبل أرباب العمل للإيقاع بهم في وظائف استغلالية<sup>30</sup>.

### ج - الأشخاص الذين يعملون بطريقة غير قانونية

هم الأشخاص الذين يمارسون مهاماً وأعمالاً ضمن الدول المستقبلية وغير مسموح لهم بموجب تأشيرات الدخول الممنوحة لهم من قبلها كأن كون قدومهم لغايات السياحة أو الزيارة ولكنهم يمارسون أعمالاً منتجة، أو تتجاوز مدة تأشيرة الدخول ومخالفة شروط إجازة العمل حيث يعمل المهاجر لدى صاحب العمل غير صاحب العمل الأساسي ويأذن منه<sup>31</sup>، وذلك بتقديم أصحاب العمل من القطاع الخاص بطرق غير مشروعة للحصول على تأشيرات المهاجرين لا يحتاجون إلى عملهم ثم يحولونهم إلى أصحاب عمل آخرين، وحين يتقاسم الكفيل الأول أو الثاني عن إتباع الإجراءات القانونية التي تنطوي عليها يضعون المهاجرين في وضع غير نظامي<sup>33</sup>.

### د - ملتمسو اللجوء الذين رفضت طلباتهم

هم الأشخاص الذين يهاجرون لتعرضهم للأخطار إما بسبب النزاعات المسلحة بنوعها الدولية وغير الدولية والتي ينتج عنها أزمات سياسية واقتصادية واجتماعية، أو حدوث كوارث طبيعية حيث أنّ تغير المناخ الذي يستند بشكل مباشر أو غير مباشر للنشاط البشري الذي يغير تركيبة الغلاف الجوي العالمي والتي تضاعف إلى غيرها من المتغيرات المناخية<sup>34</sup> من التصحر والجفاف وتدهور الأراضي الزراعية. وعلى ضوء هذه الآثار الناجمة عن هذه الأزمات يهاجر الأشخاص للبقاء على قيد الحياة ولكن الدول المستقبلية لا تشجع عادة على استقبال أعداد كبيرة من هذه الفئة من المهاجرين حيث أنّ الدول المستقبلية عادة ما تستقبل الأشخاص ملء الوظائف الشاغرة أو لم شمل الأسرة، أما استقبال الأشخاص لأسباب إنسانية<sup>35</sup> فعادة ما ترفض طلباتهم ويخضع هؤلاء المهاجرون للقوانين السارية التي تلزمهم بالعودة إلى بلدانهم الأصلية عندما لا تتوفر أسباب إنسانية مقنعة تعفيهم من إجراءات الترحيل، وذلك لعدم وجود صك دولي تخصص ضمان المساعدة والاستقبال أو إعطاء حقوق لهذه الفئة ولا يعترف لهم بكونهم لاجئين قانونيين لأنهم

المنظمة، أو من خلال الدخول إلى منطقة الفضاء الأوروبي «الاتحاد الأوروبي» بطريقة قانونية من خلال موافقة السلطات بالحصول على تأشيرة ومن ثم البقاء بعد انقضاء الفترة المحددة، أو تغيير غرض الزيارة فيبقون دون موافقة السلطات، وأخيرا هناك طالبو اللجوء السياسي الذين لا يحصلون على الموافقة على طلبهم لكنهم يبقون في البلاد»<sup>22</sup>.

### ثالثا : أنواع المهاجرين غير الشرعيين

رغم الاختلاف الذي يشوب ضبط مصطلح «المهاجر» ومن ثمة الاختلاف حول تحديد من هو المهاجر غير الشرعي وما هو الدخول غير الشرعي، إلا أنه تحقق قدر كبير من الاتفاق بين الباحثين حول التحديد الفئوي للمهاجرين غير الشرعيين<sup>23</sup>، حيث نتطرق إلى أربع حالات أساسية تتضمن ما يمكن أن نطلق عليه صفة «مهاجر غير شرعي».

#### أ - الأشخاص الذين يدخلون بطريقة غير قانونية

الشخص الذي يدخل بطريقة غير قانونية هو الشخص الذي لا يحمل جوازاً أو وثيقة سفر صادرة من الدولة التي ينتمي إليها بطريقة قانونية، ولم يتلق من السلطات الرسمية للدولة التي يريد الهجرة إليها الموافقة المسبقة للدخول، حيث أن مغادرته لدولته الأصلية ودخوله إقليم الدولة الواصل إليها، لا يكون من الأماكن الرسمية والمحددة سلفاً للمغادرة والوصول<sup>24</sup>، أي دخول أراضي الدولة خلسة، وعلى بعد من عيون المراقبة والضبط في المراكز الحدودية، للاستفادة من مواطن الخلل في عملية المراقبة والضبط في نقاط التماس بين الدول<sup>25</sup>، ويظهر ذلك على نحو فردي وذلك بالتسلل إلى الحاويات<sup>26</sup>، أو على نحو منظم من خلال شبكات عالية التنظيم أحيانا أخرى<sup>27</sup>، وذلك باللجوء إلى تغيير الاستراتيجيات في مختلف مراحل الرحلة بمشاركة سلطات رسمية وغير رسمية على المستويين الحكومي وغير الحكومي، وبذلك يتعرض المهاجر غير الشرعي باستمرار للمعاملة السيئة وذلك لتورطه إما عن قصد أو بدون قصد في عمليات تهريب الأشخاص والاتجار بالبشر<sup>28</sup>.

#### ب - الأشخاص الذين يدخلون بطريقة قانونية وتنتهي مدة الإقامة المسموح بها

دخول الفرد دولة ما بوثائق قانونية لفترة محددة، وبقاؤه فيها إلى ما بعد الفترة المشار إليها دون موافقة قانونية مماثلة، وذلك بصرف النظر عما إذا كان الفرد يمارس أعمالاً منتجة خلال فترة

أما الاتفاقية الدولية لحماية حقوق العمال المهاجرين وأفراد أسرهم التي أقرتها الجمعية العامة في 31 ديسمبر 1991 فتعرّف العمّال المهاجرين في المادة 2 من القسم الأول فقرة «أ» بأنهم : «الأشخاص الذين يعملون أو سيعملون أو قد عملوا في نشاط مأجور في دولة غير دولتهم».<sup>19</sup>

وتضيف المادة «5» الفقرة «أ» بأن المهاجرين يعتبرون في وضعية قانونية هم وأفراد عائلاتهم إذا رخص لهم الدخول والإقامة والعمل في الدولة التي يمارس فيها العمل وفقاً للنظام المعمول به في تلك الدولة وبما لا يتعارض مع الاتفاقيات الدولية التي تلتزم بها».

أما الفقرة «ب» فتقدم هي الأخرى تعريفاً خاصاً بالمهاجر غير الشرعي، على أنه : «يعتبر بدون وثائق وفي وضعية غير قانونية كل من لا تتوفر فيه الشروط المنصوص عليها في الفقرة «أ» من هذه المادة».

وتعتبر كذلك المنظمة الدولية للعمل OIT أن الهجرة غير الشرعية هي التي يكون بموجبها المهاجرون مخالفين للشروط التي تحددها الاتفاقيات الدولية والقوانين الوطنية، ويقصد على هذا الأساس بالمهاجرين غير الشرعيين كل من<sup>20</sup> :

- الأشخاص الذين يعبرون الحدود بطرق غير قانونية ويتخطون الرقابة المفروضة.
- الأشخاص الذين رخص لهم العمل بموجب عقد، ويخالفون هذا العقد سواء بالقيام بعمل غير مرخص له، أو عمل يعاقب عليه القانون المحلي.
- الأشخاص الذين يدخلون إقليم دولة ما بصفة قانونية وبترخيص إقامة ثم يتخطون مدّة إقامتهم ويصبحون في وضعية غير نظامية.

عرفت المفوضية الدولية لشؤون الهجرة الهجرة، كما يلي: «هي دخول أو اجتياز بلد دون موافقة سلطات ذلك البلد، وبدون أن تتوفر في الشخص العابر الشروط القانونية للمرور عبر الحدود، لعدم حيازته على الوثائق اللازمة للسفر أو الاعتماد على تزويرها واستخدام المنافذ غير الشرعية للمرور بغية التهرب من الرقابة الجمركية أو الأمنية سواء كان ذلك برا، بحرا أو جوا»<sup>21</sup>.

أما المفوضية الأوروبية فتعتبر «الهجرة غير النظامية كل دخول عن طريق البر أو البحر أو الجو إلى إقليم دولة عضو بطريقة غير قانونية بواسطة وثائق مزورة أو بمساعدة شبكات الجريمة

## أولاً: التعريف الفقهي

لم يتفق الفقه على تعريف محدد للهجرة غير الشرعية يحيط بكافة الجوانب المتصلة بها، حيث أن كل دولة نظرت إلى ذلك التعريف، ومن ثم فقهاؤها، طبقاً لاحتياجاتهم ومصالحهم الوطنية، حيث نجد أن:

- **الرأي الأول:** رأى أن الهجرة غير الشرعية هي الدخول والخروج غير القانوني من وإلى إقليم أو دولة من قبل أفراد أو جماعات من غير الأماكن المحددة لذلك دون التقييد والاعتداد بالضوابط والشروط الشرعية التي تفرضها كل دولة في مجال تنقل الافراد<sup>14</sup>.
- **الرأي الثاني:** عرف بأن الهجرة غير الشرعية هي الانتقال من الوطن الأم إلى وطن المهاجر إليه للإقامة بصفة مستمرة فيه، مخالفاً للقواعد المنظمة للهجرة بين الدول طبقاً لأحكام القوانين الدولية والداخلية<sup>15</sup>.
- **الرأي الثالث:** عرف بأن الهجرة غير الشرعية هي خروج المواطن من إقليم دولة من غير المنافذ الشرعية والمخصصة لذلك، أو من منفذ شرعي باستخدام وثيقة للسفر مزورة<sup>16</sup>.

## ثانياً : التعريف القانوني

حسب تعريف الأمم المتحدة فالهجرة هي انتقال السكان من منطقة جغرافية إلى أخرى وتكون عادة مصاحبة بتغيير محل الإقامة ولو لفترة محدودة<sup>17</sup>. وقد صنفت الأمم المتحدة الهجرة استناداً للمهاجرين الذين ينتقلون من مكان لآخر إلى عدة أصناف، حيث نجد من بينهم :

- المهاجرين الدائمين الذين ينوون الإقامة لفترة تزيد عن سنة.
- المقيمين الذين يرجعون بعد تجاوز سنة، وفي مجال المغادرة قد تم تصنيف المغادرين على النحو التالي:

- النازحون المقيمون الذين ينوون الإقامة في خارج البلد لسنة واحدة؛
- المسافرين من أولئك المهاجرين من التصنيف السابق؛
- الزوار الذين أنهوا زيارتهم؛
- المقيمون من رعايا البلد أو الغرباء الذين ينوون الإقامة في خارج البلد لسنة واحدة أو أقل من سنة<sup>18</sup>.



كما أن الهجرة غير الشرعية أو غير النظامية «هي سلسلة من الظواهر المختلفة وتشمل الأشخاص الذين يدخلون أو يظلون في دولة ليسوا من مواطنيها على خلاف ما تقتضيه القوانين الداخلية لتلك الدولة»<sup>7</sup>. وتشمل الهجرة غير الشرعية فئات مختلفة كالمهاجرين الذين يدخلون أو يقيمون في دولة ما دون تصريح، وكذا ضحايا الاتجار بالبشر وطالبي اللجوء الذين رفض طلبهم، وكذا الأشخاص الذين لا يمثلون لأمر إبعاد صادر عن السلطات المختصة في الدولة، وفي الأخير هناك فئة الأشخاص الذين يتحايلون على ضوابط الهجرة بزواج تم الاتفاق عليه<sup>8</sup> ويشترك كل هؤلاء في عامل مشترك وهو الإقامة غير النظامية في إقليم الدولة.

«ويصنف كل شخص دخل بلداً ما أو عمل فيه بدون ترخيص قانوني، بأنه مهاجر غير قانوني أو سري أو غير حائز على الوثائق اللازمة أو غير نظامي»<sup>9</sup>.

وحسب المؤتمر الدولي للسكان والتنمية لعام 1994 استعمل مصطلح «الأشخاص بدون وثائق» نظراً لأنه اعتبر أن المهاجر غير الشرعي أو غير القانوني يحمل طابع التجريم، في حين نجد أن الملتقى الدولي للهجرة ببانكوك عام 1999 يرى توظيف مصطلح «الهجرة غير القانونية» لأن هذه الهجرة تنظم بواسطة شبكات إجرامية مختصة في تهريب المهاجرين<sup>10</sup>.

تتعدد المدلولات للتعبير عن الهجرة في شقها غير النظامي بين هجرة سرية، هجرة غير شرعية، هجرة غير قانونية، وهجرة غير نظامية، لكنها في مجملها تدل على وتصب في الفكرة التي مفادها انتقال فرد أو جماعة من مكان إلى آخر بطرق سرية مخالفة لقانون الهجرة كما هو متعارف عليه دولياً، أي أن العبارات المستعملة لها نفس المعنى تقريباً بالمفهوم الإصطلاحي<sup>11</sup>.

وبمعنى آخر هي: «التسلل عبر الحدود البرية والبحرية والجوية، أو لإقامة بدولة أخرى بطريقة غير مشروعة، وقد تكون الهجرة في أساسها قانونية وتتحول فيما بعد إلى غير قانونية»<sup>12</sup>. إلا أن المصطلح المستعمل رسمياً والمتداول في الصكوك والإعلانات الدولية والتقارير الصادرة عن الهيئات الدولية هو المهاجرون المتواجدون في وضع غير نظامي، تفادياً لباقي المصطلحات المذكورة التي تصفي الصبغة الإجرامية على هذه الفئة<sup>13</sup>.

حرية الحركة<sup>4</sup>. وما زالت أوروبا منقسمة، في ما يتعلق بالهجرة غير الشرعية، ما بين «الحاجة إلى احترام حقوق الإنسان» وبين «الحاجة إلى تقليل عدد المهاجرين غير الشرعيين الداخلين إليها»<sup>5</sup>.

## المنهج المتبع

إن المنهج المتبع في معالجة هذا الموضوع، ينسجم مع منهج وصفي تحليلي حتى يتسنى لنا محاولة الإحاطة بالموضوع في سائر تفرعاته.

ومن أجل الإجابة عن الإشكالية نتناول تصميم الدراسة كالتالي:

المبحث الأول: التطور التاريخي لظاهرة الهجرة غير الشرعية في المجال الأورومتوسطي

- أولاً: مفهوم الهجرة غير الشرعية

- ثانياً: أنواع المهاجرين غير الشرعيين

- ثالثاً: عوامل هشاشة مركز المهاجرين غير الشرعيين

المبحث الثاني: آليات حماية حقوق المهاجرين غير الشرعيين في الفضاء الأورومتوسطي

- أولاً: السياسات الأوروبية لمكافحة الهجرة غير النظامية وأثرها على حقوق المهاجرين غير الشرعيين

- ثانياً: أهمية الحماية القانونية للمهاجرين غير الشرعيين في المنطقة المتوسطية

**المبحث الأول: التطور التاريخي لظاهرة الهجرة غير الشرعية في المجال الأورومتوسطي**

**أولاً: مفهوم الهجرة غير الشرعية**

إن الهجرة غير الشرعية ما هي إلا حركة انتقال فردي أو جماعي من دولة لأخرى؛ وبشكل يتجاوز القوانين النافذة في الدول التي يتم الاتجاه إليها، حيث يتم دخول تلك الدول تسلسلاً دون تأشيرة دخول أو قد يتم البقاء في دولة المقصد بعد انتهاء مدة التأشيرة<sup>6</sup>.

فالقوة العاملة في أوروبا تسير نحو مرحلة من الهرم وهو ما يعني أن هناك نقصاً متوقعاً في العمل في بعض المجالات الاقتصادية يمكن تعويضه فقط من خلال استقدام شباب متعلم، وموهوب من هذه الدول.

ويهدف هذا الاقتراب أولاً إلى تحقيق أحد طموحات (استراتيجية أوروبا 2020)؛ وهو أن تستمر أوروبا في أن تظل مقصداً جذاباً للمهاجرين الموهوبين من أنحاء العالم كافة. كما يهدف هذا الاقتراب الى التعامل بدرجة أكثر من الكفاءة مع الهجرة غير الشرعية واللجوء السياسي من خلال الاتفاق مع الدول الأكثر تصديراً للمهاجرين غير الشرعيين على آلية للحد من ذلك. بعبارة أخرى، اتبعت أوروبا منطق خطط العمل نفسه الذي اعتمدت عليه في سياسة الجوار الأوروبي الجديدة في التعامل مع قضايا الهجرة واللجوء، وذلك من خلال اتفاقيات الشراكة في ما يتعلق بالحركة.

## الإشكالية

تتمثل الإشكالية الأساسية في أن أغلب دول الاتحاد الأوروبي ومؤسساته تسعى إلى إيجاد نوع من التوازن ما بين الرغبة في منع وتقييد الهجرة غير الشرعية وطلبات اللجوء السياسي إليها، وما بين احترام قيم حقوق الإنسان وحقوق المهاجرين واللاجئين السياسيين. ففي مجال الهجرة واللجوء السياسي، يمكن التمييز بين نوعين من الأطر النظرية التي تحكم الفكر الأوروبي للتعامل معها: الإطار الواقعي للأمن الداخلي والإطار الليبرالي المتعلق بحقوق الإنسان. يركز الإطار الواقعي على مسألة التحكم في الحدود وعلى فكرة سيادة الدولة. وفي هذا الصدد لا يوجد تمييز بين التحركات العابرة للحدود سواء أكانت في شكل هجرة غير شرعية أم لجوء سياسي أم لاجئين، فالكل سواء في كونهم مواطنين من دولة ثالثة يجب التحكم في دخولهم إلى الأراضي الأوروبية، في إطار الحفاظ على الأمن والاستقرار الداخلي. أما الإطار الليبرالي، فعلى النقيض من ذلك، يتبع منظوراً إنسانياً يركز على الأفراد، ويُعلي من قيمة حقوق الإنسان. وبالتالي، يتمحور مركز التفكير في الحفاظ على حقوق الأفراد والإنسان، ويعني ذلك أن يتمتع اللاجئ السياسي بحقه في الحصول على الحماية والدخول في إجراءات حماية اللاجئين. ومن هنا تتمثل الإشكالية الأوروبية في أن التركيز الشديد على الليبرالية قد يؤدي إلى تقويض سيادة الدولة، بينما التركيز بشكل كبير على السيطرة والتحكم في الحدود قد يُفوّض حقوق الإنسان العالمية وقيمة ومبدأ

من القرن الماضي، فقد شهد نشاطا للهجرة غير مسبوق باتجاه أوروبا، ومنذ ذلك الحين ليصبح الاتحاد الأوروبي وجهة مفضلة للهجرة من مختلف دول العالم عموماً أو لهجرة من دول الضفة البحر الأبيض المتوسط على وجه الخصوص<sup>3</sup>.

أما الهجرة من إفريقيا إلى أوروبا فكانت حتى الماضي القريب مسألة عادية ومألوفة بل ومرغوب فيها، باعتبارها تعبيراً عن تبادل المصالح وتلاقح الثقافات ولم تكن قط موضع اعتراض أو مجابهة من قبل أوروبا، التي عملت - مدفوعة في ذلك باعتبارات اقتصادية ضاغطة ناتجة عن الدمار الهائل الذي لحقها جراء الحرب العالمية الثانية - على تشجيعها وتنظيمها من خلال تشريعات وطنية مرنة ومتسامحة.

غير أن هذه الوضعية بدأت تتغير منذ عقد الثمانينيات من القرن الماضي، حيث أدى تعرض الدول الأوروبية لسلسلة من الأزمات الاقتصادية، إلى إيقاف تعاطيها الإيجابي مع هذه الظاهرة، وذلك بالعمل على تقييدها في أفق الحد منها من خلال إغلاق الحدود وتبني سياسات احترازية للتضييق على أي هجرات جديدة إليها. ولقد كانت اتفاقية شنغن لعام 1985 خير تعبير وتجسيد لهذه الإنعطافة، حيث أصبح تشديد متطلبات الدخول إلى الفضاء الأوروبي والصرامة المتزايدة في مراقبة حدوده الخارجية العنوان الجديد للسياسة الأوروبية تجاه الهجرة. وبالموازاة مع ذلك لجأت أوروبا إلى تدعيم سياستها هذه بنقاهات ثنائية وإقليمية مع دول ضفة المتوسط الجنوبية، ولاسيما دول المغرب العربي بهدف تنسيق سياساتها بخصوص القواعد المتعلقة بقبول المهاجرين وإدارة الحدود.

ومع بداية ثورات الربيع العربي، ازداد تدفق المهاجرين غير الشرعيين وطالبي اللجوء على نحو غير مسبوق، وهو ما دفع بدوره قادة الاتحاد الأوروبي إلى التفكير في إطار استراتيجي شامل للتعامل مع قضايا الهجرة واللجوء. وفي 18 نوفمبر 2011 تبنى المجلس الأوروبي استراتيجية جديدة للتعامل مع قضايا الهجرة عُرفت باسم اقتراح الاتحاد الأوروبي العالمي الجديد الخاص بالهجرة والحركة. وأشارت المفوضية الأوروبية إلى أن هذا الاقتراب الأوروبي الجديد، على النقيض من السياسات الأوروبية السابقة الخاصة بالهجرة، لم يعد ينظر إلى المخاوف الأمنية في التعامل مع ملف الهجرة فقط وإنما يندرج في إطار اتفاقيات الحركة التي سيتم تقديمها إلى الدول التي لديها جوار مباشر مع الاتحاد الأوروبي وإلى تونس والمغرب ومصر. ويمكن تفسير المنطق وراء هذا الإطار بحقيقة أن قابلية الحركة للعمالة من هذه الدول قد تكون في مصلحة أوروبا:

# حقوق المهاجرين غير الشرعيين في المجال الأورومتوسطي

محسن الندوي

## مقدمة

عرف موضوع التعامل مع ظاهرة الهجرة غير الشرعية في الآونة الأخيرة تحولات خطيرة ومتسارعة على الصعيد الدولي، جعلتها تحتل الصدارة ضمن النقاشات والاجتماعات الدولية والإقليمية والوطنية، وذلك لما نتج عنه من خروقات وانتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان من قبل الدول المستقبلة للمهاجرين.

والهجرة لا تعرف اتجاهها جغرافيا معينا أو بلدا بذاته، بل هي ظاهرة تتسم بالعالمية والشيوع، إلا أنها تخضع لمنطق أو قانون موحد، هو ما يعبر عن السمة المشتركة مابين جميع حركات الهجرة العالمية أي الانتقال من مناطق الفقر والحرمان والنزاعات والحروب إلى مناطق تمتاز بمستويات معيشة أفضل ومناخ سياسي وأمني ملائم للعيش الكريم<sup>1</sup>.

إن منطقة البحر الأبيض المتوسط من المناطق التي تعرف أكبر حركات الهجرة بشتى أنواعها في العالم، وهذه الحركات ليست وليدة الوقت الحاضر فحسب؛ فالمنطقة من الناحية التاريخية عرفت بكونها مجالا هاما للتبادل الثقافي، الاقتصادي وكذا مساحة للتحويلات السياسية، وتطورت في أواخر القرن الماضي وبدايات القرن الحالي. فزيادة على الموقع الاستراتيجي الهام لمنطقة البحر الأبيض المتوسط وأهميتها الجيوسياسية، تعد أيضا منطقة منتجة ومصدرة للطاقة وسوقا قويا لأوروبا، وبعدا استراتيجيا للولايات المتحدة الأمريكية<sup>2</sup>.

ترتبط قضية الهجرة بين دول البحر الأبيض المتوسط وأوروبا بعوامل مختلفة كالقرب الجغرافي والروابط التاريخية والعلاقات الاقتصادية بين الصفتين، إضافة إلى التفاعلات الثقافية والحضارية. فالمنطقة عرفت حركات هجرة على مر العصور؛ ففي القرن التاسع عشر تميزت حركة الهجرة باتجاهها من الشمال إلى الجنوب خلال الحقبة الاستعمارية، أما النصف الثاني



اللجنة المعنية بحقوق الإنسان، الملاحظات الختامية المتعلقة بالتقرير الدوري السادس للمغرب، الوثيقة رمز CCPR/C/MAR/CO/6، بتاريخ 1 دجنبر 2016.

مجلس حقوق الإنسان، تقرير الفريق العامل المعني بالاستعراض الدوري الشامل «المغرب»، الوثيقة رمز، 6/A/HRC/36، بتاريخ 13 يوليوز 2017.

Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, sur sa visite au Maroc, DC, A/ HRC/26/37/Add.3, 1<sup>er</sup> avril 2014.

Report of the Special Rapporteur on contemporary forms of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance on her mission to Morocco, DC, A/ HRC/41/54/Add.1, 28 May 2019.

Nations Unies, Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, *Rapport initial de l'État partie devant être soumis en 2004*, Maroc, 1<sup>er</sup> novembre 2012, DC, CMW/C/ MAR/1.

Circulaire conjointe du Ministre de l'Intérieur et du Ministre Chargé des Marocains Résidant à l'Étranger et des Affaires de la Migration n° 8303 du 16 décembre 2013 a régi l'opération conduite du 2 janvier au 31 décembre 2014.

MCMREAM, *Stratégie Nationale de l'Immigration et de l'Asile*, 2014, (www.mre.gov.ma).

Hassan Ouazzani Chahdi, *la Pratique marocaine du droit des traités: essai sur le droit Conventionnel marocain*, LJDJ, Paris, 1988.

Le Maroc est membre de l'Organisation Internationale pour les Migrations depuis 1998. Suite à l'entrée en vigueur de l'accord de siège entre le Royaume du Maroc et l'OIM en juillet 2006, L'OIM a ouvert sa mission à Rabat en 2007. <https://morocco.iom.int/oim-maroc-0>

<https://www.iom.int/fr/news/loim-devient-une-organisation-affiliee-aux-nations-unies>

<https://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2007/6/4acf419f24/hcr-va-signer-accord-siege-gouvernement-marocain.html>

United nations, economic and social council, commission on human rights, sixtieth session item 14 (a) of the provisional agenda, "specific groups and individuals: migrant workers Report submitted by Ms. Gabriela Rodríguez Pizarro, Special Rapporteur on the human rights of migrants, Addendum, Visit to Morocco", Distr. general E/CN.4/2004/76/Add.3, 15 January 2004.

- القانون 90-41 الخاص بإحداث المحاكم الإدارية، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 225-91-1 بتاريخ 10 شتنبر 1993، الجريدة الرسمية عدد 4224، بتاريخ 3 نونبر 1993.
- المرسوم المتعلق بإعادة هيكلة وزارة الداخلية، وتحديد اختصاصاتها، الصادر في 15 دجنبر 1997، كما تم تعديله وتتميمه بالمرسوم الصادر بتاريخ 27 دجنبر 2004 المنشور بالجريدة الرسمية عدد 5280، بتاريخ 6 يناير 2005، باللغة الفرنسية.
- المرسوم رقم 2.57.1256، الخاص بتطبيق الاتفاقية المتعلقة بوضع اللاجئين الموقع عليها في جنيف بتاريخ 28 يوليوز 1951، الجريدة الرسمية عدد 2341، بتاريخ 06/09/1957.
- المنوبية الوزارية المكلفة بحقوق الإنسان، جدول استرشادي خاص بالتوصيات المنبثقة عن الآليات الأممية لحقوق الإنسان، مرجع سابق، غير منشور.
- الدستور المغربي لسنة 2011، الجريدة الرسمية عدد 5952، بتاريخ 17 يونيو 2011.
- المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، تقرير خاص بتقصي الحقائق حول أحداث الهجرة غير القانونية، أحداث سبتة ومليلية، خريف، 2005.
- اللجنة المعنية بحقوق الإنسان، التعليق العام رقم 15 «وضع الأجانب بموجب العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية»، الدورة 27، أبريل 1986، الصكوك الدولية لحقوق الإنسان، المجلد الأول، تجميع التعليقات العامة والتوصيات العامة التي اعتمدها هيئات معاهدات حقوق الإنسان، مذكرة من الأمانة، الأمم المتحدة، الوثيقة رمز، HRI/GEN/1/Rev 9-27، ماي 2008.
- مجلس حقوق الإنسان، تقرير المقرر الخاص المعني بمسألة التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة، البعثة إلى المغرب، الوثيقة رمز، A/HRC/22/53/Add.2، أبريل 2013.
- مجلس حقوق الإنسان، تقرير الفريق الأممي المعني بالاعتقال التعسفي، البعثة إلى المغرب، الوثيقة رمز، A/HRC/27/48/Add.5، 4 غشت 2014.
- لجنة حقوق الطفل، الملاحظات الختامية بشأن التقرير الجامع للتقريين الدوريين الثالث والرابع للمغرب، الوثيقة رمز، CRC/C/MAR/CO/3-4، 14 أكتوبر 2014.
- لجنة الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية، الملاحظات الختامية بشأن التقرير الدوري الرابع للمغرب، الوثيقة رمز، E/C.12/MAR/CO/4، بتاريخ 22 أكتوبر 2015.



اتفاقية مناهضة التعذيب وغيره من ضروب المعاملة القاسية واللاإنسانية أو المهينة 1984،  
الجريدة الرسمية عدد 4440، بتاريخ 19 دجنبر 1996.

الاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم 1990، الجريدة الرسمية  
عدد 6015، الصادرة بتاريخ 29 صفر 1433 الموافق لـ 23 يناير 2012.

الاتفاقية رقم 143 بشأن الهجرة في أوضاع اعتسافية وتعزيز تكافؤ الفرص والمعاملة للعمال  
المهاجرين (أحكام تكميلية) 1975، الموافق عليها من طرف المغرب بموجب القانون  
رقم 01.16، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.16.115 بتاريخ 6 ذي القعدة 1437  
(10 غشت 2016)، الجريدة الرسمية عدد 6493، بتاريخ 22 غشت 2016.

الاتفاقية رقم 97 بشأن العمال المهاجرين (مراجعة) 1949، الموافق عليها بموجب القانون  
رقم 87.13، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.14.119 بتاريخ 10 رمضان 1435  
(8 يوليوز 2014)، الجريدة الرسمية عدد 6277، بتاريخ 28 يوليوز 2014.

المندوبية الوزارية المكلفة بحقوق الإنسان، الاتفاقيات الرئيسية في مجال حقوق الإنسان التي يعد  
المغرب طرفا فيها، الرباط، الطبعة الثانية، يناير 2015.

امحمد أحمد بن عبود، مركز الأجنبي في المغرب: دراسة قانونية لوضعية الأجنبي في المغرب قبل  
عهد الحماية وخلالها، الطبعة الثالثة، مطابع ومنشورات عكاظ، الرباط، 1988.

الظهير الشريف رقم 1.03.194 الصادر في 14 من رجب 1424 (11 سبتمبر 2003) القاضي  
بتنفيذ القانون رقم 65.99 المتعلق بمدونة الشغل، الجريدة الرسمية عدد 5167، بتاريخ  
2003/12/08.

الظهير الشريف رقم 1-04-22 صادر في 12 من ذي الحجة 1424 (3 فبراير 2004) بتنفيذ  
القانون رقم 70-03 بمثابة مدونة الأسرة، الجريدة الرسمية عدد 5184، الصادرة بتاريخ  
5 فبراير 2004.

الظهير الشريف رقم 1-03-196 الصادر في 16 من رمضان 1424 (11 نوفمبر 2003) بتنفيذ  
القانون رقم 02-03 المتعلق بدخول وإقامة الأجانب بالمملكة المغربية ومحاربة الهجرة غير  
المشروعة، الجريدة الرسمية عدد 5160، الصادرة بتاريخ 13 نونبر 2003.

الظهير الشريف رقم 1-16-127، الصادر بتاريخ 25 غشت 2016، المتعلق بتنفيذ القانون  
رقم 27-14 المتعلق بمكافحة الاتجار بالبشر، الجريدة الرسمية عدد 6501، بتاريخ  
19 سبتمبر 2016.

- 44 الظهير الشريف رقم 1-16-127، الصادر بتاريخ 25 غشت 2016، المتعلق بتنفيذ القانون رقم 14-27 المتعلق بمكافحة الاتجار بالبشر، الجريدة الرسمية عدد 6501، بتاريخ 19 سبتمبر 2016.
- 45 الاتفاقية رقم 143 بشأن الهجرة في أوضاع اعتسافية وتعزيز تكافؤ الفرص والمعاملة للعمال المهاجرين (أحكام تكميلية) 1975، الموافق عليها من طرف المغرب بموجب القانون رقم 01.16، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.16.115 بتاريخ 6 ذي القعدة 1437 (10 غشت 2016)، الجريدة الرسمية عدد 6493 بتاريخ 22 غشت 2016؛ والاتفاقية رقم 97 بشأن العمال المهاجرين (مراجعة) 1949، الموافق عليها بموجب القانون رقم 87.13، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.14.119 بتاريخ 10 رمضان 1435 (8 يوليوز 2014)، الجريدة الرسمية عدد 6277، بتاريخ 28 يوليوز 2014.

## المراجع

- اتفاقية جنيف بشأن وضع اللاجئين 1951.
- البروتوكول الخاص بوضع اللاجئين 1969.
- الاتفاقية الإفريقية المنظمة لجوانب محددة من مشاكل اللاجئيين بأفريقيا، اعتمدت بأديس أبابا، 1969.
- الاتفاقية الدولية للقضاء على جميع أشكال التمييز العنصري، 1965، الظهير الشريف رقم 86-19 بتاريخ 15 شعبان 1389 (27 أكتوبر 1969)، الجريدة الرسمية عدد 2988، بتاريخ 27 ذو القعدة 1389 (4 يناير 1970).
- العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية 1966، الجريدة الرسمية، عدد 3525، بتاريخ 21 ماي 1980.
- العهد الدولي الخاص بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية 1966، الجريدة الرسمية عدد 3525، بتاريخ 21 ماي 1980.
- اتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة جميع أشكال التمييز ضد المرأة 1979، الظهير الشريف رقم 93.361 بتاريخ 29 رمضان 1421 (26 دجنبر 2000)، الجريدة الرسمية عدد 4866، بتاريخ 23 شوال 1424 (18 يناير 2001).
- اتفاقية الأمم المتحدة لحماية حقوق الطفل 1989، الجريدة الرسمية عدد 4440، بتاريخ 19 دجنبر 1996.

- 34 مجلس حقوق الإنسان، تقرير الفريق الأممي المعني بالاعتقال التعسفي، البعثة إلى المغرب، الوثيقة رمز، Add.5/48/A/HRC/27، من الفقرة 56 إلى الفقرة 59، 4 غشت 2014.
- 35 Report of the Special Rapporteur on contemporary forms of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance on her mission to Morocco, DC, A/HRC/41/54/Add.1, 28 May 2019.
- 36 Nations Unies, Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, Rapport initial de l'État partie devant être soumis en 2004, Maroc, 1<sup>er</sup> novembre 2012, DC, CMW/C/MAR/1.
- 37 لجنة حقوق الطفل، الملاحظات الختامية بشأن التقرير الجامع للتقريرين الدوريين الثالث والرابع للمغرب، الوثيقة رمز، CRC/C/MAR/CO/3-4، 14 أكتوبر 2014.
- 38 لجنة الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية، الملاحظات الختامية بشأن التقرير الدوري الرابع للمغرب، الوثيقة رمز، E/C.12/MAR/CO/4، بتاريخ 22 أكتوبر 2015.
- 39 اللجنة المعنية بحقوق الإنسان، الملاحظات الختامية المتعلقة بالتقرير الدوري السادس للمغرب، الوثيقة رمز، CCPR/C/MAR/CO/6، بتاريخ 1 دجنبر 2016.
- 40 مجلس حقوق الإنسان، تقرير الفريق العامل المعني بالاستعراض الدوري الشامل «المغرب»، الوثيقة رمز، 6/A/HRC/36، بتاريخ 13 يوليوز 2017.
- 41 لقد كان اعتماد السياسة الوطنية الجديدة للهجرة واللجوء بالمغرب سنة 2013 في سياق دولي وإقليمي يتميز بتصاعد العوامل المغذية لحركة المهاجرين واللاجئين، جعلت المغرب يتحول من بلد عبور إلى بلد استقبال واستقرار عدد هام من هذه الفئات لاسيما المهاجرين غير النظاميين. بناء على ذلك، عمل المجلس الوطني لحقوق الإنسان، على بلورة تقرير حول «وضع الأجانب بالمغرب/ نحو سياسة وطنية جديدة للهجرة واللجوء»، سلط من خلاله الضوء حول أوضاع هذه الفئات بالمغرب وبلورة جملة من التوصيات يدعو من خلالها الحكومة المغربية إلى اتخاذ عدد من التدابير القانونية والإدارية والقضائية من أجل حماية هذه الفئات والنهوض بحقوقها الأساسية. تأسس على ذلك، أعطى جلالة الملك تعليماته للحكومة من أجل بلورة سياسة وطنية جديدة للهجرة واللجوء على أربعة مبادئ أساسية، متمثلة في بلورة وإعداد سياسة وطنية جديدة في مجال الهجرة واللجوء وفق مقاربة شمولية قائمة على فلسفة إنسانية تحترم الالتزامات الدولية للمغرب، قائمة على المسؤولية المشتركة والتعاون المتجدد الأطراف مع مختلف الشركاء، ورائدة على المستوى الجهوي وممارسة فضلى يحتذى بها على المستوى القاري، وقد تمت ترجمة هذه المبادئ الموجهة عبر عدد من التدابير الإدارية الهامة التي انعكست بشكل إيجابي على وضع هذه الفئات بالمغرب، لاسيما العملية الاستثنائية لتسوية وضعية المهاجرين غير النظاميين بالمغرب.
- 42 Circulaire conjointe du Ministre de l'Intérieur et du Ministre Chargé des Marocains Résidant à l'Étranger et des Affaires de la Migration n° 8303 du 16 décembre 2013 a régi l'opération conduite du 2 janvier au 31 décembre 2014.
- 43 تضمنت الاستراتيجية الوطنية للهجرة واللجوء 7 برامج قطاعية (التعليم والثقافة، الصحة، الشغل، التكوين المهني، السكن، المساعدة الإنسانية والاجتماعية، الشباب والترفيه)، و4 برامج ذات طابع أفقي متمثلة في كل من، الإطار القانوني والاتفاقي، تدبير الحدود ومكافحة الاتجار بالبشر، التعاون والشركات الدولية، الحكامة والتواصل، فضلا عن 27 هدفا خاصا و81 عملية، تروم كلها إلى إدماج المهاجرين واللاجئين على جميع المستويات الاقتصادية والاجتماعية والثقافية والتربوية، أنظر:  
- MCMREAM, *Stratégie Nationale de l'Immigration et de l'Asile*, 2014, (www.mre.gov.ma)

تشريعي واحد، كما طالبت بملاءمة مراكز الاحتجاز الإداري المنصوص عليها في القانون 02-03 للمعايير الدولية المعتمدة من أجل توفير الحد الأدنى من الضمانات للأشخاص المحتجزين، فضلا عن دعوتها إلى ملاءمة مساطر الاعتقال مع متطلبات حماية حقوق الإنسان، وتكوين الأشخاص المكلفين بالترحيل من أجل أداء مهمتهم في احترام تام لحقوق وكرامة المهاجر. وعلى مستوى التدابير القضائية، أوصت بضرورة صياغة خطة عمل من أجل حماية حقوق المهاجرين عن طريق تكوين موظفي السلطة القضائية، وتسهيل استفادة المهاجرين من سبل الطعن والانتصاف، وذلك عبر تنظيم حملات تحسيسية لهذا الغرض، واعتماد تدابير واضحة تهدف إلى ضمان حصول مهاجري إفريقيا جنوب الصحراء سواء عند القبض عليهم في الحدود أم داخل التراب الوطني، على معلومات توضح أسباب قرار عدم الترخيص لهم بالدخول إلى التراب الوطني بلغة يفهمونها، وتقوية دور المنظمات غير الحكومية من أجل مقارنة أكثر حماية لحقوق المهاجرين، من خلال حملات تحسيسية، وتقديم المساعدة المادية والمساندة القانونية، وإشراك المهاجرين في هذه المقاربة للدفاع عن حقوقهم، إضافة لاتخاذ عدد من التدابير الإدارية من أجل حماية فئات الأجنبي وصون حقوقهم، كضرورة فحص طلبات اللجوء قبل نقل المهاجرين إلى الحدود، واتخاذ تدابير لحماية حقوق المهاجرين غير النظاميين خاصة المرضى والجرحى، ووضع برامج تأهيل جسدية ونفسية. كما أوصت باعتماد إجراءات إيجابية لفائدة المهاجرين القاصرين والنساء الحوامل، كعدم طردهم نظرا لوضعيتهم الخاصة، والامتناع عن اعتقال الأطفال غير المرافقين، إلا إذا اقتضت ذلك المصلحة العليا للطفل، ومنحهم المساعدة الكافية ومتابعة وضعيتهم، مع بناء آلية رقابة داخلية للموظفين المكلفين بتدبير مسألة الهجرة، ومكافحة ظاهرة دعارة واستغلال مهاجري إفريقيا جنوب الصحراء، ووضع آليات ملائمة لحماية ومساعدة وتأهيل ضحايا الاتجار بالأشخاص وتبديد تدفقات الهجرة، في إطار تنمية اقتصادية واجتماعية تقوم على مساهمة الاتحاد الأوروبي في الجهود المبذولة لتنمية بيئة اجتماعية دائمة، واعتماد الشراكة مع الاتحاد الأوروبي على استراتيجية تعاون تهدف إلى محاربة الهجرة غير النظامية من خلال برامج مساعدة تقنية وتنموية. للاطلاع على مزيد من التفاصيل بشأن هذه التوصيات راجع: المندوبية الوزارية المكلفة بحقوق الإنسان، جدول استرشادي خاص بالتوصيات المنبثقة عن الآليات الأممية لحقوق الإنسان، مرجع سابق، غير منشور.

- 30 أنظر: الفصل 30 من الدستور المغربي لسنة 2011، الجريدة الرسمية عدد، 5952، بتاريخ 17 يونيو 2011.
- 31 أنظر، اللجنة المعنية بحقوق الإنسان، التعليق العام رقم 15 «وضع الأجنبي بموجب العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية»، الدورة 27، أبريل 1986، الصكوك الدولية لحقوق الإنسان، المجلد الأول، تجميع التعليقات العامة والتوصيات العامة التي اعتمدها هيئات معاهدات حقوق الإنسان، مذكرة من الأمانة، الأمم المتحدة، الوثيقة رمز، HRI/GEN/1/Rev 9 27 ماي 2008.
- 32 أوصى المقرر الخاص بمناهضة التعذيب في تقريره عقب الزيارة التي قام بها للمغرب سنة 2012، بالتعاون الوثيق مع المفوضية السامية لشؤون اللاجئين، والمقرر الأممي الخاص بحقوق الإنسان للمهاجرين، وضرورة اتخاذ كافة التدابير اللازمة للوقاية من العنف الممارس على المهاجرين، والتقصي بشأن المعلومات المتعلقة بالعنف الذي لحق بالمهاجرين وطالبي اللجوء جنوب الصحراء، وطالب من المغرب باحترام حقوق الإنسان الأساسية لهذه الفئات وضمان ولوجهم للمؤسسات الصحية وحصولهم على العلاجات الطبية دون خوف من تعرضهم للاعتقال، للاطلاع بشكل أعمق على هذه التوصيات راجع: مجلس حقوق الإنسان، تقرير المقرر الخاص المعني بمسألة التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة، السيد خوان إ. منديس، البعثة إلى المغرب، الوثيقة رمز، Add.2/53/A/HRC/22، الفقرتين 24 و25، والتوصية رقم 88 (ك)، والتوصية رقم 90 (أ) (ب)، 30 أبريل 2013.
- 33 Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, sur sa visite au Maroc, DC.A/HRC/26/37/Add.3, 1<sup>er</sup> avril 2014.

- 19 القانون 41-90 الخاص بإحداث المحاكم الإدارية، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1-91-225 بتاريخ 10 شتنبر 1993، الجريدة الرسمية عدد 4224 بتاريخ 3 نونبر 1993.
- 20 المرسوم المتعلق بإعادة هيكلة وزارة الداخلية، وتحديد اختصاصاتها، الصادر في 15 دجنبر 1997، كما تم تعديله وتتميمه بالمرسوم الصادر بتاريخ 27 دجنبر 2004 المنشور بالجريدة الرسمية عدد 5280، بتاريخ 6 يناير 2005، باللغة الفرنسية.
- 21 المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، تقرير خاص بتقصي الحقائق حول أحداث الهجرة غير القانونية، أحداث سبتة ومليلية، خريف، 2005.
- 22 Le Maroc est membre de l'Organisation Internationale pour les Migrations depuis 1998. Suite à l'entrée en vigueur de l'accord de siège entre le Royaume du Maroc et l'OIM en juillet 2006, L'OIM a ouvert sa mission à Rabat en 2007. <https://morocco.iom.int/oim-maroc-0>
- 23 <https://www.iom.int/fr/news/loim-devient-une-organisation-affiliee-aux-nations-unies>
- 24 <https://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2007/6/4acf419f24/hcr-va-signer-accord-siege-gouvernement-marocain.html>
- 25 أنشئت لجنة حقوق الإنسان ولاية المقرر الخاص المعني بحقوق الإنسان للمهاجرين في عام 1999 وفقا للقرار 44/1999 وتم تمديد ولايته بموجب قرار لجنة حقوق الإنسان 62/2002 و 47/2005 وفي عام 2006، جدها مجلس حقوق الإنسان من خلال القرار 10/8 المؤرخ 18 يونيو 2008، ثم بالقرار 12/17 المؤرخ 10 يونيو 2011، ثم القرار 19/26، وتغطي ولاية المقرر الخاص جميع البلدان، بغض النظر عما إن كانت دولة قد صادقت أم لم تصادق على الاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم المؤرخة 18 ديسمبر 1990، للاطلاع على وظائف هذا الإجراء راجع نص القرار المشار إليه.
- 26 في مطلع العقد الماضي شرع المغرب في انفتاحه على المساطر الخاصة المتعلقة بحقوق الإنسان، ورغم كون المبدأ هو توجيه دعوة مفتوحة لهذه الإجراءات للقيام بمهامها، إلا أن المغرب فضل اعتماد مبدأ الدعوة المغلقة والاتقافية في توجيه الدعوات، وعلاقة بحقوق الأجانب كانت المقررة الخاصة بحقوق الإنسان للمهاجرين من بين المساطر التي وجهت لها الدعوة لزيارة المغرب للوقوف على وضع حقوق هذه الفئة على المستوى الوطني، ورصد مدى وفاء الدولة بالتزاماتها الاتقافية في هذا الإطار وهو ما تمخض عنه توجيه مجموعة من التوصيات للسلطات المغربية في هذا المجال بعد تنفيذ الزيارة سنة 2003 ونفس الشيء بالنسبة لباقي الإجراءات التي زارت المغرب مثل المقرر الأممي الخاص بمناهضة التعذيب سنة 2012، والمقررة الأممية الخاصة بمكافحة الاتجار بالبشر سنة 2013، والفرق الأممي المعني بالاعتقال التعسفي.
- 27 United nations, economic and social council, commission on human rights, sixtieth session item 14 (a) of the provisional agenda, "specific groups and individuals: migrant workers Report submitted by Ms. Gabriela Rodriguez Pizarro, Special Rapporteur on the human rights of migrants, Addendum, Visit to Morocco", Distr. general E/CN.4/2004/76/Add.3, 15 January 2004.
- 28 بدعوة من المغرب، زارت المقررة الخاصة بحقوق الإنسان للمهاجرين، المملكة المغربية، بتاريخ 19 إلى 31 أكتوبر 2003.
- 29 ومن أهم هذه التوصيات نجد أنه على المستوى التشريعي أوصت المغرب بالانضمام إلى البروتوكولين الإضافيين لاتفاقية الأمم المتحدة حول الجريمة المنظمة العابرة للحدود، وتعديل التشريع الوطني من أجل اعتماد تدابير فعالة لمشكل الهجرة غير النظامية، مع بذل مزيد من الجهود من أجل ملائمة وتحسين مختلف المقترضات التنظيمية والتدابير الإدارية والقوانين ذات الصلة بالهجرة لتصبح أكثر وضوحا، وجمعها في نص

- 8 اعتمدها الجمعية العامة بقرارها 25/44 المؤرخ في 20 نونبر 1989، ودخلت حيز التنفيذ، في 2 ستمبر 1990 بموجب المادة 49. وقع عليها المغرب بتاريخ 20 يناير 1990، ووضع أوراق التصديق والانضمام بتاريخ 21 يونيو 1993، الجريدة الرسمية عدد 4440 بتاريخ 19 دجنبر 1996.
- 9 اعتمدت وعرضت للتوقيع والتصديق والانضمام بموجب قرار الجمعية العامة للأمم المتحدة 46/39 المؤرخ في 10 دجنبر 1984، ودخلت حيز التنفيذ في 26 يونيو 1987 وفقا لأحكام المادة 27. وقع عليها المغرب بتاريخ 8 يناير 1986، كما وضع أوراق التصديق والانضمام إليها بتاريخ 21 يونيو 1993، الجريدة الرسمية عدد 4440 بتاريخ 19 دجنبر 1996.
- 10 اعتمدت الاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم بموجب قرار الجمعية العامة للأمم المتحدة رقم 45/158، في 18 ديسمبر 1990، ودخلت حيز التنفيذ في 1 يونيو 2003، وبلغ عدد الدول المصادقة عليها إلى غاية سنة 2018، 54 دولة. وقع المغرب على هذه الاتفاقية بتاريخ 15 غشت 1991 وصادق عليها في 21 يونيو 1993، وتم نشرها بموجب الظهير الشريف رقم 1.93.317 الصادر في فاتح رمضان 1432 (2 غشت 2011)، الجريدة الرسمية عدد 6015 الصادرة بتاريخ 29 صفر 1433 الموافق لـ 23 يناير 2012.
- 11 للوقوف أكثر على الاتفاقيات المصادق عليها من طرف المغرب وتاريخ ذلك، راجع: المندوبية الوزارية المكلفة بحقوق الإنسان، الاتفاقيات الرئيسية في مجال حقوق الإنسان التي يعد المغرب طرفا فيها، الرباط، الطبعة الثانية، يناير 2015، 241 صفحة.
- 12 المرسوم رقم 2.57.1256، الخاص بتطبيق الاتفاقية المتعلقة بوضع اللاجئين الموقع عليها في جنيف بتاريخ 28 يوليوز 1951، الجريدة الرسمية عدد 2341 بتاريخ 1957/9/6.
- 13 أنظر محمد أحمد بن عبود، مركز الأجانب في المغرب، دراسة قانونية لوضعية الأجنبي في المغرب قبل عهد الحماية وخلالها، الطبعة الثالثة، مطابع ومنشورات عكاظ، الرباط، 1988.
- 14 Hassan Ouazzani Chahdi, *la Pratique marocaine du droit des traités: essai sur le droit Conventionnel marocain*, LJDJ, Paris, 1988, p. 213.
- 15 الظهير الشريف رقم 1.03.194 الصادر في 14 من رجب 1424 (11 سبتمبر 2003) القاضي بتنفيذ القانون رقم 65.99 المتعلق بمدونة الشغل، الجريدة الرسمية عدد 5167 بتاريخ 2003/12/8.
- 16 الظهير الشريف رقم 1-04-22 صادر في 12 من ذي الحجة 1424 (3 فبراير 2004) بتنفيذ القانون رقم 70-03 بمثابة مدونة الأسرة، الجريدة الرسمية عدد 5184، الصادرة بتاريخ 5 فبراير 2004.
- 17 الظهير الشريف رقم 1-03-196 الصادر في 16 من رمضان 1424 (11 نوفمبر 2003) بتنفيذ القانون رقم 02-03 المتعلق بدخول وإقامة الأجانب بالمملكة المغربية ومحاربة الهجرة غير المشروعة، الجريدة الرسمية عدد 5160 الصادرة بتاريخ 13 نونبر 2003.
- 18 من الضمانات الهامة التي تم إقرارها في هذا القانون تلك المتمثلة من جهة أولى، بالاعتراف الصريح بسمو الالتزامات الدولية للمغرب ومراعاتها أثناء إعمال هذا القانون، فضلا عن إقرار الحق في الطعون ضد قرارات الطرد والاقتياد إلى الحدود والطعون ضد قرارات سحب سندات الإقامة، علاوة على الحق في الترجمة والدفاع وغيرها من الضمانات الإجرائية، علاوة على التكريس الواضح لمبدأ عدم إعادة القسرية في حق اللاجئين وطالبي الصفة والنساء الحوامل، والأطفال، والأشخاص الذين لديهم خوف من التعرض للتعذيب وغيره من المعاملات اللاإنسانية أو المهينة، الخ.

وأفراد أسرهم، إضافة إلى كون التوصيات المنبثقة عن هذه الآليات بمختلف مستوياتها، يتكرر بعضها بصفة مستمرة منذ زيارة المقررة الأممية الخاصة بحماية حقوق الإنسان للمهاجرين سنة 2004، إلى زيارة المقررة المعنية بالأشكال الجديدة للعنصرية والتمييز العنصري وكره الأجانب في دجنبر 2018.

## الهوامش

- 1 اعتمدت هذه الاتفاقية يوم 28 يوليوز 1951 في مؤتمر الأمم المتحدة للمفوضين بشأن اللاجئين وعديمي الجنسية الذي دعت إليه الجمعية العامة للأمم المتحدة بمقتضى قرارها 439، (د- 5) بتاريخ 14 دجنبر 1950، ودخلت حيز التنفيذ ابتداء من 22 أبريل 1954 طبقا للمادة 43.
- 2 البروتوكول الخاص بوضع اللاجئين، أحاط المجلس الاقتصادي والاجتماعي علما به مع الإقرار في القرار 1186 (د- 41) المؤرخ في 18 نونبر 1966، كما أحاطت الجمعية العامة علما به في قرارها 2198 (د- 21) المؤرخ في 16 دجنبر 1966 والذي رجح فيه الأمين العام أن يحيل نص البروتوكول إلى الدول المذكورة في مادته الخامسة لتمكينها من الانضمام إليه، ودخل حيز النفاذ بتاريخ 4 أكتوبر 1971 وفقا لأحكام المادة 8 منه.
- 3 الاتفاقية الإفريقية المنظمة لجوانب محددة من مشاكل اللاجئين بإفريقيا، اعتمدت بأديس أبابا، في 10 شتنبر 1969، وخطت حيز النفاذ في يونيو 1974، وفقا للمادة 11.
- 4 اعتمدت الاتفاقية الدولية للقضاء على جميع أشكال التمييز العنصري، بموجب قرار الجمعية العامة للأمم المتحدة 06/21 وعرضت للتوقيع والتصديق والانضمام في 21 دجنبر 1965، ودخلت حيز النفاذ في 4 يناير 1969، وفقا للمادة 19، صادق عليها المغرب بموجب الظهير الشريف رقم 86-19 بتاريخ 15 شعبان 1389 (27 أكتوبر 1969)، الجريدة الرسمية عدد 2988 بتاريخ 27 ذو القعدة 1389 (4 يناير 1970).
- 5 اعتمد وعرض للتوقيع والتصديق والانضمام بموجب قرار الجمعية العامة للأمم المتحدة 2200 ألف د- 21 المؤرخ في 16 دجنبر 1966 ودخل حيز التنفيذ في 23 مارس 1976، وفقا لأحكام المادة 49، يرجع تاريخ توقيع المملكة المغربية على هذه الاتفاقية لـ 19 يناير 1977 كما تم إيداع وثائق التصديق والانضمام إليها في 3 ماي 1979، الجريدة الرسمية عدد 3525، بتاريخ 21 ماي 1980.
- 6 اعتمد وعرض للتوقيع والتصديق والانضمام بموجب قرار الجمعية العامة للأمم المتحدة 2200، ألف (د- 21) المؤرخ في 16 دجنبر 1966 ودخل حيز النفاذ بتاريخ 3 يناير 1976، وفقا للمادة 27. ووقع المغرب على هذه الاتفاقية بتاريخ 19 يناير 1977 ووضع أوراق التصديق والانضمام بتاريخ 3 ماي 1979، الجريدة الرسمية عدد 3525 بتاريخ 21 ماي 1980.
- 7 اعتمدت وعرضت للتوقيع والتصديق والانضمام بموجب قرار الجمعية العامة للأمم المتحدة 180/34 المؤرخ في 18 دجنبر 1979 ودخلت حيز النفاذ، في 3 شتنبر 1981، وفقا لأحكام المادة 27. رغم مصادقة المغرب عليها سنة 1993 لم يتم نشرها بالجريدة الرسمية إلا سنة 2001 بموجب الظهير الشريف رقم 1.93.361 بتاريخ 29 رمضان 1421 (26 دجنبر 2000) الجريدة الرسمية عدد 4866 بتاريخ 23 شوال 1424 (18 يناير 2001).

## خاتمة

يستنتج من خلال القراءة في السيرورة التاريخية التي خضعت لها حماية حقوق المهاجرين بالمغرب، أنها مرت بثلاث مراحل أساسية، الأولى جسدها السنوات الموالية للاستقلال عبر الانخراط التدريجي للمغرب في الاتفاقيات الدولية ذات الصلة بحماية هذه الفئة، بيد أن ذلك كان بهاجس الدفاع عن المغاربة المقيمين بالخارج، وتمثلت المرحلة الثانية في المتغيرات التي عرفتها حركة التنقل بالمنطقة وتحول المغرب إلى وجهة مفضلة للمهاجرين الراغبين في الوصول لإحدى دول الاتحاد الأوروبي مما أدى بالمغرب إلى اتخاذ إصلاحات قانونية هامة في هذا المجال على رأسها اعتماد أول قانون للدخول والإقامة في التراب الوطني ومحاربة الهجرة غير النظامية، وتحسين علاقته بالمنظمات الدولية الفاعلة في هذا المجال خاصة بعد زيارة المقررة الخاصة بحقوق الإنسان للمهاجرين.

وتتمثل المرحلة الثالثة في توجه المغرب نحو تععيد هذه المنظومة المعيارية، خاصة بعد أن عمل في المراجعة الدستورية لسنة 2011 على دسترة حقوق وحرريات الأجانب، فضلا عن اعتماده للسياسة الوطنية الجديدة للهجرة واللجوء وشروعه في تأهيل المنظومة القانونية والمؤسسية في هذا المجال.

علاوة على ذلك، يتضح أن تفاعل المغرب في مجال حماية حقوق المهاجرين مع الآليات الأممية لحماية حقوق الإنسان، سواء عبر المصادقة والانضمام للصكوك ذات الصلة، أو الاستجابة لبعض التوصيات المتكررة لهذه الآليات أثناء مناقشة التقارير الرسمية أو الزيارات الميدانية للمساطر الخاصة، أنه يتم بشكل مواز مع ما تفرزه إدارة الهجرة بالمنطقة الأورومتوسطية من نقاشات، حيث أن اعتماد القانون الخاص بالدخول والإقامة سنة 2003 وزيارة المقررة الخاصة بحقوق الإنسان للمهاجرين، جاء مباشرة بعد دخول النظام الأوروبي المشترك للهجرة واللجوء حيز الوجود، واتخاذ عدد من المبادرات بشأن إدارة الحدود الخارجية للاتحاد الأوروبي بما في ذلك طرح المسألة المتعلقة بالاتفاقيات الخاصة بإعادة قبول المهاجرين من بلدان ثالثة.

فضلا عن ذلك، يتبين أن التفاعل بشأن حماية المهاجرين بالمغرب مع الآليات الأممية، لا يحظى بالمتابعة اللازمة على المستوى الداخلي ويكتسي طبيعة أقرب ما تكون مناسباتية، إذ أن المغرب مثلا تأخر لأزيد من عشر سنوات في تقديم تقريره الأولي أمام لجنة حماية حقوق العمال المهاجرين



وتتسم بتركيز شديد على دعم قدرات الفاعلين وإنجاز بعض الدراسات بشأن جوانب محددة من موضوع الهجرة بالمغرب، مما أدى في غالب الأحيان إلى غياب الأثر الواقعي لهذه البرامج على الحياة اليومية للمهاجرين بالمغرب.

ولا بد من التأكيد على أن المغرب قد استجاب خلال هذه المرحلة للدعوات المتكررة لعدد من الأليات الأممية، بخصوص مصادقته على الاتفاقية رقم 97 والاتفاقية رقم 143 لمنظمة العمل الدولية المتعلقةين بأوضاع العمال المهاجرين<sup>45</sup>، فضلا عن كون اعتماد هذه السياسة شكل أداة دبلوماسية هامة بالنسبة للمغرب ساهمت في انخراطه الهام في عدد من المساعي الدولية الخاصة بتدبير الهجرة الدولية خلال السنوات القليلة الماضية.

تأسيسا على ذلك، شارك المغرب في القمة 71 للجمعية العامة للأمم المتحدة التي انبثقت عنها إعلان نيويورك الخاص بالمهاجرين واللاجئين في 19 شتبر 2016 والتي ترجمت تعبيراً جماعياً عن نضج الإرادة السياسية لتدبير تداعيات الهجرة باعتبارها فرصة تنمية وعامل غنى وليست عائقاً اقتصادياً، علاوة على انخراطه في ترجمة الالتزامات السياسية المنبثقة عن هذا الإعلان وفقاً لما يقتضيه مبدأ المسؤولية المشتركة في إدارة الهجرة الدولية، وذلك عبر احتضان مؤتمر الأمم المتحدة لاعتماد «الميثاق العالمي للهجرة الآمنة والمنظمة والمنظمة»، بمدينة مراكش في دجنبر 2018، فضلاً عن الرئاسة المشتركة بين المغرب وألمانيا للمنتدى العالمي للهجرة والتنمية لسنتي 2017-2018، واستضافة المغرب للدورة الحادية عشرة بمراكش في دجنبر 2018.

علاوة على ذلك، سمح اعتماد هذه السياسة الداخلية بالانخراط الفعال للمغرب على المستوى الجهوي، خاصة بعد العودة لمنظمة الاتحاد الإفريقي من أجل بناء تصور إفريقي موحد بشأن إدارة الهجرة على المستوى الجهوي، وقد قدم المغرب في هذا الصدد بعد تكليفه من طرف الاتحاد الإفريقي تصوراً متكاملًا لإدارة الهجرة بإفريقيا مرفوقاً بمقترحين هامين، الأول يتعلق بإحداث منصب مبعوث خاص لدى الاتحاد الإفريقي مكلف بالهجرة، والثاني يتعلق بإحداث مرصد إفريقي للهجرة احتضنت مقره مدينة الرباط بعد توقيع اتفاقية للمقر في هذا الإطار.

جسدتها أيضا باللموس آلية الاستعراض الدوري الشامل بمناسبة مناقشة التقرير الدوري الرسمي للمغرب برسم الجولة الثالثة لهذه الآلية في ماي 2017، إذ تبين من الملاحظات الختامية المنبثقة عن هذا الاستحقاق<sup>40</sup> التطور الملموس في عدد التوصيات المرتبطة بموضوع الهجرة وحماية المهاجرين بالمغرب مقارنة مع دورة 2012 ودورة 2008.

## 2. السياسة الوطنية للهجرة واللجوء بالمغرب

يشكل اعتماد السياسة الجديدة للهجرة واللجوء بالمغرب منذ 2013 مظهرا من مظاهر تفاعل المغرب مع المنظومة الأممية لحماية حقوق الإنسان، خاصة إذا علمنا بأن المقاربة الحقوقية القائمة على المرجعية الدولية لحقوق الإنسان تشكل إحدى المرتكزات التي تستند إليها هذه السياسة كما أشار إلى ذلك الملك في خطبه بهذا الشأن، والذي أكدته الحكومة أيضا في بلورة الاستراتيجية الوطنية للهجرة واللجوء، والشروع في تأهيل المنظومة القانونية الخاصة بهذا الموضوع<sup>41</sup>.

صحيح أن الشروع في تنفيذ هذه السياسة قد مكن المغرب من إعمال جملة من التوصيات الصادرة عن الآليات الأممية لحماية حقوق الإنسان بمختلف مستوياتها، سواء تلك المتعلقة باتخاذ التدابير الإدارية لحماية المهاجرين والتي جسدها تنظيم عملية التسوية الاستثنائية لأوضاع المهاجرين غير النظاميين<sup>42</sup> عبر مرحلتين سمحتا بتسوية وضع 50000 ألف مهاجر من جنسيات مختلفة، أو تعلق الأمر بحماية بعض الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية التي جسدها مختلف البرامج المنبثقة عن الاستراتيجية الوطنية للهجرة واللجوء<sup>43</sup>.

بيد أن البرنامج المتعلق بتأهيل الإطار القانوني والمؤسساتي الخاص بالهجرة واللجوء، والذي تثيره الآليات الأممية بشكل متكرر وروتيني، باعتباره يشكل ضمانة أساسية لتحسين حقوق وحرية المهاجرين، ما زال يراوح مكانه، ولم يخرج إلى حيز الوجود سوى القانون المتعلق بمكافحة الاتجار بالبشر الذي يرتبط في بعض جوانبه بموضوع الهجرة<sup>44</sup>.

ويتبين من خلال تتبع تنزيل هذه السياسة على امتداد السنوات الست الماضية، أنها قد تميزت بانخراط جاد لكل الفاعلين لاسيما المجتمع المدني والمنظمات الدولية ووكالات التعاون الدولي، في تنفيذ ودعم إعمال برامج الاستراتيجية الوطنية للهجرة واللجوء، بيد أن ما يسجل حول انخراط هذه القوى عبر برامج التعاون خاصة في شقه الدولي أنها تتميز بالتشابه فيما بينها،

آليات أممية أخرى، كما ركز في تقريره على الجوانب المرتبطة بالاحتجاز الإداري للمهاجرين وطالبي اللجوء وأوصى الدولة باحترام الضمانات الأساسية المخولة لهذه الفئات بموجب القانون الدولي لحقوق الإنسان<sup>34</sup>.

لم تشكل توصيات المقررة المعنية بالأشكال الجديدة للعنصرية والتمييز العنصري التي زارت المغرب في دجنبر 2018 أي استثناء في هذا الأمر، إذ أعادت التأكيد على واجب الدولة في احترام الضمانات الأساسية التي يقرها القانون الدولي لصالح المهاجرين، خاصة ما يتعلق بالطرد والترحيل والتنقل داخل التراب الوطني، فضلا عن اعترافها بتحسّن ملموس بالنسبة لحماية هذه الفئة بعد اعتماد المغرب لسياسته الخاصة بالهجرة، ومطالبتها الاتحاد الأوروبي بالكف عن ممارسة ضغوطاته على دول شمال إفريقيا لصد موجات المهاجرين واللاجئين<sup>35</sup>.

إن التوصيات التي أثارها المساطر الخاصة المشار إليها بشأن حماية حقوق وحرّيات المهاجرين بالمغرب، قد أوردت مثيلاتها لدى عدد من الآليات التعاھدية التي ناقش المغرب تقاريره الدورية أمامها خلال الفترة الممتدة من 2012 إلى سنة 2018، وقد تميزت توصيات لجنة حماية جميع العمال المهاجرين التي فحصت التقرير الأولي للمغرب سنة 2013، والذي تأخر تقديمه لأزيد من 10 سنوات، بتفصيل دقيق والخوض في مختلف جوانب الخلل التي يتحتم معالجتها بالمغرب في شأن حماية المهاجرين، سواء تعلق الأمر بالتدابير التشريعية والمؤسسية أو التدابير الإدارية وإقرار الحماية القضائية اللازمة<sup>36</sup>.

وقد اتسم التقرير الدوري الذي ناقشه المغرب أمام لجنة حقوق الطفل (2013) بالتركيز في بعض التوصيات على ضرورة حماية الطفولة المهاجرة واستحضار المصلحة الفضلى كاعتبار أول في جميع السياسات المتخذة لتدبير أوضاع الأطفال المهاجرين<sup>37</sup>، كما أثار توصيات لجنة الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية (2015) مسألة حماية هذه الحقوق وإعمالها بالنسبة للمهاجرين بالمغرب<sup>38</sup>، فضلا عن اللجنة المعنية بحقوق الإنسان (2016) التي أثارَت جوانب محددة من الحقوق الأساسية لهذه الفئة في علاقتها بإعمال مقتضيات العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية<sup>39</sup>.

إن هذه المكانة التي اتخذتها حماية حقوق المهاجرين في تفاعل المغرب مع الآليات الأممية لحماية حقوق الإنسان خلال هذا العقد، لم تقتصر على آلية المساطر الخاصة والآليات التعاھدية بل

انسجاماً مع الدعوات المتكررة للجنة المعنية بحقوق الإنسان التي أشارت في عدد من تقاريرها إلى كثرة التجارب الدستورية التي تنكر حقوق هذه الفئات<sup>31</sup>.

تأسيساً على ذلك، لم تعد حقوق وحرّيات المهاجرين بالمغرب مسألة إعمال للالتزامات الاتفاقية فقط، بل أصبحت ضرورة يقتضيها أيضاً إعمال مقتضيات الوثيقة الدستورية باعتبارها أسمى قانون للأمة. وعليه، تميزت مرحلة ما بعد اعتماد الدستور الجديد بالمغرب بدينامية هامة فيما يتعلق بتدبير شؤون الهجرة وحماية حقوق المهاجرين، حيث أنه موازاة مع اعتماد المغرب لسياسة وطنية جديدة للهجرة واللجوء، نجد أن عملية التفاعل مع المنظومة الأممية لحماية حقوق الإنسان خلال السنوات الموالية حظيت فيها حقوق هذه الفئة بمكانة هامة وبارزة.

## 1. مكانة حقوق المهاجرين في توصيات الآليات الأممية لحماية حقوق الإنسان

تكتسي التوصيات ذات الصلة بحقوق المهاجرين بالمغرب، والمنبثقة عن الآليات الأممية لحماية حقوق الإنسان بمختلف مستوياتها في مرحلة ما بعد اعتماد الدستور الجديد دلالات متنوعة ومختلفة، إذ يتبين من خلال رصد دقيق لعملية تفاعل المغرب مع هذه الآليات، أنه لا تكاد تخلو توصياتها من إشارات لحقوق وحرّيات هذه الفئة بالمغرب ودعوتها المغرب إلى الالتزام بتعهداته الدولية في هذا المضمار.

في ضوء ذلك تميزت سنوات 2012 و2013 بدينامية تفاعلية هامة للمغرب مع بعض الآليات الأممية، حيث كانت 2012 زيارة المقرر الأممي الخاص بمناهضة التعذيب للمغرب قد انبثقت عنها عدد من التوصيات الخاصة بحماية الحقوق الأساسية للمهاجرين وضرورة اتخاذ عدد من التدابير في هذا المضمار<sup>32</sup>. على غرار ذلك أوصت المقررة الخاصة بمكافحة الاتجار بالبشر التي زارت المغرب خلال سنة 2013 بواجب اتخاذ تدابير تشريعية وإدارية مختلفة، من أجل حماية المهاجرين ضحايا الاتجار بالبشر خاصة الأطفال والنساء، علاوة على بذل مزيد من الجهود لزرع هذه الجريمة وملاحقة الشبكات وردعها فضلاً عما يقتضيه الفصل الواضح ما بين جرائم الاتجار بالبشر وجرائم تهريب المهاجرين<sup>33</sup>.

في نفس السياق أكد الفريق الأممي المعني بالاعتقال التعسفي الذي زار المغرب موازاة مع اعتماده للسياسة الوطنية الجديدة للهجرة واللجوء، عدداً من التوصيات التي وجهت للمغرب من طرف

طالبى اللجوء وتحديد وضعهم كلاجئين تعتبر من مسؤوليات الدول حسب اتفاقية جنيف الخاصة بوضع اللاجئين لسنة 1951.

ولعل ما يسترعى الانتباه خلال العشرية الأولى من عقد سنوات 2000، هو استقبال المغرب للمقررة الأممية الخاصة بحقوق الإنسان للمهاجرين سنة 2003<sup>25</sup>، مباشرة بعد اعتماد القانون رقم 02-03، الخاص بالدخول والإقامة بالتراب الوطني ومحاربة الهجرة غير النظامية<sup>26</sup>، حيث قامت بزيارة عدد من المناطق بالمغرب وأعدت في ذلك تقريرا مفصلا<sup>27</sup> حول وضع المهاجرين واللاجئين بالمغرب<sup>28</sup>، وجهت بمقتضاه مجموعة من التوصيات تراوحت ما بين ضرورة اتخاذ تدابير إدارية للحماية وتدابير قضائية وأخرى تشريعية ومؤسسية<sup>29</sup> من أجل النهوض بوضع المهاجرين ووفاء المغرب بالتزاماته الاتفاقية.

تكتسي زيارة هذه المقررة للمغرب في سياق اعتماده لقانون الدخول والإقامة دلالات متعددة ومختلفة، فمن جهة أولى يعتبر ذلك رسالة ضمنية من المغرب لشركائه في تدبير إشكالات الهجرة خاصة الاتحاد الأوروبي، حيث يؤكد ذلك أن حجم التفاوض والاستجابة في الشراكة الأوروبية المغربية في هذا المجال لا يمكن أن يكون على حساب انتهاك الالتزامات الأساسية للمغرب بموجب القانون الدولي، خصوصا أن ذلك تزامن مع دخول الاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم حيز التنفيذ والتي يعتبر المغرب من الدول المدافعة عن عقد هذه الاتفاقية.

ومن جهة أخرى، يعتبر ذلك إشارة للهيئات الأممية لحماية حقوق الإنسان بكون المغرب ليس لديه ما يخفيه بشأن هذا الملف، وأن اعتماد هذا القانون لا يشكل استجابة للإدارة المركزة على الأمن لدى القلعة الحصينة، بقدر ما هو استجابة لتوازن مطلوب بين الالتزامات الأساسية للمغرب اتجاه حماية المهاجرين بمقتضى القانون الدولي لحقوق الإنسان، والضغوطات التي يتعرض لها المغرب من طرف الجار الأوروبي، والتي يرفض فيها المغرب مسألة تصدير حماية الحدود على حساب التزاماته الأخلاقية والسياسية اتجاه الأمم المتحدة.

### ثالثا: مرحلة ما بعد التكريس الدستوري لحقوق الأجنبيات

إن التكريس الدستوري لحقوق الأجنبيات في الوثيقة الدستورية<sup>30</sup> لسنة 2011، جعل المغرب ينتقل إلى مصاف التجارب الدولية التي عملت على دسترة حقوق وحريات هذه الفئة

مليلية المحتلة ومدينة الناظور<sup>21</sup>، وعمل على نشر تقريره بهذا الخصوص، كما أدى ذلك أيضا إلى حركية هامة في المجتمع المدني وتمخض عنه تأسيس جمعيات متخصصة في هذا المجال.

وتجدر الإشارة أن ما ميز هذه المرحلة أيضا هو محاولة المشرع المغربي استجماع التشريعات الوطنية المتناثرة في مختلف المجالات وتحديثها وملاءمتها مع ما قطعه المغرب في مسلسل المصادقة على الاتفاقيات الدولية لحقوق الإنسان، وتفاعله مع المنظومة الأممية بصفة عامة، وذلك عبر صدور مجموعة من القوانين القطاعية التي عالجت بعض الجوانب المتعلقة بحماية المهاجرين واللاجئين ولو بشكل محتشم.

## 2. تحسين العلاقة مع المنظمات الدولية والانفتاح على الآليات الأممية لمراقبة حقوق الإنسان

لقد أدت الدينامية الداخلية التي عرفها موضوع الهجرة واللجوء، إلى إحداث نقلة في علاقات المغرب ببعض المنظمات الدولية الفاعلة في هذا المجال، وبعض وكالات الأمم المتحدة المتخصصة، فضلا عن انفتاح نسبي على الآليات الأممية لمراقبة حقوق الإنسان.

تأسيسا على ذلك، أضحت علاقة المغرب بعدد من المنظمات الدولية تتسم بطابعها التعاوني أكثر من أي وقت مضى، وتجسد ذلك بشكل واضح بتوقيع السلطات المغربية لاتفاقية المقر مع المنظمة الدولية للهجرة سنة 2006<sup>22</sup> والتي أصبحت بعد الدورة 71 للجمعية العامة للأمم المتحدة سنة 2016 وكالة متخصصة لها<sup>23</sup>، وقد انصبت مجهودات هذه المنظمة بالمغرب حول تنفيذ بعض المشاريع ذات الصلة بتعزيز قدرات الفاعلين في مجال الهجرة، والعودة الطوعية للمهاجرين، وإعادة الإدماج للمهاجرين المغاربة العائدين، دون أي أثر يذكر لبرامجها على المهاجرين المقيمين بالمغرب.

علاوة على ذلك، تم توقيع اتفاقية المقر مع المفوضية العليا لشؤون اللاجئين سنة 2007<sup>24</sup>، والتي أضحت معها هذه المنظمة تضطلع بمسؤولية تسجيل طالبي اللجوء ودراسة طلباتهم، ومواكبتهم عبر بناء شراكات مع جمعيات المجتمع المدني المدافعة عن حقوق الإنسان، أو تلك التي لها اهتمام بحماية هذه الفئات بالمغرب، فضلا عن محاولة تفعيل ما يسمى بالحلول الدائمة أو الطويلة الأمد، بيد أن هذا الوضع أثار الكثير من الأسئلة من الناحية القانونية، خصوصا وأن مهمة حماية

إن سيطرة الفلسفة الأمنية على هذا النص القانوني نتيجة عوامل داخلية وخارجية متفاعلة فيما بينها، جعلته متضمنا لمقتضيات غامضة بل ومتناقضة أحيانا في الكثير من الجوانب، لعل أبرزها خوضه في مسألة تجريم الهجرة والدخول غير النظامي للتراب الوطني، وغياب الإقرار بالأجال المعقولة على مستوى الطعون وتمكين الطاعنين من وسائل الانتصاف الفعالة، إضافة للغموض الذي انتابه على مستوى توقيف قرارات الطرد في حالة الطعن، حيث أن التنفيذ التلقائي هو المبدأ خاصة لدى توافر عنصر الضرورة الملحة لحفظ النظام العام الذي يعتبر من العبارات الفضفاضة المكرسة لغلو الإدارة واحتكار سلطة التكييف القانوني لواقعة الطرد أو الإبعاد، وكذلك أيضا عدم إصدار المراسيم التنظيمية خاصة المرسوم المتعلق بإحداث أماكن احتجاز غير تابعة لإدارة السجون، وفرض الغرامات على شركات النقل (دون جدوى) رغم كونه إجراء أثبت فشله في العديد من التجارب المقارنة.

في نفس السياق تضمن هذا القانون تداخل مقتضياته مع نصوص أخرى سارية المفعول، خاصة فيما يتعلق بطالبي اللجوء وعدم توضيح ذلك بما يكفي، حيث يتضح ذلك جليا من خلال المادة 38 من هذا القانون، التي كرسحت الاحتفاظ بطالبي اللجوء إلى غاية النظر فيما إذا كان الطلب قائما على أساس، دون تحديد للجهة التي ستتولى الأمر والمسطرة المتبعة، أو على الأقل الإحالة إلى مرسوم 1957، بالإضافة إلى كون هذا المرسوم مع دخول القانون رقم 02-03 حيز التطبيق صارت العديد من مقتضياته متجاوزة خاصة تلك الصلاحيات التي حولها للجنة الطعون التي أصبحت من اختصاص القضاء الإداري بمقتضى القانون رقم 02-03 وبموجب أيضا القانون رقم 90-41 المحدث للمحاكم الإدارية<sup>19</sup>.

وقد أعقب اعتماد هذا النص، تدابير مؤسسية موازية عبر إحداث المديرية العامة للهجرة ومراقبة الحدود على مستوى وزارة الداخلية، وإحداث مرصد خاص بالهجرة تابع لهذه المديرية، التي ركزت في اختصاصاتها الأساسية على ضبط شؤون الأجانب بالمغرب ومحاربة الهجرة غير النظامية، التي سجلت بشأنها لحدود اللحظة الراهنة نتيجة محترمة<sup>20</sup>.

ولابد من الإشارة إلى أن هذه المرحلة التي اتسمت بتحول المغرب على وجهه مفضلة لعبور المهاجرين، ولد دينامية لدى عدد من المؤسسات الوطنية، خاصة المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، الذي شكل لجنة تحقيق في أحداث اقتحام جماعي للمهاجرين للسياح الفاصل بين مدينة

## 1. الإصلاحات التشريعية والمؤسسية

رغم الإصلاحات الهامة التي دشنها المغرب منذ أوائل التسعينات في مجال حقوق الإنسان، لم تعرف الأطر القانونية الخاصة بالهجرة أي إصلاحات تذكر وذلك إلى غاية مطلع سنوات 2000، والتي حملت معها متغيرات مختلفة في مجال تدفقات المهاجرين وحركات اللاجئين، بحيث صار المغرب إحدى نقاط العبور الهامة في حوض البحر الأبيض المتوسط، وفي نفس السياق عرفت هذه المرحلة دخول توجهات الاتحاد الأوروبي بشأن نظامه المشترك الخاص باللجوء والهجرة حيز التنفيذ.

إن أهم الإصلاحات القانونية التي مست جوانب محددة من شؤون المهاجرين بالمغرب، يكمن في صدور مدونة الشغل، التي حاولت في عدد من مقتضياتها القطع مع النصوص الموروثة عن عهد الاستعمار في مجال تشغيل الأجانب، خاصة بالنسبة للعمل المأجور وذلك عبر المواد من 516 إلى 522<sup>15</sup>، فضلا عن صدور مدونة الأسرة التي أشارت في أحد موادها بشكل صريح إلى انطباقها على اللاجئين بالمغرب<sup>16</sup>.

بيد أن أهم الخطوات التي تم اتخاذها خلال هذه المرحلة، هو اعتماد المشرع المغربي لأول مرة القانون 02-03 الخاص بالدخول والإقامة بالمملكة المغربية ومحاربة الهجرة غير النظامية<sup>17</sup>، والذي حاول من خلاله القطع مع جميع النصوص الموروثة عن عهد الاستعمار في هذا المجال، ومراعاة الالتزامات الدولية للمغرب ذات الصلة بحماية المهاجرين واللاجئين، خاصة وأنه مباشرة بعد اعتماد هذا القانون زار المغرب المقرر الأممي الخاص بحقوق المهاجرين.

وثمة إجماع لدى أغلب الدارسين والباحثين في مجال الهجرة، بكون صدور هذا القانون كان استجابة لظروف دولية وإقليمية بل وداخلية لعب فيها عنصر الأمن والسيطرة دورا محوريا، بيد أن ذلك لا ينبغي أن يحجب القول عن كونه شكل محطة مفصلية في تاريخ التشريع الوطني في الجانب المتعلق بالدخول والإقامة بالتراب الوطني ومحاربة الهجرة غير النظامية، وذلك لسببين على الأقل، يتعلق الأول بكونه قد أحدث قطيعة مع جميع النصوص الموروثة عن عهد الاستعمار التي كانت سارية المفعول في هذا المضمار، والثاني يتعلق بكونه حاول من خلاله المشرع المغربي تضمينه بعض الضمانات القانونية والمسئولية لحماية الأجانب الراغبين في الدخول والإقامة بشكل يلائم الالتزامات الدولية للمملكة في هذا الباب<sup>18</sup>.



بناء على ذلك أعيد النقاش حول وضع الأجانب بالمغرب إلى الواجهة، وتباينت فيه الآراء ما بين من يرى بكون وضعية هذه الفئة ما زالت تحكمها القوانين التي خلفها المستعمر، ويمثل هذا الاتجاه بعض الفقهاء الفرنسيين على رأسهم بول ديكرو، ومن يرى أن وضعية الأجانب بعد الاستقلال أصبحت تخضع لبدأ المساواة مع المواطنين المغاربة ما لم يكن هناك نص مخالف، وهو الاتجاه الذي تزعمه العديد من أساتذة القانون بالمغرب وسائره بعض الفقه الدولي<sup>14</sup>.

ولعل ما يسترعي الانتباه بشأن هذه الفترة، هو وجود منظومة معيارية دولية صادقة عليها المغرب، مقابل فراغ معياري على مستوى التشريعات الوطنية سواء على مستوى الدخول والإقامة، أو على مستوى التشريعات القطاعية التي تعتبر المدخل الأساسي لحماية الحقوق والحريات.

بيد أن ذلك قد يعزى حسب بعض التقديرات إلى عاملين أساسيين، يتمثل الأول في كون المغرب خلال العقود الموالية للاستقلال كانت دولة مصدرة للهجرة وكان يبحث عن حماية مواطنيه بالخارج بالدرجة الأولى، والعامل الثاني يكمن في كون نسب الأجانب المقيمين بالمغرب وطبيعة فئاتهم خلال تلك العقود لم تكن تطرح إشكالية كبرى أمام ولوجهم للحقوق والحريات.

إن الفراغ المعياري فضلا عن غلو سلطة الإدارة تبعا للصلاحيات الواسعة التي منحتها لها النصوص القانونية المتناثرة في هذا المضمار، أدى إلى تقويض سلطة الرقابة القضائية على مشروعية القرارات الإدارية التي من شأنها المساس بالحقوق الأساسية لهذه الفئات بالمغرب، إذ يبين الاطلاع على الاجتهاد القضائي خلال هذه المرحلة أنه قد اتسم بمسايرته للقرارات الإدارية الصادرة بخصوص الأجانب أو المهاجرين، بحيث اكتفى القضاء الإداري سواء الغرفة الإدارية سابقا بالمجلس الأعلى أو المحاكم الإدارية بعد إحداثها فقط بمراقبة مدى احترام السلطات للإجراءات والمساطر القانونية المعمول بها، خاصة في مجال الطرد والترحيل، دون مراقبة الأسباب والمبررات الموضوعية للقرار الإداري.

## ثانيا: متغيرات الحراك الهجري بالمنطقة و بروز منظومة معيارية وطنية لحماية المهاجرين

لقد تزامنت هذا المرحلة مع متحولين جوهريين، الأول يتعلق بعهد جديد بالمغرب أدى إلى إطلاق أورشاح إصلاحية هامة، ويتمثل الثاني بارتفاع نسب المهاجرين المتدفقين على المغرب مباشرة بعد دخول النظام الأوروبي المشترك للهجرة واللجوء حيز التنفيذ وما تضمنه من إغلاق للحدود وتسييجها.

وإذا كانت الفترة ما قبل سنوات 2000، قد اتسمت بعدم إثارة الإشكالات المتعلقة بحماية حقوق المهاجرين رغم وجود فراغ معياري على المستوى الداخلي، فإن ذلك يعزى أساساً إلى انخفاض نسب المهاجرين المقيمين بالمغرب بعد سنوات الاستقلال، فضلاً عن كون المغرب إبان تلك الفترات كان بلداً مصدراً للهجرة، ويسعى من خلال عملية المصادقة دون تسجيل تحفظات لحماية جاليته بالخارج.

## ب - التداعيات الداخلية لانخراط المغرب في المنظومة المعيارية الدولية الخاصة بحماية المهاجرين

لا شك أن المصادقة المبكرة للمغرب على عدد من الأدوات القانونية الخاصة بحماية المهاجرين واللاجئين كانت لها تداعيات داخلية سعى المغرب من خلالها إلى تكييف ترسانته القانونية وفقاً للحد الأدنى من المعايير الاتفاقية التي التزم بها دولياً.

تأسيساً على ذلك، فمصادقة المغرب على اتفاقية جنيف بشأن وضع اللاجئين لسنة 1951، أدى إلى اعتماد مرسوم 1957، الخاص بتطبيق هذه الاتفاقية وإحداث المكتب المغربي للاجئين وعديمي الجنسية على مستوى وزارة الشؤون الخارجية كآلية مختصة بدراسة الطلبات ومنح الصفة للمشمولين بها تبعاً لنظام جنيف، فضلاً عن تشكيل لجنة الطعون ضد الطلبات المرفوضة<sup>12</sup>. بيد أن ذلك في حقيقة الأمر كان في وقت لا زالت فيه اتفاقية جنيف مقيدة بالعامل الجغرافي والزمني ولم تأخذ صبغتها العالمية، إلا بعد اعتماد بروتوكول 1967 الذي صادق عليه المغرب أيضاً.

وقد عمل المغرب عشية الاستقلال على الشروع في مسلسل التوحيد والمغربة الذي هم مجالات مختلفة مست جوانب محددة من وضع المهاجرين النظاميين بالمغرب، حيث أقدم على تمديد العمل بالقوانين الموروثة عن الحماية الفرنسية إلى باقي مناطق المغرب، خاصة منطقة طنجة والمناطق التي كانت خاضعة للاستعمار الإسباني<sup>13</sup>، وذلك بموجب قرار وزير الداخلية الخاص بتمديد مقتضيات القانونية المنظمة لدخول وإقامة الأجانب بمنطقة الحماية الفرنسية إلى جميع تراب المملكة سنة 1962، ثم ظهر 2 مارس 1973 المتعلق باسترجاع ومغربة بعض الأنشطة الاقتصادية، علاوة على تمديد العمل بظهير الوضعية المدنية للفرنسيين والأجانب بالمغرب بموجب قانون توحيد المحاكم في 26 يناير 1965، وإصدار قرار وزير التشغيل الخاص بتمديد العمل بقوانين هجرة الأجانب إلى المغرب من أجل العمل وإلغاء القوانين التي كان معمولاً بها في مناطق الحماية الإسبانية وذلك بتاريخ 17 أبريل 1959.

## أ - المصادقة والانضمام إلى الاتفاقيات الدولية ذات الصلة بحماية المهاجرين

تعتبر قاعدة عدم التمييز أحد القواعد الجوهرية التي يبني عليها القانون الدولي لحقوق الإنسان، حيث جاءت جميع الاتفاقيات المشكلة لهذا الفرع من القانون الدولي العام مكرسة لهذا المبدأ، وبالتالي فجميع الاتفاقيات الدولية الخاصة بحقوق الإنسان تنطبق معاييرها على فئات المهاجرين المختلفة، أو بتعبير أدق على الأجانب أو غير المواطنين ما عدا ما هو مستثنى بشكل قطعي في هذه الاتفاقيات.

لا مراء في أحد المتحولات الأساسية التي همت هذا الموضوع بعد استرجاع المغرب لسيادته، المتمثلة في استعادة المغرب لأهلية اتخاذ القرار الخارجي خاصة ما يتعلق بالمصادقة والانضمام للاتفاقيات الدولية، وهو ما ترجمه فعلا بالمصادقة المبكرة على اتفاقية جنيف لسنة 1951 بشأن وضعية اللاجئين<sup>1</sup>، وبروتوكولها لسنة 1967 الذي أضفى عنها الصبغة العالمية<sup>2</sup>، فضلا عن اتفاقية منظمة الوحدة الإفريقية المنظمة لشؤون اللاجئين في إفريقيا لسنة 1967<sup>3</sup>، ثم شروعه في الانخراط التدريجي في عدد من الاتفاقيات والصكوك الدولية، والتي شملت، إضافة للإعلان العالمي لحقوق الإنسان، عددا من الأدوات القانونية التي همت هذا الجانب أو ذلك من حماية المهاجرين.

استنادا إلى ذلك، يعتبر المغرب عضوا في أغلب الاتفاقيات الدولية لحقوق الإنسان التي باتت تشكل مصدرا أساسا لحماية المهاجرين على المستوى الدولي، بدء بالاتفاقية الدولية لمكافحة جميع أشكال التمييز العنصري<sup>4</sup>، والعهدين الدوليين الخاصين بالحقوق المدنية والسياسية<sup>5</sup> والاقتصادية والاجتماعية والثقافية<sup>6</sup>، مروراً باتفاقيات فئوية أخرى مثل المرأة<sup>7</sup>، الطفولة<sup>8</sup>، التعذيب<sup>9</sup>، وصولاً للاتفاقية الدولية لحماية حقوق العمال المهاجرين وجميع أفراد أسرهم<sup>10</sup> وغيرها من الاتفاقيات الفئوية الأخرى<sup>11</sup>.

إن مصادقة المغرب على الاتفاقيات الدولية السالفة الذكر دون تسجيل أي تحفظ فيما يتعلق بالمعايير والمضامين الاتفاقية المنطبقة على المهاجرين، جعله مطالبا بتكثيف وملاءمة منظومته القانونية الوطنية مع المعايير الدولية، فضلا عما يستلزمه إعمال هذه الالتزامات من سن سياسات عمومية تركز على عدد من المبادئ الجوهرية المتعين احترامها لحماية حقوق وحريات المهاجرين لاسيما على مستوى الحقوق الأساسية.

تستند الإشكالية التي تعالجها هذه المقالة على مفارقات هامة، حيث أن المغرب في مرحلة معينة كانت أغلب الاتفاقيات الدولية التي صادق عليها والمتضمنة لمعايير دولية خاصة بحماية المهاجرين يستند إليها من أجل الدفاع و صون حقوق مواطنيه بالخارج، بيد أن التحولات التي عرفتها حركات التنقل بالمنطقة جعلته دولة مطالبة بحماية هذه الفئة بالمغرب. في مقابل ذلك يبدو أنه رغم كون المغرب قد انخرط في وقت مبكر نسبيا في عدد من الصكوك الخاصة بحماية هذه الفئة، إلا أن ذلك لم يترجم على المستوى الداخلي في شكل سياسات عمومية أو تشريعية إلا بعد فترات لاحقة، مثل اعتماده للقانون 02-03 الخاص بالدخول والإقامة فوق التراب الوطني ومحاربة الهجرة غير النظامية، الذي تحكمت فيه أبعاد أخرى أقرب ما تكون إلى تداعيات سياسات القلعة الحصينة على دول منطقة شمال إفريقيا في هذا الموضوع. علاوة على ذلك نال المغرب نصيبه من الاهتمام البالغ الذي باتت تبديه ما يعرف بالأليات الأممية لحماية حقوق الإنسان وذلك بعد رفع المغرب لوتيرة تفاعله مع هذه الأليات سواء تعلق الأمر بالأليات التعاهدية أو المساطر الخاصة أو آلية الاستعراض الدوري الشامل.

في ضوء هذه المفارقات، سيتم اعتماد المنهج التحليلي والمنهج التاريخي لمعالجة هذه الإشكالية، وذلك بالتركيز على ثلاثة محاور أساسية، يتعلق الأول بالانخراط التدريجي للمغرب في المنظومة الأممية لحقوق الإنسان وتدابيرها على حقوق المهاجرين بالمغرب، والمحور الثاني يتعلق بتحويلات طبيعة تدفقات المهاجرين وتوجه المغرب نحو إرساء المنظومة المعيارية الوطنية لحماية هذه الفئة، ويتعلق المحور الثالث بحماية حقوق وحرية المهاجرين في مرحلة ما بعد المراجعة الدستورية لسنة 2011.

## أولا: الانخراط التدريجي للمغرب في المنظومة الأممية لحماية حقوق الإنسان

إن المصادقة المبكرة نسبيا للمغرب على عدد من الأدوات الاتفاقية الخاصة بحماية حقوق الإنسان، وعدم تسجيله لتحفظات اتجاه ما تضمنته هذه الصكوك من معايير تهم حماية المهاجرين (أ)، يعني قبول المغرب المبدئي بالمعايير الخاصة بحماية هذه الفئة وما سينتج عنها من تداعيات داخلية (ب).

# حماية حقوق المهاجرين بالمغرب في ضوء تفاعل المغرب مع المنظومة الأممية لحماية حقوق الإنسان

سعيد مشاك

## المخلص

يغطي موضوع الحقوق الأساسية بجدال هام لدى المتخصصين في دراسة موضوعات حقوق الإنسان بصفة عامة، ويعرف هذا النقاش سجالات خاصة لما يتعلق الأمر بهذه الحقوق بالنسبة للمهاجرين المقيمين في أقاليم غير أقاليمهم الأصلية.

وباعتبار المغرب من البلدان المصادقة على الاتفاقيات الأساسية في مجال حقوق الإنسان التي تعتبر أحد المصادر الرئيسية لحماية حقوق المهاجرين في النظام القانوني الدولي في اللحظة الراهنة، يعرف الجدل بشأن حقوق وحرية هذه الفئة دينامية مهمة خاصة بعد أن اختار المغرب سنة 2013 اعتماد سياسة وطنية جديدة للهجرة واللجوء قائمة على الالتزامات الدولية للمغرب.

إن اختيار المغرب تبنيه لمقاربة جديدة لموضوع الهجرة يعزى في الواقع إلى عدد من المبررات الجوهرية التي تفرضها الدينامية المتسارعة لحركة التنقل في المنطقة الأورومتوسطية بصفة عامة، وفي منطقة شمال إفريقيا بصفة خاصة، فضلا عن محددات دولية تجعل من الصعب الفصل بين ما يعرفه موضوع حقوق الإنسان بالمغرب وما يمليه واجب حماية المهاجرين وحقوقهم الأساسية باعتبارهم فئة تحظى بحماية دولية هامة في عدد من الصكوك التي صادق عليها المغرب.

وإذا كانت خلاصات تقرير المجلس الوطني لحقوق الإنسان حول «حقوق الأجانب بالمغرب» نحو ساسة جديدة للهجرة واللجوء»، تعكس بجلاء التحديات التي تطرحها حقوق المهاجرين بالمغرب وتقتصر توصيات من أجل النهوض بها وإعمال المغرب لالتزاماته الدولية في هذا الإطار، فإن التحليل العلمي للسيرورة التي عرفتها حقوق هذه الفئة سواء عبر مصادقة المغرب على الاتفاقيات الدولية الأساسية في مجال حقوق الإنسان، أو على مستوى ترجمة هذه الالتزامات في السياسات العمومية والتشريعية الوطنية، ستؤدي لا محالة إلى رسم صورة أكثر وضوحا بشأن حماية حقوق هذه الفئة، وستساعد على فهم عدد من المتغيرات التي تؤثر بشكل قد يكون حاسما في المقاربات التي يتبناها المغرب في هذا المضمار.



فضيل دليو، علي غربي، الهاشمي مقراني، الهجرة والعنصرية في الصحافة الأوروبية، مختبر علم الاجتماع، 2003.

عبد الرحمن المالكي، مدرسة شيكاغو ونشأة سوسولوجيا التحضر والهجرة، إفريقيا الشرق، 2016.

نادية عمر، العلاقة بين الأطباء والمرضى، دار المعارف الجامعية، الإسكندرية، 1993.

محمد عبابو، سوسولوجيا الصحة: مقاربات نظرية، سبيما، فاس، الطبعة الأولى، نونبر 2015.

«المغرب الممكن إسهام في النقاش العام من أجل طموح مشترك»، تقرير الخمسينية 50 سنة من التنمية البشرية وآفاق سنة 2025، اللجنة المديرية، 2005.

## 2. مراجع باللغة الفرنسية

R.E. Park, « La ville comme laboratoire social », in Y. Grafmeyer *et al.*, *L'Ecole de Chicago : Naissance de l'écologie urbaine*, Aubier : Flammarion, p. 163.

P.J.Simon, *Histoire de la sociologie*, éd. Méridiens Klincksieck, Paris, 1988.

R. Duchac, *la Sociologie des migrations aux Etats-Unis*, éd. Mouton, Paris, 1974.

Freidson ELIOT, *la Profession médicale*, traduit par Lyotard May (A.), Malamoude (C.) Paris, Payot, 1984.

A. Strauss, *la Trame de la négociation*, texte réunis et présenté par Isabelle Baszanger, éd. l'Harmattan, Paris, 1991.

Ministère Chargé des Marocains Résidant à l'Étranger et des Affaires de la Migration, *Politique Nationale d'Immigration et d'Asile*, Rapport 2018.

Ministère de la Santé, *Plan de Santé 2025*.

Organisation Mondial de la Santé, *Stratégie de coopération OMS/MAROC*, 2017-2021.

## 3. مراجع باللغة الإنجليزية

Congressional Budget, *Office Report, "Immigration Policy In United States"*, February, 2006.

- نادية عمر، العلاقة بين الأطباء والمرضى، دار المعارف الجامعية، الإسكندرية، 1993، ص. 305.
- 14 Freidson ELIOT, *la Profession médicale*, traduit par Lyotard May (A.), Malamoude (C.), Paris, Payot, 1984, p. 93.
- 15 محمد عبايو، سوسيوولوجيا الصحة (مقاربات نظرية)، سيبما، فاس، الطبعة الأولى، نونبر 2015، ص. 51.
- 16 A. Strauss, *la Trame de la négociation*, texte réunis et présenté par Isabelle Baszanger, éd. l'Harmattan, Paris, 1991, p. 11-12.
- 17 *Ibid.*, p. 28.
- 18 Congressional Budget, *Office Report, "Immigration Policy In United States"*, February, 2006, p. 16.
- 19 *Ibid.*, p. 24.
- 20 «المغرب الممكن إسهام في النقاش العام من أجل طموح مشترك»، تقرير الخمسينية 50 سنة من التنمية البشرية وآفاق سنة 2025، اللجنة المديرية، 2005.
- 21 المرجع نفسه.
- 22 Ministère Chargé des Marocains Résidant à l'Etranger et des Affaires de la Migration, *Politique Nationale d'Immigration et d'Asile*, Rapport 2018, p. 42.
- 23 *Ibid.*, p. 42.
- 24 *Ibid.*, p. 42.
- 25 *Ibid.*, p. 49.
- 26 Ministère de la Santé, *Plan de santé 2025*, p. 8.
- 27 Organisation Mondial de la Santé, *Stratégie de coopération OMS/MAROC*, 2017-2021, p. 23.
- 28 *Ibid.*, p. 33.

## المراجع

### 1. مراجع باللغة العربية

- أحمد زكي بدوي، معجم مصطلحات العلوم الاجتماعية، بيروت، مكتبة لبنان، 1986.
- فريدريك معتوق، معجم العلوم الاجتماعية، أكاديميا، بيروت، لبنان، ط. 1، 1993.
- بويل وآخرون، «الهجرة الدولية سنة 2000»، المجلة الدولية للعلوم الاجتماعية، القاهرة، مركز المطبوعات لليونسكو، العدد 169، شتنبر 2000.
- عبد الله عبد الغني غانم، المهاجرون: دراسة سوسيوأنثربولوجية، الطبعة 2، الإسكندرية، المكتب الجامعي الحديث، 2002.



- إرساء مجانية الولوج إلى الخدمات الصحية بالنسبة للمهاجرين.
- إشراك جمعيات المجتمع المدني من أجل المساهمة في التحسيس وإرساء ثقافة مجتمعية للحد من وصم المهاجرين (الخوف من انتقال الأمراض المعدية مثل الإيبولا...) وعدم التمييز ضد المهاجرين وإدماجهم الصحي.
- دعم كفاءات وقدرات المنظومة الصحية فيما يتعلق بالتكفل الطبي والنفسي الاجتماعي للمهاجرين، وتطوير شبكات التعاون من أجل تدخلات أفضل في الميدان الصحي. بالإضافة إلى تفعيل برنامج المساعدة الطبية للمهاجرين وتكوين الأطر الصحية حول طرق التكفل الطبي بهم.
- إرساء نظام معلوماتي يسمح بتسهيل الولوج إلى المعطيات المتعلقة بصحة المهاجرين.

## الهوامش

- 1 أحمد زكي بدوي، معجم مصطلحات العلوم الاجتماعية، بيروت، مكتبة لبنان، 1986، ص. 30.
- 2 فريدريك معنوق، معجم العلوم الاجتماعية، أكاديمية، بيروت، لبنان، ط. 1، 1993، ص. 233-234.
- 3 بويل وآخرون، «الهجرة الدولية سنة 2000»، المجلة الدولية للعلوم الاجتماعية، القاهرة، مركز المطبوعات لليونسكو، العدد 169، شتنبر 2000، ص. 132.
- 4 عبد الله عبد الغني غانم، المهاجرون: دراسة سوسيو أنثروبولوجية، الطبعة 2، الإسكندرية، المكتب الجامعي الحديث، 2002، ص. 15.
- 5 فضيل دليو، علي غربي، الهاشمي مقراني، الهجرة والعنصرية في الصحافة الأوروبية، مختبر علم الاجتماع، 2003، ص. 35.
- 6 M. Castells, *la Société en réseaux*, tome 1 : L'ère de l'information, Paris, Fayard, 1998, p. 305.
- 7 عبد الرحمن المالكي، مدرسة شيكاغو ونشأة سوسيولوجيا التحضر والهجرة، إفريقيا الشرق، 2016، ص. 134.
- 8 المرجع نفسه، ص. 137.
- 9 المرجع نفسه، ص. 138.
- 10 R.E. Park, «La ville comme laboratoire social», in Y. Grafmeyer *et al.*, *l'Ecole de Chicago: Naissance de l'écologie urbaine*, Aubier, Flammarion, p. 163.
- 11 P.J. Simon, *Histoire de la sociologie*, éd. Méridiens Klincksieck, Paris, 1988, p. 478.
- 12 R. Duchac, *la Sociologie des migrations aux Etats-Unis*, éd. Mouton, Paris, 1974, p. 121.

ما أكده المخطط الصحي 2025 لوزارة الصحة، لكن في الواقع يلاحظ غياب الحضور الفعلي لهذه التغطية الصحية، خاصة بالنسبة للمهاجرين غير الشرعيين الذين لا يستطيعون التوجه إلى المراكز الاستشفائية قصد العلاج دون تدخل منظمات المجتمع المدني، حيث يتبين أنه مازالت هناك حاجيات متزايدة للمهاجرين للاستفادة من التغطية الصحية الشاملة، وهو ما يفرض ضرورة ردم الهوة بين الخطاب والواقع، وذلك بإرساء حضور فعلي لهذه التغطية الصحية، والانفتاح على تجارب الدول الأخرى قصد النهوض بصحة المهاجرين بالمغرب.

## خاتمة

إنطلاقاً من هذه الدراسة التي حاولنا من خلالها تحليل واقع وأفاق صحة المهاجرين بالمغرب، تبين لنا أن هناك تحديات صحية منها:

- وصم المهاجرين، ذلك أن الهجرة ما زالت ترتبط بالخوف من الأوبئة، كما هو الحال مع وباء الإيدز والإيبولا، إذ يؤدي هذا الخوف إلى وصم المهاجرين، وتمتد حدته لتطالهم في أماكن العمل والرعاية الصحية.
- صعوبة الولوج إلى الخدمات الصحية، و التي يتطلب تجاوزها تعزيز السياسة الوطنية حول صحة المهاجرين.

ولهذا فإن تحسين الواقع الصحي للمهاجرين بالمغرب يبقى رهينا بإرساء سياسات صحية تستجيب لتطلعات هؤلاء المهاجرين. ذلك أن صحة المهاجرين بالمغرب بدأت تحتل مكانة بارزة ضمن موضوع الهجرة في الفضاء الأورو-متوسطي في سياق العلاقات المغربية-الإفريقية والأوربية. وقد اتضح أن هناك تحديات صحية كبيرة تطرحها هذه الهجرة بالمغرب. إذ أن الحالة الصحية للمهاجرين تتأثر بمستواهم التعليمي والمعيشي وبمعرفةهم بالخدمات الصحية المتوفرة، إلخ.

وبعد استعراض أهم نتائج الدراسة، يمكن صياغة مجموعة من التوصيات من أجل الوصول إلى قياس دقيق للجوانب الصحية للهجرة بالمغرب وبناء سياسات صحية تستجيب لتطلعات المهاجرين، ولذلك توصي الدراسة بالآتي:

تكفل تام يستجيب لحاجياتهن» ضمن برنامج «تمكين المهاجرين» الذي امتد من ماي 2017 إلى أبريل 2018»<sup>25</sup>. أما فيما يتعلق بالطلبة الأجانب فإنهم يستفيدون من نظام للتغطية الصحية شأنهم شأن الطلبة بالمغرب.

يتبين لنا مما سبق تأكيد السياسة الوطنية للهجرة واللجوء بالمغرب على صحة المهاجرين باعتبارها ركيزة أساسية.

### ب - قراءة في المخطط الصحي 2025

إن قراءتنا لهذه الوثيقة الرسمية لوزارة الصحة وتحليلنا لمضمونها بهدف استجلاء كل ما يتعلق بصحة المهاجرين بالمغرب، كل ذلك مكننا من الوقوف على مسألة «أن هناك إقرارا وتفعيلا للتغطية الصحية للمهاجرين بالمغرب، وبالضبط ضمن المحور المتعلق بتوسيع التغطية الصحية الشاملة»<sup>26</sup>.

وهكذا تشير هذه الوثيقة الرسمية أيضا إلى أن صحة المهاجرين تبقى من بين أولويات وزارة الصحة بالمغرب.

### ج - إستراتيجية التعاون بين المغرب والمنظمة العالمية للصحة (2017-2021)

إنطلاقا من قراءتنا لهذه الوثيقة الرسمية، يتبين لنا ضمنها «أن المغرب بادر إلى توقيع اتفاقية مع المنظمة العالمية للهجرة حول تطوير تدخلات المساعدة الإنسانية للمهاجرين ودعم وزارة الصحة لتطوير مخططها الصحي في إطار الاستراتيجية الوطنية للهجرة واللجوء»<sup>27</sup>. وتؤكد نفس هذه الوثيقة «أنه بفضل خبرتها حول التغطية الصحية الشاملة، قامت المنظمة العالمية للصحة بتدعيم المغرب لتفعيل هذه التغطية الصحية، وخاصة فيما يتعلق بالتكفل بالأشخاص ذوي الاحتياجات الخاصة، ومنهم المهاجرون»<sup>28</sup>. وهكذا يتبين حجم التعاون بين المغرب والمنظمات الدولية المهتمة بصحة المهاجرين.

والنتيجة الأساسية لهذه الدراسة بالنسبة لنا، تتعلق بظاهرة التفاوت الحاصل بين الخطاب والواقع. ذلك أن الخطاب يتحدث عن إقرار وتفعيل التغطية الصحية للمهاجرين بالمغرب، وهذا

## أ - قراءة في تجليات صحة المهاجرين ضمن تقرير السياسة الوطنية للهجرة واللجوء لسنة 2018

لقد تم وضع سياسة وطنية جديدة في مجال الهجرة واللجوء وفق مقاربة إنسانية مندمجة وشاملة، وبشراكة مع الاتحاد الأوروبي وجميع الفاعلين، حيث تعمل وزارة الصحة على التكفل بالمهاجرين وأسرههم واللاجئين في وضعية قانونية بالمغرب. كما تم التوقيع بين الوزارة المكلفة بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة والوكالة الوطنية للتأمين الصحي على اتفاقية إطار للشراكة والتعاون في مجال تسهيل الولوج للخدمات الصحية لفائدة المهاجرين بالمغرب. ذلك أن السياسة الوطنية للهجرة واللجوء تقدم حلولا جديدة للرهانات الاستراتيجية لقضايا الهجرة. ومن بين هذه الرهانات، رهان الاندماج، والذي يتضمن تسهيل الولوج إلى النظام الصحي. ذلك أنه عند تفحصنا لتقرير السياسة الوطنية للهجرة واللجوء لسنة 2018، وخاصة ما يتعلق بصحة المهاجرين، يتبين لنا بداية أن هناك إقرارا بضرورة توفير الخدمات الصحية المناسبة للمهاجرين بالمغرب وتحسين ولوجهم إليها، حيث «يتوخى البرنامج الصحي بلوغ هدفين خاصين: هدف خاص 5: ضمان ولوج المهاجرين واللاجئين إلى العلاج، بنفس الشروط المتوفرة للمغاربة. وهدف خاص 6: تنسيق عمل الجمعيات في مجال الصحة»<sup>22</sup>. ولبلوغ هذين الهدفين الخاصين» لابد من إدماج المهاجرين واللاجئين ضمن برنامج المساعدة الطبية (RAMED)، وتنظيم حملات تحسيسية حول الصحة لفائدتهم، وتكوين الأطر الطبية حول التكفل بالمهاجرين، فضلا عن إدماج المهاجرين واللاجئين ضمن برامج صحية خاصة، وتحديد إطار مرجعي من أجل تدخل أكثر فاعلية للجمعيات في مجال الصحة...»<sup>23</sup>. كما تؤكد هذه الوثيقة أن «المسألة الصحية تحتل أهمية بالغة بالنسبة للسكان في وضعية فقر وهشاشة، وخاصة المهاجرين واللاجئين. وبالتالي يبقى من الضروري ولوج هذه الفئة إلى الخدمات الصحية»<sup>24</sup>.

هكذا يسعى البرنامج الصحي وفق هذه الوثيقة إلى تمكين المهاجرين من الولوج إلى العلاج بنفس الشروط المتوفرة للمغاربة، ورفع الحواجز والمعوقات التي تحول دون ذلك. وفي هذا الإطار بادر المغرب إلى القيام بمجموعة من التدخلات والأنشطة المتعلقة بذلك. حيث «عملت وزارة الصحة على إرشاد المهاجرين وتوجيههم إلى المراكز الاستشفائية الجهوية، إذ تم تعيين 75 مساعدا اجتماعيا ضمن مختلف المراكز الاستشفائية بالمغرب، بالإضافة إلى إدماج المهاجرين واللاجئين ضمن برامج الصحة العمومية (الصحة الإنجابية، الأمراض المعدية، الأمراض العقلية...)، وقد استفادت 1274 أما مهاجرة (وخاصة الأمهات الحوامل ومواليدهن، والمعرضات للعنف) من

لقد سمحت لنا تقنية تحليل المضمون بامتلاك معين للنصوص المحللة والمدروسة، وقد كان لأليات هذا التحليل، المتعلقة بتحليل حقل الدلالة وتركيب الإطار المرجعي ثم التفكير في سياق الكتابة، نتائج أساسية في بحثنا.

إن تحليل حقل الدلالة في النصوص المدروسة سمح لنا بتحديد وصياغة المفاهيم الناظمة للخطاب المدروس. أما تحليل الخلفيات المرجعية فقد أتاح لنا إبراز أوليات هذا الخطاب، حيث إننا وقفنا على البعد السوسولوجي لهذه الوثائق الرسمية. كما أنه، أثناء هذا التحليل، لم نكتف بمنطوق النصوص بقدر ما كنا نحاول تمثيل الأبعاد المرجعية الثاوية خلف لغة ومنطق الخطاب. أما تحليل سياق الكتابة فقد جعلنا ننتبه إلى إيقاع الخطاب وتوتره وتأرجحه.

لابد من الإشارة هنا إلى أن تحليل المضمون، كما مارسناه، خلال دراستنا، والذي اعتمدنا فيه أساسا المعالجة الكيفية، كان يتم انطلاقا من مراعاة المسألتين الآتيتين:

- نوعية الأسئلة الجزئية التي كنا نصوغها خلال دراستنا وانطلاقا من الإشكالية الرئيسية.
- خصوصية المادة المدروسة التي كانت تفرض علينا في كل مرحلة من مراحل البحث إطارا مفاهيميا متميزا، وتقطيعا خاصا للنصوص المدروسة.

إننا لم نمارس مثلا على تحليل تقرير السياسة الوطنية للهجرة واللجوء لسنة 2018 نفس الأسلوب التحليلي الذي أنجزناه فيما يتعلق بتحليل المخطط الصحي 2025 فيما يخص صحة المهاجرين بالمغرب.

## خطوات الدراسة

يتعلق الأمر بدراسة نماذج من الخطاب حول صحة المهاجرين بالمغرب، ورصد معطيات حول واقعها، وذلك من أجل تبيين أشكال العلاقة الموجودة بين الخطاب والواقع. وقد اخترنا نماذج من الخطابات السائدة في الوثائق الرسمية حول الموضوع، وقمنا بتحليلها حسب المنهجية التي نكرت سابقا.

فهل توجد فعلا علاقة بين نموذج تمكين المهاجرين من الولوج إلى الخدمات الصحية المرسوم في الوثائق الرسمية والنموذج الصحي الواقعي؟ هذا ما حاولنا الإجابة عنه في دراستنا.

ونظرا لاستفحال ظاهرة الهجرة بالمغرب، فإن الأبحاث تحتاج إلى توثيق تكلفتها الصحية والاجتماعية، وتحديد التفاوتات في الصحة بين المهاجرين وغيرهم من السكان المهمشين. ففي الوقت الحاضر ينبغي تطوير أنظمة للترصد (الوبائي) في بلدان الهجرة، قصد جمع المعطيات المختلفة عن المهاجرين بين سكان البلد المضيف، كما أن التحديات أمام توفير الخدمة والترصد الصحي وتحقيق العدالة الصحية، كل ذلك يحتاج إلى دراسة.

إن البحث الموجه بالعمل يمكن أن يفيدنا في معرفة الجهود المبذولة للتخفيف من المعاناة الصحية للمهاجرين. وهناك طرق أخرى للبحث، من بينها كيفية تحديد خدمات صحية للمهاجرين وتوفيرها في سياق الحاجات غير الملباة للمواطنين الفقراء في البلدان المضيفة وتحقيق الأمن الصحي للمهاجرين.

لهذا سنسائل ضمن هذا العرض واقع وآفاق صحة المهاجرين بالمغرب، وذلك في ظل تمركز عرض الخدمات الصحية في الأقطاب الحضرية الكبرى.

## 5. تجليات صحة المهاجرين ضمن السياسات الصحية بالمغرب

إن البحث في تجليات صحة المهاجرين ضمن السياسات الصحية بالمغرب تطلب منا استنتاج الوثائق الرسمية ذات الصلة، وتحليل مضمونها لمعرفة ما تتضمنه من نصوص حول ذلك. وقد حاولنا الوقوف على واقع وتجليات هذا الواقع الصحي للمهاجرين بالمغرب اعتمادا على تقنية تحليل المضمون، حيث مكنتنا هذه التقنية من تحليل مضمون الوثائق الرسمية حول صحة المهاجرين بالمغرب تحليلًا موضوعيًا ساعدنا على استخلاص موضوعات البحث من متن النصوص، في شكل وحدة تحليلية اتخذت صورة الجملة أو الفقرة أو النص، ثم تصنيفها في المحور المناسب لها.

ونشير إلى أنه، بالرغم من قيامنا بتحليل كافي للمضمون الظاهر للمادة، فإننا لم نهمل أثر الانطباعات التي تبقت لدينا بعد القراءة المتكررة للنص، أي أننا لم نهمل التحليل بعد القراءة، والذي يبحث عن الدلالة والمعنى، ويسعى للكشف عن طبيعة الخطابات ومنطقها، كما قمنا باستنتاجات عن طريق تحديد هوية المميزات الخاصة بالخطاب تحديدا منظما وموضوعيا.

ومن نقائص الوضع الصحي بالمغرب نجد تنوع واختلاف مصالح الفاعلين والمتدخلين في المنظومة الصحية، ووجود حالات متعددة للربيع تحول إلى قوى حقيقية للجمود، بالإضافة إلى المركزية المفرطة للإدارة المكلفة بالصحة والتطور المحدود للمصالح الإدارية المحلية، إذ «ما يزال قطاع الصحة يمثل إحدى القطاعات العمومية الأكثر مركزية بالمغرب. وكما هو الحال بالنسبة للإدارة المكلفة بالصحة، فإن عرض الخدمات الصحية يتمركز في الأقطاب الحضرية الكبرى، ويتمحور حول المستشفيات وطب المدن»<sup>21</sup>.

ويمكن القول بأن المؤشرات المتعلقة بالتأطير الصحي بالمغرب عرفت تحسنا ملموسا خلال العقد الأخير، ولكن هذا الإنجاز رغم أهميته لا يزال محدودا بالمقارنة مع الدول ذات المستوى الاقتصادي المماثل للمغرب، خصوصا فيما يتعلق بصحة الأم والطفل من جهة، والفوارق الموجودة بين الوسطين القروي والحضري من جهة أخرى. ويتجسد هذا الواقع في التوزيع غير المتوازن للمؤسسات الصحية الذي يترتب عنه عدم الإنصاف في ولوج العلاجات والخدمات التي تقدمها هذه المؤسسات.

#### 4. البحث السوسولوجي وواقع صحة المهاجرين بالمغرب

إن الوقوف على السياسات الصحية بالمغرب والقيام بقراءة في وثائق الوزارة الوصية ذات الصلة بصحة المهاجرين، كل ذلك يسمح بالإحاطة بتطبيقات وواقع وآفاق سياسة الهجرة في التجربة المغربية في قطاع الصحة، وذلك بالرجوع إلى استراتيجيات ومخططات هذا القطاع، لأجل معرفة الرؤية التي يستند إليها في وضع برامج، وفهم طبيعة هذه البرامج والأهداف المنتظرة منها، وخاصة ما يتعلق بصحة المهاجرين، خاصة وأنه بات من الضروري الدفع بجميع الشركاء والمتدخلين في القطاع الصحي إلى تعميق التفكير، مع الاستفادة من التجارب الدولية الرائدة في هذا الشأن، وذلك بالنظر إلى التحديات الصحية للهجرة بالمغرب (أمراض متنقلة، أوبئة...)، والتي تحتم وضع سياسات صحية مناسبة للتصدي لمثل هذه الأمراض، فضلا عن إرساء وساطة في مجال الصحة خاصة بالنسبة للمهاجرين الذين لا يتقنون لغة البلد المضيف (المغرب) ويعيشون حالة هشاشة مزدوجة (أمهات في طور الإنجاب، أطفال صغار من أبناء المهاجرين مصابين بأمراض مختلفة...). إذ يظل سؤال الأبعاد الاجتماعية (الصحية) للهجرة محتاجا إلى مزيد من الدراسات والبحث في شتى التخصصات، وخاصة البحث السوسولوجي، الذي يسائل المجتمع أفرادا وجماعات، ويفتح السؤال العريض أيضا أمام السياسات العمومية المتبعة في هذا المجال.

الاختلالات، رغم أن المهاجرين يواجهون - في معظم الأحيان - نفس الصعوبات التي تواجهها الساكنة المحلية، إلا أن هشاشتهم تكون أكبر، كما يكون لها وقع خاص عليهم، يضاعف صعوباتهم ويفاقم معاناتهم.

لهذا، نركز في هذا الإطار على المسألة الصحية لدى المهاجرين في الفضاء الأورو-متوسطي، وسنقتصر على التحديات الصحية للهجرة بالمغرب، حيث تطرح مسألة المخاطر الوبائية المتعلقة بالهجرة وبتمثلاتها. إذ من المعلوم أن الخوف من الأوبئة ينطوي على قوى اجتماعية قوية، خاصة فيما يتعلق بتصنيف السكان المعرضين للخطر. كما أن استقبال المهاجرين في المؤسسات الطبية لبلدان العبور أو الاستقرار، ومنها المغرب، يطرح العديد من الإشكالات على هذا المستوى، كتنظيم ولوج الأجانب إلى الرعاية الصحية، ووجود وإدراك المواقف التمييزية من طرف العاملين الصحيين، وقدرة المؤسسات الطبية على رعاية السكان المهاجرين. وفضلا عن ذلك تطرح مسألة وجود أو غياب ترتيبات بين البلدان في الفضاء الأورو-متوسطي لتسهيل رعاية المهاجرين أثناء عبورهم. بالإضافة إلى تدخل المنظمات غير الحكومية المحلية والمنظمات الإنسانية على مستوى صحة المهاجرين في مناطق العبور، وتأثير عملها على التمثلات والممارسات الصحية لدى المهاجرين، وعلى السياسات الصحية للبلدان المضيفة.

### 1.3. السياسات الصحية بالمغرب

يشير الباحثون في العلوم الاجتماعية إلى صعوبة دراسة وضعية النظام الصحي بالمغرب خلال مرحلة ما قبل الاستعمار، مما يصعب معه القيام بقراءات حول الأوضاع الصحية آنذاك، ويرجع ذلك إلى قلة المراجع حول فترة ما قبل الاستعمار. وستجاوز هذه الفترة والفترة الاستعمارية لنركز أكثر على مرحلة ما بعد الاستقلال. وتتجلى أهم المقومات الأساسية للسياسات الصحية بالمغرب في أن توجهاتها تبقى علاجية على حساب استراتيجيات وقائية والعلاج الأساسي العام. إذ نسجل فيما يتعلق بحكامه المنظومة الصحية غياب إطار استراتيجي للعمل ورؤية شمولية لمنظومة الصحة، حيث «كرست المنظومة الوطنية الصحية نوعا من النفور إزاء النماذج الكبرى للمخططات الإستراتيجية، التي ظلت في الغالب حبرا على ورق، ومن ذلك الخريطة الصحية والمخطط الإقليمي للتنظيم الصحي ومشاريع المؤسسات الإستشفائية. كما أن توسيع العرض وتقوية الانتشار الترابي للشبكة الصحية لم يرتكز دائما على منطوق شمولي لمجموع التراب الوطني مندرج في مدى زمني طويل»<sup>20</sup>.



ورسم هذه السياسات، وخاصة ما يتعلق بتقديم الخدمات الصحية. ويمكن اعتبار أن الهجرة وقضايا الاندماج، وخاصة ما يتعلق بالخدمات الصحية المقدمة للمهاجرين، ترتبط دائما بفلسفة الدولة واتجاهات المجتمع في مراحلها التاريخية، لكن الرؤية الجديدة تتمثل في المقاربة المحلية التي اعتمدها كندا أيضا، وهي مقاربة مبنية على ضرورة الانطلاق من المصلحة المحلية، وتعتبر من المسارات الجديدة الهادفة إلى بعث دينامية جديدة وحيوية في عملية إدماج المهاجرين، وخاصة استفادتهم من الخدمات الصحية، بغرض تجاوز العديد من العراقيل والصعوبات وتحقيق انسجام واستقرار اجتماعي داخل هذه البلدان. وتعد كندا من بين البلدان التي أولت مسألة الوساطة مكانة هامة، حيث يبحث المهاجرون عنها مثلا، عند التوجه إلى المؤسسات الصحية لتلقيح أطفالهم... إلخ.

### 3. الأبعاد الصحية للهجرة عبر الإفريقية بالمغرب

لقد تصاعد حجم الهجرة عبر الإفريقية بالمغرب وتعددت أنماطها وآثارها خلال السنوات الأخيرة. ولذلك أصبحت تدخل في كثير من التخصصات الأكاديمية، مثل علم الاجتماع. ويرجع اهتمامنا بدراسة صحة المهاجرين بالمغرب إلى صلتها الوثيقة بالتحديات الصحية التي تطرحها الهجرة عبر الإفريقية بالمغرب، والبحث عن كيفية استفادة أبناء المهاجرين من الخدمات الصحية، وذلك ارتباطا بالسياسات الصحية، وخاصة ما يتعلق بصحة المهاجرين، بما في ذلك الصحة الإنجابية والأمراض المزمنة والأمراض المعدية، إلخ. حيث تتميز مناطق إفريقيا والفضاء الأورو-متوسطي بهجرات داخلية كبيرة. وتعود ظاهرة الهجرة إلى أسباب عديدة ومتشابكة ترتبط في مجملها بهشاشة الساكنة التي تحولت بسببها العديد من البلدان في الفضاء الأورو-متوسطي إلى بلدان عبور أو إلى بلدان استقرار (الفقر، المشاكل الصحية...). وتطرح هذه الحركات السكانية الكبيرة مشاكل مختلفة، من بينها - بطبيعة الحال - المشاكل الصحية. أولا، لأن المهاجرين غالبا ما يكونون في وضعية هشاشة في علاقاتهم بأنظمة الرعاية وخارج التغطية الصحية في البلدان التي يعبرونها أو تلك التي يستقرون فيها. ثانيا، لأن الهجرة غالبا ما ترتبط بالخوف من الأوبئة، كما هو الحال مع وباء الإيدز والإيبولا، إذ يؤدي هذا الخوف إلى وصم المهاجرين، وتمتد حدته لتطالهم في أماكن العمل والرعاية الصحية، على الرغم من أنه ليس من السهل مطلقا التفريق بين التمييز الفعلي والتمييز المستشعر أو المدرك. كما تطرح مسألة استقبال المهاجرين، بالإضافة إلى الضيافة والإنسانية في البلدان التي يعبرونها أو التي يستقرون فيها، نفسها بحددة وتضع على محك الاختبار جودة نظامهم الصحي، الذي يشهد العديد من أوجه القصور والكثير من

## 1.2. النموذج الأمريكي في تفعيل سياسات الهجرة في ميدان الصحة

ينقسم نظام الرعاية الصحية بالولايات المتحدة الأمريكية إلى مستويين:

- مستوى الخدمات الصحية من الدرجة الأولى، وغالبا ما تكون موجهة للمواطنين الأصليين والفئات الميسورة الحال داخل المجتمع الأمريكي.

- أما المستوى الثاني، فيتعلق بغرف الإسعافات والطوارئ، وأيضا العيادات العمومية التي تعد مراكز صحية عمومية، تمويلها الحكومة الفيدرالية عن طريق الحكومات المحلية، وهذا المستوى من المرافق الصحية غالبا ما يتجه إلى المهاجرين على حد سواء (شرعيين أو غير شرعيين). و«القانون الأمريكي يسمح لكل مواطن بالولوج إلى هذه المرافق حتى وإن كان هذا المريض من المهاجرين غير الشرعيين»<sup>18</sup>. و«تكلف المرافق الصحية العمومية مبالغ مالية باهظة على غرار مدينة نيومكسيكو التي أنفقت 190 مليون دولار لتوفير الرعاية الصحية للمهاجرين غير الشرعيين عبر هذه المرافق العمومية. كما نجد أيضا أن السلطات الصحية المحلية لولاية أوكلاهوما تخصص 9,7 مليون دولار لدعم المراكز الصحية الاستعجالية التي يتوافد عليها المهاجرون غير الشرعيين. وقد سنت الحكومة الفيدرالية سياسة الإنفاق المحلي على المراكز الصحية العمومية بقانون تنظيمي عرف بـ: Reconciliation Act وذلك سنة 1986، جاء بهدف إدخال تعديلات على قانون الصحة، ويهدف إلى السماح للمهاجرين بالحصول على الرعاية الصحية المجانية، وخاصة في حالة الطوارئ. وقد حدد القانون بعض الفئات التي تستطيع الاستفادة من هذه الخدمات، مثل النساء الحوامل والأطفال الأقل من 19 سنة من أبناء المهاجرين غير الشرعيين، والذين تتفاوت أعمارهم بين 18-65 سنة. وفي سنة 2003 سن الكونغرس قانونا ينص على أن تقوم حكومة الولايات بتطبيق بنوده، ويتمثل في (Medical Modernisation Act)، والذي خصصت لأجله الحكومة الفيدرالية حوالي 250 مليون دولار ما بين 2005-2008، بهدف دعم المستشفيات المحلية ماديا وقانونيا حتى تقدم الخدمات مجانا للمهاجرين غير الشرعيين»<sup>19</sup>.

## 2.2. النموذج الكندي في تفعيل سياسات الهجرة في ميدان الصحة

أما بالنسبة للنموذج الكندي، فنجد أيضا أن كل البرامج والسياسات المحلية تنطلق من الإقرار بضرورة احترام مبدأ التعدد الإثني والثقافي، وتوسيع صلاحيات المستويات المحلية في تفعيل

## • تصور أنسيلم سترأوس (الإتجاه التفاعلي)

لقد تجاوز أنسيلم سترأوس التصورين السابقين، حيث «تبنى تصوره للتجربة المرضية من خلال التفاعل الحاصل بين مستوى الفعل الفردي والسيرورات الاجتماعية الصغيرة والمستوى الماكرو اجتماعي البنائي، والتي تؤثر على ظروف الفعل»<sup>16</sup>. وقد قدم A. Strauss اقتراحا مرجعيا يتعدى البعد الطبي للتجربة المرضية إلى البعد الاجتماعي في مجال دراسة الأمراض المزمنة، والتي تحمل خصائص تميزها عن الأمراض الحادة. كما «اعتمد النظام المتفاوض عليه بالمستشفى، ذلك أنه يعطي نظرة واضحة للمشاكل الاجتماعية والنفسية التي يواجهها المريض وأسرتة في الحياة اليومية»<sup>17</sup>. حيث إنه لا يعتبر المرض كظاهرة بيولوجية فقط، وإنما كظاهرة اجتماعية، وهذا ما يتبين من خلال عمل تدبير المرض، إذ يرى أنسيلم سترأوس وفق هذا الاتجاه أن (المريض والطبيب) ليسا فقط وحدهما الفاعلين في تدبير المرض، وإنما هناك فاعلان آخران في عملية التدبير هذه، وبذلك تظهر أهمية تدبير المرض في أطروحة سترأوس لأنه قام بتقديم إطار عام يتجاوز الدراسات والأبحاث السوسولوجية الخاصة بالأمراض المزمنة المختلفة، والذي يستعمل في مختلف الوضعيات التي تخلقها الأمراض المزمنة باختلافها.

## 2. نماذج دولية لمقاربة صحة المهاجرين

لقد أصبحت الهجرة تطرح تحديات لكل من الدول المستقبلية ودول العبور، حيث أوضحت الدول المستقبلية للهجرة تعمل جاهدة من أجل بناء سياسات ناجحة لإدماج المهاجرين. وتعد أمريكا الشمالية والبلدان الأوربية كفرنسا من أكبر البلدان استقطابا للهجرة. وهذا يعود بالدرجة الأولى للخصوصية التاريخية لهذه البلدان في علاقتها بالهجرة. كما أن المغرب بدوره عرف تدفقا للهجرة عبر الإفريقية، ويعد في نفس الوقت بلدا لعبور المهاجرين واستقرارهم.

وسنحاول في هذا السياق الوصول إلى فهم أفضل لظاهرة الهجرة وقضايا الاندماج، وخاصة ما يتعلق بالخدمات الصحية المقدمة للمهاجرين والسياسات المتعلقة بذلك عالميا ووطنيا. حيث حاولنا في هذا الإطار توظيف المنهج المقارن للتوصل إلى بعض الحقائق المتعلقة بقضايا الهجرة والاندماج والسياسات المتبعة بالمغرب فيما يتعلق بالخدمات الصحية المقدمة للمهاجرين، ومقارنة ذلك بنماذج دولية (الولايات المتحدة الأمريكية، كندا)، وهذا من خلال مقارنة قوانين الهجرة والنماذج الخاصة بإدارة سياستها في كل بلد على حدة، وخاصة ما يتعلق بالأبعاد الصحية للهجرة.

ليتطور فيما بعد في مرحلة السبعينيات إلى ما يسمى بسوسيولوجيا الصحة. وقد تضافرت جهود العديد من الباحثين الأمريكيين خاصة في هذا الإطار، ونذكر منهم تالكوت بارسونز وإليوت فريديسون وأنسيلم ستراس، وغيرهم من العلماء الذين قاموا بتطوير النظرية والمنهج في ميدان سوسيولوجيا الصحة، والذين سنحاول التطرق إلى أهم إسهاماتهم.

#### • تصور بارسونز (الإتجاه البنائي الوظيفي)

لقد درس تالكوت بارسونز مكانة الطب والمرض في المجتمع الأمريكي الحديث في كتابه النظام الاجتماعي الذي ألفه سنة 1951، وقد وضع فيه اللبنة الأولى للسوسيولوجيا الطبية. ويرجع له الفضل في بناء نموذج «توافقي» للعلاقة بين الطبيب والمريض عندما يتعلق الأمر بالأمراض الحادة. وانطلاقاً من نظرية بارسونز حول المرض، يتبين أنه يعتبر المرض سلوكاً اجتماعياً منحرفاً ويعتبر دور المريض الميكانيزم لتقنين الانحراف، ولتجنب ذلك يجب عزل المريض عن المجتمع من خلال مؤسسات صحية لتحقيق الضبط الاجتماعي والاستقرار وتحقيق العلاج للمرضى، ولتفادي تكوين جماعة من المنحرفين، وبالتالي فالمرضى له دور سلبي في العملية العلاجية وخاضع لسلطة الطبيب على عكس الطبيب الذي يعتبر دوره إيجابياً يتمثل في إدماج المريض من خلال علاجه.

#### • تصور فريديسون (الإتجاه التفاعلي)

لقد أبرز فريديسون في كتابه الصادر سنة 1970 بعنوان المهنة الطبية في الولايات المتحدة الأمريكية سيرورة التحديد الاجتماعي للمرض والمراقبة من طرف المهنة الطبية، حيث لا يعتبر التشخيص والعلاج مجرد قراءة لحالة المريض، وإنما تعد هذه القراءة تنظيمياً اجتماعياً يخلق تجربة المرض وطبيعة العلاقات مع الآخرين. فهو «يعتبر المرض انحرافاً كبارسونز ولكن يتم تقنينه عن طريق الممارسة الطبية لميكانيزم الضبط الاجتماعي، أي أن المرض عبارة عن خلل بيولوجي، وفكرة المرض وردود الأفعال اتجاهاً تعطي لهذا الخلل تعريفاً اجتماعياً يحدد مجموعة من الأفعال الاجتماعية»<sup>14</sup>. وقد درس فريديسون أيضاً البعد الاجتماعي للتجربة المرضية، وذلك انطلاقاً من السيرورة التي تحدد اللجوء إلى الطبيب. «فالممارسة الطبية تخضع لتأثير النسق الثقافي العامي أو النسق الثقافي المهني، وقد يكون نوعاً من الغلو التحدث عن ممارسة طبية محكمة ودقيقة على أسس علمية كما كان يحلو لبارسونز وصفها»<sup>15</sup>.

من التفاعلات والسيرورات الاجتماعية في الأساس، ومن خلال دراساته الوصفية لعمليتي سوء التنظيم الاجتماعي وإعادة التنظيم التي تهيمن على التفاعلات بين المجموعات الأصلية والمجموعات المهاجرة، فقد انتهى «بارك» إلى محورة كل إشكالياته وبنائه النظري حول أربعة مفاهيم أساسية، أو أربع سيرورات كبرى هي: «التنافس، والصراع، والتأقلم، والاستيعاب»<sup>11</sup>.

### • الهجرة والهامشية عند روبرت بارك

إلى جانب اهتمام «روبرت بارك» بالعلاقات بين الجماعات والأقليات المهاجرة ودورة اندماجها في المجتمع المستقبل، سيخصص جزءا من اهتمامه لظاهرة «الهجرة والهامشية». ويظل من صميم اهتمامات سوسولوجيا الهجرات التركيز أكثر على قضية اندماج أو عدم اندماج المهاجرين في مكان وصولهم، وهذا ما يطرح مسألة وتيرة تمثلهم لثقافة المجتمع المستقبل. و«رغم معاناة عملية الاندماج وإحباطاتها الأولى، فإن المهاجر يبقى مع ذلك - من وجهة نظر بارك - إنسانا مهما لأنه أداة نقل ثقافة، وجزء من كل الوجود الإنساني الذي سبقه»<sup>12</sup>.

### 2.1. الخلفية السوسولوجية للصحة

قبل التطرق إلى الخلفية السوسولوجية للصحة، والتي سنتناول من خلالها النظريات السوسولوجية للصحة، لا بد من تعريف الصحة.

#### أ - مفهوم الصحة

يتبنى معظم الدارسين التعريف الذي تعطيه منظمة الصحة العالمية لمفهوم الصحة، والذي يقول «إن الصحة هي حالة كاملة من السلامة الجسمية والعقلية والاجتماعية لا مجرد الخلو من الضعف والمرض»<sup>13</sup>.

#### ب - نظريات سوسولوجيا الصحة

لقد برزت الحاجة إلى دراسة الظواهر المرضية، وهذا ما ساهم في ظهور علم الاجتماع الطبي خلال خمسينيات القرن العشرين باعتباره فرعا خاصا يهتم بدراسة الظواهر الاجتماعية الطبية،

## • روبرت بارك والمنظور الإيكولوجي للهجرات الإنسانية والتحضر

إستلهاما للنموذج الإيكولوجي سيعتبر «روبرت بارك» أن «الهجرات الإنسانية هجرات طبيعية كما هي هجرات النباتات والحيوانات، وفي هذا الإطار سيسعى للبحث عن مفاهيم إيكولوجية للتأكيد على أن ظاهرة الهجرات الإنسانية قابلة للدراسة العلمية»<sup>7</sup>. وإذا كانت الهجرة تعني وتشير أساسا إلى الانتقال في المجال، فإن الحراك يعني بالإضافة إلى ذلك، تغيرا على مستوى الإدراك والتربية. إنه بهذا المعنى تغير مجالي متبوع ومحايث لتغير ذهني وفكري أيضا، قد يتم في إطار تنظيم اجتماعي سوي، أو في إطار تنظيم اجتماعي متفكك أو سيء<sup>8</sup>. من هذا المنطلق كيف ينظر «روبرت بارك» لظاهرة الهجرة، ولظاهرة الهجرة الوافدة على المدينة بالخصوص؟

لقد شكل موضوع الهجرة ومسألة اندماج المهاجرين في المجتمع الأمريكي المادة الأساس لأغلب دراسات جامعة شيكاغو، ويلخص «إرنست بيرجيس» اهتمامات زملائه في هذا الإطار بقوله: «إن اكتشاف كون الجماعات الإثنية عبارة عن ميكانيزم دفاعي سوسولوجي ضخم تساعد على بقاء وتأقلم المهاجرين - وهي نفسها الجماعات التي كان المهاجرون يريدون التخلص منها بعد الهجرة - قد شكل النتيجة الكبرى للبحث السوسولوجي حول المدينة ما بين 1920 و1930. وبما أن الأمر كان يتعلق بمشكلة سياسية حادة، ونظرا لوجود تعددية كبرى في المجموعات المكونة من المهاجرين، فإن علماء الاجتماع كانوا ينجذبون للبحث الإثنوغرافي الحضري. ولم يكن أي عمل من أعمالهم مجرد وصف، كما كان الشأن بالنسبة للتقليد الأنثروبولوجي في ذلك الوقت، بل وعلى العكس من ذلك فقد كانت أعمالهم تحليلية، وكانت تركز على توضيحات سمات السلوك، وسيروا التآقلم والتغيرات التي تطرأ على المهاجرين في بيئتهم الاقتصادية الجديدة»<sup>9</sup>.

وقد أكد روبرت بارك أن «المدينة والبيئة الحضرية يمثلان وبكل المقاييس المحاولة الأكثر انسجاما والأكثر نجاحا من أجل تغيير عالما الذي نعيش فيه وفقا لرغبتنا الخاصة»<sup>10</sup>. ذلك أن هذه المدينة التي يصنعها الإنسان في نظر «بارك» ليست مجرد طرقات وعمارات ومستشفيات، إلخ. بل هي قبل كل ذلك حالة ذهنية.

## • دور العلاقات الإثنية ومسألة انصهار المهاجرين الوافدين عند «روبرت بارك»

في إطار النموذج الإيكولوجي المقتبس من العلوم الطبيعية وطبقا للتصور السوسولوجي الذي تبناه «بارك» والذي يسير فيه على خطى أستاذه «جورج سيميل»، والذي يعتبر المجتمع كنسق

إستنادا إلى التعاريف السابقة، يمكن القول بأن الهجرة تعني حركة الأشخاص فرديا أو جماعيا من موقع إلى آخر بحثا عن وضع أفضل سواء في المجال الاجتماعي أو الاقتصادي أو الديني أو السياسي.

كما تعد الهجرة أيضا موضوعا للعديد من الدراسات السوسولوجية والأنثروبولوجية، إلخ. وفي هذا الإطار يرى البعض «أن هناك فرقا بين الهجرات الحديثة والهجرات البدائية، فهذه الأخيرة تعد نتاجا لتحركات جماعية بين القبائل القديمة، التي كانت تتحرك من موطنها تحت عوامل طرد ترتبط بالطبيعة المناوئة وضراوة الجماعات المعادية وعجز الإنسان عن الصمود في وجه القوى المادية والبشرية وعدم قدرته على التحكم فيها، ولم يجد أمامه سوى النزوح عن موطنه، وتتميز الهجرات البدائية عن الهجرات الحديثة في أن الأولى تتم في شكل جماعي في حين تتم الحديثة غالبا في شكل فردي»<sup>4</sup>. إلا أن العصر الحديث شهد بدوره هجرات جماعية، ميزتها التحركات القبلية التي قامت بها العديد من القبائل. ويمكن التمييز أيضا بين الهجرة الداخلية والهجرة الخارجية (الدولية). وهذه الأخيرة تشمل حركة السكان بين دولة وأخرى، بمعنى أنها تتعدى الحدود الجغرافية والسياسية للبلد الواحد لتنتقل إلى غيره، ويعتبرها البعض بأنها عبارة عن تنقل دولي للموارد البشرية، مثل نقل التكنولوجيا ورأس المال الدولي.

و«الهجرة، سواء كانت داخلية أو خارجية، قد تكون عبارة عن هجرة تلقائية عفوية أو منظمة، كما يمكن أن تكون من الناحية القانونية عبارة عن هجرة شرعية أو غير شرعية»<sup>5</sup>.

فقد اعتبر كاستلز «أن الهجرة الدولية هي جزء مهم من العولمة وسمت خاصة بها، وإذا ما رحبت الحكومات واستجابت لحرية تنقل الأموال والسلع والأفكار فلا بد من أن تنفتح أمام حرية تنقل الأشخاص»<sup>6</sup>. ذلك أن التدفقات التي عرفتها العديد من البلدان من قبل المهاجرين والانتماءات العرقية والثقافية المختلفة طرحت تحديا كبيرا وحقيقيا، وخاصة ما يتعلق بالخدمات الصحية.

### ب - مدخل نظري للهجرة - مدرسة شيكاغو -

إن مقارنة ظاهرة الهجرة تقتضي منا الوقوف على أهم الاتجاهات النظرية في سوسولوجيا الهجرة، حيث سنقتصر على مدرسة شيكاغو وإسهاماتها، والتي يعد «روبرت بارك» من أهم روادها.

وبناء على ذلك، سنحاول من خلال هذه الدراسة الوقوف على واقع وآفاق صحة المهاجرين بالمغرب، انطلاقاً من تحليل مضمون الوثائق الرسمية ذات الصلة بالمغرب، ومقارنة التجربة المغربية بنماذج عالمية. حيث اعتمدنا في جمع المعطيات على تحليل مضمون هذه الوثائق الرسمية (تقرير السياسة الوطنية للهجرة واللجوء لسنة 2018، المخطط الصحي 2025، إستراتيجية التعاون بين المغرب والمنظمة العالمية للصحة (2017-2021)...)». وقد سمحت لنا هذه الوثائق بالكشف عن مختلف السياسات الصحية المتعلقة بالمهاجرين بالمغرب، إذ وظفنا منهج تحليل المضمون بالاشتغال وفق بحث وثائقي، من خلال استنطاق الوثائق الرسمية المشار إليها سابقاً والاطلاع على نماذج دولية، إلى جانب قيامنا بمقارنة بين المغرب وبلدان أخرى في هذا المجال، وتحليل المعطيات المحصل عليها وتأويلها سوسولوجياً.

## 1. الخلفية السوسولوجية للهجرة والصحة

تقتضي مقارنة موضوع صحة المهاجرين بداية الوقوف على الخلفية النظرية لكل من الهجرة والصحة.

### 1.1. الخلفية السوسولوجية للهجرة

قبل الخوض في الخلفية النظرية للهجرة لابد من تعريف مفهوم الهجرة.

#### أ – الهجرة كمفهوم سوسولوجي

توجد عدة تعاريف للهجرة، منها:

- الهجرة هي « انتقال الأفراد من وطنهم إلى بلد آخر بهدف الإقامة الدائمة فيه»<sup>1</sup>.
- الهجرة هي « انتقال فرد أو مجموعة بشرية معينة من إطار جغرافي إلى آخر، ويشمل هذا الإطار بلدانهم الأصلية أو من قارة إلى أخرى»<sup>2</sup>.
- تعني الهجرة «عبور حدود وحدة سياسية أو إدارية لمدة معينة»<sup>3</sup>.



في هذا السياق العام الوطني والدولي، يمكن طرح الإشكالية التالية:

أين تتجلى الأبعاد الصحية للهجرة بالمغرب؟ وما هي السياسات المتبعة في مجال صحة المهاجرين بالمغرب؟ وما انعكاساتها على مستوى الواقع؟

وهذه الإشكالية يمكن تفريعها إلى مجموعة من التساؤلات:

- ما هي التحديات الصحية للهجرة بالمغرب؟ وأين تكمن الأدوار والمسؤوليات الاجتماعية للدولة اتجاه المهاجرين في مجال الصحة؟

- ما طبيعة البرامج والسياسات الصحية المتبعة للمساهمة في إدماج المهاجرين بالمغرب؟

- إلى أي حد تساهم السياسات الوطنية في مجال صحة المهاجرين في إدماجهم بالمغرب؟

- ما الدور الذي تلعبه منظمات المجتمع المدني في تمكين المهاجرين من الخدمات الصحية وتسهيل إدماجهم بالمغرب؟

للإجابة عن الإشكالية المطروحة، انطلقنا من فرضية عامة مفادها أن هناك تحديات صحية للهجرة بالمغرب في إطار الفضاء الأورو متوسطي، ترتبط من جهة بوصم المهاجرين ومن جهة أخرى بصعوبة ولوجهم الفعال إلى الخدمات الصحية.

وهذه الفرضية قمنا بتفريعها إلى فرضيتين جزئيتين تصب كل واحدة منهما في الأخرى:

• **الفرضية الجزئية الأولى:** هناك تحديات صحية للهجرة تتعلق أساسا بوصم المهاجرين.

• **الفرضية الجزئية الثانية:** توجد تحديات مرتبطة بصعوبة الولوج إلى الخدمات الصحية، يتطلب تجاوزها تعزيز السياسة الوطنية حول صحة المهاجرين.

إن الهدف من هذا العرض هو مساءلة السياسات الصحية وواقع وآفاق صحة المهاجرين بالمغرب، بشكل يضمن تقديم خدمات صحية مناسبة لهم. كما نهدف إلى البحث في التجربة المغربية في هذا الإطار رغم حداثة نشأتها ومقارنتها بتجارب الدول الأخرى، وذلك لرسم الآفاق المستقبلية لهذا النوع من التدخلات لفائدة المهاجرين في ميدان الصحة.

ما هي التحديات الصحية للهجرة بالمغرب؟ وأين تكمن الأدوار والمسؤوليات الاجتماعية للدولة اتجاه المهاجرين في مجال الصحة؟ في هذا الإطار، نستحضر مجموعة من التدخلات للدولة قصد توفير الخدمات الصحية وضمان مجانيته بالنسبة للمهاجرين.

إن الهدف من هذا العرض هو مساءلة السياسات الصحية وواقع وآفاق صحة المهاجرين بالمغرب، بشكل يضمن تقديم خدمات صحية مناسبة لهم.

## مقدمة

إن تنامي ظاهرة الهجرة الدولية جعل من مقاربتها مسألة ضرورية تحتملها التطورات الاقتصادية الإقليمية والدولية؛ حيث أصبحت تطرح تحديات كبرى للدول المستقبلية على المستوى الصحي، وهو ما يتطلب إرساء سياسات صحية، تأخذ بعين الاعتبار صحة المهاجرين، خاصة وأن المغرب بدأ يتحول من بلد عبور إلى بلد استقرار، وهو ما يحتم عليه ضرورة تسهيل الولوج إلى الخدمات الصحية بالنسبة للمهاجرين.

من هذا المنطلق، يمكن استحضار السياق الذي ولدت فيه معضلة الهجرة في المنطقة الأورومتوسطية، والذي يعد المغرب من الدول التي تعنى بهذه المعضلة، باعتباره يشكل جسرا رابطا بين إفريقيا وأوروبا وحلقة وصل مهمة في مسارات الهجرة الإفريقية والمتوسطية. وقد أطلق هذا البلد منذ عقد من الزمن سياسة استباقية لتدبير ظاهرة الهجرة القادمة بالخصوص من إفريقيا جنوب الصحراء، والمتجهة نحو القارة الأوروبية عبر حوض المتوسط. ذلك أن نجاح تجربة الإدماج الاجتماعي للمهاجرين بالدول المتقدمة في مجال الصحة (النموذج الأمريكي والإسباني، من خلال ضمان الحق في الصحة بالنسبة للمهاجرين غير الشرعيين أيضا) دفع مجموعة من الدول الأخرى، ومنها المغرب، إلى تبني سياسات للهجرة تتضمن حلا ناجعا لمعالجة المشاكل المرتبطة بالولوج إلى الخدمات الصحية بالنسبة للمهاجرين (نظام المساعدة الطبية الذي يشمل المهاجرين أيضا). وبالنظر إلى أن موضوع صحة المهاجرين بالمغرب يمثل جانبا مهما من جوانب الهجرة في الفضاء الأورو-متوسطي في سياق العلاقات المغربية، الإفريقية والأوروبية، فإن ذلك سيفيد في إبراز أهم المشاكل الصحية التي يعانيتها المهاجرون بالمغرب، وذلك في أفق إرساء سياسات صحية ملائمة تستهدف المهاجرين.

# السياسات الصحية وواقع وآفاق صحة المهاجرين بالمغرب

حجي نورالدين

## المخلص

إن تنامي ظاهرة الهجرة الدولية جعل من مقاربتها مسألة ضرورية تحتمها التطورات الاقتصادية الإقليمية والدولية. حيث أصبحت تطرح تحديات كبيرة للدول المستقبلية على المستوى الصحي، وهو ما يتطلب إرساء سياسات صحية، تأخذ بعين الاعتبار صحة المهاجرين، خاصة وأن المغرب بدأ يتحول من بلد عبور إلى بلد استقرار، وهو ما يحتم عليه ضرورة تسهيل الولوج إلى الخدمات الصحية بالنسبة للمهاجرين.

من هذا المنطلق، يمكن استحضار السياق الذي ولدت فيه معضلة الهجرة في المنطقة الأوروبية والمتوسطية، والذي يعد المغرب من الدول التي تعنى بهذه المعضلة، باعتباره يشكل جسرا رابطا بين إفريقيا وأوروبا وحلقة وصل مهمة في مسارات الهجرة الإفريقية والمتوسطية. وقد أطلق منذ عقد من الزمن سياسة استباقية لتدبير ظاهرة الهجرة القادمة بالخصوص من إفريقيا جنوب الصحراء، والمتجهة نحو القارة الأوروبية عبر حوض المتوسط.

## أهمية الموضوع

إن نجاح تجربة الإدماج الاجتماعي للمهاجرين بالدول المتقدمة في مجال الصحة (النموذج الأمريكي والإسباني، من خلال ضمان الحق في الصحة حتى بالنسبة للمهاجرين غير الشرعيين) دفع مجموعة من الدول الأخرى، ومنها المغرب، إلى تبني سياسات للهجرة تتضمن حلا ناجعا لمعالجة المشاكل المرتبطة بالولوج إلى الخدمات الصحية بالنسبة للمهاجرين (نظام المساعدة الطبية الذي يشمل المهاجرين أيضا).

في هذا السياق العام الوطني والدولي، يمكن طرح مجموعة من التساؤلات:



## المراجع

عمي علي، «الهجرة بحثاً عن العيش من أجل مقاربات حقوقية أكثر إنسانية»، من أعمال الندوة الدولية: «الهجرة المغاربية: الرهانات الآنية والمنازعات»، وجدة 24 و25 نونبر 2005، منشور بدفاتر مركز الدراسات والأبحاث حول حركات الهجرة المغربية، العدد 8، ماي 2006.

آسية اسويط، «وضعية المهاجرين غير النظاميين بالمغرب وتحديات السياسة الراهنة»، المجلة المغربية للطفل والأسرة، العدد 3، سنة 2015.

خالد الشرقاوي السموني، «السياسة الجديدة للهجرة بالمغرب»، منشور بالموقع الإلكتروني هسبريس، ليوم الأربعاء 1 مارس 2017.

أحمد سكيم، «البعد الانساني في السياسة المغربية الجديدة للهجرة واللجوء»، ندوة «الهجرة غير الشرعية: الأبعاد الأمنية والإنسانية» أيام 4-5 و6 فبراير 2015 الرباط، مداخلة غير منشورة.

رأي المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، في موضوع الهجرة وسوق الشغل، إحالة ذاتية 37/2018.

السياسة الوطنية الجديدة للهجرة، مشروع عرض للسيد الوزير أنس بيرو أمام مجلس النواب، يوم الثلاثاء 7 يناير 2014.

تقرير حول أنشطة الوزارة المنتدبة لدى وزير الشؤون الخارجية والتعاون الدولي المكلفة بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة لسنة 2018، غير منشور.

تقرير وطني صادر عن المندوبية السامية للتخطيط المعنون بـ «السكان والتنمية في المغرب»، تم تقديمه يوم الأربعاء 30 أكتوبر 2019.

- 14 تتألف اللجنة الفرعية المكلفة بتعيين الإطار القانوني والمؤسسي من القطاعات التالية: وزارة الشؤون الخارجية والتعاون، وزارة الداخلية، وزارة العدل والحريات، الوزارة المكلفة بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة، الأمانة العامة للحكومة، وزارة التضامن والمرأة والأسرة والتنمية الاجتماعية، المديرية العامة للأمن الوطني.
- 15 ورد في جواب رئيس الحكومة سعد الدين العثماني، عن «سياسة الحكومة في مجال الهجرة»، الجلسة الشهرية المتعلقة بالسياسة العامة، مجلس النواب، 29 أكتوبر 2018،
- 16 الأجنبي في التعريف القانوني هو كل شخص طبيعي أو معنوي يتواجد على التراب الوطني ولا يحمل جنسية هذا البلد، سواء كانت لهذا الشخص جنسية دولة أخرى أو بدون جنسية. بناء على ذلك تعد الجنسية رابطة قانونية يُعتمد عليها في التمييز بين المواطن والأجنبي كقاعدة عامة.
- 17 تناول الدستور المغربي لفتاح يوليو 2011 مبادئ وحقوقا جوهرية مرتبطة بالأجانب، حيث نصت مقتضيات المادة 30 على أنه: «يتمتع الأجانب بالحريات الأساسية المعترف بها للمواطنين والمواطنات المغاربة، وفق القانون. ويمكن للأجانب المقيمين بالمغرب المشاركة في الانتخابات المحلية، بمقتضى القانون أو تطبيقا لاتفاقيات دولية أو ممارسات المعاملة بالمثل».
- 18 أسية اسويط، «وضعية المهاجرين غير النظاميين بالمغرب وتحديات السياسة الراهنة»، المجلة المغربية للطفل والأسرة، العدد 3، سنة 2015، ص. 295.
- 19 تقرير حول أنشطة الوزارة المنتدبة لدى وزير الشؤون الخارجية والتعاون الدولي المكلفة بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة لسنة 2018، غير منشور، ص. 9
- 20 بموجب المادة 516 من مدونة الشغل، يجب على كل مشغل يرغب في تشغيل أجنبي، أن يحصل على رخصة من قبل السلطة الحكومية المكلفة بالشغل تسلم على شكل تأشيرة توضع على عقد الشغل، ويمكن للسلطة الحكومية المكلفة بالشغل أن تسحب الرخصة في كل وقت.
- 21 رأي المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، في موضوع الهجرة وسوق الشغل، إحالة ذاتية 37/2018، ص. 13-15.
- 22 وقد تم بالفعل تعميم مذكرة للسيد وزير التربية الوطنية والتكوين المهني تسمح بتسجيل أبناء المهاجرين المقيمين بالمغرب في المؤسسات التعليمية إعمالا بمبدأ تساوي الحظوظ بين الأطفال المغاربة والأطفال من أصول مهاجرة وكذا التزاما بالمعاهدات الدولية لحماية الطفولة.
- 23 تقرير حول أنشطة الوزارة المنتدبة لدى وزير الشؤون الخارجية والتعاون الدولي المكلفة بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة لسنة 2018، غير منشور، ص. 3-4.
- 24 نفس المرجع السابق، ص. 5-6.
- 25 أسية اسويط، «وضعية المهاجرين غير النظاميين بالمغرب وتحديات السياسة الراهنة»، المرجع السابق، ص. 296.
- 26 التقرير صدر مؤخرا عن المندوبية السامية للتخطيط، وأنجزته بتمويل من صندوق الأمم المتحدة للإسكان بالمغرب، تم تقديمه يوم الأربعاء 30 أكتوبر 2019.

## الهوامش

- 1 بلغ عدد المهاجرين في العالم سنة 2017 حوالي 258 مليوناً حسب منظمة الأمم المتحدة، أي ما يمثل 3,4 في المائة من سكان العالم، وبالنسبة للقارة الإفريقية فقد قدرت منظمة الأمم المتحدة عدد المهاجرين بنحو 24,7 مليون مهاجر، وهو ما يمثل 2 في المائة من سكان القارة، أما في المغرب وحسب المصدر نفسه فقد شكل عدد المهاجرين 101.200 مهاجر وهو ما يمثل 0,3 في المائة من إجمالي السكان برسم سنة 2017
- 2 جرى الاعتراف عالمياً بالحق في التنقل بموجب الإعلان العالمي لحقوق الإنسان 10 دجنبر 1948 إذ نص في المادة 13 على أن: «لكل فرد حق في حرية التنقل وفي اختيار محل إقامته داخل حدود الدولة، بما في ذلك بلده، وفي العودة إلى بلده.»
- 3 أحمد سكيك، «البعد الإنساني في السياسة المغربية الجديدة للهجرة واللجوء»، ندوة «الهجرة غير الشرعية: الأبعاد الأمنية والإنسانية»، أيام 4-5 و6 فبراير 2015، الرباط، مداخلة غير منشورة.
- 4 رأي المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، في موضوع الهجرة وسوق الشغل، إحالة ذاتية 37/2018، ص. 13.
- 5 وتتم سياسات الهجرة بتباينها، إذ هناك سياسات مبنية وفق منطق الإدماج أو الاستيعاب، وأخرى تتبنى منطق الهجرة المنتقاة، بينما توجد سياسات تنتهج استراتيجية إغلاق الحدود، عموماً تحاول البلدان إيجاد توازن، بشكل لا يجعل حدودها مفتوحة تماماً ولا مغلقة تماماً.
- 6 عمي علي، «الهجرة بحثاً عن العيش من أجل مقاربات حقوقية أكثر إنسانية»، من أعمال الندوة الدولية: «الهجرة المغربية: الرهانات الآنية والمنازعات»، وجدة 24 و25 نونبر 2005، منشور بدفتر مركز الدراسات والأبحاث حول حركات الهجرة المغربية، العدد 8، ماي 2006، ص. 37.
- 7 مقتطف من خطاب جلالة الملك محمد السادس في نونبر 2013، بمناسبة الذكرى 38 للمسيرة الخضراء.
- 8 حيث تم تنزيلها عبر 11 برنامجاً و81 عملية همت إجابات متجددة للتحديات التي تطرحها قضية الهجرة على المستوى الإنساني والاقتصادي والثقافي والاجتماعي. حسب ما ورد في جواب رئيس الحكومة سعد الدين العثماني عن سؤال «سياسة الحكومة في مجال الهجرة»، الجلسة الشهرية المتعلقة بالسياسة العامة، مجلس النواب، 29 أكتوبر 2018.
- 9 السياسة الوطنية الجديدة للهجرة، مشروع عرض للسيد الوزير أنيس بيرو أمام مجلس النواب، يوم الثلاثاء 7 يناير 2014.
- 10 تقرير حول أنشطة الوزارة المنتدبة لدى وزير الشؤون الخارجية والتعاون الدولي المكلفة بالمغرب المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة لسنة 2018، ص. 2، غير منشور.
- 11 خالد الشرقاوي السموني، «السياسة الجديدة للهجرة بالمغرب»، منشور بالموقع الإلكتروني هسبريس، ليوم الأربعاء 01 مارس 2017.
- 12 حيث توطر هذه الدورية المشتركة جميع العمليات المرتبطة بتسوية وضعية المهاجرين وتحدد الشروط والمعايير التي يجب استيفائها للحصول على الإقامة كما تحدد الدورية الأشخاص والفئات المستهدفة من هذه العملية.
- 13 من المعطيات التي وردت في جواب رئيس الحكومة سعد الدين العثماني عن سؤال «سياسة الحكومة في مجال الهجرة»، الجلسة الشهرية المتعلقة بالسياسة العامة، مجلس النواب 29 أكتوبر 2018.

فيما يخص استفادة المهاجرين من البرامج الصحية، نذكر على سبيل المثال: البرنامج الوطني لمحاربة داء السل (استفاد 967 مهاجرا من الكشف خلال سنة 2018)، البرنامج الوطني لمحاربة الأمراض الطفيلية، تتبع الأمراض المزمنة كداء السكري والضغط عن طريق الحملات التحسيسية، كما تستفيد المهاجرات من برامج مراقبة الحمل والولادة (745 مستفيدة خلال سنة 2018)، برامج تنظيم الأسرة (502 مستفيدة خلال سنة 2018)، وكذا البرنامج الوطني للتلقيح بالنسبة لأطفالهم (751 طفلا مستفيدا خلال سنة 2018).<sup>24</sup>

أما على مستوى السكن، فإن المغرب مطالب بنهج سياسة سكنية تراعي تمكين المهاجرين من السكن اللائق، وتحرص على حسن توزيعهم حتى لا يتحولوا إلى العيش في أماكن تجعل منهم فئة معزولة تجمعها ثقافة وقيم خاصة. وذلك عبر اعتماد إجراءات جديدة تخول للمهاجرين المقيمين بصفة قانونية الاستفادة من السكن الاجتماعي والاقتصادي والاستفادة من قروض السكن.<sup>25</sup>

وجاء في تقرير وطني صادر عن المندوبية السامية للتخطيط المعنون «السكان والتنمية في المغرب»<sup>26</sup>، أن الحصول على السكن عامل أساسي للاندماج الاجتماعي للمهاجرين واللاجئين في البلد المضيف. وذكر التقرير أن 49 في المائة من الأسر الأجنبية المقيمة في المغرب تكتري سكنها، لكن فئة المهاجرين في وضعية إدارية غير قانونية غالبا ما تعيش في المخيمات في الغابات أو ضواحي المدن.

## خاتمة

إن الخطوات التي شرع المغرب في القيام بها والرهانات التي يسعى إلى بلوغها من خلال تنظيم مجال الهجرة وأسننتها، رغم أهميتها إلا أنها تبقى وحدها غير كافية في معالجة هذه الظاهرة، حيث أن نجاح سياسة وطنية في مجال الهجرة وضمن استمراريتها، مرهون بالحوار والشراكة مع جميع الدول المعنية بقضية الهجرة، وخاصة بلدان الاتحاد الأوروبي، ودول الجوار المغربي والدول الإفريقية جنوب الصحراء.

كما إن ربح هذا الرهان يتوقف على مدى مساهمة كل القطاعات والمؤسسات الحكومية، والقطاع الخاص، والمجتمع المدني، والأحزاب السياسية، وكل شرائح المجتمع المغربي، المساهمة الفعالة في تنزيل هذه السياسة على أرض الواقع وتجويدها، بل وحمائيتها من كل ما يمكن أن يشوش على بعدها ومهمتها النبيلة، الإنسانية والتضامنية.



## المطلب الثاني : الاندماج السوسيو ثقافي في إطار السياسة الجديدة للهجرة

نص تصدير الدستور المغربي على تنوع مقومات هويتها الوطنية (...). والغنية بروافدها الإفريقية والمتوسطية (...). وتشبث الشعب المغربي بقيم الانفتاح والاعتدال والتسامح والحوار، والتفاهم المتبادل بين الثقافات والحضارات الإنسانية جمعا.

كما ألزم القانون الدولي الدول المضيقة على احترام الهوية الثقافية لجميع الأجنبي وأفراد أسرهم وكذا على أوامرهم الثقافية التي تربطهم ببلدهم الأصلي واحترام حرية الآباء في ضمان التعليم الديني والأخلاقي لأطفالهم وفقا لمعتقداتهم الشخصية.

وفي هذا الصدد عملت الحكومة على المستوى الثقافي واللغوي على تمكين أطفال المهاجرين من التسجيل في المدارس العمومية بغض النظر عن الوضعية القانونية لأولياء أمرهم<sup>22</sup>. حيث تم تسجيل 5545 مستفيدا برسم الموسم التربوي 2017-2018، من بينهم 2729 فتاة..

وفي نفس السياق تم تنظيم دروس للدعم والتقوية للأطفال من أبناء المهاجرين، وتم وضع برامج لتعليم اللغات والثقافة المغربية للمهاجرين وأفراد أسرهم حتى يستوعبوا الخصوصيات الثقافية والحضارية للمغرب، لضمان اندماج سلس بالمجتمع المغربي. ففيما يخص دروس التقوية والدعم، هناك حوالي 300 مستفيد برسم الموسم التربوي 2017-2018. وبالنسبة لدروس تعليم اللغات والثقافة المغربية نجد حوالي 1615 مستفيدا برسم الموسم التربوي 2017-2018<sup>23</sup>.

وفي مجال تعزيز الاندماج الثقافي للمهاجرين، وبشراكة مع الجمعيات العاملة في المجال الثقافي، تم تنظيم أنشطة ثقافية وفنية، تستهدف النهوض والتعريف بقضايا التنوع الثقافي داخل المجتمع المغربي، والمساهمة في إدماج المهاجرين بمختلف جنسياتهم، وترسيخ قيم التسامح والتعايش والانفتاح، إضافة إلى تطوير التواصل والتحسيس بمفهوم الهجرة واللجوء.

أما على مستوى قطاع الصحة، فمنذ الإعلان عن السياسة الجديدة للهجرة، بادرت الحكومة، عن طريق لجان متخصصة، لدراسة كل الإمكانيات المتاحة لضمان ولوج المهاجرين للخدمات الصحية أسوة بالمواطنين المغاربة، والبحث عن إمكانية الاستفادة المقيمين منهم بصفة قانونية بالمغرب المتوفرين على شروط الولوج المجاني، من نفس العلاجات الطبية المقدمة للمواطنين المغاربة في إطار نظام المساعدة راميد.

المدخل الرئيسي لتحقيق الاندماج لكونه يعد من العوامل الرئيسية التي تجعل المهاجر يغادر بلده الأصلي<sup>18</sup>.

إن مسألة التكوين والتأهيل والاندماج في سوق الشغل تبقى حاسمة في إنجاح مسلسل الاندماج الفعلي داخل المجتمع المغربي. ونظرا لأهمية هذا المحور، عملت المملكة المغربية على تنفيذ برنامج لإدماج الشباب المهاجر في منظومة التكوين المهني، وذلك من خلال تحديد شعب التكوين التي تتماشى مع فرص الشغل المتاحة وفقا لخصوصية المشاركين في هذه العملية.

وفي تقرير حول أنشطة الوزارة المنتدبة لدى وزير الشؤون الخارجية والتعاون الدولي المكلفة بالمغرب المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة لسنة 2018، تمت الإشارة إلى أن برنامج التشغيل المقترح من جانب الوزارة يهدف إلى تيسير ولوج المهاجرين في وضعية قانونية لمناصب الشغل، وتشجيع خلق المقاولات من طرفهم، وتغطية الحاجات الخاصة من اليد العاملة.

ففيما يخص الإحصائيات المرتبطة بإدماج المهاجرين في برامج وخدمات البحث عن الشغل، عرفت تسجيل 1758 مهاجرا خلال الفترة ما بين 2015-2018، كما تم تمكين المهاجرين من الاستفادة من خدمات مكاتب الوكالة الوطنية لإنعاش الشغل والكفاءات<sup>19</sup>.

وتجدر الإشارة هنا إلى أن تشغيل المهاجرين يخضع لأحكام مدونة الشغل لسنة 2004، بموجب مقتضيات الباب الخامس المتعلق بتشغيل الأجانب (المواد من 516 إلى 521)، وكذا مقتضيات القانون رقم 19.12 المتعلق بتحديد شروط التشغيل، والشغل المتعلقة بالعاملات والعمال المنزليين<sup>20</sup>.

وتنص ديباجة مدونة الشغل على أن مقتضياتها تطبق « في كل أرجاء التراب الوطني وبدون تمييز بين الأجراء يقوم على أساس السلالة أو اللون أو الجنس أو الإعاقة أو الحالة الزوجية أو العقيدة أو الرأي السياسي أو الانتماء النقابي أو الأصل الوطني أو الأصل الاجتماعي.

ويستشف من ذلك أن مبدأ المساواة وعدم التمييز بين الأجانب والمواطنين هو مبدأ راسخ في علاقة الشغل وفي ظروف العمل<sup>21</sup>.

- تجويد صورة المهاجرين في صفوف المجتمع المغربي؛

- الاعتراف للمهاجرين المقيمين بالمغرب بحقوقهم المدنية والاقتصادية والثقافية.

وفي هذا الصدد تم تمكين المهاجرين واللاجئين من الولوج إلى مجموع الخدمات العمومية، كالتهليم والصحة والسكن الاجتماعي والمساعدة الاجتماعية والإنسانية والحماية القانونية والتكوين المهني والشغل، شأنهم في ذلك شأن المغاربة، وذلك بتنسيق مع القطاعات الحكومية والمؤسسات العمومية وبشراكة مع جمعيات المجتمع المدني<sup>15</sup>. وهو الأمر الذي سنعمل على استبيانته في المبحث الموالي.

## المبحث الثاني: الحقوق المعترف بها للأجنبي في ظل السياسة الجديدة للهجرة

صارت الهجرة جزء من الحياة الاجتماعية بالمغرب، تسائل قيم مجتمعه من كرم وضيافة وتجعلها على المحك، بل أكثر من ذلك تضع إشكالية حماية الحقوق الأساسية للأجنبي بالمغرب محط اهتمام دولي متزايد<sup>16</sup>، كل ذلك في ظل وضع داخلي يتسم بسيادة خطاب حقوقي قوي من لدن الجهات الرسمية وغير الرسمية<sup>17</sup>.

نتحدث هنا عن جملة من الحقوق المعترف بها، والتي تؤهل المهاجرين المستقرين بالمغرب في وضعية قانونية سليمة، إلى ما يمكن تسميته بالاندماج الاقتصادي للمهاجرين (المطلب الأول) وكذا الاندماج السوسيو-ثقافي (المطلب الثاني).

### المطلب الأول: الاندماج الاقتصادي في إطار السياسة الجديدة للهجرة

يتضمن هذا الميدان مجموعة من المؤشرات التي تعمل على تحسين ولوج المهاجرين لسوق الشغل، وتشجيع المبادرات الفردية والجماعية الهادفة إلى دعم التنمية المحلية والوطنية.

فالتشغيل له دور مهم في المسار الاندماجي للمهاجرين، ويعتبر المؤشر الرئيسي الذي تركز عليه أغلب الحكومات والمجتمعات التي تتبنى سياسات للهجرة قائمة على إدماج المهاجرين، بل إنه

بتحديد تأليف اللجنة الوطنية لتنسيق إجراءات مكافحة الاتجار بالبشر والوقاية منه، كما تم إعداد مشروع القانونين بشأن اللجوء والهجرة، اللذين سيعرضان على أنظار السلطة التشريعية لإتمام إجراءات المصادقة.

وهذه النصوص القانونية، التي ستشكل ترسانة تشريعية مهمة في مجال الهجرة واللجوء، لا بد أن تحقق الملاءمة مع الاتفاقيات الدولية الخاصة بحقوق المهاجرين واللاجئين التي صادقت عليها المملكة المغربية، ومع مقتضيات الدستورية الجديدة، والالتزامات الدولية للمغرب المتعلقة باحترام حقوق الإنسان بشكل عام.

### ثالثا : الاندماج الاقتصادي والسوسيوثقافي للمهاجرين المقيمين في المغرب

إن التحولات الشاملة التي يعرفها المغرب في مجال حماية حقوق الإنسان، طبقا لمقتضيات الدستور والتزامات المغرب الدولية، شكل امتدادا طبيعيا لمشروع المجتمع الحديث، والذي يتمتع فيه الجميع، مغاربة وأجانب، بالحرية والمساواة في الفرص، والاحترام والكرامة والعدالة.

وفي هذا السياق، وبما أن المغرب لديه جالية مقيمة في أوروبا ودول الخليج العربي والقارة الأمريكية، ويهمه بالتالي الحفاظ على حقوقها، بحيث «لا يمكننا الدفاع عن حقوق جاليتنا في الخارج وعن المهاجرين المغاربة في البلدان المستقبلية للهجرة وأن نغض الطرف، في الآن ذاته، عن حقوق المهاجرين المتواجدين ببلادنا». إن إستراتيجية المغرب في هذا المجال تهدف إلى تحقيق التناغم بين مجموع الترسانة القانونية لزيادة الفعالية والانسجام، ثم تفعيل مسطرة المصادقة على القوانين الدولية ذات الصلة.

وتعتمد سياسة اندماج المهاجرين بالمغرب على مجموعة من المنطلقات المؤطرة لهذه العملية يمكن إجمال أهمها فيما يلي:

- إقحام مسألة الهجرة بالمغرب في أبعادها الشاملة في السياسات العمومية؛
- السهر على تساوي الحظوظ بين المهاجرين والمواطنين المغاربة التي تضمنها قوانين المملكة؛
- تشجيع المهاجرين على التعرف على القيم والحضارة المغربية؛

كما بلغ عدد اللاجئين المعترف بهم من قبل مكتب شؤون اللاجئين وديمي الجنسية، 755 لاجئا من جنسيات مختلفة، حسب أرقام وزارة الخارجية والتعاون برسم سنة 2018، والاستماع من طرف اللجنة المختصة إلى 1097 طالب لجوء من جنسية سورية<sup>13</sup>.

بفضل هذه التسوية، تمكن المستفيدون من المهاجرين من التمتع تقريبا بنفس الحقوق المخولة للمغاربة.

### ثانيا : تأهيل الإطار القانوني والمؤسساتي في مجال الهجرة واللجوء

هذه السياسة الجديدة في مجال الهجرة، وإن كانت سياسة رائدة وناجحة، ينبغي أن تكون معززة بقوانين حديثة للهجرة، علما بأن المغرب يتوفر على قانون أساسي ومهم في مجال الهجرة هو القانون رقم 02-03، الذي كان يطغى مع الأسف عليه الهاجس الأمني بدل المقاربة التنموية. فالمغرب في حاجة إلى قانون مغربي جديد ينظم عملية الهجرة، ويضبط إقامة الأجنبي به.

فقانون سنة 2003 تحكّم في وضعه الهاجس الأمني، ما فوت عليه الأخذ بعين الاعتبار الجوانب الاجتماعية والثقافية والسياسية والإنسانية للمهاجرين أو المقيمين الأجنبي، كما أن هذا القانون صدر فقط لإرضاء أطراف أجنبية، وفي مقدمتها إسبانيا ودول الاتحاد الأوروبي، لجعل المغرب الدركي الموكل له مهمة مراقبة الحدود المغربية-الأوروبية.

ومن ثم فإن تأهيل الإطار القانوني والمؤسساتي الوطني يجب أن يأخذ بعين الاعتبار ما يتطلبه استقبال المهاجرين من إمكانات لتوفير الظروف الملائمة لإقامتهم، وتمكين المقيمين منهم بطريقة شرعية من فرص الشغل وأسباب الاندماج الاقتصادي والاجتماعي وشروط العيش الكريم.

وفي هذا الإطار، شرعت اللجنة الفرعية المكلفة بتحيين الإطار القانوني والمؤسساتي بتنسيق المندوبية الوزارية لحقوق الإنسان، منذ الإعلان على بلورة سياسة جديدة في مجال الهجرة واللجوء، على تحيين الإطار التشريعي للمحاور الثلاثة لسياسة الهجرة، ويتعلق الأمر بالهجرة، اللجوء، والاتجار في البشر<sup>14</sup>.

وقد تم الشروع في تحديث الإطار التشريعي والتنظيمي المتعلق بالهجرة، وذلك من خلال اعتماد القانون رقم 14-27 المتعلق بمحاربة الاتجار بالبشر، واعتماد المرسوم رقم 2.17.740 المتعلق

## المطلب الثاني: محاور السياسة الجديدة للهجرة

تهدف الاستراتيجية الوطنية للهجرة واللجوء إلى ضمان إدماج أحسن للمهاجرين وتدابير أفضل لتدفقات الهجرة، في إطار سياسة منسجمة شاملة ذات بعد إنساني ومسؤول، من خلال تسهيل اندماج المهاجرين، وتأهيل الإطار القانوني، مع تدبير تدفق المهاجرين في إطار احترام حقوق الإنسان ووضع إطار مؤسساتي ملائم<sup>10</sup>.

فالسياسة الجديدة للهجرة بالمغرب تستند في تدخلاتها على محاور ثلاثة أساسية، المحور الأول يعتمد على تسوية الوضعية القانونية لطالبي اللجوء والمهاجرين في وضعية غير قانونية (أولاً)، والمحور الثاني يتعلق بتأهيل الإطار القانوني والمؤسساتي في مجال الهجرة واللجوء (ثانياً)، أما المحور الثالث فيتمحور حول الاندماج الاقتصادي والسوسيوثقافي للمهاجرين المقيمين في المغرب (ثالثاً).

### أولاً: تسوية الوضعية القانونية لطالبي اللجوء والمهاجرين في وضعية غير قانونية

وعيا من المغرب بالوضعية الهشة التي يعيشها الأجانب وأفراد أسرهم وبما يترتب عن ذلك من حاجة إلى حماية ملائمة، فقد بادرت المملكة إلى تسوية وضعية آلاف المهاجرين السريين، وغالبيتهم الساحقة من المهاجرين الأفارقة. ومن المتوقع أن يرتفع العدد خلال السنوات القادمة؛ إذ تمكنت هذه الفئة من الحصول على بطاقة الإقامة، فأصبحت تعيش بالمغرب بشكل قانوني<sup>11</sup>.

وفي هذا الإطار، أطلق المغرب أول عملية للتسوية الاستثنائية للمهاجرين المتواجدين فوق تراب المملكة في وضعية إدارية غير قانونية، وذلك ابتداءً من 2 يناير إلى 31 دجنبر 2014، حيث تم توقيع دورية مشتركة بين وزير الداخلية والوزير المكلف بالعمارة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة<sup>12</sup>.

أسفرت هذه العملية عن تسوية 23096 حالة، تمثل 83 في المائة من العدد الإجمالي للطلبات المقدمة والتي وصلت 27649. وفي الفترة الممتدة من متم دجنبر 2016 إلى غاية متم دجنبر 2017، تم إيداع أكثر من 28000 طلب تسوية، حظي ما يقارب 20000 طلب منها بالموافقة، على أن باقي الطلبات بصدد الدراسة من طرف اللجنة الوطنية للطعون.

وقد تم التأكيد على هذا التوجه في الخطاب الملكية السامية حول السياسة الجديدة للهجرة، حيث جاء في إحداها: «إن العلاقات المتميزة التي تجمع المغرب بدول إفريقيا جنوب الصحراء، ليست سياسية واقتصادية فقط، وإنما هي في العمق روابط إنسانية وروحية عريقة (...)» وأمام التزايد الملحوظ لعدد المهاجرين، سواء من إفريقيا أو من أوروبا، فقد دعونا الحكومة لبلورة سياسة شاملة جديدة، لقضايا الهجرة واللجوء، وفق مقاربة إنسانية، تحترم الالتزامات الدولية لبلادنا وتراعي حقوق المهاجرين»<sup>7</sup>.

فهذه السياسة تهدف إلى ضمان حقوق المهاجرين واللاجئين وتحسين اندماجهم داخل المجتمع المغربي، انسجاما مع الاتفاقيات والمواثيق الدولية التي التزم المغرب باحترام بنودها<sup>8</sup>. إن السياسة المغربية الجديدة في مجال الهجرة واللجوء إنسانية في فلسفتها ومضمونها، تتوخى توفير سبل العيش الكريم للمهاجرين واللاجئين وأفراد أسرهم، وتعنى بالرقى بحقوقهم وبمستوى عيشهم. وفي هذا الصدد، فقد بنيت هذه السياسة على عدة مبادئ توجيهية:

- «إنسانية في فلسفتها»، وذلك بوضع المهاجر في صلب الاهتمامات وذلك من خلال العمل على توفير السبل الكفيلة بإدماجه والمحافظة على هويته وإشراكه اقتصاديا واجتماعيا من أجل تمكينه من لعب دور فعال في تطوير العلاقات المنتجة وتحقيق التقارب بين الشعوب والثقافات؛
- «شمولية في مضمونها»، عبر تقوية وتوسيع نطاق الشراكة والتعاون مع كل الفاعلين ومع المهاجرين أنفسهم، وذلك من أجل تحقيق تدبير شمولي ومواكبة مندمجة لمسلسل الهجرة في كافة مراحلها؛
- «مسؤولية في منهجيتها»، عبر ضمان حقوق وكرامة المهاجرين من خلال تحسين ظروف العيش وضمن حرية تنقل الأشخاص والبضائع ورؤوس الأموال<sup>9</sup>.

فالمغرب يعد أول بلد من بلدان الجنوب يبلور سياسة شمولية في مجال حماية حقوق المهاجرين، تعتمد بالأساس على مقاربة إنسانية حقوقية تنسجم مع الالتزامات الدولية للمملكة وتضع أسس نموذج مغربي للهجرة، وهذا ما يتجلى بالأساس في المحاور التي شملتها هذه السياسة الجديدة للهجرة، التي سنتطرق إليها في المطلب الموالي.

ويأتي موضوع البحث في سياق الوقائع الوطنية الجديدة ذات الصلة بالمهاجرين واللاجئين المتمثلة في تبني سياسة جديدة للهجرة واللجوء بالمغرب. وعلى هذا الأساس سنتناول في المبحث الأول الإطار العام المنظم للسياسة الجديدة للهجرة بالمغرب، على أن نتطرق في المبحث الثاني لبعض الحقوق المعترف بها للأجانب بالمغرب على ضوء تلك السياسة الجديدة للهجرة.

## المبحث الأول : الإطار العام للسياسة الجديدة للهجرة بالمغرب

منذ سنة 2013، عرفت السياسة التي ينتهجها المغرب في مجال الهجرة منعطفا مهما، بناء على التوجيهات التي أعطاها جلالته الملك محمد السادس للحكومة من أجل بلورة سياسة للهجرة تكون إنسانية في فلسفتها، وشاملة في مضامينها، ومسؤولة في منهجيتها، ومواكبة للتطورات التي تعرفها هذه الظاهرة. وقد جاءت هذه التوجيهات إثر نشر خلاصات التقرير الذي أعده المجلس الوطني لحقوق الإنسان حول وضعية المهاجرين بالمغرب. تحت عنوان «الأجانب وحقوق الإنسان بالمغرب: من أجل سياسة جديدة في مجال اللجوء والهجرة»<sup>4</sup>.

وسنعمل في هذا المبحث على إبراز منطلقات ومركزات هذه السياسة الجديدة (المطلب الأول) مع استعراض المحاور التي اعتمدت عليها (المطلب الثاني).

### المطلب الأول: مرتكزات السياسة الجديدة للهجرة

يمكن تعريف سياسات الهجرة بكونها مجموعة من الإجراءات المنسقة والتدابير الرامية إلى ضمان تدبير أفضل لأفواج المهاجرين في مجال ترابي معين. وينبغي أن يرتكز وضع أي سياسة للهجرة على مقاربة قائمة على التخطيط، من أجل بلورة حلول اقتصادية وسياسية وتشريعية وإدارية للتحديات التي تفرضها الهجرة<sup>5</sup>.

إن إشكالية الهجرة العالمية بالمنحى الذي اتخذته منذ بداية الألفية الثالثة إلى الآن، تفرض على المجتمع الدولي التعاطي الحقوقي الإنساني ولا شيء غيره ودون تفرقة بين مهاجرين شرعيين ومهاجرين سرعيين<sup>6</sup>.



# حقوق الأجنبي بالمغرب على ضوء السياسة الجديدة للهجرة

حافظ بكور

## المخلص

تحول المغرب منذ عقدين من الزمن، من دولة مصدرة للهجرة نحو الخارج، إلى دولة استقبالية وإقامة، حيث صار عدد مهم من المهاجرين يقصدونها للعمل أو للدراسة، وآخرون يوجدون في وضعية غير نظامية فرضت عليهم أوضاعهم المكوث بالمغرب، بالإضافة إلى طالبي اللجوء واللاجئين.

وفي سياق الوقائع الوطنية الجديدة ذات الصلة بالمهاجرين واللاجئين المتمثلة في تبني سياسة جديدة للهجرة واللجوء بالمغرب، حاول هذا البحث وضع الإطار العام المنظم للسياسة الجديدة للهجرة بالمغرب، مع استعراض لبعض الحقوق المعترف بها للأجنبي بالمغرب على ضوء تلك السياسة الجديدة للهجرة.

## مقدمة

أمام عولمة تدفقات الهجرة في العقود الأخيرة<sup>1</sup>، تعددت فئات الأجنبي، منهم المقيمون الدائمون، والمهاجرون، واللاجئون، وطالبي اللجوء، وضحايا الاتجار بالبشر، والطلاب الأجنبي، والزوار المؤقتون، وعديمو الجنسية، وتحولت معها العديد من البلدان من دول عبور إلى دول استقبالية واستقرار للمهاجرين واللاجئين<sup>2</sup>.

والمغرب تحول بدوره منذ عقدين من الزمن، من دولة مصدرة للهجرة نحو الخارج، إلى دولة عبور، ثم دولة استقبالية وإقامة، خصوصا مواطني جنوب الصحراء؛ حيث صار عدد مهم من المهاجرين يقصدونها للعمل أو للدراسة أو لقضاء تقاعدهم، وآخرون يوجدون في وضعية غير نظامية فرضت عليهم أوضاعهم المكوث بالمغرب، بالإضافة إلى طالبي اللجوء واللاجئين<sup>3</sup>.

الفردية والجماعية للمهاجر الوادوني إلى أوروبا، وتقديم عدة توصيات في نهاية هذه الدراسة منها:

- ضرورة إحداث مرصد جهوي لتوثيق وحفظ الذاكرة الفردية والجماعية للمهاجر الوادوني.
- التفكير في إحداث متحف لحفظ التراث المادي والتاريخي للمهاجرين المنحدرين من إقليم كلميم.
- إحداث مركز للدراسات والأبحاث التاريخية والاجتماعية حول الهجرة.
- العمل على برمجة تاريخ الهجرة العمالية بهذا المجال في المناهج المحلية والجهوية لنقل ذاكرة الهجرة إلى الأجيال.

وعليه، سجلنا من خلال هذه القراءة المتواضعة أهمية هذا الكتاب، الذي يعد وثيقة تاريخية وقيمة علمية إضافية لغناه المعرفي، تنضاف للخزانة المغربية حول موضوع الهجرة الدولية، بالنظر إلى أهمية القضايا التي يعالجها هذا الكتاب، ومنها ظاهرة الهجرة الوادونية، وما تحمله من دلالات اجتماعية وتكشف عنه من جوانب إنسانية مرتبطة بالتحويلات التي عرفها العالم المتوسطي في القرن العشرين.

الوادنوني إلى أوروبا سواء بشكل منظم أو سري، لا يهدف في كل الأحوال إلا إلى تحويل الشهادة الشفهية من مستوى المروي وإخضاعها للمقابلة على مستوى الذاكرة المؤرشفة...، حين تنقلب الأشياء المنقولة من حقل الشفاهة إلى حقل الكتابة».

لقد جال الباحث الحسان منصور في موضوع الهجرة الوادنونية إلى أوروبا، من خلال إجراء المقابلات الشفوية مع الذين مارسوا هذه الهجرة بنوعها القانونية وغير الشرعية (السرية)، بهدف توثيق هذه الهجرة في إطار شهادات ناطقة وحية لأفراد عاشوا وعاشوا فعل الهجرة إلى أوروبا، ولا زالوا يحملون في ذاكرتهم هذه الأحداث المرتبطة بها. وذلك من خلال طرح عدة أسئلة مباشرة على المهاجر، واستفزازه بأسئلة أخرى لجعله يبوح بأكبر عدد من المعلومات عن تجربته الشخصية وربما المعاناة التي واجهها في المهجر، وتذكر مراحل الهجرة وحيثياتها، حيث أخضع الباحث هذه المقابلات الشفوية للنقد والتمحيص من خلال المقابلة بينها.

وخلص الباحث من خلال هذه المقابلات التي أورد بعضها في ختام هذا الفصل، إلى أن ظاهرة الهجرة تولدت لدى العديد من المهاجرين كإقصاء اجتماعي مقارنة بوضعيته في المجتمع الأصلي، حيث ساهمت الأوضاع الاجتماعية المزرية للعديد من الأسر الوادنونية في اختيار أبنائها الهجرة للخارج، سواء في عهد الضابط الفرنسي فليكس موغا في ستينيات القرن الماضي للعمل في المناجم، أو مع تفشي ظاهرة الهجرة السرية في بداية الألفية الثالثة، حيث تأزم الأوضاع الاقتصادية والاجتماعية بانتشار البطالة في صفوف الشباب، الذين فضلوا ركوب قوارب الموت لتحقيق بعضاً من أحلامهم بالوصول للضفة الأخرى في جزر الكناري الإسبانية.

## خاتمة

مؤدى القول، يعد البحث في ظاهرة الهجرة بشكل عام والوادنونية بشكل خاص، أمراً ليس بالهين، على اعتبار تشعب هذا الموضوع وتداخل عناصره المادية والموضوعية، مما يستدعي من الباحث في تاريخ الهجرة الكشف عن أسبابها والأهداف المتوخاة من القيام بها ورصد أهم نتائجها، وهذا ما قام به الباحث الحسان منصور من خلال تتبعه لأطوار الهجرة الوادنونية في كل مراحلها، ورصد تحويلاتها المالية، والوقوف على تأثيرها على البنية الاجتماعية بمنطقة واد نون، وتبسيطه الضوء على الحقائق التاريخية المرتبطة بالهجرة غير الشرعية، بتوثيق الذاكرة

نون خاصة، رغم غياب معطيات دقيقة عن حجم هذه التحويلات المالية، التي بلغت فقط سنة 1961 ما يقارب 25 مليون سنتيم في الشهر حسب ما صرح به «أوجين جستان» القنصل الفرنسي بأكادير.

وتطرق الباحث في الفصل الثاني إلى ظاهرة الهجرة غير الشرعية من منطقة واد نون إلى أوروبا، لاسيما إلى جزر إسبانيا في العقود الأخيرة من القرن العشرين وبداية الألفية الثالثة، وذلك بسبب النمو الديمغرافي والإشكالات الاجتماعية وعلى رأسها البطالة مما يدفع عددا كبيرا من شباب واد نون، إلى ركوب قوارب الموت في اتجاه جزر الكناري الإسبانية الموجودة بالمحيط الأطلسي قبالة سواحل واد نون، واستمرار تدفق هذه الهجرة السرية رغم التشديدات الأمنية والمراقبة المشتركة بين المغرب والاتحاد الأوروبي للسواحل الجنوبية الأطلسية، والتي أسفرت عن توقيف الدرك الملكي في الفترة ما بين 2004 و2011م حوالي 1677 مهاجرا من منطقة واد نون ودول إفريقيا جنوب الصحراء، كانوا متوجهين إلى جزر الكناري، فتم ترحيل سنة 2005 مثلا حوالي 970 مرشحا للهجرة من أصول إفريقية منهم: 394 ماليا، و284 سنغاليا، و93 غينيا، و60 غامبيا، و129 كاميرونيا.

ويشكو الباحث في هذا الفصل من غياب معطيات دقيقة عن عدد المهاجرين السريين بمنطقة واد نون بقوله ما نصه: «للأسف لا تسعفنا الوثائق والمعطيات الإحصائية التي تم الحصول عليها في التعرف على الأعداد الحقيقية للذين مارسوا فعل الهجرة غير الشرعية من منطقة وادنون، بحكم انتمائهم القبلي والاجتماعي لهذا المجال...، أما الوثائق المتعلقة بجمعية واد نون للهجرة والتنمية، فلا تكاد تنفعنا هي الأخرى في تقديم معطيات دقيقة حول التأريخ لهذه الظاهرة الهجرية». كما نبه إلى المعاناة النفسية والاجتماعية التي يخلفها رحيل هؤلاء الشباب عن وطنهم، واصطدامهم بواقع مرير في بلاد المهجر، وأن كثيرا من المرشحين للهجرة يكون مصيرهم عادة الموت في عرض البحار دون تحقيق حلمهم في الوصول للضفة الأخرى.

وانتهى الباحث في الفصل الثالث إلى توثيق التاريخ والذاكرة الفردية والجماعية للمهاجر الوادوني إلى أوروبا، مبرزا أهمية توثيق هذه الذاكرة وصيانتها وتقديمها في شكل منتج فكري يغني الخزانة المحلية والمغربية، بإحدى التجارب الإنسانية لضرورات اقتصادية واجتماعية في النصف الثاني من القرن 20م وبداية الألفية الثالثة، حيث يقول عن هذه التجربة ما نصه: «إن عملنا في هذا المجال والذي نتغيا من ورائه المساهمة في توثيق الذاكرة الفردية والجماعية للمهاجر

تطرق الباحث أيضا في هذا الفصل إلى الهجرة الدولية إلى أوروبا خلال فترة الستينات، بسبب حاجة الدول الأوروبية بعد نهاية الحرب العالمية الثانية إلى يد عاملة أجنبية، تحرك عجلة الاقتصاد وتعوض النقص الحاصل في أعداد العمال الأوروبيين بسبب مخلفات الحرب، ولذلك كانت بلدان شمال إفريقيا خزانا بشريا لليد العاملة التي تحتاجها المصانع والمعامل الأوروبية التي استعادت عافيتها في النصف الثاني من القرن 20م، بعد توقيع اتفاقية يونيو 1963م، مع فرنسا الخاصة بجلب اليد العاملة المغربية، التي ارتفعت حسب الإحصاءات الرسمية من 49.653 مهاجر سنة 1962م إلى 218.146 مهاجر سنة 1972 وبلغت مداها سنة 1977 بحوالي 370.000 مهاجر، كما تم توقيع اتفاقيات للهجرة مع دول بلجيكا، وهولندا وألمانيا لتصدير اليد العاملة المغربية، التي نهجت فيما بعد طرقا غير شرعية تصدت لها الحكومة المغربية بعدة إجراءات.

كما قدم الباحث في هذا الفصل قراءة في مضمون الإتفاقية الفرنسية المغربية حول اليد العاملة المؤرخة ب فاتح يونيو 1963م، حيث أعطى عدة ملاحظات بشأن هذه الإتفاقية أهمها: انتقاء المهاجرين بإخضاعهم لفحوصات طبية ومهنية، وتضمن نصها عدة شروط وإجراءات تحتم على المهاجرين الامتثال لها، وتوزيعهم على القطاعات الاقتصادية كالزراعة والمناجم والصيد البحري وأعمال أخرى.

وعرَّج الباحث في هذا الفصل على هجرة العمال المغاربة من منطقة واد نون إلى أوروبا في عهد الضابط الفرنسي «فليكس موغا»، الذي تعاقد مع شركة شمال فرنسا للمناجم، حيث كلف بانتقاء اليد العاملة المغربية لاسيما من منطقة واد نون، بداية الستينات باعتماده على عدد من المتعاونين المحليين مثل: السيد ابراهيم بوعلام بن البشير، وهكذا يرى الباحث انتقال موغا إلى كل المناطق المجاورة لكلميم للتنقيب عن اليد العاملة في إقليم أسا الزاك، وطاطا وأفا، وسيدي إفني وطانطان، ومنبها إلى غياب معطيات دقيقة عن أعداد المهاجرين الوادونيين الذين قصدوا أوروبا في فترة الستينات بسبب غياب إحصائيات حقيقية.

بيد أن أعداد المهاجرين المغاربة بشكل عام تراجع بعد أزمة 1974م، بسبب ضعف الطلب على استخراج المعادن، مما حدا بوجود شكل جديد للهجرة يسمى التجمع العائلي أو الهجرة السرية، حيث استفاد من طلبات التجمع العائلي ما بين سنوات 1979 و1983م حوالي 1395 عائلة من واد نون، التحق أفرادها بذويهم من العمال الوادونيين بفرنسا، وتكشف المعطيات التي وقف عليها الباحث الحسان منصورى عن أهمية التحويلات المالية للمهاجرين المغاربة عامة وأبناء واد

## المبحث الثاني: قراءة في مضمون الكتاب

يتجلى مضمون هذا التأليف المنيف الذي ألفه الباحث الحسان منصورى، في رسده لظاهرة اجتماعية (الهجرة) عرفتها المجتمعات التي خرجت من الاستعمار الأوربي، ومنها المجتمع المغربي لاسيما سكان منطقة واد نون بالجنوب المغربي، حيث تطلب التأريخ لهذه الظاهرة والتعريف بها، التسليح بعدة أهداف والانطلاق من عدة إشكالات وتساؤلات تؤرق الباحث ومنها: لماذا شكلت منطقة وادنون عبر تاريخها الطويل مجالا جغرافيا للعبور والتدفق البشري؟ وهل شكل هذا الجزء من المغرب رافدا أساسيا للهجرة المنظمة والسرية نحو الخارج؟ وكيف اعتبر ممرا حيويا للمهاجرين السريين من دول جنوب الصحراء نحو أوروبا وجزر الكناري؟

استهل الباحث مؤلفه بكلمة شكر نوه فيها بمجهودات أساتذته في التأطير والتكوين الرصين، وكذا مساعدة عائلات المهاجرين من واد نون له في إنجاز هذا الموضوع، الذي افتتحه بمقدمة تحدث فيها عن دواعي تأليفه لهذا الكتاب، ومقاربة مختلف القضايا المرتبطة بالهجرة الوادنونية سواء في شقها المتعلق بهجرة العمال المغاربة إلى البلدان الأوربية، أو ما يتعلق بالهجرة غير الشرعية تجاه الجزر الإسبانية، مبرزاً أهمية بعض الدراسات والأبحاث الأكاديمية العربية والأجنبية حول الهجرة التي لامست الموضوع من الناحية الاقتصادية والاجتماعية في علاقتها بالتنمية والمقاربات الإندماجية، فضلا عن أهمية الرواية الشفوية ودورها في صيانة الذاكرة الجماعية والفردية للمهاجرين المنحدرين من منطقة واد نون، والتي عزز بها الباحث معطياته عن الهجرة الوادنونية.

لقد قسم الباحث موضوعه إلى ثلاثة فصول أساسية تندرج ضمنها عدة محاور فرعية، حيث ناقش في الفصل الأول السياق التاريخي للهجرة الدولية من واد نون إلى أوروبا، بدءا بتحديد الإطار الجغرافي والتاريخي لمنطقة واد نون، من خلال الوقوف على مصطلح واد نون في الكتابات التاريخية القديمة والمعاصرة، وتحديد مجاله بدقة جنوب الأطلس الصغير الغربي بمحادثات المجال السوسي، وإبراز التطور التاريخي الذي مرت به المنطقة وعاصمتها مدينة كلميم خلال القرن 18م بفضل عائدات التجارة الصحراوية، وما عرفته المنطقة من تطور ديمغرافي مع اتحادية تكنة.

– أمل يوسف الصباح، «البيانات الإحصائية لظاهرة الهجرة الدولية»، مجلة عالم الفكر، عدد 1986م.

– فانسان مونتاي، تقييدات حول تكتة، ترجمة هيبنت الحيرش، مراكش، المطبعة والوراقة الوطنية، الطبعة الأولى، 2013م.

– أحمد أبو زيد، «الهجرة وأسطورة العودة»، مجلة عالم الفكر، 1986.

– أحمد أقلال، «الدواعي التاريخية والاجتماعية للهجرة المغربية»، مقال ضمن ندوة للجنة القيم الفكرية والروحية التابعة لأكاديمية المملكة المغربية، مطبوعات أكاديمية المملكة المغربية، الناظور، ماي 1999م.

– Ali Benslama, «Le Maroc et la migration clandestine : les prémices d'un politique migratoire», *In Migration clandestine africaine vers l'Europe*, Col. l'Harmattan, 2010.

– Mohamed Charef, «Le financement de la production de logement aux Maroc par les travailleurs marocains a l'étranger», *in les Effets des migrations internationales les pays d'origine*, 1990.

– ELkbir Atouf, *les Migrations marocaines en France : Approches socio-historiques (1912-1965)*, Ed. la MRSN/CNRS? Université du Caen, spécial, octobre 2003.

بجانب المادة المصدرية المتنوعة التي اعتمدها المؤلف، فقد استفاد الباحث من الرواية الشفوية من خلال المقابلات التي أجراها مع عدد من المهاجرين من منطقة وادنون، مما ساعده على تنويع مصادر البحث والتقديم الجيد لهذا المنتج الفكري، حيث تمت كتابة نصه بلغة عربية فصيحة خالية من التكلفة والصنعة والبديع، وتميز المؤلف بأسلوبه السهل السلس الذي يساعد على القراءة المسترسلة لجميع الصفحات، مما يمكن القارئ من تتبع مضامينه وفهم معانيه بشكل جيد. أما فيما يخص المنهج المتبع، فقد تميز بسيطرة المنهج التاريخي السرد الكمي الاستقرائي، المنفتح على كل العلوم الإنسانية الأخرى، والمبني على إخضاع المعلومات التاريخية لمنطق التفسير والتحليل، والتمحيص والتفكيك والتأويل للانتقال في دراسة الأحداث التاريخية من الوصف والسرد إلى مستوى بناء الحدث، حيث أتاح هذا المنهج للمؤلف حرية معالجة إشكالية الموضوع، ورصد مظانه وسبر أغواره، والتمكن من ناصيته.

هذا أقل ما يمكن قوله عن القراءة الشكلية للكتاب، فما الذي يمكننا قوله عن القراءة المتنتية؟

ويبدو جليا من هذا العنوان أن صاحبه يريد التأكيد على أهمية الجموع التي هاجرت من واد نون إلى أوروبا طيلة النصف الثاني من القرن 20م، وبداية الألفية الثالثة، ما جعله يعبر عن هذه الهجرة بقوله: «يعتبر مبحث الهجرة المغربية للخارج موضوعا رحبا واسعا، يتسم بتشعب جوانبه وتداخل عناصره، ما يستلزم أبحاثا متعددة المناحي والأغراض التي تتضافر في إلقاء الضوء على هذه الظاهرة الاجتماعية والحضارية من حيث الدواعي والأهداف، ومعطياتها المتنوعة وتحولاتها المتتابة، وكذلك تفاعلاتها السلبية الإيجابية في مختلف المجالات، سواء منها الاجتماعية والثقافية، أو الاقتصادية والسياسية».

فالمتمعن لعنوان هذا الكتاب والمتصفح لفقراته يكتشف الدلالات التي يوحي بها، وهي رصد ظاهرة اجتماعية مرتبطة بحركية سكان واد نون بحثا عن ظروف عمل أفضل في بلاد المهجر بأوربا، وإبراز أهم جوانبها التاريخية، بناء على ما توفر من معطيات ومعلومات استقاها الباحث من احتكاكه بعينة من المهاجرين الوادونيين، فالظاهرة بالنسبة له لم تنل حظا من الدراسة والبحث، مما دفعه إلى اختيار هذا الموضوع كتيمة اجتماعية جديرة بالبحث والتنقيب.

هذا أقل ما يمكن رصده وقوله عن عنوان هذا الكتاب، فما الذي يمكننا قوله عن المادة المصدرية والأسلوب المعتمد والمنهج المتبع في تأليفه؟

### ثانيا: قراءة في المادة المصدرية المعتمدة والأسلوب واللغة والمنهج

لا يجادل أحد في أهمية المادة المصدرية في بناء أي بحث أو تأليف كيفما كان نوعه، لاسيما إن كان بحثا تاريخيا يعنى بظاهرة اجتماعية كظاهرة الهجرة، كما هو الحال مع مؤلف الباحث الحسان منصور، المسمى: جوانب من تاريخ الهجرة: من منطقة واد نون إلى أوروبا ما بين 1960-2010م، حيث اعتمد الباحث في معالجة هذا الموضوع على مادة مصدرية متنوعة مكونة من عدة وثائق حصل عليها الباحث من الأرشيف الديبلوماسي بنانت بفرنسا، فضلا عن عدة مقالات وبحوث باللغة الفرنسية، وكذا قائمة للمراجع وكتب التاريخ والمقالات العربية والجرائد. ومن جملة المراجع والمقالات العربية نذكر على سبيل المثال لا الحصر ما يلي:

- مصطفى ناعمي، مادة تكتة، معلمة المغرب، إنتاج الجمعية المغربية للتأليف والترجمة والنشر، نشر مطابع سلا، 1995م.



بجامعة ابن زهر بأكادير، ويحضر حاليا أطروحة دكتوراه في التاريخ الجهوي للجنوب المغربي، في موضوع: «زلزال أكادير 1960م: إسهام في دراسة التاريخ الاجتماعي والاقتصادي والتمثلات الذهنية».

يعتبر الباحث الحسان منصوري فاعلا جمعويا شارك في العديد من التظاهرات والأنشطة التنموية بجهة كلميم وادنون، كما يعد باحثا في التاريخ المحلي شارك في عدة ندوات وملتقيات وطنية ودولية، وله مقالات منشورة بعدة مجلات محكمة.

يتكون الكتاب الذي نروم القيام بقراءة متواضعة فيه من حوالي 143 صفحة، وهو من الحجم المتوسط بين واجهتين، تتضمن الواجهة الأولى اسم المؤلف وعنوان الكتاب، بينما تشمل الواجهة الخلفية نبذة من حياة المؤلف، وثنمه، والجهة التي تكفلت بطبعه، وهي جمعية المجلس المحلي لدعم الثقافة والرياضة والعمل الاجتماعي بكلميم، ماي 2018م.

يحمل هذا الكتاب عنوان: جوانب من تاريخ الهجرة : من منطقة واد نون إلى أوروبا ما بين 1960-2010م، وهو عنوان مكون من عدة كلمات مفاتيح تحيل على البعد الاجتماعي للهجرة الوادنونية، والبعد الزمني المؤطر لهذه الهجرة في الفترة ما بين سنتي 1960م و2010م، وهي التاريخ الممتد من استقلال المغرب وبناء الدولة الحديثة إلى غاية العشرية الأولى من الألفية الثالثة، وهي الفترة الزمنية التي ناهزت نصف قرن، شهدت فيها الهجرة المغربية عامة والوادنونية خاصة نشاطا مهما نحو البلدان الأورومتوسطية، سواء بطرق شرعية أو بطرق غير شرعية، إلا أن انفتاح المغرب على بلدان الجوار، وتوقيع اتفاقيات شمال-جنوب، واتفاقية التبادل الحر التي تنص على التعاون الأورومتوسطي في عدة مجالات اقتصادية واجتماعية، أدى إلى تقنين هذه الهجرة، ومكافحة السبل غير الشرعية لها.

إن عنوان الكتاب يرصد لنا إشكالية اجتماعية ارتبطت بحاجة أوروبا الغربية لليد العاملة المغربية لإعادة إعمار أوروبا بعد الحرب العالمية الثانية، فكانت دول المستعمرات سابقا خزانة بشريا مهما يغطي حاجة الأوربيين من هذه القوة الشابة لتطويع المجهود الصناعي، وبذلك يكون عنوان هذا الكتاب من بين العناوين التاريخية المجتمعية التي تعنى بالتأريخ لحركية سكان واد نون وهجرتهم نحو بلاد أوروبا.

ولرصد مظاهر الهجرة الوادنونية نحو الدول الأوروبية، وإبراز السياق التاريخي الذي جاءت فيه، والكشف عن أهم نتائجها وانعكاساتها على الاقتصاد المحلي، نود إن شاء الله المشاركة بمدخلة متواضعة عبارة عن قراء في كتاب تحت عنوان: **جوانب من تاريخ الهجرة من منطقة وادنون إلى أوروبا ما بين 1960 و2010م**، لصاحبه الأستاذ الحسان منصور، نظرا لأهمية هذا الكتاب الذي يعالج جانباً من تاريخ الهجرة المحلية نحو بلدان الشمال المتوسطي.

## مقدمة

تكتسي العلاقات الوادنونية الأوروبية أهمية بالغة في شتى المناحي الاقتصادية والثقافية باعتبار منطقة وادنون جسراً جغرافياً يربط بين أوروبا والمغرب بعمقه الإفريقي، بيد أن هذه العلاقات عرفت تطوراً أكثر عشية استقلال المغرب، وحاجة الدول الأوروبية الماسة لليد العاملة المغربية للعمل في المناجم والمصانع وإعادة إعمار أوروبا المنهكة من تداعيات الحربين العالميتين. حيث شجعت فرنسا سكان الجنوب المغربي مثل منطقة وادنون على إعمال الهجرة في عهد الضابط الفرنسي «فليكس موغا»، من أجل العمل في شركة المناجم وما ترتب عنه فيما بعد من عمليات الهجرة السرية في إطار التجمع العائلي، وما رافق هذه الهجرة من تحويلات مالية مهمة، إلى جانب تطور الهجرة غير الشرعية بركوب قوارب الموت في الألفية الثالثة بحثاً عن ظروف عمل أفضل في بلاد المهجر. فكيف تناول الباحث الحسان منصور هذه الإشكالية؟ وما هي مضامين الدراسة الشكلية والمنتية لمؤلفه؟ وما أهم القضايا التي عالجها؟

## المبحث الأول: القراءة الشكلية للكتاب

### أولاً: قراءة في عنوان الكتاب

قبل الحديث عن عنوان الكتاب، الذي نود القيام بقراءة في مضامينه الشكلية والمنتية، نرى ضرورة تقديم نبذة موجزة عن صاحبه، وهو الأستاذ الباحث الحسان منصور، من مواليد منطقة وادنون، وبالضبط مدينة طانطان عام 1966م، شغل عدة مناصب في حياته آخرها منصب مدير إقليمي لوزارة التربية الوطنية والتكوين المهني والتعليم العالي والبحث العلمي بمدينة طرفاية، توج مساره الأكاديمي بحصوله على شهادة الماستر تخصص تاريخ الجنوب المغربي سنة 2013م

قراءة في كتاب:

## جوانب من تاريخ الهجرة: من منطقة واد نون إلى أوروبا ما بين 1960-2010 م

الحسين حديدي

### المخلص

عرفت بلدان الشمال المتوسطي موجات من الهجرة البشرية لاسيما في الفترة ما بعد الحرب العالمية الثانية، مباشرة بعد استقرار الوضع في أوروبا المنهكة من تداعيات الحرب، ورغبة السياسة الأوربيين في إعادة بناء وإعمار أوروبا وإنعاش الاقتصاد، بالتركيز على اليد العاملة الأجنبية ومنها على سبيل المثال اليد العاملة المغربية التي هاجرت بشكل كبير في هذه الفترة للعمل في المصانع الأوربية والمناجم، حيث شكلت عصب الحياة الاقتصادية خصوصا وأن الموارد البشرية الأوربية كانت تعرف خصاوصا كبيرا بسبب أحداث الحربين العالميتين، وما ترتب عنهما من فقدان عدد كبير من الضحايا في صفوف الفئة الشابة التي تم تجنيدها في الحربين العالميتين، فكان لا مفر من تشغيل سكان المستعمرات بعد استقلالها وإدماجهم في الاقتصاد لإعادة إعمار أوروبا.

نظرا لما شكلته اليد العاملة المغربية عامة من مكانة في الاقتصاد الأوربي، فقد حظيت اليد العاملة بجهة كلميم وادنون بشكل خاص باهتمام كبير بهذه الهجرة. لاسيما بعد الاستقلال خلال فترة الستينات والسبعينات من القرن الماضي، حيث اهتمت ساكنة هذه المناطق بتحسين ظروفها المادية والاجتماعية بركوب البحر نحو الضفة الأخرى، خاصة بعدما طالبت فرنسا والدول الأوربية من دول الجنوب المتوسطي ومنها المغرب فتح المجال للراغبين في الهجرة لأوربا للعمل في المعامل، فكونت هذه الفئة جالية وادنونية لا بأس بها أسهمت بشكل كبير في تنمية الاقتصاد الوادنوني بعد جلبها للعملة الصعبة من الخارج، وهو ما ساهم في تنامي ظاهرة الهجرة الوادنونية الغير شرعية نحو الخارج وبشكل كبير في تسعينيات القرن الماضي وبداية الألفية الثالثة في صفوف الشباب لاسيما لجزر الكناري الإسبانية.

- Bresc (H.) (2005), «La Sicile médiévale, terre de refuge pour les juifs: migration et exil», dans *Al-Masāq (Journal of the Medieval Mediterranean)*, Volume 17:1, p. 31-46.
- Bunnes (G.) (1979), *L'Expansion phénicienne en Méditerranée : essai d'interprétation fondé sur une analyse des traditions littéraires : Etude philologie, d'archéologie et histoire*, publiées par l'institut historique Belge, T. XVII, 1979, Bruxelles-Rome, 419 pages.
- Cooper (A.), HAAK W. (2015), «European invasion: DNA reveals the origins of modern Europeans» *In Nature*, volume 522, p. 207–211 (11 June).
- Cottret (B.) (1989), «La conquête de l'Irlande: Religion et migration au XVII<sup>e</sup> siècle» dans *Revue de l'Histoire des religions*, tome 206, n° 1, p. 55-66.
- Freu (J.) (1989), «L'arrivée des Indo-Européens en Europe» dans *Bulletin de l'Association Guillaume Budé*, Année 1989, 1, p. 3-41, p. 5.
- Gsell (S.) (1929), *Histoire ancienne de l'Afrique du Nord*, T. IV, 2<sup>e</sup> éd., Paris, France, Librairie Hachette.
- Lancel (S.) (1992), *Carthage*, Paris, France, Fayard.
- Liauzou C. (1993), «Pour une histoire méditerranéenne des migrations» dans *Confluences*, n° 5, Hiver, p. 11-22.
- Mckeown (A.) (2012), «Les migrations internationales à l'ère de la mondialisation industrielle, 1840-1940» dans *le Mouvement Social*, n° 241, octobre/décembre, p. 31-46.
- Moscato (S.) (1971), *L'Épopée des phéniciens*, traduit par SALA C., et revue par ARCELIN P., Paris, France, Fayard.
- University of Wyoming (2018), «New light shed on prehistoric human migration in Europe», *Science Daily*, 21 February.

- عبد الفتاح أبو عليّة واسماعيل أحمد ياغي (1993)، تاريخ أوروبا الحديث والمعاصر، الطبعة الثالثة، الرياض، المملكة العربية السعودية، دار المريخ.
- قصي منصور التركي (2014)، «العلاقات السياسية الخليجية خلال الألفية الثالثة قبل الميلاد»، مجلة دراسات تاريخية، العدد 16، حزيران، ص. 1-29.
- كولن بندي (2016)، «المهاجرون واللاجئون والتاريخ وسابقات الأحداث»، ضمن نشرة الهجرة القسرية، عدد 51، يناير/كانون الثاني، ص. 5-6.
- محمد العروسي المطوي (1982)، الحروب الصليبية في المشرق والمغرب، الطبعة الثانية، بيروت، لبنان، دار الغرب الإسلامي.
- محمد بيومي مهران (1993)، المدن الفينيقية، الطبعة الأولى، بيروت، لبنان، دار النهضة العربية.
- محمود عرفة محمود (1995)، العرب قبل الإسلام: أحوالهم السياسية والدينية وأهم مظاهر حضارتهم، الطبعة الأولى، القاهرة، مصر، عين للدراسات والبحوث الانسانية والاجتماعية.
- ممدوح حسين وشاكر مصطفى (1998)، الحروب الصليبية في شمال إفريقيا وأثرها الحضاري، الطبعة الأولى، عمان، الأردن، دار عمار.
- ميلاد أ. المقرحي (1996)، تاريخ أوروبا الحديث، منشورات جامعة قارينوس، الطبعة الأولى، بنغازي، ليبيا، مكتبة الاسكندرية.
- نعيم فرح (دون تاريخ)، تاريخ الشرق الأدنى القديم، دمشق، سوريا، دار الفكر.
- نور الدين حاطوم (1985)، تاريخ عصر النهضة الأوروبية، دمشق، سوريا، دار الفكر.
- يوحنا بطرس ثريغة (2006)، تاريخ قوريني، ترجمة سليمان ابراهيم الجربي، سرت، ليبيا، مجلس الثقافة العام.

## ب - مراجع باللغات الأجنبية

- Augris (E.) et Piot (A.) (2015), «Migrations: de l'antiquité au XX<sup>e</sup> siècle» dans la Revue *l'Elephant*, n° 9, janvier 2015 (<https://elephant-larevue.fr/dossiers/les-migrations/>).
- Biouffier (S.) (2016), «Migrations et mobilités antiques: l'exemple des Grecs en Méditerranée», HAL Id: hal-01478258 (<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01478258>) date de téléchargement 28 Février 2017.

## المراجع

### أ - مراجع باللغة العربية

- ابراهيم محمد أحمد بلولة (2005)، «الهجرات والقوافل التجارية عبر الصحراء الكبرى وأثرها في نشر الإسلام والحضارة الإسلامية»، مجلة دراسات لغوية، العدد 9، فبراير، ص. 64-98.
- أبو اليسر فرح (2002)، الشرق الأدنى في العصرين الهلينيستي والروماني، الطبعة الأولى، القاهرة، مصر، عين للدراسات والبحوث الانسانية والاجتماعية.
- أمين معلوف (1998)، الحروب الصليبية كما رآها العرب، الطبعة الثانية، بيروت، لبنان، دار الفارابي.
- إيلان بابيه (2007)، التطهير العرقي في فلسطين، ترجمة غازي الصوراني، مؤسسة الدراسات الفلسطينية، الطبعة الأولى، غزة، يوليو 2007.
- إيناس محمد البهيجي (2017)، تاريخ أوروبا في العصور الوسطى، الطبعة الأولى، عمان، الأردن، مركز الكتاب الأكاديمي.
- بالولا كورتني (2011)، تاريخ الهجرات الدولية، ترجمة عدنان علي، الطبعة الأولى، كلمة، أبو ظبي، الإمارات، هيئة أبو ظبي للثقافة والتراث.
- جمال يحيوي (2004)، سقوط غرناطة ومأساة الأندلسيين 1492-1610م، الطبعة الأولى، الجزائر، الجمهورية الجزائرية، دار هومة.
- جيمس هنري برستيد (2011)، انتصار الحضارة : تاريخ الشرق القديم، ترجمة أحمد فخري، طبعة منقحة، القاهرة، مصر، المركز القومي للترجمة.
- حسين الشيخ (1993)، العصر الهلينيستي، الإسكندرية، مصر، دار المعرفة الجامعية.
- دونالد ل. وايدنر (1976)، تاريخ إفريقيا جنوب الصحراء، ج. 1، ترجمة شوقي الجمل وآخرون، القاهرة، مصر، مؤسسة سجل العرب.
- سينثيا ستوكس براون (2010)، تاريخ الأحداث الكبرى: من الانفجار إلى الزمن الحاضر، ترجمة أيمن توفيق، الطبعة الأولى، القاهرة، مصر، المركز القومي للترجمة.
- عبد الحكيم الكعبي (2009)، الجزيرة الفراتية وديارها العربية، الطبعة الأولى، دمشق، سوريا، دار صفحات للدراسات والنشر.

- 52 باولا كورتى (2011)، تاريخ الهجرات الدولية، مرجع سابق، ص. 49.
- 53 نور الدين حاطوم (1985)، تاريخ عصر النهضة الأوربية، دمشق، سوريا، دار الفكر، ص. 152.
- 54 COTTRET B. (1989), «La conquête de l'Irlande: Religion et migration au XVII<sup>e</sup> siècle» dans *Revue de l'Histoire des religions*, tome 206, n° 1, p. 55-66, p. 57.
- 55 باولا كورتى (2011)، تاريخ الهجرات الدولية، مرجع سابق، ص. 34.
- 56 نفس المرجع، ص. 31.
- 57 مملكة هابسبورغ (الإمبراطورية النمساوية لاحقاً).
- 58 باولا كورتى (2011)، تاريخ الهجرات الدولية، مرجع سابق، ص. 32.
- 59 جمال يحيياوي (2004)، سقوط غرناطة ومأساة الأندلسيين 1492-1610م، الطبعة الأولى، الجزائر، الجمهورية الجزائرية، دار هومة، ص. 150.
- 60 باولا كورتى (2011)، تاريخ الهجرات الدولية، مرجع سابق، ص. 35.
- 61 نفس المرجع، نفس الصفحة.
- 62 BRESC H. (2005), « La Sicile médiévale, terre de refuge pour les juifs : migration et exil », dans *Al-Masāq* (Journal of the Medieval Mediterranean), Volume 17:1, 31-46, p. 42.
- 63 كولن بندي (2016)، «المهاجرون واللاجئون والتاريخ وسابقات الأحداث»، ضمن نشرة الهجرة القسرية، عدد 51، يناير/كانون الثاني، ص. 5-6، ص. 5.
- 64 إيناس محمد البهيجي، تاريخ أوروبا في العصور الوسطى، مرجع سابق، ص. 261.
- 65 باولا كورتى (2011)، تاريخ الهجرات الدولية، مرجع سابق، ص. 56-57.
- 66 LIAUZU C. (1993), « Pour une histoire méditerranéenne des migrations » dans *Confluences*, n° 5, Hiver, p. 11-22, p. 12.
- 67 كولن بندي (2016)، «المهاجرون واللاجئون والتاريخ وسابقات الأحداث»، مرجع سابق، ص. 5.
- 68 نفس المرجع، نفس الصفحة.
- 69 نفس المرجع، ص. 6.
- 70 LIAUZU C. (1993), « Pour une histoire méditerranéenne des migrations », *op. cit.*, p. 14.
- 71 إيلان بابيه (2007)، التطهير العرقي في فلسطين، ترجمة غازي الصوراني، مؤسسة الدراسات الفلسطينية، الطبعة الأولى، غزة، يوليو 2007، ص. 18.
- 72 MCKEOWN A. (2012), « Les migrations internationales à l'ère de la mondialisation industrielle, 1840-1940 » dans *le Mouvement social*, n° 241, octobre/décembre, p. 31-46, p. 31.
- 73 LIAUZU C. (1993), « Pour une histoire méditerranéenne des migrations », *op. cit.*, p. 12.
- 74 *Ibid.*, p. 14.
- 75 كولن بندي (2016)، «المهاجرون واللاجئون والتاريخ وسابقات الأحداث»، مرجع سابق، ص. 6.

- 34 هناك من يعتقد بأنه وقع ذكر بلاد العرب في وثائق سومرية أقدم، حيث اعتبروا أن الشعب الوارد في تمثال الملك السومري نارام المؤرخ بحوالي 2400 ق.م يمثل العرب.
- 35 محمود عرفة محمود (1995)، العرب قبل الإسلام: أحوالهم السياسية والدينية وأهم مظاهر حضارتهم، الطبعة الأولى، القاهرة، مصر، عين للدراسات والبحوث الإنسانية والاجتماعية، ص. 14.
- 36 فضل عبدالله الجثام (1999)، الحضور اليماني في تاريخ الشرق الأدنى، الطبعة الأولى، دمشق، سوريا، منشورات دار علاء الدين، ص. 50.
- 37 ARRIEN, *les Guerres d'Alexandre*, livre VII, An. 12.
- 38 إيناس محمد البهيجي (2017)، تاريخ أوروبا في العصور الوسطى، الطبعة الأولى، عمان، الأردن، مركز الكتاب الأكاديمي، ص. 7.
- 39 نفس المرجع، ص. 7.
- 40 ابراهيم محمد أحمد بلولة (2005)، «الهجرات والقوافل التجارية عبر الصحراء الكبرى وأثرها في نشر الإسلام والحضارة الإسلامية»، مرجع سابق، ص. 64.
- 41 ASHTOR E. (1972), «Un mouvement migratoire au haut Moyen Âge: migrations de l'Irak vers les pays méditerranéens» dans *Annales: Economies, sociétés, civilisations*, 27<sup>e</sup> année, N° 1, p. 185-214, p. 213.
- 42 *Ibid.*, p. 214.
- 43 ممدوح حسين وشاكر مصطفى (1998)، الحروب الصليبية في شمال إفريقية وأثرها الحضاري، الطبعة الأولى، عمان، الأردن، دار عمار، ص. 696.
- 44 محمد العروسي المطوي (1982)، الحروب الصليبية في المشرق والمغرب، الطبعة الثانية، بيروت، لبنان، دار الغرب الإسلامي، ص. 155.
- 45 أمين معلوف (1998)، الحروب الصليبية كما رآها العرب، الطبعة الثانية، دار الفارابي، بيروت، 1998، ص. 293-294.
- 46 باولا كورتى (2011)، تاريخ الهجرات الدولية، ترجمة عدنان علي، الطبعة الأولى، كلمة، أبو ظبي، الإمارات، هيئة أبو ظبي للثقافة والتراث، ص. 33-34.
- 47 باولا كورتى (2011)، تاريخ الهجرات الدولية، مرجع سابق، ص. 38.
- 48 ميلاد أ. المقرحي (1996)، تاريخ أوروبا الحديث، منشورات جامعة قارينوس، الطبعة الأولى، بنغازي، ليبيا، مكتبة الاسكندرية، ص. 68.
- 49 باولا كورتى (2011)، تاريخ الهجرات الدولية، مرجع سابق، 2011، ص. 40.
- 50 نفس المرجع، ص. 41.
- 51 عبد الفتاح أبو عليّة واسماعيل أحمد ياغي (1993)، تاريخ أوروبا الحديث والمعاصر، الطبعة الثالثة، الرياض، المملكة العربية السعودية، دار المريخ، ص. 70.



- 22 حسين الشيخ (1993)، العصر الهلنستي، الإسكندرية، مصر، دار المعرفة الجامعية، ص. 23.
- 23 BOUFFIER S. (2016), «Migrations et mobilités antiques: l'exemple des Grecs en Méditerranée», *op. cit.*, p. 9
- 24 نعيم فرح (دون تاريخ)، تاريخ الشرق الأدنى القديم، دمشق، سوريا، دار الفكر، ص. 75.
- 25 وفرت المصادر الإغريقية واللاتينية معطيات مهمة عن التوسع الفينيقي نحو الغرب من خلال تأسيس المدن والمراكز. وقد كشفت الأبحاث الأثرية عن عدد من المواقع الفينيقية في المنطقة المتوسطة. للمزيد من التفاصيل بشأن النصوص القديمة بشأن التوسع الفينيقي راجع:
- BUNNES G. (1979), *L'expansion phénicienne en Méditerranée: essai d'interprétation fondé sur une analyse des traditions littéraires: Etude philologie, d'archéologie et histoire*, publiées par l'institut historique Belge, T. XVII, 1979, Bruxelles-Rome, 419 pages, MOSCATI S. (1971), *L'épopée des phéniciens*, traduit par SALA C., et revue par ARCELIN P., Paris, France, Fayard.
- 26 خضعت فينيقيا للسيطرة الآشورية أيام سرجون الثاني (705-721 ق.م)، وخلال القرن 6 ق.م انتقلت السيادة على فينيقيا إلى الإمبراطورية البابلية الجديدة.
- 27 أشارت النصوص القديمة إلى بروز قرطاج كقوة بحرية في حوض البحر الأبيض المتوسط، وانتقال القرطاجيين لاستيطان المراكز التجارية وإنشاء المدن ومن ذلك الحديث عن تأسيسها لإبيزا بجزر البليار مع منتصف القرن 7 ق.م، وشنها حملات عسكرية ضد سردينيا وصقلية خلال منتصف القرن 6 ق.م، ثم التدخل بكورسيكا حوالي 535 ق.م لمنع الفوكيين من تأسيس مستوطنة بألاليا (Alalia)، وحوالي 525 ق.م بالسرت لطرده الإغريقي دوريوس (Dorieus) الذي كان يسعى لتأسيس مستعمرة إغريقية هناك. إضافة إلى إنشاء المدن والمراكز بسواحل شمال إفريقيا القديم. وقد بينت الحفريات الأثرية بالفعل وجود آثار قرطاجية بعدد من المناطق المذكورة في المصادر القديمة. للمزيد حول التوسع القرطاجي بغرب المتوسط راجع سبيل المثال لا الحصر:
- LANCEL S. (1992), *Carthage*, Paris, France, Fayard; GSELL S. (1929), *Histoire ancienne de l'Afrique du Nord*, T. IV, 2<sup>e</sup> ed., Paris, France, Librairie Hachette.
- 28 ابراهيم محمد أحمد بلولة (2005)، «الهجرات والقوافل التجارية عبر الصحراء الكبرى وأثرها في نشر الإسلام والحضارة الإسلامية»، مجلة دراسات لغوية، العدد 9، فبراير، ص. 64-98، ص. 65.
- 29 دونالد ل. وايندر (1976)، تاريخ إفريقيا جنوب الصحراء، ج. 1، ترجمة شوقي الجمل وآخرون، القاهرة، مصر، مؤسسة سجل العرب، ص. 31.
- 30 أبو اليسر فرح (2002)، الشرق الأدنى في العصرين الهلنستي والروماني، مرجع سابق، ص. 235.
- 31 نفس المرجع، ص. 314.
- 32 وقع ذكرهم في وثيقة آشورية تعود إلى 853 ق.م خلال مشاركتهم كجنود ضمن الجيش الآشوري في معركة «قرقر» بشمال سوريا الحالية. راجع:
- قصي منصور التركي (2014)، «العلاقات السياسية الخليجية خلال الألفية الثالثة قبل الميلاد»، مجلة دراسات تاريخية، العدد 16، حزيران، ص. 1-29، ص. 5.
- 33 عبد الحكيم الكعبي (2009)، الجزيرة الفراتية وديارها العربية، الطبعة الأولى، دمشق، سوريا، دار صفحات للدراسات والنشر، ص. 50.

## الهوامش

- 1 سينثيا ستوكس براون (2010)، تاريخ الأحداث الكبرى: من الانفجار إلى الزمن الحاضر، ترجمة أيمن توفيق، الطبعة الأولى، القاهرة، مصر، المركز القومي للترجمة، ص. 85.
- 2 COOPER A., HAAK W. (2015), « European invasion: DNA reveals the origins of modern Europeans », *In Nature*, volume 522, p. 207-211.
- 3 سينثيا ستوكس براون (2010)، تاريخ الأحداث الكبرى من الانفجار إلى الزمن الحاضر، مرجع سابق، ص. 89.
- 4 <http://encyclopedia2.thefreedictionary.com/Great+Migration+of+Peoples> (Telechargement en date de 02-04-2020).
- 5 University of Wyoming (2018), « New light shed on prehistoric human migration in Europe », *Science Daily*, 21 February 2018, passim.
- 6 محمد بيومي مهران (1993)، المدن الفينيقية، الطبعة الأولى، بيروت، لبنان، دار النهضة العربية، ص. 115.
- 7 AUGRIS E. et PIOT A. (2015), « Migrations: de l'antiquité au XX<sup>e</sup> siècle » dans la revue *L'Elephant*, n° 9, janvier 2015 (<https://elephant-larevue.fr/dossiers/les-migrations/>).
- 8 جيمس هنري برستيد (2011)، انتصار الحضارة: تاريخ الشرق القديم، ترجمة أحمد فخري، طبعة منقحة، القاهرة، مصر، المركز القومي للترجمة، ص. 158.
- 9 نفس المرجع، ص. 204.
- 10 نفسه، ص. 203.
- 11 نفسه، ص. 238.
- 12 نفسه، ص. 243.
- 13 BOUFFIER S.(2016), « Migrations et mobilités antiques: l'exemple des Grecs en Méditerranée », HAL Id: hal-01478258 (<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01478258>) date de téléchargement 28 Février, p. 1.
- 14 FREU J. (1989), « L'arrivée des Indo-Européens en Europe » dans *Bulletin de l'Association Guillaume Budé*, Année 1989, 1, p. 3-41, p. 5.
- 15 *Ibid.*, p. 2.
- 16 *Ibid.*, p. 3.
- 17 *Ibid.*, p. 5.
- 18 أبو اليسر فرح (2002)، الشرق الأدنى في العصرين الهلينستي والروماني، الطبعة الأولى، القاهرة، مصر، عين للدراسات والبحوث الانسانية والاجتماعية، ص. 212.
- 19 قدم المهاجرون الإغريق من مدينة ثيرا (Thera)، وقد تحدثت المصادر القديمة عن تأسيس قورينا بطرق تتداخل فيها الأسطورة بالتاريخ، ويعد الإغريقي هيرودوتوس أهم من قدم معلومات مهمة عن ظروف التأسيس. انظر: Hérodote, *Histoires*, IV, p. 150-158.
- 20 يوحنا بطرس ثريغة (2006)، تاريخ قوريني، ترجمة سليمان ابراهيم الجربي، سرت، ليبيا، مجلس الثقافة العام، ص. 64.
- 21 أبو اليسر فرح (2002)، الشرق الأدنى في العصرين الهلينستي والروماني، مرجع سابق، ص. 26-37.

ونسجل انطلاقا مما سبق بسطه أن أوروبا ظلت تشكل عبر العصور إحدى أكثر القارات المصدرة لتيارات الهجرة، ولا سيما منذ العصر الحديث قبل أن تتحول إلى قارة مستقبلية للهجرة في العصر الراهن. لقد ترتبت عن الهجرات السكانية التي حدثت على امتداد عصور طويلة تحولات عميقة اختلفت حدتها من عصر لآخر. فللهجرة بعد طبيعي مرتبط بإكراهات الاستقرار في بيئات جديدة. وفي الجانب الاقتصادي تسفر الهجرة عن تغير في طبيعة الأنشطة الاقتصادية. وسياسيا تفرض الهجرة على الأفراد والجماعات الاندماج في نظم سياسية مختلفة.

أما في الجانب الاجتماعي، فقد ترافقت مع الهجرة تحولات ديموغرافية واجتماعية جراء تغيير مجالات استقرار المجموعات البشرية واختلاط قوميات وأعراف مختلفة. فضلا عن تغيير المؤسسات الاجتماعية بظهور هياكل وبنى اجتماعية جديدة. كما تؤدي الهجرات إلى تبني المهاجرين لنظم دينية جديدة وتبادل على مستوى الطقوس والشعائر الدينية والجنائزية.

لقد أسفرت الحركات المكانية للسكان عبر التاريخ عن تجاور الأقوام والأعراف والأديان المختلفة في مجال واحد، وبالتالي سمح بتشكيل فسيفساء قوامها تنوع عرقي ولغوي وديني في أكثر من مكان من العالم. وبالنتيجة تستتبع الهجرات السكانية تفاعلات معقدة يعكسها التمازج الحضاري بين مختلف الثقافات لدرجة يمكن معها اعتبار الهجرة محركا أساسيا للحضارة. ولا شك أن هذه التحولات قد طرحت دوما إشكالات مرتبطة بقدرة الجماعات المهاجرة على الاندماج في البنيات الثقافية السائدة في المجال المستقبل والصراعات التي تنشأ عن تلاقي قيم ثقافية مختلفة، وهو إشكال أصبح مطروحا بحدته في عصرنا الراهن مقارنة بالعصور السابقة.

## خلاصة

عبر إطار زمني طويل ينطلق من بداية الكينونة البشرية على سطح الأرض إلى عصرنا الراهن خاض الإنسان تجربة الانتقال المكاني طوعا أو كرها ولأسباب متنوعة تتفاوت بين الطبيعي والاقتصادي والسياسي والديني.. وقد كانت تلك الدينامية البشرية عاملا محركا لتطور الحضارات الإنسانية. فرغم ما كانت تسفر عنه الهجرات من مآسي وتحولات سلبية، فقد هيأت بالمقابل الظروف لحدوث تلاق ثقافي مخصب انتقلت في سياقاته التأثيرات الحضارية من مجال لآخر رغم بعد المسافات ما ساهم في تبادل التأثيرات ونشر الإبداعات والابتكارات الحضارية في أغلب ربوع الأرض.

بمثابة المحرك الأساس للهجرة، فالمهاجرون تجاه أوروبا يبحثون بالأساس عن فرص العمل والاستقرار والأمان. ولا شك أن ثمة دوافع أخرى تداخلت في حدوث هجرات الفترة المعاصرة من بينها الدافع السياسي كما هو الشأن بالنسبة لتلك التي نشأت عن التوسع الاستعماري الأوربي والحربين العالميتين والصراعات العرقية والحروب الأهلية.

لقد ساهمت الحروب في حدوث هجرات كثيفة خاصة من إفريقيا وآسيا باتجاه أوروبا وأمريكا والخليج العربي. وقد سمحت تلك الهجرات بحدوث صدمة الالتقاء الثقافي بين مهاجري بلدان الجنوب والشعوب الأوروبية والأمريكية مع ما ترتب عن ذلك من إكراهات ما فتأت تتفاقم جراء فشل سياسة الإدماج في شقها الثقافي. فإذا وضعنا الصراعات الحالية جانبا، لوجدنا أن الهجرة المعاصرة تتميز باختلافات جوهرية عن هجرات العصور السابقة التي طالما ارتبطت بالاحتلال والاستيطان أو الاسترقاق، إذ نمت بكثرة الهجرات الداخلية والهجرات ذات الطابع الاقتصادي.

## تركيب

بناء على ما مر يظهر بأن الرغبة في الهجرة مركبة في جينات الإنسان منذ أقدم العصور بشكل يستحيل معه التاريخ البشري إلى سلسلة متتابعة من الهجرات التي لم تنقطع منذ أقدم العصور وإلى غاية الفترة المعاصرة بصرف النظر عن تغير وتيرتها واتجاهاتها ونتائجها بمرور العصور. ومن هنا يتضح أن أغلب الجماعات البشرية قد مارست الهجرة وانتقلت من مجالاتها الأصلية إلى مجالات جديدة لأسباب متباينة بشكل يستعصي معه الحديث عن شعوب أصيلة مرتبطة برقعة جغرافية محددة لم تغادرها قط. ذلك أن الارتباط بالمجال بمدلولاته السياسية يعد ظاهرة حديثة مع إنشاء الحدود بين الكيانات السياسية التي أصبحت تعكس تكويننا اجتماعيا قارا.

لا بد من بسط ملاحظة مهمة بصدد الهجرة البشرية عبر العصور الطويلة، إذ يلاحظ أنه مع التقدم في الزمن تتراجع موجات الهجرة الضخمة التي كانت تغير بشكل جذري ديموغرافيا المجال المستقبل، وتنجم عنها هجرات معاكسة في إطار عمليتي الانتشار وإعادة الانتشار، لتخف تدفقات الهجرة في الفترة المعاصرة بسبب تقييد الهجرة ما يعني بأن إنسان العصور القديمة كان ينزع أكثر إلى الانتقال في المجال مقارنة بإنسان العصر الراهن الميل أكثر إلى الاستقرار. كما يلاحظ أن هجرات العصور الأقدم قد تميزت باتجاه خطي بحيث كان هدفها الانتقال المكاني الجماعي بهدف الاستقرار الدائم بخلاف هجرات العصور المتأخرة.

أكثر اللاجئين تعدادا على مستوى العالم<sup>71</sup>. وأدى تقسيم العالم الهندي بعد الاستقلال عن بريطانيا سنة 1947 إلى حدوث إحدى أكبر موجات الهجرة في التاريخ الحديث، وحمل سكانا على اللجوء الى أضرحة قديمة أو قلاع تحولت إلى مخيمات للاجئين. فقد اضطر أكثر من 15 مليون شخص للنزوح بعد استقلال الهند، إذ هاجر المسلمون نحو ما سيعرف لاحقا بـ«باكستان»، بينما سلك الهندوس والسيخ في الاتجاه المعاكس.

ورغم العوائق التي انتصبت أمام المهاجرين، لا سيما بعد نهاية الحرب العالمية الثانية، فإن ذلك لم يمنع من استمرار تدفق المهاجرين، خاصة نحو القارة الأوروبية. فطلالما شكلت قارة أوروبا مصدرا للهجرة، غير أنه مع الازدهار الاقتصادي الذي عرفته بعض الدول الرأسمالية الأوروبية طرأ تحول كبير على تيارات الهجرة، بحيث أصبحت أوروبا مجالا جانبا للمهاجرين<sup>72</sup>. فقد شكلت أوروبا الغربية خلال القرن 20م منطقة استقطاب للمهاجرين لا سيما من دول الضفة الجنوبية للبحر الأبيض المتوسط، فعلى سبيل المثال استقطبت الدول الأوروبية خلال فترة السبعينيات من القرن 20 نحو 11 مليون من المهاجرين الأجانب، شكل منهم القادمون من المنطقة المتوسطية 7 ملايين ما يمثل 63,5% من مجموع المهاجرين<sup>73</sup>. وخلال نفس الفترة أيضا بدأت تيارات هجرة العمالة العربية نحو بلدان الخليج العربي<sup>74</sup>. ورغم ذلك ظلت منطقتا جنوب وشرق المتوسط المصدر الرئيسي للهجرة نحو أوروبا.

كما أسفر اندلاع حروب وأعمال عنف داخلية في عدد من البلدان عن هجرات داخلية وخارجية ضخمة كما حصل بعد سقوط الاتحاد السوفياتي، واندلاع الصراع في يوغوسلافيا. فضلا عن تبعات الغزو الأمريكي للعراق وأفغانستان والحرب الأهلية في السودان الأمر الذي جعل تلك الدول مصدرا أساسيا للاجئين. ولا تزال النزاعات المسلحة تشكل سببا رئيسا للتهجير واللجوء مثلما يحدث في بورما وليبيا وسوريا واليمن وغيرها من بؤر التوتر في العالم. ويتجه معظم اللاجئين نحو أوروبا التي أضحت شريكا في أزمة الهجرة واللجوء التي هي بالأساس أزمة عالمية معقدة ومستمرة. فإلى الآن ما زال هناك 18 مليون لاجئ، و27 مليون نازح في العام<sup>75</sup>.

انطلاقا مما عرضنا له من معطيات، تبدو الأسباب الاقتصادية مؤثرة في هجرات التاريخ المعاصر، وهي ما فتأت تتنامى وباضطراد، مع تغير بعض التفاصيل، حيث تتمثل دوافع انتقال الأوروبيين لاستيطان المستعمرات في البحث عن الأسواق والمواد الأولية بالنسبة للدول الأوروبية والبحث عن الثراء بالنسبة للأفراد. وعندما صارت أوروبا مقصدا للمهاجرين أصبح الفقر في دول الجنوب

أعدادا كبيرة من المهاجرين اليهود خلال القرن 19، ولا سيما خلال الفترة المتراوحة بين 1816 و1897م، واستمر تدفق اليهود خلال القرن العشرين<sup>64</sup>.

فقد ظهرت هجرات استيطانية ارتبطت بالتوسعات الامبريالية الأوروبية خلال القرن 19م، كانت خلالها أوروبا مصدرا للهجرة عبر الاحتلال وإقامة المستوطنات، حيث واكبها انتقال الأوربيين إلى مناطق في قارتي آسيا وإفريقيا. فبالنسبة لإفريقيا كان جنوبها مقصدا للبريطانيين خلال النصف الثاني من القرن 19م، لاسيما بعد اكتشاف مناجم الألماس والذهب. كما عرفت هذه الفترة هجرة عكسية لسكان بعض المستعمرات في اتجاه البلدان الاستعمارية<sup>65</sup>.

ورغم محاولات تقييد الهجرة عند أواخر القرن 19م وبداية القرن 20م من خلال مراقبة الحدود والتوجه نحو الهجرة الانتقائية، فقد كانت أوروبا بالخصوص متعطشة لاستقبال المهاجرين من العمال الأجانب. ولذلك عرف القرن 20م تدفقات بشرية هامة باتجاه أوروبا الغربية مصدرا جنوب المنطقة المتوسطة<sup>66</sup>. ولكن أكثر الهجرات التي ميزت هذا القرن كانت مرتبطة بعوامل سياسية مثل عدم الاستقرار والصراعات العسكرية والثورات والحروب الأهلية، فضلا عن التعصب الديني. ومن ذلك نذكر الهجرات الكثيفة التي عرفت روسيا سنة 1917 إثر الاضطرابات التي رافقت اندلاع الثورة البلشفية<sup>67</sup>. وخلال الحرب العالمية الأولى هاجر ملايين الأوربيين من البلدان المنهزمة نحو بلدان أخرى داخل القارة الأوروبية وخارجها. فخلال الفترة المتراوحة بين 1914 و1922م ظهر ما يقارب 5 ملايين لاجئ. وفي سنة 1923 تسبب الخلاف بين اليونان وتركيا في هجرة 7,1 مليون شخص من البلدين<sup>68</sup>.

ومنذ 1936 انطلقت هجرات من إسبانيا بسبب نشوب الحرب الأهلية توجهت أغلبها نحو دول أمريكا اللاتينية. وخلال الحرب العالمية الثانية، أسفر القتال بين السوفييات والألمان عن تهجير حوالي 30 مليون شخص خلال السنوات الأربع الأولى من الحرب. وبنهاية الحرب سنة 1945 كان هنالك ما يزيد عن 40 مليون لاجئ ومشرّد ومهجر في أوروبا<sup>69</sup>. فضلا عن الهجرات التي تمت داخل القارة الأوروبية، فقد أجبر ملايين الأشخاص على الانتقال من مناطقهم الأصلية إلى أماكن خارج أوروبا، وخاصة باتجاه أستراليا<sup>70</sup>.

وتعد الهجرة القسرية للفلسطينيين بعد طردهم من أراضيهم منذ 1948 من طرف الجماعات اليهودية إحدى أكثر الهجرات إيلاما في التاريخ المعاصر، حيث يعتبر اللاجئون الفلسطينيون

إسبانيا<sup>59</sup> ما أدى إلى تشتتهم في مناطق الضفة الجنوبية لحوض البحر الأبيض المتوسط<sup>60</sup>. وتعرض اليهود منذ 1492 م للتهجير والإبعاد بمناطق مختلفة من ضفاف البحر الأبيض المتوسط والقارة الأوروبية<sup>61</sup>. كما شكلت صقلية منذ نهاية العصر الوسيط مجالاً مستقبلاً لهجرات اليهود، لا سيما من شمال إفريقيا ما أسهم في تكريس التأثير العربي على اليهود الصقليين فضلاً عن تأثيرات ثقافية ولغوية أخرى جعلت صقلية بوتقة انصهرت فيها مختلف ثقافات غرب البحر الأبيض المتوسط<sup>62</sup>.

وبناء على ما سبق، يتضح أن العوامل الدينية قد تحكمت بشكل كبير في الهجرات الكبرى خلال العصر الحديث. فقد كان العامل الديني إحدى العوامل المحركة لحركة الكشوفات الجغرافية الأوروبية وما رافقها من استعمار استيطاني للأندلس. كما تجسد العامل الديني بالخصوص في الحروب الدينية التي نشبت بأوروبا بين الكاثوليك والبروتستانت، والاضطهاد الديني للمسلمين بالأندلس. وكانت للعوامل السياسية والاقتصادية أهمية في تحديد اتجاهات الهجرة خلال هذا العصر بحكم أهمية التدفقات البشرية التي صاحبت الكشوفات الجغرافية والمد الاستعماري الذي ميزها. كما ساهمت الهجرات التي رافقت الكشوفات الجغرافية والحركة الاستعمارية التي تلتها في التخفيف من الضغط السكاني بعدد من الدول الأوروبية التي كانت تعاني من عدم تناسب عدد سكانها مع مواردها الطبيعية، فكان انتقال الأوروبيين لاستيطان المجالات المكتشفة بمثابة حل لمشاكل عدد من الدول الأوروبية.

## 6. الهجرات الجديدة في التاريخ المعاصر

عرف العالم، ولا سيما أوروبا الغربية، عدة تحولات اقتصادية وتقنية ناجمة عن الثورة الصناعية، وتحولات سياسية مرتبطة بتداعيات الثورتين الفرنسية والأمريكية وظهور الدول القومية وانفجار الثورات الليبرالية. وقد كان لهذا المناخ العالمي الجديد تأثير على الهجرات القارية والدولية. غير أن تيارات الهجرة لم تتوقف بسبب التحولات التي ذكرنا، وإنما فتحت المجال أمام أنواع أخرى من الهجرة لها أسبابها وتداعياتها المختلفة على المجال والديموغرافيا. ففي القرن 19 م بدأ ظهور الهجرة الجماعية بالشكل الحديث الذي تعرف به في وقتنا الحالي، وقد ساعد على ذلك بروز ظروف ووسائل جديدة مثل الاستيطان الاستعماري وتوسع الولايات المتحدة الأمريكية، وتطور المواصلات. فخلال الفترة ما بين 1846 و1914 غادر ما يزيد عن 30 مليون مهاجر أوروبا متجهين نحو الولايات المتحدة الأمريكية<sup>63</sup>. وقد استقبلت بعض الدول الأوروبية

## 5. دور الكشوفات الجغرافية في هجرات العصر الحديث

أسفرت حركة الكشوفات الجغرافية عن حدوث إحدى أكبر الحركات السكانية التي شهدها العالم وإحدى أكثر الهجرات مأساوية أيضا. فخلال القرن 16م انطلقت تلك الهجرات الطوعية من الدول التي قادت الكشوفات إلى المستوطنات الجديدة في القارة الأمريكية وإفريقيا وآسيا<sup>47</sup>. وترتب عن ذلك انتقال البريطانيين والبرتغاليين والإسبان والفرنسيين إلى مناطق النفوذ الجديدة<sup>48</sup>. وقد شكلت أمريكا الشمالية والجنوبية وأستراليا أهم وجهة للمهاجرين الأوروبيين. وقد استقطبت القارة الأمريكية الشمالية مهاجرين من إيرلندا وإيطاليا وبولندا وألمانيا وغيرها<sup>49</sup>. وتجلى الجانب المأساوي في تلك التحركات البشرية في تصفية معظم الهنود الحمر سكان البلاد الأصليين<sup>50</sup>. في حين اتجهت الهجرات الإسبانية والبرتغالية نحو جنوب القارة الأمريكية، حيث حصلت إبادة مماثلة للسكان الأصليين<sup>51</sup>. كانت أستراليا منذ أواخر القرن 18م مقصدا للمهاجرين البريطانيين في فترة الثورة الصناعية<sup>52</sup>. وقد نشطت، بالموازاة مع حركة الكشوفات الأوربية ولا سيما خلال القرن 16م، تجارة الرقيق عبر النقل القسري للأفارقة إلى القارة الأمريكية المكتشفة للعمل في المناجم والمزارع<sup>53</sup>.

لقد أدت الحروب الأهلية والدينية التي نشبت في أوروبا خلال القرنين 16 و17م إلى نزوح عدد كبير من السكان داخل القارة الأوروبية. فقد أجبر السكان على مدى قرنين إلى الهروب من مختلف الدول الأوربية الكاثوليكية والبروتستانتية. ومن نماذج تلك الهجرات الدينية نذكر هجرة البروتستانت باتجاه إنجلترا<sup>54</sup>، وهجرة الهوغونوطيين (Huguenots) الفرنسيين بعد 1685م نحو هولندا وإنجلترا<sup>55</sup>.

ساهمت الحروب الأهلية والقومية التي عرفتها أوروبا في تزايد أعداد المهاجرين، وتعد حرب الثلاثين عاما نموذجا للحروب التي أفضت إلى حدوث حركات نزوح كبيرة<sup>56</sup>. لقد أدت الحروب التي اندلعت بين الإمبراطوريات الثلاث: الهابسبورغية<sup>57</sup> والعثمانية والروسية إلى حدوث هجرات كثيفة شملت شرق أوربا وجنوبها<sup>58</sup>. وبالنتيجة، أسفرت الهجرات الأوربية بمرور الوقت عن حصول تحول مهم في البنية السكانية في عدد من أنحاء العالم، لا سيما في الأمريكيتين وفي جنوب المحيط الهادي، بل وكذلك في أجزاء من إفريقيا وآسيا.

ومنذ 1609م أجبر المسلمون على الهجرة القسرية من جنوب إسبانيا نحو سواحل إفريقيا الشمالية بسبب الاضطهاد الديني وحروب الاسترداد التي قامت بها الممالك المسيحية في



ناحية أخرى شهدت أواخر القرن 11م هجرات من بعض الدول العربية في المشرق العربي باتجاه البلدان المتوسطية<sup>41</sup>.

ولئن كانت الأسباب الظاهرة لتلك الهجرات دينية بالأساس، فلا شك أن العاملين الاقتصادي والسياسي كانا محركين مهمين لتلك التحركات العربية. فخلال هذا العصر هاجر سكان سواحل شمال إفريقيا نحو بلدان جنوب الصحراء لأغراض التجارة إضافة إلى نشر الدين الإسلامي. ومنذ القرن 7م أيضا شرع الأتراك في غزو معظم آسيا الوسطى والأناضول، أي في البلدان المعروفة اليوم مثل تركيا وقيرغيزستان، تركمانستان، أوزبكستان، كازخستان وبعض المناطق من روسيا الحالية.

وخلال أواخر القرن 11م اندلعت الحروب الصليبية التي كان من نتائجها هجرة الكثير من الأفراد من الأوروبيين إلى الشرق، واستقرارهم في بلاد الشام، وهجرة العديد من المسلمين أيضا إلى البلاد الأوربية<sup>42</sup>. كما تواجد الصليبيون بأعداد كبيرة بشمال إفريقيا خلال فترة الحروب الصليبية، سواء كتجار، أو جنود، أو أسرى<sup>43</sup>. ويتضح من رصد التدفقات التي حدثت إثر تلك الحروب أن حوض البحر الأبيض المتوسط قد شهد حركات هجرة مهمة ساهمت في حصول تلاقح حضاري بين المشرق الإسلامي والغرب الأوروبي المسيحي<sup>44</sup>.

خلال القرن 13م هاجر المغول من موطنهم بشمال شرقي آسيا وانتشروا في الصين ووسط آسيا مرورا بباكستان ووصولاً إلى العراق. كما توغلوا في أوروبا ووصلوا إلى مشارف فيينا<sup>45</sup>. وقد تمخض عن غزوات المغول عقد صلات حضارية بين الصين والعالم الإسلامي وأوروبا. وخلال العهد العثماني حدثت هجرات للأتراك نحو مناطق من أوروبا وإفريقيا. وبموازاة ذلك تنامت تحركات سكانية مهمة بين أنحاء الإمبراطورية بسبب الحروب والصراعات التي شهدتها مناطق الكيان العثماني. كما تعرض اليهود للإبعاد من عدد من الدول الأوربية. فقد جرى إبعادهم من إنجلترا خلال القرن 13م، ومن فرنسا خلال القرن 14م، ومن إسبانيا خلال القرن 15م<sup>46</sup>.

ويتبين انطلاقاً مما سلف أن هجرات العصر الوسيط قد تضافرت فيها دوافع متعددة، مع أهمية الدوافع الدينية كما يظهر على سبيل المثال من الفتوحات العربية/الإسلامية، أو الحروب الصليبية. إضافة إلى العوامل السياسية متمثلة في التوسعات الاستعمارية.

تحوز الأرض وتحصيل المنافع الاقتصادية، أو من أجل التبادل التجاري كما هو الشأن مثلا بالنسبة لهجرات الفينيقيين والقرطاجيين.

وعلى المستوى المجالي، يلاحظ أن معظم التحركات البشرية في العصر القديم قد تركزت بصفاف حوض البحر الأبيض المتوسط الذي شكل فضاء متحركا منذ العصر القديم. وقد تمخض عن هجرات العصر التاريخي تلاقح حضاري كبير شمل النواحي الديموغرافية والاجتماعية والاقتصادية حيث اخترقت التأثيرات الحضارية قارات أوروبا وإفريقيا وآسيا على شكل تأثيرات متبادلة بين عدد من شعوب العالم القديم، وكان حوض البحر الأبيض بمثابة ملتقى انصهرت فيه التأثيرات الحضارية الناجمة عن التحركات السكانية المختلفة.

#### 4. الهجرات العظمية خلال العصر الوسيط

تميز العصر الوسيط المبكر بحدوث هجرات واسعة للشعوب الجرمانية الشمالية من القوط والفرنجة والوندال واللومباردين ليتمكنوا من السيطرة على ممتلكات الامبراطورية الرومانية الغربية المنهارة في أوروبا خلال الفترة المتراوحة بين 376 و800م<sup>38</sup>. وفي هذا العصر، استمر التوسع الجرمانى باتجاه الجنوب، حيث وصلوا إلى إيبيريا، بينما عبر الوندال إلى شمال إفريقيا سنة 429م.

حدثت في أوروبا هجرات وعلى فترات متباعدة، خاصة بعد ضعف الدولة الكارولنجية واندلاع الحروب الأهلية، إذ توغلت بها أقوام أجنبية، ومنها على سبيل المثال شعب الفايكينغ من الشمال، والمجريون من الشرق، والساسريون من الجنوب<sup>39</sup>. واتسمت الأوضاع بأوروبا خلال الفترة المتأخرة من العصر الوسيط بانتشار الكوارث والمجاعات والطاعون والحروب والانقسات الدينية ما هدد حياة السكان في أوروبا الغربية، وتسبب في حدوث هجرات بشرية.

وشهدت بداية العصر الوسيط هجرات كثيفة للقبائل السلافية نحو الغرب والجنوب انطلاقا من بولونيا وروسيا لتصل إلى منطقة البلطيق وأوروبا الشرقية. وخلال القرن 7م هاجر الأنغلوسكسونيون من الدانمارك وشمال غرب ألمانيا واستوطنوا إنجلترا. وتميز العصر الوسيط أيضا بموجات جديدة من الهجرات العربية بعد ظهور الإسلام خلال القرن 7م لتشمل الشام وبلاد ما بين النهرين وصولا إلى الصين شرقا وإفريقيا وجنوب إسبانيا غربا<sup>40</sup>. ومن

«بحرنا» (Mare Nostrum). وبذلك أصبحت الظروف مواتية للرومان للسيطرة على الشرق<sup>30</sup>. ولا شك أن هجرات بشرية مهمة قد صاحبت الحملات العسكرية الرومانية، وسمحت بانتقال فئات من المجتمع الروماني إلى الأنحاء التي سيطرت عليها الجيوش الرومانية، وخاصة من كبار الموظفين والتجار وأصحاب الأعمال، إضافة طبعا إلى العدد الكبير من القوات الرومانية<sup>31</sup>. وقد تمخض عن ذلك انتقال مؤثرات حضارية رومانية تفاعلت مع ثقافات السكان المحليين في البلاد التي خضعت للاحتلال الروماني.

كما انتقل العرب من شمال شبه الجزيرة العربية باتجاه الشمال للتوسع على حساب مجالات حضارة الشرق القديم بجنوب العراق ومجال حضارة الأنباط بالأردن ثم سوريا وباقي السواحل الشرقية للبحر الأبيض المتوسط. لقد دشّن صعود العنصر العربي نحو الشمال وسيطرته على مجالات الحضارات الشرقية البائدة نقطة تحول في تاريخ الشرق الأدنى. وقد بدأت محاولات انتشار العنصر العربي نحو الشمال باتصالات مع المصريين القدامى ومع الآشوريين<sup>32</sup> ثم البابليين أسفرت عن انتقالهم تدريجيا نحو مجالات حضارات الشرق القديم منذ حوالي القرن 8 ق.م<sup>33</sup>، إن لم يكن أقدم من ذلك<sup>34</sup> من أجل التجارة، لاسيما مع الآشوريين والمصريين. وقد مهد ذلك لاستقرار جماعات عربية بمجالات الحضارات القديمة ليصلوا لاحقا إلى العراق وسوريا والأردن ومصر. وقد سمح سقوط الإمبراطورية الآشورية خلال القرن 7 ق.م باستمرار تدفق الهجرات العربية نحو الشمال، وخاصة نحو بلاد الرافدين<sup>35</sup>. وشهد القرن 6 ق.م انتشار العنصر العربي بشكل أوسع مجاليا، بحيث شرع العرب في محاولة تشكيل كيانات سياسية خاصة بهم<sup>36</sup>. وبمرور الوقت توغلوا أكثر نحو الشمال. فخلال منتصف القرن 3 ق.م تقريبا حدثت هجرات كثيفة من شبه الجزيرة العربية نحو بلاد الرافدين<sup>37</sup>. كما شرع الجرمانيون في التحرك شمالا وجنوبا وصولا إلى نهري الدانوب والراين لتعرف تحركاتهم أوجها خلال القرنين 4 و5 م لتطرح بالإمبراطورية الرومانية الغربية، وتواصل زحفها نحو إيبيريا وشمال إفريقيا.

يتضح مما سبق أن العصر القديم قد عرف هجرات كثيفة لم تكن سلمية في غالب الأحيان، حدثت بفعل تضايف عوامل متعددة. فقد تجلت الدوافع الطبيعية في وطأة الظروف الناتجة عن المناخ والتضاريس مع ما يرتبط بذلك من رغبة في البحث عن مجالات أفضل للعيش، وهو ما ينطبق على هجرات ما قبل التاريخ. وهناك العامل السياسي الذي أمّلته الرغبة في السيطرة والتوسع كما هو الشأن بالنسبة للهجرات التي ترتبت عن التوسعات التي قام بها الإغريق والرومان والشعوب الجرمانية الشمالية. في حين كان العامل المحرك لعدد من الهجرات الكبرى متمثلا في الرغبة في

روسيا. ويرجح أن تلك الموجات البشرية قد مكنت الهنود-أوروبيين من السيطرة على مجال واسع يشمل القارة الأوروبية وجزء من آسيا وصولاً إلى ما يمثل إيران اليوم وإلى غاية الهند.

يعد الهكسوس من الشعوب المهاجرة التي يجهل موطنها بالضبط. ويعتقد المؤرخون أنهم انطلقوا من غرب ووسط آسيا لينتشرُوا بالشام ومصر خلال القرن 18 ق.م<sup>24</sup>. وبنهاية القرن 13 وبداية القرن 12 ق.م، تدفقت موجات بشرية أُطلق عليها المؤرخون تسمية شعوب البحر عن طريق البحر الأبيض المتوسط، وغزت مناطق شرق البحر المتوسط، ولاسيما مصر والساحل الفينيقي والأناضول. وفي نهاية الألف الثاني ق.م، انطلق الفينيقيون بسفنهم من الساحل اللبناني السوري من أجل التجارة والاستقرار بالسواحل المتوسطية والأطلسية. وإذا كان ربط ذلك التوسع بهجرات فينيقية كبيرة نحو الجزء الغربي من المتوسط يظل موضع خلاف بين الباحثين، فإن تأسيس المدن والمراكز التجارية على مجموع الضفاف المتوسطية يحتاج إلى عنصر بشري مهم ما يجوز معه الحديث عن انتقال العنصر الفينيقي بأعداد مهمة نحو ضفتي حوض البحر الأبيض المتوسط<sup>25</sup>.

كما شرع القرطاجيون بدورهم، منذ منتصف القرن 7 ق.م، في اكتشاف الضفاف المتوسطية، والاستفادة من مؤهلاتها التجارية، وتعويض الدور الذي ظل يقوم به أسلافهم الفينيقيون في المراكز المنتشرة على طول السواحل المتوسطية بعد أن بدأ المد الفينيقي باتجاه الغرب في الانحسار متأثراً بازدياد ضغط القوى المجاورة على فينيقيا<sup>26</sup>. ولا شك أن القرطاجيين قد انتقلوا بأعداد كبيرة إلى تلك الأنحاء إما بقصد التجارة، أو الاستقرار<sup>27</sup>.

كما وفدت إلى إفريقيا من ناحية الشرق شعوب من القوقازيين ينطقون اللغة السامية قادمين من جنوب شبه الجزيرة العربية ومن مملكة سبأ، وكان كثير من التجار يعبرون البحر الأحمر بصفة مستمرة متجهين إلى مرتفعات الحبشة في الألف الأولى ق.م<sup>28</sup>. وخلال نفس الفترة تقريباً، يبدو أن بعض سكان شمال إفريقيا القديم فضلوا الهجرة عبر الصحراء ليقيموا إلى جانب شاطئ الأطلنطي بغرب إفريقيا، لا سيما بالقرب من نهر السنغال<sup>29</sup>.

بعد أن تقوت روما بشبه الجزيرة الإيطالية، انطلق الرومان لاحتلال الأراضي الواقعة بسواحل البحر المتوسط وصولاً إلى الشرق، خاصة بعد إزاحة قرطاج منافستهم على المنطقة منذ 146 ق.م، وانتقال السيادة على ضفاف البحر الأبيض المتوسط للرومان، حتى أنهم أطلقوا عليه اسم

وخلال القرنين 8 و 7 ق.م حدثت هجرات إغريقية نحو الضفة الشمالية للبحر الأبيض المتوسط بحثا عن التوسع والحصول على الأراضي الخصبة. وهكذا استوطن الإغريق جنوب شبه الجزيرة الإيطالية وصقلية<sup>17</sup>، ويمكن تفسير ذلك بعدة عوامل من أهمها قرب جزيرة صقلية والجنوب الإيطالي من بلاد الإغريق، فلا حواجز جبلية تعيق الاتصال بين الطرفين. كما سهلت جزر البحر الأدرياتيكي، ولاسيما جزيرة كوركييرا (جزيرة كورفو الحالية شمال غربي اليونان) حركة الاتصال، فمن خلالها حمل التجار والمهاجرون الإغريق الحضارة الإغريقية منذ عصورهم المبكرة. وقد كان لذلك أثر واضح من الناحية الحضارية من خلال التأثيرات الإغريقية الملحوظة بجنوب إيطاليا وصقلية<sup>18</sup>.

بل تعدوا ذلك إلى محاولة النزول بسواحل الضفة الجنوبية للمتوسط من خلال هجرة الإغريق الثيرانيين إلى الساحل الليبي الحالي<sup>19</sup>، وإنشائهم لمستوطنة قوريناثة (مدينة شحات الحالية/ ليبيا) منذ 631 ق.م<sup>20</sup>، وهي المنطقة التي كانت تقع في طريق الرحالة والتجار الإغريق الذين كانوا يترددون باستمرار على السواحل الشرقية لشمال إفريقيا. وهو ما يطرح مسألة الطابع الاستعماري للهجرات الإغريقية بصفة عامة، ونحو ذلك الجزء من شمال إفريقيا بصفة خاصة.

وفي القرن 4 ق.م شرع المقدونيون في غزو بلاد الإغريق بقيادة فيليب المقدوني، وبسبب رغبات الهيمنة توسع الإغريق بقيادة الإسكندر المقدوني بشرق البحر المتوسط منذ 334 ق.م. وفي إطار التوسع الإغريقي بالشرق، انتقل الإغريق إلى آسيا الصغرى ومصر وسوريا وفينيقيا وبلاد فارس، ومنها انطلقوا إلى أنحاء أخرى من آسيا وصولا إلى الهند<sup>21</sup>. سمحت تلك التحركات بتوسيع مجال سيطرة العنصر الإغريقي على اعتبار أن الوجود الإغريقي بالمناطق التي توسع بها الإسكندر المقدوني لم تقتصر على الجنود فحسب، ذلك أن جماعات إغريقية قد هاجرت إلى تلك المناطق، ولاسيما فئة التجار. وقد أسفرت التبادلات الحضارية بين الإغريق وسكان الشرق عن تلاقح حضاري بين الشرق وحضارة الإغريق تمثل في ظهور حضارة هيلينيسية اتخذت طابعا شرقيا من الشرق الأدنى إلى غاية السند<sup>22</sup>. ويمكن الاستنتاج من خلال التأمل في الهجرات الإغريقية خلال العصر القديم أنها كانت خطية جماعية واستيطانية في معظمها<sup>23</sup>.

وينطبق نفس الشيء على الجرمان (Germains) الذين استوطنوا شمال أوروبا، والسلتيون (Celts) الذين استقروا بفرنسا، والسلافيون (Slaves) الذين انتقلوا إلى بولونيا وغرب

كثيرة نحو بلاد ما بين النهرين. فقد حل السومريون بالمنطقة قادمين من منطقة اختلف الباحثون في تحديدها<sup>8</sup> قبل أن تختفي حضارتهم خلال الألف الثاني ق.م بسبب غزوات العيلاميين القادمين من إيران. ثم توافدت على المنطقة شعوب أخرى كالأشوريين ثم الآراميين والعموريين (وسط وجنوب ما بين النهرين وسوريا)<sup>9</sup>. وقد أنشأت تلك الشعوب الحضارات التي عرفتها المنطقة تواليا خلال العصر القديم، والتي قامت بدورها بتوسعات مجالية بالمناطق المجاورة صاحبته تحركات بشرية. كما شكلت بلاد ما بين النهرين وجهة لهجرات بشرية متتالية رافقت الغزوات التي تعرضت لها المنطقة من طرف الحثيين من تركيا، والميتانيين من القوقاز<sup>10</sup>.

وتعد هجرة الشعوب الهندو-أوروبية منذ أواخر الألف الثالث ق.م من أكبر الهجرات التي حدثت في أواخر العصر الحجري الحديث وفجر التاريخ، وتلتها موجة أخرى عند نهاية الألف الثاني ق.م. علما أن الموطن الأول لتلك القبائل يبقى محل خلاف كبير بين المؤرخين. ويرجح أنها اتجهت شمالا وجنوبا من موطنها المقترض بالسهول المحاذية للبحر الأسود وبحر قزوين إلى شبه القارة الهندية<sup>11</sup>. وفي فترة لاحقة انتقل الحثيون إلى الأناضول والفرس إلى إيران<sup>12</sup>.

ويرجح أن بداية الألف الثاني ق.م قد عرفت موجات جديدة من الهجرات الهندو-أوروبية. فالإغريق ليسوا أصلاء بجنوب أوروبا، وإنما هاجروا إليها في إطار نفس الموجات البشرية، ويرجح أن ظهور الميكينيين (Mycénien) ببلاد الإغريق راجع للاختلاط البشري الذي حدث بين هؤلاء المهاجرين الهندو-أوربيين والسكان المستقرين قبل ذلك ببلاد الإغريق<sup>13 14</sup>. وخلال الفترة الواقعة ما بين القرنين 16 و13 ق.م، وضمن نفس موجات الهجرة، شرع الآخيون في التوسع بجزر بحر إيجه<sup>15</sup>. ويبدو أنهم عجزوا عن التوغل بداخل أوروبا فاختراروا التوجه نحو البحر حيث حدث تنافس بينهم وبين الحثيين في بحر إيجه.

وعند نهاية القرن 13 ق.م قدم الدوريون من الشمال وانتشروا ببلاد الإغريق ما أسفر عن هجرات واسعة للإغريق نحو السواحل الشرقية لبحر إيجه فرارا من الغزاة الجدد. فقد طردوا الميكينيين وحلوا محل الآخيين الذين هاجروا بدورهم إلى جزر بحر إيجه وآسيا الصغرى وقبرص. كما فتحت الغزوات الدورية المجال للأيونيين (Ionienne) والأيوولين (Eolienne) للانتقال إلى بلاد الإغريق<sup>16</sup> ما يعني حدوث هجرات معاكسة قصدت بلاد الإغريق خلال القرنين 12 و11 ق.م.

المؤثرة في آسيا وأوروبا في البروز كنتيجة لهجرات ضخمة. فحسب دراسة حديثة (2018) أشرفت عليها جامعة Wyoming ونشرت بمجلة الطبيعة (Nature) اتضح أنه منذ حوالي 6000 سنة ق.م. هاجر عدد كبير من المزارعين من الأناضول إلى جميع أنحاء أوروبا. وحسب نفس الدراسة فقد شهد العصر البرونزي الأوروبي (بين 3 آلاف و2500 ق.م) انتقال البشر من أوراسيا إلى أوروبا<sup>5</sup>.

لقد كانت عوامل متداخلة تقف خلف هذا الانتقال المكاني خلال هذه الحقب الموغلة حيث لم يعرف الإنسان معنى الاستقرار في بقعة محددة بسبب إكراهات ومتطلبات العيش. ولهذا ظل الإنسان القديم في حالة انتقال دائم هروبا من الظروف المناخية غير الملائمة جراء التغيرات المناخية، أو بحثا عن مصادر أفضل للعيش.

ولعل أكبر الهجرات هي تلك التي قامت بها ما يعرف بالشعوب السامية منذ حوالي 4000 ق.م، حيث انطلقت من موطنها المفترض بشمال شبه الجزيرة العربية نحو بلاد ما بين النهرين والسواحل السورية والفلسطينية واللبنانية أو ما يعرف في التوراة بأرض كنعان، وهي نظرية لا تحظى بتأييد كامل المجتمع العلمي، حيث اقترحت منطلقات أخرى للهجرات السامية، منها على سبيل المثال الشرق الأدنى<sup>6</sup>.

وقد انخرط المؤرخون في بحث مضمن لتحديد الموطن الأصلي لعدد من الشعوب حتى صار بالإمكان البحث لكل شعب بالضرورة عن موطن أول مجهول غير المجال الذي برز به خلال العصر التاريخي،. ولا تعرف على وجه التحديد دوافع الهجرات التي حدثت على فترات طويلة تقدر بالآلاف السنين مما قبل التاريخ. ولكننا نستطيع التكهن بأهمية دور العاملين الطبيعي والاقتصادي في انتقال الإنسان خلال ما قبل التاريخ القديم إلى مجالات جديدة<sup>7</sup>. ولكن ما هو مؤكد أن تلك الهجرات قد جلبت الكثير من العناصر الحضارية إلى مجالاتها الجديدة، وشجعت على حدوث هجرات تالية.

### 3. تحولات الهجرة في العصر التاريخي ودوافعها

عرفت مختلف أرجاء المعمورة حركات انتقال مجالي تفاوتت من حيث أسبابها ومداها ونتائجها. ونقترح التركيز على الهجرات الكبرى التي تمت في العصر التاريخي. فقد حدثت هجرات وغزوات

ويرجح علماء الآثار والأنثروبولوجيا أن أولى الهجرات في التاريخ هي تلك التي قام بها أشباه البشر من إفريقيا باتجاه الشمال بسبب التحولات الجيولوجية التي عرفتها القارة. ويقصد بذلك نظرية هجرة الإنسان المنتصب من إفريقيا عبر القرن الإفريقي إلى شبه الجزيرة العربية ومنها إلى أوراسيا منذ حوالي مليوني سنة ثم تفرق هذا النوع البشري فيما بعد وعلى فترات زمنية متباعدة في الشرق الأدنى وأوروبا ثم إلى القارة الأمريكية عبر آسيا<sup>1</sup>.

لقد عثر على بقايا أثرية تؤرخ لتلك الهجرات القديمة في باكستان (حوالي مليوني سنة)، وفلسطين (حوالي 1,5 مليون سنة)، والقوقاز (حوالي 1,81 مليون سنة)، والصين (حوالي 1,66 مليون سنة). وتسمح المعطيات المتوفرة بترجيح استمرار الهجرات من إفريقيا خلال الفترات اللاحقة. فقد تسبب جفاف الصحراء الإفريقية خلال الفترة الجليدية في حدوث هجرات كثيفة باتجاه الشمال ما بين 60000 و70000 سنة. وقد أيدت دراسة جينية نشرت سنة 2015 بمجلة الطبيعة (Nature) أن معظم جينات سكان العالم قد نشأت عن جينات مهدها إفريقيا<sup>2</sup>.

ورغم أن المسالك التي تمت عبرها هذه الهجرات القديمة قد ظلت محط جدل ونقاش بين العلماء، فالظاهر أن الانتقال في المجال من إفريقيا وبين القارات كان ممكنا منذ هذا العصر عبر الممرات البرية من التي كانت متاحة بين القارات. ولا يستبعد أن الهجرات الأولى التي انطلقت من إفريقيا قد تمت عبر مصر وسيناء، وعبر إثيوبيا ومضيق باب المندب وشبه الجزيرة العربية.

لقد سمح تطور الأبحاث الأثرية بمعرفة الموطن الأول للإنسان العاقل، وهو المغرب (في حدود المعطيات الحالية). وتحدد ذلك بحوالي 300.000 سنة. وإذا كان هذا الاكتشاف لا يغير في شيء نظرية انطلاق الجد الأول للبشرية من إفريقيا، فإن المعطيات الجديدة تجعل شمال إفريقيا هي منطلق الهجرات الأولى للإنسان العاقل، وليس شرق القارة وفق النظرية التي استندت إلى قدم بقايا الإنسان القديم بشرق إفريقيا<sup>3</sup>. وبناء عليه، نفترض أن أولى هجرات الإنسان العاقل قد انطلقت من إفريقيا لوجود أقدم بقاياها بها حسب المعطيات المتوفرة لحد الآن، وهو 300.000 سنة. وقد تحرك هذا الإنسان خارج إفريقيا ليستوطن قارات أوروبا وآسيا ثم باقي القارات، ومنها القارة الأمريكية<sup>4</sup>.

ولا شك أن ثورات العصر الحجري الحديث، ولاسيما بعد اكتشاف الزراعة وتطور التجارة قد أغرى عددا من الجماعات العرقية بتغيير مجالاتها الأصلية والبحث عن بيئات أفضل للعيش. وقد أثبتت الأبحاث الأثرية حدوث هذه الهجرات الكبيرة. ففي فجر التاريخ بدأت عدد من الحضارات



ظاهرة الهجرة بقضايا متعددة بشكل يسم الموضوع بالثراء المعرفي. يضاف إلى ذلك طول الحيز الزمني للدراسة الذي فرضته المقاربة التاريخية العابرة للعصور، والتي تروم فهم أفضل للظاهرة المدروسة ورصد تطورها عبر الزمن. وفي هذا الإطار تعتمد هذه الدراسة، لضرورات منهجية بحتة، التحقيب الأوربي التقليدي وتواريخه، مع استحضار حدود ذلك التحقيب والمتغيرات التي تؤطره بوجه عام.

وتتجلى أهمية مقارنة ظاهرة الهجرة بالتصور المقترح في هذه الدراسة في معرفة جذور هذه الظاهرة الانسانية، والعوامل المحركة لها، ورصد التحولات التي عرفتتها عبر العصور، واستنتاج الخلاصات المستفادة من ذلك. ويروم هذا البحث مقارنة الظاهرة المدروسة وفق تفصيل عمودي وأفقي. عموديا، سنعرض لتطور الهجرة لظاهرة إنسانية وحضارية بشكل تدريجي وعبر العصور مع التركيز على الحركات الكبرى المؤثرة منذ ما قبل التاريخ وإلى غاية الفترة المعاصرة. أما أفقيا، فقد تم تقسيم الموضوع إلى عدة فقرات، مع تأطيره بمقدمة وخاتمة:

- تحديدات مفاهيمية ومنهجية؛
- أقدم الهجرات البشرية والعوامل المتحكمة فيها؛
- تحولات الهجرة في العصر التاريخي ودوافعها؛
- الهجرات العظمى خلال العصر الوسيط؛
- دور الكشوفات الجغرافية في هجرات العصر الحديث؛
- الهجرات الجديدة في التاريخ المعاصر.

## 2. أقدم الهجرات البشرية والعوامل المتحكمة فيها

يبدو أن أولى الهجرات البشرية قد بدأت منذ ما قبل التاريخ في تاريخ يصعب حصره بالضبط بحكم الصعوبات المرتبطة بمعرفة موطن أولى فصيلات البشر وطبيعة تحركاتها، وتحديد مسار تحركات الجماعات البشرية الأولى التي تشكلت في التاريخ، وبالتالي معرفة الهجرات البشرية الأولى في عصور ما قبل التاريخ.

بات من الصعب ربط علاقة المجموعات العرقية المختلفة بمجال جغرافي معين طالما أن معظم الجماعات البشرية قد انتقلت من مجالاتها الأصلية، واستوطنت مجالات جديدة لدرجة لم يعد معها بالإمكان الحديث عن شعوب أصيلة بمجال جغرافي محدد. لقد شغلت الهجرة، وبلا انقطاع، حيزاً زمنياً طويلاً باعتبارها ظاهرة ملازمة للوجود البشري.

ولم تكن الهجرة مجرد حركات مكانية للسكان، وإنما صاحبته تحولات وتبادلات حضارية ما يفرض مقاربة شمولية لهذا الفعل البشري، وذلك من خلال طرح الأسئلة التالية ومحاولة إيجاد عناصر الإجابة عنها: لماذا ينتقل الإنسان من مجالاته الأصلية؟ كيف يتأقلم مع بيئات مختلفة؟ هل تمت الهجرات دائماً في ظروف السلم؟ وهل تراجعت الهجرات بمرور العصور؟

أسئلة نقترح مقاربتها في هذه المقالة من خلال اقتفاء مسارات الهجرات البشرية منذ ما قبل التاريخ، وإلى غاية الفترة المعاصرة، والكشف عن التحولات الحضارية المرتبطة بظاهرة الهجرات البشرية سعياً وراء فهم أفضل لماهية الجغرافيا السكانية للكرة الأرضية الآن، والعوامل التي أسهمت في إرسائها على ما هي عليه.

## 1. تحديدات مفاهيمية ومنهجية

قبل الخوض في موضوع الدراسة يتوجب إبداء بعض ملاحظات تهم الجانبين المفاهيمي والمنهجي. ذلك أن دراسة من هذا القبيل لا بد وأن تصطدم بإشكالات مرتبطة بالجهاز المفاهيمي الذي يتعين توظيفه لدراسة ظاهرة انتقال البشر من مجال لآخر عبر التاريخ. وبعيدا عن الخوض في المقاربة المفاهيمية الصرفة بحكم التطورات التي عرفتها المفاهيم ومدلولاتها عبر الزمن ونظرا لتساع الحيز الزمني للدراسة، فإن الأهم هو التركيز على مسألة الانتقال المكاني للجماعات البشرية سواء كان عبارة عن مغامرات، أو هجرة طوعية أو تهجيرا، أو لجوء، أو نزوحا، وغيرها من المفاهيم ذات المدلولات المميزة في سياقاتها الخاصة.

كما يتعين التنبيه إلى أن اختيار الكتابة عن موضوع الهجرة بالشكل الذي يوحى به عنوان هذه الدراسة الأولية قد أمّلته الرغبة في الإحاطة بتطور الظاهرة عبر أطول مدى زمني ممكن في إطار مقاربة شمولية لأن الدراسات التي خاضت في الموضوع في إطار حدود زمنية معينة هي من الكثرة بحيث استوفت أغراضها. كما أن هذه المقاربة البحثية تطرح تشعباً في موضوع الدراسة لارتباط

# الهجرة والتهجير:

## محاولة لرصد الحركات الكبرى في المجال عبر التاريخ

عبد اللطيف الركيك

### Résumé en français

La migration, au sens large, désigne le déplacement géographique de personnes ou de populations pour diverses raisons. Les migrations constituent un phénomène universel, très ancien. Assurément, l'histoire de l'humanité est marquée par les mouvements migratoires. Depuis la préhistoire, l'homme est toujours parti à la recherche de nouveaux territoires, pour les conquérir ou s'y installer.

Dans cet article, nous proposons une approche historique globale de la problématique de la migration à travers les âges. Plus concrètement, il s'agit d'essayer de retracer les grandes lignes des migrations humaines de la préhistoire jusqu'à l'âge actuel, tout en se concentrant sur les causes et les effets de ces principaux mouvements migratoires.

### Résumé en anglais

People often think of migration as a recent phenomenon. However, migration has been a feature of human existence. Studies show that the pre-modern migration of human populations begins with the movement of Homo sapiens. The purpose of this paper is to provide a historical overview on the phenomenon of migration.

We offer a comprehensive historical approach to the issue of migration through the ages. Thus, we seek to define the outlines of human migrations from prehistoric times to the present age, as well as we focus on the causes and effects of these main migratory movements.

### تقديم

ارتبطت ظاهرة الهجرة بالوجود البشري منذ أقدم العصور، وتمت إما طوعاً (هجرة)، أو بشكل إجباري (تهجير). كما تنوعت عواملها، وتعددت التحولات التي ترتبت عنها. لقد ارتبطت الهجرة بالأساس بحياسة الأرض وتملك المجال. فلم ينفك الإنسان ينتقل في المجال لأسباب متعددة حتى

حقوق المهاجرين لحفظ كرامتهم وتسهيل عملية اندماجهم في المجتمع بغض النظر عن وضعهم الإداري تماشيا مع الاتفاقيات الدولية ذات الصلة بمجال حقوق الإنسان المصادق عليها.

يبقى أهم تحدي للهجرة مرتبط بآليات التعاون الإقليمي والدولي، لأن التغلب على هذا التحدي سيجعل الفضاء المتوسطي فضاء للسلام والاستقرار في إطار حوار يجمع كل الأطراف المعنية خصوصا وأنها ظاهرة مشتركة تفرض تجاوز المقاربات الانفرادية لتقاسم مسؤولياتها وأعبائها بين محوري الشمال والجنوب.

نهجت الدول الأوروبية إما منفردة أو مجتمعة العديد من السياسات والمقاربات لمواجهة مختلف الإشكاليات المتصلة بظاهرة الهجرة، محاولة منها تحقيق التوازن بين استغلال قضية الهجرة غير الشرعية كهاجس أمني تضغط به على الدول المغاربية لدفعها إلى القبول كقوة حارسة للإقليم من جهة، ومن جهة أخرى نهجها لسياسات تستقطب فيها الكفاءات العالية والمؤهلة، وانتقائها واختياراتها المدروسة لأصحاب الوظائف السامية والشهادات العليا بما يتماشى مع سوق الشغل الأوروبية.

الأوروبية في مجال الهجرة لحقوق المهاجرين بغض النظر عن وضعيتهم القانونية خصوصا العمال منهم بالدول المضيفة ومدى حمايتهم بموجب التشريعات الداخلية وانسجام هذه الأخيرة مع التشريعات الدولية.

تعتبر ظاهرة الهجرة من بين الملفات التي تؤثر على علاقة المغرب بالاتحاد الأوروبي هذا الأخير الذي حدد بعض معالم الشراكة الاستراتيجية التي تشمل التعاون السياسي والأمني الهادف إلى تحويل منطقة حوض البحر الأبيض المتوسط إلى منطقة آمنة وبعيدة عن كل المواجهات العسكرية، وفي مقابل ذلك، يحاول هذا التكتل الأوروبي بين الفينة والأخرى اعتبار محور الجنوب - من بينه المغرب - كدركي الأمر الذي دفع هذا الأخير لأكثر من مرة إلى إصدار مواقف جريئة تؤكد مسؤولية هذا التكتل في تفاقم المشكل، وبذلك فأوروبا أرادت دائما أن يكون محور الجنوب شريكا في المسار الأورومتوسطي لكن كدركي سعيا نحو حماية نظامها الاقتصادي والاجتماعي والسياسي والأمني، وفي هذا الصدد سبق للمغرب أن رفض إقامة مراكز إيواء للشباب القادمين من دول إفريقيا جنوب الصحراء لتبقى المسؤولية مشتركة بين دول المصدر والعبور والاستقبال.

ترتب عن المؤتمر الدولي حول الهجرة المنعقد بمراكش سنة 2018 تبني ميثاق عالمي للهجرة، إذ شكّل فرصة مهمة لتمتين التعاون الدولي من خلال تقاسم المسؤوليات ووحدة الهدف لمعالجة المخاطر والتحديات التي يواجهها الأفراد والمجتمعات في البلدان المعنية بهذه الظاهرة، لذلك جاء هذا الاتفاق في سياق تقليل المخاطر التي تلاقى المهاجرين في مختلف مراحل تنقلاتهم ومدى احترام حقوقهم الإنسانية وحمايتهم وإعمالها وتوفير الرعاية والمساعدة لهم من جهة، ثم من جهة أخرى توفير الظروف الملائمة لجميع المهاجرين عبر استثمار قدراتهم وإمكانياتهم البشرية، الاقتصادية والاجتماعية...، في تحقيق التنمية المستدامة على مختلف المستويات محليا، وطنيا، إقليميا ودوليا.

تناولت الندوة الدولية موضوع الهجرة في الفضاء الأورومتوسطي من زوايا عدة تاريخية، سوسولوجية وقانونية.. لمقاربة الموضوع من مختلف الجوانب، وهكذا تعتبر الهجرة أو حركة التنقل من بلد إلى آخر حق من حقوق الإنسان إذا ما تمت هذه الهجرة في جو يسوده احترام القانون الجاري به العمل من طرف الجميع - سواء تعلق الأمر بالمهاجرين أنفسهم أو دول المصدر أو دول الاستقبال أو دول العبور-؛ رغم تدرع الدول بسيادتها على أراضيها؛ فهذا لا يمنعها من احترام

في مقابل ذلك يعتبر هذا العدد أقل بقليل من 116.273 من الرجال والنساء والأطفال الذين عبروا البحر الأبيض المتوسط بهذه الطريقة خلال سنة 2018، بانخفاض قُدْر بحوالي 5%.

ناقشت هذه الندوة العديد من المحاور منها ما هو مرتبط بالبعد التاريخي والحضاري لظاهرة الهجرة في مختلف مناطق البحر الأبيض المتوسط من خلال استحضار مساراتها باعتبارها ظاهرة قديمة عرفتها البشرية في مختلف المناطق، خصوصا وأنها ساعدت على بناء الكثير من الحضارات لذلك فالهجرة ارتبطت بالوجود الإنساني، فضلا عن مختلف العوامل المحددة لأزمة الهجرة في هذا الفضاء الأورومتوسطي الذي أصبح مجالا للكوارث الإنسانية بسبب ظاهرة الهجرة السرية التي تختلف معالجتها من دولة إلى أخرى والمغرب من بين الدول التي عرفت صعوبات عدة على مستوى تدبير هذا الملف الشائك الذي تتداخل فيه مجموعة من العوامل والأسباب من جهة، ثم من جهة أخرى العديد من الفاعلين المفترض فيهم تقاسم أعباء هذه الظاهرة وتداعياتها الاقتصادية والاجتماعية.. دون تحميل المسؤولية فقط لمحور الجنوب.

وفي جانب آخر ونظراً لكون الهجرة الدولية غدت منظمّة ومركّزة على اليد العاملة المؤهّلة، فقد سعت الدول إلى تطوير اقتصاداتها بكفاءات ومعارف جديدة، لتلبية احتياجاتها في بعض القطاعات، واستقطاب الأطباء والمهندسين والأساتذة.. ما دفع إلى الحديث عن هجرة الكفاءات التي لم تلقَ ترحيباً في بلدانها الأصلية النامية، لتستقرّ في بلدان الاستقبال المتقدّمة التي تقدّر قيمتها وتعي أهميتها بتوفير الأجواء الملائمة والمريحة للعمل بشكل جيد.

استحضرت الندوة كذلك مختلف السياسات والاستراتيجيات الوطنية الخاصة بمواجهة ظاهرة الهجرة التي لم يعد فيها البعد الأمني لوحده كافياً، مما فرض انخراط كل الفاعلين الدوليين – وبخاصة الدول التي تقع في مواقع استراتيجية تحفّز شبابها نحو مغادرة بلدانها الأصلية – عبر العمل على إدماج واستحضار الأبعاد الاقتصادية والاجتماعية.. في السياسات الخاصة بالهجرة في إطار مقاربة شمولية مبنية على التنسيق والتعاون..

توقفت هذه الندوة عند تحديات ظاهرة الهجرة ومدى احترامها لمجال حقوق الإنسان بالمغرب من خلال تحليل وتفسير وتقييم استراتيجيته الوطنية في مجالي الهجرة واللجوء التي أطلقت سنة 2014 والتي سعى من خلالها إلى تسوية وضعية المهاجرين الذين بلغ عدد طلباتهم تسوية الوضع المقدّمة أزيد من 56 ألف طلب، قُبل منها 43 ألفاً، فضلا عن مدى احترام السياسة

## مقدمة

محمد لكريني

سعت الندوة الدولية التي نُظمت برحاب كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بأكادير حول موضوع: «الهجرة في الفضاء الأورومتوسطي في سياق العلاقات المغربية الإفريقية والأوروبية» يومي 6-7 دجنبر 2019 إلى إغناء النقاش وتحليل ظاهرة الهجرة وتقييم حجم مخاطرها الأمنية والاقتصادية والاجتماعية.. على المهاجرين، دول المصدر، العبور والاستقبال، باعتبارها ظاهرة عالمية تجاوزت الفرد الواحد لتتمظهر في إطار مجموعات وشبكات منظمة عابرة للحدود، لذلك كانت أشغال هذه الندوة فرصة لمناقشة مختلف التحديات الأمنية والاقتصادية والاجتماعية والجيوسياسية.. لهذه الظاهرة التي ارتفعت وتيرتها في الآونة الأخيرة سواء في شقها النظامي المرتبط بهجرة الكفاءات أو غير النظامي المتصل بالهجرة السرية.

تتركز 80% في المائة من عمليات الهجرة بشكل رئيسي بين بلدان القارة الإفريقية، بينما بلغ عدد المهاجرين في العالم خلال سنة 2017 وفقاً لإحصائيات منظمة الأمم المتحدة قرابة 258 مليوناً، أي ما يعادل 3,4% من سكان العالم، وقد شكّلت نسبة النساء 48,4% من مجموع المهاجرين، مقابل 49,3% سنة 2000، إضافة إلى المهاجرين الداخليين الذين بلغ عددهم حسب المنظمة الأممية 740 مليون شخص، في حين انتقل ثلث المهاجرين من دول الجنوب نحو الدول المتقدمة، بينما انتقل الثلث الآخر بين بلدان الجنوب، أما الثلث الأخير فانتقل بين بلدان الشمال، إضافة إلى ذلك قدرّت منظمة الأمم المتحدة سنة 2017 أيضاً أن عدد المهاجرين في إفريقيا يقرب نحو 24,7 مليون مهاجر، أي ما يمثل 2% من سكان القارة، وفي المغرب نجد أن عدد المهاجرين وصل إلى 101.200 مهاجر، أي ما يمثل 0,3% من إجمالي السكان سنة 2017.

أكدت المنظمة الدولية للهجرة خلال بداية شهر يناير من عام 2020 بأن 110.669 مهاجراً ولاجئاً دخلوا أوروبا عن طريق البحر خلال 2019، إذ تعد السنة السادسة توالي التي تم فيها تسجيل ما لا يقل عن 100 ألف من الوافدين على ثلاث مسارات للبحر الأبيض المتوسط وفقاً للمنظمة،

رغم اختلاق معانيها، المتناقضة أحيانا، تبقى الهدف الأخير أو الأسمى لكل دولة (مصدرة أو مستوردة أو دولة عبور) فإن المهاجرين سيستمرّون في الإسهام فيها، مهما تكون العواقب الإسقاطات بالنسبة لهم ولعائلاتهم ودولهم الأصل...

ستظل الإشكالية ذات راهنية «متجددة» وستتطور طبقا للشوايت والمتغيرات، وللظروف الحسنة كما السيئة... راهنية متغيرة. بالأمس فقط خضع المهاجرون في الولايات المتحدة لسياسة الرئيس السابق ترامب، واليوم بدؤوا في رؤية ملامح الخطوط العريضة لسياسة الرئيس بايدن. وقريبا منا، رضخ المهاجرون لتقلبات وتجاوزات ونقائص سياسات الاتحاد الأوروبي والدول الأعضاء فيه، دون أن ننسى مثيلات هذه السلبيات في دول الأصل ودول المعبر. سوف تستمر هذه التغيرات حسب التطورات التكنو-علمية - الأتمتة أو تشغيل الإنسان الآلي على الخصوص، المسببة لاندثار مهن عديدة -، وحسب الظروف الاقتصادية والظروف الاجتماعية، والرهانات الاقتصادية والسياسية... والمطالب والنضالات من أجل حقوق الإنسان بما فيها حقوق المهاجرين، وكذا حقوق القانون الإنساني... وطبقا لاعتبارات أخرى وأحداث لا يمكن توقعها.

إذا كانت إشكالية الهجرة، ستبقى ذات راهنية، فإن هذا المؤلف، ثمرة جهود باحثين ذوي تخصصات مختلفة ومتكاملة، سيكون في صميم هذه الراهنية اليوم ولداة. وسيشكل لبنة إضافية تشرى البناء الهام المتمثل في المنشورات العديدة في الموضوع. كما أن قراءته ستسلط أضواء جديدة عليه تنفع الأكاديميين (طلبة وباحثين) والممارسين.

رجاؤنا أن يشجع المؤلف آخرين على تعميق البحث في الإشكالية قصد الدفع بالمعرفة في هذا المجال إلى ما هو أبعد.



## تقديم

### العربي امرابط

الهجرة ظاهرة مستمرة، تتطور، وذات أبعاد مختلفة.

ظاهرة أبدية، لأنها لازمت الإنسان منذ فجر البشرية، ولو أنها تخضع للمد والجزر فإنها لن تختفي في المستقبل المرتقب. فحيثما يشعر أناس بالضيق أو نكران الاعتراف بهم أو تكون لديهم طموحات أو أحلام يعتقدون أن ليس بإمكانهم تحقيقها في أماكن عيشهم، فهم يهاجرون إلى حيث يرون الأمل في بلوغها؛ رغم الشكوك والأخطار. يؤكد تقرير 2020 لقسم الشؤون الاقتصادية والاجتماعية لمنظمة الأمم المتحدة أنه رغم التراجع الحاصل بسبب جائحة كوفيد - 19 فإن الهجرة الدولية استمرت في الارتفاع، وأن دول الاتجاه - الاستقبال لازالت هي الدول ذات الدخل الأكثر ارتفاعا والمرتفع - حسب تصنيف البنك الدولي - ... ويبدو أن هذا التوجه سوف يدوم طويلا لأن جهود الدول والمجموعة الدولية للحد من الآثار السلبية للتغيرات المناخية بهدف تحقيق أهداف اتفاق باريس - والتي أصبحت متجاوزة - وكذا أهداف التنمية المستدامة المرسومة في الأجندة 2030 وتحقيق الانتقال الإيكولوجي السليم... جهود غير كافية. خير دليل على هذا، نداء الأمين العام للأمم المتحدة الأخير للدول كي تحقق في أفق 2100 «صفر انبعاث» للغازات المتسببة في احتراق الكوكب. جميع المؤشرات تقريبا تدل على أن ضحايا الهجرة «المناخية» سيضافون للمهاجرين الآخرين المتنامية أعدادهم، بما فيهم اللاجئين. يمكن الترحيب بالميثاق الدولي من أجل هجرات آمنة ومنظمة ومطردة بهدف الحد من الهجرة... كما يمكن التساؤل عن حظوظ نجاحه نظرا لأن العديد من المواثيق الدولية لم يحالفها النجاح في العقود الأخيرة.

هكذا ستبقى إشكالية الهجرة راهنة، خاصة وأن لها أبعادا كثيرة. الهجرة بمفهومها الواسع كانت عاملا رئيسيا في بناء الحضارة. إلا أن للحضارة جوانب أقل لمعانا. فكم من إنجازات هائلة تحققت على أساس المعاناة، والظلم، وما إلى ذلك. في ظروف معينة ومن زوايا مختلفة، هذا ما تتضمنه العبارة الحديثة «مساهمة المهاجرين في التنمية» حينما ينظر إلى الواقع المعاش. فعلا يساهم المهاجرون في التنمية بكل أبعادها، مباشرة أو بطريقة غير مباشرة. وبما أن التنمية،

165 | التحديات الخارجية لتنزيل الإستراتيجية المغربية للهجرة واللجوء  
بدرالدين الطلحاوي

195 | إعادة الإدماج السوسيو-إقتصادي للمهاجرين العائدين إلى مدن سهل تادلة:  
حالة بني ملال والفقيه بن صالح والسبت أولاد النمة  
زهير اباحمو وعبد المجيد ازمو

207 | الوقع الاقتصادي للهجرة الدولية المغربية على مناطق الانطلاق : حالة مدينة  
السبت أولاد النمة بسهل تادلة  
إبراهيم المرابط

245 | المؤلفون

- 7 | تقديم  
العربي امرابط
- 9 | مقدمة  
محمد لكريني
- 13 | الهجرة والتهجير: محاولة لرصد الحركات الكبرى في المجال عبر التاريخ  
عبد اللطيف الركيك
- 37 | قراءة في كتاب: جوانب من تاريخ الهجرة من منطقة واد نون إلى أوروبا  
ما بين 1960-2010  
الحسين حديدي
- 47 | حقوق الأجنب بالمغرب على ضوء السياسة الجديدة للهجرة  
حافظ بكور
- 61 | السياسات الصحية وواقع وآفاق صحة المهاجرين بالمغرب  
حجي نور الدين
- 83 | حماية حقوق المهاجرين بالمغرب في ضوء تفاعل المغرب مع المنظومة الأممية لحماية  
حقوق الإنسان  
سعيد مشاك
- 107 | حقوق المهاجرين غير الشرعيين في المجال الأورومتوسطي  
محسن الندوي
- 143 | السياسة الجديدة للمغرب في مجال للهجرة : الأبعاد والتحديات  
يوسف كريم

نشر من طرف  
مؤسسة كونراد أديناور

© 2021، مؤسسة كونراد أديناور، مكتب المغرب.

جميع الحقوق محفوظة.

يمنع منعاً باتاً أي استنساخ كامل أو جزئي أو نشر دون إذن صريح من الناشر.

إشعار بعدم تحمل المسؤولية: هذا المطبوع هو بمثابة دعامة بيداغوجية، وهو ليس موجهاً بأي حال من الأحوال لأغراض تجارية.

المقالات المنشورة في هذا الكتاب لا تعبر إلا عن رأي مؤلفيها

تنسيق: عبير إيبورك، منسقة مشاريع بمؤسسة كونراد أديناور

تصنيف: بابل كوم، الرباط، المغرب

طباعة: لون، الرباط، المغرب

رقم الإيداع القانوني: 2021MO0755

ردمك: 3-3-9391-9920-978

طبعة 2021

# رؤى متقاطعة حول قضايا الهجرة في المغرب والفضاء الأورو متوسطي

التنسيق العلمي :

رضا الفلاح  
الحسين الرامي



رؤى متقاطعة حول قضايا الهجرة في المغرب  
والفضاء الأورومتوسطي

# رؤى متقاطعة حول قضايا الهجرة في المغرب والفضاء الأورومتوسطي

التسيق العلمي :  
رضا الفلاح  
الحسين الرامي



المركز المغربي للدراسات وتحليل السياسات  
ⵎⵏⵏⵓⵔ ⵎⵓⵏⵓⵔ ⵏ ⵉⵎⵓⵏⵓⵔ ⵏ ⵉⵎⵓⵏⵓⵔ  
Centre Marocain d'Études et de l'Analyse des Politiques